

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2011/27079]

17 FEVRIER 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planche 37/7) en vue de l'inscription d'une zone d'extraction destinée à permettre l'exploitation d'un nouveau gisement de calcaire en rive gauche de l'Escaut sur le territoire d'Antoing (Calonne et Bruyelle) et de Tournai (Saint-Maur)

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 2010;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, notamment les articles 1^{er}, 22, 23, 25, 26, 30, 32, 35, 37, 39, 41, 1^o et 2^o, et 42bis à 46;

Vu le schéma de développement de l'espace régional (SDER) adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté royal du 24 juillet 1981 établissant le plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 décidant la mise en révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planche 37/7) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction destinée à permettre l'exploitation d'un nouveau gisement de calcaire en rive gauche de l'Escaut, sur le territoire des communes d'Antoing (Calonne et Bruyelle) et de Tournai (Saint-Maur);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz précité;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2010 adoptant provisoirement la révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planche 37/7) en vue de l'inscription d'une zone d'extraction destinée à permettre l'exploitation d'un nouveau gisement de calcaire en rive gauche de l'Escaut, sur le territoire des communes d'Antoing (Calonne et Bruyelle) et de Tournai (Saint-Maur);

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 7 mai 2010 au 21 juin 2010 sur le territoire des communes d'Antoing et de Tournai et les réclamations et observations émises répertoriées comme suit :

Réclamations Antoing

NOM	Adresse		
ANSART, Jean-Pierre	Rue Jean Renier 3		
ARNOUCHE,	Rue H. Artisien 42	7641	BRUYELLE
BACART, Angélique	Rue du Petit Pavé 5	7641	BRUYELLE
BASSECOUR, Dany	Rue Sans Fond	7180	SENEFFE
BAUDRY, Geoffrey	Rue de l'Orphaverie 30	7640	ANTOING
BERNARD, Isabelle	Rue Emile Royer 19	7642	CALONNE
BESARD, Alain	Rue des Ponts 18	7640	ANTOING
BEYLS, Lysiane	Rue des Ponts 18	7640	ANTOING
BLANGENOIS, Nicolas	Rue de France 9	7642	CALONNE
BONNET, Jacques	Chaussée de Tournai 10	7641	BRUYELLE
BORE, Philippe	Rue Neuve 2	7640	ANTOING
BOUCAERTS, Joseph	Chemin de Halage 19	7640	ANTOING
BOUCHART, Carine	Chemin de Halage 1	7640	ANTOING
BOUVIER, Jean-Marie	Rue Albert I ^{er}	7642	CALONNE
BRABANT, Patricia	Rue Crèveceur 22	7640	ANTOING
BRESOUX, N	Résidence François Viste 25	7642	CALONNE
BUFKENS, Matthieu	Drève du Marais 4	7503	FROYENNES
BURON, André	Chaussée de Tournai 15	7641	BRUYELLE
CARLIER, Jacqueline	Chaussée de Tournai 29	7641	BRUYELLE
CARPENTIER	Rue H. Artisien	7641	BRUYELLE
CASIER, Bernard	Chemin de Halage 2	7640	ANTOING
CASIER, Amandine	Chemin de Halage 2	7640	ANTOING
CASIER, Bernard	Chemin de Halage 2	7640	ANTOING

NOM	Adresse		
CHAVAILLE, Jean	Rue du Petit Pavé	7641	BRUYELLE
CHAVAL, Alain	Rue à Châpons 9	7640	ANTOING
CHUFFART, Isabelle	Rue de la Plume 4	7536	VAULX
CIMESCAUT,	Rue du Coucou 37	7640	ANTOING
CLEMENT, Monique	Rue Emile Royer 29	7642	CALONNE
CLEMENT, Michele	Chemin de Halage 11	7640	ANTOING
COCHEZ, Jean	Chaussée de Tournai 11	7641	BRUYELLE
COPIN, Sophie	Rue de la Pêcherie 43	7640	ANTOING
COPPENOLLE, Jérémy	Rue du Petit Pavé	7641	BRUYELLE
COTON, Dany	Rue Colonel Dettmer 63	7500	ERE
CROMBEZ, Nadia	Rue Roosevelt	7642	CALONNE
DAMBRIN, Bernard	Rue H. Artisien 3	7641	BRUYELLE
DAVAINE, Raymonde	Rue Jean Delcroix 7	7641	BRUYELLE
DE RODDER, André	Rue du Marais 19	7640	MAUBRAY
DE SCETE, Katy	Rue H. Artisien 5b	7641	BRUYELLE
DEBAISIEUX, Daniel	Chaussée de Tournai 12	7641	BRUYELLE
DEBRUE, A	Rue H. Artisien 23	7641	BRUYELLE
DECOBECQ, N	Rue H. Artisien 38	7641	BRUYELLE
DECROOS, Philippe	Rue de Crèveœur	7640	ANTOING
DEFEYDER, Daniel	Chemin de Halage 10	7640	ANTOING
DEGALLAIX, Yvonne	Rue J. Wauters 4	7641	BRUYELLE
DELANNOY, M-C	Chaussée de Tournai 34	7641	BRUYELLE
DELARSILLE, Henri	Chemin de Halage 12	7640	ANTOING
DELARSILLE, Pierre	Rue des Chantiers	7640	ANTOING
DELFORGE, Joanna	Rue H. Artisien 30	7641	BRUYELLE
DELFOSSSE, Nora	Rue de France 13	7642	CALONNE
DELFOSSSE,	Grand Rue 23b	7640	ANTOING
DELFOSSSE, Jeannine	Rue de l'Almanach 24	7642	CALONNE
DELGRANGE, Nathalie	Rue Albert I ^{er}	7642	CALONNE
DELHAYE-BERTON,		7640	ANTOING
DELHUVENNE, Loïc	Rue Albert I ^{er} 15	7642	CALONNE
DEMAN, Jean-Marie	Rue du Gare		TOURNAI
DEMEUTER, Sébastien	Rue Emile Royer 13	7642	CALONNE
DENYS, Maryse	Chemin de Halage 9	7640	ANTOING
DEQUIN, José	Rue H. Artisien 1	7641	BRUYELLE
DEQUIN, Jeanne	Rue H. Artisien 1	7641	BRUYELLE
DESCHAUMIER, Jules	Rue H. Artisien 5	7641	BRUYELLE
DESMET,	Chaussée de Tournai	7641	BRUYELLE
DESPLANQUE, Michel	Rue H. Artisien 70	7641	BRUYELLE
DESPLANQUE, Françoise	Chemin de Halage 5	7640	ANTOING
DESSART, Fabien	Rue H. Artisien 22	7641	BRUYELLE
DESSART, Jonathan	Chemin de Halage 18	7640	ANTOING
DEVOS, Jean-Pierre	Rue H. Artisien 9	7641	BRUYELLE
DEVRIEZE, Jean	Rue de France 16	7642	CALONNE
DEWASMES, Georges	Cité Viste 14	7642	CALONNE
DIRICQ, Hélène	Chemin de Bléhavies 25		LONGY
Domaine de CHERCQ	Rue de l'Abbaye des Chartreux 27	7521	CHERCQ
DOUILEZ, André	Rue des Déportés	7641	BRUYELLE
DRABBE, Paulette	Chaussée de Tournai 4	7641	BRUYELLE
DRABBET	Rue des Marais 2	7641	BRUYELLE
DRAMAIS, Brigitte	Rue du Buge	7640	ANTOING

NOM	Adresse		
DRAPIER	Rue H. Artisien 22	7641	BRUYELLE
DRAPS, S	Rue de Bitremont 30		
DROISSART, Robert	Chemin de Halage 13	7640	ANTOING
DROISSART, Frédéric	Chaussée de Tournai 168	7641	BRUYELLE
DRUART, Nathalie	Chemin de Halage 2	7640	ANTOING
DUART, Jean-François	Chaussée de Tournai 36	7641	BRUYELLE
DUBOIS, Ginette	Cité de l'Espérance 7	7642	CALONNE
DUFRAZY, Daniel	Chaussée de Tournai	7641	BRUYELLE
DULEI, Yvette			TOURNAI
DULRERS, Ginette	Chaussée de l'Espérance 7		
DUMAZY	Rue H. Artisien	7641	BRUYELLE
DUMORTIER, Christine	Chemin de Halage 16	7642	CALONNE
DUPONT, Armelle	Rue de Fontenoy 48	7640	ANTOING
DUPREZ	Rue H. Artisien	7641	BRUYELLE
DUPUCHE, Sonia	Chaussée de Tournai 34	7641	BRUYELLE
ELIA SUD	Avenue Albert I ^{er} 19	5000	NAMUR
EVERAET, Anita	Rue Wattecant 14		
FALISE, Ch.	introuvable	7642	CALONNE
FERME, A.	Rue des Venniaux 140	7640	PERONNES
FIEVEZ, M.	Rue du Rivage	7641	BRUYELLE
FONTAINE, Georges	Rue H. Artisien 64	7641	BRUYELLE
FONTERI, Sylvie	Rue des Rossignols 6	7462	CALONNE
FOUDI, Louise	Rue de la Baille d'Or 17		
FRANCOIS, Suzy	Rue du Petit Pavé	7641	BRUYELLE
FRANCOIS	Chaussée de Tournai 14	7641	BRUYELLE
FRANCQ, Marie-Louise	Rue du Paradis		
GARDAVIN, A.	Rue H. Artisien	7641	BRUYELLE
GARNIER-PARENT, Yvette	Chemin des Anglais 11	7642	CALONNE
GOSSIAUX, Patrick	Rue Jean Delcroix 12	7641	BRUYELLE
GRANSART, André	Chaussée de Tournai 35	7641	BRUYELLE
GRENET, Yannick	Rue des Tanneurs 7	7640	ANTOING
GRUNIAU, M.-G.	Chemin de Halage 10	7640	ANTOING
GUELTON, Michelle	Résidence Les Sablons 4	7641	BRUYELLE
GUERIN, Ernest	Chaussée de Tournai 41	7641	BRUYELLE
GUIGNET, Claude	Rue Neuve 33	7640	ANTOING
GUIGNET, Colette	Rue de la Wallonie 8	7640	ANTOING
HANART, Jean-Philippe	Chemin des Anglais 9	7642	CALONNE
HECQ, Flora	Chaussée de Tournai 23	7641	BRUYELLE
HENNETON, Famille	Rue du Petit Pavé	7641	BRUYELLE
HENNOT, Jacques	Rue de la Brasserie 27	7536	VAULX
HERCHEUX, Anne-Sophie	Rue Jean Delcroix 4A	7641	BRUYELLE
HERDREUX, Myriam	Rue des Déportés 35	7641	BRUYELLE
HERREMANS, Cédric	Chaussée de Tournai 5	7641	BRUYELLE
HESPEL, Viviane	Rue Albert I ^{er}	7642	CALONNE
HOUREZ-ALTRUX	Rue de France 1	7642	CALONNE
Illisible	Rue Roosevelt 18	7642	CALONNE
JOSQUIN, Didier	Chaussée de Tournai 57	7641	BRUYELLE
JURION, Julie	Nouveau Passage 12	7642	CALONNE
KINT, Philippe	Rue Artur Dutoit	7642	CALONNE
LAFAURE, Nicolas	Rue de Crèveœur 90	7640	ANTOING
LAMANT, Béatrice	Résidence François Viste 16	7642	CALONNE

NOM	Adresse		
LAMARQUE, Christian	Pecquereau 10		
LAMBIER, Charlotte	Rue H. Artisien 38	7641	BRUYELLE
LECLERCQ, Paula	Chaussée de Tournai 11	7641	BRUYELLE
LECUT, Pol	Grand Rue 23b	7640	ANTOING
LEFEBVRE, Nadine	Grand Rue	7640	ANTOING
LEFRANCQ	Rue H. Artisien 22	7641	BRUYELLE
LEFRANCQ	Rue H. Artisien 24	7641	BRUYELLE
LEGER, Pierre	Boulevard de l'Eglise 7	7640	ANTOING
LEJEUSNE/MAMIEU,	Chemin de Halage 17	7640	ANTOING
LEMAHIEU, Eddy	Chemin de Halage 1	7640	ANTOING
LENOIR, Freddy	Rue Albert I ^{er}	7642	CALONNE
LENOIR, Christine	Rue Emile Royer 21	7642	CALONNE
LESTARQUIT, Daniel	Rue de l'Yser 1	7642	CALONNE
LESTARQUIT, Michel	Rue des Rosières 27	7640	ANTOING
LETENDRE, Suzanne	Rue H. Artisien 10	7641	BRUYELLE
LIARD	Rue des Déportés	7641	BRUYELLE
LIBBRECHT, Grégory	Rue de France 17	7642	CALONNE
LOOTENS, Robert	Chaussée de Tournai	7641	BRUYELLE
LUCAT, Yvette	Buissonnière 7		
MAHIEU, Henri	Chaussée de Tournai 8	7641	BRUYELLE
MAHIEU, Nadine	Chemin de Halage 17	7640	ANTOING
MAILLIERE, Maryse	Rue H. Artisien 22	7641	BRUYELLE
MALADRY-JORION, Jonathan	Nouveau Passage 12	7642	CALONNE
MALICE, Christian	Almanach 26	7642	CALONNE
MARBAIS, Sabine	Rue H. Artisien 9	7641	BRUYELLE
MARTIN, José	Rue de Morlies 12	7640	MAUBRAY
MATON, Lucette	Rue H. Artisien 30	7641	BRUYELLE
MENEZ, Jérôme	Rue Emile Royer 48	7642	CALONNE
MERCIER, Charlotte	Chaussée de Tournai 57	7641	BRUYELLE
MERVAILLE, S. Anne	Rue H. Artisien 3	7641	BRUYELLE
MESSIAEN, Marcelle	Chaussée de Tournai 41	7641	BRUYELLE
MINNE, Jerry	Rue du Ry 20	7500	TOURNAI
MONTEGNIES, Albert	Rue Crepy 33	7640	ANTOING
MORAZZO	Rue de France 18	7640	ANTOING
MORRANI, Vanessa	Rue de la Persévérance 4	7642	CALONNE
MOTRANI, Sabrina	Rue de l'Yser 22	7642	CALONNE
MOULIN, S.	Rue H. Artisien 68	7641	BRUYELLE
MUSET, Lollia	Rue Albert I ^{er} 15	7642	CALONNE
NATHALEI	Rue de l'Yser		introuvable
NUYTEN, Famille	Rue H. Artisien 13	7641	BRUYELLE
PEYLS, David	Rue du Petit Pavé 19	7641	BRUYELLE
PEYLS, Jacques	Chemin de Halage 5	7640	ANTOING
PHILIPPE, Cathy	Reu du Petit Pavé 3	7641	BRUYELLE
PLANCHON, Patrick	Rue de la Station 9	7640	ANTOING
POLLET, Micheline	Rue H. Artisien 64	7641	BRUYELLE
PONCIN, Claudine	Rue du Petit Pavé	7641	BRUYELLE
PROEVEES	Rue H. Artisien 34	7641	BRUYELLE
QUESTIER, Bernadette	Champ des Oiseaux 23	7620	HOLLAIN
QUINTIN-LESTIENNE	Chemin des Roquettes 1	7642	CALONNE
RAPAILLE, Rita	Rue de Péronnes 23	7640	ANTOING
RIFAUT, Josiane	Chemin de Halage 13	7640	ANTOING

NOM	Adresse		
RIVIERE, Nathalie	Nouveau Passage 10	7642	CALONNE
ROBIN	Rue Jean Delcroix 17	7641	BRUYELLE
ROSSIGNOL, Christine	Chaussée de Tournai 1	7641	BRUYELLE
ROSSIGNOL-TELLIER, Roger	Rue H. Artisien 2	7641	BRUYELLE
SARD, Roger	Rue de la Wallonie	7640	ANTOING
SCHILTZ, Guy	Rue Emile Royer 19	7642	CALONNE
SCHLUMPF	Chaussée de Tournai 51	7641	BRUYELLE
SCHMIT-DAOUMER	Rue Alexandre Dapsens 10	7536	VAULX
SCHOT, Jean-Marie	Chemin de Halage 11	7640	ANTOING
SENECA	Rue H. Artisien 5a	7641	BRUYELLE
SENECHAL, Françoise	Chaussée de Tournai 57	7641	BRUYELLE
SMELDERS	Rue de France 16	7642	CALONNE
SOUDAN, Mélissa	Rue Emile Royer 48	7642	CALONNE
SOUDAN, Serge	Rue Emile Royer 29	7642	CALONNE
TACK, Michael	Résidence François Viste 21	7642	CALONNE
TELLIER, Cécile	Rue H. Artisien 2	7641	BRUYELLE
TESSE, Monique	Chaussée de Tournai 51	7641	BRUYELLE
THIBAUT, Jacques	Place Stalingrad	7642	CALONNE
TRATSAERT, J.	Rue Roosevelt 15	7642	CALONNE
URBAIN, Marie-Pierre	Boulevard de l'Eglise 7	7640	ANTOING
VAN GAEVER, Pascale	Chemin de Halage 22	7640	ANTOING
VAN PARYS, Laurent	Chemin de Bléhavies 25		LONGY
VANBOQUESTAL, Jeanine	Rue J. Wauters 1	7641	BRUYELLE
VANDENBULCKE, Dany	Résidence François Viste 16	7642	CALONNE
VANREETH, Roland	Rue H. Artisien 24	7641	BRUYELLE
VERHELST, Léonie	Chaussée de Tournai	7641	BRUYELLE
VINCENT, Jeanne	Rue de l'Orphaverie 22	7640	ANTOING
VINCHE, Remy	Rue de l'Yser 6	7642	CALONNE
VRAUX, Monique	Rue Mariquette 10	7643	FONTENOY
WALLECAN, P.	Avenue de Maire 204	7500	TOURNAI
WATTECAMPS, J.	Rue Sart Colin 143	7622	BRUNHAUT
WERY, Nadine	Rue H. Artisien 70	7641	BRUYELLE
WILDEMEERSCH	Rue de France 14	7642	CALONNE
Z'ZOLLE, Olivier	Chemin des Anglais 1	7642	CALONNE

Réclamations Tournai

NOM	Adresse		
L'AIR A L'IL, ASBL	Rue de Melles 1	7533	THIMOUGIES
ADAM, Maxime	Rue du Colonel Dettmer 16	7500	SAINT-MAUR
ALLARD, Jean Luc	Rue de Warnaffe 13	7500	SAINT-MAUR
BADTS, Stéphane	Rue du Colonel Dettmer 1	7500	SAINT-MAUR
BATAILLE, Suzanne	Rue du Coulant d'Eau 12	7521	CHERCQ
BAUSIER, Daniel	Rue de Warnaffe 11	7500	SAINT-MAUR
BEAUSIERE, Corentin	Place de Saint-Maur 7	7500	SAINT-MAUR
BECQ, Antoinette	Rue de l'Union 2	7500	TOURNAI
BECQ, Raymond	Rue Pont à Rieu 13A	7500	SAINT-MAUR
BONNET, Jean	Rue de Calonne 32	7521	CHERCQ
BOSSUT, Laurence	Rue du Colonel Dettmer 2	7500	SAINT-MAUR
BOUDRENGHIEN, Line	Rue du Colonel Dettmer 14	7500	SAINT-MAUR
BRABANT, Aline	Rue de Calonne 36	7521	CHERCQ
BRIENNE, J.	Rue de Warnaffe 6A	7500	SAINT-MAUR

NOM	Adresse		
BRUYERE, Jacques	Rue du Limousin 7	7500	TOURNAI
BUCHON, Dorothée	Rue du Colonel Dettmer 40	7500	SAINT-MAUR
BULTREYS, Corine	Place de Saint-Maur 15	7500	SAINT-MAUR
BULTREYS, Daniel	Rue A. Labarre 38		BRUXELLES
BULTREYS, Mireille	Rue du Chaudron 11	7800	ATH
BULTREYS, Patrick	Rue de Foucaumont 17	7812	LIGNE
CALLEWAERT, Jérôme	Rue de Wisempierre 14	7500	SAINT-MAUR
CALONNE, Stéphanie	Place de Saint-Maur 10	7500	SAINT-MAUR
CAMBERLIN, Ray	Rue du Pont à Rieu 13C	7500	SAINT-MAUR
CARBON, Johan	Rue de Calonne 54	7521	CHERCQ
CARPENTIER	Rue de Calonne 42	7521	CHERCQ
CASSE, Henry	Place de Saint-Maur 16	7500	SAINT-MAUR
CASSE, Maximilien	Place Saint-Maur	7500	SAINT-MAUR
CHAVAL, Alain	Rue à Châpons 9	7640	ANTOING
CHEVALIER, Francis	Rue Pont à Rieu 13/G	7500	SAINT-MAUR
CHEVALIER, J.	Rue Pont à Rieu 13A	7500	SAINT-MAUR
CHOTEAU, Alexis	Rue du Colonel Dettmer 24	7500	SAINT-MAUR
CHOTEAU, Philippe	Rue du Colonel Dettmer 24	7500	SAINT-MAUR
CHRISTIAENS	Rue du Coulant d'Eau,	7521	CHERCQ
CLAES, Guy	Place de Saint-Maur 19	7500	SAINT-MAUR
CLAIRQUIN, M.	Place de Saint-Maur 38	7500	SAINT-MAUR
COLIN, Martine	Place de Saint-Maur 14	7500	SAINT-MAUR
CORNELIS, Mélanie	Rue Louis Pion 23	7522	LAMAIN
CORNET, Juliette	Place de Saint-Maur	7500	SAINT-MAUR
CORNET, Léon	Place de Saint-Maur 10	7500	SAINT-MAUR
CORNET, Marc	Place de Saint-Maur 10	7500	SAINT-MAUR
CORNET, Mona Lilly	Place de Saint-Maur 10	7500	SAINT-MAUR
CORNU, Tangui	Place de Saint-Maur 14	7500	SAINT-MAUR
COTON, David	Rue du Colonel Dettmer 31	7500	SAINT-MAUR
COUDOU, Nathalie	Rue de la Charrette 28	7620	BRUNHAUT
COULON, Raymonde	Rue du Chaudron 11	7800	ATH
COUPLET, Barthelemy	Place de Saint-Maur 15	7500	SAINT-MAUR
COUPLET, Clémentine	Place de Saint-Maur 45	7500	SAINT-MAUR
COUPLET, Ignace	Place de Saint-Maur 45	7500	SAINT-MAUR
CRETEUR, Martine	Rue F. Desmons 10	7500	SAINT-MAUR
CUVELIER, Armande	Place de Saint-Maur 7/6	7500	SAINT-MAUR
DAGNIES, Alice	Rue du Pont à Rieu 13i	7500	SAINT-MAUR
DAGNIES, Kevin	Rue du Pont à Rieu 13	7500	SAINT-MAUR
DE VYVER, Marie Ange	Rue Ferdinand Desmons 14	7500	SAINT-MAUR
DECALUWE, Elise	Rue de Warnaffe 30	7500	SAINT-MAUR
DECALUWE, Simon	Rue de l'Orfèvrerie 1	7640	ANTOING
DECALUWE, Xavier	Rue de Warnaffe 30	7500	SAINT-MAUR
DECAMPS, Sandra	Rue de Calonne 38	7521	CHERCQ
DECROUPENDY, J.	Rue du Pont à Rieu 18	7500	SAINT-MAUR
DELAHAYE, Freddy	Rue du Pont à Rieu 7	7500	SAINT-MAUR
DELANOIS, Jean Marie	Rue de Wisempierre 2	7500	SAINT-MAUR
DELCOUCQ, Lucien	Rue du Coulant d'Eau 8	7521	CHERCQ
DELCOURT, Antoinette	Rue Pont à Rieu 13F	7500	SAINT-MAUR
DELCOURT, Bérengère	Rue du Colonel Dettmer 12	7500	SAINT-MAUR
DELCOURT, Brigitte	Rue du Coulant d'Eau 16	7521	CHERCQ
DELCOURT, Marguerite	Rue du Colonel Dettmer	7500	SAINT-MAUR

NOM	Adresse		
DELCROIX, André	Rue du Colonel Dettmer 33	7500	SAINT-MAUR
DELCROIX, Séverine	Rue du Colonel Dettmer 29	7500	SAINT-MAUR
DELECOURT, Carine	Rue du Colonel Dettmer 26	7500	SAINT-MAUR
DELECOURT, Isabelle	Rue du Colonel Dettmer 26	7500	SAINT-MAUR
DELEM, Magali	Rue Ferdinand Desmons 5	7500	SAINT-MAUR
DELIEGE, Marie France	Place de Saint-Maur 50	7500	SAINT-MAUR
DELVOIX, Sylvie	Rue de Calonne 43	7521	CHERCQ
DEMOLDER, Jean-Pierre	Rue Boulière 25	7542	MONT-SAINT-AUBERT
DEPRAETERE, Viviane	Place 22	7500	SAINT-MAUR
DEROUBAIX, Jean-Pierre	Rue de Wisempierre	7500	SAINT-MAUR
DESCAMPS, David	Rue du Coulant d'Eau 19	7521	CHERCQ
DESCAMPS, Jean	Rue du Colonel Dettmer	7500	SAINT-MAUR
DESCAMPS, Jean-François	Rue du Colonel Dettmer 13	7500	SAINT-MAUR
DESOER, Alain	Rue F. Desmons 10	7500	SAINT-MAUR
DESOER, Manon	Rue Ferdinand Desmons 10	7500	SAINT-MAUR
DESVILLE, A.	Place de Saint-Maur, 7	7500	SAINT-MAUR
DETENWEG, Thérèse	Rue du Colonel Dettmer 5	7500	SAINT-MAUR
DETOURNAY, Nicole	Rue de Warnaffe 28	7500	SAINT-MAUR
DEVOS, Blaise-Antoine	Rue Ferdinand Desmons 12	7500	SAINT-MAUR
DIAS FERREIRA, Carlos	Rue Alexandre Dapsens 12	7536	VAULX
DIERICK, Rita	Rue Louis Pion 23	7522	LAMAIN
DIERICKX, Yves	Rue du Hameau de Barges 24	7500	SAINT-MAUR
DOUILLET, Aurélie	Rue de Wisempierre 12	7500	SAINT-MAUR
DUBART, Gérard	Rue Pont à Rieu 13E	7500	SAINT-MAUR
DUBOIS, Francine	Rue Warnaffe 5	7500	SAINT-MAUR
DUBUS, Pascal	Rue de la Farinette 9	7542	MONT-SAINT-AUBERT
DUFOUR, Daniel	Rue Ferdinand Desmons 14	7500	SAINT-MAUR
DUMORTIER, M.H.	Rue du Coulant d'Eau 3	7521	CHERCQ
DUMORTIER, Mathieu	Rue de Wisempierre 16	7500	SAINT-MAUR
DUMORTIER, Roland	Rue du Colonel Dettmer 14	7500	SAINT-MAUR
DUMOULIN, Gérard	Rue du Colonel Dettmer 50	7500	SAINT-MAUR
DUMOULIN, M.	Rue du Colonel Dettmer 50	7500	SAINT-MAUR
DUPONT, Brigitte	Rue du Pont à Rieu 7	7500	SAINT-MAUR
DUPONT, Lina	Rue du Coulant d'Eau 10	7521	CHERCQ
DUPONT, Marie Claire	Rue Alexandre Dapsens 14	7536	VAULX
DUPONT, Mauricette	Rue Alexandre Dapsens 12	7536	VAULX
DUPONTHIN, Christophe	Rue du Colonel Dettmer 20	7500	SAINT-MAUR
DUROISIN, Paulette	Rue du Coulant d'Eau 15	7521	CHERCQ
DUVIVIER, F.	Rue Ferdinand Desmons 16	7500	SAINT-MAUR
EECKHOUT, Katty	Rue du Colonel Dettmer 46	7500	SAINT-MAUR
ELANQUE, Eugène	Place 38	7500	SAINT-MAUR
ESQUENET, Damien	Rue Ferdinand Desmons 5	7500	SAINT-MAUR
FARVACQUE, Hélène	Rue Paul Pastur 85	7500	TOURNAI
FERAIN, Amauria	Rue de Calonne 35	7521	CHERCQ
FLAMENT, Amandine	Rue du Pont à Rieu 15	7500	SAINT-MAUR
FLAMENT, Magali	Rue du Pont à Rieu 15	7500	SAINT-MAUR
FONTAINE, Aurélie	Rue du Pont à Rieu 22	7500	SAINT-MAUR
FOUCART, Aline	Rue du Colonel Dettmer 22A	7500	SAINT-MAUR
FOUCART, M. Christine	Rue du Colonel Dettmer 6	7500	SAINT-MAUR
FOUCART, Pascale	Rue du Colonel Dettmer 48	7500	SAINT-MAUR
FOUREZ, Anne	Rue du Nord,	7500	TOURNAI

NOM	Adresse		
FOUREZ, Willy	Rue du Coulant d'Eau 12	7521	CHERCQ
GERARDIN, Elisabeth	Rue de Calonne 32	7521	CHERCQ
GHEKIERE, Gladys	Rue du Colonel Dettmer 16	7500	SAINT-MAUR
GOBERT, Rose-Marie	Rue de Warnaffe 13	7500	SAINT-MAUR
GRULOIS, Bertrand	Rue des Vignobles 3	7536	VAULX
GRULOIS, Esther	Rue de Warnaffe	7500	SAINT-MAUR
GUELAY, Josette	Hameau de Barges 32	7500	SAINT-MAUR
HEINDRYCKX, G.	Place de Saint-Maur	7500	SAINT-MAUR
HEINDRYCKX, Patrick	Rue de Warnaffe 26	7500	SAINT-MAUR
HENNART, Alistair	Rue F. Desmons 3	7500	SAINT-MAUR
HENNART, Fannys	Rue F. Desmons 3	7500	SAINT-MAUR
HENNART, Gery	Rue F. Desmons 3	7500	SAINT-MAUR
HENNOT, Jacques	Rue de la Brasserie 27	7536	VAULX
HENNOT, Sophie	Rue des Ableaux 77	7536	VAULX
HERINCKX, Geneviève	Place de Saint-Maur 45	7500	SAINT-MAUR
HOTTEKIET, Baptiste	Place de Saint-Maur	7500	SAINT-MAUR
HUAIN, Elodie	Place de Saint-Maur	7500	SAINT-MAUR
HUIN, Cathy	Place de Saint-Maur 7	7500	SAINT-MAUR
HUIN, Claire	Rue de Warnaffe 6A	7500	SAINT-MAUR
HUIN, René	Rue de Warnaffe 18	7500	SAINT-MAUR
HURSHX, Rosalie	Rue du Coulant d'Eau 16	7521	CHERCQ
ISEUX, R.	Rue du Pont à Rieu 13B	7500	SAINT-MAUR
JOURET, Aline	Rue du Colonel Dettmer 3/12	7500	SAINT-MAUR
LAMARQUE, Chloé	Rue du Pont à Rieu 28	7500	SAINT-MAUR
LAMARQUE, Clothilde	Rue du Pont à Rieu 28	7500	SAINT-MAUR
LAMPOLE, Michèle	Rue du Colonel Dettmer 22	7500	SAINT-MAUR
LANNOISE, Frank	Rue du Colonel Dettmer 22	7500	SAINT-MAUR
LECHANAINE, F.	Rue du Pont à Rieu 4	7500	SAINT-MAUR
LECLERCQ, M.H.	Rue du Hameau de Barges 24	7500	SAINT-MAUR
LEFEBVRE, Dominique	Rue du Colonel Dettmer 25	7500	SAINT-MAUR
LEFEBVRE, Marie-Christine	Rue Albert Asou 25	7500	TOURNAI
LEFRANCQ, Michelle	Rue du Coulant d'Eau 9	7521	CHERCQ
LEGRAND, Claudine	Place 2	7500	SAINT-MAUR
LEMAIRE, Marie Line	Place de Saint-Maur 8	7500	SAINT-MAUR
LEMOINE, Joëlle	Rue du Colonel Dettmer 38	7500	SAINT-MAUR
LEPOUTRE, Mickael	Rue de Calonne 48	7521	CHERCQ
LEYNIER, Marie-Paule	Rue du Coulant d'Eau 14	7521	CHERCQ
LIEGEOIS, Magda	Place de Saint-Maur	7500	SAINT-MAUR
MALADRY, Jérôme	Place de Saint-Maur 18	7500	SAINT-MAUR
MARTEZ, Marlène	Rue de Calonne 40	7521	CHERCQ
MARTINAGE, Thérèse	Grand Route	7640	ANTOING
MASQUILIER, J.	Rue du Colonel Dettmer	7500	SAINT-MAUR
MASQUILIER, Sébastien	Rue du Colonel Dettmer 12B	7500	SAINT-MAUR
MATHIEU, Violaine	Rue du Pont à Rieu 13H	7500	SAINT-MAUR
MATTEZ, Michel	Rue de Warnaffe 1	7500	SAINT-MAUR
MERCIER, Jean-Claude	Rue du Coulant d'Eau 10	7521	CHERCQ
MERVAILLE, Jocelyne	Rue du Colonel Dettmer 22A	7500	SAINT-MAUR
MEURIST, Alain	Rue du Colonel Dettmer 19	7500	SAINT-MAUR
MEURIST, Eric	Rue de Warnaffe 12/A	7500	SAINT-MAUR
MEURIST, Patrick	Rue Paul Pastur 85	7500	TOURNAI
MIDAVAINÉ, Jean Raoul	Rue Alexandre Dapsens 14	7536	VAULX

NOM	Adresse		
MINET, Benoît	Rue de Calonne 36	7521	CHERCQ
MIOT, Janine	Rue du Pont à Rieu 2	7500	SAINT-MAUR
MOHEE, Célia	Rue Ferdinand Desmons	7500	SAINT-MAUR
MONNIER, Linda	Rue du Colonel Dettmer 9	7500	SAINT-MAUR
MONTEGNIES, Annie	Place de Saint-Maur 4	7500	SAINT-MAUR
MOUREAU, Martine	Rue de Warnaffe 12	7500	SAINT-MAUR
NACKAERT, Jean Philippe	Rue du Colonel Dettmer 46	7500	SAINT-MAUR
NACKAERT, Mary Lu	Rue du Colonel Dettmer 46	7500	SAINT-MAUR
NIGRON MATTEZ, Sophie	Rue du Raheil 14	9215	SURESNES
NUYTEN, Michel	Place de Saint-Maur 4	7500	SAINT-MAUR
PARQUILION, Sabine	Rue de Warnaffe 33	7500	SAINT-MAUR
PARVACQUE, Alain	Place 2	7500	SAINT-MAUR
PEFANER, Jean	Rue du Colonel Dettmer 5	7500	SAINT-MAUR
PERSOONS, Antonne	Place de Saint-Maur 15	7500	SAINT-MAUR
PERSOONS, Bill	Place de Saint-Maur 15	7500	SAINT-MAUR
PERSOONS, Faustine	Place de Saint-Maur 15	7500	SAINT-MAUR
PERSOONS, Paul	Place de Saint-Maur 15	7500	SAINT-MAUR
PERSOONS, Roger	Chaussée de Dottignies 56	7712	HERSEAUX
PICHON, Steve	Rue du Colonel Dettmer 6	7500	SAINT-MAUR
PIRSOUL, A.	Rue du Coulant d'Eau 3	7521	CHERCQ
PONCHAU, Eveline	Rue de Wisempierre 4	7500	SAINT-MAUR
PONTEGNIE, Anne	Rue Rouppe 6	1000	BRUXELLES
PONTEGNIE, Daniel	Rue de Warnaffe 24	7500	SAINT-MAUR
PONTEGNIE, Jean-François	Rue de l'Union 2	7500	TOURNAI
PONTEGNIE, Pascale	Rue Rubens 96	1030	BRUXELLES
PONTHIEU, Marie-Paule	Rue de Warnaffe 24	7500	SAINT-MAUR
POTIER, Marie-Claude	Rue du Colonel Dettmer 24	7500	SAINT-MAUR
PREVOST, Denis	Rue du Pont d'Eau	7502	ESPLECHIN
RABAGO, M. Carmena	Rue de Warnaffe 11	7500	SAINT-MAUR
RAPAILLE, Sania	Rue de la Farinette 9	7542	MONT-SAINT-AUBERT
RASSENEUR, Tillie	Rue du Coulant d'Eau 11	7521	CHERCQ
REHEVE, Anne Sophie	Rue Ferdinand Desmons	7500	SAINT-MAUR
RESSENCAM, R.	Rue du Coulant d'Eau 11	7521	CHERCQ
ROGGHE, Ariane	Rue du Colonel Dettmer 19	7500	SAINT-MAUR
ROUPIN, Jacques	Place de Saint-Maur	7500	SAINT-MAUR
SAMOY, Edith	Rue du Colonel Dettmer 12B	7500	SAINT-MAUR
SCHIETAERT, Fabienne	Place de Saint-Maur 13	7500	SAINT-MAUR
SCHMIDT-DAOUMER	Rue Alexandre Dapsens 10	7536	VAULX
SOTTIAUX, Anne Valérie	Rue du Pont à Rieu 5	7500	SAINT-MAUR
SPIERS, Patricia	Rue de l'Eglise de Quartes	7540	QUARTES
SPIERS, Patrick	Rue du Coulant d'Eau 7	7521	CHERCQ
SPONTON, Alain	Rue du Colonel Dettmer 9	7500	SAINT-MAUR
STRUBBE, Véronique	Rue du Coulant d'Eau 8	7521	CHERCQ
TACK, Michael	Résidence François Viste 21	7642	CALONNE
TAMBOUR, Marie-Claire	Rue de Wisempierre 10	7500	SAINT-MAUR
TANGHE, Christine	Rue Ferdinand Desmons 4	7500	SAINT-MAUR
THORN, Sabine	Rue de l'Abbaye des Chartreux	7521	CHERCQ
TIBERGHIE, Jean-Noel	Place de Saint-Maur 28	7500	SAINT-MAUR
TOCH, Aurélie	Rue du Colonel Dettmer 3/22	7500	SAINT-MAUR
TOCH, Didier	Rue du Colonel Dettmers 48	7500	SAINT-MAUR
TRANCHANT, Rosa	Rue du Coulant d'Eau 7	7521	CHERCQ

NOM	Adresse		
TRIFEN, Geoffroy	Rue du Pont à Rieu 5	7500	SAINT-MAUR
VAN CROMBRUGGE, Henry	Place de Saint-Maur 48	7500	SAINT-MAUR
VAN DURMEN, Audrey	Rue de Wisempierre 16	7500	SAINT-MAUR
VANDORSTENE, Stéphane	Rue du Hameau de Barges 30	7500	SAINT-MAUR
VANHEDE, Carmen	Chaussée de Dottignies 34	7712	HERSEAUX
VERDONCK, Caroline	Place de Saint-Maur 8	7500	SAINT-MAUR
VERDONCK, Marc	Place de Saint-Maur 8	7500	SAINT-MAUR
VERHELLE, Alison	Place de Saint-Maur 48	7500	SAINT-MAUR
VERHEYEN, L.	Rue de Calonne 58	7521	CHERCQ
VERHOYE, Bernard	Rue Ferdinand Desmons 4	7500	SAINT-MAUR
VERHOYE, Emilien	Rue Ferdinand Desmons,	7500	SAINT-MAUR
VERHOYE, Hugues	Rue Germaine Devalet 48A	7500	TOURNAI
VERHOYE, Maude	Rue Ferdinand Desmons,	7500	SAINT-MAUR
VERHOYE, Simon	Rue Germaine Devalet 48A	7500	TOURNAI
VERHOYE, Victor	Rue Germaine Devalet 48A	7500	TOURNAI
VERRAGHEN, Benjamin	Rue des Abiaux 93	7536	VAULX
VEYS, Alix	Rue de Wisempierre 2	7500	SAINT-MAUR
VEYS, Annick	Rue du Pont à Rieu 11	7500	SAINT-MAUR
VIFQUIN, Douce	Rue de Calonne 48	7521	CHERCQ
VISTE, J.P.	Rue du Coulant d'Eau 14	7521	CHERCQ
WADIN, Claudine	Rue du Pont à Rieu 13C	7500	SAINT-MAUR
WERREBROUCK, Cassandre	Rue de la Houssière 3/A4	7000	MONS
WUYLENS, Bertrand	Rue du Pont à Rieu 22	7500	SAINT-MAUR

Pétition annexée au courrier de M.C. Dupont

ANGEL DETERMIER	Le Cours Bel Air 5	7536	VAULX
<i>Illisible</i>	Rue de la Buissonnière 38	7536	VAULX
<i>Illisible</i>	Rue Buissonnière 36	7536	VAULX
LUBADIER, Louis	Rue de la Buissonnière 52	7536	VAULX
SEMET, Chantal	Le Torieu	7521	CHERCQ
LECOCQ, Christiane	Avenue Renay 7	7500	TOURNAI
DREYSENS, Arlette	Rue de la Dondaine,3	7536	VAULX
FONTAINE, Jeanne	Rue Saint-Nicolas 17	7521	CHERCQ
MABRE, Martin	Le Cours Bel Air 9	7536	VAULX
LEBRUN, Raymond	Rue Louvière 104	7530	GAURAIN
DELBECQUE, Danielle	Rue Louvière 104	7530	GAURAIN
NOULETTE, Christian	Rue de Formanoir 34	7520	TEMPLEUVE
BELLY, Sandra	Le Cours Bel Air 7	7536	VAULX
DELCOURTE, Marc	Le Cours Bel Air 7	7536	VAULX
CARPENTIER, Joel	Le Cours Bel Air 9	7536	VAULX
DESPREZ, Yves	Résidence Alf Bausier 25	7548	WARCHIN
BRAY, Jean-Michel	Rue des Abiaux 85	7536	VAULX
PANNIER, Francine	Résidence Alf Bausier 25	7548	WARCHIN
FOUCART, Laetitia	Residence Alf Bausier 25	7548	WARCHIN
CALIME, Catherine	Le Cours Bel Air 20	7536	VAULX
VANDERDONCKT, Suzanne	Chaussée d'Antoing 72	7500	TOURNAI
CAMBERLIN, Pamela	Rue de Calonne 89	7521	CHERCQ
ALLARD, Daniel	Rue des Marteaux	7621	LESDAIN
LETELLIER, Emmanuel	Vieux Chemin de Mons 21	7536	VAULX
DENOULET, Lucien	Rue des Abiaux	7536	VAULX
VANBOUCQ, V.	Residence du Vert Mont 99	7521	CHERCQ

REMSUN, F.	Résidence du Vert Mont 99	7521	CHERCQ
LYSENS, Patrick	Rue du Canon 53	7536	VAULX
DUMONT, Brigitte	Rue du Canon 53	7536	VAULX
BERHERY, Martine	Rue Communale 24	7536	VAULX
DUPONT, Germain	Rue Communale 24	7536	VAULX
DUPONT, Marcel	Rue de la Buissonnière 24	7536	VAULX
COMBLE, Vanessa	Rue des Abiaux 10	7536	VAULX
MIDIVAINÉ, Emmanuel	Rue Alexander Dapsens 14	7536	VAULX
DUPONT, Marie Claire	Rue Alexandre Dapsens 14	7536	VAULX
DIAS FERREIRA CARLOS	Rue Alexandre Dapsens 12	7536	VAULX
DUPONT, Mauricette	Rue Alexandre Dapsens 12	7536	VAULX
MIDIVAINÉ, Jean-Raoul	Rue Alexandre Dapsens 14	7536	VAULX
MIDIVAINÉ, Gaetan	Rue des Abiaux 10	7536	VAULX
BRUNIN, Jean-Marie	Rue Alexandre Dapsens	7536	VAULX
BRUNIN, Julien	Rue Alexandre Dapsens	7536	VAULX
GABY	Chemin Vert		
COMBLEZ, Paulette	Rue Dondaine 7	7536	VAULX
SHIETSE, Gilberte	Illisible		
VANDERMEERSH, Arlette	Le Cours Bel Air 80	7536	VAULX
GIMIENS, Claudine	Le Cours Bel Air 60	7536	VAULX
LIRYNS, Jacqueline	Le Cours Bel Air 54	7536	VAULX
DELRUE, Rose Astrid	Rue des Saisonniers		
MOYART, Albert	Boulevard Bara 44	7500	TOURNAI
COENNE, Andrée	Le Cours Bel Air 41	7536	VAULX
HURBAIN-RENALTRIES	Rue Trenchon 14	7501	ESPLECHIN
LECHANTRE, Martine	Rue de la Paix	7500	TOURNAI
HENRY, Michel	Rue de la Paix	7500	TOURNAI
GAROME, Marie-Jeanne	Rue Communale	7536	VAULX
PENNEQUIN, Carine	Rue Alexandre Dapsens 2	7536	VAULX
VANDERVELDE, Claudine	Rue des Grinques 4	7536	VAULX
HAUTECOEUR, Willy	Rue de Mons	7536	VAULX
MARCHAND, Roger	Rue Communale 4	7536	VAULX
GALLEZ, Andre	Rue des Grinques 4	7536	VAULX
PIRLOT, Nelly	Rue Longue 89	7501	ESPLECHIN
DELACROIX	Résidence du Pont de l'Arche 5	7500	TOURNAI
DULUICQUEZ, Anne	Le Cours Bel Air 41	7536	VAULX

Vu les réunions d'information tenues le 10 mai 2010 à la salle de l'Adeps, avenue du Lac 56, à 7640 Péronnes pour la commune d'Antoing et le 18 mai 2010 au Salon de la Reine de l'Hôtel de Ville de Tournai, enclos Saint-Martin 52, à 7500 Tournai, et ce, en application de l'article 4 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

Vu les réunions de concertation qui se sont tenues en application de l'article 43 du Code le 23 juin 2010 à la salle de l'Adeps précitée pour la commune d'Antoing et le 22 juin 2010 au Salon de la Reine de l'Hôtel de Ville de Tournai pour la commune de Tournai;

Vu les procès-verbaux de ces réunions de concertation;

Vu la demande d'avis adressée le 11 mai 2010 à la Préfecture de la Région Nord-Pas-De-Calais, demeurée sans réponse;

Vu l'avis émis par la Commission de gestion du Parc naturel des Plaines de l'Escaut le 9 juillet 2010;

Considérant que cet avis souligne qu'il est circonscrit aux villages de Bruyelle et Calonne (Antoing) qui sont les seuls à faire partie du Parc naturel des Plaines de l'Escaut et qu'il ne lui appartient pas de se prononcer sur l'opportunité de la révision du plan de secteur;

Considérant que cet avis souligne la nécessité de :

- limiter au maximum les risques d'arrêt de l'activité agricole et inscrire les zones initialement inscrites en ZACC et proposées en zones d'espaces verts par l'avant-projet de révision du plan de secteur, en zone agricole;
- procéder à une étude sur les possibilités de valoriser les stériles et ainsi diminuer les énormes volumes à stocker;
- étendre la zone des anciennes carrières à préserver vers l'ouest;
- affecter les zones proposées au stade de l'adoption provisoire en zone d'espaces verts en zones naturelles eu égard à leur intérêt biologique;
- élaborer un plan de gestion financé par HOLCIM pour l'ensemble de ces zones;
- supprimer le transporteur « centre » et de faire passer la totalité de la matière par le transporteur « nord »;
- déplacer la ligne à haute tension à distance suffisante des habitations;
- suivre la proposition de l'auteur de l'étude d'incidences quant au profil du merlon à réaliser de façon asymétrique et en pente douce orientée vers le village de Calonne et d'étudier judicieusement la couverture végétale de ce merlon;

Considérant que cet avis contient également divers commentaires liés au projet industriel à venir qu'il conviendra de prendre en considération à ce stade et que l'on citera ici pour mémoire, à savoir :

- une recherche architecturale et paysagère de qualité intégrant les aspects de mobilité lente doit être faite pour le port fluvial;
- un comité d'accompagnement doit être créé en vue de suivre les propositions et le traitement de l'ensemble des mesures palliatives pour la réduction des nuisances environnementales et les évaluations régulières de l'impact paysager des aménagements évolutifs;
- une attention particulière doit être accordée au cadre de vie des habitants de Calonne;
- une alternative doit être trouvée pour le circuit d'interprétation « Circuit du Pays Blanc » réalisé sur la zone par le Parc naturel;

Vu l'avis de la Commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité de Tournai du 26 mai 2010;

Vu l'avis de la Commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité d'Antoing du 21 juin 2010;

Vu l'avis favorable conditionnel du conseil communal d'Antoing du 7 juillet 2010;

Que cet avis demande au Gouvernement d'imposer une clause de réversibilité si le projet n'est pas réalisé dans les sept ans de l'entrée en vigueur de la révision du plan; que l'avis demande également la mise en place - au titre de compensation alternative de nature opérationnelle - d'un « comité d'accompagnement chargé :

- du suivi stratégique du développement « carrier » du bassin tournaisien et éventuellement, de la mise en place d'une convention de gestion collective du milieu carrier;
- du suivi des mesures complémentaires de bonne gestion du site;
- de la mise en place d'un plan de gestion des terres et des stériles de la nouvelle carrière et indirectement de l'ensemble des sites carriers »;

Vu l'avis favorable conditionnel du conseil communal de Tournai du 12 juillet 2010;

Que cet avis est émis aux conditions suivantes :

1° établir une carte certifiée des courbes de nuisances (seuils de bruit, poussières, vibrations, etc, et les périmètres y liés) en veillant au non dépassement des normes légales tolérées;

2° réduire les horaires d'exploitation : passer de 6 h-22 h à 7 h-20 h;

3° établir des astreintes précises (montant/jour) en cas de non respect des seuils de nuisance établis et des horaires d'exploitation;

4° conforter le rôle de le DPE (police de l'environnement) quant au suivi et au contrôle des infractions liées au dossier (installer des appareils de mesures adéquates) et du charroi des camions : bâchage, itinéraire (emprunt de la route industrielle) et ce, en s'appuyant sur le mécanisme d'astreintes cité supra;

5° rendre les zones de compensation accessibles au public;

6° élargir les zones tampon avec un traitement paysager adéquat et utiliser les espèces locales;

7° établir une expertise des biens concernés par les nuisances de la nouvelle zone d'extraction (ne pas cantonner la démarche aux maisons témoins, réfléchir sur le périmètre pertinent);

8° s'engager à ne plus étendre la zone d'extraction dans le futur;

9° instaurer à la suite du projet, un moratoire sur le devenir du bassin carrier :

* opportunité d'une réflexion sur les mécanismes incitatifs pour induire une gestion commune et concertée des réserves extractives par les exploitants carriers;

* opportunité d'une réflexion sur l'incidence à long terme de l'activité extractive sur les phénomènes karstiques et la nappe aquifère;

* gestion de l'après carrière etc;

10° favoriser le transport par voie fluviale. A cet effet, rechercher et prendre toutes les dispositions nécessaires pour pallier les difficultés techniques liées au transport par bateaux et à tout le moins procéder à une étude comparative (avantages/inconvénients) plus poussée entre les modes de transport fluvial et ferroviaire et, notamment, analyser plus précisément les nuisances liées au quai de chargement ferroviaire;

11° établir des charges d'urbanisme dans le chef d'HOLCIM quant à la réfection des voiries endommagées et autres nuisances;

12° valoriser les eaux d'exhaure par la Transhennuyère;

13° remblayer la carrière (à tout le moins en ce qui concerne la partie sur la commune de Tournai) en fin d'exploitation, pour une réaffectation en zone agricole;

14° pour rencontrer les remarques de la population et les inquiétudes qui pèsent sur le bien fondé de l'inscription d'une zone d'extraction en rive gauche de l'Escaut, il est proposé au Gouvernement d'imposer une clause de réversibilité de la réalisation du projet dans les quatre ans de l'entrée en vigueur du plan de secteur.

Il est proposé au Gouvernement d'imposer également, à titre de compensation alternative de nature opérationnelle, l'institution d'un comité d'accompagnement chargé :

* du suivi stratégique du développement « carrier » du bassin tournaisien et, éventuellement, de la mise en place d'une convention de gestion collective du milieu carrier;

* du suivi des mesures complémentaires de bonne gestion du site;

* de la mise en place d'un plan de gestion des terres et stériles de la nouvelle carrière et, indirectement, de l'ensemble des sites carriers »;

Vu la transmission au Gouvernement le 22 juillet 2010 par les autorités communales de Tournai et le 8 juillet 2010 par les autorités communales d'Antoing, des documents mentionnés par l'article 43, § 3, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

Vu les avis sollicités le 16 septembre 2010 auprès de la Commission régionale d'aménagement du territoire, du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable et de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement;

Vu l'avis favorable émis par le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable le 25 octobre 2010;

Vu l'avis favorable émis par la Commission régionale de l'aménagement du territoire le 10 novembre 2010;

Vu l'avis de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement - Département de l'Environnement et de l'Eau - Direction des risques industriels, géologiques et miniers - Cellule risques d'accidents majeurs (RAM) du 30 septembre 2010, avis défavorable par rapport à la proposition initiale de mise en place de « zones de parc » à proximité du site Seveso TITA NOBEL et favorable en ce qui concerne la proposition visant à utiliser les « zones de parc » initiales en tant que « zones d'espace vert »;

Considérant que le Conseil wallon pour l'environnement et le développement durable souhaite que les recommandations suivantes de l'auteur de l'étude d'incidences soient prises en compte :

— adopter un nouveau plan de gestion des terres et stériles qui permettra notamment de préserver le grand intérêt biologique de certaines parties des anciennes carrières en respectant un phasage lié aux zones de compensations différées. Le phasage de remblaiement d'une partie de la carrière du Milieu devra permettre sa reconversion progressive en espace naturel de qualité; sa partie nord-ouest inscrite en site Natura 2000 devant être protégée;

— renoncer à la bande transporteuse centre et reporter le flux vers le transporteur nord; avec surimpression limitant l'usage de la zone d'extraction à l'installation de la bande transporteuse;

— s'assurer de l'intégration paysagère et de la qualité esthétique de la bande transporteuse nord au niveau du village de Calonne;

— maintenir l'activité agricole aussi longtemps que possible sur les parcelles non exploitées et opter pour la conversion de la ZACC de Calonne en zone agricole;

— dévier les chemins de Warnaf et du Vieux Moulin pour leur faire contourner la future carrière et prévoir un bon réaménagement du circuit du Ravel au niveau de la zone du chargement de bateau;

— modifier le tracé de la ligne à haute tension en veillant à ce que l'on réduise au minimum les pertes de gisement et à ce que le tracé soit validé par ELIA;

— dans le cadre du permis unique, abandonner le transport de la pierre destinée à la production de clinker par bateau en assurant son transport par rail. Dans ce contexte, une étude précise des impacts (bruit, poussières) de la station de préhomogénéisation et de la zone de chargement des wagons devrait être réalisée. Des mesures devront être envisagées pour protéger les riverains de la ligne de chemin de fer (Vaulx, Antoing); surtout, si un transport en zone de transition de nuit est envisagé;

— dans le cadre du permis unique, s'assurer de la stabilité des merlons, des risques de glissement de terre et des aménagements paysagers (continuité du relief, type de plantations et structuration de celles-ci) en vue de leur bonne intégration. L'impact de la hauteur du merlon sur la visibilité du parc éolien existant devra être également analysé; tout comme ses effets sur la sédimentation des poussières en vue de protéger le village de Calonne;

Considérant que dans son avis, la Commission régionale de l'aménagement du territoire souligne :

— qu'il y a lieu de soigner particulièrement les aménagements paysagers qui seront réalisés, de veiller au profil du merlon pour éviter tout problème de stabilité et d'écoulement d'eau et de choisir avec attention les espèces végétales à planter;

— qu'il n'y a pas lieu de réduire la longueur des voies de chemin de fer tel que proposé par l'auteur d'étude d'incidences dès lors que cette mesure irait à l'encontre de l'efficacité du transport ferroviaire;

— qu'elle n'adhère pas à la proposition des conseils communaux de Tournai et Antoing qui suggèrent au Gouvernement d'imposer une clause de réversibilité et estime qu'il y a lieu d'avoir une vision du territoire à long terme et de protéger l'important gisement présent à cet endroit;

— qu'elle soutient le mécanisme proposé de compensations phasées;

— qu'elle fait siennes les recommandations du DNF qui visent à inscrire en zone naturelle en lieu et place de la zone d'espaces verts, les extrémités nord, sud et est de la partie sud-ouest des anciennes carrières des Cinq Rocs, d'une part, et la partie des anciennes carrières de Californie, Requiem, Vicaire et de Bruyelle sise sur le territoire d'Antoing (Calonne et Bruyelle) en rive gauche de l'Escaut, d'autre part;

— que, s'agissant de l'ancienne carrière de Californie, il y a lieu de veiller aux falaises qui constituent un site de nidification pour le Hibou Grand-Duc;

— qu'il y a lieu que le tracé de la ligne électrique à haute tension soit validé par ELIA et soit optimisé selon le projet industriel afin de garantir l'exploitation efficace du gisement;

— qu'il serait opportun de réaliser un schéma de gestion du bassin carrier en concertation avec les différents acteurs mais que ceci n'est pas seulement imputable à HOLCIM;

Considérant que le Gouvernement wallon, après avoir examiné les réclamations formulées au cours de l'enquête publique et les avis exprimés à l'issue de celle-ci, entend y apporter les réponses suivantes;

Volet économique

Considérant qu'en ce qui concerne le volet économique du projet, les réclamations portaient essentiellement sur les questions des besoins (relativement aux gisements existants, à la nécessité d'avoir une vision globale et à long terme sur le bassin carrier, et au caractère remplaçable des matériaux), de l'emploi et des transports;

La suffisance des gisements existants

Considérant que certaines réclamations ont fait part de ce que les gisements existants seraient suffisants;

a) Considérant qu'à ce titre, des réclamants estiment que le gisement en question ne serait pas nécessaire en raison de ce qu'il existe de nombreuses réserves de gisements (dont certains non exploités), de ce que le principe de l'utilisation parcimonieuse du sol et l'article 1^{er} du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie ne sont pas respectés; que selon eux, il conviendrait d'exploiter d'abord les zones d'extraction existantes plutôt que d'ouvrir une nouvelle carrière; qu'ils s'interrogent par ailleurs sur la faisabilité d'un nouveau gisement près d'Obourg;

b) Considérant que des réclamants demandent que soit réalisée une quantification des réserves encore existantes (quantité et durée), laquelle devrait intégrer les réserves de Cimescaut;

c) Considérant que des réclamants s'interrogent sur le fait qu'HOLCIM alimente une société concurrente (CCB Italcimenti) à travers la « Société des carrières du Tournaisis » et n'alimente pas ses propres besoins à Obourg;

d) Considérant que des réclamants se demandent pourquoi s'engager dans une zone d'exploitation pour 80 années alors qu'une première tranche d'exploitation de 30 ha, avec zones d'extension possibles permettrait à HOLCIM de vivre ces 20 prochaines années sans souci et d'entrevoir l'avenir en tenant compte des impératifs à ce moment là;

REPONSES

Considérant que HOLCIM a mentionné dans son dossier de demande que les réserves minimales nécessaires à la réalisation d'investissements lourds de modernisation de ses installations devaient être supérieures à 50 ans, que le besoin en pierres à clinker requis pour la production annuelle envisagée de 2 millions de tonnes de clinker (objectif annoncé) s'élève à 3,2 millions de tonnes par an, que ces pierres à clinker sont obtenues par mélange de pierres provenant principalement des bancs riches géologiques en mélange avec, dans une moindre mesure, des pierres plus pauvres, que l'exploitation de ces bancs riches nécessite l'extraction préliminaire d'importants volumes de terres de découverte et de granulats;

Considérant que HOLCIM ne dispose pas en Région wallonne de terrains en zone extractive dont le gisement de calcaire sous-tendu répond aux exigences de durée de vie requis ci-avant;

Considérant que HOLCIM doit impérativement développer son outil industriel d'ici 2016 pour se mettre en conformité avec les nouvelles valeurs limites d'émission imposées par l'IPPC et pour faire face au renforcement des mécanismes d'allocation gratuite de quotas de gaz à effet de serre, privilégiant une modification radicale de son process industriel pour passer de voie humide en voie sèche, requérant des investissements de plusieurs centaines de millions d'euros;

Considérant qu'il n'existe pas de réelle alternative à la localisation du projet de révision de plan de secteur;

Qu'en effet, tel que souligné par l'arrêté du 19 décembre 2008 décidant la mise en révision du plan de secteur, la pérennité de la production de clinker sur le site d'Obourg est menacée à moyen et long terme, notamment par le fait que :

1. les gisements de craie d'Obourg seront épuisés d'ici 2020;
2. le clinker est actuellement produit à l'aide de fours à « voie humide », plus énergivores que des fours à « voie sèche »;
3. dès 2013, des réglementations européennes très contraignantes en matière de réduction des émissions de CO₂ seront d'application (EI, phase 1, p. 45);

Que la société HOLCIM envisage le remplacement de ses fours à clinker à « voie humide » présents sur le site d'Obourg par un four à « voie sèche »; que cela implique de trouver un gisement de calcaire peu humide et à haute teneur en carbonate de calcium; que de plus, ce gisement doit contenir des réserves importantes pour, d'une part, permettre de répondre aux besoins et pour, d'autre part, permettre la rentabilisation des investissements réalisés dans les installations; que le site retenu doit également être accessible par la voie d'eau ou par le chemin de fer pour des raisons évidentes de mobilité, et permettre une gestion des stériles et terres de découverte (EI, phase 1, p. 45);

Que de plus, comme le soulignait l'arrêté du 1^{er} avril 2010 adoptant la révision provisoire du plan de secteur, l'inscription d'une zone d'extraction d'une durée supérieure aux 30 années visées par le SDER ne relève pas d'une gestion non économe du sol et sous-sol mais est motivée par la nécessité de pouvoir garantir le fonctionnement du nouveau four durant une période suffisamment longue pour assurer la rentabilité - et par là même la réalisation - de l'investissement;

Considérant que, suivant l'étude d'incidences réalisée par le Bureau ARIES sur l'avant-projet de révision de plan de secteur, la qualité des calcaires carbonifères qui composent le sous-sol de la région d'Antoing-Tournai permet de produire de la pierre destinée à la production de clinker indispensable à la fabrication du ciment, mais aussi des granulats destinés aux besoins de l'ensemble du secteur de la construction (génie civil, bétons, recouvrements routiers,...); que l'exploitation du gisement calcaire visé par le projet industriel aura pour objectif de pérenniser une activité industrielle en cours (principalement la cimenterie d'Obourg), mais également toutes les activités liées au commerce du granulat (RNT p. 17);

Que les caractéristiques des roches calcaires qui composent le sous-sol de la zone où s'inscrit le projet sont connues; qu'il s'agit de carbonates francs, gris noirs à noirs, très fossilifères ou non, parfois plus argileux et d'une densité moyenne de 2,6 T/m³; que les horizons géologiques (formations et membres) présents sont compatibles quantitativement et qualitativement avec le concept d'une double production (granulats et clinker) continue (EI, phase 1, p. 53);

Que pour l'analyse des réserves du gisement en question, l'auteur de l'étude d'incidences a évalué la méthode de calcul présentée par le demandeur dans le dossier de demande de l'avant-projet; que selon le demandeur, la teneur en CaO doit être supérieure à 43 % et la teneur en MgO doit être inférieure à 1,5 %; que le schéma d'exploitation présenté par le demandeur lui permet de garantir une durée de production de 57 ans pour le clinker et de 71 ans pour les granulats (EI, phase 1, p. 112); que suivant la méthode de calcul de l'auteur de l'étude d'incidences, cette durée de production serait de 62 ans pour le clinker et de 63 ans pour les granulats; que l'auteur de l'étude conclut que les estimations du demandeur sont du même ordre de grandeur que celles retenues par lui et qui ont été réalisées à partir d'une approche et d'une méthode de calcul différente; qu'il conclut donc à une bonne concordance (EI, phase 1, p. 117);

Considérant que l'étude d'incidences sur laquelle s'est fondé le projet de révision de plan de secteur adopté par le Gouvernement wallon le 1^{er} avril 2010 a analysé la justification socio-économique de l'inscription d'une zone d'extraction au plan de secteur; qu'elle a également examiné la validation de la localisation de l'avant-projet et recherché et analysé les variantes de localisation;

Que dans le cadre de l'évaluation des potentialités du plan de secteur, l'auteur de l'étude d'incidences a précisé que deux paramètres interviennent dans la caractérisation de la nature du gisement : qu'il s'agit, d'une part, de la composition de la roche (nécessité d'une roche calcaire à haute teneur en CaO) et, d'autre part, du volume de roche disponible (un volume minimum pour que l'exploitation soit viable) (EI, phase 1, p. 75);

Considérant qu'en outre, suivant l'étude d'incidences, il n'existe actuellement aucune zone d'extraction au plan de secteur présentant une superficie suffisante (non exploitée ou qui ne soit pas la cible d'un projet d'exploitation) et couvrant un gisement de qualité comparable à celui visé par l'avant-projet (RNT, p. 17);

Qu'en effet, l'auteur de l'étude d'incidences rappelle qu'en Belgique, seule la Wallonie présente du calcaire à faible profondeur dans son sous-sol; que les recherches ont donc été menées dans cette région (EI, phase 1, p. 75);

Qu'en ce qui concerne les réserves disponibles, il souligne que la zone d'extraction recherchée doit présenter une superficie minimale pour contenir les 64 millions de m³ de calcaire à haute teneur nécessaires à la viabilisation des installations projetées dans le cadre de la reconversion de voie humide en voie sèche du site d'Obourg; que si l'on considère une fosse d'extraction de 140 m de profondeur (soit environ 7 paliers de 20 m), la zone doit donc présenter une superficie d'environ 100 ha pour couvrir les besoins présentés par la société HOLCIM Belgique (EI, phase 1, p. 75);

Qu'il indique qu'une première sélection a donc été effectuée pour ne garder que les zones d'extraction présentant une superficie supérieure à 100 ha; que l'auteur de l'étude d'incidences a constaté que seules 24 zones d'extraction présentent une superficie supérieure à 100 ha; que, dans un second temps, une comparaison avec la carte géologique de Belgique a permis d'isoler les zones couvrant le même horizon géologique que la zone visée par l'avant-projet de révision de plan de secteur, à savoir des Calcaires Carbonifères; que l'auteur a relevé que parmi les 24 zones présélectionnées, seules 11 zones d'extraction couvrent les Calcaires Carbonifères; qu'enfin, il a été vérifié que ces zones n'étaient pas exploitées ou visées par une entreprise concurrente; qu'à la suite de l'analyse de ces 11 zones, il a conclu qu'il n'existe actuellement aucune zone d'extraction au plan de secteur présentant une superficie suffisante et couvrant un gisement comparable à celui visé par le projet qui ne soit pas exploitée ou la cible d'un projet de mise en exploitation où la société HOLCIM ne serait pas partie prenante (EI, phase 1, pp. 75 et s.);

Que cela est confirmé par la Commission régionale d'aménagement du territoire dans son avis favorable du 10 novembre 2010, suivant lequel « l'analyse réalisée dans le cadre de l'étude d'incidence a permis de démontrer qu'il n'existe actuellement aucune alternative réelle en zone d'extraction au plan de secteur présentant une superficie suffisante et couvrant un gisement comparable à celui visé par l'avant-projet qui ne soit pas exploitée ou la cible d'un projet de mise en exploitation où HOLCIM ne serait pas partie prenante »;

Que dans le cadre de la recherche d'alternatives, l'auteur de l'étude d'incidences a démontré qu'il n'existe pas d'alternative à la localisation de l'avant-projet de révision de plan de secteur; que l'unique zone mise en évidence (située à proximité du bois Bataille entre Bleton et Péruwelz), bien qu'elle soit théoriquement compatible du point de vue de la géologie et de l'occupation du sol, présente des contraintes de mise en œuvre très importantes (les étapes d'acquisition des terrains, de prospection géologique,... sont très longues et incertaines quant à leurs résultats) ainsi que certaines contraintes techniques (stockage difficile des stériles et connexion difficile à la voie de chemin de fer); que l'étude d'incidences considère que cette alternative de gisement ne peut être considérée comme une alternative de localisation dès lors qu'elle remettrait totalement en cause le projet industriel et, particulièrement, les investissements très importants pour améliorer et développer le site cimenterie d'Obourg (RNT, p. 21; EI, phase 1, p. 133);

Considérant qu'il semble dès lors impossible que cette zone puisse remplacer celle proposée à l'avant-projet;

Considérant que HOLCIM ne dispose plus sur la carrière du Milieu lui appartenant que de volumes de pierres à clinker limités à moins de 50 millions de tonnes et que ce volume a fait l'objet d'un accord de cession à CCB datant de 1999; que les volumes mis à disposition de CCB entre 1999 et 2020 feront l'objet d'une rétrocession dès 2020 sous la forme de pierres pauvres uniquement, impropres à la production de clinker mais valorisables comme granulats; que cette carrière produira près de 11 millions de tonnes de concassés calcaire annuellement entre 2012 et 2020, avant de voir sa production se réduire drastiquement à près de 2,5 millions de tonnes jusqu'à sa fin de vie en 2035; que la carrière du Milieu va accueillir sur une grande partie de son territoire des terres de découverte en provenance de la rive gauche mais aussi de Carrières d'Antoing;

Considérant que HOLCIM a mis en œuvre cet accord dans un contexte qui, à l'époque, ne laissait en rien augurer les renforcements de contraintes environnementales qui s'annoncent aujourd'hui notamment en matière de CO₂, largement propices à l'exploitation de fours à clinker alimentés par du calcaire plutôt que des fours voie humide alimentés par de la craie;

Considérant que le gisement de Barry appartient au groupe cimenterie concurrent Italcementi et que, en dehors des volumes de pierres à granulats à rétrocéder à HOLCIM, un accès à leurs réserves de pierres à clinker n'est pas envisageable dans le cadre de leur concurrence industrielle et leur positionnement stratégique; que l'accès aux pierres de ce gisement dans le seul but de pérenniser l'alimentation de la cimenterie de CCB à Gaurain va nécessiter un travail gigantesque de découverte et d'extraction des bancs géologiques supérieurs trop pauvres en carbonate de calcium et donc uniquement valorisables comme granulats qui nécessitera près de 10 ans de travail préliminaire; que cette période et les volumes préliminaires de pierres à granulats à extraire augmenteraient exponentiellement avec l'accroissement du volume de pierres à clinker à extraire depuis ce site s'il devait couvrir les besoins de CCB et de HOLCIM; que la carrière n'offre aucune possibilité de raccordement direct et donc économiquement et environnementalement viable au chemin de fer ou au réseau fluvial wallon; que l'activité commune de la SCT s'éteindra le jour où HOLCIM aura récupéré tout son volume de pierres à granulats;

Que l'étude d'incidences précise en outre que l'alternative visant à importer le calcaire ou le clinker n'est pas réaliste tant d'un point de vue économique qu'écologique au vu des coûts de transport qui seraient trop importants financièrement et environnementalement (EI, phase 1, p. 133);

Considérant que, suivant l'étude d'incidences, le projet est donc justifié au regard du besoin, de la demande et des potentialités du plan de secteur; qu'après analyse, le Gouvernement estime ces considérations cohérentes et fondées; qu'il se rallie par conséquent à la position de l'auteur de l'étude d'incidences;

Considérant que l'article 1^{er} du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie indique que la Région rencontre les besoins sociaux, économiques, patrimoniaux, énergétiques, de mobilité et environnementaux de la collectivité par la gestion qualitative du cadre de vie, la gestion parcimonieuse du sol et de ses ressources, la gestion énergétique de l'urbanisation et des bâtiments et par la conservation et le développement du patrimoine culturel, naturel et paysager;

Qu'il en ressort qu'il appartient à la Région de tendre vers un juste équilibre entre les différents objectifs visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et que l'activité économique doit se développer en corrélation avec d'autres préoccupations;

Considérant que, comme on y reviendra ci-dessous, la Région wallonne dispose d'un outil dressant l'inventaire des carrières en Wallonie et évaluant les perspectives du secteur en tenant compte des contraintes d'un aménagement du territoire durable; que cet inventaire comporte une quantification des réserves existantes; que cet outil sert à la politique de révision des plans de secteur relativement aux carrières;

Que le projet sous-tendu par la révision du plan de secteur, comme déjà souligné par le Gouvernement wallon à l'occasion de l'adoption provisoire de la révision du plan de secteur, permet de :

— assurer l'exploitation de matériaux servant d'intrants dans plusieurs domaines majeurs de l'économie wallonne et participer au développement d'atouts spécifiques majeurs de la Wallonie avec corollairement la création d'emplois;

— assurer le remplacement des deux fours actuels à « voie humide » de la cimenterie d'Obourg par un four à voie sèche plus performant sur le plan énergétique et environnemental; ceci combiné à l'utilisation d'un mode de transport alternatif à la route pour acheminer la pierre destinée à la production de clinker vers la cimenterie, participe à l'amélioration du cadre de vie de la collectivité;

— maintenir la qualité de la mobilité des usagers du réseau routier et l'accessibilité du territoire wallon;

— valoriser l'ensemble du gisement qui sera extrait en assurant tant la valorisation de la pierre à haute teneur en carbonate de calcium que celle de moindre qualité en granulats, assurant ainsi une utilisation parcimonieuse et rationnelle des ressources du sous-sol;

Considérant que le fait qu'un même site d'extraction alimente plusieurs exploitants industriels - fussent-ils concurrents - rencontre les obligations qui pèsent sur la Région d'une réponse aux besoins visés supra par l'utilisation parcimonieuse du sol et de ses ressources;

Considérant qu'à l'époque où HOLLICIM a conclu un accord avec CCB à travers la Société « Les Carriers du Tournais », relativement à l'exploitation de la carrière du Milieu, soit en 1999, les contraintes en termes de rejet de CO₂ pour les industries cimentières étaient quasi inexistantes; que ce n'est qu'à la suite du renforcement du cadre réglementaire relatif aux réductions des gaz à effet de serre qu'HOLLICIM a modifié sa stratégie vers le remplacement de ses fours à voie humide d'Obourg par un four à voie sèche nécessitant des quantités de pierres destinées à la production de clinker dont, en tout état de cause, la carrière du Milieu ne dispose pas;

Considérant que les gisements sont des ressources non extensibles et non déplaçables; que le choix d'un site dépend de critères objectifs tels que les caractéristiques du gisement (en termes de qualité et de quantité, lesquelles peuvent être déterminées par la carte géologique, par forages,...), l'exploitabilité du gisement (l'ampleur des réserves, la prédictibilité lithologique, l'exploitabilité rationnelle de la nappe,...);

Que le lieu d'exploitation s'impose donc aux exploitants puisqu'il est interdépendant de la localisation du gisement;

Qu'enfin, le projet prévoit la valorisation de l'ensemble du gisement, tant la pierre à haute teneur en carbonate de calcium pour le clinker que celle de moindre qualité pour les granulats;

La nécessité d'une vision globale et à long terme sur le bassin carrier

Considérant que certaines réclamations ont fait état de la nécessité d'avoir une vision globale et à long terme sur le bassin carrier;

a) Qu'à ce titre, des réclamants suggèrent l'instauration d'un moratoire et d'un débat de fond pour établir un nouveau contrat d'avenir sur le devenir du bassin carrier; que la commune de Tournai souhaite même qu'un engagement soit pris en vue de ne plus étendre la zone d'extraction dans le futur;

b) Que le schéma de structure communal de Tournai préconise un schéma de gestion du bassin carrier à long terme, en concertation avec les entreprises et la commune d'Antoing; qu'une réflexion de ce type a été menée dans le cadre de l'élaboration du plan de secteur; qu'il serait logique que la région se dote d'une étude de référence sur la problématique des gisements de pierre calcaire avec l'avantage d'annoncer clairement à la collectivité les perspectives à long terme;

c) Que des réclamants s'interrogent sur la gestion globale des projets d'extraction et sur l'existence d'une personne qui gère ces projets dans leur globalité (plutôt que de les considérer isolément);

d) Que certains réclamants estiment inopportune la création d'un nouveau gisement en rive gauche dès lors qu'il existe un accord tacite entre les patrons carriers et les communes concernées pour développer l'activité d'extraction en rive droite uniquement; que le plan de secteur a été établi suite à un accord dans les années 70 entre les patrons des bassins carriers et les autorités régionales et communales quant au principe d'organiser l'activité extractive à l'est de Calonne;

Que des réclamants insistent sur le fait qu'une collaboration accrue entre les carrières d'Antoing et du Tournais pour exploiter les réserves disponibles en rive droite permettrait d'éviter la nouvelle extraction;

Considérant que les autorités communales d'Antoing et de Tournai recommandent d'imposer une clause de réversibilité en cas de non réalisation du projet d'HOLLICIM dans un délai respectivement de 7 et de 4 ans de l'adoption définitive de la révision du plan de secteur;

REPONSES

Considérant qu'en ce qui concerne la vision globale et à long terme du bassin carrier, dans un souci de gestion parcimonieuse des ressources du sous-sol et de développement durable, la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie de la Région wallonne a confié au Laboratoire d'analyses litho- et zoostratigraphiques du département de l'université de Liège la mission de réaliser un inventaire des sites d'extraction existants et d'identifier les nouveaux gisements potentiels tout en établissant les besoins; que cette mission qui a abouti à l'étude intitulée « Inventaire des ressources du sous-sol et perspectives des besoins à terme des industries extractives de Wallonie » s'est déroulée entre 1995 et 2001; que cette étude a fait l'objet d'une actualisation en 2010;

Considérant que la Région dispose donc d'une vision globale de la situation existante, des perspectives d'exploitation et des gisements potentiels à l'échelle du territoire et ce, pour l'ensemble des substances extraites en Wallonie; que parallèlement, comme déjà mentionné, l'évaluation des incidences réalisée dans le cadre de la présente révision du plan de secteur, a examiné - dans le cadre de l'étude de la justification socio-économique du projet - les potentialités du plan de secteur et a conclu à la nécessité de créer la zone d'extraction ici concernée;

Considérant que le projet de plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz adopté le 7 janvier 1976 inscrivait déjà la zone aujourd'hui visée par la révision du plan de secteur, en zone de prospection de carrières eu égard à la qualité du sous-sol et aux possibilités d'exploitation du gisement; que cependant, les zones de prospection de carrière n'ont pas été inscrites au plan de secteur eu égard à l'avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire du 8 juillet 1980 indiquant qu'étant « donné leur valeur purement indicative, les zones de prospection de carrière ont été supprimées » dès lors que « la protection des gisements est parfaitement assurée par le maintien des terrains concernés en zone agricole »;

Considérant que dans son avis du 10 novembre 2010 sur la présente révision, la Commission régionale d'aménagement du territoire souligne au sujet du gisement sis en rive gauche qu'« Au regard des contraintes physiques, un développement de l'activité extractive en rive droite de l'Escaut n'apparaît plus possible en sus des autorisations déjà octroyées. De plus, la Commission régionale d'aménagement du territoire constate que la quantité et la qualité du gisement de calcaires carbonifères ont été soulignées, tant par l'inventaire des ressources du sous-sol de la Région wallonne que par les campagnes de forages d'exploration »;

Considérant qu'en matière de collaboration et de gestion parcimonieuse des réserves du sous-sol, le projet industriel que sous-tend la présente révision du plan de secteur, prévoit précisément que la pierre destinée à la production de clinker alimentera la cimenterie HOLLICIM d'Obourg, d'une part, et la cimenterie des carrières d'Antoing, d'autre part; que les granulats quant à eux, approvisionneront non seulement HOLLICIM mais aussi d'autres exploitants industriels actionnaires des carrières d'Antoing (EI, ph. 1, p. 27); qu'une partie des granulats sera, comme en situation actuelle, transportée par bateaux (RNT, p. 52);

Considérant qu'une collaboration accrue entre les carriers ne permettrait pas d'éviter l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction en rive gauche de l'Escaut; qu'HOLLICIM collabore déjà dans le cadre de l'exploitation de la carrière de la « Grande Mer » avec CCB; qu'en tout état de cause, les réserves disponibles à la carrière de la « Grande Mer » ne permettent pas de faire face aux besoins induits du projet d'HOLLICIM tel qu'exposé ci-avant;

Considérant qu'en ce qui concerne l'engagement de ne plus étendre la zone d'extraction dans le futur et l'imposition d'un moratoire, une telle mesure serait contraire à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, lequel charge la Région de rencontrer les

besoins économiques de la collectivité et ce, d'autant qu'en matière de ressources du sous-sol, la localisation géographique des potentialités extractives de ce dernier est une contrainte essentielle dans la détermination des options possibles;

Considérant que la Commission régionale d'aménagement du territoire indique dans son avis du 10 novembre 2010 qu'elle « n'adhère pas à la proposition des conseils communaux de Tournai et Antoing qui suggèrent au Gouvernement wallon d'imposer une clause de réversibilité et la réalisation du projet endéans les 4 ou 7 ans »; qu'elle « souligne que l'étude d'incidences a démontré l'existence d'un important gisement à cet endroit et elle estime qu'il convient de le protéger »; qu'elle ajoute qu'elle « considère que la révision du plan de secteur se base sur une vision du territoire à long terme »;

Considérant que le Gouvernement ne se rallie pas à l'avis émis par la Commission régionale sur ce point; que dans la mesure où la révision du plan qui implique l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction en rive gauche de l'Escaut est motivée par le projet industriel d'HOLCIM, pour lequel aucun gisement alternatif n'a pu être identifié et par la nécessité d'assurer la pérennité des emplois de la cimenterie d'Obourg, il convient de subordonner l'inscription de la nouvelle zone d'extraction à la réalisation effective des investissements annoncés; qu'en conséquence, il prévoit la réversibilité des affectations et prescriptions supplémentaires liées à la réalisation du projet industriel;

Considérant que l'application de la clause de réversibilité est limitée au commencement significatif des travaux (5 ans) et à la mise en exploitation relatifs aux premiers permis nécessaires (7 ans) au projet industriel sous-jacent, à savoir, d'une part, le permis unique nécessaire à l'extraction de la carrière visée par le présent arrêté et, d'autre part, le permis unique nécessaire à l'implantation et à l'exploitation du four à voie sèche;

Le caractère remplaçable des matériaux

Considérant que certaines réclamations portaient sur le caractère remplaçable des matériaux;

a) Qu'à cet égard, des réclamants se demandent si les granulats et le ciment seront des matériaux encore aussi recherchés dans une cinquantaine d'années; que suivant certains, les besoins des matériaux extraits (granulats et ciment) ne sont pas avérés à long terme vu l'évolution des composants du ciment et l'alimentation en ciment étranger; qu'ils indiquent que la rationalité économique et financière est hypothétique à long terme; que suivant certains, il faut réfléchir à l'avenir de la pierre, du ciment et de la population locale de manière concomitante, en prenant en compte l'emploi, la préservation de l'environnement, la gestion raisonnée de la ressource à moyen et long terme, l'optimisation des réserves existantes, l'obligation de coopération entre les entreprises et l'exploitation méthodique et non anarchique du gisement;

b) Qu'un réclamatant recommande l'utilisation et la valorisation de la pierre de Tournai en pierre de taille pour les différents usages dans le bâtiment plutôt que sa valorisation par sa transformation en ciment et en chaux et sa production en concassé; que cela présente les avantages suivants : restauration des bâtiments anciens, utilisation pour les ouvrages nouveaux, formation plus qualitative des tailleurs de pierre;

c) Qu'un des réclamants s'interroge sur l'évolution de la société HOLCIM et du ciment; que certains réclamants s'inquiètent du changement de stratégie dans le chef d'HOLCIM quant à l'implantation d'une nouvelle cimenterie qui était prévue au départ à Vaulx;

REPONSES

Considérant que, suivant l'étude d'incidences, le marché du ciment et du béton est relativement stable et qu'une croissance de la consommation de ciment et de béton est attendue grâce à la réalisation programmée de grands travaux en Belgique, au nord de la France et aux Pays-Bas; que de plus, au vu de l'impossibilité de se passer complètement de clinker dans la fabrication de ciment, ce marché se voit donc assuré une certaine pérennité (RNT p. 17);

Considérant que l'étude d'incidences indique en effet qu'il n'existe pas de produit de substitution pouvant remplacer la pierre calcaire naturelle indispensable à l'industrie cimentière (EI, ph. 1, p. 58);

Considérant que sur la nécessité de réfléchir de façon concomitante à l'avenir de la pierre, du ciment et de la population locale, en prenant en compte l'emploi, la préservation de l'environnement, la gestion raisonnée de la ressource à moyen et long termes, l'optimisation des réserves existantes, l'obligation de coopération entre les entreprises et l'exploitation méthodique et non anarchique du gisement, tel est bien l'objectif de l'article 1^{er} du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie; que la mise en œuvre de cette disposition au travers du présent projet a déjà été explicitée ci -avant;

Considérant que l'utilisation et la valorisation de la pierre de taille dans le secteur de la construction ne permet pas de répondre à l'ensemble des besoins du secteur; qu'il existe un besoin pour le clinker et les granulats;

Considérant que l'option de la construction d'une nouvelle cimenterie à Tournai a été envisagée par HOLCIM pour couvrir ses seuls besoins, mais n'a pas été retenue à ce stade et ce, pour plusieurs raisons évoquées à l'occasion de la mise en révision du plan de secteur décidée par arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 en ces termes :

« - sur le plan social, elle impliquerait la fermeture partielle et la restructuration de l'usine d'Obourg située à peine à une cinquantaine de kilomètres, dans la même région, mais n'offrirait néanmoins que peu d'intérêt en terme de création d'emplois dans le Tournais, au moins durant les 20 prochaines années car la proximité des sites d'Obourg et d'Antoing-Tournai permet la mobilité du personnel actuellement employé à Obourg vers le nouveau site plutôt que la création nette d'emplois locaux;

— en termes économiques, les coûts de construction d'une nouvelle cimenterie seraient supérieurs d'au moins 20 % à ceux de la modernisation des installations existantes d'Obourg et ce surcoût excéderait le coût du transport des matériaux entre Antoing et Obourg sur les périodes de rentabilité généralement retenue;

— sur le plan environnemental, bien que de conception technologique moderne, une nouvelle cimenterie à Antoing ou Tournai générerait une nouvelle empreinte industrielle importante sur l'environnement dans le Tournais et des sources de nuisances supplémentaires pour les riverains; elle nécessiterait en outre l'utilisation du transport routier, voire de nouveaux aménagements routiers pour l'acheminement des matières premières et des combustibles vers la nouvelle cimenterie d'HOLCIM »;

Qu'il s'agit de privilégier une utilisation rationnelle des infrastructures existantes; qu'une usine existe à Obourg depuis 100 ans; que celle-ci est bien ancrée dans son environnement et est située sur un site adapté à son activité, notamment en termes d'accès; qu'il apparaît donc normal de privilégier le maintien d'un outil existant, en le modernisant, plutôt que de construire une nouvelle infrastructure;

Considérant que dans son avis du 25 octobre 2010, le Conseil wallon pour l'environnement et le développement durable a d'ailleurs indiqué que « le projet assurera la pérennité de l'usine d'Obourg en remplaçant l'actuel four de cimenterie par voie humide par un four à voie sèche qui permet une réduction de la consommation d'énergie de l'ordre de 40 % et une réduction des émissions de CO₂ de 20 %, et dont le bilan environnemental global est positif »;

Les transports

Considérant que certains réclamants s'inquiètent du mode de transport de la matière;

a) Qu'à cet égard, certains réclamants estiment que c'est une hérésie économique et écologique de transporter 3 à 4 millions de tonnes de matière première de Vaulx à Obourg pour la transformer même si c'est au moyen de modes dits durables;

b) Que certains réclamants exposent qu'alors que le projet est motivé par le principe de fabriquer le clinker par voie sèche, car la voie humide est énergivore, l'avantage énergétique lié à ce procédé va être neutralisé par les déplacements générés par l'implantation d'un four à Obourg loin de son gisement naturel; que selon eux, produire et transformer sur place est le plus rentable;

Que certains estiment qu'il faudrait prévoir la fabrication du ciment fini à Antoing (ensachage, vrac et broyage), ce qui permettrait d'éviter les chargements des bateaux et trains de calcaire et les nuisances liées à ces déplacements;

c) Que des réclamants se demandent si les infrastructures routières, ferroviaires et fluviales ne seront pas saturées d'ici 20 à 30 ans;

d) Considérant que des réclamants indiquent que le transport par train serait une nouvelle donnée qui n'apparaissait pas dans l'avant-projet; que, selon eux, sa localisation serait trop proche des habitations de la rue Alexandre Dapsens;

e) Considérant que des réclamants attirent l'attention sur le quai de chargement et demandent de ne pas oublier les camions utilisés pour le futur port de Vaulx; qu'il faut, selon eux, le placer sous un immense hangar;

REPOUSES

Considérant que tel que le souligne l'étude d'incidences, le site est localisé à proximité directe des réseaux de transport à grand gabarit (autoroute E42, Escaut, chemin de fer); que ces trois réseaux relient le site d'extraction de la pierre à la cimenterie d'Obourg qui la traitera (RNT, p. 21);

Considérant que le site bénéficie donc d'une très bonne accessibilité;

Considérant que l'étude d'incidences réalisée sur la base de l'avant-projet, recommande d'abandonner le transport de la pierre destinée à la production de clinker par bateau depuis le site d'Antoing à l'usine d'Obourg et d'opter pour le train; que toutefois le recours à la voie d'eau est envisageable moyennant l'élargissement des horaires de navigation et une ouverture des écluses concernées 24 h sur 24 et 7 jours sur 7;

Considérant que le Gouvernement se rallie pleinement au choix de transport ferroviaire ou fluvial pour autant que dans ce dernier cas les adaptations aux horaires de navigation soient effectives;

Que les raisons, notamment économiques et environnementales, pour lesquelles l'option de la construction d'une nouvelle cimenterie à Tournai n'a pas été retenue par la société HOLCIM, ont déjà été rappelées;

Considérant qu'on estime que le transport de la pierre destinée à la production de clinker est générateur de 10 000 tonnes de CO₂ par an; que parallèlement, le gain de CO₂ produit en passant de fours à voie sèche à un four à voie humide est de 200 kg par tonne de clinker produit; que la quantité annuelle de clinker qui sera produite est de l'ordre de 2 millions de tonne par an, soit 400 000 tonnes/an;

Que, dans ces conditions, il n'est pas exact de soutenir que les effets bénéfiques du renouvellement des fours à voie humide par un four à voie sèche seraient neutralisés par les effets du transport de la matière extraite vers Obourg;

Considérant que dans son avis favorable du 10 novembre 2010, la Commission régionale d'aménagement du territoire a d'ailleurs souligné « l'intégration des principes de développement durable dans la réflexion qui a nourri le projet : d'une part, le process industriel par voie sèche permet de limiter les émissions de CO₂ et, d'autre part, l'excellente accessibilité du site permet un transport par des modes alternatifs à la route »;

Considérant que, suivant l'étude d'incidences, et comme cela était déjà repris par l'arrêté adoptant provisoirement la révision du plan de secteur, en ce qui concerne l'impact sur le réseau routier et la circulation routière :

— aucune infrastructure routière n'est présente sur la nouvelle zone d'extraction projetée; l'acheminement des produits au départ de la nouvelle carrière vers les sites de traitement d'Obourg et de la rive droite n'est pas envisagé par route; aucune incidence n'est donc à prévoir;

— l'avant-projet n'augmentera pas la production de granulats de la carrière du Milieu mais assurera sa pérennité; l'importance du charroi et sa répartition géographique resteront donc semblables à la situation actuelle; aucune modification n'est non plus à prévoir pour les carrières d'Antoing qui traiteront une partie du granulats et alimenteront la cimenterie de CBR en pierres à clinker; en ce qui concerne le site d'Obourg, le bilan de flux de camions (entrants et sortants) sera équivalent à la situation observée actuellement : combustibles entrant en quantité moindre mais charroi lié à la sortie du produit fini légèrement plus élevé vu l'augmentation de production escomptée; comme actuellement, le charroi se dirigera très majoritairement vers le chemin du Pont d'Haine vers la route industrielle;

Considérant que l'étude d'incidences souligne, en ce qui concerne les impacts sur le réseau ferré, que l'impact prévisible de l'expédition de la pierre destinée à la production de clinker entre la carrière et l'usine d'Obourg sur le fonctionnement du réseau ferroviaire est faible et n'entraînera aucune difficulté pour la circulation des trains;

Considérant que l'étude d'incidences souligne, en ce qui concerne les impacts sur le réseau fluvial, que l'impact prévisible de l'expédition de la pierre destinée à la production de clinker entre la carrière et l'usine d'Obourg sur le fonctionnement du réseau fluvial est admissible pour autant que les adaptations aux horaires de navigation soient effectives;

Considérant que HOLCIM souhaite favoriser des transports alternatifs à la route permettant de réduire l'empreinte écologique de son activité; que HOLCIM et le PACO ont signé en 2010 une concession d'exploitation d'un quai de chargement situé au sud de la zone extractive visée par le projet de révision de plan de secteur et directement accessible par bandes transporteuses; que les volumes qui y seront chargés viennent en compensation de volumes actuellement expédiés par camion depuis les installations de la rive droite vers les marchés visés; que les volumes concernés par ce trafic fluvial complémentaire pour le granulats (de l'ordre de 600 000 tonnes/an) ne présentent aucune difficulté d'absorption par le réseau fluvial en place;

Considérant que, tant pour le chargement par train que par bateau, les procédés et techniques utilisés devront faire l'objet d'une évaluation dans le cadre de la demande de permis; qu'il en sera ainsi notamment pour les systèmes de chargement de bateaux, de même que pour les systèmes de chargement par train; que les conditions qui seraient imposées par ce permis devront être de nature à réduire les nuisances pour les riverains, notamment pour la rue Alexandre Dapsens;

Les emplois

Considérant que certaines réclamations portaient sur les emplois;

a) Qu'à cet égard, certains réclamants se demandent où est l'intérêt de dégrader une région pour 40 emplois;

b) Que certains font part de ce que le projet nécessite des investissements d'ampleur mais qu'il ne crée pas d'emplois;

c) Que des réclamants insistent sur l'embauche des habitants de l'entité en priorité;

d) Que certains réclamants se demandent ce qu'il se passera dans 20 ans lorsque HOLCIM rachètera un autre groupe ou que lui-même sera racheté par une multinationale;

REPOUSES

Considérant qu'en ce qui concerne les emplois, il a tout d'abord déjà été rappelé que l'industrie extractive dépend d'une ressource naturelle qui ne se trouve que dans des endroits bien définis;

Que la Wallonie a un sous-sol riche et de qualité; que l'extraction de la pierre est donc une activité locale qui génère de ce fait des emplois pérennes et généralement locaux;

Que comme déjà souligné, le projet permet de maintenir une activité industrielle existante à Obourg depuis près de 100 ans et d'y pérenniser l'emploi;

Que l'activité propre de la nouvelle carrière envisagée nécessitera 40 emplois temps pleins directs;

Considérant que l'hypothèse où HOLCIM rachèterait un autre groupe ou que lui-même serait racheté par une multinationale comme le soulignent certains réclamants, ne devrait pas impacter l'opérationnalité du projet sous-tendu par la présente révision du plan de secteur; que le changement d'actionnariat d'une entreprise n'impacte pas nécessairement l'activité industrielle de cette même entreprise;

Intérêt général

Considérant que certains réclamants s'interrogent quant à l'intérêt général de la révision du plan de secteur;

a) Qu'à cet égard, les réclamations portaient essentiellement sur la question de l'avantage que pourront retirer les riverains du projet par rapport à celui qui profitera au groupe HOLCIM;

b) Que des réclamants estiment que les riverains auront uniquement à subir les inconvénients et ne tireront aucun avantage financier de ce projet;

c) Que les réclamants insistent sur la prise en compte de l'intérêt général, celui des riverains, des travailleurs et des habitants du bassin carrier du Tournaisis;

d) Que des réclamants soulignent que seule l'augmentation de la prospérité du groupe HOLCIM est visée (à savoir : changer les rapports de force avec la CCB (possibilité d'exploiter seule une nouvelle carrière indépendamment de la CCB)) et que l'article 1^{er} du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie n'est pas respecté;

REPOUSES

Considérant que les raisons pour lesquelles le projet rencontre les préoccupations visées à l'article 1^{er} du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie ont déjà été rappelées;

Considérant que, comme il a également déjà souligné, le projet vise à pérenniser une activité extractive et cimentière en Belgique;

Considérant que l'industrie cimentière est un élément clé de l'économie du pays;

Que le projet de HOLCIM permet notamment le maintien de l'activité et de l'emploi à l'usine d'Obourg et la création d'emplois directs et indirects liée à l'exploitation du nouveau site d'extraction outre, comme mis en évidence par l'étude d'incidences, des avantages fiscaux communaux, provinciaux, régionaux et fédéraux;

Que, comme le relevait déjà l'arrêté adoptant provisoirement la révision du plan de secteur, le projet participe au développement des atouts spécifiques de la Wallonie en portant sur l'exploitation de matériaux qui servent d'intrants dans plusieurs domaines majeurs de l'économie wallonne;

Considérant que l'intérêt général, et notamment celui des riverains, des travailleurs et des habitants du bassin carrier du Tournaisis ont été pris en considération; qu'une étude d'incidences a précédé la présente décision; que celle-ci a étudié le projet de révision du plan au regard de l'intérêt général, notamment en matière d'emploi, de développement économique, de compensation, et d'incidences sur le milieu humain et ce, en vue d'en intégrer les résultats dans le plan révisé ainsi que, le cas échéant, dans le futur permis qui sera lui-même précédé d'une nouvelle évaluation des incidences;

Volet environnemental

Considérant qu'en ce qui concerne le volet environnemental du projet, les réclamations portaient essentiellement sur des questions relatives aux sols, aux eaux, à l'air, au paysage, à la mobilité, au bruit, aux vibrations, aux odeurs, au patrimoine naturel, aux habitations environnantes et à l'agriculture;

Considérant qu'il convient de souligner ici qu'il s'agit d'une révision du plan de secteur et non d'une demande de permis en vue de réaliser le projet sous-jacent à cette révision du plan; qu'en conséquence, les observations émises dans le cadre de l'enquête publique, les différents avis sollicités et émis au cours de la procédure de révision du plan, de même que certaines des recommandations émises par l'auteur de l'étude d'incidences et qui ont trait à l'implantation et à l'exploitation du projet industriel sous-jacent, ne trouveront pas réponse ici mais bien dans le cadre de la procédure de demande de permis et d'évaluation des incidences ultérieures ainsi que, le cas échéant, dans le permis qui pourrait être délivré; qu'il en est notamment ainsi du comité d'accompagnement souhaité par les communes de Tournai et Antoing en ce qui concerne le suivi de bonne gestion du site, en ce compris la gestion des stériles; le souhait d'une carte des courbes de nuisances, l'expertise des biens sis aux alentours immédiats, les horaires d'exploitation, la remise en état après exploitation, l'aménagement des merlons, l'intégration paysagère, le réaménagement de la carrière du Milieu, le maintien le plus tardif possible de l'activité agricole sur la zone d'extraction, l'alternative à trouver pour le circuit d'interprétation « Circuit du Pays Blanc », les déviations éventuellement nécessaires des chemins et du Circuit du RAVEL etc;

Sous-sols

Considérant qu'en ce qui concerne le sous-sol, suivant l'étude d'incidences, « l'impact lié à la mise en œuvre du projet se traduira inévitablement par l'exploitation d'une ressource naturelle non renouvelable. Aucun autre impact n'est attendu. Dans le cadre des connaissances actuelles, le sous-sol constituant le gisement concerné par la future activité extractive ne témoigne pas d'une valeur géologique ou paléontologique exceptionnelle, ni d'un intérêt scientifique particulier » (RNT, p. 25);

Considérant que cette exploitation représente l'objet même du projet sous-jacent; qu'aucune mesure spécifique ne peut s'envisager pour réduire ou compenser le fait de consommer la pierre (EI, phase 2, p. 47);

Considérant qu'il ressort également de l'étude d'incidences que l'impact de l'avant-projet sur le substrat rocheux présent sous le village de Calonne peut être considéré comme nul; qu'en effet, les modélisations hydrogéologiques réalisées démontrent que le village est situé sur une zone déjà dénoyée par les pompages effectués actuellement dans la nappe aquifère et que le rabattement supplémentaire qu'engendrera la nouvelle carrière après 2033 n'aura aucun impact pour la surface et donc pour la stabilité des habitations (EI, phase 2, p. 46); que l'on reviendra sur ce point infra;

Considérant que l'étude d'incidences recommande, pour ce qui concerne le réaménagement du site d'extraction, d'une part, de suivre les prescriptions édictées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 régissant les conditions sectorielles pour les carrières et leurs dépendances, notamment en ce qui concerne la liste détaillée des essences de plantations qui y sont recommandées, et, d'autre part, de réaliser le réaménagement et d'organiser les prises de décision en concertation avec l'autorité régionale compétente, les associations naturalistes locales et les services du Département de la Nature et des Forêts (DGO 3) (EI, phase 2, p. 48);

Considérant que ces recommandations ne relèvent pas de la présente révision du plan de secteur et trouveront réponse dans le cadre de la procédure de demande de permis et d'évaluation des incidences ultérieures ainsi que, le cas échéant, dans le permis qui pourrait être délivré;

Sols - Agriculture

Considérant qu'en ce qui concerne le volet relatif aux sols, les réclamations portaient essentiellement sur la question de la perte de terres agricoles de bonne qualité;

Considérant que, suivant l'étude d'incidences, « les zones étudiées dans le cadre de l'avant-projet sont caractérisées en de nombreux endroits par l'absence de sols ou par des sols remaniés. Pour les zones où les sols sont existants (...), ces derniers sont en général aptes voire très aptes pour l'agriculture (...). Suite à la mise en œuvre de l'avant-projet, l'affectation de certaines zones sera modifiée. Ces modifications engendreront très certainement une perte d'un nombre important d'hectares de terres agricoles » (RNT, p. 25).

Considérant qu'afin d'éviter, réduire ou compenser les effets négatifs de la mise en œuvre de l'avant-projet, l'étude d'incidences suggère que « à court et moyen terme, une part des terres actuellement cultivées au sein des futures zones destinées à l'extraction pourrait être maintenue en fonction de l'évolution du phasage de l'exploitation. L'activité agricole pourra localement perdurer tant que l'extraction ne sera pas entamée » (EI, phase 2, p.64); que par ailleurs, elle précise que « des accords sont trouvés avec les exploitants afin de soit les dédommager soit relocaliser leurs zones agricoles au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation de la carrière » (EI, phase 2, p.65);

Considérant que, suivant l'étude d'incidences, les mesures de suivi de la mise en œuvre du plan de secteur consistent donc à « s'assurer que les exploitations agricoles pourront perdurer le plus longtemps possible sur le site concerné par l'avant-projet et qu'anticipativement à l'immobilisation des terres, un accord soit trouvé avec chaque exploitant pour leur relocalisation ou leur dédommagement » (EI, phase 2, p.66);

Considérant qu'à ce sujet, il y a lieu de compenser au mieux les surfaces agricoles perdues; que les options préconisées sont de deux types; qu'il s'agit, d'une part, de la compensation de terres agricoles de même superficie, nature et qualité, et dans la mesure du possible à proximité immédiate et, d'autre part, d'une indemnité pécuniaire, si aucune terre de compensation n'était trouvée;

Considérant que dans son avis favorable du 10 novembre 2010, la Commission régionale d'aménagement du territoire souligne d'ailleurs que le phasage de l'exploitation de la zone d'extraction permettra de différer les impacts sur certaines exploitations agricoles;

Hydrogéologie et hydrologie

a) Considérant qu'en ce qui concerne l'hydrogéologie, les réclamants craignent la survenance de phénomènes karstiques;

b) Considérant qu'en ce qui concerne l'hydrologie, des réclamants craignent une incidence du projet sur la qualité de l'eau et de la nappe phréatique;

c) Considérant que certains s'interrogent également sur le risque de surexploitation et de gaspillage de la nappe aquifère;

d) Considérant que suivant certains réclamants, il existe un risque d'assèchement de l'étang situé dans la propriété du domaine de Chercq (ancien bras de l'Escaut et du plan d'eau); qu'un mesurage des niveaux d'eau de l'ancienne carrière de Casaque, de l'ancienne Grande Carrière de Chercq, de l'étang « clos de la Chartreuse » et de l'Escaut au droit du domaine de Chercq a été effectué; que cet état fait partie intégrante de la composition paysagère du parc, dont la qualité est reconnue et qui a été établi en 1805;

REPONSES

Considérant que le projet sous-jacent à la révision du plan de secteur nécessitera de procéder à des pompages d'eau au droit du site; qu'en effet, le trou qui serait creusé serait plus profond que le niveau de la nappe phréatique; que l'exploitation de la carrière nécessite donc de pomper dans la nappe phréatique afin que la fosse ne soit pas sous eau;

Considérant que ces pompages s'ajouteront à ceux qui sont déjà actuellement effectués pour des besoins d'eau potable et d'eau industrielle;

Que l'étude hydrogéologique réalisée par AQUALE et jointe en annexe 7 à l'étude d'incidences permet ainsi de conclure notamment que :

— l'abaissement supplémentaire de la nappe phréatique sera limité; le niveau de la nappe descendra d'environ 1 mètre sous l'Escaut et de 1 à 10 mètres sous le village de Calonne; qu'il sera en outre limité par la faille de Bruyelle au sud; que les rabattements additionnels seront donc limités et qu'aucun puits de captage ne sera affecté;

— vu l'ensemble des volumes pompés, il est souhaitable que les eaux prélevées en carrière soient réutilisées pour la distribution d'eau potable; pour cela, des accords doivent être trouvés avec la Société wallonne des Eaux;

— le risque karstique (existant aujourd'hui) ne sera pas amplifié compte tenu du niveau profond de la nappe existante; l'abaissement du niveau de la nappe lié à la réalisation du projet de HOLCIM reste limité et n'implique pas d'assèchement supplémentaire significatif (EI, phase 2, p. 82);

Considérant qu'au vu de ceci, le Gouvernement wallon a imposé, lors de l'adoption provisoire de la révision du plan de secteur du 1^{er} avril 2010, qu'une convention entre HOLCIM et la Société wallonne des Eaux soit conclue avant l'adoption définitive afin de garantir la valorisation des eaux d'exhaure, la pérennité de la ressource en eau et l'absence d'impact financier pour le citoyen; que cette convention a été conclue le 7 février 2011;

Considérant qu'en outre depuis l'étude d'incidences, un modèle hydrogéologique a été développé par le bureau AQUALE; qu'il permettra d'évaluer le phasage des volumes d'eau d'exhaure concernée par la mise en œuvre de la zone d'extraction, en prenant en compte le développement des carrières adjacentes; que cette étude devra être finalisée avant l'introduction de la demande de permis;

Considérant qu'au sujet de la karstification du gisement, l'étude d'incidences relève, en ce qui concerne la situation existante, que « la zone n'est pas dans un secteur réputé à risque karstique élevé, contrairement à la région située nettement au nord et sur la rive opposée de l'Escaut, où la nappe phréatique est surexploitée (région de Pecq-Roubaix) » (EI, phase 1, p. 105);

Considérant que l'étude d'incidences a analysé les effets probables de la mise en œuvre du projet;

Considérant que, suivant l'étude d'incidences, les risques karstiques (risques d'instabilité suite à des effondrements souterrains engendrés par l'assèchement de cavités actuellement remplies d'eau) peuvent être fortement relativisés compte tenu du niveau profond de la nappe existante et de la déconnexion de celle-ci avec les terrains superficiels qui, dénoyés, sont seuls susceptibles de provoquer les dégâts majeurs dus aux effondrements karstiques; que les rabattements prévus et liés à la réalisation du projet de HOLCIM restent limités et n'impliquent pas de dénoyage additionnel des couches supérieures;

Que l'étude indique cependant que l'impact réel du rabattement prévu sous le fond de l'Escaut, dont le cours est localement suspendu, n'est pas formellement connu; que sans qu'un risque de rupture du lit de l'Escaut et/ou de soutirage ne puisse être clairement identifié dans les études réalisées, on ne peut à ce stade écarter toute possibilité d'infiltration massive ou non de l'eau du fleuve dans le sous-sol karstifié;

Qu'elle précise toutefois qu'une telle rupture accidentelle (ouverture du karst, fissuration) reste maîtrisable; que l'injection de matériaux de consolidation et de colmatage au fond de l'Escaut est possible, comme le prouve la réalisation de tels travaux dans la région de Tournai (Kain); que l'étude d'incidences ainsi que l'étude d'AQUALE reprise en annexe 7 de l'étude d'incidences, indiquent que ces procédés se sont révélés efficaces et ont permis, par colmatage, de stopper le déversement de l'eau du fleuve dans le réseau karstique sous-jacent (EI, phase 2, p. 83);

Considérant qu'au sujet du risque de pollution et du risque d'assèchement des plans d'eau existants, l'étude d'incidences relève, en ce qui concerne la situation existante, que plusieurs des plans d'eau référencés par la Région wallonne dans le périmètre d'étude sont déjà asséchés ou partiellement asséchés (EI, phase 2, p. 94);

Considérant que l'étude d'incidences a analysé les effets probables de la mise en œuvre du projet;

Qu'elle fait observer à ce sujet que « Actuellement, une valorisation de l'eau d'exhaure est prévue. Celle-ci sera pompée avant sa mise à l'air. Le projet ne prévoit pas de rejet d'eau pompée en eau de surface. Ce choix permettra d'éviter des rejets d'eau trouble en rivière.

Dans le cas d'une valorisation, certaines précautions devront être prises afin de ne pas polluer l'eau souterraine. En effet, les machines lourdes utilisées lors de l'extraction fonctionnent avec des carburants fossiles qui pourraient s'infiltrer dans le sol » (EI, phase 2, p. 97);

Que ces précautions relèvent du permis à obtenir en vue de l'implantation et de l'exploitation de la carrière;

Qu'au sujet de la disparition des plans d'eau, suivant l'étude d'incidences, certains plans d'eau référencés par la région (CENN) seront comblés suite au remblayage des zones de compensation; qu'il s'agit notamment des plans d'eau situés dans la future zone industrielle le long de l'Escaut, sur et dans le prolongement ouest du quai de Bruyelle, sur la commune d'Antoing, dans la future zone industrielle le long de l'Escaut, à l'est des anciennes carrières, sur la commune d'Antoing ainsi que dans la future zone d'habitat le long de l'Escaut, à l'est des anciennes carrières, entre les deux zones industrielles citées ci-avant, sur la commune d'Antoing; que l'étude relève cependant qu'actuellement, seuls les plans d'eau situés dans la future zone industrielle le long de l'Escaut, sur et dans le prolongement ouest du quai de Bruyelle, sur la commune d'Antoing sont encore remplis; qu'en ce qui concerne la partie ouest de la future zone d'espaces verts le long de l'autoroute E42, sur l'ancienne carrière de la Grande Mer et dans la partie nord-ouest de la carrière du Milieu, sur la commune de Tournai, l'étude estime que 3 plans d'eau référencés par la région de cette zone disparaîtront suite à l'apport de stériles mais qu'actuellement, aucun de ces plans d'eau n'existe encore (EI, phase 2, p. 105); que l'étang de Chercq ne fait pas partie de ceux relevés par l'étude d'incidences comme destinés à disparaître; qu'en outre, dans le chapitre consacré à l'hydrogéologie, l'étude d'incidences a examiné les niveaux de rabattement supplémentaires induits par le pompage dans la nouvelle fosse; que les figures de modélisation démontrent que l'étang de Chercq est situé au-delà de la courbe d'isobattelement -1m; qu'il n'y a dès lors pas lieu de craindre un risque d'assèchement de l'étang de Chercq (EI, phase 2, pp. 77-78);

Considérant que suivant l'étude d'incidences « l'effet négatif de l'avant-projet se traduira par un rabattement du toit de la nappe phréatique et par un pompage d'exhaure. Le rabattement de la nappe permettant de travailler en gardant la fosse au sec ne pourra être évité. Par contre, comme l'a montré la modélisation hydrogéologique, l'importance de l'exhaure pourrait être atténuée par l'implantation de pompes judicieusement placés par rapport à la fosse d'extraction et reliés au réseau existant de la Transhennuyère.

Ceci permettrait de valoriser l'eau souterraine devant être prélevée tout en garantissant sa qualité. Par compensation, la valorisation de l'eau d'exhaure devrait permettre de réduire le volume actuellement pompé par les ouvrages du réseau en place. Les équipements et aménagements nécessaires se résument à l'installation d'un nombre suffisant de puits équipés correctement (tubages, pompes, filtres, tête de puits) pour assurer un pompage profond à long terme et à la mise en place de connections adéquates vers le réseau en activité;

(...)

L'implantation suggérée de captages périphériques à la zone d'extraction devrait permettre de réduire très fortement l'exhaure au fond de la future carrière. Dans cette hypothèse, le volume total à prélever pour maintenir la fosse au sec devra cependant être comparable à celui d'un pompage d'exhaure placé en fond de fosse. Par conséquent, le rabattement du toit de la nappe phréatique représente le principal impact résiduel non réductible » (EI, phase 2, p. 85);

Considérant que suivant l'étude d'incidences « La réutilisation de l'eau pluviale et l'utilisation en circuit fermé pour le lavage des granulats sont des techniques à développer à toutes les étapes de la production.

Le recours à l'eau de distribution doit être limité à des besoins particuliers nécessitant de l'eau potable tels que la consommation humaine, les besoins sanitaires,... (...)

Les autres postes d'activité industrielle ne doivent pas avoir recours à l'eau de distribution.

Dans les zones n^{os} 5 et 6, l'imperméabilisation liée à la poursuite de l'urbanisation de ces zones devrait être compensée par la mise en œuvre de technique d'infiltration de l'eau dans le sol » (EI, phase 2, p. 107);

Considérant que l'étude d'incidences précise en outre que « Des mesures de gestion de l'impact du projet, comme la vérification de l'évolution des débits des cours d'eau, permettront de déterminer si des dispositions complémentaires doivent être envisagées. Ces dispositions pourraient aboutir, le cas échéant, à un rejet éventuel d'un débit constant d'eau d'exhaure dans les bassins versants. Outre l'impact non réductible lié à la disparition de quelques plans d'eau (prévision de remblaiement), le projet ne semble pas montrer d'influence notoire sur le régime hydrologique environnant »;

Considérant qu'afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre du plan de secteur, l'étude d'incidences suggère :

« - Concernant l'aquifère des Calcaires Carbonifères, la mise en place d'un réseau de piézomètres correctement équipés permettant de suivre l'évolution du rabattement du toit de la nappe phréatique peut être recommandée. Comme déjà mentionné, ce suivi permettra d'affiner les modélisations hydrogéologiques prédictives. Il est recommandé d'envisager le développement du modèle hydrogéologique en mode transitoire comme le recommande le bureau AQUALE. De plus, la mise en place d'un comité de suivi composé des utilisateurs de la ressource en eau de l'aquifère est recommandée.

— A une échelle régionale et transrégionale, il est recommandé d'établir une concertation permanente entre tous les utilisateurs de la ressource de l'aquifère. Cette concertation, menée par la Région wallonne et le B.R.G.M., devrait permettre de gérer cette ressource et d'éviter à long terme toute situation de surexploitation.

— Par ailleurs, une convention pourrait être signée entre la société HOLCIM et la SWDE concernant la valorisation des eaux d'exhaure.

— Dans un cadre plus globale, l'ensemble du bassin carrier du Tournaisis cette réflexion concertation avec la SWDE pourrait être étendue à l'ensemble du bassin carrier. » (EI, phase 2, p. 85);

Considérant qu'afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre du plan de secteur, l'étude d'incidences suggère « d'installer des points de mesures de débits sur les deux ruisseaux (Rieu de l'Almanach et Rieu du Merlin) pouvant subir une influence directe due à la modification des bassins versants. Il s'agira d'installer un déversoir à crête mince avec une section de contrôle et un limnimètre afin d'obtenir une mesure précise du débit. Les résultats de ces mesures devront confirmer que les réductions des débits de ces cours d'eau se font dans des limites raisonnables pour la sauvegarde de la faune et de la flore aquatique. Ils permettront également de confirmer qu'aucun rejet d'eau d'exhaure ne se pratique vers ces deux cours d'eau » (EI, phase 2, p. 108);

Considérant que ces recommandations ne relèvent pas de la présente révision du plan de secteur et trouveront réponse dans le cadre de la procédure de demande de permis et d'évaluation des incidences ultérieures ainsi que, le cas échéant, dans le permis qui pourrait être délivré en vue de l'implantation et de l'exploitation du projet industriel sous-jacent;

Que des études complémentaires devront être effectuées dans le cadre de la demande de permis unique; que les résultats de ces études permettront, le cas échéant, d'imposer les conditions adéquates pour la préservation de la qualité de l'eau et de la nappe phréatique;

Considérant qu'ainsi, les pompages nécessaires à l'exploitation de la carrière abaisseront le niveau de la nappe phréatique au droit du site; que cette diminution de niveau sera moins importante au fur et à mesure que l'on s'éloigne du site;

Considérant en outre que même si le cône de rabattement est très prononcé et très limité au droit des points de pompage, il est probable que le niveau de l'étang de Chercq ou d'autres plans d'eau en communication seront affectés mais d'autant moins qu'ils sont éloignés de la carrière; qu'en raison de la présence d'une barrière hydrogéologique (la faille de Bruyelle) dans le sud de la zone extractive envisagée, les plans d'eau situés au-delà de cette faille (tels que le plan d'eau du Bois d'El Sec) seront par contre protégés par le rôle d'écran isolant et compartimentant joué par cette faille;

Considérant qu'afin de garantir la pérennité de la nappe aquifère, un accord a été conclu le 7 février 2011 avec la Société wallonne des Eaux;

Considérant que le projet prévoit une valorisation de l'eau d'exhaure; que celle-ci sera idéalement pompée avant sa mise à l'air; que le projet ne prévoit pas de rejets importants d'eau pompée en eau de surface, que ce soit au niveau du ruisseau de l'Almanach, du ruisseau du Merlin ou de l'Escaut; que ce choix permettra d'éviter des rejets d'eau trouble en rivière (EI, phase 2, p. 97);

Considérant pour le surplus que, si nécessaire, le permis visant l'exploitation du gisement pourra imposer des conditions;

Air, climat et poussières

Considérant qu'en ce qui concerne l'air et les poussières, plusieurs réclamations portent sur la situation actuelle;

a) Considérant que des réclamants indiquent que la situation actuelle est déjà critique par rapport à la qualité de l'air et aux poussières liées au trafic de camions;

b) Considérant que suivant certains réclamants, le taux de poussières est anormalement élevé; que cela se remarque sur les voitures, les châssis de maison, le mobilier de jardin (« grisé » du jour au lendemain) et même les plantes extérieures et la pelouse; que selon eux, ces poussières sont causées par les carrières, les cimenteries et les camions quasiment jamais bâchés et/ou « humidifiés »;

c) Considérant que des réclamants indiquent que la poussière calcaire est gênante, grise mais non nocive; qu'à l'heure actuelle, cette poussière est plus fine, noire; qu'il s'agit du calcaire et d'autres composants; qu'ils se demandent si ce sont des résidus de combustion; qu'ils s'interrogent sur ce que l'on brûle dans les fours CBR;

Considérant que des réclamants s'inquiètent également de la situation projetée;

d) Considérant que suivant certains réclamants, le projet induira une augmentation des poussières ainsi qu'une exposition permanente aux poussières et la dégradation de la qualité de l'air;

e) Considérant que certains réclamants indiquent que les poussières fines générées par la zone de chargement des trains sont nuisibles à la santé;

f) Considérant que des réclamants s'interrogent sur le passage de camions supplémentaires pour le port fluvial;

g) Considérant que des réclamants préconisent de vérifier le soin apporté au bâchage des transports;

h) Considérant que certains exigent un maximum de garanties afin de protéger les riverains des poussières, la récupération des poussières de combustion des fours à ciment pour l'ensachage, l'arrêt des rejets de poussières par la cheminée CBR et les rejets de gaz (on y brûlerait des combustibles et déchets nocifs), la construction sur place des fours supplémentaires dépoussiérés à 100 % dans une installation commune CBR/HOLCIM, ce qui éviterait la propagation de poussières (procédé coûteux mais qui fonctionnait bien à la cimenterie Cimescaut dans les années 70-80); qu'ils exigent également une limitation stricte des seuils de poussières, la fixation d'astreintes financières précises (montant/jour) en cas de dépassement des seuils imposés en matière de poussières;

i) Considérant que des réclamants se demandent si les taux de poussière seront contrôlés régulièrement et si oui, par qui et quand et si les résultats seront consultables;

j) Considérant que certains se demandent de quels recours ils disposent au cas où ils constatent des taux anormalement élevés ponctuellement;

k) Considérant que des réclamants suggèrent que des maisons-tests soient déterminées, dans lesquelles serait installé le matériel de mesure de la qualité de l'air;

REPONSES

Considérant tout d'abord que les réclamations relatives à l'air et aux poussières portent davantage sur des points relevant du permis unique relatif à l'activité d'extraction; qu'il s'agit ici de se prononcer sur la révision du plan de secteur en vue de l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction en rive gauche de l'Escaut; que toute question relative à l'implantation et l'exploitation de la zone d'extraction trouvera réponse dans le cadre de la demande de permis unique qui assurera la mise en œuvre concrète du projet sous-tendu par la présente révision du plan de secteur, de l'évaluation des incidences à laquelle elle sera soumise et du permis qui pourrait être délivré; que la Commission régionale d'aménagement du territoire souligne ce point dans son avis du 10 novembre 2010;

Considérant que le projet sous-jacent à la révision du plan de secteur s'implantera dans un environnement carrier;

Considérant que les concasseurs seront enfouis le plus possible dans le sol (environ 20 m); que la plupart des activités aura lieu en fond de carrière; que les installations seront également déplacées au fur et à mesure de l'exploitation afin de limiter les nuisances;

Considérant qu'en ce qui concerne l'air, il faut distinguer les poussières sédimentables et les particules en suspension, lesquelles ont un diamètre inférieur aux poussières sédimentables et sont moins spécifiques aux activités de carrières;

Considérant que l'étude d'incidences indique, en ce qui concerne la situation existante, que les particules en suspension proviennent de certains procédés industriels (incinérations, cimenteries, sidérurgie, etc.), des chauffages domestiques en hiver mais majoritairement du trafic automobile (diesel, frottements mécaniques et pneumatiques); qu'elle souligne qu'à proximité du site, la valeur guide OMS pour la protection à long terme est respectée en ce qui concerne les particules en suspension à proximité du site; que les poussières sédimentables proviennent quant à elles de plusieurs sites d'exploitation de carrières, de deux cimenteries ainsi que d'une briqueterie; que les concentrations de poussières sédimentables sont actuellement relativement élevées à proximité du site; que l'amélioration des installations de surface des opérateurs locaux devrait permettre une amélioration progressive de la situation (EI, phase 2, pp. 115-116 et 123);

Que suivant l'étude d'incidences, les poussières sédimentables ne présentent pas de risque pour la santé humaine (au vu de leur diamètre qui ne leur permet pas d'atteindre les alvéoles pulmonaires), mais constituent une nuisance réelle pour les riverains (EI, phase 2, p. 117 et 123);

Considérant que l'étude d'incidences a analysé les effets probables de la mise en œuvre du projet;

Considérant que l'étude d'incidences estime qu'en ce qui concerne les particules en suspension, « la moyenne annuelle maximale en PM10 est de 0,23 µg/m³, soit bien inférieure à la norme de 40 µg/m³ définie par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2000. La concentration moyenne enregistrée en 2007 à la station du réseau de fumées de Tournai est de 19,5 µg/m³. A priori, la mise en place de l'avant-projet ne devrait pas contribuer au dépassement de la valeur moyenne annuelle en termes de particules fines (PM10) » (EI, phase 2, p. 130);

Considérant qu'en ce qui concerne les poussières sédimentables, l'étude d'incidences estime que « Les retombées de poussières les plus conséquentes correspondent aux secteurs situés sous les vents dominants, c'est-à-dire les secteurs nord (N), nord-nord-est (NNE) et nord-est (NE). Les habitants de Calonne les plus exposés subiront des retombées liées aux activités d'extraction de l'avant-projet d'environ 62 mg/j/m² » (EI, phase 2, p. 135);

Considérant que comme déjà dit à l'occasion de l'adoption provisoire de la révision du plan de secteur, le merlon paysager prévu, mais non intégré par le modèle de calcul théorique, favorisera la sédimentation des particules et jouera le rôle d'écran;

Considérant par ailleurs que toute une série de mesures (installations sous enceintes fermées, capotage de la bande transporteuse, dépoussiérage par aspiration, contrôle monitoring, réalisation d'audits énergétiques, entretien machines, écran végétal,...) pourront être prises en vue de limiter au maximum l'émission de particules fines et de poussières; que ces mesures relèvent du permis nécessaire en vue de l'implantation et l'exploitation du gisement et devront être prises en compte lors de la demande de permis, de l'évaluation des incidences à laquelle elle sera soumise et du permis qui pourrait être délivré;

Que le projet n'implique aucun charroi de camion pour le port fluvial, le transport se faisant via bande transporteuse en site propre;

Considérant que les raisons pour lesquelles HOLCIM a opté à ce stade pour la modernisation de l'usine d'Obourg plutôt que pour l'implantation d'un nouveau four, éventuellement commun avec un autre cimentier, ont déjà été développées ci-avant;

Paysages

a) Considérant qu'en ce qui concerne les paysages, certains réclamants s'inquiètent de l'enclavement des quartiers d'habitat; qu'ils indiquent que le village de Chercq sera encerclé par les industries d'extraction avec le projet HOLCIM; qu'il en sera de même pour le village de Calonne par les industries extractives et le projet d'HOLCIM;

b) Considérant que suivant des réclamants, le merlon créé le long de la chaussée de Valenciennes défigurera le paysage; que la création d'un merlon provoquera une barrière qui détruira la qualité du site; qu'il en va de même avec les lignes à haute tension;

Considérant que des réclamants soulignent que l'impact visuel du merlon de l'autre côté du chemin de Warnaf va constituer une barrière visuelle portant atteinte à la qualité du site; que pourtant, dans le cas du dossier de demande du permis pour la création d'un parc éolien dans la plaine de Saint-Maur, les autorités ont tenu compte de la qualité paysagère du lieu et des vues historiques vers Tournai (cathédrale, beffroi); qu'il devrait, selon eux, en être de même ici;

Considérant que certains réclamants soulignent l'importance de revoir le déplacement avec concertation de la ligne à haute tension; que cela offre à la société HOLCIM la possibilité de revoir le tracé du merlon; qu'il serait contraire de faire un beau merlon arboré sans prendre en considération l'implantation des pylônes en vue d'une intégration optimale;

c) Considérant que des réclamants s'inquiètent du rapprochement de la ligne à haute tension pour le domaine de Chercq; que cet aspect entre en contradiction avec la volonté de la région de protéger les qualités paysagères du domaine;

d) Considérant que certains réclamants font part de ce que le projet induira une mutilation d'une zone agraire importante par sa fonction et son aspect esthétique;

e) Considérant que des réclamants estiment que l'article 1^{er} du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie n'est pas respecté en ce que la présente révision abîmerait le patrimoine paysager;

REPONSES

Considérant qu'en ce qui concerne la préservation des paysages, l'article 1^{er} du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie indique que la Région rencontre les besoins sociaux, économiques, patrimoniaux, énergétiques, de mobilité et environnementaux de la collectivité par la gestion qualitative du cadre de vie, la gestion parcimonieuse du sol et de ses ressources, la gestion énergétique de l'urbanisation et des bâtiments et par la conservation et le développement du patrimoine culturel, naturel et paysager;

Que, comme déjà souligné, il en ressort qu'il appartient à la Région de tendre vers un juste équilibre entre les différents objectifs visés à l'article 1^{er} alinéa 1 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et que l'activité économique doit se développer en corrélation avec d'autres préoccupations parmi lesquels la conservation du patrimoine paysager, l'article 1^{er} ne visant cependant nullement à assurer une intangibilité paysagère de la Région;

Considérant que s'il est vrai que la révision du plan de secteur induit l'inscription d'une importante superficie de zone d'extraction, cette inscription implique l'inscription de zones non destinées à l'urbanisation en vertu de l'article 46 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

Que plus spécifiquement pour les habitants du village de Calonne, la partie sud-ouest de l'ancienne carrière des Cinq Rocs, les anciennes carrières de Requiem, Vicaire, Bruyelle et Californie seront affectées pour parties en zone d'espaces verts et pour parties en zone naturelle; que les parties affectées en zone d'espaces verts et en zone naturelle en rive gauche de l'Escaut feront l'objet d'un réaménagement en vue d'y protéger et développer au mieux la faune et la flore; que ce réaménagement se fera en concertation traduite par une convention, avec le Département de la Nature et des Forêts du Service public de Wallonie - Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement;

Que le Gouvernement entend prévoir une mesure d'aménagement imposant que cette convention soit conclue au plus tard le jour de la délivrance du permis visant à l'exploitation du projet industriel sous-jacent à la révision du plan de secteur;

Considérant, de plus, que le Gouvernement entend assurer au maximum la qualité du cadre de vie des habitants de Calonne; qu'à cet effet, une bande de terrain d'une largeur de 75 mètres et d'une superficie de l'ordre de 5 hectares affectée en zone d'extraction en bordure Nord-Est du site sera couverte d'une prescription supplémentaire précisant que les terrains sont destinés à l'aménagement d'un périmètre visant l'isolement de l'exploitation par rapport à son environnement immédiat, en ce compris l'édification de merlons;

Que dans la poursuite d'un équilibre entre les différents objectifs visés à l'article 1^{er} du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, le Gouvernement wallon entend compenser l'inscription de la nouvelle zone d'extraction par la réaffectation d'anciennes carrières en zones non urbanisables dont il est en outre envisagé - à terme - qu'elles soient pour partie placées sous statut de réserves naturelles domaniales ou équivalent, avec une restauration corrélative - et pour toutes les anciennes carrières - du paysage de ces anciens sites;

Considérant qu'effectivement les incidences paysagères pour le village de Saint-Maur seront marquantes; que d'une manière générale, l'établissement de merlons d'isolement autour de la fosse d'extraction aura pour incidences de limiter la longueur des vues; que l'étude d'incidences recommande pour limiter les incidences paysagères, de planter le merlon d'espèces arbustives et arborescentes (El, ph.2, p. 421); que ce rideau végétal contribuera à limiter la longueur des vues mais permettra le maintien du caractère agricole et arboré qui caractérise actuellement le paysage;

Considérant qu'aux différents objectifs pré-rappelés du projet, il convient d'ajouter que le permis unique destiné à couvrir l'exploitation du gisement contiendra non seulement des dispositions relatives à la remise en état du site après exploitation, remise en état qui pourra être garantie par une sûreté, mais en outre pourra prévoir des mesures d'intégration paysagère complémentaires de l'exploitation;

Considérant que le Gouvernement confirme l'option prise lors de l'adoption provisoire de la révision du plan de secteur consistant à abandonner la bande transporteuse Centre; que la bande transporteuse Nord sera enterrée à partir du merlon paysager jusqu'au niveau de la zone d'aménagement communal concerté (qui deviendra zone agricole par l'effet de la compensation), à savoir la partie qui traverse la zone habitée, ce qui la rendra invisible; qu'elle ne refera surface que pour franchir l'Escaut en aérien et rejoindre le site à remblayer en rive droite; que lors de la procédure de demande de permis et d'évaluation des incidences de celui-ci, une attention particulière devra être accordée à la qualité esthétique de la bande transporteuse et à son intégration dans le paysage;

Considérant que suivant l'étude d'incidences, la ligne électrique à haute tension constitue actuellement un élément dévalorisant les vues; que le périmètre de réservation retenu englobe à la fois le tracé proposé dans la demande (et validé par Elia) et celui suggéré par l'auteur de l'étude d'incidences, et ce pour permettre l'examen de toute alternative pertinente; que le permis unique qui pourrait être octroyé déterminera, au sein de ce périmètre de réservation, le tracé final de la nouvelle ligne; que dans le cadre de l'aménagement du site des Cinq Rocs, un relief vallonné devra être étudié en vue de permettre d'intégrer la ligne haute tension vis-à-vis du village et du domaine de Chercq; que ceci relève de la demande de permis et de l'évaluation des incidences ultérieures ainsi que le cas échéant, du permis qui pourrait être délivré;

Considérant que les aménagements destinés à limiter les incidences de la future zone d'extraction sur le paysage et à l'intégrer au mieux, relèvent pour le surplus de l'implantation et de l'exploitation du projet industriel sous-jacent et trouveront réponse dans le cadre de la procédure de demande de permis et d'évaluation des incidences ultérieures ainsi que le cas échéant, dans le permis qui pourrait être délivré;

Mobilité

a) Considérant qu'en ce qui concerne la mobilité, certains réclamants s'inquiètent de l'augmentation du trafic routier;

b) Considérant que des réclamants insistent sur la sécurisation des routes qui sont empruntées par le charroi;

c) Considérant que certains réclamants s'interrogent sur le risque de saturation de la ligne de voyageurs Tournai/Mons suite à l'arrivée de trains de marchandises liés au projet (7 trains de 30 wagons quotidiennement); qu'ils relèvent la nécessité de s'informer auprès de la SNCB Infrabel et du MET;

d) Considérant que le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, dans son avis du 25 octobre 2010, souhaite que les chemins de Warnaf et du Vieux Moulin soient déviés comme le recommande l'étude d'incidences pour leur faire contourner la future carrière et qu'un bon réaménagement du circuit du Ravel au niveau de la zone du chargement de bateau soit prévu;

REPONSES

Considérant, en ce qui concerne la mobilité, que les substances extraites seront acheminées par bandes transporteuses selon le cas vers la zone de chargement de la voie ferrée et de la voie d'eau, vers la carrière du Milieu et vers les carrières d'Antoing; que la pierre destinée à la production du clinker sera -comme déjà dit - transportée par voie ferrée ou par voie d'eau vers Obourg; que les pierres à granulats seront transportées vers les installations précitées par bandes transporteuses; que par conséquent, aucun camion ne sortira de la nouvelle zone d'extraction et qu'hormis pendant les travaux de construction des installations de la carrière, l'activité de l'exploitation n'aura aucun impact sur le charroi si ce n'est celui induit des allées et venues liées à la présence du personnel sur place;

Considérant que, comme le relevait déjà l'arrêté adoptant provisoirement la révision du plan de secteur, le projet évitera de porter atteinte à la mobilité des usagers du réseau routier et à l'accessibilité au territoire wallon en recourant à un mode de transport durable pour l'acheminement des produits; que l'étude d'incidences a démontré que l'impact prévisible sur le fonctionnement du réseau ferroviaire est faible et n'entraînera aucune difficulté pour la circulation des trains (RNT, p. 54);

Considérant que l'un des objectifs de la révision du plan de secteur est de permettre la modernisation de la cimenterie d'Obourg; que, comme déjà indiqué, le charroi de camions à Obourg sera comparable à ce qui est connu aujourd'hui et empruntera le même itinéraire qu'actuellement;

Considérant que la production de granulats à la carrière du Milieu n'augmentera pas mais que l'approvisionnement en granulats induit de la présente révision du plan de secteur permettra de pérenniser l'exploitation; que les flux de circulation seront donc semblables à la situation existante;

Considérant qu'il n'est pas prévu d'augmenter les capacités de production des différents sites de CBR qui seront alimentés depuis la carrière; que les flux de circulation seront donc semblables à la situation existante;

Considérant que la sécurisation des routes empruntées, outre le fait que rien ne justifie de l'intensifier vu le recours à la voie ferrée et le maintien de la situation existante en termes de charroi routier, ne relève pas de la révision du plan de secteur;

Considérant que l'étude d'incidences propose des variantes pour le déplacement du Ravel dont le choix devra se faire au stade du permis unique qui pourrait être délivré; que le déplacement en bordure du site des chemins de Warnaf et du Vieux Moulin, inscrits à l'atlas des sentiers vicinaux, devra faire l'objet d'une procédure spécifique;

Bruit

a) Considérant qu'en ce qui concerne le bruit, plusieurs réclamations portent sur la situation actuelle;

Considérant que des réclamants indiquent que la situation actuelle est déjà critique par rapport aux nuisances sonores; qu'il y a un bruit conséquent de 4 h du matin à 21 h le soir, lequel est occasionné par les nombreux camions, alors qu'en passant par le « nouveau » rond-point d'Antoing et l'accès direct à l'autoroute par la route industrielle d'Antoing, tout ceci pourrait être évité; que suivant certains, le niveau sonore est de 55 db continu de 5 h à 22 h, 6 jours sur 7;

b) Considérant que suivant certains réclamants, le projet induira une augmentation du bruit, une exposition à des seuils de bruit supérieurs aux normes légales au terme de l'étude d'incidences, une augmentation du nombre de décibels dépassant les normes dans la rue Alexandre Dapsens; que, selon eux, cela sera accentué par des vents d'ouest dominants;

Considérant que certains exigent un maximum de garanties afin de protéger les riverains, une limitation stricte des seuils de bruit, l'imposition d'astreintes financières précises (montant/jour) en cas de dépassement des seuils imposés en matière de bruit, une limitation du bruit à 45db en limite de clôture du site;

c) Considérant que certains réclamants indiquent qu'en ce qui concerne le quai de chargement, le silo sera en béton pour éviter les bruits d'impact des roches sur la tôle; qu'ils se demandent si les wagons des trains seront en béton eux aussi; que des réclamants estiment qu'il faut réaliser le chargement des wagons dans un endroit clos maintenu en dépression et protégé acoustiquement; que certains préconisent l'installation d'appareils de mesure du bruit

d) Considérant que certains préconisent que soient prévues des maisons-tests où sera installé le matériel de mesure du bruit;

e) Considérant que certains réclamants s'inquiètent des nuisances sonores durant la phase de remblayage de la carrière des Cinq Rocs située à ± 600 mètres des habitations du Nouveau Passage; qu'ils se demandent si l'on peut garantir que les conditions de vie des habitants ne changeront pas;

REPONSES

Considérant que les griefs formulés au sujet de la situation actuelle ne concernent pas la présente révision du plan de secteur; que leur correction éventuelle relève d'autres outils que le présent acte administratif;

Considérant que l'essentiel de ces observations trouveront écho dans le cadre de la procédure de demande de permis en vue de l'implantation et l'exploitation du projet industriel sous-jacent, de l'évaluation des incidences à laquelle elle sera soumise et du permis qui pourrait être délivré;

Considérant que l'étude d'incidences a formulé à ce sujet des recommandations qui devront être prises en considération à ce stade; qu'en effet, celle-ci a constaté que le projet industriel sous-jacent à la révision du plan de secteur induira des nuisances sonores; que l'étude d'incidences souligne qu'il conviendra - au stade du permis - de mettre en place des mesures visant à réduire les nuisances sonores telles que des merlons ou des murs anti-bruits autour des sources fixes, améliorer l'isolation des rubans transporteurs;

Considérant que du reste, l'étude d'incidences recommandait - notamment pour des raisons sonores - de supprimer la bande transporteuse centre;

Vibrations

a) Considérant qu'en ce qui concerne les vibrations, plusieurs réclamations portent sur la situation actuelle; que des réclamants indiquent que la situation actuelle est déjà critique par rapport aux vibrations;

Considérant que suivant certains réclamants, le projet aura des incidences sur les nuisances dues aux vibrations;

b) Considérant que certains réclamants indiquent que les bandes transporteuses, même si elles sont enterrées, généreront inévitablement des vibrations, non sans impact sur la structure des maisons; que la bande la plus proche passera à moins de 20 mètres de la cité; qu'ils se demandent si des analyses ont été effectuées;

c) Considérant que des réclamants relèvent que les tirs de mine engendreront également de réels tremblements de terre;

Considérant que des réclamants préconisent la prise de certaines mesures;

d) Considérant que certains exigent un maximum de garanties afin de protéger les riverains des ondes de choc, une limitation stricte des seuils de vibrations, la fixation d'astreintes financières précises (montant/jour) en cas de dépassement des seuils imposés en matière de vibrations;

e) Considérant que des réclamants indiquent que l'exploitant doit prendre toutes les mesures adéquates de manière à éviter les effets dominos lors de tirs de mines;

REPONSES

Considérant que les griefs formulés au sujet de la situation actuelle ne concernent pas la présente révision du plan de secteur; que leur correction éventuelle relève d'autres outils que le présent acte administratif;

Considérant que l'essentiel de ces observations trouveront écho dans le cadre de la procédure de demande de permis en vue de l'implantation et l'exploitation du projet industriel sous-jacent, de l'évaluation des incidences à laquelle elle sera soumise et du permis qui pourrait être délivré;

Considérant que l'étude d'incidences a formulé à ce sujet des recommandations qui devront être prises en considération à ce stade; que l'étude d'incidences recommande qu'un état des lieux de tous les immeubles distants de moins de 320 mètres des zones de tirs, soit réalisé de manière contradictoire de même que des tests pour s'assurer que les infrastructures présentes dans un rayon de 320 mètres ne subiront aucun dommage et, le cas échéant, prendre les mesures nécessaires pour s'en assurer (isolement, déplacement...);

Considérant à cet égard que le Gouvernement wallon entend souligner l'importance particulière à réserver aux tirs de mine en vue que le futur exploitant prenne toutes mesures utiles destinées à éviter les effets dominos lors des tirs;

Odeurs

a) Considérant qu'en ce qui concerne les odeurs, certains réclamants craignent une augmentation des mauvaises odeurs suite à l'implantation de Staroute et à la reprise de la carrière Lemay par CBR;

b) Considérant que des réclamants font part des mauvaises odeurs récurrentes et font référence aux installations de RécyHoc;

REPONSES

Considérant qu'il s'agit ici de se prononcer sur la révision du plan de secteur en vue de l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction en rive gauche de l'Escaut; que toute question relative à d'autres sites industriels est sans lien avec la présente révision du plan de secteur;

Patrimoine naturel

a) Considérant qu'en ce qui concerne le patrimoine naturel, certains réclamants s'inquiètent de la disparition des espaces verts (villages encerclés) et de l'impact du projet sur le patrimoine naturel; qu'ils relèvent également le non respect de l'article 1^{er} du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

b) Considérant que certains réclamants insistent sur l'attention particulière à apporter à la préservation de l'écosystème et à sa mise en valeur;

c) Considérant que suivant certains réclamants, le projet aura un impact sur le site de grand intérêt biologique dit les friches des « Vignobles »; que pourtant, la conservation de ces friches sur substrat calcaire est intéressante sur deux plans : la rareté de cet habitat pour les espèces concernées et sa fonctionnalité dans le réseau écologique local; qu'il faut donc, selon eux, prendre toutes les précautions nécessaires lors de la réalisation du raccordement ferroviaire et plus précisément consulter le cercle naturaliste de Belgique préalablement; qu'il faut également s'opposer à la construction d'un four sur ce site;

d) Considérant que suivant des réclamants, il faut confiner les structures privées en bord de chemin de fer et le plus possible côté terroir pour préserver l'essentiel des pelouses calcaires;

REPONSES

Considérant qu'en ce qui concerne la perte d'espaces verts, le projet est accompagné de compensations planologiques; que ces compensations ont été déterminées en tenant compte, notamment, de l'impact sur le voisinage de la nouvelle zone destinée à l'urbanisation; qu'elles sont prévues dans le voisinage du projet, tant en rive gauche qu'en rive droite de l'Escaut, sur les communes d'Antoing et de Tournai;

Considérant que les zones concernées par les compensations planologiques seront reconverties pour partie en zone naturelle et pour partie en zone d'espaces verts, à l'exception de la zone d'aménagement communal concerté de Calonne, laquelle sera reconvertie en zone agricole; que le Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement a en effet émis - dans le cadre des observations formulées à l'occasion de l'enquête publique - le souhait de voir inscrites en zone naturelle (plutôt qu'en zone d'espaces verts) les zones des anciennes carrières de Californie, Requiem, Vicaire et Bruyelle qui ne seront pas remblayées et les extrémités Nord, Sud et Est de la partie Sud-Ouest des anciennes carrières des Cinq Rocs; que la Commission régionale d'aménagement du territoire a relayé cette demande dans son avis du 10 novembre 2010;

Considérant que le Gouvernement estime qu'il y a lieu de faire droit à cette suggestion du Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement; que ceci se justifie d'autant mieux que l'étude d'incidences a démontré que les zones concernées présentent des milieux riches qui doivent être préservés;

Considérant que, complémentarément, les zones d'extraction couvertes de la prescription supplémentaire CP1, CP3 et CP4 seront automatiquement converties en zones d'espaces verts au terme de l'aménagement propre à réaliser ces affectations qu'imposera le permis unique requis pour l'implantation et l'exploitation de la carrière;

Considérant que d'importants espaces verts seront donc créés;

Qu'en outre, le Gouvernement entend assurer l'effectivité de la gestion des zones d'espaces verts et des zones naturelles sises en rive gauche de l'Escaut en imposant une mesure d'aménagement de ces futures zones d'espaces verts et zones naturelles, visant à garantir qu'une convention de gestion soit signée entre l'exploitant du gisement et le Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie et ce, au plus tard le jour de la délivrance du permis destiné à l'exploitation du projet industriel sous-jacent à la révision du plan de secteur;

Considérant qu'en ce qui concerne la préservation et la mise en valeur de l'écosystème, il y a lieu de noter que les terrains renfermant un habitat d'intérêt communautaire non prioritaire (chênaie-frênaie neutrophile atlantique) sur lesquels devaient passer la bande transporteuse dite « Centre » ne seront pas affectés par l'exploitation, vu l'abandon de cette bande comme déjà annoncé au stade de l'adoption provisoire de la révision du plan de secteur - option que confirme le Gouvernement - et la répartition de sa charge sur la bande transporteuse dite « Nord »; que la faisabilité de la répartition de la charge sur la bande de transporteuse « Nord » sans augmentation sensible des nuisances de son activité avait d'ailleurs été avalisée par l'étude d'incidences;

Considérant que le même habitat d'intérêt communautaire non prioritaire est présent dans la zone prévue pour le passage de la bande transporteuse dite « Sud » (chênaie-frênaie neutrophile atlantique); que l'étude constate toutefois que l'impact éventuel de la bande sur cet habitat reste relatif, dans la mesure où il restera toujours présent dans l'ancienne carrière du Bois Del' Sec à proximité, ainsi que dans l'ancienne carrière Thorn; que l'autorité compétente veillera dans le cadre des permis ultérieurs à garantir une perméabilité des clôtures des zones de travaux afin de permettre le passage de la faune et à limiter les zones d'emprise des travaux lors de l'installation de la bande transporteuse « Sud »;

Considérant que l'affectation des parties des anciennes carrières de Californie, Vicaire, Requiem et Bruyelle pour partie en zone naturelle et pour la partie qui sera réaménagée en zone d'espaces verts au titre de compensation planologique permet le maintien de nombreux milieux de très grand intérêt biologique ainsi que plusieurs espèces rares et protégées dans ces zones telles que le hibou grand-duc qui niche sur les falaises de l'ancienne carrière Californie;

Considérant que la réaffectation des anciennes carrières de la Grande Mer en zone d'espaces verts n'engendrera, en tant que telle, aucune incidence particulière sur les milieux biologiques de grand intérêt qui ont valu à ces terrains un classement en zone Natura 2000 et SGIB; que l'évaluation appropriée des incidences réalisée en application de la Directive européenne 92/43/CEE relative à la conservation des sites Natura 2000 transcrite en droit wallon par le décret du 6 décembre 2001 modifiant la loi sur la conservation de la nature du 12 juillet 1973 a permis de vérifier l'absence d'incidences sur le site Natura 2000 du « Bassin de l'Escaut en amont de Tournai » d'un prolongement du transporteur Nord jusqu'aux installations de traitement du granulat de la carrière du « milieu », comme préconisé en première phase de l'étude; qu'il résulte de cette évaluation appropriée que les terrains situés en limite Sud de l'ancienne carrière de la « Grande Mer », reprise comme site Natura 2000, ne présentent aucun habitat d'intérêt communautaire et que l'impact direct du projet sur les habitats présents dans le périmètre d'étude, mais en dehors du site Natura 2000, en particulier les mares situées sur et au pied du terribil Batte et Mathias propices à la reproduction du crapaud calamite, apparaît non significatif vu la localisation du projet et qu'aucune incidence n'est à prévoir non plus sur les espèces animales; que les limites Est et Sud de cette zone d'espaces verts ont donc été adaptées pour tenir compte des activités existantes et du passage du transporteur vers les installations de traitement de la société HOLCIM Granulats, conformément à la proposition de l'étude d'incidences; que le Gouvernement wallon confirme cette option déjà prise au stade de l'adoption provisoire de la révision du plan de secteur;

Que l'étude a notamment mis en évidence la possibilité de remblayer au moyen des terres et stériles de la carrière, la partie Ouest des anciennes carrières des « Cinq Rocs » et l'ancienne carrière de Californie ainsi que sur une zone située au sud de celle-ci sans porter atteinte aux habitats les plus intéressants, c'est-à-dire en préservant, en particulier, les falaises qui constituent le lieu de nidification du hibou Grand Duc (*Bubo bubo*) ainsi que les pelouses calcicoles situées dans la partie basse de la zone;

Qu'un nouveau plan de gestion des stériles a donc été présenté et validé par l'arrêté adoptant provisoirement la révision du plan de secteur; que le Gouvernement confirme qu'il se rallie à ce nouveau plan de gestion;

Considérant qu'ainsi, quant aux anciennes carrières des « Cinq Rocs », puisque le remblayage complet de cette zone aurait eu pour conséquence de supprimer l'ensemble des milieux de qualité biologique recensés ainsi que son potentiel actuel, qu'une meilleure gestion du site aurait permis de développer, il a été convenu avec le Département de la Nature et des Forêts de limiter le remblayage à la partie sud-ouest du site; que le réaménagement de ces zones se fera en concertation avec le Département de la Nature et des Forêts du Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement; que cette concertation sera, comme énoncé ci-avant, traduite par une convention à signer au plus tard le jour de la délivrance du permis destiné à couvrir l'activité industrielle sous-jacente à la révision du plan de secteur; que cela permettra d'encadrer ce remblayage et de fixer les modalités de gestion en vue d'assurer le maintien et la régénération des milieux de qualité biologique dans cette zone; que l'ensemble de cette zone sera en outre inscrit en zone d'espaces verts, compte tenu de la présence du site SEVESO à proximité et ce, eu égard à l'étude d'incidences qui le suggérerait et à l'avis de la Cellule des risques d'accidents majeurs de la Direction des risques industriels, géologiques et miniers de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du 30 septembre 2010;

Considérant que les terrains situés au Nord des anciennes carrières d'Antoing et destinés à la compensation phasée avec réaffectation en zone agricole, à terme, sont des terrains ayant déjà été remaniés; que les habitats qu'ils comportent et qui pourraient éventuellement être affectés par le remblayage et l'activité agricole, resteront présents dans les anciennes carrières d'Antoing situées à proximité; qu'il conviendra bien évidemment de vérifier, dans le cadre des procédures de demande de permis visant le remblayage de ces différentes zones, la nécessité de disposer des dérogations aux lois sur la conservation de la nature;

Considérant que la mise en œuvre de l'infrastructure ferroviaire devra faire l'objet d'une étude d'incidences détaillée dans le cadre de la demande de permis et que celle-ci devra apporter des réponses détaillées concernant les méthodes efficaces à appliquer pour réduire les impacts du chargement et respecter les contraintes légales en vigueur; qu'une attention particulière devra être portée sur les mesures de protection acoustiques et paysagères de l'infrastructure de chargement des trains; que les zones biologiquement intéressantes ainsi que les différents biotopes présents devront être identifiées et répertoriés sur une carte; que ces zones devront être préservées de toute activité humaine et ne devront pas être impactées par le chantier du projet industriel;

Que, dans le cadre du projet industriel, une attention toute particulière devra être portée au maintien des zones biologiquement intéressantes, à la recréation de biotopes favorables à l'accueil de la faune locale et à l'intégration paysagère des infrastructures industrielles; que l'implantation répondra aussi à des limitations techniques liées à la présence du terroir Delwaerte et de l'installation de Recyhoc;

Habitations environnantes - dégâts et dévaluation

Considérant qu'en ce qui concerne le volet relatif aux habitations environnantes au projet, les réclamations portaient essentiellement sur les questions des risques de dégâts éventuels et de la diminution de la valeur vénale des habitations;

a) Considérant que certains réclamants s'inquiètent en effet de l'éventuelle impossibilité de revendre leur habitation dans l'état actuel des choses; que la valeur des bâtiments est déjà dégradée par le chemin de fer, le Vieux Chemin de Mons avec son trafic de camions, la route industrielle, l'usine Staroute et le développement des anciens établissements Lemay;

b) Considérant que suivant des réclamants, il faut veiller à la réalisation d'un état des lieux (valeur et état) des habitations avant la mise en œuvre des activités industrielles; qu'ils indiquent que l'expertise ne concernera que quelques maisons témoins et se demandent ce qu'il en sera des autres riverains susceptibles d'être touchés (maisons de la rue des Vignobles,...);

REPONSES

Considérant qu'en ce qui concerne les réclamations relatives à la valeur vénale des bâtiments, l'étude d'incidences relève que « en ce qui concerne les autres activités humaines, l'impact majeur à relever est la baisse possible de la valeur des biens immobiliers à proximité du futur projet industriel, même si la quantification précise de cette baisse n'est pas réalisable. Notons cependant que cette baisse sera limitée par les aménagements (paysagers et autres) mis en place par la carrière » (EI, phase 2, p. 439);

Qu'en effet, il est prévu d'implanter un merlon périphérique autour de la fosse d'extraction ainsi qu'un merlon paysager à proximité du village de Calonne; que ces dispositifs ainsi que les conditions qui pourront être imposées dans le cadre du permis, seront de nature à réduire significativement les nuisances qui pourraient être occasionnées par le projet sous-jacent à la présente révision du plan de secteur;

Qu'en outre, les riverains bénéficieront des compensations planologiques dont certaines comportent un réaménagement destiné à restaurer les qualités biologiques de ces sites et ce, en concertation avec le Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement;

Que de plus, comme déjà indiqué, le Gouvernement entend interdire l'extraction en bordure Nord-Est de la nouvelle zone d'extraction en vue de garantir au maximum le cadre de vie des habitants de Calonne;

Considérant qu'en ce qui concerne les réclamations relatives aux risques de dégâts aux bâtiments environnants, dans le cadre de l'exploitation de la carrière, des conditions relatives aux procédés et aux technologies utilisées en matière de tirs de min pourront être imposées au stade du permis afin de réduire et de maîtriser les niveaux vibratoires;

Considérant que l'étude d'incidences recommande « de réaliser un état des lieux préventif du cadre bâti concerné par le projet dans le but d'assurer un suivi de la stabilité de l'ensemble des constructions avoisinantes. La création d'un fond de dédommagement disponible pour les riverains pouvant intervenir en cas de dégâts imputables à l'exploitation peut être recommandée » (EI, phase 2, p. 234);

Que l'étude recommande d'établir cet état des lieux pour tous les immeubles et équipements se trouvant en - deçà d'une distance de 320 mètres de la limite de la zone exploitée (EI, phase 2, p. 345);

Que l'étude relève qu'on trouve assez peu d'habitations dans ce périmètre; que 3 habitations sont situées sur Calonne, au Chemin des Anglais et au Chemin et quelques habitations se trouvent en limite de cette zone d'impact, le long de la rue Henri Artisien, de l'autre côté des carrières de Bruyelle, Vicaire et Requiem (EI, phase 2, p. 346); qu'en ce qui concerne les infrastructures (ligne à haute tension, canalisations, câbles,...), elle indique que « le risque d'altération de ses équipements sont faibles, voire nuls. Nous recommandons néanmoins que des tests soient réalisés avant l'exploitation afin de vérifier que tous les risques soient bel et bien écartés, notamment en ce qui concerne la Transhennuyère, afin de prendre les mesures nécessaires le cas échéant » (EI, phase 2, p. 346);

Que l'étude conclut que « Compte tenu de l'éloignement du site et du peu d'immeubles directement concernés, on peut conclure que les incidences des tirs resteront maîtrisables, moyennant la mise en œuvre de méthodes rigoureuses d'exécution des tirs et des principales recommandations précédentes » (EI, phase 2, p. 349); qu'elle recommande également « d'effectuer, dans le cadre de la demande de permis, une simulation qui aura pour objectif la vérification du respect des législations en vigueur en la matière » (EI, phase 2, p. 349);

Considérant que les questions relatives aux vibrations, à l'état des lieux et aux autres éléments dont il est soutenu qu'ils impacteraient la valeur ou l'état des biens environnants devront faire l'objet d'une attention particulière à l'occasion de la demande de permis d'autant que, comme déjà dit, la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement indique comme condition à son avis favorable du 17 juin 2010, qu'il appartiendra à l'exploitant de prendre toutes les mesures adéquates en vue d'éviter les effets dominos des tirs de mines;

Autres nuisances

a) Considérant que certains réclamants relèvent que les nuisances restreindraient les activités quotidiennes (profiter du jardin, faire sécher le linge, etc.); que des réclamants font part de nuisances au point de vue tranquillité, sérénité, qualité de vie et bien-être;

b) Considérant que certains réclamants craignent également des nuisances sociales et humaines; qu'ils indiquent que Calonne va devenir un « village fantôme », un « village martyr »;

c) Considérant que des réclamants soulignent que le projet pourrait avoir des incidences sur la qualité des aliments et sur la santé; que selon certains, 70 % des maladies seraient influencées par des causes environnementales;

d) Considérant que des réclamants relèvent qu'il y a déjà eu des réclamations concernant l'entretien des voiries, l'insécurité routière due au charroi des camions, etc... mais que la commune n'y réagit pas; que certains réclamants insistent sur la nécessité de refaire la rue des Vignobles et ses abords, en ce compris le raccordement à l'égouttage public; qu'il convient d'effectuer un entretien régulier de la rue et de veiller à la mise en œuvre des différents services de la ville (cantonnier, salage de la rue en hiver...); qu'il y a lieu de procéder également à la réfection de la route Industrielle et de la rue du Canon, avec pistes cyclables et trottoirs sécurisés dans les rues précitées; qu'il faut sensibiliser les camionneurs quant à leur incivisme (détritus, réglementation routière, perte de chargement...);

REPOUSES

Considérant que la plupart de ces réclamations ont trait à l'implantation et à l'exploitation du projet industriel sous-jacent; qu'elles ne trouveront pas réponse ici mais bien dans le cadre de la procédure de demande de permis et d'évaluation des incidences ultérieures ainsi que, le cas échéant, dans le permis qui pourrait être délivré;

Considérant que, s'il est vrai que l'implantation d'une activité industrielle peut effectivement être source de nuisances, HOLCIM devra respecter les contraintes environnementales imposées par les conditions sectorielles de même que par le permis qui pourrait être délivré en vue de couvrir l'implantation et l'exploitation de la carrière; qu'HOLCIM devra également tout mettre en œuvre pour qu'aucune nuisance supplémentaire ne soit engendrée par son activité;

Considérant qu'un merlon périphérique sera aménagé autour de la fosse d'extraction et entre le site et le village de Calonne, ce qui réduira d'autant les impacts en termes sonores, paysagers, de poussières sur les alentours et les activités humaines qui y trouvent place;

Considérant que la révision du plan de secteur induit des mesures compensatoires telles que prévues par l'article 46 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie; que celles-ci induisent l'inscription de zones naturelles et de zone d'espaces verts à la fois au sud (anciennes carrières d'Antoing) et au nord-ouest de Calonne (Carrière des Cinq Rocs); que par ailleurs d'autres zones sises également à la fois au sud (anciennes carrières d'Antoing) et au nord-ouest de Calonne (Carrière des Cinq Rocs), et à proximité immédiate des premières citées, sont maintenues en zone d'extraction pour en permettre le remblayage et seront converties en zones d'espaces verts à l'issue de leur réaménagement, conformément à l'article 4 du présent arrêté;

Considérant que, comme déjà dit, ce programme de réaménagement permettra de restaurer la zone et se fera en concertation avec le Département de la Nature et des Forêts du Service public de Wallonie - Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement aux termes d'une convention qui devra être conclue au plus tard le jour de la délivrance du permis destiné à l'exploitation du projet industriel sous-jacent;

Considérant qu'à terme, la présence de ces zones dont le réaménagement et la gestion auront fait l'objet de la convention précitée, participera à l'amélioration du cadre de vie des riverains;

Considérant, de plus, que le Gouvernement entend assurer au maximum la qualité du cadre de vie des habitants de Calonne; qu'à cet effet, une bande de terrain d'une largeur de 75 mètres affectée en zone d'extraction en bordure Nord-Est du site sera couverte d'une prescription supplémentaire précisant que les terrains sont destinés à l'aménagement d'un périmètre visant l'isolement de l'exploitation par rapport à son environnement immédiat, en ce compris l'édification de merlons;

Que tout sera donc entrepris pour limiter au maximum les éventuelles nuisances sur le cadre de vie des habitants, et plus spécifiquement ceux de Calonne; Considérant en outre que l'étude d'incidences a étudié tous les domaines environnementaux (bruit, vibrations, poussières,...) pouvant avoir un effet sur la santé et la qualité de vie et ce, conformément au contenu imposé par le Gouvernement wallon; que l'auteur de l'étude a notamment longuement évalué les risques générés par les poussières sur la santé humaine; que, comme il a déjà été indiqué, l'auteur de l'étude a rappelé que les particules en suspension ne sont pas caractéristiques de l'activité d'extraction; que celles-ci proviennent surtout de la circulation routière et que la valeur guide de l'OMS est respectée; que les incidences dues aux poussières sédimentables qui résultent, elles, de l'activité extractive, constituent une nuisance réelle pour les riverains (EI, phase 2, p. 117 et 123) mais que l'augmentation des valeurs sera faible compte tenu des émissions existantes (EI, phase 2, p. 490); que l'aménagement d'un merlon périphérique et les recommandations de l'étude qui ont déjà été rappelées, permettront de limiter de manière sensible les émissions de particules (EI, phase 2, p. 145);

Considérant que les réclamations relatives à l'entretien des voiries et à la sécurité routière dépassent l'objet de la présente révision; qu'en outre, le projet prévoit que le transport des matières extraites se fera par voie de chemin de fer ou par bande transporteuse; qu'une partie des granulats sera, comme en situation actuelle, transportée par bateaux (RNT, p. 52);

Autres mesures à prendre

a) Considérant que certains réclamants suggèrent l'utilisation des technologies les plus sophistiquées pour atténuer au maximum les nuisances; qu'ils évoquent à ce sujet le confinement total de la tour de chargement et des tours de transfert, le capotage complet des bandes transporteuses, l'amortissement de la chute des matériaux dans les wagons par une hauteur minimale de chute et une vitesse progressive de chargement, un arrosage régulier du site, par temps sec, ainsi que peu ou pas de charroi; qu'ils exigent, en cas d'utilisation d'engins, de limiter le bip de recul, d'interdire le claquement des ridelles; que, dans le même ordre d'idées, des réclamants demandent la réduction des aiguillages et des manœuvres de train, l'entretien régulier des installations, roulement, aiguillage, nettoyage, lubrification, etc;

Considérant que des réclamants indiquent qu'il faut veiller au respect des Integrated Pollution Prevention and Control (IPPC);

b) Considérant que d'après des réclamants, il faudrait désigner une personne de référence et de contact en cas de nuisances importantes; qu'un comité d'accompagnement ou un comité des riverains doit être mis en place; qu'ils doivent être informés de l'évolution du chantier notamment par des visites sur place;

c) Considérant que certains réclamants insistent sur la nécessité de proposer un bilan de santé annuel aux riverains;

d) Considérant que des réclamants considèrent qu'il faut planifier et exécuter les travaux d'aménagement du site et de ses abords de manière cohérente et sensée afin de diminuer les nuisances importantes pour les riverains;

e) Considérant que certains réclamants estiment qu'il faut veiller à avoir des traitements corrects de l'environnement à court et long termes;

f) Considérant que des réclamants estiment qu'aucune garantie n'existe quant au respect de toutes les dispositions utiles pour limiter les nuisances;

g) Considérant que certains réclamants considèrent qu'il faut créer un bandeau périphérique de 75 m de largeur utile au plan de secteur en lieu et place de la « dentelle » prévue actuellement; que, pour d'autres, il faut créer un couloir de 200 m de largeur utile muni d'un merlon en lieu et place de la zone de 100 m pour protéger le village de Calonne et le fixer dans le plan de secteur; que d'aucuns soulignent que la zone tampon (merlon) risque d'être inefficace, malgré la bande verte existante;

Considérant que certains réclamants estiment qu'il faut constituer des zones tampon dès le départ avec plantations d'espèces indigènes; qu'il faut diminuer les nuisances via l'implantation d'un merlon entourant l'intégralité du site de chargement, avec plantations d'espèces locales (variées, utiles et attrayantes pour les animaux et insectes, et efficaces tant au niveau du feuillage de par sa capacité à retenir les poussières et à renouveler l'air, qu'au niveau de sa capacité à développer des racines de manière à fixer le merlon), création de plusieurs mares permanentes, de chemins de promenade balayés et délimités, équipés de chicanes empêchant le passage de quads et motos et permettant de garder un lien social avec le reste du village; qu'il faut également réaliser un deuxième merlon confinant la voie ferrée et englobant la tour de chargement;

h) Considérant que des réclamants considèrent qu'il faut avoir la confirmation qu'aucune cimenterie ou four ne sera implanté sur le site des « Vignobles»;

i) Considérant que certains réclamants estiment qu'il faut étudier un dispositif de transfert par bandes transporteuses en souterrain en ce compris sous l'Escaut; que certains réclamants indiquent que la bande transporteuse venant de Gaurain est trop proche des habitations et générera beaucoup de nuisances; qu'ils s'interrogent sur la nécessité d'une déviation des bandes transporteuses; que, selon eux, cela permettrait d'utiliser le tunnel sous la voie de chemin de fer et la piste menant à la carrière du Milieu pour acheminer les terres de découverte;

j) Considérant que des réclamants considèrent qu'il faut revoir à la baisse la plage horaire d'exploitation (passer à 7-20 h au lieu de 6 h-22 h), notamment via une diminution du tonnage de chargement; qu'en tous les cas, il faut exclure l'activité en dehors de 16 h, les week-ends, les jours fériés, et les jours de pont; qu'il faut également envisager une diminution significative de l'activité lors des congés scolaires;

REPONSES

Considérant que nombre des réclamations visées par ce point visent en réalité l'implantation et l'exploitation du projet industriel sous-jacent à la révision du plan de secteur; qu'elles seront abordées au moment de la demande de permis en vue de réaliser cette implantation et cette exploitation, demande de permis soumise à évaluation des incidences sur l'environnement; qu'elles ne peuvent trouver réponse au stade de la révision du plan qui ne traite pas du volet opérationnel de ce projet industriel;

Considérant qu'à ce titre, tant l'exploitation du merlon périphérique de la fosse que celle du merlon paysager avec Calonne feront l'objet d'une évaluation détaillée des incidences; que le cas échant, celle-ci pourra suggérer des adaptations des merlons en vue de renforcer davantage encore la protection des intérêts des riverains et de faire écho à l'avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire du 10 novembre 2010 relativement aux questions de stabilité, d'écoulement des eaux et d'espèces végétales à planter;

Considérant que dans le même ordre d'idées, les zones tampon devront faire l'objet d'un examen attentif;

Considérant qu'en tout état de cause, et comme déjà exposé, le Gouvernement wallon entend interdire l'extraction du gisement d'une bande de 75 m de large en bordure Nord-Est du site afin de garantir au maximum la qualité du cadre de vie des habitants de Calonne;

Considérant que le site des Vignobles est affecté en zone industrielle par le plan de secteur; que le changement potentiel de cette affectation n'est pas envisagé et excède en tout état de cause l'objet de la présente révision du plan;

Considérant que le dispositif des bandes transporteuses sera soumis à demande de permis et évaluation des incidences; que l'étude de la possibilité d'un passage en souterrain sous l'Escaut de même que l'utilisation du tunnel existant sous la voie de chemin de fer, pourra être examinée à ce stade;

Considérant que le Gouvernement estime qu'il y a lieu de faire application des articles D 29-25 et suivants du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement qui permettent à l'autorité compétente d'assortir le permis de la mise en place d'un comité d'accompagnement et en définissent les modalités; que le rôle de ce comité d'accompagnement est toutefois limité au suivi de la mise en œuvre du permis qui pourrait être délivré à HOLCIM et ne peut s'étendre à l'ensemble de la gestion du bassin carrier du Tournaisis comme le suggèrent les communes; qu'il peut par contre leur revenir de prendre l'initiative d'un tel accompagnement;

Divers

Considérant que des réclamants relèvent que diverses dispositions juridiques (articles 16 et 23 de la Constitution et 544 du Code civil) plaident pour le droit de jouir et d'user de ses biens sans subir de troubles excessifs de voisinage, le droit à la protection d'un environnement sain en ce compris le principe de précaution et le devoir des autorités communales d'assurer la sûreté et la commodité du passage dans les espaces publics;

REPONSE

Considérant que le droit constitutionnel à un environnement sain trouve un écho dans la procédure de révision de plan de secteur mise en place par le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et l'évaluation obligatoire des incidences d'une telle révision, évaluation qui précède la révision et qui en détermine les orientations; que ceci est du reste prolongé par la nécessité d'encadrer l'exploitation du gisement par un permis délivré en exécution du décret relatif au permis d'environnement et lui aussi précédé d'une évaluation des incidences; que sur la base de cette évaluation notamment, le permis fixera des conditions d'exploitation destinées à encadrer les inconvénients de l'exploitation pour le voisinage en vue de lui garantir le droit à un environnement sain; que ce permis fait appel aux meilleurs techniques disponibles à un coût raisonnable et supportable (BATNEEC); que l'évaluation des incidences, la procédure d'obtention de permis et les conditions d'exploitation à respecter traduisent le principe de précaution; que le projet industriel sous-jacent à la révision du plan de secteur ne devrait dès lors induire aucun trouble anormal de voisinage;

Considérant qu'en tout état de cause, la présente révision du plan de secteur et le permis unique qui pourrait la suivre sont des actes administratifs adoptés sous tous droits civils des tiers saufs; que dès lors, en cas de trouble anormal de voisinage par exemple, ceux-ci pourront si nécessaire avoir recours aux juridictions compétentes pour assurer le respect de leurs droits; que du reste, s'agissant des garanties quant au respect des conditions qui seront imposées dans le permis, il est rappelé que la présente procédure ne concerne que la partie planologique du projet et que ces questions de garanties seront examinées ultérieurement au stade du permis unique qui pourrait être délivré en vue de la mise en œuvre de cette révision de plan; que pour autant que de besoin, il y a lieu de souligner que le décret relatif au permis d'environnement contient des dispositions légales en matière de contrôle et de sanctions;

Compensations

a) Considérant que certains réclamants insistent sur la nécessité de laisser la possibilité pour le public d'accéder aux zones converties en espaces verts dans le cadre des compensations;

b) Considérant qu'ils soulignent également la nécessité de la proportionnalité de ces compensations; que certains considèrent que les mesures palliatives sont faibles par rapport à l'ampleur des travaux projetés et leurs nuisances;

c) Considérant que des réclamants insistent pour que les compensations profitent en priorité aux riverains directement touchés par la nouvelle implantation pour améliorer leur cadre de vie;

d) Considérant que suivant certains réclamants, il faut modifier au plan de secteur les terrains environnant les Vignobles en les faisant passer de zones industrielles en zones vertes;

e) Considérant que certains demandent d'inscrire en zone d'espaces verts :

- la partie nord-est des anciennes carrières des « Cinq Rocs »;
- les terrains compris dans l'angle formé par l'autoroute E42 et la rue du Grand Lot, couvrant l'ancienne carrière de la Grande Mer à Tournai et classés en zone Natura 2000;
- les terrains de 47,4 ha situés dans la partie nord-ouest de la carrière dite du Milieu sur Antoing et Tournai, dans le prolongement de la zone Natura 2000, et comprenant les terrils « Tonton », « Batte et Mathias » et « Buttes des Italiens » ainsi que sa partie sud, totalement exploitée et qui ne fera pas l'objet d'un remblayage par les terres provenant de la carrière de la rive gauche

Considérant que certains demandent également d'inscrire en zone naturelle :

- les extrémités nord, sud et est de la partie sud-ouest des anciennes carrières des « Cinq Rocs »;
- la partie des anciennes carrières de « Californie », « Requiem », « Vicaire » et de Bruyelle sise sur le territoire d'Antoing (Calonne et Bruyelle), en rive gauche de l'Escaut qui ne sera pas remblayée;

REPONSES

Considérant que comme déjà mentionné, l'article 46 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie relatif aux compensations prévoit que chaque fois que l'on inscrit une nouvelle zone destinée à l'urbanisation susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement, il y a lieu de compenser cette inscription soit par l'inscription d'une zone non destinée à l'urbanisation, soit par toute autre manière définie par le Gouvernement et ce, en termes opérationnel, environnemental ou énergétique ou encore en termes de mobilité;

Considérant qu'en ce qui concerne la présente révision du plan de secteur, le Gouvernement a opté exclusivement pour des compensations planologiques; que la révision de plan de secteur respecte l'article 46 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie précité relatif aux compensations en ce qu'elle prévoit l'inscription de 164,7 ha en zones destinées à l'urbanisation et de 171,7 ha en zones non destinées à l'urbanisation; que la révision inscrit donc plus de zones non destinées à l'urbanisation que de zones destinées à l'urbanisation; que, par ailleurs, les différentes zones de compensations planologiques sont adjacentes ou proches des zones impactées par le projet industriel sous-jacent;

Que ces compensations planologiques consistent exclusivement en la reconversion de zones urbanisables en zones naturelles ou en zones d'espaces verts; qu'il s'agit notamment du prolongement du parc des Cinq Rocs, des anciennes carrières de la Rive Gauche dites Bruyelle, Vicaire, Requiem, Californie ainsi que de l'ancienne carrière de la Grande Mer et d'une partie de la carrière du Milieu;

Considérant par ailleurs que, comme déjà indiqué, d'autres zones sises à la fois au sud (anciennes carrières d'Antoing) et au nord-ouest de Calonne (Carrière des Cinq Rocs) sont maintenues en zone d'extraction mais visées par une prescription supplémentaire aux termes de laquelle la superficie correspondante au sein de la nouvelle zone d'extraction ne pourra être exploitée qu'au terme de l'aménagement propre à réaliser l'affectation en zone d'espaces verts de ces zones maintenues en zone d'extraction; que cet aménagement se fera en concertation, traduite par une convention avec le Département de la Nature et des Forêts du Service public de Wallonie - Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement;

Considérant que les compensations doivent être déterminées en tenant compte notamment de l'impact de la nouvelle zone destinée à l'urbanisation sur le voisinage; que dans le cas présent, les compensations planologiques sont prévues tant en rive gauche de l'Escaut qu'en rive droite, sur le territoire des communes d'Antoing et de Tournai, soit dans le voisinage du projet;

Considérant que, pour des raisons de sécurité, les zones de compensation des anciennes carrières des Cinq Rocs ne seront pas accessibles au public; qu'en effet, la Cellule risques d'accidents majeurs de la Direction des Risques industriels, géologiques et miniers du Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement indique dans son avis du 30 septembre 2010 que ces zones sont entièrement situées dans la zone vulnérable calculée (surpression de 50 mBar) relative au site « Grand Seveso » TITANOBELE et que la présence du public est incompatible avec le danger calculé à proximité de TITANOBELE;

Considérant que les autres zones de compensation ne seront pas non plus accessibles au public eu égard à leur affectation et à leur rôle écologique; que ces zones visent à préserver et, le cas échéant, régénérer les milieux qui y sont présents;

Considérant qu'à terme, la présence de ces zones naturelles et d'espaces verts dont le réaménagement et la gestion auront été conçus en concertation avec le Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie aux termes d'une convention à conclure au plus tard le jour de la délivrance du permis visant à l'exploitation du projet industriel sous-jacent à la révision du plan de secteur, participera à l'amélioration du cadre de vie des riverains;

Considérant qu'il y a lieu de maintenir la zone des Vignobles en zone industrielle et ce, notamment au regard de son affectation actuelle et future; que cette zone est destinée à accueillir l'unité de chargement du transport par voie ferrée de la pierre extraite;

Remise en état

Considérant qu'en ce qui concerne le volet relatif à la remise en état, les réclamations portent essentiellement sur les questions de conservation de certaines carrières;

a) Considérant que certains suggèrent la remise en état des lieux en espaces verts, la conservation de certaines carrières pour leur caractère monumental et la continuité du pompage des eaux pour la Transhennuyère;

b) Considérant que des réclamants soulignent que les sites exploités dans le futur devront être revalorisés à leur juste niveau;

c) Considérant que des réclamants insistent pour que les matériaux utilisés pour le remblai du site répondent impérativement aux prescriptions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets et répertoriés dans l'avis du Département du sol et des déchets;

REPONSES

Considérant que ces considérations portent sur des points relevant du permis unique relatif à l'activité d'extraction; qu'il s'agit ici de se prononcer sur la révision du plan de secteur en vue de l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction en rive gauche de l'Escaut; que toute question relative à l'implantation et à l'exploitation de l'activité industrielle sous-jacente à la présente révision du plan de secteur trouvera, comme déjà indiqué à plusieurs reprises,

réponse dans le cadre de la demande de permis ultérieure; que cela est confirmé par la Commission régionale d'aménagement du territoire dans son avis favorable du 10 novembre 2010;

Que le permis unique destiné à couvrir l'exploitation du gisement contiendra, s'il est délivré et tel que prévu par les dispositions légales applicables, des dispositions relatives à la remise en état du site après exploitation, laquelle pourra être garantie par une sûreté;

Considérant qu'en tout état de cause et conformément aux observations de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du 17 juin 2010 dans le cadre de l'enquête publique, seuls les matériaux visés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets pourront être utilisés pour les remblais;

Informations disponibles et études complémentaires

Considérant qu'en ce qui concerne les informations disponibles et études complémentaires, les réclamations portent essentiellement sur les questions de nécessité d'études complémentaires, de complétude et d'indépendance de l'étude d'incidences;

a) Considérant que suivant certains réclamants, les études et mesures réalisées n'ont pas abouti et sont biaisées car financées par le secteur privé;

b) Considérant que certains réclamants font observer que l'étude d'incidences est cantonnée à un contexte spatial restreint, alors que les photos aériennes montrent que les zones d'extraction du Tournaisis se concentrent en rive droite de l'Escaut; que cette configuration est le résultat historique d'une situation de fait;

c) Considérant que des réclamants soulignent que l'étude actuelle se limite aux terrains acquis par HOLCIM;

d) Considérant que d'après certains réclamants, s'il y a ouverture d'une carrière rive gauche, il faut imposer une étude à plus grande échelle allant de Tournai à Antoing en prenant en compte le développement de la ville sur sa limite sud (vers Cherocq et Saint-Maur);

e) Considérant que des réclamants regrettent que certains impacts négatifs relevés dans l'étude d'incidences portant sur l'avant-projet de révision n'ont pas été examinés sous prétexte qu'ils le seront lors de l'étude du permis unique; que certains réclamants demandent la réalisation d'une étude précise de la qualité de l'air et du niveau sonore; que selon eux, une étude sur le terrain n'est pas superflue;

Considérant que des réclamants notent que les documents sont insuffisamment détaillés, que les informations sont parfois contradictoires, notamment en ce qui concerne le bruit, les aménagements périphériques,...

Considérant que des réclamants relèvent des imprécisions sur les émissions de CO₂ et l'inexistence d'un bilan carbone;

Considérant que des réclamants notent que de nombreuses inconnues subsistent en ce qui concerne le traitement des particules fines malgré les progrès accomplis par l'industrie cimentière en matière de conception de bandes transporteuses, de dynamitage et de filtration des poussières; que de nombreuses inconnues persistent en ce qui concerne le traitement des particules fines et de leur expulsion dans l'atmosphère lors de l'incinération de déchets dangereux;

Considérant que des réclamants contestent les motivations fondant la demande d'HOLCIM, à savoir la sauvegarde de l'emploi et la réduction du côté énergivore du processus actuel; qu'ils indiquent que quand bien même elles seraient avérées, l'étude d'incidences justifie insuffisamment le choix de cette zone;

f) Considérant que plusieurs réclamants soulignent le caractère lacunaire de l'étude d'incidences en ce que le transport par voie ferroviaire est une nouvelle donnée amenée par l'étude d'incidences au motif que le transport par bateaux préconisé au départ se heurterait à la difficulté pour les écluses d'assumer la cadence d'exploitation et alors que les incidences de ce nouveau mode de transport sont insuffisamment développées dans l'étude ad hoc; que plusieurs réclamants soulignent le caractère lacunaire de l'étude d'incidences en ce qui concerne le mode de transport ferroviaire même;

Considérant que des réclamants font remarquer le caractère lacunaire de l'étude d'incidences en ce qui concerne l'impact du projet sur l'amplification des phénomènes karstiques et de la diminution du niveau de l'Escaut qui en découleraient, et l'impact du projet sur la faune aquatique consécutive à la diminution du niveau d'eau;

Considérant que plusieurs réclamants font observer le caractère lacunaire de l'étude d'incidences en ce qui concerne les vibrations sur les logements en bordure du chemin de Warnaf; qu'ils indiquent que les bandes transporteuses, même si elles sont enterrées généreront inévitablement des vibrations, non sans impacts sur la structure des maisons; que la bande la plus proche passera à moins de 20 mètres de la cité; qu'ils se demandent si des analyses ont été effectuées;

Considérant que certains réclamants soulignent le caractère lacunaire de l'étude d'incidences en ce qui concerne l'impact visuel du merlon projeté le long du chemin de Warnaf (au contraire du merlon prévu à l'est du projet de carrière, en bordure du village de Calonne, dont l'analyse a été soignée et a débouché sur des recommandations);

Considérant que des réclamants font état du caractère lacunaire de l'étude d'incidences en ce qui concerne l'impact de la proximité d'une poudrière sur la faisabilité du présent projet;

g) Considérant que certains réclamants notent que les études « santé » réalisées à ce jour n'ont abouti à aucune conclusion définitive, tellement elles ont été menées en dépit du bon sens et sous l'influence du privé;

REPONSES

Considérant que le maître d'ouvrage d'une révision de plan de secteur n'est autre que la Région wallonne; que le 27 mars 2009, le Gouvernement wallon a adopté un arrêté décidant, après avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire et du Conseil wallon pour l'environnement et le développement durable, de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz; que le contenu de cette étude a également été fixé par cet arrêté;

Qu'il convient de préciser qu'un auteur d'étude d'incidences est agréé et indépendant; que la jurisprudence du Conseil d'Etat est en outre extrêmement précise sur ce point : l'absence d'indépendance d'un auteur d'étude d'incidences vicie l'acte administratif dont l'étude réalisée par ce dernier est à la base;

Que le 25 octobre 2010, le Conseil wallon pour l'environnement et le développement durable à remis un avis sur la qualité de l'étude et son caractère complet et a jugé l'étude d'incidences et le résumé non technique complets et conformes aux dispositions légales organisant la procédure de révision du plan de secteur et l'étude d'incidences;

Considérant que l'étude d'incidences réalisée à l'occasion de la présente révision du plan de secteur ne s'est pas cantonnée à un contexte spatial restreint; qu'il s'agit bien d'une étude d'incidences de plan d'aménagement du territoire et non de projet; que toute la phase 1 - qui comporte quatre chapitres - de l'étude, et plus particulièrement les chapitres 2 et 3, vise à circonscrire la révision du plan au niveau socio-économique de même qu'à valider la localisation retenue avec le cas échéant la formulation d'alternatives de localisation; que ce faisant les potentialités du plan de secteur ont bien été étudiées, de même que la justification socio-économique du projet à l'échelle des potentialités du plan de secteur, à l'égard des besoins, et au regard du marché du matériau concerné;

Considérant que l'auteur de l'étude a procédé à la recherche et à l'analyse d'alternatives de localisation; qu'une possible alternative de localisation a été identifiée entre le canal de Nimy-Blaton-Péronnes et l'autoroute E42; qu'après analyse, l'auteur de l'étude a conclu que cette alternative présentait des contraintes de mise en œuvre très importantes et ne pouvait dès lors être proposée; qu'il est donc erroné d'affirmer que l'étude se serait limitée aux terrains acquis par HOLCIM ou qu'une étude à plus grande échelle allant de Tournai à Antoing serait encore nécessaire;

Considérant par ailleurs que la zone visée par la présente révision avait déjà été mise en zone de réservation pour les carrières lors de l'élaboration du plan de secteur; que cette destination potentielle future (à savoir, l'extraction) était donc bien connue de longue date par les décideurs, lesquels en ont tenu compte dans leurs plans de développement; qu'en effet, le projet de plan de secteur arrêté le 7 janvier 1976 inscrivait la zone aujourd'hui visée par la révision du plan de secteur, en zone de prospection de carrières eu égard à la qualité du sous-sol et aux possibilités d'exploitation du gisement; que cependant, les zones de prospection de carrière n'ont pas été inscrites au plan de secteur eu égard à l'avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire du 8 juillet 1980 indiquant qu'étant « donné leur valeur purement indicative, les zones de prospection de carrière ont été supprimées » dès lors que « la protection des gisements est parfaitement assurée par le maintien des terrains concernés en zone agricole »;

Que l'étude d'incidences a pris en compte le périmètre de la demande de révision du plan de secteur; que ce périmètre n'est pas limité aux terrains acquis par HOLCIM; que l'analyse des incidences a été réalisée dans les aires géographiques d'études jugées pertinentes pour l'évaluation et les éventuelles mesures d'amélioration à apporter au projet; que ces aires géographiques d'études dépassent très largement les terrains acquis par HOLCIM;

Considérant que l'étude d'incidences sur la révision du plan de secteur a étudié tous les impacts possibles du projet de révision de plan de secteur; que celle-ci n'avait pas pour objet d'examiner les impacts du projet industriel qui sous-tend la révision du plan de secteur; que ces impacts devront donc être étudiés plus en détails dans le cadre de la demande du permis unique qui pourrait être délivré et dans l'étude d'incidences à réaliser sur ce projet industriel; que l'étude d'incidences sur la révision du plan de secteur permet donc de définir les conditions selon lesquelles le plan de secteur peut être révisé, tandis que l'étude d'incidences sur le projet industriel permettra de préciser les incidences environnementales précises dudit projet et d'affiner les mesures de protection et de prévention à prévoir; que l'étude d'incidences sur la révision du plan de secteur apporte donc une réponse complète à la question posée par le Gouvernement; que cela est confirmé par l'avis du Conseil wallon pour l'environnement et le développement durable et de la Commission régionale d'aménagement du territoire;

Considérant qu'au stade de la révision du plan de secteur, les analyses sont réalisées pour vérifier si la demande de révision est justifiée, notamment d'un point de vue socio-économique et, dans l'affirmative, quelles sont les éventuelles adaptations à imposer pour que les impacts de cette révision soient acceptables; que le projet industriel, bien que déjà bien défini, est encore en pleine réflexion et qu'il est donc normal que certains éléments portant sur le projet manquent parfois de précisions, sans que celles-ci ne remettent en cause la pertinence de la demande;

Considérant que l'impact environnemental du projet industriel sera analysé dans l'étude portant sur ledit projet; que des études approfondies de la qualité de l'air et de bruit sont actuellement en cours de réalisation et menées par des organismes indépendants, agréés; que celles-ci permettront d'établir un état des lieux de la situation existante; qu'elles permettront en outre de mettre en œuvre toutes les mesures adéquates afin de ne pas dégrader la situation environnementale existante et ce, dès la conception des installations;

Considérant que le Conseil wallon pour l'environnement et le développement durable et la Commission régionale d'aménagement du territoire ont considéré que l'étude d'incidences était de bonne qualité et avait analysé toutes les thématiques liées au projet;

Qu'en effet, en ce qui concerne le choix de la zone au regard des objectifs de sauvegarde de l'emploi et de réduction de la consommation d'énergie, l'auteur de l'étude d'incidences a particulièrement étudié l'avant-projet de révision du plan de secteur sous l'angle de la limitation de la consommation énergétique et des émissions de CO₂; que c'est dans ce cadre que l'étude conclut dans sa phase 1, d'une part, que la modernisation de l'usine d'Obourg (passage à la voie sèche) est fondée et, d'autre part, qu'aucune zone du territoire wallon répondant aux caractéristiques nécessaires à la continuité de l'exploitation de l'usine d'Obourg (qualité du gisement, superficie, connexion à la voie d'eau et au chemin de fer, libre) n'existe actuellement en zone d'extraction; que par ailleurs, au vu des incidences de l'avant-projet de révision et des recommandations du chargé d'étude visant à minimiser celles-ci, l'étude d'incidences a conclu que le projet de révision du plan de secteur était justifié; que cette justification a été confirmée par l'avis positif de la Commission régionale d'aménagement du territoire du 10 novembre 2010 sur l'opportunité de la révision du plan de secteur; que l'auteur de l'étude a donc longuement analysé la localisation de l'avant-projet et a conclu à sa validation; qu'il est donc erroné d'affirmer que cela n'a pas été suffisamment justifié;

Qu'en ce qui concerne les incidences du transport par voie ferroviaire, l'étude a recommandé le transport ferroviaire après avoir vérifié ses conditions de faisabilité (emprise, capacité de la ligne, chargement, contraintes réglementaires et contraintes environnementales majeures,...); que l'auteur de l'étude a analysé l'impact de cette recommandation (détermination du nombre de trains, choix des locomotives, choix des wagons, cycle d'expédition, insertion sur le réseau SNCB, choix du système de chargement, longueur nécessaire de voies de chargement et de déchargement) pour en conclure que l'impact prévisible est faible; que les incidences du transport par train de la pierre destinée à la production de clinker ont été étudiées dans chacun des domaines environnementaux, notamment les nuisances dues aux poussières et au bruit, afin de vérifier que la recommandation du changement de mode de transport n'engendrait pas des incidences de nature à compromettre la révision du plan; qu'à la suite de cette analyse, l'étude a conclu que la faisabilité de la mise en œuvre de la révision du plan de secteur était démontrée; que cette thématique a donc bien fait l'objet d'une analyse; que l'étude détaillée des incidences du transport par train est un sujet qui devra par ailleurs faire partie de l'étude d'incidences à réaliser dans le cadre de la demande de permis unique; que le Gouvernement n'exclut pas le transport par la voie d'eau si les adaptations aux horaires de navigation sont effectives;

Qu'en ce qui concerne l'impact sur l'amplification des phénomènes karstiques, l'auteur de l'étude a, dans le chapitre consacré à l'hydrogéologie, étudié en détail les phénomènes karstiques sur la base d'une modélisation hydrogéologique complète; que l'auteur a bien pris en considération l'existence de phénomènes karstiques dans la région qui environne la zone concernée et en a analysé les risques; qu'il a conclu que toute ouverture du karst reste maîtrisable et qu'il existe des procédés permettant de stopper le déversement de l'eau du fleuve dans le réseau karstique; que la problématique a donc bien été envisagée;

Qu'en ce qui concerne l'impact sur la diminution du niveau de l'Escaut et sur la faune aquatique, l'auteur de l'étude a analysé les impacts prévisibles dans le chapitre relatif à l'hydrologie; que la modélisation démontre que les impacts sur le niveau de l'Escaut sont nuls jusqu'à l'horizon 2053; qu'en 2053, le risque du rabattement de la nappe située sous l'Escaut est évalué à B 1m et ce, localement; que ce rabattement n'aura pas d'incidences sur le niveau d'eau de l'Escaut et que les incidences sur la faune aquatique seront donc nulles; que l'auteur de l'étude s'est donc bien penché sur ces questions;

Qu'en ce qui concerne les effets des vibrations sur les logements en bordure du chemin de Warnaf, l'auteur de l'étude a analysé tant l'impact des vibrations dues au tir de mines que l'impact du bruit dû aux bandes transporteuses; qu'il est donc erroné d'affirmer que l'étude est lacunaire sur ce point; que les vibrations liées au fonctionnement des bandes transporteuses ne sont pas une contrainte majeure pour la mise en œuvre de la révision du plan de secteur; que des solutions peuvent être étudiées dans le cadre de la demande de permis unique;

Qu'en ce qui concerne l'impact visuel du merlon projeté le long du chemin de Warnaf, l'auteur de l'étude d'incidences a pris en compte, dans le chapitre relatif à la topographie et aux paysages, les effets probables de la mise en œuvre du projet dans un cercle de 3 km de rayon autour du projet; que le positionnement des merlons a bien été pris en considération dans l'analyse des impacts probables; que l'auteur a considéré que la mise en place du merlon d'isolement et l'exploitation de la zone modifieront sensiblement les paysages et diminueront les vues longues; que l'auteur a toutefois émis des recommandations quant à la végétalisation des merlons, ce qui permettra d'en diminuer les nuisances et de maintenir le caractère agricole et arboré qui caractérise le paysage; que cet aspect a donc bien été analysé par l'étude;

Qu'en ce qui concerne l'impact de la proximité d'une poudrière sur la faisabilité du projet, l'auteur de l'étude d'incidences a pris en compte la présence de cette entreprise SEVESO à proximité du projet; que pour cette raison, il a proposé l'alternative n° 12 suggérant d'inscrire la zone nord-est de l'ancienne carrière des Cinq Rocs en zone d'espaces verts au plan de secteur plutôt qu'en zone de parc; qu'il est donc faux de dire que cet aspect n'a pas été pris en compte;

Qu'en ce qui concerne les études de santé, l'étude d'incidences a étudié tous les domaines environnementaux pouvant avoir un effet sur la santé et ce, conformément au contenu imposé par le Gouvernement wallon; que l'auteur de l'étude a notamment longuement évalué les risques générés par les poussières sur la santé humaine; qu'il a conclu que les incidences étaient acceptables; que l'étude ne peut donc être considérée comme lacunaire sur ce point;

Alternatives

a) Considérant que suivant certains réclamants, il faut étudier le déplacement de la ligne à haute tension; que le tracé alternatif de la ligne à haute tension envisagé par l'étude d'incidences doit être étudié afin de confirmer sa faisabilité; que certaines positions de pylônes sont problématiques et notamment par rapport à certains passages en angle, à la localisation des merlons et à la proximité plus importante de la zone d'extraction (+ budget pour le déplacement et limitation des activités extractives à proximité);

b) Considérant que des réclamants demandent d'étudier une déviation du tracé de la chaussée de Valenciennes et ses conséquences;

c) Considérant que certains réclamants demandent de supprimer la surimpression "R" sur la zone à la limite de la propriété de M. et Mme Nuytten; que cette surimpression empêche toute extension de leur exploitation; que de plus, elle n'a plus de sens, la zone en question étant traversée, d'une part, par le TGV, d'autre part, par le projet de carrières;

d) Considérant qu'un réclamant demande que les terres agricoles situées au Sud et à l'Ouest de son habitation (chemin des Anglais, 9) ne deviennent, sauf accord de sa part, zones d'élevages intensifs et d'y interdire toutes constructions, toute présence d'éoliennes; qu'il demande en outre de rendre le chemin des Anglais à usage privé pour ses habitants et agriculteurs;

e) Considérant que certains réclamants s'interrogent sur l'existence d'une autre alternative de chargement par train plus éloigné de leurs habitations; qu'ils évoquent également la relocalisation de la zone de stockage et de déchargement vers Antoing, l'usine TPR et la rue du Coucou pour l'éloigner des habitations;

f) Considérant que des réclamants proposent de placer le terrain en zone d'extension d'exploitation plutôt qu'en zone d'exploitation;

REPONSES

Considérant que le tracé du périmètre de réservation pour la ligne à haute tension proposé dans la demande est le seul qui rencontre les critères de préservation des ressources naturelles; que le périmètre de réservation retenu par le présent arrêté englobe à la fois le tracé proposé dans la demande (et validé par Élia) et celui suggéré par l'auteur de l'étude d'incidences; que le permis unique qui pourrait être octroyé déterminera, au sein de ce périmètre de réservation, le tracé le plus optimal pour la nouvelle ligne;

Considérant que l'éventuelle déviation du tracé de la chaussée de Valenciennes n'entraîne pas dans le cadre de l'étude d'incidences d'autant que, comme déjà indiqué, il n'y aura pas d'augmentation de charroi;

Considérant que la demande de révision de l'affectation de la propriété de M. et Mme Nuytten n'est pas liée à la présente révision du plan de secteur; que de surcroît, la zone concernée ne comporte plus la surimpression « R » depuis l'adoption du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Considérant que la demande d'un réclamant en vue d'interdire au sud et à l'ouest de son habitation, l'élevage intensif ainsi que toute présence d'éolienne dépasse l'objet de la présente révision du plan de secteur; que la zone concernée ne fait pas partie de la zone couverte par la révision en projet;

Considérant qu'il n'est pas question de rendre une voirie publique (le chemin des Anglais) privative; que telle n'est pas l'intention du Gouvernement;

Considérant qu'une localisation à plus grande distance des habitations de la zone de stockage et de déchargement pourra être étudiée et évaluée au stade de la demande de permis, et revue le cas échéant;

Considérant que la notion de zone d'extension d'extraction visait à couvrir les réserves d'extraction; que telle était du moins l'ancienne portée des zones d'extension d'extraction lorsqu'elles existaient dans le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie; qu'actuellement, le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie prévoit en son article 40 la possibilité d'inscrire en surimpression aux zones, un périmètre d'extension de zone d'extraction; que ceci étant dit, le projet consiste en un gisement à exploiter immédiatement et non en un gisement à mettre en réserve; qu'en conséquence, il n'est pas prévu d'inscrire un tel périmètre en surimpression;

Considérant, en conclusion, que, sur base des avis émis par la Commission régionale d'aménagement du territoire, le Conseil wallon pour l'environnement et le développement durable, la DGO 3, les conseils communaux d'Antoing et de Tournai et la Commission de gestion du Parc naturel des Plaines de l'Escaut et eu égard aux réponses apportées aux réclamations par le présent arrêté, le Gouvernement décide d'adopter définitivement la révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz, moyennant les modifications suivantes apportées au projet de révision soumis à enquête publique :

— une clause de réversibilité du présent arrêté en cas de non commencement significatif des travaux (5 ans) et de non mise en exploitation (7 ans) du projet industriel d'HOLCIM, après épuisement des voies de recours;

— afin de garantir au maximum le cadre de vie des habitants de Calonne tout en permettant l'aménagement et la pérennité du merlon prévu à cet endroit, l'interdiction d'extraire une bande de terrain d'une largeur de 75 mètres en bordure Nord-Est du site. Cette partie de la zone d'extraction est couverte d'une prescription supplémentaire précisant que les terrains sont destinés à l'aménagement d'un périmètre visant l'isolement de l'exploitation par rapport à son environnement immédiat, en ce compris l'édification de merlons; l'établissement d'une bande transporteuse y est admis pour autant qu'il soit justifié par les nécessités du schéma d'exploitation;

— l'inscription d'un projet de tracé de ligne électrique à haute tension en bordure Nord et Est du futur site d'exploitation pour permettre le déplacement des lignes 70-150 kV existantes, assorti d'un périmètre de réservation englobant à la fois le tracé proposé dans la demande de révision du plan de secteur et validé par ELIA et le périmètre suggéré par l'auteur d'étude d'incidences et ce, pour permettre l'examen de toute alternative pertinente;

— l'inscription en zone naturelle plutôt qu'en zone d'espaces verts des zones des anciennes carrières des Cinq Rocs et des anciennes carrières d'Antoing présentant des milieux riches à préserver;

— une mesure d'aménagement aux termes de laquelle les zones de compensation destinées à être inscrites en zone d'espaces verts au terme de l'aménagement propre à réaliser l'affectation en zone d'espaces verts (couvertes de la surimpression CP1 et CP3) et les zones naturelles sises en rive gauche de l'Escaut feront l'objet d'une convention de gestion à conclure avec le Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie au plus tard le jour de la délivrance du permis d'environnement ou unique destiné à couvrir le projet industriel sous-jacent à la présente révision du plan de secteur;

Considérant que la déclaration environnementale prévue à l'article 44 du Code est jointe au présent arrêté;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Arrête :

Article 1^{er}. La révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planche 37/7) portant sur :

— l'inscription en zone d'extraction

• de terrains de quelque 162,5 ha situés sur le territoire des communes d'Antoing (Calonne et Bruyelle) et de Tournai (Saint-Maur) et compris entre :

— la route N507 (Tournai-Valenciennes) ou chaussée de Tournai et Chaussée de Valenciennes, à l'Ouest;

— le chemin dit du Coulan d'Eau situé à l'Est de la borne kilométrique K3 (N507) au lieu-dit « Warnaffe » et les anciennes carrières des « Cinq Rocs », au Nord;

— le premier bâtiment situé chemin des Anglais à Calonne et le front actuel des anciennes carrières de « Californie », « Requier », « Vicaire » et « Bruyelle », à l'Est;

— le chemin empierré situé à 130 m au Nord de la zone d'habitat à caractère rural inscrite en bordure de la chaussée de Tournai, délimitant le Nord du site des anciens four à chaux et carrières de « la Haute Loge » à Bruyelle, au Sud;

• sur une profondeur de 30 mètres, des terrains sis à Antoing (Calonne) nécessaires à la réalisation de la bande transporteuse « Nord » entre le site d'extraction, le chemin des Cinq Rocs, le cimetière et la rive droite de l'Escaut;

— l'inscription en zone industrielle, d'un terrain de 0,9 ha situé dans le prolongement Ouest du quai de Bruyelle sur l'Escaut ainsi que les parties (1,09 ha au Nord et 4,4 ha au Sud) du quai sur lesquelles sont implantées des installations à vocation économique entre la rue Artisien et l'Escaut;

— l'inscription en zone d'habitat, des terrains en bordure de l'Escaut, en rive Est des rues Artisien et de France ainsi qu'en rive Ouest de la rue Artisien, sur lesquels des habitations ont été établies et constituent un quartier homogène;

— l'inscription en zone d'espaces verts,

• de l'ensemble des parties Nord-Est des anciennes carrières des « Cinq Rocs »;

• de terrains compris dans l'angle formé par l'autoroute E42 et la rue du Gros Lot, couvrant l'ancienne carrière de la « Grande Mer » à Tournai et classés en zone Natura 2000;

• de terrains de 47,4 ha situés dans la partie Nord-Ouest de la carrière dite « du Milieu » sur Antoing et Tournai, dans le prolongement de la zone Natura 2000, et comprenant les terrils « Tonton », « Battes et Mathias » et « Buttes des Italiens » ainsi que sa partie Sud, totalement exploitée et qui ne fera pas l'objet d'un remblayage par les terres provenant de la carrière de la rive gauche;

— l'inscription en zone naturelle,

• de la partie des anciennes carrières de Californie, Requier, Vicaire et de Bruyelle sise sur le territoire d'Antoing (Calonne et Bruyelle), en rive gauche de l'Escaut qui ne sera pas remblayée;

• des extrémités Nord, Sud et Est de la partie Sud-Ouest des anciennes carrières des « Cinq Rocs »;

— l'inscription en zone agricole des terrains inscrits en zone d'aménagement communal concerté entre la zone d'habitat agglomérée de Calonne et l'Escaut;

— la suppression du tracé et du projet de tracé de lignes électriques à haute tension inscrits au plan de secteur dans la partie Nord de la future carrière;

— et l'inscription, en bordure Nord et Est du futur site d'exploitation, d'un projet de tracé de ligne électrique à haute tension assorti d'un périmètre de réservation destinés au déplacement de la ligne électrique à haute tension existante;

est adoptée définitivement conformément au plan ci-annexé.

Art. 2. La révision du plan de secteur visée à l'article 1^{er} est assortie d'une mesure d'aménagement, au sens de l'article 23, alinéa 2, imposant exclusivement l'utilisation de la voie ferrée et la voie fluviale comme modes de transport de la pierre destinée à la production de clinker vers Obourg, sauf en cas de force majeure indépendante de l'exploitant.

Le recours à la voie fluviale pour la pierre destinée à la production de clinker vers Obourg sera mis en œuvre lorsque les entraves à la fluidité du trafic fluvial auront été levées.

Art. 3. Les zones d'extraction reliant le site d'exploitation à la rive gauche de l'Escaut, au Sud et à la rive droite, en surplomb du fleuve, à l'Est, sont assorties d'une prescription supplémentaire *R.1.7. n'y autorisant que l'établissement de bandes transporteuses.

Art. 4. Les zones d'extraction suivantes, identifiées CP au plan sont automatiquement converties :

- en zone d'espaces verts pour les zones identifiées CP1, CP3 et CP4;
- en zone agricole pour la zone identifiée CP2,

au terme de l'aménagement propre à réaliser ces affectations qu'imposera le permis unique ou d'environnement - ou tout autre permis en tenant lieu - requis pour l'exploitation de la carrière et les différentes phases de son réaménagement. Ce terme se matérialisera par la libération du cautionnement à prévoir dans ledit permis pour les différentes phases de cet aménagement.

Art. 5. La zone d'extraction inscrite en rive gauche de l'Escaut par la présente révision du plan de secteur est marquée d'une prescription supplémentaire *S30 précisant que le permis d'environnement ou unique destiné à autoriser l'activité d'extraction - ou tout autre permis en tenant lieu - identifiera au sein de la zone d'extraction, des superficies identiques à celles de chacune des zones identifiées CP1, CP2, CP3 et CP4. La superficie correspondant à la zone CP1 et identifiée au sein de la zone d'extraction, ne pourra être exploitée qu'au terme de l'aménagement propre à réaliser l'affectation en zone d'espaces verts de la zone CP1. Ce terme sera matérialisé par la libération du cautionnement à prévoir pour le réaménagement de cette zone CP1. La superficie correspondant à la zone CP2 et identifiée au sein de la zone d'extraction, ne pourra être exploitée qu'au terme de l'aménagement propre à réaliser l'affectation en zone agricole de la zone CP2. Ce terme sera matérialisé par la libération du cautionnement à prévoir pour le réaménagement de cette zone CP2. La superficie correspondant à la zone CP3 et identifiée au sein de la zone d'extraction, ne pourra être exploitée qu'au terme de l'aménagement propre à réaliser l'affectation en zone d'espaces verts de la zone CP3. Ce terme sera matérialisé par la libération du cautionnement à prévoir pour le réaménagement de cette zone CP3. La superficie correspondant à la zone CP4 et identifiée au sein de la zone d'extraction, ne pourra être exploitée qu'au terme de l'aménagement propre à réaliser l'affectation en zone d'espaces verts de la zone CP4. Ce terme sera matérialisé par la libération du cautionnement à prévoir pour le réaménagement de cette zone CP4.

Art. 6. Une bande de 75 mètres de large sise en bordure Nord-Est de la zone d'extraction inscrite en rive gauche de l'Escaut par la présente révision du plan de secteur est marquée d'une prescription supplémentaire *S31 précisant que les terrains sont destinés à l'aménagement d'un périmètre visant l'isolement de l'exploitation par rapport à son environnement immédiat, en ce compris l'édification de merlons; l'établissement d'une bande transporteuse y est admis pour autant qu'il soit justifié par les nécessités du schéma d'exploitation.

Art. 7. Les zones CP1 et CP3 de même que les zones naturelles inscrites en rive gauche de l'Escaut sont assorties de la mesure d'aménagement suivante : ces zones font l'objet d'une convention de gestion entre l'exploitant du gisement et le Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie, convention qui sera conclue au plus tard le jour de la délivrance par l'autorité compétente en première instance, du permis d'environnement ou unique destiné à autoriser l'activité d'extraction ou tout autre permis en tenant lieu.

Art. 8. Les zones agricoles inscrites au Nord et au Sud du futur transporteur Nord sont assorties d'une prescription supplémentaire *S39 précisant que, dans cette zone, peuvent être autorisés les actes et travaux conformes à la définition de la zone agricole visée à l'article 35 du CWATUP, à l'exception de ceux destinés à la construction de bâtiments destinés aux activités d'élevage soumises à permis d'environnement, permis unique ou déclaration au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et à l'exception de ceux relatifs aux activités récréatives de plein air susceptibles d'engendrer des nuisances sonores.

Art. 9. L'exploitant instaurera à sa charge un comité destiné à accompagner les agriculteurs concernés dans les démarches nécessaires vis-à-vis des autorités régionales et européennes (PAC, taux de liaison, éco-conditionnalité,...) liées à la reconfiguration de leurs exploitations.

Art. 10. Une évaluation archéologique de la nouvelle zone d'extraction est réalisée préalablement à la mise en œuvre de la zone. Le calendrier des travaux relatifs à l'évaluation archéologique est établi en concertation entre l'exploitant et la Direction de l'Archéologie du Service public de Wallonie, en fonction de la disponibilité des terrains concernés.

Art. 11. La présente révision du plan de secteur Tournai-Leuze-Péruwelz (planche 37/7) est soumise à une clause de réversibilité en application de l'article 41, alinéa 2, 3°, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie en l'absence de commencement significatif des travaux de mise en œuvre du projet industriel sous-jacent à la révision du plan de secteur dans les 5 ans de l'entrée en vigueur du présent arrêté et en l'absence de mise en exploitation dudit projet industriel dans les 7 ans de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Ces délais sont suspendus en cas de recours au Conseil d'Etat contre le présent arrêté de révision du plan de secteur ou le ou les permis nécessaires à la mise en œuvre du projet industriel précité. Le cours des délais reprend au lendemain de la notification de l'arrêt de rejet du dernier recours en annulation instruit par le Conseil d'Etat.

Art. 12. La déclaration environnementale produite par le Gouvernement en application de l'article 44 du Code est jointe en annexe au présent arrêté.

Art. 13. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 février 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

Déclaration environnementale relative à l'adoption définitive de la révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planche 37/7) en vue de l'inscription d'une zone d'extraction destinée à permettre l'exploitation d'un nouveau gisement de calcaire en rive gauche de l'Escaut, sur le territoire des communes d'Antoing (Calonne et Bruyelle) et de Tournai (Saint-Maur)

I. Introduction

La présente déclaration environnementale est requise en vertu de l'article 44, alinéa 2, du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'Energie (ci-après, le Code).

Elle accompagne l'arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planche 37/7) en vue de l'inscription d'une zone d'extraction destinée à permettre l'exploitation d'un nouveau gisement de calcaire en rive gauche de l'Escaut, sur le territoire des communes d'Antoing (Calonne et Bruyelle) et de Tournai (Saint-Maur). Elle est publiée au *Moniteur belge* en même temps que ledit arrêté.

La présente déclaration environnementale résume la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans la révision du plan de secteur et dont l'étude d'incidences, les avis, les réclamations et les observations ont été pris en considération. Elle résume également les raisons des choix de la révision du plan de secteur, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

Etant, par hypothèse, de nature synthétique, la présente déclaration environnementale renvoie pour le détail au texte de l'arrêté du Gouvernement wallon.

Dans un souci de lisibilité, la déclaration environnementale se subdivise en trois chapitres : le premier est consacré à l'objet de la révision du plan de secteur, le second à la chronologie de la révision du plan de secteur et le troisième aux considérations environnementales.

II. Objet de la révision du plan de secteur

La révision du plan de secteur a été soumise à la procédure prévue aux articles 42 bis et suivants du Code.

Elle vise, en synthèse, à permettre à la société HOLCIM d'exploiter un nouveau gisement de calcaire en rive gauche de l'Escaut sur le territoire des communes d'Antoing et de Tournai de manière à alimenter en pierres à clinker tant les installations de la cimenterie d'Obourg que la société envisage d'adapter pour la production de clinker par voie sèche (à raison de 70 % de la production, soit 182 millions de T) que celles de la clinkerie d'Antoing de la société CBR (30 % soit 78 millions de T) dont la pérennité peut ainsi être assurée au-delà des 30 prochaines années et à pourvoir en granulats les sites de traitement d'HOLCIM Granulats dans la carrière du Milieu et aux Carrières d'Antoing (115 millions de T répartis de manière équivalente).

Les objectifs sur lesquels repose la révision du plan de secteur sont principalement d'ordres socio-économique et environnemental. Ils visent d'une part à contribuer à maintenir et développer l'emploi en Région wallonne et particulièrement dans le Tournaisis et en région montoise en assurant, sur le long terme, tant la pérennité de l'activité de la SA HOLCIM Belgique sur son site d'Obourg, que celle de l'ensemble des sociétés cimentières et productrices de granulats présentes dans le Tournaisis et, d'autre part, à favoriser la réalisation de nouveaux investissements industriels qui contribuent au développement durable par une limitation des émissions de CO₂ dans les process industriels et par des choix modaux de transport alternatifs à la route.

La révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planche 37/7) porte sur :

— l'inscription **en zone d'extraction**

- de terrains de quelque 162,5 ha situés sur le territoire des communes d'Antoing (Calonne et Bruyelle) et de Tournai (Saint-Maur) et compris entre :
 - la route N507 (Tournai-Valenciennes) ou chaussée de Tournai et Chaussée de Valenciennes, à l'Ouest;
 - le chemin dit du Coulan d'Eau situé à l'Est de la borne kilométrique K3 (N507) au lieu-dit « Warnaffe » et les anciennes carrières des « Cinq Rocs », au Nord;
 - le premier bâtiment situé chemin des Anglais à Calonne et le front actuel des anciennes carrières de « Californie », « Requiem », « Vicaire » et « Bruyelle », à l'Est;
 - le chemin empierré situé à 130 m au Nord de la zone d'habitat à caractère rural inscrite en bordure de la chaussée de Tournai, délimitant le Nord du site des anciens fours à chaux et carrières de « la Haute Loge » à Bruyelle, au Sud;
- sur une profondeur de 30 mètres, des terrains sis à Antoing (Calonne) nécessaires à la réalisation de la bande transporteuse « Nord » entre le site d'extraction, le chemin des Cinq Rocs, le cimetière et la rive droite de l'Escaut;

— l'inscription **en zone industrielle**, d'un terrain de 0,9 ha situé dans le prolongement Ouest du quai de Bruyelle sur l'Escaut ainsi que les parties (1,09 ha au Nord et 4,4 ha au Sud) du quai sur lesquelles sont implantées des installations à vocation économique entre la rue Artisien et l'Escaut;

— l'inscription **en zone d'habitat**, des terrains en bordure de l'Escaut, en rive Est des rues Artisien et de France ainsi qu'en rive Ouest de la rue Artisien, sur lesquels des habitations ont été établies et constituent un quartier homogène;

— l'inscription **en zone d'espaces verts**,

- de l'ensemble des parties Nord-Est des carrières des « Cinq Rocs »;
- de terrains compris dans l'angle formé par l'autoroute E42 et la rue du Gros Lot, couvrant l'ancienne carrière de la « Grande Mer » à Tournai et classés en zone Natura 2000;
- de terrains de 47,4 ha situés dans la partie Nord-Ouest de la carrière dite « du Milieu » sur Antoing et Tournai, dans le prolongement de la zone Natura 2000, et comprenant les terrils « Tonton », « Battes et Mathias » et « Buttes des Italiens » ainsi que sa partie Sud, totalement exploitée et qui ne fera pas l'objet d'un remblayage par les terres provenant de la carrière de la rive gauche;

— l'inscription **en zone naturelle**,

- de la partie des anciennes carrières de Californie, Requiem, Vicaire et de Bruyelle sise sur le territoire d'Antoing (Calonne et Bruyelle), en rive gauche de l'Escaut qui ne sera pas remblayée;
- des extrémités Nord, Sud et Est de la partie Sud-Ouest des anciennes carrières des « Cinq Rocs »;

— l'inscription **en zone agricole** des terrains inscrits en zone d'aménagement communal concerté entre la zone d'habitat agglomérée de Calonne et l'Escaut;

- la suppression du tracé et du projet de tracé de lignes électriques à haute tension inscrits au plan de secteur dans la partie Nord de la future carrière;
- et l'inscription, en bordure Nord et Est du futur site d'exploitation, d'un projet de tracé de ligne électrique à haute tension assorti d'un périmètre de réservation destinés au déplacement du tracé de la ligne électrique à haute tension existante.

La révision du plan de secteur est assortie d'une mesure d'aménagement imposant exclusivement la voie ferrée ou la voie d'eau comme mode de transport de la pierre destinée à la production de clinker vers Obourg tant que tous les travaux d'aménagement sur les voies navigables permettant de lever les entraves identifiées n'ont pas été réalisés.

Les zones d'extraction reliant le site d'exploitation à la rive gauche de l'Escaut, au Sud et à la rive droite, en surplomb du fleuve, à l'Est, sont assorties d'une prescription supplémentaire *R.1.7. n'y autorisant que l'établissement de bandes transporteuses.

La zone d'extraction constituée par la bande de terrain d'une largeur de 75 mètres au Nord-Est de la nouvelle zone d'extraction (zone à la limite de la zone d'extraction vers le village de Calonne) est assortie d'une prescription supplémentaire *S.31 aux termes de laquelle les terrains sont destinés à l'aménagement d'un périmètre visant l'isolement de l'exploitation par rapport à son environnement immédiat, en ce compris l'édification de merlons.

Les zones d'extraction identifiées CP au plan sont automatiquement converties :

- zone d'espaces verts pour les zones identifiées CP1, CP3 et CP4;
- en zone d'agricole pour la zone identifiée CP2;

ou terme de l'aménagement propre à réaliser ces affectations qu'imposera le permis unique ou d'environnement — ou tout autre permis en tenant lieu — requis pour l'exploitation de la carrière et les différentes phases de son réaménagement. Ce terme se matérialisera par la libération du cautionnement à prévoir dans ledit permis pour les différentes phases de cet aménagement.

Les zones CP1 et CP3 et les zones naturelles inscrites en rive gauche de l'Escaut sont en plus assorties de la mesure d'aménagement suivante : ces zones font l'objet d'une convention de gestion entre l'exploitant du gisement et le Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement du Service public de Wallonie, convention qui sera conclue au plus tard le jour de la délivrance par l'autorité compétente en première instance, du permis d'environnement ou unique destiné à autoriser l'activité d'extraction ou tout autre permis en tenant lieu.

La zone d'extraction inscrite en rive gauche de l'Escaut par la présente révision du plan de secteur est marquée d'une prescription supplémentaire *S30 précisant que le permis d'environnement ou unique destiné à autoriser l'activité d'extraction -ou tout autre permis en tenant lieu- identifiera au sein de la zone d'extraction, des superficies identiques à celles de chacune des zones identifiées CP1, CP2, CP3 et CP4. La superficie correspondant à la zone CP1 et identifiée au sein de la zone d'extraction, ne pourra être exploitée qu'au terme de l'aménagement propre à réaliser l'affectation en zone d'espaces verts de la zone CP1. Ce terme sera matérialisé par la libération du cautionnement à prévoir pour le réaménagement de cette zone CP1. La superficie correspondant à la zone CP2 et identifiée au sein de la zone d'extraction, ne pourra être exploitée qu'au terme de l'aménagement propre à réaliser l'affectation en zone agricole de la zone CP2. Ce terme sera matérialisé par la libération du cautionnement à prévoir pour le réaménagement de cette zone CP2. La superficie correspondant à la zone CP3 et identifiée au sein de la zone d'extraction, ne pourra être exploitée qu'au terme de l'aménagement propre à réaliser l'affectation en zone d'espaces verts de la zone CP3. Ce terme sera matérialisé par la libération du cautionnement à prévoir pour le réaménagement de cette zone CP3. La superficie correspondant à la zone CP4 et identifiée au sein de la zone d'extraction, ne pourra être exploitée qu'au terme de l'aménagement propre à réaliser l'affectation en zone d'espaces verts de la zone CP4. Ce terme sera matérialisé par la libération du cautionnement à prévoir pour le réaménagement de cette zone CP4.

Les zones agricoles inscrites au Nord et au Sud du futur transporteur Nord sont assorties d'une prescription supplémentaire *S39 précisant que, dans cette zone, peuvent être autorisés les actes et travaux conformes à la définition de la zone agricole visée à l'article 35 du CWATUP, à l'exception de ceux destinés à la construction de bâtiments destinés aux activités d'élevage soumises à permis d'environnement, permis unique ou déclaration au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et à l'exception de ceux relatifs aux activités récréatives de plein air susceptibles d'engendrer des nuisances sonores.

Une convention signée avec la SWDE en date du 7 février 2011 démontre la volonté des parties de garantir que l'exploitation de la ressource ne conduise pas à augmenter le coût d'adduction et de traitement de l'eau.

Les conseils communaux d'Antoing et de Tournai ont émis le souhait de voir imposer une clause de réversibilité des nouvelles affectations.

La Commission régionale d'aménagement du territoire s'est prononcée en défaveur d'une telle clause. Elle estime en effet, dans son avis du 10 novembre 2010, qu'elle « n'adhère pas à la proposition des conseils communaux de Tournai et Antoing qui suggèrent au Gouvernement wallon d'imposer une clause de réversibilité et la réalisation du projet endéans les 4 ou 7 ans » et souligne que « l'étude d'incidences a démontré l'existence d'un important gisement à cet endroit et elle estime qu'il convient de le protéger ».

Le Gouvernement ne se rallie pas à l'avis émis par la Commission régionale sur ce point et rejoint l'avis des autorités communales. Dans la mesure où la révision du plan qui implique l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction en rive gauche de l'Escaut est motivée par le projet industriel d'HOLCIM, pour lequel aucun gisement alternatif n'a pu être identifié et par la nécessité d'assurer la pérennité des emplois de la cimenterie d'Obourg, il estime nécessaire de subordonner l'inscription de la nouvelle zone d'extraction à la réalisation effective des investissements annoncés. En conséquence, il est prévu la réversibilité de l'arrêté adoptant définitivement la révision du plan de secteur.

III. Chronologie de la révision du plan de secteur

Par arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 le Gouvernement wallon a décidé de soumettre à révision le plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planche 37/7) en vue de l'inscription d'une zone d'extraction destinée à permettre l'exploitation d'un nouveau gisement de calcaire en rive gauche de l'Escaut, sur le territoire des communes d'Antoing (Calonne et Bruyelle) et de Tournai (Saint-Maur). Par la même décision, le Gouvernement wallon a adopté l'avant-projet de révision du plan de secteur.

Par arrêté du 27 mars 2009, le Gouvernement wallon a décidé de faire réaliser une étude d'incidences et a fixé le contenu de celle-ci.

Par arrêté du 1^{er} avril 2010, le Gouvernement wallon a adopté provisoirement le projet de révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planche 37/7) en vue de l'inscription d'une zone d'extraction destinée à permettre l'exploitation d'un nouveau gisement de calcaire en rive gauche de l'Escaut, sur le territoire des communes d'Antoing (Calonne et Bruyelle) et de Tournai (Saint-Maur).

Le projet de révision du plan de secteur a été soumis à enquête publique du 7 mai 2010 au 21 juin 2010 sur le territoire des communes d'Antoing et Tournai.

La CCATm de Tournai a rendu un avis le 26 mai 2010.

La CCATm d'Antoing a rendu un avis le 21 juin 2010.

Le conseil communal d'Antoing a rendu un avis le 7 juillet 2010.

La commission de gestion du parc naturel des Plaines de l'Escaut a rendu un avis le 9 juillet 2010.

Le conseil communal de Tournai a rendu un avis le 12 juillet 2010.

Le Conseil wallon pour l'environnement et le développement durable a rendu un avis favorable sur la qualité de l'étude d'incidences et un avis favorable sur l'opportunité environnementale du projet en date du 25 octobre 2010.

La DGO3, Département de l'environnement et de l'eau, Direction des risques industriels, géologiques et miniers, Cellule Risques accidents majeurs a émis un avis le 30 septembre 2010.

La Commission régionale d'aménagement du territoire a rendu un avis favorable le 10 novembre 2010 moyennant remarques et observations.

La DGO3, Département de la Nature et des Forêts a rendu un avis le 4 mai 2010.

Une demande d'avis a été adressée à la Préfecture du Nord-Pas-de-Calais le 11 mai 2010 et est demeurée sans réponse.

IV. Considérations environnementales

Préalablement à l'analyse des considérations environnementales, il convient de souligner ici qu'il s'agit d'une révision du plan de secteur et non d'une demande de permis en vue de réaliser le projet sous-jacent à cette révision du plan. En conséquence, les observations émises dans le cadre de l'enquête publique, les différents avis sollicités et émis au cours de la procédure de révision du plan, de même que certaines recommandations émises par l'auteur de l'étude d'incidences et qui ont trait à l'implantation et à l'exploitation du projet industriel sous-jacent, ne trouveront pas réponse ici mais bien dans le cadre de la procédure de demande de permis et d'évaluation des incidences ultérieures ainsi que le cas échéant, dans le permis qui pourrait être délivré. Il en est notamment ainsi du souhait d'une carte des courbes de nuisances, l'expertise des biens sis aux alentours immédiats, les horaires d'exploitation, la remise en état après exploitation, l'aménagement des merlons, l'intégration paysagère des différentes infrastructures, le réaménagement de la carrière du Milieu, le maintien le plus tardif possible de l'activité agricole sur la zone d'extraction, l'alternative à trouver pour le circuit d'interprétation « Circuit du Pays Blanc », les déviations éventuellement nécessaires des chemins et du Circuit du RAVEL etc.

Le Gouvernement rencontre le souhait des communes de Tournai et Antoing d'instaurer un comité d'accompagnement des permis en ce qui concerne le suivi de bonne gestion du site, en ce compris des stériles.

Caractéristiques du projet

L'initiateur de la demande de révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz est la SA HOLLICIM Belgique. La demande de révision de plan de secteur porte principalement sur l'inscription d'une large zone d'extraction en rive gauche de l'Escaut, zone située entre ce dernier, la N507 et les villages de Calonne et de Bruyelle. La société HOLLICIM Belgique prévoit d'exploiter cette zone pour l'extraction de calcaire destiné à la production de clinker ou de granulats, en fonction de la teneur en CaO. La fosse d'extraction sera ouverte au sud et se développera vers le nord. L'exploitation est prévue selon le principe de fosses emboîtées. Des fronts de taille de 15 à 25 m de haut sont créés et forment des gradins successifs séparés de paliers. Le forage de fourneaux sur base d'une maille (6 à 30 m²) parallèle au front d'abattage permet d'extraire la roche par tirs de mine. Une fois la roche abattue, les plus gros fragments sont réduits à l'aide d'un brise-roches. La roche est transportée vers l'installation de concassage constituée d'un concasseur primaire suivi d'un concasseur secondaire, partiellement fermée et insonorisée. Les produits semi-finis issus du concasseur primaire (granulats de 0-100 mm ou 0-250 mm) et destinés aux applications en génie civil sont transportés en rive droite de l'Escaut, par bandes transporteuses, soit vers le site d'HOLLICIM Granulats (carrière du Milieu), soit vers les carrières d'Antoing. Les produits semi-finis issus du concasseur secondaire (granulométrie de 0-100 mm) et destinés aux cimenteries sont transportés par bandes transporteuses soit directement vers le site de la clinkerie des carrières d'Antoing, soit vers le stock longitudinal de pré-homogénéisation (75 000 tonnes) tous 2 localisés en rive droite de l'Escaut.

Les 10 premières années d'activité, l'installation de concassage sera localisée à près de 20 m sous le niveau initial du terrain, à proximité de la N507. Elle sera ensuite déplacée dès que possible dans la fosse, c'est-à-dire plus près des fronts de taille et au centre de la zone d'extraction.

La découverte du gisement consiste à ôter les terrains meubles (morts terrains) qui recouvrent la roche calcaire exploitable sous-jacente. Ces terres seront utilisées dès que possible afin de reconstituer des terres de qualité agricole. Une partie de ces terres sera également transférée par camion sur de courtes distances et à l'intérieur du périmètre d'exploitation afin de réaménager d'anciennes excavations localisées au Nord et à l'Est de la future fosse d'extraction. Enfin, ces terres serviront à l'édification de merlons de protection autour de la zone d'extraction, notamment pour préserver le village de Calonne.

La mise en œuvre du projet d'exploitation permet à la société HOLLICIM de réaliser les investissements importants nécessaires au remplacement, sur le site de production d'Obourg, des fours à « voie humide » par un four à « voie sèche », moins énergivore, et moins émetteur de CO₂. De plus, le transport des roches se veut également peu polluant, par l'utilisation de la voie ferrée ou de la voie d'eau comme mode de transport. La révision du plan de secteur vise donc, d'une part, au maintien d'une activité économique importante et à la création d'emplois, et d'autre part, à répondre à une problématique environnementale de premier plan, à savoir la réduction des émissions de CO₂ au niveau de la Région wallonne. L'accent est également mis sur le transport, qui sera réalisé par des voies plus économiques et écologiques que le charroi de camions, favorisant ainsi la qualité du cadre de vie des wallons. La révision propose ainsi un nouvel équilibre entre industrie et environnement.

La nouvelle zone d'extraction est actuellement majoritairement inscrite en zone agricole au plan de secteur. Aucune contrainte technique à l'exploitation future de la zone n'existe donc en termes d'occupation du sol. Cependant, il faut noter la présence d'une ligne à haute tension qui traverse la partie nord de la zone, d'Ouest en Est. Il est prévu de la déplacer, et ce, avant l'excavation des terrains sous-jacents. On relève également la présence, au sud de la zone d'extraction principale, d'un pipe-line de l'OTAN. Celui-ci devra également être déplacé. Cependant, ce déplacement ne devra intervenir qu'en fin de vie de la carrière.

Il ressort d'une analyse de sites alternatifs, et cela a été confirmé par la Commission régionale d'aménagement du territoire en son avis du 10 novembre 2010, qu'il n'existe actuellement aucune zone d'extraction au plan de secteur présentant une superficie suffisante et couvrant un gisement comparable à celui visé par le présent projet qui ne soit

pas exploitée ou la cible d'un projet de mise en exploitation où HOLCIM ne serait pas partie prenante. L'alternative visant à importer le calcaire ou le clinker n'est pas réaliste tant d'un point de vue économique qu'écologique, les coûts de transport étant trop importants financièrement et environnementalement.

Sol et sous-sol

La mise en œuvre de la nouvelle zone d'extraction se traduira inévitablement par l'exploitation d'une ressource naturelle non renouvelable, mais il s'agit là de l'objet même de la révision du plan de secteur. Le gisement concerné ne présente pas de valeur géologique exceptionnelle ou d'intérêt scientifique particulier.

Il ressort de l'étude d'incidences que l'impact de l'avant-projet sur le substrat rocheux présent sous le village de Calonne peut être considéré comme nul. En effet, les modélisations hydrogéologiques réalisées démontrent que le village est situé sur une zone déjà dénoyée par les pompages effectués actuellement dans la nappe aquifère et le rabattement supplémentaire qu'engendrera la nouvelle carrière n'aura aucun impact pour la surface et donc pour la stabilité des habitations.

Les risques karstiques (risques d'instabilité suite à des effondrements souterrains engendrés par l'assèchement de cavités actuellement remplies d'eau) peuvent être fortement relativisés compte tenu du niveau profond de la nappe existante et de la déconnexion de celle-ci avec les terrains superficiels qui, dénoyés, sont seuls susceptibles de provoquer les dégâts majeurs dus aux effondrements karstiques. Les rabattements prévus et liés à la réalisation du projet de HOLCIM restent limités et n'impliquent pas de dénoyage additionnel des couches supérieures.

Néanmoins, l'étude d'incidences recommande la réalisation de manière contradictoire d'états des lieux de tous les immeubles distants de moins de 320 mètres des zones de tirs de même que des tests pour s'assurer que les infrastructures présentes dans un rayon de 320 mètres ne subiront aucun dommage et permettre, le cas échéant, que des mesures nécessaires soient prises pour s'en assurer (isolement, déplacement...). A cet égard, les permis devront garantir que le futur exploitant prenne toutes les mesures utiles pour éviter les effets dominos lors des tirs.

En ce qui concerne la perte de terres agricoles, les options préconisées pour compenser au mieux les surfaces agricoles perdues sont de deux types : d'une part, la compensation de terres agricoles de même superficie, nature et qualité, et dans la mesure du possible à proximité immédiate et, d'autre part, une indemnité pécuniaire, si aucune terre de compensation n'était trouvée. Dans son avis favorable du 10 novembre 2010, la Commission régionale d'aménagement du territoire souligne d'ailleurs que le phasage de l'exploitation de la zone d'extraction permettra de différer les impacts sur certaines exploitations agricoles.

Le Gouvernement wallon est conscient des répercussions sur l'activité agricole et se rallie aux mesures à mettre en œuvre pour réduire les effets négatifs telles que proposées par l'auteur d'étude. Il demande qu'HOLCIM accompagne les agriculteurs concernés dans les démarches nécessaires.

Hydrogéologie et hydrologie

Sur base des résultats d'une étude hydrogéologique locale, il apparaît que l'impact du projet sur la capacité globale de l'aquifère carbonifère ne serait pas significatif. La valorisation des eaux d'exhaure est prévue. Cette exhaure atteindrait environ 6 millions de m³/an, par rapport à un débit global d'environ 22 millions de m³/an exhauré par les carrières (en cas d'exploitation simultanée des carrières de Gaurain-Ramecroix, de Barry, de la carrière du Milieu, de la carrière Lemay, de la carrière d'Antoing et de la nouvelle carrière de Calonne). Une convention signée avec la SWDE en date du 7 février 2011 démontre la volonté des parties de garantir que l'exploitation de la ressource ne conduise pas à augmenter le coût d'adduction et de transport de l'eau.

Un suivi du rabattement de la nappe moyennant la mise en place d'un réseau de piézomètres correctement équipés, ainsi que des mesures adéquates pour s'assurer de la préservation de la qualité de l'eau pourraient être prévues par le permis visant l'exploitation de la carrière.

Climat — Energie

L'exploitation de ce nouveau gisement qui contient des réserves suffisamment importantes pour permettre la rentabilisation des investissements, rendra possible le passage par HOLCIM vers la technique de production du clinker dite par « voie sèche ». Cette technique permet de réduire la consommation énergétique de 40 % par rapport à la consommation des fours à « voie humide » actuellement utilisés à Obourg à partir de la craie et une réduction des émissions de CO₂ de 20 %. Cette réduction sera encore augmentée en raison de la bonne localisation du site, accessible par des modes de transport nettement moins nuisibles que le trafic routier, qui ne sera pas augmenté.

Dans la mesure où il a été constaté par l'étude d'incidences que le transport ferroviaire des pierres destinées à la production de clinker vers Obourg s'avère moins polluant en ce qu'il permet de réduire les émissions de CO₂ de 11 411 tonnes par an par rapport au transport routier et de 4 832 tonnes par an par rapport au transport fluvial, il a été opté pour le transport par voie ferrée ou par la voie d'eau. Non seulement, cette option permet de réduire encore plus les émissions de CO₂, mais en outre, elle limite l'impact du chargement en termes d'émissions de poussières, puisque l'unité de chargement des trains se trouvera sur site industriel situé à plus de 2 kilomètres des habitations situées sous les vents dominants. Le bilan en matière de réduction des émissions de CO₂ est positif et a été souligné par la Commission régionale d'aménagement du territoire, dans son avis favorable du 10 novembre 2010 : « La commission souligne également l'intégration des principes de développement durable dans la réflexion qui a nourri le projet : d'une part, le process industriel par voie sèche permet de limiter les émissions de CO₂ et, d'autre part, l'excellente accessibilité du site permet un transport par des modes alternatifs à la route ».

Le Conseil wallon pour l'environnement et le développement durable également a constaté le bilan environnemental positif dans son avis du 25 octobre 2010 : « Le projet assurera la pérennité de l'usine d'Obourg en remplaçant l'actuel four de cimenterie par voie humide par un four à voie sèche qui permet une réduction de la consommation d'énergie de l'ordre de 40 % et une réduction des émissions de CO₂ de 20 %, et dont le bilan environnemental global est positif ».

Air — Poussières

Parmi les particules émises au niveau d'une activité industrielle, il faut distinguer les particules en suspension (particules avec un diamètre inférieur à 10 Fm, aussi appelées PM10), et les poussières sédimentables, de diamètre supérieur. Les premières, les PM10, sont peu spécifiques aux activités de carrière, elles concernent la plupart des autres activités industrielles et sont en particulier caractéristiques de la circulation routière. Dans le cas de la carrière envisagée par HOLCIM, aucun camion ne sortira de la carrière étant donné que la société HOLCIM a fait le choix de transporter les matières concassées exclusivement par bandes transporteuses et, pour la pierre destinée à la production de clinker, par voie ferrée ou par la voie d'eau. En termes de particules fines, l'impact des activités d'extraction sera donc négligeable.

Les poussières dont le diamètre est supérieur à 10 Fm, sont constituées de particules lourdes et ont tendance à rapidement sédimenter. L'érection d'un merlon paysager sur tout le pourtour du site aura pour effet de diminuer les éventuelles nuisances de l'activité d'extraction en cette matière. Il jouera un rôle d'écran contribuant à protéger les riverains des nuisances de la carrière.

Notons également que le Gouvernement a décidé de ne pas permettre l'activité d'extraction proprement dite sur une partie de la zone d'extraction faisant l'objet de la présente révision de plan de secteur. Il s'agit d'une bande de 75 mètres de largeur et d'une superficie de l'ordre de 5 hectares, en bordure Nord-est du site qui servira donc de zone de séparation supplémentaire entre le village de Calonne et la fosse d'extraction.

Toute une série de mesures (installations sous enceintes fermées, capotage de la bande transporteuse, dépoussiérage par aspiration, monitoring, réalisation d'audits énergétiques, entretiens machines, écran végétal,...) pourront en outre être prises en vue de limiter au maximum l'émission de particules fines et de poussières. Ces mesures relèvent du permis nécessaire en vue de l'implantation et l'exploitation du gisement et devront être prises en compte lors de la demande de permis, de l'évaluation des incidences à laquelle elle sera soumise et du permis qui pourrait être délivré.

Qualité de vie — cadre de vie — paysage

Pour les habitants du village de Calonne, la partie sud-ouest de l'ancienne carrière des Cinq Rocs, les anciennes carrières de Requiem, Vicaire, Bruyelle et Califormie seront affectées pour partie en zone d'espaces verts et pour partie en zone naturelle. Les parties affectées en zone d'espaces verts feront l'objet d'un réaménagement en vue d'y protéger et développer au mieux la faune et la flore. Ce réaménagement se fera en concertation traduite par une convention, avec le Département de la Nature et des Forêts du Service public de Wallonie — Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement. L'arrêté visant l'adoption définitive de la révision du plan de secteur prévoit que cette convention soit conclue au plus tard le jour de la délivrance du permis visant à l'exploitation du projet industriel sous-jacent à la révision du plan de secteur. En d'autres termes, les options de réaménagement seront déterminées avant toute exploitation du site.

Par ailleurs, un merlon d'isolement périphérique de la fosse d'extraction est prévu de même qu'un merlon de séparation entre la zone d'extraction et Calonne.

Les incidences paysagères pour le village de Saint-Maur seront marquantes. Cela étant, d'une part, l'établissement de merlons d'isolement autour de la fosse d'extraction aura pour incidences de limiter la longueur des vues et, d'autre part, la plantation, sur le merlon, d'espèces arbustives et arborescentes contribuera à limiter les incidences paysagères. Cela limitera la longueur des vues mais permettra le maintien du caractère agricole et arboré qui caractérise actuellement le paysage.

Tant l'exploitation du merlon périphérique de la fosse que celle du merlon paysager avec Calonne feront à ce titre l'objet d'une évaluation détaillée des incidences. Le cas échéant, celle-ci pourra suggérer des adaptations de ceux-ci en vue de renforcer encore la protection des intérêts des riverains et de faire écho à l'avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire du 10 novembre 2010 relativement aux questions de stabilité, d'écoulement des eaux et d'espèces végétales à planter.

Dans le même ordre d'idées, les zones tampon devront faire l'objet d'un examen attentif.

En outre, le Gouvernement a décidé de ne pas permettre l'activité d'extraction proprement dite sur une partie de la zone d'extraction faisant l'objet de la présente révision de plan de secteur. Il s'agit d'une bande de 75 mètres de largeur et d'une superficie de l'ordre de 5 hectares, en bordure Nord-est du site qui servira donc de zone de séparation supplémentaire entre le village de Calonne et la fosse d'extraction.

L'abandon du transport par la voie d'eau permet de limiter les impacts du projet en termes paysagers au niveau du quai de chargement, puisqu'il n'y aura plus besoin du hangar de confinement pour assurer le chargement de la pierre destinée à la production de clinker.

Un important impact paysager avait été constaté par le fait de la réalisation du transporteur « Centre », qui a donc été abandonnée. Quant à la bande transporteuse Nord, celle-ci sera enterrée à partir du merlon paysager jusqu'au niveau de la zone d'aménagement communal concerté (qui deviendra zone agricole par l'effet de la compensation), à savoir la partie qui traverse la zone habitée, ce qui la rendra invisible. Elle ne refera surface que pour franchir l'Escaut en aérien et rejoindre le site à remblayer en rive droite. Lors de la procédure de demande de permis et d'évaluation des incidences de celui-ci, une attention particulière devra être accordée à la qualité esthétique de la bande transporteuse et à son intégration dans le paysage.

Au niveau du transporteur Sud, un élargissement de la zone d'extraction nécessaire au passage de ce transporteur est également prévu depuis l'adoption provisoire de la révision du plan de secteur, de manière à autoriser une plus grande latitude en termes d'orientation du transporteur, notamment pour s'éloigner des habitations présentes à cet endroit.

Enfin, le projet nécessite le déplacement de la ligne électrique à haute tension. Celle-ci constitue actuellement un élément dévalorisant les vues. Le périmètre de réservation retenu englobe à la fois le tracé proposé dans la demande (et validé par Elia) et celui suggéré par l'auteur de l'étude d'incidences. Le permis unique qui pourrait être octroyé déterminera, au sein de ce périmètre de réservation, le tracé final de la nouvelle ligne. Dans le cadre de l'aménagement du site des Cinq Rocs, un relief vallonné devra être étudié en vue de permettre d'intégrer la ligne haute tension vis-à-vis du village et du domaine de Chercq. Ceci relève de la demande de permis et de l'évaluation des incidences ultérieures ainsi que le cas échéant, du permis qui pourrait être délivré.

Le permis unique destiné à couvrir l'exploitation du gisement pourra contenir non seulement des dispositions relatives à la remise en état du site après exploitation, mais en outre des mesures d'intégration paysagère complémentaires de l'exploitation.

Notons enfin qu'à terme, la présence des zones naturelles de même que des zones d'espaces verts dont le réaménagement et la gestion auront été conçus en concertation avec le Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du service Public de Wallonie aux termes d'une convention à conclure au plus tard le jour de la délivrance du permis visant à l'exploitation du projet industriel sous-jacent à la révision du plan de secteur, participera à l'amélioration du cadre de vie des riverains.

Mobilité

L'étude d'incidences a montré que certaines écluses seraient saturées par les expéditions d'HOLCIM et que les installations de chargement des péniches sur le quai de Bruyelle seront source d'émissions de poussières et de bruit et modifieront sensiblement le paysage. Elle a par ailleurs démontré la faisabilité du transport de la pierre destinée à la production de clinker vers Obourg par la voie ferrée, moyennant la prise en compte adéquate, dans le cadre de l'octroi

du permis unique, de mesures de protection acoustique et d'intégration paysagère. Quant à la saturation des infrastructures ferroviaires, l'étude d'incidences a démontré que l'impact prévisible sur le fonctionnement du réseau ferroviaire est faible et n'entraînera aucune difficulté pour la circulation des trains.

L'abandon du transport par la voie d'eau au profit du transport par rails permettra dès lors de limiter le transport par voie d'eau au départ du quai de Bruyelle sur l'Escaut à l'expédition du granulats vers le Nord de la France, la Hollande ou le sud de la Belgique, ce qui représente des quantités de l'ordre de 300 000 à 600 000 tonnes/an. Cette quantité ne nécessite dès lors plus le recours à des installations génératrices d'incidences aussi négatives que le hangar prévu pour la pierre destinée à la production de clinker dans l'avant-projet. Aucune saturation des infrastructures routières ou fluviales ne sera donc engendrée par le projet.

Aucune incidence n'est à prévoir en termes de trafic. Aucune bande transporteuse ne coupe de voirie, les tracés étant soit en aérien, soit en souterrain par rapport aux voiries existantes.

Le projet n'augmentera pas non plus la production de granulats de la carrière du Milieu mais assurera sa pérennité. L'importance du charroi et sa répartition géographique resteront donc semblables à la situation actuelle. Aucune modification n'est non plus à prévoir pour les Carrières d'Antoing qui traiteront une partie du granulats et alimenteront la cimenterie des carrières d'Antoing en pierres à clinker. En ce qui concerne les entrées et sorties sur site d'Obourg, le bilan de flux de camions sera équivalent à la situation observée actuellement.

Les accès menant à la propriété privée sise à proximité de la carrière du Milieu ainsi qu'au site d'extraction seront préservés.

Par contre, l'implantation d'une activité industrielle le long de la rive gauche de l'Escaut, au niveau du port de Bruyelle, nécessitera le déplacement du RAVeL. L'étude d'incidences sur l'environnement propose des variantes dont le choix devra se faire au stade du permis unique qui pourrait être délivré. Les chemins de Warnaf et du Vieux Moulin devront également être déplacés en bordure du site. Ce déplacement devra faire l'objet d'une procédure spécifique. Par contre, il n'est pas question de rendre une voirie publique (le chemin des Anglais) privative.

Bruit — vibrations — santé

Les contraintes de bruits et de vibrations ont été intégrées dans le choix de la localisation et de la conception des installations nécessaires à l'exploitation de la zone.

Les méthodes de tirs à utiliser en vue de minimiser les éventuels impacts sur les habitations proches en termes de bruit et des vibrations, ainsi que des plans précis de tir et des mécanismes de contrôle devront être déterminés dans le cadre de la délivrance du permis unique.

Le passage au transport par voie ferrée permettra d'éviter les nuisances attendues, notamment au niveau du quai de chargement. Des mesures spécifiques devront également être prises au stade du permis en ce qui concerne les nuisances qui pourraient être générées par les opérations de chargement et de transport par voie ferrée.

Les questions relatives à l'état des lieux devront faire l'objet d'une attention particulière à l'occasion de la demande de permis d'autant que la Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement dans sa note d'observations du 17 juin 2010 indique comme condition à son avis favorable, qu'il appartiendra à l'exploitant de prendre toutes les mesures adéquates en vue d'éviter les effets dominos des tirs de mines.

Enfin, dans les zones agricoles qui sont inscrites au Sud et au Nord du futur transporteur Nord, seuls pourront être autorisés les actes et travaux conformes à la définition de la zone agricole visée à l'article 35 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, à l'exception de ceux relatifs aux activités d'élevage intensifs et aux activités récréatives de plein air susceptible d'engendrer des nuisances sonores.

Gestion des terres et stériles

L'étude d'incidences a montré que le plan de gestion des terres et stériles proposé par l'avant-projet de révision de plan de secteur comportait plusieurs difficultés compromettant sa faisabilité, mais a mis en évidence différents éléments pouvant être mis à profit pour améliorer cette gestion. Un nouveau plan de gestion des découvertures et stériles a donc été élaboré sur cette base.

Le programme de réaménagement permettant de restaurer d'une part la zone des anciennes carrières des « Cinq Rocs » qui sera remblayée et d'autre part la partie des anciennes carrières de Californie, Requiem, Vicair et Bruyelle qui sera également remblayée, se fera en concertation avec le Département de la Nature et des Forêts du Service public de Wallonie — Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement. Cette concertation sera traduite par une convention qui devra être conclue au plus tard le jour de la délivrance du permis visant à l'exploitation du projet industriel sous-jacent à la révision du plan de secteur.

Faune — flore

L'étude d'incidences confirme que les terrains prévus à être affectés en zone d'extraction par l'avant-projet pour l'exploitation d'une nouvelle carrière présentent peu de valeur biologique. Seules, une prairie et la haie qui l'entoure présentent un potentiel intéressant pour la petite faune. La suppression de ces milieux ne sera pas sans incidences, notamment par la suppression d'éléments du maillage écologique, mais ces incidences seront limitées.

Les terrains renfermant un habitat d'intérêt communautaire non prioritaire (chênaie-frênaie neutrophile atlantique) sur lesquels devaient passer la bande transporteuse dite « Centre » ne seront pas affectés par l'exploitation, vu l'abandon de cette bande et la répartition de sa charge sur la bande transporteuse dite « Nord ». La faisabilité de la répartition de la charge sur la bande de transporteuse « Nord » sans augmentation sensible des nuisances de son activité a été avalisée par l'étude d'incidences.

Le même habitat d'intérêt communautaire non prioritaire est présent dans la zone prévue pour le passage de la bande transporteuse dite « Sud » (chênaie-frênaie neutrophile atlantique). L'étude constate toutefois que l'impact éventuel de la bande sur cet habitat reste relatif, dans la mesure où il restera toujours présent dans l'ancienne carrière du Bois Del'Sec à proximité, ainsi que dans l'ancienne carrière Thorn. Le Gouvernement wallon veillera dans le cadre des permis ultérieurs à garantir une perméabilité des clôtures des zones de travaux afin de permettre le passage de la faune et à limiter les zones d'emprise des travaux lors de l'installation de la bande transporteuse « Sud ». Pour permettre une plus grande flexibilité à cet égard, il a été prévu d'élargir la zone d'extraction nécessaire au passage de ce transporteur. Le Gouvernement wallon confirme cette option déjà prise au stade de l'adoption provisoire de la révision du plan de secteur.

L'affectation des parties des anciennes carrières de Californie, Vicair et Bruyelle pour partie en zone naturelle et pour la partie qui sera réaménagée en zone d'espaces verts au titre de compensation planologique permet le maintien de nombreux milieux de très grand intérêt biologique ainsi que plusieurs espèces rares et protégées dans ces zones telles que le hibou grand-duc qui niche sur les falaises de l'ancienne carrière Californie. Le programme de réaménagement des zones destinées à devenir zones d'espaces verts et la gestion de ces zones et des zones naturelles

inscrites en rive gauche de l'Escaut se feront en concertation avec le Département de la Nature et des Forêts du Service public de Wallonie — Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, traduite par une convention qui devra être conclue au plus tard le jour de la délivrance du permis visant à l'exploitation du projet industriel sous-jacent à la révision du plan de secteur.

La réaffectation des anciennes carrières de la Grande Mer en zone d'espaces verts n'engendrera, en tant que telle, aucune incidence particulière sur les milieux biologiques de grand intérêt qui ont valu à ces terrains un classement en zone Natura 2000 et SGIB. L'évaluation appropriée des incidences réalisée en application de la Directive européenne 92/43/CEE relative à la conservation des sites Natura 2000 transcrite en droit wallon par le décret du 6 décembre 2001 modifiant la loi sur la conservation de la nature du 12 juillet 1973 a permis de vérifier l'absence d'incidences sur le site Natura 2000 du « Bassin de l'Escaut en amont de Tournai » d'un prolongement du transporteur Nord jusqu'aux installations de traitement du granulat de la carrière du « Milieu », comme préconisé en première phase de l'étude. Il résulte de cette évaluation appropriée que les terrains situés en limite Sud de l'ancienne carrière de la « Grande Mer », reprise comme site Natura 2000, ne présentent aucun habitat d'intérêt communautaire et que l'impact direct du projet sur les habitats présents dans le périmètre d'étude, mais en dehors du site Natura 2000, en particulier les mares situées sur et au pied du terril Batte et Mathias propices à la reproduction du crapaud calamite, apparaît non significatif vu la localisation du projet et qu'aucune incidence n'est à prévoir non plus sur les espèces animales. Les limites Est et Sud de cette zone d'espaces verts ont donc été adaptées pour tenir compte des activités existantes et du passage du transporteur vers les installations de traitement de la société HOLCIM Granulats, conformément à la proposition de l'étude d'incidences. Le Gouvernement wallon confirme cette option déjà prise au stade de l'adoption provisoire de la révision du plan de secteur.

L'opportunité de la création temporaire d'une ou de plusieurs mares au pied du Terril des Italiens, en réponse à une recommandation de l'étude d'incidences, devra être appréciée lors de la délivrance des permis visant l'exploitation de cette zone, et plus particulièrement du prolongement du transporteur Nord jusqu'aux installations de la carrière du « Milieu ».

Quant aux anciennes carrières des « Cinq Rocs », puisque le remblayage complet de cette zone aurait eu pour conséquence de supprimer l'ensemble des milieux de qualité biologique recensés ainsi que son potentiel actuel, qu'une meilleure gestion du site aurait permis de développer, il a été convenu avec le Département de la Nature et des Forêts de limiter le remblayage à la partie sud-ouest du site. Le réaménagement de ces zones se fera en concertation avec ce département du Service public de Wallonie — Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement; Cette concertation sera traduite par une convention conclue au plus tard le jour de la délivrance du permis visant à l'exploitation du projet industriel sous-jacent à la révision du plan de secteur et permettra d'encadrer ce remblayage et de fixer les modalités de gestion en vue d'assurer le maintien des milieux de qualité biologique dans cette zone. L'ensemble de cette zone sera en outre inscrite en zone d'espaces verts et non en zone de parc, compte tenu de la présence du site SEVESO à proximité, compte tenu de la recommandation de l'étude d'incidences sur l'environnement et de l'avis du 30 septembre 2010 de la Cellule des Risques d'accidents majeurs de la Direction des risques industriels, géologiques et miniers de la Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Les terrains destinés à la compensation phasée avec réaffectation en zone agricole, à terme, terrains situés au Nord des anciennes carrières d'Antoing, sont des terrains ayant déjà été remaniés. Les habitats qu'ils comportent et qui pourraient éventuellement être affectés par le remblayage et l'activité agricole, resteront présents dans les anciennes carrières d'Antoing situées à proximité. Il conviendra bien évidemment de vérifier, dans le cadre des procédures de demande de permis de remblayage de ces différentes zones, la nécessité de disposer des dérogations aux lois sur la conservation de la nature.

Patrimoine

Par une intervention du Service archéologique avant le début des travaux de découverte de la nouvelle carrière, il sera possible d'éliminer les risques d'atteinte à d'éventuels sites ou biens intéressants pour leur qualité patrimoniale. Par ailleurs, la limitation des activités autorisées dans les zones agricoles de part et d'autre du futur transporteur Nord aux actes et travaux conformes à la définition de la zone agricole visée à l'article 35 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, à l'exception de ceux relatifs aux activités d'élevage intensifs et aux activités récréatives de plein air susceptibles d'engendrer des nuisances sonores, permet de préserver les vues sur le château de Curgies.

Compensations

Les compensations ont été déterminées en tenant compte notamment de l'impact de la nouvelle zone destinée à l'urbanisation sur le voisinage. Elles sont prévues tant en rive gauche de l'Escaut qu'en rive droite, et ce sur le territoire des communes d'Antoing et de Tournai, soit dans le voisinage du projet.

Le Gouvernement a opté exclusivement pour des compensations planologiques. Deux types de compensations planologiques sont prévus : les compensations directes et les compensations phasées. Concernant les dernières, le Gouvernement rejoint l'avis émis par la Commission régionale le 24 septembre 2009 au sujet du maintien de compensations phasées, solution jugée préférable sur le plan juridique à l'inscription de compensations planologiques immédiates pour garantir l'octroi de permis pour le remblayage des sites concernés. Par ailleurs, les périmètres et prescriptions applicables aux zones de compensations ont fait l'objet d'adaptations au stade de l'adoption provisoire de la révision de plan de secteur en vue de répondre aux recommandations de l'auteur de l'étude d'incidences.

Le Gouvernement wallon confirme ces options déjà prises au stade de l'adoption provisoire de la révision du plan de secteur.

La révision de plan de secteur respecte l'article 46 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie précité relatif aux compensations en ce qu'elle prévoit l'inscription de 164,7 ha en zones destinées à l'urbanisation et de 171,7 ha en zones non destinées à l'urbanisation.

Ces compensations planologiques consistent exclusivement en la reconversion de zones urbanisables en zones naturelles ou en zones d'espaces verts. Il s'agit notamment du prolongement du parc des Cinq Rocs, des anciennes carrières de la Rive Gauche dites Bruyelle, Vicaire, Requiem, Californie ainsi que de l'ancienne carrière Grande Mer et d'une partie de la carrière du Milieu. L'inscription en zone naturelle plutôt qu'en zone d'espaces verts (tel que prévu dans l'adoption provisoire) des zones des anciennes carrières des Cinq Rocs et des anciennes carrières d'Antoing permet d'améliorer encore le statut de protection de ces zones présentant des milieux riches, de très grand intérêt biologique, dans lesquels ont été recensées plusieurs espèces rares et protégées, telles que le hibou grand-duc qui niche sur les falaises de l'ancienne carrière Californie.

Par ailleurs, d'autres zones sises à la fois au sud (anciennes carrières d'Antoing) et au nord-ouest de Calonne (Carrière des Cinq Rocs) sont maintenues en zone d'extraction mais visées par une prescription supplémentaire aux termes de laquelle la superficie correspondante au sein de la nouvelle zone d'extraction ne pourra être exploitée qu'au terme de l'aménagement propre à réaliser l'affectation en zone d'espaces verts de ces zones maintenues en zone d'extraction. Cet aménagement se fera, comme dit ci-avant, en concertation avec le Département de la Nature et des Forêts du Service public de Wallonie — Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement traduite par une convention qui devra être conclue au plus tard le jour de la délivrance du permis visant à l'exploitation du projet industriel sous-jacent à la révision du plan de secteur.

Ces zones ne seront pas accessibles au public et ce pour des raisons de sécurité. En effet, la cellule Risques d'accidents majeurs de la Direction des Risques industriels, géologiques et miniers du Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement indique dans son avis du 30 septembre 2010 que ces zones sont entièrement situées dans la zone vulnérable calculée (surpression de 50 mBar) relative au site « Grand Seveso » TITANOBEL et que la présence du public est incompatible avec le danger calculé à proximité de TITANOBEL. Les autres zones de compensation ne seront pas non plus accessibles au public eu égard à leur affectation de même que eu égard à leur rôle écologique.

Infrastructures de transport d'énergie et de fluides.

Outre le déplacement de la ligne électrique aérienne 70-150 kV qui traverse d'Ouest en Est la partie Nord de la future zone d'extraction (p. 10), la réalisation du projet impliquera également la modification du tracé d'une conduite OTAN qui traverse la future exploitation dans sa partie Sud, d'Ouest en Est, avant la mise en œuvre de cette partie de la zone qui n'est pas envisagée avant 60 ans. L'OTAN a confirmé que ce déplacement était possible. Le coût des travaux devra être supporté par HOLCIM.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 février 2011 adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planche 37/7) en vue de l'inscription d'une zone d'extraction destinée à permettre l'exploitation d'un nouveau gisement de calcaire en rive gauche de l'Escaut, sur le territoire des communes d'Antoing (Calonne et Bruyelle) et de Tournai (Saint-Maur).

Namur, le 17 février 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le 10 novembre 2010.

Avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire relatif à la demande de révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz visant l'inscription d'une zone d'extraction à Calonne, Bruyelle (ANTOING) et Saint-Maur (TOURNAI)

INTRODUCTION

1. Saisine et réponse

• Par son courrier reçu le 16 septembre 2010, le Gouvernement wallon a sollicité l'avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire (Commission régionale d'aménagement du territoire) sur ledit projet.

- Conformément à l'article 43, § 4 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, l'avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire porte sur le dossier comprenant le projet de plan accompagné de l'étude d'incidences et des réclamations, observations, procès-verbaux et avis émis durant l'enquête publique.
- La Commission régionale d'aménagement du territoire a pris connaissance et analysé l'ensemble des éléments du dossier énumérés ci-dessus.

2. Rétroacte

La Commission régionale d'aménagement du territoire a déjà formulé plusieurs avis sur ce projet :

— Le 10 février 2009, la Commission régionale d'aménagement du territoire a rendu un avis favorable sur l'avant-projet de révision du plan de secteur et sur le projet de contenu de l'étude d'incidences (Réf. 09/Commission régionale d'aménagement du territoire A.761-AN);

— Le 24 septembre 2009, la Commission régionale d'aménagement du territoire a émis des remarques sur la première phase de l'étude d'incidences (Réf. 09/Commission régionale d'aménagement du territoire A.835-AN) et s'est déclarée favorable à la poursuite de l'étude;

— Le 3 décembre 2009, la Commission régionale d'aménagement du territoire a émis des remarques sur la deuxième phase de l'étude d'incidences (Réf. 10/Commission régionale d'aménagement du territoire A.857-AN) et s'est déclarée favorable à la poursuite de la procédure.

3. Contexte du projet

A la suite d'une demande de la société HOLCIM, et conformément à l'article 42bis du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, le Gouvernement wallon a décidé la révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planche 37/7) en vue de l'inscription d'une zone d'extraction destinée à permettre l'exploitation d'un nouveau gisement de calcaire en rive gauche de l'Escaut, sur le territoire des communes d'Antoing (Calonne et Bruyelle) et de Tournai (Saint-Maur).

La révision du plan de secteur porte sur :

— l'inscription en zone d'extraction

- o de terrains de quelque 162,5 ha sur le territoire des communes d'Antoing (Calonne et Bruyelle) et de Tournai (Saint-Maur)
- o sur une profondeur de 30 mètres, des terrains sis à Antoing (Calonne) nécessaires à la réalisation de la bande transporteuse « Nord » entre le site d'extraction, le chemin des Cinq Rocs, le cimetière et la rive droite de l'Escaut;

— l'inscription en zone industrielle d'un terrain de 0,9 ha situé dans le prolongement Ouest du quai de Bruyelle sur l'Escaut ainsi que les parties du quai sur lesquelles sont implantées des installations à vocation économique entre la rue Artisien et l'Escaut;

— l'inscription en zone d'habitat des terrains en bordure de l'Escaut, en rive Est des rues Artisien et de France, ainsi qu'en rive Ouest de la rue Artisien, sur lesquels des habitations ont été établies et constituent un quartier homogène;

— l'inscription en zone d'espaces verts

o de l'ensemble des parties Nord-Est et des extrémités Nord, Sud et Est de la partie Sud-Ouest des anciennes carrières des « Cinq Rocs »;

o de la partie des anciennes carrières de Californie, Requiem, Vicaire et de Bruyelle sise sur le territoire d'Antoing (Calonne et Bruyelle), en rive gauche de l'Escaut qui ne sera pas remblayée;

o de terrains compris dans l'angle formé par l'autoroute E42 et la rue du Gros Lot, couvrant l'ancienne carrière de la « Grande Mer » à Tournai et classés en zone Natura 2000;

o de terrains de 47,4 ha situées dans la partie Nord-Ouest de la carrière dite « du Milieu » sur Antoing et Tournai, dans le prolongement de la zone Natura 2000, et comprenant les terrils « Tonton », « Battes et Mathias » et « Buttes des Italiens » ainsi que sa partie Sud, totalement exploitée et qui ne fera pas l'objet d'un remblayage par les terres provenant de la carrière de la rive gauche;

— l'inscription en zone agricole des terrains inscrits en zone d'aménagement communal concerté entre la zone d'habitat agglomérée de Calonne et l'Escaut;

— la suppression du tracé et du projet de tracé de lignes électriques à haute tension inscrits au plan de secteur dans la partie Nord de la future carrière;

— l'inscription d'un projet de tracés de lignes électriques à haute tension en bordure Nord et Est du futur site d'exploitation pour permettre le déplacement des lignes 70-150 kV existantes.

avis

1. Sur l'inscription d'une zone d'extraction sur les territoires des communes d'Antoing et de Tournai

La Commission régionale d'aménagement du territoire remet un avis favorable sur le projet d'inscription d'une zone d'extraction sur les territoires des communes d'Antoing et de Tournai.

La Commission relève que l'analyse réalisée dans le cadre de l'étude d'incidences a permis de démontrer qu'il n'existe actuellement aucune alternative réelle en zone d'extraction au plan de secteur présentant une superficie suffisante et couvrant un gisement comparable à celui visé par l'avant-projet qui ne soit pas exploitée ou la cible d'un projet de mise en exploitation où HOLCIM ne serait pas partie prenante. Au regard des contraintes physiques, un développement de l'activité extractive en rive droite de l'Escaut n'apparaît plus possible en sus des autorisations déjà octroyées.

De plus, la Commission régionale d'aménagement du territoire constate que la quantité et la qualité du gisement de calcaires carbonifères ont été soulignées, tant par l'inventaire des ressources du sous-sol de la Région wallonne que par les campagnes de forages d'exploration.

Par ailleurs, la Commission régionale d'aménagement du territoire relève que ce projet vise à maintenir et développer l'emploi dans les régions de Tournai et de Mons.

La Commission souligne également l'intégration des principes de développement durable dans la réflexion qui a nourri le projet : d'une part, le process industriel par voie sèche permet de limiter les émissions de CO₂ et, d'autre part, l'excellente accessibilité du site permet un transport par des modes alternatifs à la route.

Au vu de ces considérations, la Commission régionale d'aménagement du territoire estime que la présente demande de révision de plan de secteur visant à inscrire une zone d'extraction est pleinement justifiée.

La Commission régionale d'aménagement du territoire émet toutefois les remarques et observations suivantes :

• Intégration paysagère

La Commission régionale d'aménagement du territoire insiste pour que les aménagements paysagers soient particulièrement soignés afin de protéger les villages qui seront entourés par les activités extractives. Elle attire l'attention sur la nécessité de choisir judicieusement les espèces végétales qui seront plantées.

Elle estime également que le profil du merlon doit être particulièrement étudié afin d'éviter tout problème de stabilité ou d'écoulement des eaux.

• Incidences dues à la mise en œuvre de la zone et remise en état

La Commission régionale d'aménagement du territoire estime que les incidences liées au le bruit, à la pollution de l'air, à l'éventuelle dégradation aux habitations... dues à la mise en œuvre de la zone d'extraction projetée ainsi que les conditions de remise en état du site relèvent principalement du permis unique et des conditions d'exploitation. La Commission régionale d'aménagement du territoire ne se prononce dès lors pas, à ce niveau, sur ces éléments.

• Eaux

La Commission régionale d'aménagement du territoire relève que sur base d'une étude hydrogéologique locale, il apparaît que l'impact du projet sur la capacité globale de l'aquifère carbonifère ne serait pas significatif.

Elle souligne également les conditions reprises dans l'arrêté de l'avant-projet du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2010.

• Mobilité

La Commission régionale d'aménagement du territoire n'adhère pas à la proposition de l'auteur d'étude visant à réduire la longueur des voies de chemin de fer. Elle estime que cette mesure irait à l'encontre de l'efficacité du transport ferroviaire.

• Gestion des stériles

La Commission régionale d'aménagement du territoire relève que l'étude d'incidences a proposé un nouveau plan de gestion des stériles qui inclut :

— jusqu'en 2018 la réalisation des merlons périphériques et le remblayage des anciennes carrières des « Cinq Rocs », d'Antoing, au Nord de Californie et Lemay;

— à partir de 2018, le remblayage de la carrière du Milieu;

— à partir de 2033, le remblayage progressif des parties exploitées de la nouvelle carrière.

• Agriculture

La Commission régionale d'aménagement du territoire prend acte de la perte de terres pour 12 exploitants agricoles. Néanmoins, elle relève que le phasage de l'exploitation de la zone d'extraction permettra de différer les impacts sur certaines exploitations. Par ailleurs, elle constate que le projet de révision de plan de secteur respecte le principe de compensations tel que défini à l'article 46, § 1^{er}, 2, 3^o du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie.

• **Clause de réversibilité**

La Commission régionale d'aménagement du territoire n'adhère pas à la proposition des conseils communaux de Tournai et d'Antoing qui suggèrent au Gouvernement wallon d'imposer une clause de réversibilité et la réalisation du projet endéans les 4 ou 7 ans. La Commission souligne que l'étude d'incidences a démontré l'existence d'un important gisement à cet endroit et elle estime qu'il convient de le protéger. Elle considère que la révision de plan de secteur se base sur une vision du territoire à long terme.

2. Sur l'inscription des autres zones destinées à l'urbanisation

La Commission régionale d'aménagement du territoire est favorable à l'inscription des zones industrielles et d'habitat telles que reprises dans le projet d'arrêté.

3. Sur l'inscription de zones non destinées à l'urbanisation

La Commission régionale d'aménagement du territoire est favorable à l'inscription de l'ensemble des zones non destinées à l'urbanisation retenues dans le projet d'arrêté.

La Commission régionale d'aménagement du territoire apprécie le maintien des compensations planologiques phasées estimant, comme elle l'avait souligné lors de ses remarques du 24 septembre 2009, que le remblaiement de zones non destinées à l'urbanisation aurait créé une plus grande insécurité juridique que le recours à des compensations phasées.

La Commission régionale d'aménagement du territoire fait siennes les recommandations de la DNF qui visent à inscrire en zone naturelle en lieu et place de la zone d'espaces verts :

— les extrémités nord, sud et est de la partie sud-ouest des anciennes carrières des Cinq Rocs;

— de la partie des anciennes carrières de Californie, Requiem, Vicair et de Bruyelle sise sur le territoire d'Antoing (Calonne et Bruyelle) en rive gauche de l'Escaut qui ne sera pas remblayée.

La Commission régionale d'aménagement du territoire relève que la carrière de Californie est inscrite comme compensation planologique phasée dont les terrains feront l'objet d'un remblayage au moyen des terres provenant de la nouvelle carrière en rive gauche, avec destination en zone d'espaces verts à l'issue du réaménagement. Cependant, ce remblayage ne devrait pas porter atteinte aux habitats les plus intéressants, notamment aux falaises qui constituent un site de nidification pour le Hibou Grand-Duc.

4. Sur l'inscription d'un projet de tracés de lignes électriques à haute tension

La Commission régionale d'aménagement du territoire insiste pour que le tracé de ligne électrique à haute tension soit préalablement validé par Elia comme l'est le tracé initial. De plus, elle recommande que ce tracé soit optimisé selon le projet industriel afin de garantir l'exploitation efficiente du gisement.

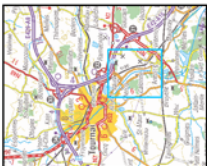
5. Sur la création d'un schéma directeur du bassin carrier du Tournaisis

La Commission régionale d'aménagement du territoire estime qu'il serait opportun de réaliser un schéma de gestion du bassin carrier en concertation avec les différents acteurs. Celui-ci devrait établir les vocations à long terme du territoire, déterminant des objectifs par zone, afin de garantir une gestion parcimonieuse du sol. Cette étude stratégique devrait non seulement intégrer l'aspect territorial mais devrait également inclure un volet économique relatif à l'avenir du secteur. La Commission régionale d'aménagement du territoire estime cependant que cette réflexion relève d'un niveau supra-local et n'est pas imputable au seul présent demandeur.

6. Sur la qualité de l'étude d'incidences

La Commission régionale d'aménagement du territoire estime que l'étude d'incidences est de bonne qualité.

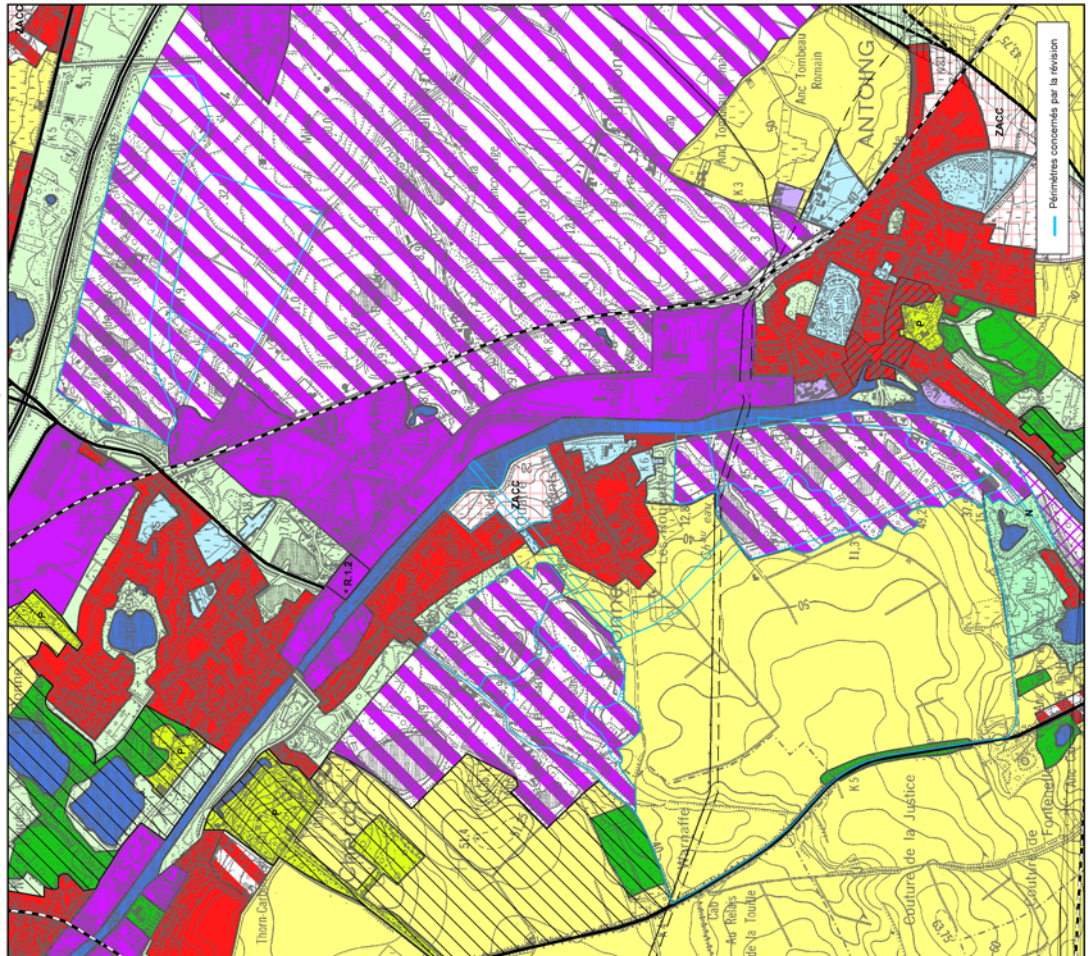
La Commission régionale d'aménagement du territoire considère que l'étude d'incidences a clairement analysé toutes les thématiques liées au projet. Elle relève également que l'étude a répondu à l'ensemble des remarques formulées par la Commission lors de la première phase, à l'exclusion de la vérification juridique de l'inscription au plan de secteur des bandes transporteuses.



SERVICE PUBLIC DE WALLONIE
 DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
 DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DU LOGEMENT,
 DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE (DSO 4)
 DÉPARTEMENT DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME
 DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL



PLAN DE SECTEUR INITIAL, adapté sur base des modifications du CWA/TUP, ce plan n'a pas de valeur réglementaire et est présenté pour information.



La carte originale est établie au 1/10.000

REVISION DU PLAN DE SECTEUR DE TOURNAI - LEUZE - PERUWELZ

en vue de l'inscription d'une zone d'extraction destinée à permettre l'exploitation
 d'un nouveau gisement de calcaire en rive gauche de l'Escaut,
 sur le territoire des communes d'ANTOING (Calonne et Bruyelle)
 et de TOURNAI (Saint-Maur)

Vu pour être annexé à notre arrêté du
 Le Ministre-Président
 de la Région Wallonne

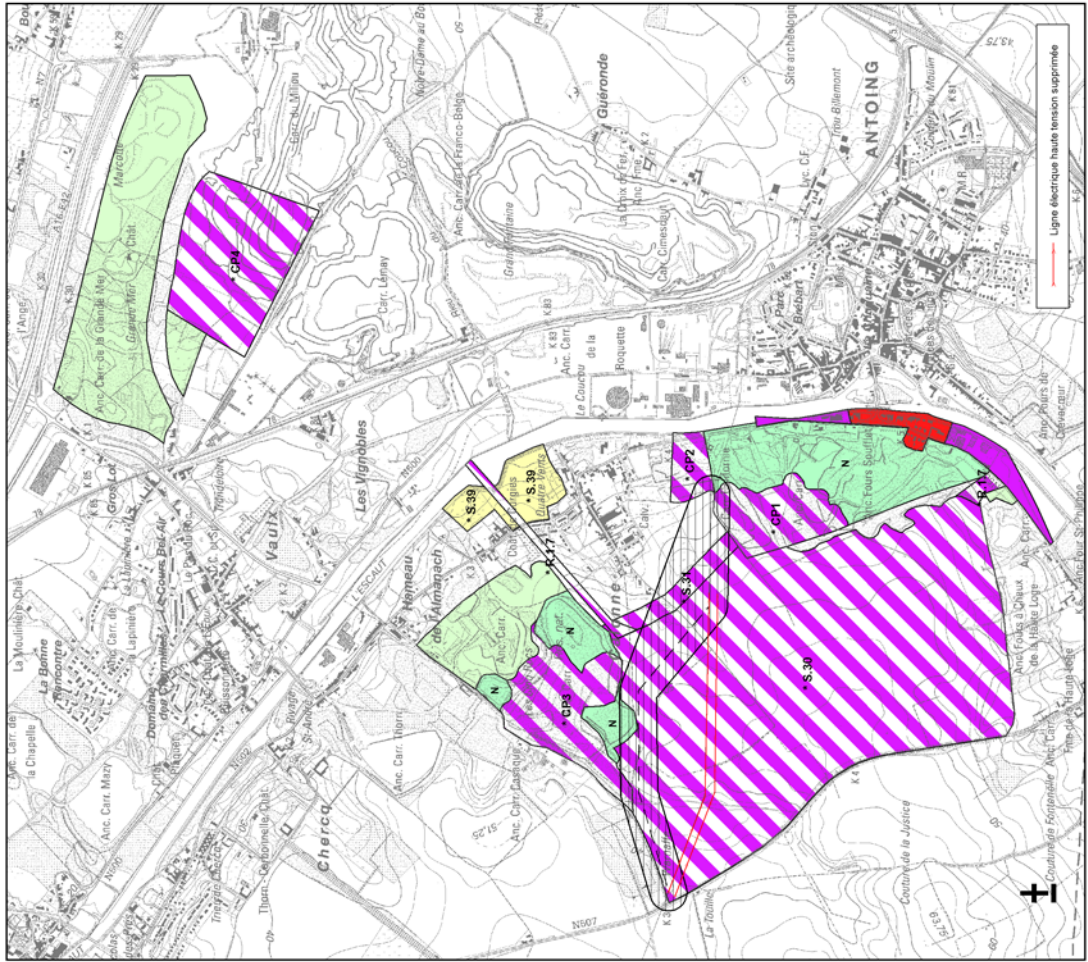
Rudy DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement,
 de l'Aménagement du Territoire
 et de la Mobilité

Philippe HENRY

DECOUPAGE I.G.N.	
3772a	3774a
3776a	3778a
3780a	3782a
3784a	3786a
4420a	4422a
4424a	4426a

REVISION DU PLAN DE SECTEUR



SPW / DCO4 / ATLPE / DAU / DAR / CB / PB Dossier D5000 / 30S / REV20 - 01.02.2011

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2011/27079]

17. FEBRUAR 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans für Tournai-Leuze-Péruwelz (Karte 37/7) zur Eintragung eines Abbaugebiets, um die Bewirtschaftung eines neuen Kalkvorkommens am linken Ufer der Schelde im Gebiet der Städte Antoing (Calonne und Bruyelle) und Tournai (Saint-Maur) zu ermöglichen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2009 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 2010 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2009 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, insbesondere Artikel 1, 22, 23, 25, 26, 30, 32, 35, 37, 39, 41, 1° und 2°, 42bis bis 46;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums (SDER);

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. Juli 1981 zur Festlegung des Sektorenplans für Tournai-Leuze-Peruwelz;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008, durch den beschlossen wurde, den Sektorenplan Tournai-Leuze-Peruwelz (Karte 37/7) einer Revision zu unterziehen und zur Annahme des Revisionsvorentwurfs zur Eintragung eines Abbaugebiets, um die Bewirtschaftung eines neuen Kalkvorkommens am linken Ufer der Schelde im Gebiet der Kommunen Antoing (Calonne und Bruyelle) und Tournai (Saint-Maur) zu ermöglichen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, durch den beschlossen wurde, eine Umweltverträglichkeitsprüfung über den o.g. Vorentwurf der Revision des Sektorenplans für Tournai-Leuze-Péruwelz durchführen zu lassen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. April 2010 zur vorläufigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans für Tournai-Leuze-Péruwelz (Karte 37/7) zur Eintragung eines Abbaugebiets, um die Bewirtschaftung eines neuen Kalkvorkommens am linken Ufer der Schelde im Gebiet der Kommunen Antoing (Calonne und Bruyelle) und Tournai (Saint-Maur) zu ermöglichen;

Aufgrund der vom 7. Mai 2010 bis 21. Juni 2010 im Gebiet der Städte Antoing und Tournai durchgeführten öffentlichen Untersuchung und der folgenden Beschwerden und Bemerkungen, die in diesem Rahmen vorgebracht wurden:

Beschwerden Antoing

NAME	Anschrift		
ANSART, Jean-Pierre	Rue Jean Renier 3		
ARNOUCHE,	Rue H. Artisien 42	7641	BRUYELLE
BACART, Angélique	Rue du Petit Pavé 5	7641	BRUYELLE
BASSECOUR, Dany	Rue Sans Fond	7180	SENEFFE
BAUDRY, Geoffrey	Rue de l'Orphaverie 30	7640	ANTOING
BERNARD, Isabelle	Rue Emile Royer 19	7642	CALONNE
BESARD, Alain	Rue des Ponts 18	7640	ANTOING
BEYLS, Lysiane	Rue des Ponts 18	7640	ANTOING
BLANGENOIS, Nicolas	Rue de France 9	7642	CALONNE
BONNET, Jacques	Chaussée de Tournai 10	7641	BRUYELLE
BORE, Philippe	Rue Neuve 2	7640	ANTOING
BOUCAERTS, Joseph	Chemin de Halage 19	7640	ANTOING
BOUCHART, Carine	Chemin de Halage 1	7640	ANTOING
BOUVIER, Jean-Marie	Rue Albert I ^{er}	7642	CALONNE
BRABANT, Patricia	Rue Crèveœur 22	7640	ANTOING
BRESOUX, N	Résidence François Viste 25	7642	CALONNE
BUFKENS, Matthieu	Drève du Marais 4	7503	FROYENNES
BURON, André	Chaussée de Tournai 15	7641	BRUYELLE
CARLIER, Jacqueline	Chaussée de Tournai 29	7641	BRUYELLE
CARPENTIER	Rue H. Artisien	7641	BRUYELLE
CASIER, Bernard	Chemin de Halage 2	7640	ANTOING
CASIER, Amandine	Chemin de Halage 2	7640	ANTOING
CASIER, Bernard	Chemin de Halage 2	7640	ANTOING
CHAVAILLE, Jean	Rue du Petit Pavé	7641	BRUYELLE
CHAVAL, Alain	Rue à Châpons 9	7640	ANTOING
CHUFFART, Isabelle	Rue de la Plume 4	7536	VAULX

NAME	Anschrift		
CIMESCAUT,	Rue du Coucou 37	7640	ANTOING
CLEMENT, Monique	Rue Emile Royer 29	7642	CALONNE
CLEMENT, Michele	Chemin de Halage 11	7640	ANTOING
COCHEZ, Jean	Chaussée de Tournai 11	7641	BRUYELLE
COPIN, Sophie	Rue de la Pêcherie 43	7640	ANTOING
COPPENOLLE, Jérémy	Rue du Petit Pavé	7641	BRUYELLE
COTON, Dany	Rue du Colonel Dettmer 63	7500	ERE
CROMBEZ, Nadia	Rue Roosevelt	7642	CALONNE
DAMBRIN, Bernard	Rue H. Artisien 3	7641	BRUYELLE
DAVAINE, Raymonde	Rue Jean Delcroix 7	7641	BRUYELLE
DE RODDER, André	Rue du Marais 19	7640	MAUBRAY
DE SCETE, Katy	Rue H. Artisien 5b	7641	BRUYELLE
DEBAISIEUX, Daniel	Chaussée de Tournai 12	7641	BRUYELLE
DEBRUE, A	Rue H. Artisien 23	7641	BRUYELLE
DECOBECQ, N	Rue H. Artisien 38	7641	BRUYELLE
DECROOS, Philippe	Rue de Crèveœur	7640	ANTOING
DEFEYDER, Daniel	Chemin de Halage 10	7640	ANTOING
DEGALLAIX, Yvonne	Rue J. Wauters 4	7641	BRUYELLE
DELANNOY, M-C	Chaussée de Tournai 34	7641	BRUYELLE
DELARSILLE, Henri	Chemin de Halage 12	7640	ANTOING
DELARSILLE, Pierre	Rue des Chantiers	7640	ANTOING
DELFORGE, Joanna	Rue H. Artisien 30	7641	BRUYELLE
DELFOSSSE, Nora	Rue de France 13	7642	CALONNE
DELFOSSSE,	Grand Rue 23b	7640	ANTOING
DELFOSSSE, Jeannine	Rue de l'Almanach 24	7642	CALONNE
DELGRANGE, Nathalie	Rue Albert I ^{er}	7642	CALONNE
DELHAYE-BERTON,		7640	ANTOING
DELHUVENNE, Loïc	Rue Albert I ^{er} 15	7642	CALONNE
DEMAN, Jean-Marie	Rue du Gare		TOURNAI
DEMEUTER, Sébastien	Rue Emile Royer 13	7642	CALONNE
DENYS, Maryse	Chemin de Halage 9	7640	ANTOING
DEQUIN, José	Rue H. Artisien 1	7641	BRUYELLE
DEQUIN, Jeanne	Rue H. Artisien 1	7641	BRUYELLE
DESCHAUMIER, Jules	Rue H. Artisien 5	7641	BRUYELLE
DESMET,	Chaussée de Tournai	7641	BRUYELLE
DESPLANQUE, Michel	Rue H. Artisien 70	7641	BRUYELLE
DESPLANQUE, Françoise	Chemin de Halage 5	7640	ANTOING
DESSART, Fabien	Rue H. Artisien 22	7641	BRUYELLE
DESSART, Jonathan	Chemin de Halage 18	7640	ANTOING
DEVOS, Jean-Pierre	Rue H. Artisien 9	7641	BRUYELLE
DEVRIEZE, Jean	Rue de France 16	7642	CALONNE
DEWASMES, Georges	Cité Viste 14	7642	CALONNE
DIRICQ, Hélène	Chemin de Bléhavies 25		LONGY
Domaine de CHERCQ	Rue de l'Abbaye des Chartreux 27	7521	CHERCQ
DOUILEZ, André	Rue des Déportés	7641	BRUYELLE
DRABBE, Paulette	Chaussée de Tournai 4	7641	BRUYELLE
DRABBET	Rue des Marais 2	7641	BRUYELLE
DRAMAIS, Brigitte	Rue du Buge	7640	ANTOING
DRAPIER	Rue H. Artisien 22	7641	BRUYELLE
DRAPS, S	Rue de Bitremont 30		
DROISSART, Robert	Chemin de Halage 13	7640	ANTOING

NAME	Anschrift		
DROISSART, Frédéric	Chaussée de Tournai 168	7641	BRUYELLE
DRUART, Nathalie	Chemin de Halage 2	7640	ANTOING
DUART, Jean-François	Chaussée de Tournai 36	7641	BRUYELLE
DUBOIS, Ginette	Cité de l'Espérance 7	7642	CALONNE
DUFRAZY, Daniel	Chaussée de Tournai	7641	BRUYELLE
DULEI, Yvette			TOURNAI
DULRERS, Ginette	Chaussée de l'Espérance 7		
DUMAZY	Rue H. Artisien	7641	BRUYELLE
DUMORTIER, Christine	Chemin de Halage 16	7642	CALONNE
DUPONT, Armelle	Rue de Fontenoy 48	7640	ANTOING
DUPREZ	Rue H. Artisien	7641	BRUYELLE
DUPUCHE, Sonia	Chaussée de Tournai 34	7641	BRUYELLE
ELIA SUD	Avenue Albert I ^{er} 19	5000	NAMUR
EVERAET, Anita	Rue Wattecant 14		
FALISE, Ch.	introuvable	7642	CALONNE
FERME, A.	Rue des Venniaux 140	7640	PERONNES
FIEVEZ, M.	Rue du Rivage	7641	BRUYELLE
FONTAINE, Georges	Rue H. Artisien 64	7641	BRUYELLE
FONTERI, Sylvie	Rue des Rossignols 6	7462	CALONNE
FOUDI, Louise	Rue de la Baille d'Or 17		
FRANCOIS, Suzy	Rue du Petit Pavé	7641	BRUYELLE
FRANCOIS	Chaussée de Tournai 14	7641	BRUYELLE
FRANCQ, Marie-Louise	Rue du Paradis		
GARDAVIN, A.	Rue H. Artisien	7641	BRUYELLE
GARNIER-PARENT, Yvette	Chemin des Anglais 11	7642	CALONNE
GOSSIAUX, Patrick	Rue Jean Delcroix 12	7641	BRUYELLE
GRANSART, André	Chaussée de Tournai 35	7641	BRUYELLE
GRENET, Yannick	Rue des Tanneurs 7	7640	ANTOING
GRUNIAU, M.-G.	Chemin de Halage 10	7640	ANTOING
GUELTON, Michelle	Résidence Les Sablons 4	7641	BRUYELLE
GUERIN, Ernest	Chaussée de Tournai 41	7641	BRUYELLE
GUIGNET, Claude	Rue Neuve 33	7640	ANTOING
GUIGNET, Colette	Rue de la Wallonie 8	7640	ANTOING
HANART, Jean-Philippe	Chemin des Anglais 9	7642	CALONNE
HECQ, Flora	Chaussée de Tournai 23	7641	BRUYELLE
HENNETON, Famille	Rue du Petit Pavé	7641	BRUYELLE
HENNOT, Jacques	Rue de la Brasserie 27	7536	VAULX
HERCHEUX, Anne-Sophie	Rue Jean Delcroix 4A	7641	BRUYELLE
HERDREUX, Myriam	Rue des Déportés 35	7641	BRUYELLE
HERREMANS, Cédric	Chaussée de Tournai 5	7641	BRUYELLE
HESPEL, Viviane	Rue Albert I ^{er}	7642	CALONNE
HOUREZ-ALTRUX	Rue de France 1	7642	CALONNE
Unleserlich	Rue Roosevelt 18	7642	CALONNE
JOSQUIN, Didier	Chaussée de Tournai 57	7641	BRUYELLE
JURION, Julie	Nouveau Passage 12	7642	CALONNE
KINT, Philippe	Rue Artur Dutoit	7642	CALONNE
LAFAURE, Nicolas	Rue de Crèveœur 90	7640	ANTOING
LAMANT, Béatrice	Résidence François Viste 16	7642	CALONNE
LAMARQUE, Christian	Pecquereau 10		
LAMBIER, Charlotte	Rue H. Artisien 38	7641	BRUYELLE
LECLERCQ, Paula	Chaussée de Tournai 11	7641	BRUYELLE

NAME	Anschrift		
LECUT, Pol	Grand Rue 23b	7640	ANTOING
LEFEBVRE, Nadine	Grand Rue	7640	ANTOING
LEFRANCQ	Rue H. Artisien 22	7641	BRUYELLE
LEFRANCQ	Rue H. Artisien 24	7641	BRUYELLE
LEGER, Pierre	Boulevard de l'Eglise 7	7640	ANTOING
LEJEUSNE/MAMIEU,	Chemin de Halage 17	7640	ANTOING
LEMAHIEU, Eddy	Chemin de Halage 1	7640	ANTOING
LENOIR, Freddy	Rue Albert I ^{er}	7642	CALONNE
LENOIR, Christine	Rue Emile Royer 21	7642	CALONNE
LESTARQUIT, Daniel	Rue de l'Yser 1	7642	CALONNE
LESTARQUIT, Michel	Rue des Rosières 27	7640	ANTOING
LETENDRE, Suzanne	Rue H. Artisien 10	7641	BRUYELLE
LIARD	Rue des Déportés	7641	BRUYELLE
LIBBRECHT, Grégory	Rue de France 17	7642	CALONNE
LOOTENS, Robert	Chaussée de Tournai	7641	BRUYELLE
LUCAT, Yvette	Buissonnière 7		
MAHIEU, Henri	Chaussée de Tournai 8	7641	BRUYELLE
MAHIEU, Nadine	Chemin de Halage 17	7640	ANTOING
MAILLIERE, Maryse	Rue H. Artisien 22	7641	BRUYELLE
MALADRY-JORION, Jonathan	Nouveau Passage 12	7642	CALONNE
MALICE, Christian	Almanach 26	7642	CALONNE
MARBAIS, Sabine	Rue H. Artisien 9	7641	BRUYELLE
MARTIN, José	Rue de Morlies 12	7640	MAUBRAY
MATON, Lucette	Rue H. Artisien 30	7641	BRUYELLE
MENEZ, Jérôme	Rue Emile Royer 48	7642	CALONNE
MERCIER, Charlotte	Chaussée de Tournai 57	7641	BRUYELLE
MERVAILLE, S. Anne	Rue H. Artisien 3	7641	BRUYELLE
MESSIAEN, Marcelle	Chaussée de Tournai 41	7641	BRUYELLE
MINNE, Jerry	Rue du Ry 20	7500	TOURNAI
MONTEGNIES, Albert	Rue Crepy 33	7640	ANTOING
MORAZZO	Rue de France 18	7640	ANTOING
MORRANI, Vanessa	Rue de la Persévérance 4	7642	CALONNE
MOTRANI, Sabrina	Rue de l'Yser 22	7642	CALONNE
MOULIN, S	Rue H. Artisien 68	7641	BRUYELLE
MUSET, Lollia	Rue Albert I ^{er} 15	7642	CALONNE
NATHALEI	Rue de l'Yser		introuvable
NUYTEN, Famille	Rue H. Artisien 13	7641	BRUYELLE
PEYLS, David	Rue du Petit Pavé 19	7641	BRUYELLE
PEYLS, Jacques	Chemin de Halage 5	7640	ANTOING
PHILIPPE, Cathy	Reu du Petit Pavé 3	7641	BRUYELLE
PLANCHON, Patrick	Rue de la Station 9	7640	ANTOING
POLLET, Micheline	Rue H. Artisien 64	7641	BRUYELLE
PONCIN, Claudine	Rue du Petit Pavé	7641	BRUYELLE
PROEVEES	Rue H. Artisien 34	7641	BRUYELLE
QUESTIER, Bernadette	Champ des Oiseaux 23	7620	HOLLAIN
QUINTIN-LESTIENNE	Chemin des Roquettes 1	7642	CALONNE
RAPAILLE, Rita	Rue de Peronnes 23	7640	ANTOING
RIFAUT, Josiane	Chemin de Halage 13	7640	ANTOING
RIVIERE, Nathalie	Nouveau Passage 10	7642	CALONNE
ROBIN	Rue Jean Delcroix 17	7641	BRUYELLE
ROSSIGNOL, Christine	Chaussée de Tournai 1	7641	BRUYELLE

NAME	Anschrift		
ROSSIGNOL-TELLIER, Roger	Rue H. Artisien 2	7641	BRUYELLE
SARD, Roger	Rue de la Wallonie	7640	ANTOING
SCHILTZ, Guy	Rue Emile Royer 19	7642	CALONNE
SCHLUMPF,	Chaussée de Tournai 51	7641	BRUYELLE
SCHMIT-DAOUMER	Rue Alexandre Dapsens 10	7536	VAULX
SCHOT, Jean-Marie	Chemin de Halage 11	7640	ANTOING
SENECA	Rue H. Artisien 5a	7641	BRUYELLE
SENECHAL, Françoise	Chaussée de Tournai 57	7641	BRUYELLE
SMELDERS	Rue de France 16	7642	CALONNE
SOUDAN, Mélissa	Rue Emile Royer 48	7642	CALONNE
SOUDAN, Serge	Rue Emile Royer 29	7642	CALONNE
TACK, Michael	Résidence François Viste 21	7642	CALONNE
TELLIER, Cécile	Rue H. Artisien 2	7641	BRUYELLE
TESSE, Monique	Chaussée de Tournai 51	7641	BRUYELLE
THIBAUT, Jacques	Place Stalingrad	7642	CALONNE
TRATSAERT, J.	Rue Roosevelt 15	7642	CALONNE
URBAIN, Marie-Pierre	Boulevard de l'Eglise 7	7640	ANTOING
VAN GAEVER, Pascale	Chemin de Halage 22	7640	ANTOING
VAN PARYS, Laurent	Chemin de Bléhavies 25		LONGY
VANBOQUESTAL, Jeanne	Rue J. Wauters 1	7641	BRUYELLE
VANDENBULCKE, Dany	Résidence François Viste 16	7642	CALONNE
VANREETH, Roland	Rue H. Artisien 24	7641	BRUYELLE
VERHELST, Léonie	Chaussée de Tournai	7641	BRUYELLE
VINCENT, Jeanne	Rue de l'Orphaverie 22	7640	ANTOING
VINCHE, Remy	Rue de l'Yser 6	7642	CALONNE
VRAUX, Monique	Rue Mariquette 10	7643	FONTENOY
WALLECAN, P.	Avenue de Maire 204	7500	TOURNAI
WATTECAMPS, J.	Rue Sart Colin 143	7622	BRUNEAULT
WERY, Nadine	Rue H. Artisien 70	7641	BRUYELLE
WILDEMEERSCH	Rue de France 14	7642	CALONNE
Z'ZOLLE, Olivier	Chemin des Anglais 1	7642	CALONNE

Beschwerden Tournai

NAME	Anschrift		
L'AIR A L'IL, ASBL	Rue de Melles 1	7533	THIMOUGIES
ADAM, Maxime	Rue du Colonel Dettmer 16	7500	SAINT-MAUR
ALLARD, Jean Luc	Rue de Warnaffe 13	7500	SAINT-MAUR
BADTS, Stéphane	Rue du Colonel Dettmer 1	7500	SAINT-MAUR
BATAILLE, Suzanne	Rue du Coulant d'Eau 12	7521	CHERCQ
BAUSIER, Daniel	Rue de Warnaffe 11	7500	SAINT-MAUR
BEAUSIERE, Corentin	Place de Saint-Maur 7	7500	SAINT-MAUR
BECQ, Antoinette	Rue de l'Union 2	7500	TOURNAI
BECQ, Raymond	Rue du Pont à Rieu 13A	7500	SAINT-MAUR
BONNET, Jean	R. de Calonne 32	7521	CHERCQ
BOSSUT, Laurence	Rue du Colonel Dettmer 2	7500	SAINT-MAUR
BOUDRENGHIEN, Line	Rue du Colonel Dettmer 14	7500	SAINT-MAUR
BRABANT, Aline	Rue de Calonne 36	7521	CHERCQ
BRIENNE, J.	Rue de Warnaffe 6A	7500	SAINT-MAUR
BRUYERE, Jacques	Rue du Limousin 7	7500	TOURNAI
BUCHON, Dorothée	Rue du Colonel Dettmer 40	7500	SAINT-MAUR
BULTREYS, Corine	Place de Saint-Maur 15	7500	SAINT-MAUR

NAME	Anschrift		
BULTREYS, Daniel	Rue A. Labarre 38		BRUXELLES
BULTREYS, Mireille	Rue du Chaudron 11	7800	ATH
BULTREYS, Patrick	Rue de Foucaumont 17	7812	LIGNE
CALLEWAERT, Jérôme	Rue de Wisempierre 14	7500	SAINT-MAUR
CALONNE, Stéphanie	Place de Saint-Maur 10	7500	SAINT-MAUR
CAMBERLIN, Ray	Rue du Pont à Rieu 13C	7500	SAINT-MAUR
CARBON, Johan	Rue de Calonne 54	7521	CHERCQ
CARPENTIER	Rue de Calonne 42	7521	CHERCQ
CASSE, Henry	Place de Saint-Maur 16	7500	SAINT-MAUR
CASSE, Maximilien	Place de Saint-Maur	7500	SAINT-MAUR
CHAVAL, Alain	Rue à Châpons 9	7640	ANTOING
CHEVALIER, Francis	Rue du Pont à Rieu 13/G	7500	SAINT-MAUR
CHEVALIER, J.	Rue du Pont à Rieu 13A	7500	SAINT-MAUR
CHOTEAU, Alexis	Rue du Colonel Dettmer 24	7500	SAINT-MAUR
CHOTEAU, Philippe	Rue du Colonel Dettmer 24	7500	SAINT-MAUR
CHRISTIAENS	Rue du Coulant d'Eau,	7521	CHERCQ
CLAES, Guy	Place de Saint-Maur 19	7500	SAINT-MAUR
CLAIRQUIN, M.	Place de Saint-Maur 38	7500	SAINT-MAUR
COLIN, Martine	Place de Saint-Maur 14	7500	SAINT-MAUR
CORNELIS, Mélanie	Rue Louis Pion 23	7522	LAMAIN
CORNET, Juliette	Place de Saint-Maur	7500	SAINT-MAUR
CORNET, Léon	Place de Saint-Maur 10	7500	SAINT-MAUR
CORNET, Marc	Place de Saint-Maur 10	7500	SAINT-MAUR
CORNET, Mona Lilly	Place de Saint-Maur 10	7500	SAINT-MAUR
CORNU, Tangui	Place de Saint-Maur 14	7500	SAINT-MAUR
COTON, David	Rue du Colonel Dettmer 31	7500	SAINT-MAUR
COUDOU, Nathalie	Rue de la Charrette 28	7620	BRUNEHAUT
COULON, Raymonde	Rue du Chaudron 11	7800	ATH
COUPLET, Barthelemy	Place de Saint-Maur 15	7500	SAINT-MAUR
COUPLET, Clémentine	Place de Saint-Maur 45	7500	SAINT-MAUR
COUPLET, Ignace	Place de Saint-Maur 45	7500	SAINT-MAUR
CRETEUR, Martine	Rue F. Desmons 10	7500	SAINT-MAUR
CUVELIER, Armande	Place de Saint-Maur 7/6	7500	SAINT-MAUR
DAGNIES, Alice	Rue du Pont à Rieu 13i	7500	SAINT-MAUR
DAGNIES, Kevin	Ru du Pont à Rieu 13	7500	SAINT-MAUR
DE VYVER, Marie Ange	Rue Ferdinand Desmons 14	7500	SAINT-MAUR
DECALUWE, Elise	Rue de Warnaffe 30	7500	SAINT-MAUR
DECALUWE, Simon	Rue de l'Orfèvrerie 1	7640	ANTOING
DECALUWE, Xavier	Rue de Warnaffe 30	7500	SAINT-MAUR
DECAMPS, Sandra	Rue de Calonne 38	7521	CHERCQ
DECOUPENDY, J.	Rue du Pont à Rieu 18	7500	SAINT-MAUR
DELAHAYE, Freddy	Rue du Pont à Rieu 7	7500	SAINT-MAUR
DELANOIS, Jean Marie	Rue de Wisempierre 2	7500	SAINT-MAUR
DELCOUCQ, Lucien	Rue du Coulant d'Eau 8	7521	CHERCQ
DELCOURT, Antoinette	Rue du Pont à Rieu 13F	7500	SAINT-MAUR
DELCOURT, Bérengère	Rue du Colonel Dettmer 12	7500	SAINT-MAUR
DELCOURT, Brigitte	Rue du Coulant d'Eau 16	7521	CHERCQ
DELCOURT, Marguerite	Rue du Colonel Dettmer	7500	SAINT-MAUR
DELCROIX, André	Rue du Colonel Dettmer 33	7500	SAINT-MAUR
DELCROIX, Séverine	Rue du Colonel Dettmer 29	7500	SAINT-MAUR
DELECOURT, Carine	Rue du Colonel Dettmer 26	7500	SAINT-MAUR

NAME	Anschrift		
DELECOURT, Isabelle	Rue du Colonel Dettmer 26	7500	SAINTE-MAUR
DELEM, Magali	Rue Ferdinand Desmons 5	7500	SAINTE-MAUR
DELIEGE, Marie France	Place de Saint-Maur 50	7500	SAINTE-MAUR
DELVOIX, Sylvie	Rue de Calonne 43	7521	CHERCQ
DEMOLDER, Jean-Pierre	Rue Boulière 25	7542	MONT-SAINTE-AUBERT
DEPRAETERE, Viviane	Place 22	7500	SAINTE-MAUR
DEROUBAIX, Jean-Pierre	Rue de Wisempierre	7500	SAINTE-MAUR
DESCAMPS, David	Rue du Coulant d'Eau 19	7521	CHERCQ
DESCAMPS, Jean	Rue du Colonel Dettmer	7500	SAINTE-MAUR
DESCAMPS, Jean-François	Rue du Colonel Dettmer 13	7500	SAINTE-MAUR
DESOER, Alain	Rue F. Desmons 10	7500	SAINTE-MAUR
DESOER, Manon	Rue Ferdinand Desmons 10	7500	SAINTE-MAUR
DESVILLE, A.	Place de Saint-Maur, 7	7500	SAINTE-MAUR
DETENWEG, Thérèse	Rue du Colonel Dettmer 5	7500	SAINTE-MAUR
DETOURNAY, Nicole	Rue de Warnaffe 28	7500	SAINTE-MAUR
DEVOS, Blaise-Antoine	Rue Ferdinand Desmons 12	7500	SAINTE-MAUR
DIAS FERREIRA, Carlos	Rue Alexandre Dapsens 12	7536	VAULX
DIERICK, Rita	Rue Louis Pion 23	7522	LAMAIN
DIERICKX, Yves	Rue du Hameau de Barges 24	7500	SAINTE-MAUR
DOUILLET, Aurélie	Rue de Wisempierre 12	7500	SAINTE-MAUR
DUBART, Gérard	Rue du Pont à Rieu 13E	7500	SAINTE-MAUR
DUBOIS, Francine	Rue Warnaffe 5	7500	SAINTE-MAUR
DUBUS, Pascal	Rue de la Farinette 9	7542	MONT-SAINTE-AUBERT
DUFOUR, Daniel	Rue Ferdinand Desmons 14	7500	SAINTE-MAUR
DUMORTIER, M.H.	Rue du Coulant d'Eau 3	7521	CHERCQ
DUMORTIER, Mathieu	Rue de Wisempierre 16	7500	SAINTE-MAUR
DUMORTIER, Roland	Rue du Colonel Dettmer 14	7500	SAINTE-MAUR
DUMOULIN, Gérard	Rue du Colonel Dettmer 50	7500	SAINTE-MAUR
DUMOULIN, M.	Rue du Colonel Dettmer 50	7500	SAINTE-MAUR
DUPONT, Brigitte	Rue du Pont à Rieu 7	7500	SAINTE-MAUR
DUPONT, Lina	Rue du Coulant d'Eau 10	7521	CHERCQ
DUPONT, Marie Claire	Rue Alexandre Dapsens 14	7536	VAULX
DUPONT, Mauricette	Rue Alexandre Dapsens 12	7536	VAULX
DUPONTHIN, Christophe	Rue du Colonel Dettmer 20	7500	SAINTE-MAUR
DUROISIN, Paulette	Rue du Coulant d'Eau 15	7521	CHERCQ
DUVIVIER, F.	Rue Ferdinand Desmons 16	7500	SAINTE-MAUR
EECKHOUT, Katty	Rue du Colonel Dettmer 46	7500	SAINTE-MAUR
ELANQUE, Eugène	Place 38	7500	SAINTE-MAUR
ESQUENET, Damien	Rue Ferdinand Desmons 5	7500	SAINTE-MAUR
FARVACQUE, Hélène	Rue Paul Pastur 85	7500	TOURNAI
FERAIN, Amauria	Rue de Calonne 35	7521	CHERCQ
FLAMENT, Amandine	Rue du Pont à Rieu 15	7500	SAINTE-MAUR
FLAMENT, Magali	Rue du Pont à Rieu 15	7500	SAINTE-MAUR
FONTAINE, Aurélie	Rue du Pont à Rieu 22	7500	SAINTE-MAUR
FOUCART, Aline	Rue du Colonel Dettmer 22A	7500	SAINTE-MAUR
FOUCART, M. Christine	Rue du Colonel Dettmer 6	7500	SAINTE-MAUR
FOUCART, Pascale	Rue du Colonel Dettmer 48	7500	SAINTE-MAUR
FOUREZ, Anne	Rue du Nord,	7500	TOURNAI
FOUREZ, Willy	Rue du Coulant d'Eau 12	7521	CHERCQ
GERARDIN, Elisabeth	Rue de Calonne 32	7521	CHERCQ
GHEKIERE, Gladys	Rue du Colonel Dettmer 16	7500	SAINTE-MAUR

NAME	Anschrift		
GOBERT, Rose-Marie	Rue de Warnaffe 13	7500	SAINTE-MAUR
GRULOIS, Bertrand	Rue des Vignobles 3	7536	VAULX
GRULOIS, Esther	Rue de Warnaffe	7500	SAINTE-MAUR
GUELAY, Josette	Hameau de Barges 32	7500	SAINTE-MAUR
HEINDRYCKX, G.	Place de Saint-Maur	7500	SAINTE-MAUR
HEINDRYCKX, Patrick	Rue de Warnaffe 26	7500	SAINTE-MAUR
HENNART, Alistair	Rue F. Desmons 3	7500	SAINTE-MAUR
HENNART, Fannys	Rue F. Desmons 3	7500	SAINTE-MAUR
HENNART, Gery	Rue F. Desmons 3	7500	SAINTE-MAUR
HENNOT, Jacques	Rue de la Brasserie 27	7536	VAULX
HENNOT, Sophie	Rue des Ableaux 77	7536	VAULX
HERINCKX, Geneviève	Place de Saint-Maur 45	7500	SAINTE-MAUR
HOTTEKIET, Baptiste	Place de Saint-Maur	7500	SAINTE-MAUR
HUAIN, Elodie	Place de Saint-Maur	7500	SAINTE-MAUR
HUIN, Cathy	Place de Saint-Maur 7	7500	SAINTE-MAUR
HUIN, Claire	Rue de Warnaffe 6A	7500	SAINTE-MAUR
HUIN, René	Rue de Warnaffe 18	7500	SAINTE-MAUR
HURSHX, Rosalie	Rue du Coulant d'Eau 16	7521	CHERCQ
ISEUX, R.	Rue du Pont à Rieu 13B	7500	SAINTE-MAUR
JOURET, Aline	Rue du Colonel Dettmer 3/12	7500	SAINTE-MAUR
LAMARQUE, Chloé	Rue du Pont à Rieu 28	7500	SAINTE-MAUR
LAMARQUE, Clothilde	Rue du Pont à Rieu 28	7500	SAINTE-MAUR
LAMPOLE, Michèle	Rue du Colonel Dettmer 22	7500	SAINTE-MAUR
LANNOISE, Frank	Rue du Colonel Dettmer 22	7500	SAINTE-MAUR
LECHANAINE, F.	Rue du Pont à Rieu 4	7500	SAINTE-MAUR
LECLERCQ, M.H.	Rue du Hameau de Barges 24	7500	SAINTE-MAUR
LEFEBVRE, Dominique	Rue du Colonel Dettmer 25	7500	SAINTE-MAUR
LEFEBVRE, Marie-Christine	Rue Albert Asou 25	7500	TOURNAI
LEFRANCQ, Michelle	Rue du Coulant d'Eau 9	7521	CHERCQ
LEGRAND, Claudine	Place 2	7500	SAINTE-MAUR
LEMAIRE, Marie Line	Place de Saint-Maur 8	7500	SAINTE-MAUR
LEMOINE, Joëlle	Rue du Colonel Dettmer 38	7500	SAINTE-MAUR
LEPOUTRE, Mickael	Rue de Calonne 48	7521	CHERCQ
LEYNIER, Marie-Paule	Rue du Coulant d'Eau 14	7521	CHERCQ
LIEGEOIS, Magda	Place de Saint-Maur	7500	SAINTE-MAUR
MALADRY, Jérôme	Place de Saint-Maur 18	7500	SAINTE-MAUR
MARTEZ, Marlène	Rue de Calonne 40	7521	CHERCQ
MARTINAGE, Thérèse	Grand Route	7640	ANTOING
MASQUILIER, J.	Rue du Colonel Dettmer	7500	SAINTE-MAUR
MASQUILIER, Sébastien	Rue du Colonel Dettmer 12B	7500	SAINTE-MAUR
MATHIEU, Violaine	Rue du Pont à Rieu 13H	7500	SAINTE-MAUR
MATTEZ, Michel	Rue de Warnaffe 1	7500	SAINTE-MAUR
MERCIER, Jean-Claude	Rue du Coulant d'Eau 10	7521	CHERCQ
MERVAILLE, Jocelyne	Rue du Colonel Dettmer 22A	7500	SAINTE-MAUR
MEURIST, Alain	Rue du Colonel Dettmer 19	7500	SAINTE-MAUR
MEURIST, Eric	Rue de Warnaffe 12/A	7500	SAINTE-MAUR
MEURIST, Patrick	Rue Paul Pastur 85	7500	TOURNAI
MIDAVAIN, Jean Raoul	Rue Alexandre Dapsens 14	7536	VAULX
MINET, Benoît	Rue de Calonne 36	7521	CHERCQ
MIOT, Janine	Rue du Pont à Rieu 2	7500	SAINTE-MAUR
MOHEE, Célia	Rue Ferdinand Desmons	7500	SAINTE-MAUR

NAME	Anschrift		
MONNIER, Linda	Rue du Colonel Dettmer 9	7500	SAINT-MAUR
MONTEGNIES, Annie	Place de Saint-Maur 4	7500	SAINT-MAUR
MOUREAU, Martine	Rue de Warnaffe 12	7500	SAINT-MAUR
NACKAERT, Jean Philippe	Rue du Colonel Dettmer 46	7500	SAINT-MAUR
NACKAERT, Mary Lu	Rue du Colonel Dettmer 46	7500	SAINT-MAUR
NIGRON MATTEZ, Sophie	Rue du Raheil 14	9215	SURESNES
NUYTEN, Michel	Place de Saint-Maur 4	7500	SAINT-MAUR
PARQUILION, Sabine	Rue de Warnaffe 33	7500	SAINT-MAUR
PARVACQUE, Alain	Place 2	7500	SAINT-MAUR
PEFANER, Jean	Rue du Colonel Dettmer 5	7500	SAINT-MAUR
PERSOONS, Antonne	Place de Saint-Maur 15	7500	SAINT-MAUR
PERSOONS, Bill	Place de Saint-Maur 15	7500	SAINT-MAUR
PERSOONS, Faustine	Place de Saint-Maur 15	7500	SAINT-MAUR
PERSOONS, Paul	Place de Saint-Maur 15	7500	SAINT-MAUR
PERSOONS, Roger	Chaussée de Dottignies 56	7712	HERSEAUX
PICHON, Steve	Rue du Colonel Dettmer 6	7500	SAINT-MAUR
PIRSOUL, A.	Rue du Coulant d'Eau 3	7521	CHERCQ
PONCHAU, Eveline	Rue de Wisempierre 4	7500	SAINT-MAUR
PONTEGNIE, Anne	Rue Rouppe 6	1000	BRUXELLES
PONTEGNIE, Daniel	Rue de Warnaffe 24	7500	SAINT-MAUR
PONTEGNIE, Jean-François	Rue de l'Union 2	7500	TOURNAI
PONTEGNIE, Pascale	Rue Rubens 96	1030	BRUXELLES
PONTHIEU, Marie-Paule	Rue de Warnaffe 24	7500	SAINT-MAUR
POTIER, Marie-Claude	Rue du Colonel Dettmer 24	7500	SAINT-MAUR
PREVOST, Denis	Rue du Pont d'Eau	7502	ESPLECHIN
RABAGO, M. Carmena	Rue de Warnaffe 11	7500	SAINT-MAUR
RAPAILLE, Sania	Rue de la Farinette 9	7542	MONT-SAINT-AUBERT
RASSENEUR, Tillie	Rue du Coulant d'Eau 11	7521	CHERCQ
REHEVE, Anne Sophie	Rue Ferdinand Desmons	7500	SAINT-MAUR
RESSENCAM, R.	Rue du Coulant d'Eau 11	7521	CHERCQ
ROGGHE, Ariane	Rue du Colonel Dettmer 19	7500	SAINT-MAUR
ROUPIN, Jacques	Place de Saint-Maur	7500	SAINT-MAUR
SAMOY, Edith	Rue du Colonel Dettmer 12B	7500	SAINT-MAUR
SCHIETAERT, Fabienne	Place de Saint-Maur 13	7500	SAINT-MAUR
SCHMIDT-DAOUMER	Rue Alexandre Dapsens 10	7536	VAULX
SOTTIAUX, Anne Valérie	Rue du Pont à Rieu 5	7500	SAINT-MAUR
SPIERS, Patricia	Rue de l'Eglise de Quartes	7540	QUARTES
SPIERS, Patrick	Rue du Coulant d'Eau 7	7521	CHERCQ
SPONTON, Alain	Rue du Colonel Dettmer 9	7500	SAINT-MAUR
STRUBBE, Véronique	Rue du Coulant d'Eau 8	7521	CHERCQ
TACK, Michael	Résidence François Viste 21	7642	CALONNE
TAMBOUR, Marie-Claire	Rue de Wisempierre 10	7500	SAINT-MAUR
TANGHE, Christine	Rue Ferdinand Desmons 4	7500	SAINT-MAUR
THORN, Sabine	Rue de l'Abbaye des Chartreux	7521	CHERCQ
TIBERGHEN, Jean-Noel	Place de Saint-Maur 28	7500	SAINT-MAUR
TOCH, Aurélie	Rue du Colonel Dettmer 3/22	7500	SAINT-MAUR
TOCH, Didier	Rue du Colonel Dettmers 48	7500	SAINT-MAUR
TRANCHANT, Rosa	Rue du Coulant d'Eau 7	7521	CHERCQ
TRIFEN, Geoffroy	Rue du Pont à Rieu 5	7500	SAINT-MAUR
VAN CROMBRUGGE, Henry	Place de Saint-Maur 48	7500	SAINT-MAUR
VAN DURMEN, Audrey	Rue de Wisempierre 16	7500	SAINT-MAUR

NAME	Anschrift		
VANDORSTENE, Stéphane	Rue du Hameau de Barges 30	7500	SAINTE-MAUR
VANHEDE, Carmen	Chaussée de Dottignies 34	7712	HERSEAUX
VERDONCK, Caroline	Place de Saint-Maur 8	7500	SAINTE-MAUR
VERDONCK, Marc	Place de Saint-Maur 8	7500	SAINTE-MAUR
VERHELLE, Alison	Place de Saint-Maur 48	7500	SAINTE-MAUR
VERHEYEN, L.	Rue de Calonne 58	7521	CHERCQ
VERHOYE, Bernard	Rue Ferdinand Desmons 4	7500	SAINTE-MAUR
VERHOYE, Emilien	Rue Ferdinand Desmons,	7500	SAINTE-MAUR
VERHOYE, Hugues	Rue Germaine Devalet 48A	7500	TOURNAI
VERHOYE, Maude	Rue Ferdinand Desmons,	7500	SAINTE-MAUR
VERHOYE, Simon	Rue Germaine Devalet 48A	7500	TOURNAI
VERHOYE, Victor	Rue Germaine Devalet 48A	7500	TOURNAI
VERRAGHEN, Benjamin	Rue des Abiaux 93	7536	VAULX
VEYS, Alix	Rue de Wisempierre 2	7500	SAINTE-MAUR
VEYS, Annick	Rue du Pont à Rieu 11	7500	SAINTE-MAUR
VIFQUIN, Douce	Rue de Calonne 48	7521	CHERCQ
VISTE, J.P.	Rue du Coulant d'Eau 14	7521	CHERCQ
WADIN, Claudine	Rue du Pont à Rieu 13C	7500	SAINTE-MAUR
WERREBROUCK, Cassandre	Rue de la Houssière 3/A4	7000	MONS
WUYLENS, Bertrand	Rue du Pont à Rieu 22	7500	SAINTE-MAUR

Dem Schreiben von M.C. Dupont beigefügte Petition

ANGEL DETERMIERr	Le Cours Bel Air 5	7536	VAULX
<i>Unleserlich</i>	Rue dela Buissonnière 38	7536	VAULX
<i>Unleserlich</i>	Rue Buissonnière 36	7536	VAULX
LUBADIER, Louis	Rue de la Buissonnière 52	7536	VAULX
SEMET, Chantal	Le Torieu	7521	CHERCQ
LECOCQ, Christiane	Avenue Renay 7	7500	TOURNAI
DREYSENS, Arlette	Rue de la Dondaine,3	7536	VAULX
FONTAINE, Jeanne	Rue Saint Nicolas 17	7521	CHERCQ
MABRE, Martin	Le Cours Bel Air 9	7536	VAULX
LEBRUN, Raymond	Rue Louvière 104	7530	GAURAIN
DELBECQUE, Danielle	Rue Louvière 104	7530	GAURAIN
NOULETTE, Christian	Rue de Formanoir 34	7520	TEMPLEUVE
BELLY, Sandra	Le Cours Bel Air 7	7536	VAULX
DELCOURTE, Marc	Le Cours Bel Air 7	7536	VAULX
CARPENTIER, Joel	Le Cours Bel Air 9	7536	VAULX
DESPREZ, Yves	Résidence Alf Bausier 25	7548	WARICHIN
BRAY, Jean-Michel	Rue des Abiaux 85	7536	VAULX
PANNIER, Francine	Résidence Alf Bausier 25	7548	WARICHIN
FOUCART, Laetitia	Residence Alf Bausier 25	7548	WARICHIN
CALIME, Catherine	Cours Bel Air 20	7536	VAULX
VANDERDONCKT, Suzanne	Chaussée d'Antoing 72	7500	TOURNAI
CAMBERLIN, Pamela	Rue de Calonne 89	7521	CHERCQ
ALLARD, Daniel	Rue des Marteaux	7621	LESDAIN
LETELLIER, Emmanuel	Vieux chemin de Mons 21	7536	VAULX
DENOULET, Lucien	Rue des Abiaux	7536	VAULX
VANBOUCQ, V.	Residence du Vert Mont 99	7521	CHERCQ
REMSUN, F.	Résidence du Vert Mont 99	7521	CHERCQ
LYSENS, Patrick	Rue du Canon 53	7536	VAULX
DUMONT, Brigitte	Rue du Canon 53	7536	VAULX

BERHERY, Martine	Rue Communale 24	7536	VAULX
DUPONT, Germain	Rue Communale 24	7536	VAULX
DUPONT, Marcel	Rue de la Buissonnière 24	7536	VAULX
COMBLE, Vanessa	Rue des Abliaux 10	7536	VAULX
MIDIVAINÉ, Emmanuel	Rue Alexander Dapsens 14	7536	VAULX
DUPONT, Marie Claire	Rue Alexandre Dapsens 14	7536	VAULX
DIAS FERREIRA CARLOS	Rue Alexandre Dapsens 12	7536	VAULX
DUPONT, Mauricette	Rue Alexandre Dapsens 12	7536	VAULX
MIDIVAINÉ, Jean-Raoul	Rue Alexandre Dapsens 14	7536	VAULX
MIDIVAINÉ, Gaetan	Rue des Abliaux 10	7536	VAULX
BRUNIN, Jean-Marie	Rue Alexandre Dapsens	7536	VAULX
BRUNIN, Julien	Rue Alexandre Dapsens	7536	VAULX
GABY	Chemin Vert		
COMBLEZ, Paulette	Rue Dondaine 7	7536	VAULX
SHIETSE, Gilberte	Unleserlich		
VANDERMEERSH, Arlette	Le Cours Bel Air 80	7536	VAULX
GIMIENS, Claudine	Le Cours Bel Air 60	7536	VAULX
LIRYNS, Jacqueline	Le Cours Bel Air 54	7536	VAULX
DELRUE, Rose Astrid	Rue des Saisonniers		
MOYART, Albert	Boulevard Bara 44	7500	TOURNAI
COENNE, Andrée	Le Cours Bel Air 41	7536	VAULX
HURBAIN-RENALTRIES	Rue Trenchon 14	7501	ESPLECHIN
LECHANTRE, Martine	Rue de la Paix	7500	TOURNAI
HENRY, Michel	Rue de la Paix	7500	TOURNAI
GAROME, Marie-Jeanne	Rue Communale	7536	VAULX
PENNEQUIN, Carine	Rue Alexandre Dapsens 2	7536	VAULX
VANDERVELDE, Claudine	Rue des Grinques 4	7536	VAULX
HAUTECOEUR, Willy	Rue de Mons	7536	VAULX
MARCHAND, Roger	Rue Communale 4	7536	VAULX
GALLEZ, Andre	Rue des Grinques 4	7536	VAULX
PIRLOT, Nelly	Rue Longue 89	7501	ESPLECHIN
DELACROIX	Résidence du Pont de l'Arche 5	7500	TOURNAI
DULUICQUEZ, Anne	Le Cours Bel Air 41	7536	VAULX

Aufgrund der Informationsveranstaltungen, die für Antoing am 10. Mai 2010 im Saal von ADEPS, avenue du Lac 56, 7640 Péronnes, und am 18. Mai 2010 im Salon de la Reine des Rathauses von Tournai, Enclos Saint-Martin 52, 7500 Tournai, in Anwendung von Artikel 4 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie abgehalten wurden;

Aufgrund der Konzertierungsversammlungen, die für Antoing am 23. Juni 2010 im o. g. Saal von Adeps und für Tournai am 22. Juni 2010 im Salon de la Reine des Rathauses von Tournai in Anwendung von Artikel 43 des genannten Gesetzbuchs abgehalten wurden;

Aufgrund der Sitzungsprotokolle dieser Konzertierungsversammlungen;

Aufgrund des Antrags vom 11. Mai 2010 auf Stellungnahme der Präfektur der Region Nord-Pas-de-Calais, die ohne Antwort blieb;

Aufgrund der Stellungnahme des Verwaltungsausschusses des Naturparks Schelde-Ebenen (Parc naturel des Plaines de l'Escaut) vom 9. Juli 2010;

In der Erwägung, dass in dieser Stellungnahme betont wird, dass sie auf die Ortsteile Bruyelle und Calonne (Antoing) beschränkt ist, da nur diese Teil des Naturparks Schelde-Ebenen sind und der Ausschuss nicht befugt ist, sich zur Zweckmäßigkeit der Revision des Sektorenplans zu äußern;

In der Erwägung, dass in dieser Stellungnahme die Notwendigkeit folgender Maßnahmen unterstrichen wird:

— Weitestmögliche Begrenzung der Gefahr einer Einstellung der landwirtschaftlichen Aktivität und Eintragung der ursprünglich als ZACC (Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung) eingetragenen und im Vorentwurf der Revision des Sektorenplans als Grüngelände vorgesehenen Flächen als landwirtschaftliche Fläche;

- Durchführung einer Untersuchung zu den Möglichkeiten der Verwertung des Abraums und damit der Verringerung des immensen zu lagernden Volumens;
- Ausdehnung des zu erhaltenden Gebiets der ehemaligen Steinbrüche nach Westen;
- Eintragung der im Stadium der vorläufigen Verabschiedung als Grüngebiete vorgeschlagenen Flächen als Naturgebiete aufgrund ihrer biologischen Bedeutung;
- Erarbeitung eines Verwaltungsplans für all diese Gebiete mit Finanzierung durch HOLCIM;
- Streichung des Förderbands «Mitte» und Beförderung des gesamten Materials mit dem Förderband «Nord»;
- Verlegung der Hochspannungsleitung in ausreichende Entfernung von Wohnobjekten;
- Umsetzung des Vorschlags des Verfassers der Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich der asymmetrischen Gestaltung des Profils des Erdwalls mit sanftem Gefälle in Richtung des Ortsteils Calonne und sorgfältige Planung der Bepflanzung dieses Erdwalls;

In der Erwägung, dass diese Stellungnahme auch diverse Kommentare zu dem künftigen Industrieprojekt enthält, die in diesem Stadium zu berücksichtigen sind und die hier zur Erinnerung aufgeführt werden, nämlich:

- Für den Binnenhafen ist eine fundierte Architektur- und Landschaftsuntersuchung unter Einbeziehung der Aspekte der langsamen Mobilität auszuführen;
- Ein Begleitausschuss muss eingerichtet werden, der die Vorschläge und Behandlung sämtlicher Umweltschutzmaßnahmen zur Verringerung schädlicher Umweltauswirkungen und die regelmäßige Beurteilung der Auswirkung der entstehenden Anlagen auf die Landschaft verfolgt;
- Besonderes Augenmerk ist auf die Lebensqualität der Bewohner von Calonne zu richten;
- Für den Lehrpfad «Circuit du Pays Blanc», der vom Naturpark in diesem Gebiet eingerichtet wurde, muss eine Alternative gefunden werden;

Aufgrund der Stellungnahme des kommunalen Beratungsausschusses für Raumordnung und Mobilität Tournai vom 26. Mai 2010;

Aufgrund der Stellungnahme des kommunalen Beratungsausschusses für Raumordnung und Mobilität Antoing vom 21. Juni 2010;

Aufgrund der unter Vorbehalt positiven Stellungnahme des Gemeinderats Antoing vom 7. Juli 2010;

Dass die Regierung in dieser Stellungnahme aufgefordert wird, eine Reversibilitätsklausel vorzuschreiben, wenn das Projekt nicht innerhalb von 7 Jahren nach Inkrafttreten der Revision des Sektorenplans umgesetzt wird; dass in der Stellungnahme - als alternativer Ausgleich operativer Art - auch die Einsetzung eines «Begleitausschusses» gefordert wird, der folgende Aufgaben haben soll:

- Strategische Überwachung der Entwicklung der Abbauaktivitäten im Becken von Tournai und ggf. Erstellung einer kollektiven Verwaltungsvereinbarung für den Steinbruchsektor;
- Überwachung der ergänzenden Maßnahmen für eine ordnungsgemäße Verwaltung des Standorts;
- Erstellung eines Plans für die Behandlung von Abraumerde und unfruchtbarer Erde des neuen Steinbruchs und indirekt für sämtliche Steinbruchstandorte;

Aufgrund der unter Vorbehalt positiven Stellungnahme des Gemeinderats Tournai vom 12. Juli 2010;

Dass diese Stellungnahme unter folgenden Bedingungen abgegeben wurde:

1. Erstellung einer zertifizierten Karte der Emmissionsskurven (Emmissionsschwellen für Lärm, Staub, Erschütterungen etc. und entsprechende Immissionsbereiche) und Überwachung der Einhaltung der gesetzlichen Grenzwerte;
2. Einschränkung der Betriebszeiten: 7 bis 20 Uhr statt 6 bis 22 Uhr;
3. Genaue Festsetzung der Bußgelder (Betrag/Tag) bei Überschreitung der festgelegten Grenzwerte und Betriebszeiten;
4. Stärkung der Rolle des DPE (Umweltpolizei) bei der Überwachung und Kontrolle der mit dem Projekt verbundenen Verstöße (Aufstellung geeigneter Messgeräte) und des Lkw-Verkehrs: Wagenabdeckung, Strecke (Benutzung der Industriestraße) mit Hilfe des o. g. Bußgeldsystems;
5. Öffentlich zugängliche Gestaltung der Ausgleichsflächen;
6. Ausweitung der Pufferzonen mit geeigneter Landschaftsgestaltung und Einsatz heimischer Arten;
7. Erstellung eines Gutachtens der von den Einwirkungen des neuen Abbaugebiets betroffenen Liegenschaften (Ansatz nicht auf ausgewählte Häuser beschränken, über geeigneten Radius nachdenken);
8. Verbindliche Zusage des Verzichts auf eine weitere Ausdehnung des Abbaugebiets in der Zukunft;
9. Einrichtung eines Moratoriums über die Zukunft des Steinbruchbeckens nach Abschluss des Projekts;
- * Gelegenheit zur Reflexion über Anreizmechanismen für eine gemeinsame, konzertierte Bewirtschaftung der Vorkommen durch die Steinbruchbetreiber;
- * Gelegenheit zur Reflexion über die Langzeitfolgen der Abbauaktivität auf die Verkarstung und das Grundwasser;
- * Bewirtschaftung der Flächen nach Schließung des Steinbruchs etc.;
10. Förderung der Binnenschifffahrt. Dazu sind alle nötigen Vorkehrungen zu erforschen und zu ergreifen, um die technischen Schwierigkeiten des Schiffstransports zu reduzieren; zumindest ist eine ausführliche vergleichende Untersuchung (Vor-/Nachteile) der beiden Verkehrsträger Binnenschifffahrt und Eisenbahn vorzunehmen; insbesondere sind die Einwirkungen im Zusammenhang mit dem Eisenbahnladekai eingehender zu analysieren;
11. Aufstellung städtebaulicher Auflagen für HOLCIM bzgl. der Instandsetzung beschädigter Straßen und anderer Beeinträchtigungen;
12. Verwertung des Grubenwassers durch Transhennuyère;
13. Aufschüttung des Steinbruchs (zumindest des Teils im Gebiet der Stadt Tournai) nach Abschluss der Abbautätigkeit und Umwidmung als landwirtschaftliche Flächen;
14. Als Reaktion auf die Einwände aus der Bevölkerung und die Zweifel an der Berechtigung der Eintragung eines Abbaugebiets am linken Ufer der Schelde wird der Regierung vorgeschlagen, eine Reversibilitätsklausel für die Umsetzung des Projekts innerhalb von 4 Jahren nach Inkrafttreten des Sektorenplans vorzuschreiben.

Der Regierung wird zudem vorgeschlagen, als alternativen Ausgleich operativer Art einen Begleitausschuss einzusetzen, der folgende Aufgaben haben soll:

- * Strategische Überwachung der Entwicklung der Abbauaktivitäten im Becken von Tournai und ggf. Erstellung einer kollektiven Verwaltungsvereinbarung für den Steinbruchsektor;
- * Überwachung der zusätzlichen Maßnahmen für eine ordnungsgemäße Verwaltung des Standorts;
- * Erstellung eines Plans für die Behandlung von Abraumerde und unfruchtbarer Erde des neuen Steinbruchs und indirekt für sämtliche Steinbruchstandorte;

Aufgrund der Übermittlung der in Artikel 43 Absatz 3 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie genannten Dokumente an die Regierung durch die Kommunalbehörden von Tournai am 22. Juli 2010 und durch die Kommunalbehörden von Antoing am 8. Juli 2010;

Aufgrund der Stellungnahmen, die am 16. September 2010 vom Regionalausschuss für Raumordnung, dem Wallonischen Umweltrat für nachhaltige Entwicklung und der operativen Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt angefordert wurden;

Aufgrund der positiven Stellungnahme des Wallonischen Umweltrats für nachhaltige Entwicklung vom 25. Oktober 2010;

Aufgrund der positiven Stellungnahme des Regionalausschusses für Raumordnung vom 10. November 2010;

Aufgrund der Stellungnahme der operativen Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt - Abteilung Umwelt und Wasser- Direktion für industrielle, geologische und bergbauliche Gefahren - Arbeitseinheit Gefahr schwerer Unfälle (RAM) vom 30. September 2010, die den ursprünglichen Vorschlag der Einrichtung von «Parkgebieten» in der Nähe des Seveso-Betriebs TITA NOBEL ablehnt und den Vorschlag zur Nutzung der ursprünglichen «Parkgebiete» als «Grüngebiete» befürwortet;

In der Erwägung, dass der Wallonische Umweltrat für nachhaltige Entwicklung die Berücksichtigung folgender Empfehlungen des Verfassers der Umweltverträglichkeitsprüfung befürwortet:

— Annahme eines neuen Plans für die Behandlung von Abraumerde und unfruchtbarer Erde, der insbesondere den Erhalt der großen biologischen Bedeutung bestimmter Teile der ehemaligen Steinbrüche ermöglicht, unter Berücksichtigung eines phasenweisen Ausgleichs. Die phasenweise Aufschüttung eines Teils des Steinbruchs «Carrière du Milieu» sollte dessen allmähliche Umgestaltung in ein hochwertiges Naturgebiet ermöglichen; der nordwestliche Teil, der als Natura 2000-Gebiet ausgewiesen ist, muss geschützt werden.

— Verzicht auf das Förderband «Mitte» und Umlenkung der Materialströme auf das Förderband «Nord»; mit überlagertem Aufwand, der die Nutzung des Abbaugebiets auf die Aufstellung des Transportbands beschränkt;

— Sicherstellung der ästhetischen Gestaltung des Transportbands und seiner Integration in die Landschaft in Höhe des Ortsteils Calonne;

— Fortführung der Landwirtschaft so lange wie möglich auf den nicht bewirtschafteten Flächen und Umwandlung des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung (ZACC) Calonne in landwirtschaftliche Flächen;

— Umleitung des Chemin de Warnaf und des Chemin du Vieux Moulin, um den künftigen Steinbruch zu umgehen, und sorgfältige Neugestaltung des Radwegs (RAVeL) in Höhe der Schiffsbeladezone;

— Änderung des Verlaufs der Hochspannungsleitung, wobei darauf zu achten ist, dass von der Fläche des Vorkommens möglichst wenig verloren geht und der Leitungsverlauf von ELIA bestätigt wird;

— Im Rahmen der Globalgenehmigung: Verzicht auf den Steintransport für die Klinkerherstellung per Schiff und Sicherung des Schienentransports. In diesem Zusammenhang sollte eine eingehende Untersuchung der Auswirkungen (Lärm, Staub) der Prähomogenisierungsanlage und der Waggonbeladezone durchgeführt werden. Es sind geeignete Maßnahmen zum Schutz der Anwohner der Eisenbahnlinie (Vaulx, Antoing) vorzusehen, vor allem, wenn nächtliche Transporte in der Übergangszone geplant sind.

— Im Rahmen der Globalgenehmigung: Überprüfung der Stabilität der Erdwälle, der Erdrutschgefahren und der Landschaftsgestaltung (durchgängiges Relief, Art und Anordnung der Bepflanzung), damit sie sich gut in das Gesamtbild integrieren. Die Auswirkung der Höhe des Erdwalls auf die Sichtbarkeit des bestehenden Windparks ist ebenfalls zu prüfen; ebenso seine Folgen für die Staubablagerung im Hinblick auf den Schutz des Ortsteils Calonne.

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung in seiner Stellungnahme Folgendes hervorgehoben hat:

— Die Landschaftsgestaltung muss mit äußerster Sorgfalt durchgeführt werden, dem Profil des Erdwalls ist besonderes Augenmerk zu widmen, um jegliches Problem bezüglich der Stabilität oder abfließendem Wasser zu vermeiden, und die zu pflanzenden Gewächse müssen sorgfältig ausgewählt werden.

— Die Eisenbahngleise sollen nicht verkürzt werden, wie dies der Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagen hat, da diese Maßnahme die Effizienz des Schienenverkehrs beeinträchtigen würde.

— Er befürwortet den Vorschlag der Gemeinderäte von Tournai und Antoing nicht, die der Regierung vorschlagen, eine Reversibilitätsklausel vorzuschreiben, und vertritt die Ansicht, dass eine langfristige Raumordnungsperspektive erforderlich ist und das große, an diesem Standort vorhandene Vorkommen, geschützt werden muss.

— Er befürwortet das vorgeschlagene System des phasenweisen Ausgleichs.

— Er schließt sich den Empfehlungen der Abteilung Natur und Forstwesen (DNF) an, die eine Eintragung als Naturgebiet statt als Grüngebiet für das nördliche, südliche und östliche Ende des südwestlichen Teils des ehemaligen Steinbruchs «Cinq Rocs» sowie des Teils der ehemaligen Steinbrüche Californie, Requiem, Vicaire und Bruyelle im Gebiet von Antoing (Calonne und Bruyelle) am linken Ufer der Schelde empfiehlt.

— Beim ehemaligen Steinbruch Californie ist auf die Felsvorsprünge zu achten, die als Nistplatz für Uhus dienen.

— Der Verlauf der Hochspannungsleitung muss von ELIA bestätigt und gemäß dem industriellen Projekt optimiert werden, um eine effiziente Bewirtschaftung des Vorkommens zu gewährleisten.

— Es wäre sinnvoll, in Absprache mit den verschiedenen Akteuren einen Leitplan für die im Becken bestehenden Vorkommen zu erstellen, doch kann dies nicht allein von HOLCIM verlangt werden.

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung nach Prüfung der im Rahmen der öffentlichen Untersuchung vorgebrachten Beschwerden, sowie der daraufhin vorgelegten Stellungnahmen wie folgt zu antworten gedenkt.

Wirtschaftliche Aspekte

In der Erwägung, dass sich die Beschwerden in Bezug auf die wirtschaftlichen Aspekte des Projekts im Wesentlichen mit den Fragen des Bedarfs (bestehende Vorkommen, Notwendigkeit einer umfassenden langfristigen Vision für das gesamte Becken und Ersetzbarkeit der Stoffe), der Beschäftigung und des Verkehrs befassen.

Bestehende Vorkommen ausreichend

In der Erwägung, dass in einigen Beschwerden vorgebracht wurde, dass die bestehenden Vorkommen ausreichend sind;

a) In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer diesbezüglich die Auffassung vertreten, das betreffende Vorkommen werde nicht benötigt, da bereits zahlreiche Reservenvorkommen bestehen (einige davon nicht ausgebeutet), der Grundsatz des sorgsamsten Umgangs mit dem Boden sowie Artikel 1 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie nicht eingehalten werden; dass ihrer Ansicht nach zunächst die bestehenden Abbaugebiete auszubeuten sind, anstatt einen neuen Steinbruch in Betrieb zu nehmen; dass sie im Übrigen die Durchführbarkeit eines neuen Vorkommens in der Nähe von Obourg in Frage stellen;

b) In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer verlangen, die noch bestehenden Vorkommen zu quantifizieren (Menge und Laufzeit), wobei auch die Vorkommen von Cimescaut einzubeziehen wären;

c) In der Erwägung, dass sich manche Beschwerdeführer fragen, weshalb HOLCIM über die «Société des Carrières du Tournais» ein Konkurrenzunternehmen (CCB Italcimenti) versorgt und nicht seinen eigenen Bedarf in Obourg deckt;

d) In der Erwägung, dass sich manche Beschwerdeführer fragen, weshalb man sich für 80 Jahre in einem Abbaugbiet verpflichtet, obwohl HOLCIM mit einer ersten 30 ha großen Abbautranche mit möglichen Erweiterungszonen die nächsten 20 Jahre ausgesorgt hätte und künftige Entscheidungen ausgehend von den dann herrschenden Verhältnissen treffen könnte;

ANTWORTEN

In der Erwägung, dass HOLCIM in seinem Antrag angab, das für die hohen Investitionen zur Modernisierung seiner Anlagen erforderliche Mindestvorkommen müsse länger als 50 Jahre reichen, der Bedarf an Schotter für die mit 2 Mio. Tonnen veranschlagte Klinkerproduktion pro Jahr (angekündigtes Ziel) betrage 3,2 Mio. Tonnen pro Jahr, dieser Schotter für Klinker werde durch Mischung von Schotter, der hauptsächlich aus geologisch reichen Bänken stammt, gemischt mit einem geringeren Anteil an magerem Stein gewonnen und der Abbau dieser reichen Bänke erfordere den vorherigen Abbau großer Mengen an Abraummateriale und Gesteinskörnungen;

In der Erwägung, dass HOLCIM in der Region Wallonien in keinem Abbaugbiet über Grundstücke verfügt, deren Kalkvorkommen den oben genannten Anforderungen an die Lebensdauer entspricht;

In der Erwägung, dass HOLCIM seine Industrieanlagen bis 2016 zur Einhaltung der neuen IPPC-Emissionsgrenzwerte sowie im Zuge des Ausbaus der Mechanismen der kostenlosen Zuweisung von Treibhausgasquoten zwangsläufig weiterentwickeln muss, wobei eine radikale Umstellung des industriellen Herstellungsverfahrens von nass auf trocken begünstigt werden soll, wofür Investitionen in Höhe von mehreren hundert Millionen Euro benötigt werden;

In der Erwägung, dass keine echte Alternative zur Standortwahl der geplanten Revision des Sektorenplans existiert;

Dass, wie im Erlass vom 19. Dezember 2008 zur Einleitung der Revision des Sektorenplans betont wurde, der Fortbestand der Klinkerproduktion am Standort Obourg mittel- und langfristig bedroht ist, insbesondere dadurch, dass:

1. die Kreidevorkommen von Obourg bis 2020 erschöpft sein werden;
2. für die derzeitige Klinkerproduktion mit Drehrohröfen im Nassverfahren mehr Energie benötigt wird als für Drehrohröfen im Trockenverfahren;
3. ab 2013 äußerst strenge europäische Vorschriften für die Reduzierung der CO₂-Emissionen gelten werden (UVP, Phase 1, S. 45);

Dass die Firma HOLCIM den Austausch ihrer in Obourg vorhandenen Drehrohröfen mit Nassverfahren durch einen Ofen mit Trockenverfahren erwägt; dass dies das Auffinden eines Kalkvorkommens mit geringem Feuchtigkeitsgehalt und hohem Kalziumkarbonatgehalt voraussetzt; dass dieses Vorkommen außerdem sehr groß sein muss, damit zum einen der Bedarf gedeckt werden kann und damit zum anderen die Amortisierung der in die Anlagen getätigten Investitionen möglich ist; dass der betreffende Standort aus naheliegenden Gründen der Mobilität auch eine Anbindung an das Binnenschiffahrts- oder das Schienennetz benötigt und die Behandlung der unfruchtbaren Erde und des Abraums ermöglichen muss (UVP, Phase 1, S. 45);

Dass außerdem, wie auch im Erlass vom 1. April 2010 zur Verabschiedung der vorläufigen Revision des Sektorenplans hervorgehoben wurde, die Eintragung eines Abbaugbiets mit einer Laufzeit von über 30 Jahren, die mit dem SDER angestrebt wird, keine nicht sparsame Bewirtschaftung des Bodens und des Untergrunds darstellt, sondern durch die Notwendigkeit gerechtfertigt ist, den Betrieb des neuen Drehrohröfens während eines ausreichend langen Zeitraums zu gewährleisten, damit die Rentabilität und damit die Durchführung der Investition an sich gewährleistet sind;

In der Erwägung, dass nach der Umweltverträglichkeitsprüfung zum Vorentwurf der Revision des Sektorenplans, welche von ARIES durchgeführt wurde, die Beschaffenheit des Kohlenkalks im Untergrund in der Region Antoing-Tournai die Herstellung von Schotter zur Produktion des für die Zementherstellung erforderlichen Klinkers, aber auch von Gesteinskörnungen ermöglicht, die für den Bedarf der gesamten Baubranche bestimmt sind (Tiefbau, Beton, Straßendecken usw.); dass die mit dem Industrieprojekt angestrebte Ausbeutung des Kalkvorkommens dem Fortbestand einer laufenden Industrietätigkeit (hauptsächlich des Zementwerks Obourg), aber auch sämtlicher Tätigkeiten, die mit dem Handel von Gesteinskörnungen zusammenhängen, dient (Nicht technische Zusammenfassung, NtZ S. 17);

Dass die Beschaffenheit des Kalksteins im Boden des für das Vorhaben geplanten Gebiets bekannt ist; dass es sich um schwarzgraue bis schwarze, teilweise stark fossilführende, teilweise eher tonige freie Karbonate mit einer mittleren Dichte von 2,6 t/m³; handelt; dass die vorhandenen geologischen Horizonte (Formationen und Schichtglieder) quantitativ und qualitativ mit dem Konzept einer fortlaufenden zweigleisigen Produktion (Gesteinskörnungen und Klinker) zu vereinbaren sind (UVP, Phase 1, S. 53);

Dass der Verfasser der Umweltverträglichkeitsstudie bei der Analyse des betreffenden Vorkommens die vom Antragsteller in den Antragsunterlagen des Vorentwurfs vorgelegte Berechnungsmethode evaluiert hat; dass dem Antragsteller zufolge der CaO-Gehalt über 43% und der MgO-Gehalt unter 1,5% liegen muss; dass nach dem vom Antragsteller vorgelegten Abbauplan eine Produktionsdauer von 57 Jahren für Klinker und von 71 Jahren für Gesteinskörnungen möglich ist (UVP, Phase 1, S. 112); dass nach der Berechnungsmethode des Verfassers der Umweltverträglichkeitsprüfung die Produktionsdauer für Klinker 62 Jahre und für Gesteinskörnungen 63 Jahre beträgt; dass der Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung zu dem Schluss kommt, dass die Schätzungen des Antragstellers in etwa der Größenordnung seiner eigenen Schätzungen entsprechen, die mit einer anderen Berechnungsmethode vorgenommen wurden; dass er somit eine weitgehende Übereinstimmung feststellt (UVP, Phase 1, S. 117);

In der Erwägung, dass bei der Umweltverträglichkeitsprüfung, auf welcher der Entwurf der Revision des Sektorenplans basiert, die am 1. April 2010 von der Wallonischen Regierung verabschiedet wurde, die gesellschaftlich-wirtschaftliche Rechtfertigung der Eintragung eines Abbaugbiets im Sektorenplan geprüft wurde; dass auch die Validierung der Standortwahl des Vorentwurfs untersucht und Standortvarianten gesucht und analysiert wurden;

Dass der Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung im Rahmen der Bewertung des Potenzials des Sektorenplans angab, dass für die Beschreibung der Art des Vorkommens zwei Parameter ausschlaggebend sind: Zum einen die Gesteinszusammensetzung (benötigt wird ein Kalkstein mit hohem CaO-Anteil) und zum anderen die verfügbare Gesteinsmenge (nur ab einer gewissen Mindestmenge ist der Abbau rentabel) (UVP, Phase 1, S. 75);

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfung zufolge derzeit im Sektorenplan kein Abbaugbiet mit ausreichend großer Fläche (nicht ausgebeutet oder nicht Gegenstand eines Ausbeutungsvorhabens) ausgewiesen ist, das ein Vorkommen von vergleichbarer Beschaffenheit wie das im Vorentwurf geplante beinhaltet (NtZ, S. 17);

Dass der Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung darauf hinweist, dass es in Belgien lediglich in Wallonien Kalkstein in geringer Tiefe im Boden gibt; dass die Suche deshalb in dieser Region durchgeführt wurde (UVP, Phase 1, S. 75);

Dass er bezüglich der verfügbaren Vorräte unterstreicht, dass das gesuchte Abbaugbiet mindestens eine Fläche mit 64 Millionen Kubikmeter Kalkstein mit hohem Gehalt aufweisen muss, welche für die Rentabilität der geplanten Anlagen im Rahmen der Umstellung vom Nassverfahren auf Trockenverfahren am Standort Obourg erforderlich sind; dass das Gebiet, wenn man eine 140 m tiefe Abbaugrube betrachtet (d. h. ca. 7 Abschnitte von jeweils 20 m), somit eine Fläche von ca. 100 ha haben muss, damit der Bedarf der Firma HOLCIM Belgique gedeckt wird (UVP, Phase 1, S. 75);

Dass er angibt, dass davon ausgehend zunächst eine Vorauswahl getroffen wurde, bei welcher nur Abbaugelände mit einer Fläche von über 100 ha berücksichtigt wurden; dass der Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung feststellte, dass nur 24 Abbaugelände eine Fläche von über 100 ha haben; dass daraufhin anhand eines Abgleichs mit der geologischen Karte Belgiens die Gebiete ermittelt werden konnten, die den gleichen geologischen Horizont wie das im Vorentwurf der Revision des Sektorenplans anvisierte Gebiet aufweisen, nämlich Kohlenkalk; dass der Verfasser darauf hinwies, dass es in lediglich 11 der 24 vorausgewählten Gebiete Kohlenkalk gibt; dass schließlich überprüft wurde, dass diese Gebiete nicht von einem Konkurrenzunternehmen ausgebeutet werden oder in Erwägung gezogen werden; dass er im Anschluss an eine Untersuchung dieser 11 Gebiete zu dem Schluss kam, dass derzeit im Sektorenplan kein Abbaugelände ausgewiesen ist, das eine ausreichend große Fläche aufweist und ein vergleichbares Vorkommen wie das mit dem Projekt anvisierte beinhaltet, welches nicht ausgebeutet oder Gegenstand eines Erschließungsvorhabens ist, an welchem die Firma HOLLCIM nicht beteiligt ist (UVP, Phase 1, S. 75ff.);

Dass dies vom Regionalausschuss für Raumordnung in seiner positiven Stellungnahme vom 10. November 2010 bestätigt wurde, derzufolge «die im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung durchgeführte Analyse gezeigt hat, dass derzeit keine echte Alternative zum Abbaugelände im Sektorenplan besteht, welche eine ausreichend große Fläche und ein vergleichbares Vorkommen wie das im Vorentwurf anvisierte Gebiet aufweist und nicht ausgebeutet wird oder nicht Gegenstand eines Erschließungsvorhabens ist, an dem HOLLCIM nicht beteiligt ist»;

Dass der Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung im Rahmen der Suche nach Alternativen dargelegt hat, dass zur Standortwahl im Vorentwurf der Revision des Sektorenplans keine Alternative besteht; dass das einzige in Frage kommende Gebiet (in der Nähe des Waldes von Bataille zwischen Bleton und Péruwelz) zwar theoretisch aus geologischer Sicht sowie im Hinblick auf die Flächennutzung kompatibel ist, jedoch in der Durchführung sehr aufwändig wäre (Erwerb der Grundstücke, geologische Prospektierung usw. wären sehr langwierig und bezüglich des Ausgangs ungewiss) und in technischer Hinsicht bestimmte Einschränkungen aufweist (Abraumlagerung und Anbindung an das Schienennetz schwierig); dass die Umweltverträglichkeitsprüfung zu dem Schluss kommt, dass dieses alternative Vorkommen nicht als Standortalternative betrachtet werden kann, weil das gesamte Industriebaugelände und insbesondere die hohen Investitionen zur Verbesserung und Entwicklung des Zementindustriestandorts Obourg gefährdet wären (NtZ, S. 21; UVP, Phase 1, S. 133);

In der Erwägung, dass dieses Gebiet somit unmöglich als Ersatz für das im Vorentwurf vorgeschlagene Gebiet dienen kann;

In der Erwägung, dass HOLLCIM im Steinbruch «Carrière du Milieu», der dem Unternehmen gehört, lediglich noch über weniger als 50 Millionen Tonnen Schotter für die Klinkerproduktion verfügt und dass dieses Volumen Gegenstand einer Abtretungsvereinbarung mit CCB aus dem Jahr 1999 ist; dass das CCB zwischen 1999 und 2020 zur Verfügung gestellte Volumen ab 2020 Gegenstand einer Rückabtretung in Form von ausschließlich minderwertigem Schotter sein wird, der sich nicht für die Herstellung von Klinker eignet, jedoch als Gesteinskörnung verwertet werden kann; dass in diesem Steinbruch zwischen 2012 und 2020 pro Jahr fast 11 Millionen Tonnen Kalkschotter produziert werden, bevor sich die Produktion bis zum Ende der Betriebsdauer im Jahr 2035 drastisch auf fast 2,5 Millionen Tonnen verringern wird; dass auf einem großen Teil des Geländes des Steinbruchs «Carrière du Milieu» Abraum vom linken Ufer der Schelde, aber auch von den Carrières d'Antoines gelagert werden soll;

In der Erwägung, dass HOLLCIM diese Vereinbarung vor einem Hintergrund abgeschlossen hat, welcher damals in keiner Weise die Verschärfung der Umweltauflagen erahnen ließ, die heute insbesondere bezüglich CO₂ absehbar sind und die den Betrieb von Drehrohröfen mit Kalk anstelle von Klinkeröfen im Nassverfahren mit Kreide begünstigen;

In der Erwägung, dass das Vorkommen in Barry dem konkurrierenden Zementkonzern Italcementi gehört und dass abgesehen von den Gesteinskörnungen, die HOLLCIM zurückzuüberlassen sind, aufgrund ihres industriellen Konkurrenzverhältnisses und ihrer strategischen Positionierung kein Zugang zu den Schottervorräten für die Klinkerproduktion möglich ist; dass der Zugang zum Schotter dieses Vorkommens zu dem alleinigen Zweck der Fortführung des Zementwerks von CCB in Gaurain immense Abraumarbeiten für den Abtrag der zu kalziumkarbonatarmen und deshalb lediglich als Gesteinskörnung verwertbaren oberen geologischen Bänke und fast 10 Jahre Vorarbeiten erfordern würde; dass dieser Zeitraum und die im Vorfeld abzutragenden Gesteinskörnungen sich bei einer Erhöhung des an diesem Standort abzubauenden Schottervolumens für die Klinkerproduktion exponentiell erhöhen würden, sollte sowohl der Bedarf von CCB als auch der von HOLLCIM gedeckt werden; dass der Steinbruch keine Möglichkeit einer direkten und somit wirtschaftlichen und umweltverträglichen Anbindung an das Schienennetz oder die wallonische Binnenschifffahrt bietet; dass die gemeinsame Tätigkeit der SCT an dem Tag enden wird, an dem HOLLCIM sein gesamtes Volumen an Gesteinskörnungen zurückbekommen hat;

Dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung außerdem darauf hingewiesen wird, dass die Alternative, welche den Import von Kalk oder Klinker vorsieht, angesichts der sowohl finanziell als auch ökologisch zu hohen Transportkosten weder aus wirtschaftlicher noch aus umweltpolitischer Sicht realistisch ist (UVP, Phase 1, S. 133);

In der Erwägung, dass das Vorhaben der Umweltverträglichkeitsprüfung zufolge somit im Hinblick auf den Bedarf, die Nachfrage und das Potenzial des Sektorenplans begründet ist; dass die Regierung diese Einschätzung nach gründlicher Prüfung für kohärent und fundiert erachtet; dass sie sich folglich der Haltung des Verfassers der Umweltverträglichkeitsprüfung anschließt;

In der Erwägung, dass es in Artikel 1 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie heißt, dass die Region den sozialen, wirtschaftlichen, erbe-, energie-, mobilitäts- und umweltbezogenen Bedürfnissen der Gemeinschaft nachkommt durch eine dauerhafte, qualitative Verwaltung des Lebensraumes, durch eine schonende Benutzung des Bodens und seiner natürlichen Ressourcen, die energieschonende Verwaltung der städtebaulichen Erschließung und der Gebäude und durch die Erhaltung und die Entwicklung des kulturellen, natürlichen und landschaftlichen Erbes;

Dass demzufolge die Region ein ausgewogenes Gleichgewicht der diversen in Artikel 1 Alinea 1 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie genannten Anliegen anstreben muss und dass sich die Wirtschaftstätigkeit in Korrelation mit anderen wichtigen Bereichen entwickeln muss;

In der Erwägung, dass - wie es weiter unten noch heißen wird - die Wallonische Region über ein Instrument zur Erstellung einer Bestandsaufnahme der Steinbrüche in Wallonien und zur Bewertung der Aussichten dieses Sektors unter Berücksichtigung der Erfordernisse einer nachhaltigen Raumordnung verfügt; dass diese Bestandsaufnahme eine Quantifizierung der bestehenden Vorräte beinhaltet; dass dieses Instrument für die Revisionspolitik der Sektorenpläne in Bezug auf Steinbrüche herangezogen wird;

Dass das der Revision des Sektorenplans zugrundeliegende Vorhaben - wie die Wallonische Regierung bereits anlässlich der vorläufigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans unterstrich - Folgendes erlaubt:

— Gewährleistung des Abbaus von Rohstoffen, die in mehreren wichtigen Bereichen der wallonischen Wirtschaft benötigt werden, und Beitrag zur Entwicklung wichtiger besonderer Stärken Walloniens, wobei zugleich auch Arbeitsplätze geschaffen werden;

— Gewährleistung des Austauschs zweier derzeit in Betrieb befindlicher Drehrohröfen mit Nassverfahren des Zementwerks Obourg durch einen Drehrohröfen mit Trockenverfahren, welcher in Bezug auf Energieverbrauch und Umweltverträglichkeit eine bessere Leistung aufweist; damit einhergehend Beitrag zur Verbesserung der Lebensbedingungen der Gemeinschaft durch die Nutzung eines alternativen Verkehrsmittels zur Straße für die Anlieferung des für die Klinkerproduktion im Zementwerk erforderlichen Schotters;

— Erhalt der Qualität der Mobilität der Benutzer des Straßennetzes und der Verkehrsanbindung der Region Wallonien;

— Aufwertung des gesamten abgebauten Vorkommens, indem die Verwertung von Gestein mit hohem Kalziumkarbonatgehalt wie auch die Verwertung von minderwertiger Qualität als Gesteinskörnung gewährleistet wird, so dass eine schonende und rationelle Nutzung der natürlichen Bodenressourcen sichergestellt ist;

In der Erwägung, dass durch die Ausbeutung eines einzigen Abbaustandorts durch mehrere — selbst konkurrierende - industrielle Betreiber die auf der Region lastende Verpflichtung der Deckung der oben genannten Bedarfe durch die schonende Nutzung des Bodens und der natürlichen Ressourcen erfüllt wird;

In der Erwägung, dass zu dem Zeitpunkt, zu dem HOLCIM über die Gesellschaft «Les Carriers du Tournaisis» eine Vereinbarung mit CCB über die Ausbeutung des Steinbruchs «Carrière du Milieu» abschloss, also 1999, fast noch keine Auflagen in Bezug auf den CO₂-Ausstoß der Zementindustrie existierten; dass HOLCIM erst infolge der Verschärfung der gesetzlichen Vorgaben zur Senkung der Treibhausgasemissionen seine Strategie in Richtung hin zu einem Austausch seiner Drehrohrofen mit Nassverfahren in Obourg durch einen Drehrohrofen mit Trockenverfahren änderte, für welchen so große Mengen an Schotter für die Klinkerproduktion benötigt werden, dass der Steinbruch «Carrière du Milieu» dafür nicht ausreicht;

In der Erwägung, dass es sich bei den Vorkommen um nicht ausbaufähige und nicht transportierbare Ressourcen handelt; dass die Wahl eines Standorts von objektiven Kriterien wie den Eigenschaften des Vorkommens (hinsichtlich Qualität und Quantität, welche anhand der geologischen Karte sowie mit Probebohrungen usw. ermittelt werden können) und der Ausbeutbarkeit des Vorkommens (Ausmaß der Vorräte, lithologische Vorhersehbarkeit, rationelle Ausbeutung der Gesteinsschicht usw.) abhängt;

Dass der Abbaustandort sich somit dem Betreiber aufzwingt, weil er von der Lage des Vorkommens abhängt;

Dass der Entwurf schließlich die Verwertung des gesamten Vorkommens vorsieht, sowohl des Gesteins mit hohem Kalziumkarbonatgehalt für die Klinkerherstellung, als auch des minderwertigen Gesteins für Gesteinskörnungen;

Notwendigkeit einer umfassenden langfristigen Vision für das gesamte Becken

In der Erwägung, dass in einigen Beschwerden die Notwendigkeit einer umfassenden langfristigen Vision für das gesamte Becken angeführt wurde;

a) Dass manche Beschwerdeführer diesbezüglich ein Moratorium sowie eine Grundsatzdiskussion zur Erarbeitung eines neuen Zukunftsvertrags über die Entwicklung des Beckens anregen; dass die Stadt Tournai sogar eine verbindliche Zusage wünscht, dass das Abbaugelände künftig nicht weiter ausgedehnt wird;

b) Dass das kommunale Strukturschema von Tournai ein langfristiges Bewirtschaftungsschema für das Becken in Absprache mit den Unternehmen und der Gemeinde Antoing vorsieht; dass derartige Überlegungen im Rahmen der Erarbeitung des Sektorenplans angestellt wurden; dass es sinnvoll wäre, dass die Region eine Referenzstudie zur Problematik von Kalksteinvorkommen erstellen lässt, mit dem Vorteil, dass der Gemeinschaft die langfristigen Perspektiven klar angekündigt würden;

c) Dass manche Beschwerdeführer die gemeinsame Verwaltung sämtlicher Abbauvorhaben sowie die Existenz einer Person, welche diese Vorhaben in ihrer Gesamtheit verwaltet (anstelle einer isolierten Betrachtung) zur Diskussion stellen;

d) Dass einige Beschwerdeführer die Einrichtung eines neuen Steinbruchs am linken Ufer der Schelde für ungünstig erachten, da zwischen den Steinbruchbetreibern und den betroffenen Gemeinden eine stillschweigende Vereinbarung dahingehend besteht, dass die Abbautätigkeiten lediglich am rechten Ufer der Schelde stattfinden; dass der Sektorenplan im Anschluss an eine aus den 70er Jahren stammende Vereinbarung zwischen den Steinbruchbetreibern und den regionalen und kommunalen Behörden bezüglich der prinzipiellen Organisation der Abbautätigkeit östlich von Calonne erstellt wurde;

Dass die Beschwerdeführer darauf beharren, dass sich durch eine verstärkte Kooperation zwischen den Steinbrüchen in Antoing und in der Region um Tournai zur Ausbeutung der am rechten Ufer verfügbaren Vorräte der neue Abbaustandort vermeiden ließe;

In der Erwägung, dass die kommunalen Behörden von Antoing und Tournai eine Klausel der Reversibilität für den Fall der Nichtdurchführung des Vorhabens von HOLCIM innerhalb von 7 bzw. 4 Jahren nach der endgültigen Annahme der Revision des Sektorenplans empfehlen.

ANTWORTEN

In der Erwägung, dass bezüglich der umfassenden langfristigen Vision für das gesamte Becken im Bestreben um die sorgsame Bewirtschaftung der natürlichen Bodenressourcen und eine nachhaltige Entwicklung die operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie der Wallonischen Region das Labor für Gesteins- und Zoostratigraphie-Analysen des Fachbereichs der Universität Lüttich mit der Erstellung einer Bestandsaufnahme der bestehenden Abbaustandorte und der Ermittlung neuer potenzieller Vorkommen unter Festlegung des Bedarfs beauftragte; dass im Rahmen dieses Auftrags in den Jahren 1995-2001 eine Studie mit dem Titel «Bestandsaufnahme der Bodenressourcen und mittelfristige Bedarfsprospektiven der Abbaubranche in Wallonien» erstellt wurde; dass diese Studie im Jahr 2010 aktualisiert wurde;

In der Erwägung, dass die Region somit über eine Gesamtvision der bestehenden Lage, der Abbauperspektiven und der potenziellen Vorkommen in der gesamten Region verfügt, und zwar für sämtliche Stoffe, die in Wallonien gefördert werden; dass wie bereits erwähnt parallel dazu eine Umweltverträglichkeitsprüfung im Rahmen der vorliegenden Revision des Sektorenplans vorgenommen wurde, bei welcher im Rahmen der Prüfung der gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Rechtfertigung des Vorhabens das Potenzial des Sektorenplans untersucht wurde und man zu dem Schluss gelangte, dass die Einrichtung des hier genannten Abbaugeländes notwendig ist;

In der Erwägung, dass in dem am 7. Januar 1976 verabschiedeten Entwurf des Sektorenplans für Tournai-Leuze-Péruwelz das Gebiet, um das es heute geht, in Anbetracht der Beschaffenheit des Untergrunds und der Abbaumöglichkeiten des Vorkommens bereits als Steinbruch-Prospektionsgebiet eingetragen war; dass die Steinbruch-Prospektionsgebiete dennoch nicht in den Sektorenplan eingetragen wurden, da der Regionalausschuss für Raumordnung in seiner Stellungnahme vom 8. Juli 1980 angeführt hatte, dass «die Steinbruch-Prospektionsgebiete angesichts ihres rein indikativen Werts gestrichen wurden», da «der Schutz der Vorkommen durch den Erhalt der betreffenden Gebiete als landwirtschaftliche Nutzflächen ausreichend gesichert sei»;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung in seiner Stellungnahme zur vorliegenden Revision vom 10. November 2010 bezüglich des Vorkommens am linken Ufer der Schelde unterstreicht: «Angesichts der physikalischen Zwänge scheint eine weitere Entwicklung der Abbautätigkeit am rechten Ufer der Schelde über die bereits erteilten Genehmigungen hinaus nicht mehr möglich zu sein. Außerdem stellt der Regionalausschuss für Raumordnung fest, dass die Menge und die Qualität der Kohlekalkvorkommen sowohl in der Bestandsaufnahme der Bodenressourcen der Wallonischen Region als auch bei den Probebohrungen hervorgehoben wurden.»

In der Erwägung, dass im Bereich Kooperation und sorgsamer Umgang mit den Bodenschätzen das der vorliegenden Revision zugrundeliegende Industrievorhaben vorsieht, dass das für die Klinkerproduktion vorgesehene Gestein zum einen im Zementwerk von HOLCIM in Obourg und zum anderen im Zementwerk der Carrières d'Antoing eingesetzt werden soll; dass die Gesteinskörnungen nicht nur von HOLCIM, sondern auch von anderen industriellen Betreibern verarbeitet werden, welche an den Carrières d'Antoing beteiligt sind (UVP, Phase 1, S. 27); dass ein Teil der Gesteinskörnungen wie derzeit auch per Schiff befördert werden wird (NtZ, S. 52);

In der Erwägung, dass durch eine verstärkte Zusammenarbeit zwischen den Steinbrüchen die Eintragung eines neuen Abbaugebiets am linken Ufer der Schelde nicht verhindert werden kann; dass HOLCIM bereits im Rahmen der Ausbeutung des Steinbruchs «Grande Mer» mit CCB zusammenarbeitet; dass mit den im Steinbruch «Grande Mer» verfügbaren Vorräten auf keinen Fall der Bedarf gedeckt werden kann, welcher bei dem oben erläuterten Vorhaben von HOLCIM entsteht;

In der Erwägung, dass bezüglich der verbindlichen Zusage, das Abbaugebiet künftig nicht mehr auszuweiten und ein Moratorium zu verfügen, eine solche Maßnahme im Widerspruch zu Artikel 1 Alinea 1 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie stünde, mit dem die Region verpflichtet wird, den wirtschaftlichen Bedürfnissen der Gemeinschaft nachzukommen, da im Bereich der natürlichen Ressourcen des Bodens die geographische Festlegung potenzieller Abbaustandorte grundlegende Voraussetzung für die Bestimmung möglicher Optionen ist;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung in seiner Stellungnahme vom 10. November 2010 angibt, dass er «den Vorschlag der Gemeinderäte von Tournai und Antoing nicht befürwortet, welche der Wallonischen Regierung empfehlen, eine Reversibilitätsklausel vorzusehen und die Durchführung des Vorhabens innerhalb von 4 bzw. 7 Jahren vorzuschreiben»; dass er «hervorhebt, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung das Vorhandensein eines bedeutenden Vorkommens an diesem Ort belegt und dieses seiner Meinung nach geschützt werden muss»; dass er hinzufügt, dass er «die Revision des Sektorenplans auf der Grundlage einer langfristigen Raumplanung betrachtet»;

In der Erwägung, dass die Regierung sich der Stellungnahme des Regionalausschusses in diesem Punkt nicht anschließt; dass insofern, als die Revision des Sektorenplans, welche die Eintragung eines neuen Abbaugebiets am linken Ufer der Schelde vorsieht, durch das Industrierohraben von HOLCIM begründet ist, für welches kein alternatives Vorkommen ausgemacht werden konnte, sowie durch die Notwendigkeit, den Fortbestand der Arbeitsplätze im Zementwerk Obourg zu sichern, die Eintragung des neuen Abbaugebiets dem tatsächlichen Staffinden der angekündigten Investitionen unterzuordnen ist; dass sie folglich die Reversibilität der Zweckbestimmungen und der ergänzenden Vorschriften im Zusammenhang mit dem Industrierohraben vorsieht;

In der Erwägung, dass die Anwendung der Reversibilitätsklausel auf den signifikanten Beginn der Arbeiten (5 Jahre) und die Erschließung bezüglich der ersten erforderlichen Genehmigungen (7 Jahre) des betreffenden Industrierohrabens begrenzt ist, also zum einen die erforderliche Globalgenehmigung für den Abbau im Steinbruch, um den es im vorliegenden Erlass geht, und zum anderen die erforderliche Globalgenehmigung für den Bau und den Betrieb des Drehrohrofens im Trockenverfahren.

Ersetzbarkeit der Stoffe

In der Erwägung, dass sich einige Beschwerden auf die Ersetzbarkeit der Stoffe bezogen;

a) Dass manche Beschwerdeführer sich die Frage stellen, ob Gesteinskörnungen und Zement in 50 Jahren nach wie vor so gefragt sind; dass einigen zufolge der Bedarf an den abgebauten Stoffen (Gesteinskörnungen und Zement) in Anbetracht der Entwicklung der Zementzusammensetzung sowie der Versorgung mit Zement aus dem Ausland langfristig nicht erwiesen ist; dass sie anführen, dass die wirtschaftliche und finanzielle Rationalität langfristig hypothetisch ist; dass einigen zufolge die Zukunft von Gesteinen, Zement und der ortsansässigen Bevölkerung im Zusammenhang zu betrachten ist, wobei Beschäftigung, Erhalt der Umwelt und ein mittel- und langfristig vernünftiger Umgang mit den natürlichen Ressourcen, die Optimierung der bestehenden Vorräte, die Verpflichtung zur Kooperation zwischen den Unternehmen und eine methodische, nicht wahllose Ausbeutung des Vorkommens zu beherzigen sind;

b) Dass ein Beschwerdeführer die Nutzung und Verwertung des Tournai-Steins als Bruchstein für unterschiedliche Anwendungszwecke im Baugewerbe anstelle der Verwertung durch Verarbeitung zu Zement und Kalk und Produktion von Schotter empfiehlt; dass dies folgende Vorteile bietet: Restaurierung alter Gebäude, Verwendung für neue Bauwerke, bessere Ausbildung der Steinmetze;

c) Dass ein Beschwerdeführer Fragen über die Entwicklung der Firma HOLCIM und des Zements stellt; dass einige Beschwerdeführer sich beunruhigt über die geänderte Strategie von HOLCIM hinsichtlich des Baus eines neuen Zementwerks zeigen, das ursprünglich in Vaulx geplant war.

ANTWORTEN

In der Erwägung, dass der Zement- und Betonmarkt der Umweltverträglichkeitsprüfung zufolge relativ stabil ist und dass angesichts der geplanten Durchführung großer Bauprojekte in Belgien, Nordfrankreich und den Niederlanden ein Anstieg des Zement- und Betonverbrauchs zu erwarten ist; dass außerdem in Anbetracht der Unmöglichkeit, bei der Zementherstellung vollständig auf Klinker zu verzichten, dieser Markt somit von einer gewissen Beständigkeit geprägt ist (NtZ, S. 17);

In der Erwägung, dass es in der Umweltverträglichkeitsprüfung heißt, es gebe kein Ersatzprodukt, welches den für die Zementindustrie unverzichtbaren Naturkalkstein ersetzen könnte (UVP, Phase 1, S. 58);

In der Erwägung, dass bezüglich der Notwendigkeit der begleitenden Überlegungen zur Zukunft des Steins, des Zements und der ortsansässigen Bevölkerung unter Berücksichtigung der Beschäftigung, des Erhalts der Umwelt, eines mittel- und langfristig vernünftigen Umgangs mit den natürlichen Ressourcen, einer Optimierung der bestehenden Vorräte, der Verpflichtung der Kooperation unter den Unternehmen sowie einer methodischen und nicht wahllosen Ausbeutung des Vorkommens, dies gerade das Ziel von Artikel 1 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie ist; dass die Umsetzung dieser Bestimmung mit dem vorliegenden Entwurf bereits weiter oben erörtert wurde;

In der Erwägung, dass die Nutzung und Verwertung des Tournai-Steins als Bruchstein nicht die einzige Anwendungsmöglichkeit darstellt; dass die Nutzung des Bruchsteins im Baugewerbe nicht den gesamten Bedarf der Branche decken kann; dass Bedarf an Klinker und Gesteinskörnungen besteht;

In der Erwägung, dass die Option des Baus eines neuen Zementwerks in Tournai zur Deckung des eigenen Bedarfs von HOLCIM in Betracht gezogen, jedoch wieder verworfen wurde, und zwar aus mehreren Gründen, welche anlässlich der Einleitung der Revision des Sektorenplans, welche die Wallonische Regierung am 19. Dezember 2008 beschloss, mit folgenden Worten dargelegt wurden:

«- In sozialer Hinsicht würde dies die teilweise Schließung und Umstrukturierung des Werks in Obourg bedeuten, das knapp 50 km entfernt in der gleichen Region liegt, dennoch würden nur geringfügig Arbeitsplätze in der Region Tournai neu geschaffen, zumindest in den nächsten 20 Jahren, denn aufgrund der Nähe der Standorte Obourg und Antoing-Tournai würden die derzeit in Obourg beschäftigten Mitarbeiter eher zum neuen Standort fahren, als dass neue Jobs vor Ort geschaffen würden;

— In wirtschaftlicher Hinsicht wären die Kosten für den Bau eines neuen Zementwerks mindestens 20% höher als die der Modernisierung der bestehenden Anlagen in Obourg, diese Mehrkosten würden die Kosten für den Materialtransport zwischen Antoing und Obourg während der allgemein angenommenen Rentabilitätszeiträume überschreiten;

— Aus Umweltsicht wäre ein neues Zementwerk in Antoing oder Tournai zwar von der Technologie her moderner, würde jedoch die Umwelt in der Region Tournai erneut in hohem Maße industriell prägen und weitere Emissionsquellen für die Anwohner beinhalten; es würde zudem die Nutzung des Straßenverkehrs oder gar den Neubau von Zufahrten für die Anlieferung der Rohstoffe und der Brennstoffe am neuen Zementwerk von HOLCIM erforderlich machen;»

Dass es gilt, die bestehenden Infrastrukturen rationell zu nutzen; dass seit 100 Jahren in Obourg ein Werk existiert; dass dieses gut in seine Umgebung eingebettet ist und an einem für diese Tätigkeit gut geeigneten Standort liegt, insbesondere bezüglich der Verkehrsanbindung; dass somit der Erhalt eines bestehenden Instruments mittels Modernisierung dem Bau einer neuen Infrastruktur vorzuziehen ist;

In der Erwägung, dass der Wallonische Umweltrat für nachhaltige Entwicklung im Übrigen in seiner Stellungnahme vom 25. Oktober 2010 angab: «Das Projekt sichert den Fortbestand des Werks in Obourg, da der derzeitige Drehrohrofen mit Nassverfahren durch einen Ofen mit Trockenverfahren ersetzt wird, was Energieeinsparungen in Höhe von 40% und einen Rückgang der CO₂-Emissionen um 20% ermöglicht, so dass die Umweltbilanz insgesamt positiv ist.»

Verkehr

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer Bedenken bezüglich der Beförderungsart der Stoffe haben;

a) Dass diesbezüglich einige Beschwerdeführer die Auffassung vertreten, es sei wirtschaftlich und ökologisch gesehen ein Frevel, 3 bis 4 Millionen Tonnen Rohstoffe zur Verarbeitung von Vaulx nach Obourg zu schaffen, auch wenn dies mit so genannten nachhaltigen Verkehrsträgern geschehe;

b) Dass einige Beschwerdeführer anführen, das Vorhaben werde zwar mit der Herstellung von Klinker im Trockenverfahren begründet, weil das Nassverfahren zu viel Energie verschlinge, der energetische Vorteil dieses Verfahrens werde jedoch durch die Transporte zunichte gemacht, die durch die Errichtung eines Drehrohrofens in Obourg und somit in großer Entfernung vom natürlichen Vorkommen verursacht werden; dass ihrer Meinung nach die Produktion und Verarbeitung vor Ort rentabler sei;

Dass einige meinen, man müsse die Herstellung von Fertizement in Antoing vorsehen (Abpacken, Schüttgut und Zermahlen), so dass man die Beladung von Schiffen und Zügen mit Kalk und die mit diesen Transporten verbundene Belastung vermeiden könne;

c) Dass sich manche Beschwerdeführer fragen, ob die Straßen-, Schienen- und Binnenschiffahrtsinfrastruktur in den nächsten 20 bis 30 Jahren nicht ausgelastet sei;

d) In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer anführen, die Beförderung auf der Schiene sei ein neuer Faktor, der im Vorentwurf nicht auftauchte; dass ihrer Ansicht nach der Standort zu nahe an den Wohngebäuden in der Rue Alexandre Dapsens liege;

e) In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer die Aufmerksamkeit auf den Ladekai lenken und bitten, dass man die für den künftigen Hafen in Vaulx genutzten Lkw nicht vergessen dürfe; dass dieser ihrer Ansicht nach in einem Riesenhangar untergebracht werden müsse;

ANTWORTEN

In der Erwägung, dass - wie in der Umweltverträglichkeitsprüfung unterstrichen wurde - der Standort in unmittelbarer Nähe leistungsfähiger Verkehrsnetze angesiedelt ist (Autobahn E42, Schelde, Eisenbahn); dass diese drei Netze den Standort, an dem das Gestein abgebaut wird, mit dem Zementwerk in Obourg verbinden, an dem es verarbeitet wird (NtZ, S. 21);

In der Erwägung, dass der Standort somit sehr gut angebunden ist;

In der Erwägung, dass in der auf der Grundlage des Vorentwurfs durchgeführten Umweltverträglichkeitsprüfung empfohlen wird, auf die Beförderung des für die Klinkerherstellung bestimmten Schotters per Schiff von Antoing zum Werk in Obourg zugunsten des Schienentransports zu verzichten; dass die Beförderung per Schiff jedoch bei einer Ausdehnung der Schifffahrtszeiten und des Betriebs der betreffenden Schleusen rund um die Uhr sowie sonn- und feiertags denkbar wäre;

In der Erwägung, dass sich die Regierung der Entscheidung für den Schienen- oder Schiffstransport voll und ganz anschließt, vorausgesetzt die entsprechenden Anpassungen der Schifffahrtszeiten werden bei einer Entscheidung für den Schiffstransport wirksam;

Dass die Gründe, insbesondere die wirtschaftlichen und ökologischen Gründe, aus denen auf die Option des Baus eines neuen Zementwerks in Tournai von der Firma HOLCIM verzichtet wurde, bereits dargelegt wurden;

In der Erwägung, dass davon auszugehen ist, dass bei der Beförderung des für die Klinkerproduktion bestimmten Schotters pro Jahr 10 000 t CO₂ verursacht werden, dass parallel dazu durch die Umstellung von Nassverfahren auf Trockenverfahren 200 kg CO₂ pro Tonne produziertem Klinker eingespart werden; dass sich die Klinkerproduktion pro Jahr auf ca. 2 Millionen Tonnen beläuft, also eine CO₂-Einsparung von 40 000 t/Jahr vorliegen wird;

Dass unter diesen Bedingungen die Behauptung nicht zutreffend ist, die positiven Auswirkungen der Umstellung der Drehrohrofen von Nassverfahren auf Trockenverfahren würden durch die Folgen des Transports des abgebauten Materials nach Obourg zunichte gemacht;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung in seiner positiven Stellungnahme vom 10. November 2010 im Übrigen betonte, dass die Grundsätze der nachhaltigen Entwicklung in die Überlegungen zu diesem Vorhaben einfließen: «Zum einen ermöglicht der Industrieprozess im Trockenverfahren eine Begrenzung der CO₂-Emissionen, zum anderen bietet die ausgezeichnete Verkehrsanbindung des Standorts Alternativen zum Straßentransport.»

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfung zufolge, wie auch bereits im Erlass zur vorläufigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans angegeben wurde, bezüglich der Auswirkungen auf das Straßenverkehrsnetz und den Straßenverkehr:

— im geplanten neuen Abbaugelände keine Straßenverkehrsinfrastruktur vorhanden ist; keine Straßentransporte für die Beförderung der Produkte vom neuen Steinbruch zu den Verarbeitungsstandorten in Obourg und vom rechten Ufer der Schelde geplant sind; somit keinerlei Auswirkungen zu berücksichtigen sind;

— dem Vorentwurf zufolge die Produktion von Schotter aus dem Steinbruch «Carrière du Milieu» nicht erhöht, sondern dessen Fortbestehen gesichert wird; der Umfang des Transports und dessen geographische Verteilung somit vergleichbar wie heute sein werden; auch keinerlei Veränderung für die «Carrières d'Antoing» zu berücksichtigen ist, in denen ein Teil des Schotters verarbeitet wird und die das Zementwerk von CBR mit Schotter für die Klinkerproduktion versorgen werden; bezüglich des Standorts Obourg die Bilanz des Lkw-Verkehrs (ein- und ausgehender Verkehr) der aktuell festgestellten Situation entsprechen wird: Rückgang der eingehenden Brennstofftransporte, geringfügiger Anstieg der ausgehenden Transporte des Fertigerzeugnisses aufgrund der erwarteten Erhöhung der Produktion; der Verkehr wie heute auch zumeist auf der Industriestraße zum «Chemin du Pont d'Haine» gehen wird;

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich der Auswirkungen auf das Schienennetz hervorgehoben wird, die vorhersehbaren Auswirkungen der Beförderung des für die Klinkerproduktion bestimmten Schotters vom Steinbruch zum Zementwerk Obourg seien gering und verursachten keinerlei Schwierigkeiten für den Zugverkehr;

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich der Auswirkungen auf das Binnenschiffahrtsnetz hervorgehoben wird, die vorhersehbaren Auswirkungen der Beförderung des für die Klinkerproduktion bestimmten Schotters vom Steinbruch zum Zementwerk Obourg auf die Binnenschiffahrt seien zulässig, vorausgesetzt die erforderlichen Anpassungen der Schifffahrtszeiten werden vorgenommen;

In der Erwägung, dass HOLCIM alternative Beförderungsarten zum Straßenverkehr, mit denen die Umweltauswirkungen seiner Tätigkeit verringert werden können, begünstigen möchte; dass HOLCIM und PACO 2010 eine Konzession für den Betrieb eines Ladekais südlich des im Entwurf der Revision des Sektorenplans anvisierten Abbaugebiets unterzeichneten, welcher mit Förderbändern direkt angebunden werden kann; dass die dort verladenen Volumen als Ausgleich für die derzeit per Lkw von den Anlagen am rechten Ufer der Schelde zu den Zielmärkten transportierten Volumen dienen; dass die von diesem zusätzlichen Binnenschiffsverkehr betroffenen Volumen für Gesteinskörnungen (in einer Größenordnung von 600 000 t/Jahr) vom lokalen Binnenschiffahrtsnetz problemlos bewältigt werden können;

In der Erwägung, dass sowohl für die Zug- als auch für die Schiffsbeladung die angewandten technischen Verfahren Gegenstand einer Prüfung im Rahmen des Genehmigungsantrags zu sein haben; dass dies insbesondere für die Systeme zur Beladung der Schiffe wie auch für die Systeme zur Beladung der Züge der Fall sein wird; dass die in den Genehmigungen verhängten Bedingungen dergestalt sein müssen, dass die Beeinträchtigung der Anwohner, insbesondere in der Rue Alexandre Dapsens, verringert wird.

Beschäftigung

In der Erwägung, dass sich einige Beschwerden auf die Beschäftigung bezogen;

a) Dass sich einige Beschwerdeführer diesbezüglich fragen, weshalb man eine Region für 40 Arbeitsplätze zerstören soll;

b) Dass einige darauf hinweisen, dass das Vorhaben hohe Investitionen erfordere, jedoch keine Arbeitsplätze schaffe;

c) Dass manche Beschwerdeführer auf der bevorzugten Einstellung der Bewohner des Orts bestehen;

q) Dass einige Beschwerdeführer sich deshalb fragen, was in 20 Jahren geschehen wird, wenn HOLCIM einen anderen Konzern aufkauft oder selbst von einem internationalen Konzern aufgekauft wird;

ANTWORTEN

In der Erwägung, dass bezüglich der Beschäftigung bereits darauf hingewiesen wurde, dass die Abbaubranche von einer natürlichen Ressource abhängig ist, die es nur an bestimmten Orten gibt;

Dass der Untergrund in Wallonien hochwertig und reich an Bodenschätzen ist; dass der Abbau von Gestein somit eine ortstypische Tätigkeit darstellt, die aus diesem Grund sichere Arbeitsplätze, im Allgemeinen vor Ort, schafft;

Dass das Vorhaben, wie bereits unterstrichen wurde, den Erhalt einer seit fast 100 Jahren bestehenden Industrietätigkeit in Obourg und die Sicherung der Arbeitsplätze ermöglicht;

Dass für den Betrieb des geplanten neuen Steinbruchs an sich unmittelbar 40 Vollzeit Arbeitsplätze erforderlich sind;

In der Erwägung, dass die Annahme, HOLCIM würde einen anderen Konzern aufkaufen oder selbst von einem internationalen Konzern aufgekauft, wie einige Beschwerdeführer betonen, die Betriebsfähigkeit des der vorliegenden Revision des Sektorenplans zugrundeliegenden Projekts nicht beeinträchtigen dürfte; dass Änderungen der Beteiligungsstruktur an einem Unternehmen nicht zwangsläufig die Industrietätigkeit des betreffenden Unternehmens beeinträchtigen;

Allgemeininteresse

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer das Allgemeininteresse der Revision des Sektorenplans in Frage stellen;

a) Dass sich die Beschwerden diesbezüglich im Wesentlichen auf die Frage bezogen, welchen Vorteil die Anwohner von dem Vorhaben haben, verglichen mit den Vorzügen, die das Vorhaben für HOLCIM beinhaltet;

b) Dass manche Beschwerdeführer die Auffassung vertreten, dass die Anwohner ausschließlich unter den Beeinträchtigungen leiden und keinerlei finanziellen Vorteil von diesem Vorhaben haben werden;

c) Dass die Beschwerdeführer darauf bestehen, dass das Allgemeininteresse, das Interesse der Anwohner, der Arbeitnehmer und der Bewohner des Beckens von Tournai berücksichtigt werden müsse;

d) Dass manche Beschwerdeführer betonen, dass nur der Wohlstand des Konzerns HOLCIM gemehrt werden solle (konkret: eine Änderung des Kräfteverhältnisses zu CCB (Möglichkeit der alleinigen Ausbeutung eines neuen Steinbruchs unabhängig von CCB)) und dass Artikel 1 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie nicht respektiert werde.

ANTWORTEN

In der Erwägung, dass die Gründe, aus denen das Vorhaben die in Artikel 1 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie aufgeführten Anliegen erfüllt, bereits genannt wurden;

In der Erwägung, dass - wie ebenfalls bereits unterstrichen wurde - das Vorhaben dem Fortbestand der Abbautätigkeit und der Zementproduktion in Belgien dient;

In der Erwägung, dass die Zementindustrie ein Schlüsselement der belgischen Wirtschaft darstellt;

Dass das Vorhaben von HOLCIM insbesondere den Erhalt einer Wirtschaftsaktivität sowie der Beschäftigung im Werk Obourg und der direkten und indirekten Schaffung von Arbeitsplätzen im Zusammenhang mit dem Betrieb des neuen Abbaustandorts zusätzlich zu den bereits in der Umweltverträglichkeitsprüfung dargelegten Steuervorteilen für die Gemeinden, die Provinz, die Region und den Föderalstaat dient;

Dass - wie es bereits im Erlass zur vorläufigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans heißt - das Vorhaben zur Entwicklung der besonderen Stärken Walloniens beiträgt, da es den Abbau von Stoffen betrifft, die in mehreren wichtigen Bereichen der wallonischen Wirtschaft benötigt werden;

In der Erwägung, dass das Allgemeininteresse und insbesondere das Interesse der Anwohner, der Arbeitnehmer und der Bewohner der Region Tournai berücksichtigt wurde; dass vor dieser Entscheidung eine Umweltverträglichkeitsprüfung durchgeführt wurde; dass dabei der Entwurf einer Revision des Sektorenplans im Hinblick auf das Allgemeininteresse unter besonderer Berücksichtigung von Beschäftigung, Wirtschaftsentwicklung, Ausgleich und Auswirkungen auf den Lebensraum der Menschen überprüft wurde, damit die Ergebnisse in den revidierten Plan sowie gegebenenfalls in die künftige Genehmigung integriert werden können, vor der wiederum eine erneute Umweltverträglichkeitsprüfung durchzuführen ist.

Umweltaspekte

In der Erwägung, dass die Beschwerden in Bezug auf die Umweltaspekte des Projekts im Wesentlichen Fragen zum Thema Boden, Wasser, Luft, Landschaft, Mobilität, Lärm, Erschütterungen, Geruchsbelastung, Naturerbe, umliegende Wohnobjekte und Landwirtschaft betrafen;

In der Erwägung, dass hier zu betonen ist, dass es sich um eine Revision des Sektorenplans und nicht um einen Genehmigungsantrag für die Durchführung des dieser Planrevision zugrundeliegenden Projekts handelt; dass folglich die im Rahmen der öffentlichen Untersuchung vorgebrachten Bemerkungen, die verschiedenen im Laufe des Planrevisionsverfahrens angeforderten und abgegebenen Stellungnahmen sowie einige der vom Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung formulierten Empfehlungen, die sich auf die Einrichtung und den Betrieb des zugrundeliegenden Industrieprojekts beziehen, nicht an dieser Stelle beantwortet werden, sondern im Rahmen des späteren Genehmigungsantragsverfahrens und Umweltverträglichkeitsprüfungen sowie ggf. in der möglicherweise auszustellenden Genehmigung; dass dies insbesondere für den von den Städten Tournai und Antoing gewünschten Begleitausschuss bezüglich der Überwachung einer ordnungsgemäßen Bewirtschaftung des Standorts gilt, einschließlich der Behandlung des Abraums; des Wunsches nach einer Emissionskurvenkarte, des Gutachtens für die unmittelbar angrenzenden Liegenschaften, der Betriebszeiten, der Rekultivierung, der Gestaltung der Erdwälle, der Integration in die Landschaft, der Neugestaltung des Steinbruchs «Carrière du Milieu», des möglichst langen Erhalts der Landwirtschaft im Abbaugbiet, der für den Lehrpfad «Circuit du Pays Blanc» zu suchenden Alternative, der eventuell erforderlichen Umleitung des «Chemin de Warnaf» und des «Chemin du Vieux Moulin» sowie des Radwegs RAVeL etc.

Untergrund

In der Erwägung, dass es in der Umweltverträglichkeitsprüfung zum Untergrund heißt: «Die Folge der Umsetzung des Projekts ist zwangsläufig der Abbau eines nicht erneuerbaren natürlichen Rohstoffs. Eine andere Folge ist nicht zu erwarten. Nach heutigem Kenntnisstand weist der Untergrund, der das von der künftigen Abbautätigkeit betroffene Vorkommen darstellt, keinen außergewöhnlichen geologischen oder paläontologischen Wert und keine besondere wissenschaftliche Bedeutung auf.» (NtZ, S. 25);

In der Erwägung, dass dieser Abbau gerade das Ziel des vorliegenden Projekts ist; dass keine spezielle Maßnahme zur Verringerung oder zum Ausgleich des Gesteinsverbrauchs denkbar ist (UVP, Phase 2, S. 47);

In der Erwägung, dass auch aus der Umweltverträglichkeitsprüfung hervorgeht, dass die Auswirkung des Vorentwurfs auf den felsigen Untergrund unter dem Ortsteil Calonne als nicht gegeben betrachtet werden kann; dass nämlich die ausgeführten hydrogeologischen Modellberechnungen ergeben, dass sich der Ortsteil in einer Zone befindet, die bereits durch die derzeit stattfindende Abpumpung aus dem Grundwasser trockengelegt wurde und dass die zusätzliche Grundwasserabsenkung durch den neuen Steinbruch ab 2033 keine Auswirkung für die Oberfläche und damit für die Stabilität der Wohnhäuser haben wird (UVP, Phase 2, S. 45); dass auf diesen Punkt weiter unten noch eingegangen wird;

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich der Neugestaltung des Abbaustandorts zum einen die Einhaltung der Vorgaben des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die sektorbezogenen Bedingungen für die Steinbrüche und deren Nebenanlagen, besonders was die detaillierte Liste angeht, in der die zu pflanzenden Essenzen vorgeschlagen sind, und zum anderen die Ausführung der Neugestaltung und die Entscheidungsfindung in Absprache mit der zuständigen Regionalbehörde, den lokalen Umweltverbänden und den Dienststellen der Abteilung Natur und Forstwesen (DGO 3) empfohlen wird (UVP, Phase 2, S. 48);

In der Erwägung, dass diese Empfehlungen nichts mit der vorliegenden Revision des Sektorenplans zu tun haben und im Rahmen des Genehmigungsantragsverfahrens und späterer Umweltverträglichkeitsprüfungen sowie ggf. in der möglicherweise auszustellenden Genehmigung behandelt werden.

Böden - Landwirtschaft

In der Erwägung, dass die Beschwerden in Bezug auf den Aspekt Boden im Wesentlichen die Frage des Verlusts hochwertiger landwirtschaftlicher Flächen betrafen;

In der Erwägung, dass es in der Umweltverträglichkeitsprüfung heißt: «Die im Rahmen des Vorentwurfs untersuchten Gebiete zeichnen sich an vielen Stellen dadurch aus, dass kein Grund vorhanden ist oder der Grund bereits umgestaltet wurde. In den Gebieten mit Grund (...) ist dieser im Allgemeinen gut oder gar sehr gut für die Landwirtschaft geeignet (...). Nach der Umsetzung des Vorentwurfs wird die Flächennutzung bestimmter Gebiete geändert. Diese Änderungen führen gewiss zum Verlust zahlreicher Hektar landwirtschaftlicher Nutzflächen.» (NtZ, S. 25);

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung zur Vermeidung, Verringerung oder Kompensierung der negativen Auswirkungen der Umsetzung des Vorentwurfs Folgendes vorgeschlagen wird: «Kurz- bis mittelfristig könnte ein Teil der derzeitigen Anbauflächen innerhalb der künftigen Abbaugebiete je nach Fortschreiten der phasenweisen Abbautätigkeit erhalten werden. Die Landwirtschaft kann lokal so lange fortgesetzt werden, wie mit dem Abbau noch nicht begonnen wurde.» (UVP, Phase 2, S. 64); dass es darin ferner heißt: «Mit den Landwirten werden Vereinbarungen entweder für eine Entschädigung oder für die Verlagerung ihrer landwirtschaftlichen Flächen im Laufe der phasenweisen Bewirtschaftung des Steinbruchs getroffen.» (UVP, Phase 2, S. 65);

In der Erwägung, dass es in der Umweltverträglichkeitsprüfung heißt, dass die Maßnahmen zur Überwachung der Umsetzung des Sektorenplans darin bestehen, «sicherzustellen, dass die landwirtschaftlichen Betriebe an dem vom Vorentwurf betroffenen Standort so lange wie möglich weitergeführt werden können und vor der Stilllegung der Flächen mit jedem Landwirt eine Vereinbarung bezüglich der Verlagerung oder Entschädigung dieser Flächen getroffen wird.» (UVP, Phase 2, S. 66);

In der Erwägung, dass in diesem Zusammenhang ein möglichst guter Ausgleich für die verloren gegangenen landwirtschaftlichen Flächen vorgenommen werden muss; dass zweierlei Optionen empfohlen werden: zum einen der Ausgleich mit landwirtschaftlichen Flächen derselben Größe, Art und Qualität und nach Möglichkeit in unmittelbarer Nähe und zum anderen eine finanzielle Entschädigung, wenn keine Ausgleichsfläche gefunden wurde;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung in seiner positiven Stellungnahme vom 10. November 2010 im Übrigen betont, dass die phasenweise Ausbeutung des Abbaugebiets eine zeitliche Staffung der Auswirkungen auf bestimmte landwirtschaftliche Betriebe ermöglicht.

Hydrogeologie und Hydrologie

a) In der Erwägung, dass die Beschwerdeführer im Hinblick auf die Hydrogeologie das Auftreten karstbedingter Phänomene befürchten;

b) In der Erwägung, dass die Beschwerdeführer im Hinblick auf die Hydrologie eine Beeinträchtigung der Wasser- und Grundwasserqualität durch das Projekt befürchten;

c) In der Erwägung, dass manche sich auch fragen, ob die Gefahr einer Überbeanspruchung und Verschwendung des Grundwassers besteht;

d) In der Erwägung, dass nach Ansicht mancher Beschwerdeführer die Gefahr des Austrocknens des Weiheres auf dem Grundstück des Domaine de Chercq (Altarm der Schelde und der Wasserfläche) besteht; dass eine Messung der Wasserpegel des ehemaligen Steinbruchs Casaque, des ehemaligen Steinbruchs Grande Carrière de Chercq, des Weiheres «Clos de la Chartreuse» und der Schelde in Höhe des Domaine de Chercq durchgeführt wurde; dass dieser Weiher integraler Bestandteil der Parklandschaft ist, deren Qualität anerkannt ist und die 1805 angelegt wurde.

ANTWORTEN

In der Erwägung, dass das der Revision des Sektorenplans zugrundeliegende Projekt die Abpumpung von Wasser in Höhe des Standorts erfordert; dass das Loch, das dazu gebohrt wird, bis unter den Grundwasserspiegel reichen wird; dass für die Bewirtschaftung des Steinbruchs daher das Abpumpen von Grundwasser erforderlich ist, damit die Grube nicht unter Wasser steht;

In der Erwägung, dass diese Abpumpungen zu den bereits heute erfolgenden Wasserentnahmen zur Deckung des Trinkwasser- und Prozesswasserbedarfs hinzukommen;

Dass die von AQUALE ausgeführte hydrogeologische Studie, die der Umweltverträglichkeitsprüfung als Anlage 7 beigelegt ist, insbesondere folgende Schlussfolgerung erlaubt:

— Die weitere Absenkung des Grundwassers wird begrenzt sein; der Grundwasserspiegel wird etwa 1 m unter der Schelde und 1 bis 10 m unter dem Ortsteil Calonne liegen; sie wird zudem durch die Spalte von Bruyelle im Süden begrenzt; dass die zusätzlichen Grundwasserabsenkungen damit begrenzt sein werden und kein Fassungsbrunnen beeinträchtigt wird;

— Angesichts der gesamten abgepumpten Wassermenge ist es wünschenswert, dass das im Steinbruch entnommene Wasser für das Trinkwassernetz verwendet wird; zu diesem Zweck müssen Vereinbarungen mit der Wallonischen Wassergesellschaft (Société wallonne des Eaux - SWDE) getroffen werden;

— Das (schon heute bestehende) karstbedingte Risiko nimmt angesichts der Tiefe des bestehenden Grundwasserspiegels nicht zu; die Absenkung des Grundwasserspiegels durch die Realisierung des HOLCIM-Projekts ist begrenzt und führt nicht zu einer signifikanten zusätzlichen Trockenlegung (UVP, Phase 2, S. 82);

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung angesichts dieser Tatsache bei der vorläufigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans am 1. April 2010 vorgeschrieben hat, dass HOLCIM und die SWDE vor der endgültigen Verabschiedung einen Vertrag schließen müssen, um die Nutzung des Grubenwassers und die Nachhaltigkeit der Wasserversorgung zu gewährleisten und jegliche finanziellen Konsequenzen für die Bürger auszuschließen; dass dieser Vertrag am 7. Februar 2011 unterzeichnet wurde;

In der Erwägung, dass zudem seit der Umweltverträglichkeitsprüfung von AQUALE ein hydrogeologisches Modell entwickelt wurde, mit dem unter Berücksichtigung des Ausbaus der umliegenden Steinbrüche die Staffelung der durch die Bewirtschaftung des Abbaugabets betroffenen Grubenwassermenge beurteilt werden kann; dass diese Studie vor Beantragung der Genehmigung abgeschlossen sein soll;

In der Erwägung, dass es in der Umweltverträglichkeitsprüfung zum Thema Verkarstung des Vorkommens in Bezug auf die bestehende Situation wie folgt heißt: «Das Gebiet befindet sich nicht in einem Bereich mit erhöhtem karstbedingtem Risiko, im Gegensatz zu der weiter nördlich und am anderen Ufer der Schelde gelegenen Region, wo das Grundwasservorkommen überbeansprucht wird (Region Pecq-Roubaix).» (UVP, Phase 1, S. 105);

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung die möglichen Folgen einer Umsetzung des Projekts analysiert wurden;

In der Erwägung, dass laut Umweltverträglichkeitsprüfung die karstbedingten Risiken (Risiko der Instabilität nach unterirdischen Einstürzen durch Austrocknen derzeit mit Wasser gefüllter Hohlräume) stark relativiert werden, weil der Wasserspiegel des bestehenden Grundwasservorkommens sehr tief ist und das Grundwasser nicht mit dem Oberflächengelände in Verbindung steht, das, weil es trockengelegt wurde, als einziges möglicherweise größere Schäden durch Karsteinstürze verursachen könnte; dass die im Zusammenhang mit dem HOLCIM-Projekt vorgesehenen Grundwasserabsenkungen begrenzt sind und nicht zu einer weiteren Trockenlegung der oberen Schichten führen;

Dass es in der Umweltverträglichkeitsprüfung jedoch heißt, dass die tatsächliche Auswirkung der geplanten Grundwasserabsenkung unter das Flussbett der Schelde, deren Lauf stellenweise unterbrochen wird, nicht offiziell bekannt ist; dass, ohne dass ein Risiko eines Durchbruchs des Scheldebetts und/oder eines Wasserablaufs in den ausgeführten Studien klar aufgezeigt werden kann, man in diesem Stadium nicht komplett die Möglichkeit ausschließen kann, dass mehr oder weniger massiv Flusswasser in den verkarsteten Untergrund einsickert;

Dass es jedoch heißt, dass ein solcher zufälliger Durchbruch (Karstöffnung, Rissbildung) beherrschbar ist; dass die Einspritzung von Verfestigungs- und Verschlammungsmaterial in das Bett der Schelde möglich ist, wie die Ausführung derartiger Arbeiten in der Region Tournai (Kain) belegt; dass es in der Umweltverträglichkeitsprüfung sowie in der AQUALE-Studie in Anlage 7 der UVP heißt, dass diese Verfahren sich als wirksam erwiesen haben und durch Verschlammungen das Abfließen des Flusswassers in das darunterliegende Karstsystem gestoppt werden konnte (UVP, Phase 2, S. 83);

In der Erwägung, dass es zum Risiko der Verschmutzung und Austrocknung der bestehenden Wasserflächen in der Umweltverträglichkeitsprüfung in Bezug auf die bestehende Situation heißt, dass mehrere Wasserflächen, die von der Wallonischen Region erfasst wurden und in dem Gebiet liegen, auf das sich die UVP bezieht, bereits ganz oder teilweise ausgetrocknet sind (UVP, Phase 2, S. 94);

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung die möglichen Folgen einer Umsetzung des Projekts analysiert wurden;

Dass darin zu diesem Thema Folgendes festgehalten wurde: «Derzeit ist die Verwertung des Grubenwassers vorgesehen. Dieses wird abgepumpt, bevor es mit der Luft in Berührung kommt. Das Projekt sieht keine Rückleitung des abgepumpten Wassers in Oberflächengewässer vor. Damit wird vermieden, dass trübes Wasser in den Fluss eingeleitet wird.

Im Falle einer Verwertung müssen bestimmte Vorkehrungen getroffen werden, damit das Grundwasser nicht verunreinigt wird. Denn das schwere Gerät, das beim Abbau eingesetzt wird, wird mit fossilen Kraftstoffen betrieben, die in den Boden sickern könnten.» (UVP, Phase 2, S. 97);

Dass diese Vorkehrungen in der für die Einrichtung und den Betrieb des Steinbruchs einzuholenden Genehmigung festgelegt werden;

Dass in Bezug auf das Austrocknen der Wasserflächen laut Umweltverträglichkeitsprüfung bestimmte von der Region (CENN) erfasste Wasserflächen nach dem Aufschütten von Ausgleichsflächen aufgefüllt werden; dass es sich dabei insbesondere um die Wasserflächen im künftigen Industriegebiet entlang der Schelde, am und in westlicher Verlängerung des Quai de Bruyelle im Gebiet von Antoing, im künftigen Industriegebiet entlang der Schelde östlich der ehemaligen Steinbrüche im Gebiet von Antoing sowie im künftigen Wohngebiet entlang der Schelde östlich der ehemaligen Steinbrüche zwischen den beiden o. g. Industriegebieten im Gebiet von Antoing handelt; dass es in der UVP jedoch heißt, dass derzeit nur die Wasserflächen im künftigen Industriegebiet entlang der Schelde, am und in westlicher Verlängerung des Quai de Bruyelle im Gebiet von Antoing noch Wasser führen; dass in Bezug auf den

westlichen Teil des künftigen Grüngeländes entlang der Autobahn E42 auf dem ehemaligen Steinbruch «Grande Mer» und im nordwestlichen Teil des Steinbruchs «Carrière du Milieu» im Gebiet von Tournai in der UVP davon ausgegangen wird, dass drei von der Region in diesem Gebiet erfasste Wasserflächen durch die Abladung von Abraum trockengelegt werden, jedoch aktuell keine dieser Wasserflächen mehr existiert (UVP, Phase 2, S. 105); dass der Weiher von Chercq nicht zu den Wasserflächen gehört, die laut UVP austrocknen werden; dass zudem in der Umweltverträglichkeitsprüfung in dem Kapitel über Hydrogeologie die Größenordnung der zusätzlichen Grundwasserabsenkung durch die Abpumpung in der neuen Grube untersucht wird; dass die Modellberechnungen zeigen, dass der Weiher von Chercq unterhalb der Grundwasserabsenkungslinie von -1 m liegt; dass deshalb keine Austrocknung des Weihers von Chercq zu befürchten ist (UVP, Phase 2, S. 77-78);

In der Erwägung, dass es in der Umweltverträglichkeitsprüfung heißt: «Die negative Auswirkung des Vorentwurfs besteht in einer Absenkung der Decke des Grundwasservorkommens und im Abpumpen von Grubenwasser. Die Grundwasserabsenkung ist unvermeidlich, damit in der Grube im Trockenen gearbeitet werden kann. Hingegen ergab die hydrogeologische Modellierung, dass die Menge des Grubenwassers durch die geschickte Anordnung der Pumpen hinsichtlich der Abbaugrube und den Anschluss an das bestehende Netz der Transhennuyère reduziert werden könnte.

So ließe sich das zu entnehmende Grundwasser ohne Qualitätseinbußen nutzen. Als Ausgleich könnte dank der Nutzung des Grubenwassers die derzeit von den Anlagen des bestehenden Wasserversorgungsnetzes abgepumpte Wassermenge reduziert werden. Die nötigen Vorrichtungen und Arbeiten beschränken sich auf die Installation einer ausreichenden Zahl adäquat ausgestatteter Schächte (Rohrleitungen, Pumpen, Filter, Brunnenkopf), um eine langfristige Abpumpung in der Tiefe zu gewährleisten, und auf die Verlegung der nötigen Verbindungen zum bestehenden Netz;

(...)

Die vorgeschlagene Einrichtung von Wasserfassungen rings um das Abbaugelände dürfte eine starke Reduzierung des Grubenwassers am Grund des künftigen Steinbruchs ermöglichen. In diesem Fall sollte die zur Trockenlegung der Grube insgesamt entnommene Wassermenge jedoch mit der Wassermenge bei Abpumpung des Grundwassers in der Grubensohle vergleichbar sein. Folglich stellt die Absenkung der Decke des Grundwasservorkommens die größte nicht reduzierbare Restauswirkung dar.» (UVP, Phase 2, S. 85);

In der Erwägung, dass es in der Umweltverträglichkeitsprüfung heißt: «Die Wiederverwendung von Niederschlagswasser und dessen Nutzung im geschlossenen Wasserkreis für die Reinigung der Gesteinskörnungen sind Techniken, die auf alle Produktionsphasen ausgedehnt werden sollten.

Der Einsatz von Leitungswasser muss auf spezielle Anwendungen begrenzt werden, bei denen Trinkwasser erforderlich ist, wie den menschlichen Konsum, Sanitäranlagen etc. (...)

Die anderen Stationen der industriellen Tätigkeit dürfen nicht mit Leitungswasser betrieben werden.

In Zone 5 und 6 muss die Versiegelung im Zusammenhang mit der weiteren städtebaulichen Erschließung dieser Gebiete durch die Anwendung von Techniken zur Versickerung des Wassers im Boden kompensiert werden.» (UVP, Phase 2, S.107);

In der Erwägung, dass es in der Umweltverträglichkeitsprüfung außerdem heißt: «Mit Maßnahmen zur Steuerung der Auswirkungen des Projekts, wie der Prüfung der Entwicklung des Strömungsvolumens der Wasserläufe, kann bestimmt werden, ob zusätzliche Vorkehrungen ins Auge gefasst werden müssen. Diese Vorkehrungen könnten gegebenenfalls zu einer eventuellen Rückleitung eines konstanten Volumenstroms von Grubenwasser in die Wassereinzugsgebiete führen. Neben der nicht reduzierbaren Auswirkung im Zusammenhang mit dem Austrocknen bestimmter Wasserflächen (geplante Aufschüttung) scheint das Projekt keinen erheblichen Einfluss auf das umliegende hydrologische System zu haben.»

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung zur Gewährleistung der Überwachung der Umsetzung des Sektorenplans Folgendes vorgeschlagen wird:

«- Bezüglich des Kohlenkalk-Grundwasserleiters kann die Einrichtung eines adäquat ausgestatteten Piezometersystems empfohlen werden, mit dem die Entwicklung der Absenkung der Decke des Grundwasservorkommens überwacht werden kann. Wie bereits erwähnt, können mit dieser Überwachung die hydrogeologischen Modellierungen zu Prognosezwecken weiter verfeinert werden. Es empfiehlt sich, die Entwicklung eines dynamischen hydrogeologischen Modells ins Auge zu fassen, wie dies AQUALE empfiehlt. Zudem wird die Einsetzung eines Überwachungskomitees empfohlen, das sich aus den Benutzern der Wasserressourcen des Grundwassers zusammensetzt.

— Auf regionaler und überregionaler Ebene empfiehlt sich die Einrichtung einer ständigen Abstimmung zwischen allen Benutzern der Wasserressourcen des Grundwassers. Diese Abstimmung unter der Federführung der Wallonischen Region und des B.R.G.M. muss die Bewirtschaftung dieser Ressource und langfristig die Vermeidung jeglicher Überbeanspruchung ermöglichen.

— Im Übrigen könnten die Firma HOLCIM und die SWDE eine Vereinbarung über die Verwertung des Grubenwassers unterzeichnen.

— In einem größeren Rahmen könnte diese Reflexion unter Abstimmung mit der SWDE auf das gesamte Becken von Tournai ausgedehnt werden.» (UVP, Phase 2; S. 85);

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung zur Gewährleistung der Überwachung der Umsetzung des Sektorenplans Folgendes empfohlen wird: «Einrichtung von Messpunkten für das Strömungsvolumen der beiden Bäche (Rieu de l'Almanach und Rieu du Merlin), die direkt von der Veränderung der Wassereinzugsgebiete beeinflusst werden können. Dazu wird ein Wehr mit schmaler Krone mit einem Kontrollquerschnitt und einem Wasserstandsanzeiger installiert, damit eine genaue Messung des Strömungsvolumens möglich ist. Die Ergebnisse dieser Messungen sollen bestätigen, dass die Reduzierung des Strömungsvolumens dieser Wasserläufe innerhalb vernünftiger Grenzen zum Schutz der Wasserflora und -fauna bleibt. Außerdem kann damit auch bestätigt werden, dass kein Grubenwasser in diese beiden Wasserläufe eingeleitet wird.» (UVP, Phase 2, S. 108)

In der Erwägung, dass diese Empfehlungen nichts mit der vorliegenden Revision des Sektorenplans zu tun haben und im Rahmen des späteren Genehmigungsverfahrens und Umweltverträglichkeitsprüfungen sowie ggf. in der möglicherweise für die Einrichtung und den Betrieb des zugrundeliegenden Industrieprojekts auszustellenden Genehmigung beantwortet werden;

Dass zusätzliche Untersuchungen im Rahmen der Beantragung der Globalgenehmigung ausgeführt werden müssen; dass anhand der Ergebnisse dieser Untersuchungen ggf. geeignete Bedingungen zum Schutz der Wasser- und Grundwasserqualität vorgeschrieben werden können;

In der Erwägung, dass durch die für die Ausbeutung des Steinbruchs erforderlichen Abpumpungen der Grundwasserspiegel in Höhe des Standorts abgesenkt wird; dass diese Absenkung mit zunehmender Entfernung vom Standort immer geringer wird;

In der Erwägung, dass es zudem - auch wenn der Absenkungskegel sehr ausgeprägt und auf die Abpumpungspunkte begrenzt ist - wahrscheinlich ist, dass der Wasserspiegel des Weiher von Chercq oder anderer damit in Verbindung stehender Wasserflächen beeinträchtigt wird, jedoch umso weniger, je weiter sie vom Steinbruch entfernt sind; dass hingegen aufgrund des Vorhandenseins einer hydrogeologischen Barriere (Spalte von Bruyelle) im Süden des geplanten Abbaugebiets die Wasserflächen jenseits dieser Spalte (wie die Wasserfläche des Bois d'Él Sec) durch die sperrende und unterteilende Funktion dieser Spalte geschützt werden;

In der Erwägung, dass am 7. Februar 2011 eine Vereinbarung mit der SWDE geschlossen wurde, um den Fortbestand des Grundwasservorkommens zu sichern;

In der Erwägung, dass das Projekt die Verwertung des Grubenwassers vorsieht; dass dieses idealerweise abgepumpt wird, bevor es mit der Luft in Berührung kommt; dass das Projekt keine nennenswerte Rückleitung von abgepumptem Wasser in Oberflächengewässer vorsieht, weder in den Bach Almanach, noch in den Bach Merlin oder in die Schelde; dass damit die Einleitung von trübem Wasser in den Fluss verhindert werden kann (UVP, Phase 2, S. 97);

In der Erwägung, dass zudem bei Bedarf in der Genehmigung für die Bewirtschaftung des Vorkommens Bedingungen vorgesehen werden können.

Luft, Klima und Staub

In der Erwägung, dass sich beim Thema Luft und Staub mehrere Beschwerden auf die aktuelle Situation beziehen;

a) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer angeben, die aktuelle Situation in Bezug auf Luftqualität und Staub sei aufgrund des Lkw-Verkehrs bereits kritisch;

b) In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer anführen, die Staubbelastung sei anormal hoch; dass dies an Autos, Fensterrahmen, Gartenmöbeln (werden über Nacht «grau») und sogar an Gartenpflanzen und am Rasen zu sehen sei; dass ihrer Meinung nach dieser Staub von den Steinbrüchen, den Zementwerken und den Lkw stamme, die fast nie abgedeckt und/oder «befeuchtet» werden;

c) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer angeben, dass der Kalkstaub störend, grau, aber nicht gesundheitsgefährdend sei; dass dieser Staub heute feiner und dunkler sei; dass es sich um Kalk und andere Bestandteile handle; dass sie sich fragen, ob dies Verbrennungsrückstände sind; dass sie sich fragen, was in den Öfen von CBR verbrannt wird;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer auch besorgt über die geplante Situation sind;

d) In der Erwägung, dass das Projekt nach Ansicht einiger Beschwerdeführer einen Anstieg der Staubbelastung und eine ständige Staubbelastung sowie eine Verschlechterung der Luftqualität zur Folge haben wird;

e) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer angeben, dass der feine Staub, der in der Waggonbeladezone entsteht, gesundheitsschädlich ist;

f) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer zusätzlichen Lkw-Verkehr wegen des Binnenhafens befürchten;

g) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer empfehlen zu prüfen, ob die Transportfahrzeuge sorgfältig abgedeckt werden;

h) In der Erwägung, dass manche ein Höchstmaß an Garantien zum Schutz der Anwohner vor Staub, das Auffangen und Abfüllen des Verbrennungsstaubs der Zementöfen in Säcken, den Stopp der Staubemission durch den Schornstein von CBR und die Abgase (dort werden angeblich Brennstoffe und gefährliche Abfälle verbrannt) und den Bau zusätzlicher 100% entstaubter Öfen vor Ort in einer gemeinsamen Anlage von CBR und HOLCIM zur Vermeidung der Staubausbreitung fordern (dieses Verfahren sei kostspielig, habe aber im Zementwerk Cimescaut in den 70er/80er Jahren gut funktioniert); dass sie auch eine strikte Begrenzung der Grenzwerte für Staub und die Festsetzung genauer Bußgelder (Betrag/Tag) bei Überschreiten der vorgeschriebenen Staubgrenzwerte fordern;

i) In der Erwägung, dass sich einige Beschwerdeführer fragen, ob der Staubgehalt regelmäßig kontrolliert wird und wenn ja, von wem und wann, und ob die Ergebnisse in Erfahrung gebracht werden können;

j) In der Erwägung, dass sich manche fragen, über welche Rechtsmittel sie verfügen, wenn sie punktuell überhöhte Staubwerte feststellen;

k) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer vorschlagen, dass Test-Häuser bestimmt werden, in denen Geräte zur Messung der Luftqualität installiert werden.

ANTWORTEN

In der Erwägung, dass erstens die Beschwerden in Bezug auf Luft und Staub eher Punkte betreffen, die in den Bereich der Globalgenehmigung für die Abbautätigkeit fallen; dass es hier darum geht, sich zur Revision des Sektorenplans zur Eintragung eines neuen Abbaugebiets am linken Ufer der Schelde auszusprechen; dass sämtliche Fragen in Bezug auf die Einrichtung und die Bewirtschaftung des Abbaugebiets im Rahmen der Beantragung der Globalgenehmigung für die konkrete Umsetzung des der vorliegenden Revision des Sektorenplans zugrundeliegenden Projekts, der Umweltverträglichkeitsprüfung, der es unterzogen wird, und der möglicherweise auszustellenden Genehmigung beantwortet werden; dass der Regionalausschuss für Raumordnung diesen Punkt in seiner Stellungnahme vom 10. November 2010 unterstreicht;

In der Erwägung, dass das Projekt, das der Revision des Sektorenplans zugrundeliegt, in einer Steinbruchregion angesiedelt wird;

In der Erwägung, dass die Steinbrecher nach Möglichkeit im Boden versenkt werden (ca. 20 m); dass die meisten Tätigkeiten auf dem Grund des Steinbruchs stattfinden; dass die Anlagen zudem im Laufe der Ausbeutung des Steinbruchs versetzt werden, um die Beeinträchtigungen zu begrenzen;

In der Erwägung, dass in Bezug auf Luft zwischen Sedimentationsstaub und Schwebestaub zu unterscheiden ist; Schwebestaubpartikel haben einen kleineren Durchmesser als Sedimentationsstaub und sind für Steinbruchaktivitäten weniger typisch;

In der Erwägung, dass es in der Umweltverträglichkeitsprüfung in Bezug auf die bestehende Situation heißt, dass der Schwebestaub von bestimmten Industrieverfahren (Verbrennungsanlagen, Zementwerken, Eisenverhüttung etc.), von den Heizungsanlagen von Wohnhäusern im Winter, vor allem aber vom Automobilverkehr (Diesel, mechanische und pneumatische Reibung) herrührt; dass darin unterstrichen wird, dass in der Nähe des Standorts der WHO-Langzeitrichtwert für Schwebestaub eingehalten wird; dass der Sedimentationsstaub von mehreren Steinbruchstandorten, zwei Zementwerken und einem Ziegelwerk stammt; dass die Sedimentationsstaubkonzentration in der Nähe des Standorts derzeit relativ hoch ist; dass die Verbesserung der oberirdischen Anlagen der lokalen Betreiber schrittweise zu einer Verbesserung der Situation führen müsste (UVP, Phase 2, S. 115-116 und 123);

Dass Sedimentationsstaub laut Umweltverträglichkeitsprüfung keine Gesundheitsgefahr darstellt (da die Partikel aufgrund ihres Durchmessers nicht in die Lungenbläschen gelangen können), jedoch eine echte Belästigung für die Anwohner bedeutet (UVP, Phase 2, S. 117 und 123);

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung die möglichen Folgen einer Umsetzung des Projekts analysiert wurden;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung in Bezug auf Schwebestaub zu folgender Einschätzung kommt: «Der mittlere Jahreshöchstwert für PM10 beträgt $0,23 \mu\text{g}/\text{m}^3$ und liegt damit weit unter dem Grenzwert von $40 \mu\text{g}/\text{m}^3$, der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2000 festgelegt wurde.

Die mittlere Konzentration, die 2007 an der Station Tournai des Rauchgasmessnetzes aufgezeichnet wurde, beträgt $19,5 \mu\text{g}/\text{m}^3$. Im Prinzip dürfte die Umsetzung des Vorentwurfs nicht zu einer Überschreitung des durchschnittlichen Jahreswerts für Feinstaub (PM10) beitragen.» (UVP, Phase 2, S. 130);

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung in Bezug auf Sedimentationsstaub zu folgender Einschätzung kommt: «Die größte Staubablagerung entfällt auf die Bereiche, die in der vorherrschenden Windrichtung liegen, d. h. Nord (N), Nordnordost (NNO) und Nordost (NO). Die Einwohner von Calonne, die am stärksten betroffen sind, werden aufgrund der im Vorentwurf vorgesehenen Abbautätigkeit eine Staubbelastung von ca. $62 \text{ mg}/\text{Tag}/\text{m}^2$ erfahren.» (UVP, Phase 2, S. 135);

In der Erwägung, dass - wie bereits anlässlich der vorläufigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans gesagt - der vorgesehene Landschaftswall, der allerdings nicht im theoretischen Berechnungsmodell berücksichtigt wurde, die Staubablagerung begünstigen und als Schutzschirm fungieren wird;

In der Erwägung, dass im Übrigen eine ganze Reihe von Maßnahmen (Anlagen in geschlossenen Gebäuden, Überdachung des Förderbands; Entstaubung durch Staubabzug; Monitoringkontrollen, Durchführung von Energieaudits, Instandhaltung der Maschinen, Schutzbepflanzung etc.) ergriffen werden können, um die Feinstaub- und Staubemission so stark wie möglich zu begrenzen; dass diese Maßnahmen im Rahmen der für die Einrichtung und die Bewirtschaftung des Vorkommens vorgeschriebenen Genehmigung festgelegt werden und bei der Beantragung der Genehmigung, der Umweltverträglichkeitsprüfung, die diesbezüglich vorgenommen wird, und der eventuell auszustellenden Genehmigung festgelegt werden müssen;

Dass das Projekt keinen Lkw-Verkehr zum Binnenhafen verursacht, da der Transport über das Förderband am Standort selbst erfolgt;

In der Erwägung, dass die Gründe, aus denen sich HOLCIM in diesem Stadium für die Modernisierung des Werks Obourg statt für die Aufstellung eines neuen Ofens eventuell gemeinsam mit einem anderen Zementhersteller entschieden hat, bereits weiter oben ausgeführt wurden.

Landschaft

a) In der Erwägung, dass beim Thema Landschaft manche Beschwerdeführer befürchten, dass Wohnviertel eingeschlossen werden; dass sie angeben, dass der Ortsteil Chercq mit dem HOLCIM-Projekt von Abbaubauindustrie umzingelt sein wird; dass Gleiches auch für den Ortsteil Calonne durch die Abbaubauindustrie und das HOLCIM-Projekt gilt;

b) In der Erwägung, dass nach Ansicht einiger Beschwerdeführer der entlang der Chaussée de Valenciennes angelegte Erdwall die Landschaft verschandeln wird; dass mit der Errichtung eines Erdwalls eine Barriere entsteht, welche die Landschaftsqualität zerstört; dass Gleiches auch für die Hochspannungsleitungen gilt;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer betonen, dass der optische Einfluss des Erdwalls auf der anderen Seite des Chemin de Warnaf eine Sichtbarriere darstellen wird, welche die Landschaftsqualität beeinträchtigt; dass die Behörden allerdings bei der Beantragung der Genehmigung für die Errichtung eines Windparks in der Ebene von Saint-Maur die Landschaftsqualität und den historischen Blick auf Tournai (Kathedrale, Turm) berücksichtigt haben; dass dies ihrer Meinung nach auch im vorliegenden Fall geschehen müsse;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer betonen, dass die Verlegung der Hochspannungsleitung unbedingt noch einmal überdacht und abgesprochen werden müsse; dass dies der Firma HOLCIM die Möglichkeit bietet, den Verlauf des Erdwalls zu überdenken; dass es nicht zielführend wäre, einen schönen baumbestandenen Erdwall anzulegen, ohne die Aufstellung der Hochspannungsmasten im Hinblick auf eine optimale Integration in das Gesamtbild zu berücksichtigen;

c) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer besorgt sind, dass die Hochspannungsleitung näher an die Domaine de Chercq herangelegt wird; dass dieser Aspekt im Widerspruch zur Absicht der Region steht, die Landschaftsqualität des Anwesens zu schützen;

d) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer mitteilen, dass das Projekt zur Zerstückelung eines landwirtschaftlichen Gebiets führt, das wegen seiner Funktion und seiner Schönheit von Bedeutung ist;

e) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass Artikel 1 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie nicht eingehalten wird, weil die vorliegende Revision das landschaftliche Erbe beschädigt.

ANTWORTEN

In der Erwägung, dass es zum Landschaftsschutz in Artikel 1 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie heißt, dass die Region den sozialen, wirtschaftlichen, erbe-, energie-, mobilitäts- und umweltbezogenen Bedürfnissen der Gemeinschaft nachkommt durch eine dauerhafte, qualitative Verwaltung des Lebensraumes, durch eine schonende Benutzung des Bodens und seiner natürlichen Ressourcen, die energieschonende Verwaltung der städtebaulichen Erschließung und der Gebäude und durch die Erhaltung und die Entwicklung des kulturellen, natürlichen und landschaftlichen Erbes;

Dass demzufolge - wie bereits erwähnt - die Region ein ausgewogenes Gleichgewicht der diversen in Artikel 1, Alinea 1 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie genannten Ziele anstreben muss und dass sich die Wirtschaftstätigkeit in Korrelation mit anderen wichtigen Bereichen entwickeln muss, u. a. dem Erhalt des landschaftlichen Erbes, wobei Artikel 1 keineswegs darauf abzielt, die Landschaft der Region unantastbar zu machen;

In der Erwägung, dass die Revision des Sektorenplans zwar die Eintragung einer großen Fläche als Abbaugbiet vorsieht, dies jedoch die Eintragung von nicht zur städtebaulichen Erschließung bestimmten Gebieten im Sinne von Artikel 46 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie bedeutet;

Dass insbesondere für die Bewohner von Calonne der südwestliche Teil des ehemaligen Steinbruchs Cinq Rocs, die ehemaligen Steinbrüche Requiem, Vicaire, Bruyelle und Califormie zum Teil als Grüngebiet und zum Teil als Naturgebiet ausgewiesen werden; dass die als Grün- und Naturgebiet ausgewiesenen Flächen am linken Ufer der Schelde so umgestaltet werden, dass Fauna und Flora bestmöglich geschützt werden und sich entwickeln können; dass diese Umgestaltung in vertraglich geregelter Absprache mit der Abteilung Natur und Forstwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie - Operative Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt erfolgt;

Dass die Regierung eine raumplanerische Maßnahme vorsehen will, in der vorgeschrieben wird, dass diese Vereinbarung spätestens am Tag der Ausstellung der Genehmigung für die Bewirtschaftung des der Revision des Sektorenplans zugrundeliegenden Industrieprojekts abgeschlossen wird;

In der Erwägung, dass die Regierung zudem die Qualität des Lebensraums der Bewohner von Calonne optimal garantieren will; dass zu diesem Zweck für einen 75 m breiten und 5 ha großen Geländestreifen, der als Abbaugbiet ausgewiesen ist, am nordöstlichen Rand des Standorts zusätzlich vorgeschrieben wird, dass diese Fläche für die Gestaltung einer Schutzzone bestimmt ist, mit der der Abbaubetrieb von seiner unmittelbaren Umgebung abgeschirmt werden soll, einschließlich der Errichtung von Erdwällen;

Dass die Wallonische Regierung im Bestreben um ein ausgewogenes Verhältnis zwischen den verschiedenen in Artikel 1 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie genannten Zielen die Eintragung des neuen Abbaugbiets durch die Umwidmung ehemaliger Steinbrüche in nicht für die städtebauliche Erschließung bestimmte Gebiete auszugleichen gedenkt, für die ferner - langfristig - geplant ist, dass sie unter Naturschutz oder vergleichbaren Schutz gestellt werden, wobei - für alle ehemaligen Steinbrüche - die Landschaft dieser ehemaligen Standorte wieder hergestellt werden soll;

In der Erwägung, dass die landschaftlichen Auswirkungen auf den Ortsteil Saint-Maur in der Tat signifikant sein werden; dass generell die Errichtung von Schutzwällen rings um die Abbaugrube eine Einschränkung der Fernsicht zur Folge haben wird; dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung zur Begrenzung der landschaftlichen Folgen die Bepflanzung des Erdwalls mit Bäumen und Sträuchern empfohlen wird (UVP, Phase 2, S. 421); dass dieser Pflanzengürtel zur Einschränkung der Fernsicht beitragen wird, aber den Erhalt des derzeit durch Landwirtschaft und Baumbestand geprägten Landschaftsbildes ermöglicht;

In der Erwägung, dass neben den verschiedenen oben genannten Zielen des Projekts auch zu nennen ist, dass die Globalgenehmigung für die Bewirtschaftung des Vorkommens nicht nur Bestimmungen zur Rekultivierung des Standorts nach dem Abbau enthalten wird, für welche eine Sicherheit verlangt werden kann, sondern auch weitere Maßnahmen für die landschaftliche Eingliederung des Abbaubetriebs vorsehen kann;

In der Erwägung, dass die Regierung die bei der vorläufigen Annahme der Revision des Sektorenplans getroffene Entscheidung, auf das Förderband «Mitte» zu verzichten, bestätigt; dass das Förderband «Nord» ab dem Landschaftsschutzwall bis in Höhe des Gebietes für konzertierte kommunale Raumplanung / ZACC (die als Ausgleich zur landwirtschaftlichen Fläche wird) unterirdisch verlaufen soll, d.h. in dem Teil, in dem das Förderband durch bewohntes Gebiet führt, so dass es nicht sichtbar ist; dass es erst wieder ans Tageslicht kommt, wenn es über die Schelde geführt wird und im Anschluss den aufzuschüttenden Bereich am rechten Ufer erreicht; dass bei der Beantragung der Genehmigung und der dazugehörigen Umweltverträglichkeitsprüfung besonderes Augenmerk auf die ästhetische Qualität des Förderbands und seine Integration in die Landschaft gelegt werden muss;

In der Erwägung, dass laut Umweltverträglichkeitsprüfung die Hochspannungsleitung derzeit ein sichtbeeinträchtigendes Element darstellt; dass der festgelegte reservierte Bereich sowohl den im Antrag vorgeschlagenen (und von ELIA validierten) Verlauf als auch den vom Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagenen Verlauf umfasst, damit jede geeignete Alternative geprüft werden kann; dass mit der Globalgenehmigung, die möglicherweise ausgestellt wird, der endgültige Verlauf der neuen Leitung innerhalb dieses reservierten Bereichs festgelegt werden kann; dass im Rahmen der Gestaltung des Standorts Cinq Rocs geprüft wird, ob ein hügeliges Relief möglich ist, in das die Hochspannungsleitung auf der anderen Seite des Ortsteils Chercq und der Domaine de Chercq integriert werden kann; dass dies im Rahmen der Beantragung der späteren Genehmigung und der späteren Umweltverträglichkeitsprüfung sowie ggf. der möglicherweise auszustellenden Genehmigung erfolgt;

In der Erwägung, dass die Maßnahmen zur Begrenzung des Einflusses des künftigen Abbaugbiets auf die Landschaft und dessen optimale landschaftliche Integration zudem mit der Einrichtung und dem Betrieb des Industrieprojekts zusammenhängen und im Rahmen des späteren Genehmigungsantragsverfahrens und der späteren Umweltverträglichkeitsprüfung sowie der eventuell auszustellenden Genehmigung geprüft werden.

Mobilität

a) In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer beim Thema Mobilität eine Zunahme des Straßenverkehrs befürchten;

b) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer auf die Verkehrssicherheit der für die Transporte genutzten Straßen bestehen;

c) In der Erwägung, dass sich manche Beschwerdeführer fragen, ob die Gefahr einer Überlastung der Personenzugstrecke Tournai/Mons durch die mit dem Projekt hinzukommenden Güterzüge (7 Züge à 30 Waggons pro Tag) besteht; dass sie die Notwendigkeit betonen, Informationen bei SNCB Infrabel und MET einzuholen;

d) In der Erwägung, dass der Wallonische Umweltrat für nachhaltige Entwicklung in seiner Stellungnahme vom 25. Oktober 2010 befürwortet, dass der Chemin de Warnaf und der Chemin du Vieux Moulin gemäß der Empfehlung in der Umweltverträglichkeitsprüfung zur Umgehung des künftigen Steinbruchs umgeleitet werden und in Höhe der Schiffsbeladezone eine umfassende Neugestaltung des Radwegs RAVeL vorgesehen wird.

ANTWORTEN

In der Erwägung, dass im Hinblick auf das Thema Mobilität die Stoffe mit Förderbändern zum Eisenbahn- oder Schiffsladebereich, zum Steinbruch «Carrière du Milieu» und zu «Carrières d'Antoing» transportiert werden; dass der für die Klinkerproduktion bestimmte Schotter - wie schon gesagt - per Schiene oder per Binnenschiff nach Obourg transportiert wird; dass der für Gesteinskörnungen bestimmte Stein mit Förderbändern zu den o. g. Anlagen transportiert wird; dass folglich kein Lkw das neue Abbaugbiet verlässt und die Abbautätigkeit mit Ausnahme der Bauarbeiten für die Steinbrucharanlagen keine Auswirkungen auf den Verkehr hat, abgesehen von dem Berufsverkehr der vor Ort Beschäftigten;

In der Erwägung, dass - wie im Erlass zur vorläufigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans bereits angegeben - das Projekt die Mobilität der Benutzer des Straßenverkehrsnetzes und die Anbindung an das wallonische Verkehrsnetz nicht beeinträchtigt, weil für die Beförderung der Erzeugnisse ein nachhaltiges Transportmittel benutzt wird; dass die Umweltverträglichkeitsprüfung ergab, dass der voraussichtliche Einfluss auf den Eisenbahnbetrieb gering ist und keine Probleme für den Zugverkehr auftreten (NtZ, S. 54);

In der Erwägung, dass eines der Ziele der Revision des Sektorenplans darin besteht, die Modernisierung des Zementwerks Obourg zu ermöglichen; dass wie schon gesagt der Lkw-Verkehr nach Obourg mit dem aktuellen Aufkommen vergleichbar sein wird und dieselbe Strecke befahren wird wie heute auch;

In der Erwägung, dass sich die Produktion von Gesteinskörnungen im Steinbruch «Carrière du Milieu» nicht erhöhen wird, die Versorgung mit Gesteinskörnung nach der vorliegenden Revision des Sektorenplans jedoch auf Dauer gesichert wird; dass das Verkehrsaufkommen daher mit der bestehenden Situation vergleichbar sein wird;

In der Erwägung, dass keine Erhöhung der Produktionskapazität der verschiedenen CBR-Standorte geplant ist, die vom Steinbruch versorgt werden; dass das Verkehrsaufkommen daher mit der bestehenden Situation vergleichbar sein wird;

In der Erwägung, dass die Sicherheit der benutzten Straßen nichts mit der Revision des Sektorenplans zu tun hat, ganz abgesehen von der Tatsache, dass eine Erhöhung der Verkehrssicherheit durch nichts gerechtfertigt ist, da der Transport über die Schiene abgewickelt werden soll und sich am Straßenverkehrsaufkommen nichts ändert;

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung Varianten für die Verlegung des Radwegs RAVeL vorgeschlagen werden, über die ggf. bei der Ausweisung der Globalgenehmigung zu entscheiden sein wird; dass die Verlegung des Chemin de Warnaf und des Chemin du Vieux Moulin, die im Atlas der Vizinalwege eingetragen sind, an den Rand des Standorts in einem eigenen Verfahren geprüft werden muss.

Lärm

a) In der Erwägung, dass sich in Bezug auf Lärm mehrere Beschwerden auf die aktuelle Situation beziehen;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer angeben, die aktuelle Situation in Bezug auf Lärmbelastigung sei bereits kritisch; dass von 4 Uhr morgens bis 21 Uhr abends ständig Lärm herrsche, der durch die zahlreichen Lkw verursacht werde, obwohl sich all dies durch die Nutzung des «neuen» Kreisels von Antoing und die direkte Autobahnanbindung über die Industriestraße von Antoing vermeiden ließe; dass nach Angabe einiger Beschwerdeführer der Lärmpegel an sechs Tagen in der Woche von 5 Uhr bis 22 Uhr ständig bei 55 dB liegt;

b) In der Erwägung, dass nach Angabe einiger Beschwerdeführer das Projekt zu einem Anstieg des Lärms, zu einer höheren Lärmbelastung als die in der Umweltverträglichkeitsprüfung genannten gesetzlichen Grenzwerte und zu einem Anstieg des Lärmpegels in der Rue Alexandre Dapsens über die Grenzwerte führen wird; dass dies ihrer Meinung nach durch die vorherrschenden Westwinde verstärkt wird;

In der Erwägung, dass manche ein Höchstmaß an Garantien für den Lärmschutz der Anwohner, eine strikte Begrenzung des Lärmpegels, die Festsetzung genauer Bußgelder (Betrag/Tag) bei Überschreiten des vorgeschriebenen Lärmpegels und eine Begrenzung des Lärms auf 45 dB an der Grundstücksgrenze des Standorts fordern;

c) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer angeben, dass das Silo am Ladekai aus Beton sein wird, um den Lärm des Aufpralls von Gestein auf Blech zu vermeiden; dass sie sich fragen, ob die Eisenbahnwaggons auch aus Beton sein werden; dass einige Beschwerdeführer angeben, dass das Beladen der Waggons an einem geschlossenen, schallisolierten Ort unter Druck erfolgen muss; dass manche die Anbringung von Schallmessgeräten empfehlen;

d) In der Erwägung, dass manche vorschlagen, dass Test-Häuser vorgesehen werden, in denen die Schallmessgeräte installiert werden;

e) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer Lärmbelastigung durch die Aufschüttung des Steinbruchs Cinq Rocs in ca. 600 m Entfernung von den Wohnhäusern des «Nouveau Passage» befürchten; dass sie sich fragen, ob garantiert werden kann, dass sich die Lebensbedingungen der Bewohner nicht ändern.

ANTWORTEN

In der Erwägung, dass die zur aktuellen Situation vorgebrachten Beschwerden sich nicht auf die vorliegende Revision des Sektorenplans beziehen; dass für eine eventuelle Abhilfe andere Instrumente als der vorliegende Verwaltungsakt eingesetzt werden müssen;

In der Erwägung, dass es wichtig ist, dass diese Bemerkungen im Rahmen der Beantragung der für die Einrichtung und den Betrieb des zugrundeliegenden Industrieprojekts erforderlichen Genehmigung, im Rahmen der damit verbundenen Umweltverträglichkeitsprüfung und der eventuell auszustellenden Genehmigung berücksichtigt werden;

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung diesbezüglich Empfehlungen formuliert werden, die dann berücksichtigt werden müssen; dass darin festgestellt wurde, dass das Industrievorhaben, das der Revision des Sektorenplans zugrundeliegt, Lärmbelastigung verursachen wird; dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung betont wird, dass - im Genehmigungsstadium - geeignete Maßnahmen zur Verringerung der Lärmbelastigung zu ergreifen sind, wie Erdwälle oder Schallschutzwände um ortsfeste Schallquellen oder die Verbesserung der Schalldämmung der Transportbänder;

In der Erwägung, dass im Übrigen in der Umweltverträglichkeitsprüfung empfohlen wurde, unter anderem aus Lärmschutzgründen auf das Förderband «Mitte» zu verzichten.

Erschütterungen

a) In der Erwägung, dass in Bezug auf Erschütterungen mehrere Beschwerden die aktuelle Situation betreffen; dass einige Beschwerdeführer angeben, die aktuelle Situation im Hinblick auf Erschütterungen sei bereits kritisch;

In der Erwägung, dass sich das Projekt nach Aussage mancher Beschwerdeführer auf die Beeinträchtigungen durch Erschütterungen auswirken wird;

b) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer angeben, dass die Förderbänder auch bei unterirdischem Verlauf unweigerlich Erschütterungen verursachen, die sich auf das Tragwerk der Häuser auswirken; dass das nächstgelegene Förderband in weniger als 20 m von der Ortschaft verläuft; dass sie sich fragen, ob Analysen durchgeführt wurden;

c) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer betonen, dass die Schießarbeiten auch richtiggehende Erdbeben verursachen;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer das Ergreifen bestimmter Maßnahmen empfehlen;

d) In der Erwägung, dass manche ein Höchstmaß an Garantien zum Schutz der Anwohner vor den Stoßwellen, eine strikte Begrenzung der Erschütterungswerte und die Festsetzung genauer Bußgelder (Betrag/Tag) bei Überschreiten der für Erschütterungen vorgeschriebenen Werte fordern;

e) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer angeben, dass der Betreiber alle geeigneten Maßnahmen zur Vermeidung von Dominoeffekten bei den Schießarbeiten ergreifen muss.

ANTWORTEN

In der Erwägung, dass die zur aktuellen Situation vorgebrachten Beschwerden sich nicht auf die vorliegende Revision des Sektorenplans beziehen; dass für eine eventuelle Abhilfe andere Instrumente als der vorliegende Verwaltungsakt eingesetzt werden müssen;

In der Erwägung, dass es wichtig ist, dass diese Bemerkungen im Rahmen der Beantragung der für die Einrichtung und den Betrieb des zugrundeliegenden Industrieprojekts erforderlichen Genehmigung, im Rahmen der damit verbundenen Umweltverträglichkeitsprüfung und der eventuell auszustellenden Genehmigung berücksichtigt werden;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung diesbezüglich Empfehlungen enthält, die dann zu berücksichtigen sind; dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung empfohlen wird, einen Ortsbefund aller Gebäude in weniger als 320 m von den Schießbereichen in Anwesenheit der Betroffenen zu machen und Tests durchzuführen, um sicherzustellen, dass die bestehende Infrastruktur im Umkreis von 320 m nicht beschädigt wird, und ggf. die nötigen Maßnahmen zu ergreifen, um dies sicherzustellen (Dämmung, Verlagerung etc.);

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung diesbezüglich betonen möchte, dass den Schießarbeiten besondere Aufmerksamkeit zu schenken ist, damit der künftige Betreiber alle nützlichen Maßnahmen ergreift, um Dominoeffekte bei den Schießarbeiten zu vermeiden.

Geruchsbelästigung

- a) In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer einen Anstieg der Geruchsbelästigung durch die Ansiedlung von Staroute und die Übernahme des Steinbruchs Lemay durch CBR befürchten;
- b) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer von immer wieder auftretenden unangenehmen Gerüchen berichten und auf die Anlagen von RécyHoc verweisen.

ANTWORTEN

In der Erwägung, dass es hier darum geht, sich zur Revision des Sektorenplans zur Eintragung eines neuen Abbaugebiets am linken Ufer der Schelde zu äußern; dass jede Frage im Zusammenhang mit anderen Industriestandorten nichts mit der vorliegenden Revision des Sektorenplans zu tun hat.

Naturerbe

- a) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer bezüglich des Naturerbes den Wegfall von Grüngebieten (umzingelte Ortsteile) sowie die Auswirkungen des Projekts auf das Naturerbe befürchten; dass sie auch auf die Missachtung von Artikel 1 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie hinweisen;
- b) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer darauf bestehen, dass dem Erhalt und der Aufwertung des Ökosystems besonderes Augenmerk gelten muss;
- c) In der Erwägung, dass einigen Beschwerdeführern zufolge das Projekt Auswirkungen auf das Brachland «Vignobles» hat, das von großer biologischer Bedeutung ist; dass jedoch der Erhalt dieses Brachlands auf kalkreichem Boden in zweierlei Hinsicht interessant ist: aufgrund der Seltenheit dieses Lebensraums für die betroffenen Arten und aufgrund seiner Funktion im lokalen ökologischen Netz; dass demzufolge beim Bau des Schienenanschlusses alle erforderlichen Vorkehrungen zu treffen sind und insbesondere der «Cercle naturaliste de Belgique» im Vorfeld zu konsultieren ist; dass auch der Bau eines Ofens an dieser Stelle abzulehnen ist;
- d) In der Erwägung, dass nach Ansicht mancher Beschwerdeführer zum Erhalt des kalkreichen Graslands die privaten Strukturen neben der Schienentrasse und soweit wie möglich zur Halde hin eingegrenzt werden müssen.

ANTWORTEN

In der Erwägung, dass das Vorhaben bezüglich des Verlusts von Grüngebieten mit raumordnerischen Ausgleichsmaßnahmen flankiert wird; dass diese Ausgleichsmaßnahmen insbesondere unter Berücksichtigung der Auswirkungen auf die Umgebung des neuen Gebiets, das für die städtebauliche Erschließung bestimmt ist, festgelegt wurden; dass solche in der Umgebung des Projekts sowohl am linken als auch am rechten Ufer der Schelde im Gebiet der Städte Antoing und Tournai geplant sind;

In der Erwägung, dass die von den raumordnerischen Ausgleichsmaßnahmen betroffenen Gebiete zum Teil in Naturgebiete und zum Teil wieder in Grüngebiete verwandelt werden, mit Ausnahme des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung in Calonne, das wieder zur landwirtschaftlichen Fläche wird; dass die Abteilung Natur- und Forstwesen der operativen Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt im Rahmen der Bemerkungen anlässlich der öffentlichen Untersuchung nämlich den Wunsch äußerte, die ehemaligen Steinbrüche «Californie», «Requiem», «Vicaire» und «Bruyelle», die nicht aufgeschüttet werden, sowie das nördliche, südliche und östliche Ende des südwestlichen Teils der ehemaligen Steinbrüche «Cinq Rocs» mögen als Naturgebiet (statt als Grüngebiet) ausgewiesen werden; dass der Regionalausschuss für Raumordnung diesen Antrag in seiner Stellungnahme vom 10. November 2010 übernahm;

In der Erwägung, dass die Regierung der Auffassung ist, dieser Anregung der Abteilung Natur- und Forstwesen der operativen Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt sei stattzugeben; dass dies umso mehr gerechtfertigt ist, als in der Umweltverträglichkeitsprüfung nachgewiesen wurde, dass die betroffenen Gebiete artenreiche Lebensräume aufweisen, die geschützt werden müssen;

In der Erwägung, dass die Abbaugebiete CP1, CP3 und CP4, für welche die zusätzliche Vorschrift gilt, ergänzend dazu nach Abschluss der Maßnahmen im Rahmen der Realisierung dieser Flächennutzungen, welche die Globalgenehmigung für die Einrichtung und den Betrieb eines Steinbruchs vorschreibt, automatisch in Grüngebiete umgewandelt werden;

In der Erwägung, dass somit wieder große Grüngebiete entstehen werden;

Dass die Regierung zudem eine effiziente Verwaltung der Grüngebiete und der Naturgebiete am linken Ufer der Schelde sicherzustellen gedenkt, indem sie eine raumplanerische Maßnahme für diese künftigen Grüngebiete und Naturgebiete vorschreibt, mit der gewährleistet werden soll, dass zwischen dem Betreiber des Steinbruchs und der Abteilung Natur- und Forstwesen der operativen Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des öffentlichen Dienstes der Wallonie eine Verwaltungsvereinbarung unterzeichnet wird, und zwar spätestens am Tage der Ausstellung der Genehmigung zum Betrieb des Industriebvorhabens, welches der Revision des Sektorenplans zugrundeliegt;

In der Erwägung, dass bezüglich des Erhalts und der Aufwertung des Ökosystems anzumerken ist, dass die Gebiete, in denen sich ein Lebensraum von nicht prioritärer gemeinschaftlicher Bedeutung befindet (atlantischer neutrophiler Eichen-/Eschenwald), durch welchen das Förderband «Mitte» verlaufen soll, nicht durch den Abbau betroffen sind, weil dieses Förderband wie bereits bei der Verabschiedung der vorläufigen Revision des Sektorenplans gesagt aufgegeben wird, eine Option, welche die Regierung bestätigt, und das Fördergut auf das Förderband «Nord» verlagert wird; dass die Machbarkeit der Verlagerung auf das Förderband «Nord» ohne wesentliche Zunahme der Beeinträchtigungen durch dessen Betrieb im Übrigen in der Umweltverträglichkeitsprüfung bestätigt wurde;

In der Erwägung, dass sich ein ebensolcher Lebensraum von nicht prioritärer gemeinschaftlicher Bedeutung in dem Bereich befindet, durch welchen das so genannte Förderband «Süd» verlaufen soll (atlantischer neutrophiler Eichen-/Eschenwald); dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung jedoch festgestellt wurde, dass die etwaigen Auswirkungen des Förderbands auf diesen Lebensraum insofern relativ sind, als dieser auch weiterhin im unmittelbar benachbarten ehemaligen Steinbruch «Bois d'El Sec» sowie im ehemaligen Steinbruch «Thorn» vorhanden ist; dass die zuständige Behörde im Rahmen der später zu erteilenden Genehmigung darauf achten wird, dass die Durchlässigkeit der Umzäunung der Arbeitsbereiche gewährleistet ist, damit für die Tierwelt ein Korridor vorhanden ist, und dass bei den Arbeiten zur Aufstellung des Förderbands «Süd» möglichst wenig Gelände in Beschlag genommen wird;

In der Erwägung, dass die Ausweisung von Teilen der ehemaligen Steinbrüche «Californie», «Vicaire», «Requiem» und «Bruyelle» teils als Naturgebiet und teils als Grüngebiet im Zuge des raumplanerischen Ausgleichs den Erhalt zahlreicher Lebensräume von sehr großer biologischer Bedeutung und mehrerer seltener geschützter Arten in diesen Gebieten ermöglichen wird, zum Beispiel des Uhus, der auf den Felsvorsprüngen des ehemaligen Steinbruchs «Californie» nistet;

In der Erwägung, dass die Umwidmung der ehemaligen Steinbrüche «Carrières de la Grande Mer» zum Grüngebiet an sich keine besonderen Auswirkungen auf die biologischen Lebensräume von großer Bedeutung haben wird, derentwegen diese Bereiche als Natura 2000-Gebiet und Gebiet von großer biologischer Bedeutung (Sites de Grand Intérêt biologique, SGI) ausgewiesen wurden; dass sich bei einer angemessenen Prüfung der Umweltfolgen in Anwendung der europäischen Richtlinie 92/43/EWG des Rates vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen, umgesetzt in wallonisches Recht mit dem Dekret vom 6. Dezember 2001 zur Abänderung des Gesetzes über die Erhaltung der Natur vom 12. Juli 1973, gezeigt hat, dass die Verlängerung des Förderbands «Nord» bis zu den Anlagen zur Behandlung der Gesteinskörnungen des Steinbruchs

«Carrière du Milieu», die in der ersten Phase der Prüfung empfohlen wurde, keine Auswirkungen auf das Natura 2000-Gebiet «Bassin de l'Escaut en amont de Tournai» haben wird; dass aus dieser angemessenen Prüfung hervorgeht, dass das Gelände am südlichen Rand des ehemaligen Steinbruchs «Grande Mer», welcher ein Natura 2000-Gebiet ist, keine Lebensräume von gemeinschaftlicher Bedeutung aufweist und dass die unmittelbaren Folgen des Vorhabens auf die bei der Prüfung berücksichtigten Lebensräume außerhalb des Natura 2000-Gebiets, insbesondere die Teiche auf der Halde «Batte et Mathias» und an deren Fuß, die als Laichplatz für Kreuzkröten geeignet sind, angesichts der Lage des Projekts nicht wesentlich sind und auch keine Folgen für andere Tierarten zu erwarten sind; dass die östliche und südliche Grenze dieses Grüngelbiets somit wie in der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagen angepasst wurde, um die bestehenden Aktivitäten sowie die Durchführung des Förderbands zu den Behandlungsanlagen der Firma HOLCIM Granulats zu berücksichtigen; dass die Wallonische Regierung diese Massnahme, die bereits bei der vorläufigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans gewählt wurde, bestätigt;

Dass diese Prüfung insbesondere ergab, dass die Aufschüttung des westlichen Teils des ehemaligen Steinbruchs «Cinq Rocs» und des ehemaligen Steinbruchs «Californie» sowie eines Bereichs südlich davon mit unfruchtbarer Erde und Abraum aus dem Steinbruch ohne Beeinträchtigung bedeutenderer Lebensräume möglich ist, d. h. insbesondere unter Erhaltung der Felsvorsprünge, die als Nistplatz für den Uhu (*Bubo bubo*) dienen, sowie des kalkreichen Graslands im unteren Teil dieses Gebiets;

Dass demzufolge ein neuer Plan für die Behandlung des Abraums vorgelegt und mit dem Erlass zur vorläufigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans bestätigt wurde; dass die Regierung bestätigt, dass sie diesen neuen Plan befürwortet;

In der Erwägung, dass aus diesem Grund gemeinsam mit der Abteilung Natur- und Forstwesen beschlossen wurde, lediglich den südwestlichen Teil des ehemaligen Steinbruchs «Cinq Rocs» aufzuschütten, da die vollständige Aufschüttung dieses Gebiets die Zerstörung sämtlicher erfasster Lebensräume von biologischer Bedeutung sowie seines aktuellen Potenzials zur Folge hätte, welches durch eine bessere Bewirtschaftung des Standorts ausgebaut werden könnte; dass die Neugestaltung dieser Bereiche in Absprache mit der Abteilung Natur- und Forstwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, operative Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, vorgenommen wird; dass diese Absprachen wie oben bereits erwähnt in einer Vereinbarung festgehalten werden, welche spätestens am Tage der Ausstellung der Genehmigung für die Industrietätigkeit, welche der vorliegenden Revision des Sektorenplans zugrundeliegt, zu unterzeichnen ist; dass damit Rahmenbedingungen für die Aufschüttung und die Modalitäten der Bewirtschaftung festgelegt werden, die den Erhalt und die Regenerierung der biologisch wertvollen Lebensräume in diesem Gebiet sichern; dass das gesamte Gebiet außerdem unter Berücksichtigung des unmittelbar benachbarten Seveso-Betriebs und in Anbetracht der Umweltverträglichkeitsprüfung, in der dies angeregt wurde, sowie in Anbetracht der Stellungnahme der Arbeitseinheit Gefahr schwerer Unfälle der Direktion industrielle, geologische und bergbautechnische Gefahren der operativen Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt als Grüngelbiet ausgewiesen wird;

In der Erwägung, dass es sich bei den Gebieten nördlich des ehemaligen Steinbruchs «Carrières d'Antoing», die für den phasenweisen Ausgleich mit langfristiger Umwidmung zu landwirtschaftlichen Flächen vorgesehen sind, um Gebiete handelt, die bereits umgestaltet wurden; dass die dort vorhandenen Lebensräume, die möglicherweise durch die Aufschüttung und die landwirtschaftliche Tätigkeit beeinträchtigt werden könnten, im nahe gelegenen ehemaligen Steinbruch «Carrières d'Antoing» erhalten bleiben; dass selbstverständlich im Rahmen der Antragsverfahren zur Genehmigung der Aufschüttung dieser unterschiedlichen Gebiete die Notwendigkeit der Verfügung von Ausnahmen von den gesetzlichen Naturschutzvorschriften zu überprüfen sein wird;

In der Erwägung, dass der Bau der Schieneninfrastruktur Gegenstand einer detaillierten Umweltverträglichkeitsprüfung im Rahmen des Genehmigungsantrags sein muss, aus welcher detaillierte Antworten bezüglich effizienter Vorgehensweisen zur Begrenzung der Auswirkungen der Beladevorgänge und zur Einhaltung der geltenden gesetzlichen Auflagen hervorgehen müssen; dass Lärm- und Landschaftsschutzmaßnahmen für die Anlagen zur Beladung der Züge mit besonderem Augenmerk zu behandeln sind; dass die biologisch bedeutenden Gebiete sowie die diversen existierenden Biotopie erfasst und auf einer Karte verzeichnet werden müssen; dass diese Gebiete vor menschlichem Einwirken geschützt werden müssen und durch die Bauarbeiten des Industriebetriebs nicht beeinträchtigt werden dürfen;

Dass im Rahmen des Industriebetriebs dem Erhalt der biologisch bedeutenden Gebiete, der Neubildung von Biotopen für die ortstypische Fauna und der Eingliederung der Schieneninfrastruktur in die Landschaft besonderes Augenmerk gelten muss; dass der Standort auch den technischen Einschränkungen Rechnung tragen muss, welche mit der Halde Delwaerte und der Anlage von Recyhoc zusammenhängen.

Benachbarte Wohngebäude - Schäden und Wertverlust

In der Erwägung, dass sich die Beschwerden zu Aspekten von Wohngebäuden im Umfeld des Vorhabens im Wesentlichen auf die Gefahr möglicher Schäden und eines Rückgangs des Marktwerts der Wohngebäude bezogen;

a) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer nämlich befürchten, ihre Wohngebäude beim aktuellen Stand der Dinge nicht mehr veräußern zu können; dass der Wert der Gebäude bereits durch die Eisenbahn, den Vieux Chemin de Mons mit seinem Lkw-Verkehr, die Industriestraße, das Staroute-Werk und den Ausbau der ehemaligen Lemay-Anlagen gemindert wurde;

b) In der Erwägung, dass nach Auffassung der Beschwerdeführer ein Ortsbefund (Wert und Zustand) der Wohngebäude erstellt werden muss, bevor die Industrietätigkeit aufgenommen wird; dass sie darauf hinweisen, dass das Gutachten lediglich einige ausgewählte Häuser berücksichtigt, und sich fragen, was mit den anderen Anwohnern geschieht, die möglicherweise ebenfalls betroffen sind (Häuser in der Rue des Vignobles usw.).

ANTWORTEN

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich der Beschwerden im Zusammenhang mit dem Marktwert der Gebäude besagt: «Bezüglich sonstiger menschlicher Aktivitäten ist die wichtigste Folge ein möglicher Wertverlust der Liegenschaften in der Nähe des künftigen Industrieprojekts, auch wenn die Höhe dieses Wertverlusts nicht genau quantifiziert werden kann. Festzuhalten ist jedoch, dass dieser Wertverlust durch die raumplanerischen Maßnahmen (Landschaftsmaßnahmen u. a.) der Steinbruchbetreiber begrenzt wird.» (UVP, Phase 2, S. 439);

Dass nämlich der Bau eines Ringwalls um die Abbaugrube herum sowie eines Landschaftswalls in der Nähe des Ortsteils Calonne geplant ist; dass diese Vorkehrungen sowie die Auflagen, die möglicherweise im Rahmen der Genehmigung gemacht werden, die eventuell die von dem Projekt, welches der vorliegenden Revision des Sektorenplans zugrundeliegt, verursachten Beeinträchtigungen bedeutend verringern können;

Dass die Anwohner außerdem in den Genuss raumplanerischer Ausgleichsmaßnahmen kommen, von denen einige eine Umgestaltung zur Wiederherstellung der biologischen Beschaffenheit dieser Orte vorsehen, und zwar in Absprache mit der Abteilung Natur- und Forstwesen der operativen Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;

Dass die Regierung außerdem, wie bereits erwähnt, den Abbau am nordöstlichen Rand des neuen Abbaugelbiets zu untersagen beabsichtigt, um die Lebensbedingungen der Einwohner von Calonne so gut wie möglich zu schützen;

In der Erwägung, dass bezüglich der Beschwerden im Zusammenhang mit der Gefahr von Schäden an den umliegenden Gebäuden im Rahmen des Betriebs des Steinbruchs bei der Genehmigung Auflagen für die Verfahren und Technologien vorgeschrieben werden können, die für Schießarbeiten verhängt werden können, damit die Stärke der Erschütterungen reduziert und kontrolliert wird;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung empfiehlt: «Erstellung eines vorsorglichen Ortsbefunds der von dem Vorhaben betroffenen Bebauung, so dass die Stabilität sämtlicher umliegender Gebäude verfolgt werden kann. Die Einrichtung eines Entschädigungsfonds für Anwohner, der bei abbaubedingten Schäden aufkommt, ist zu empfehlen.» (UVP, Phase 2, S. 234);

Dass in der Prüfung die Erstellung dieses Ortsbefunds für sämtliche Liegenschaften und Anlagen empfohlen wird, die sich im Umkreis von 320 m von der Grundstücksgrenze des Abbaugebiets befinden (UVP, Phase 2, S. 345);

Dass aus der Umweltverträglichkeitsprüfung hervorgeht, dass sich in diesem Umkreis relativ wenige Wohngebäude befinden; dass in Calonne am Chemin des Anglais und am Chemin 3 Wohngebäude stehen und dass sich einige Wohngebäude am Rande dieses Einflussbereichs an der Rue Henri Artisien auf der anderen Seite der Steinbrüche «Bruyelle», «Vicaire» und «Requiem» befinden (UVP, Phase 2, S. 346); dass es bezüglich der Infrastruktureinrichtungen (Hochspannungsleitung, Kanalisationen, Kabel usw.) heißt: «Die Gefahr einer Beeinträchtigung dieser Anlagen ist gering bis nicht gegeben. Wir empfehlen dennoch die Durchführung von Tests vor Aufnahme des Betriebs, um sicherzustellen, dass auch tatsächlich alle Gefahren ausgeräumt sind, insbesondere bezüglich der Anlage Transhenuyère, so dass gegebenenfalls die erforderlichen Maßnahmen ergriffen werden können.» (UVP, Phase 2, S. 346);

Dass die Umweltverträglichkeitsprüfung zu folgendem Schluss kommt: «Angesichts der Entfernung des Standorts und der wenigen direkt betroffenen Gebäude kann man schlussfolgern, dass die Auswirkungen der Schießarbeiten kontrollierbar sind, sofern bei der Durchführung der Schießarbeiten strikte Vorgaben und die wichtigsten oben genannten Empfehlungen angewandt werden.» (UVP, Phase 2, S. 349); dass auch «die Durchführung einer Simulation im Rahmen des Genehmigungsantragsverfahrens empfohlen wird, deren Ziel die Überprüfung der Einhaltung der einschlägigen gesetzlichen Vorschriften ist.» (UVP, Phase 2, S. 349);

In der Erwägung, dass die Fragen zu Erschütterungen, zum Ortsbefund und zu anderen Aspekten, welche den Wert oder den Zustand der umliegenden Liegenschaften angeblich beeinträchtigen können, anlässlich des Genehmigungsantragsverfahrens mit besonderem Augenmerk zu behandeln sind, da - wie bereits erwähnt - auch die operative Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt als Vorbedingung für ihre positive Stellungnahme vom 17. Juni 2010 angibt, dass der Betreiber alle geeigneten Maßnahmen zur Vermeidung von Dominoeffekten bei den Schießarbeiten ergreifen muss.

Sonstige Beeinträchtigungen

a) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer anführen, die Beeinträchtigungen würden ihre alltäglichen Verrichtungen einschränken (Gartenbenutzung, Wäsche trocknen usw.); dass manche Beschwerdeführer Beeinträchtigungen im Hinblick auf ihre Ruhe, Ausgeglichenheit, Lebensqualität und ihr Wohlbefinden geltend machen;

b) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer auch gesellschaftliche und humane Beeinträchtigungen fürchten; dass sie anführen, Calonne würde zu einem «Geisterdorf», einem «geschändeten Dorf» verkommen;

c) In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer betonen, dass das Vorhaben Auswirkungen auf die Qualität der Lebensmittel und die Gesundheit haben könnte; dass einigen zufolge 70% der Krankheiten durch Umweltfaktoren beeinflusst werden;

d) In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer anführen, dass es Beschwerden im Zusammenhang mit dem Straßenunterhalt, der Verkehrssicherheit in Verbindung mit dem Lkw-Verkehr usw. gab, dass die Gemeinde jedoch nicht darauf reagiert; dass einige Beschwerdeführer die Notwendigkeit einer Ausbesserung der Rue des Vignobles und ihrer Nebenstraßen einschließlich des Anschlusses an die öffentliche Kanalisation unterstreichen; dass die Straße regelmäßig unterhalten werden muss und die diversen Dienste der Stadt (Straßenarbeiten, Winterdienst usw.) gewährleistet werden müssen; dass auch die Industriestraße und die Rue du Canon mit Radwegen und gesicherten Gehsteigen in den oben genannten Straßen erneuert werden müssen; dass die Lkw-Fahrer auf ihr ungehöriges Verhalten (Abfälle, Verkehrsregeln, Ladungsverluste usw.) angesprochen werden müssen.

ANTWORTEN

In der Erwägung, dass sich ein Großteil dieser Beschwerden auf die Einrichtung und den Betrieb des zugrundeliegenden Industrievorhabens beziehen; dass darauf nicht an dieser Stelle, sondern im Rahmen des Genehmigungsantragsverfahrens und der Umweltverträglichkeitsprüfung sowie gegebenenfalls in der auszustellenden Genehmigung einzugehen ist;

In der Erwägung, dass wenn ein Industriestandort tatsächlich Beeinträchtigungen verursachen kann, HOLCIM die Umweltauflagen, die in den sektorbezogenen Bedingungen wie auch gegebenenfalls in der Genehmigung für die Einrichtung und den Betrieb des Steinbruchs verhängt werden, einhalten muss; dass HOLCIM auch alles in seiner Macht Stehende tun muss, damit durch seine Tätigkeit keine zusätzlichen Beeinträchtigungen verursacht werden;

In der Erwägung, dass ein Ringwall um die Abbaugrube herum sowie zwischen dem Standort und dem Ortsteil Calonne errichtet wird, wodurch sich die Auswirkungen in puncto Lärm, Landschaft, Staubablagerung in der Umgebung und auf dort stattfindenden Aktivitäten erheblich verringern werden;

In der Erwägung, dass die Revision des Sektorenplans Ausgleichsmaßnahmen nach Maßgabe von Artikel 46 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie vorsieht; dass diese die Eintragung von Naturgebieten und Grüngebieten sowohl südlich («Carrières d'Antoing») als auch nordwestlich von Calonne («Carrière des Cinq Rocs») vorsehen; dass im Übrigen andere sowohl südlich («Carrières d'Antoing») als auch nordwestlich von Calonne («Carrière des Cinq Rocs») gelegene Gebiete in unmittelbarer Nähe der oben genannten Gebiete als Abbaugebiet erhalten werden, damit sie aufgeschüttet und im Anschluss daran gemäß Artikel 4 des vorliegenden Erlasses zu Grüngebieten umgewandelt werden können;

In der Erwägung, dass - wie bereits erwähnt - dieses Raumordnungsprogramm die Sanierung des Gebiets ermöglicht und in Absprache mit der Abteilung Natur- und Forstwesen der operativen Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des öffentlichen Dienstes der Wallonie nach Maßgabe einer Vereinbarung durchgeführt wird, die spätestens am Tage der Ausstellung der Betriebsgenehmigung für das zugrundeliegende Projekt zu unterzeichnen ist;

In der Erwägung, dass diese Gebiete, deren Umgestaltung und Bewirtschaftung Gegenstand der genannten Vereinbarung sein werden, zur Verbesserung der Lebensbedingungen der Anwohner beitragen werden;

In der Erwägung, dass die Regierung außerdem die Lebensqualität der Bewohner von Calonne so gut wie möglich zu sichern beabsichtigt; dass zu diesem Zweck für einen 75 m breiten Streifen am nordwestlichen Rand des Abbaugebiets eine zusätzliche Vorschrift gilt, welche besagt, dass das Gelände für die Einrichtung eines Streifens bestimmt ist, mit dem die Abbautätigkeit von der unmittelbaren Umgebung abgegrenzt werden soll, wozu auch die Errichtung von Erdwällen gehört;

Dass somit alles Erdenkliche unternommen wird, um eventuelle Beeinträchtigungen der Lebensqualität der Bewohner, insbesondere der Bewohner von Calonne, weitestmöglich zu begrenzen; In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung außerdem sämtliche Umweltbereiche (Lärm, Erschütterungen, Staub usw.) untersucht wurden, welche sich auf die Gesundheit und Lebensqualität auswirken könnten, was im Einklang mit dem von der

Wallonischen Regierung vorgeschriebenen Inhalt geschah; dass der Verfasser der UVP insbesondere die Gesundheitsgefahren der Staubeentwicklung ausführlich untersuchte; dass der Verfasser der UVP, wie bereits angeführt wurde, darauf hinwies, dass Schwebstaub für die Abbautätigkeit nicht charakteristisch ist; dass dieser vor allem durch den Straßenverkehr verursacht wird und dass der Richtwert der WHO eingehalten wird; dass die Auswirkungen des Sedimentationsstaubs, der bei der Abbautätigkeit anfällt, eine echte Beeinträchtigung für die Anwohner darstellen (UVP, Phase 2, S. 117 und 123), die Werte angesichts der bestehenden Emissionen jedoch nur geringfügig ansteigen werden (UVP, Phase 2, S. 490); dass mit der Errichtung eines Ringwalls und den bereits genannten Empfehlungen der Umweltverträglichkeitsprüfung eine beträchtliche Begrenzung der Staubemission erreicht werden kann (UVP, Phase 2, S. 145);

In der Erwägung, dass die Beschwerden zum Straßenunterhalt und zur Verkehrssicherheit über den Rahmen der vorliegenden Revision hinausgehen; dass das Projekt außerdem vorsieht, dass die abgebauten Stoffe auf Schienen oder mit einem Förderband abtransportiert werden; dass ein Teil der Gesteinskörnungen wie derzeit auch per Schiff befördert wird (NtZ, S. 52).

Weitere zu ergreifende Maßnahmen

a) In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer den Einsatz modernster Technologien vorschlagen, um Beeinträchtigungen so weit wie möglich zu reduzieren; dass sie in diesem Zusammenhang eine komplette Umhausung der Lade- und der Umschlagsilos, eine komplette Überdachung der Förderbänder, die Dämpfung des Materialaufpralls in den Waggons durch eine minimale Fallhöhe und eine progressive Ladegeschwindigkeit, die regelmäßige Berieselung des Standorts bei trockener Witterung sowie keine oder kaum Lkw-Transporte vorschlagen; dass sie im Falle des Einsatzes von Maschinen fordern, den Warnton beim Rückwärtsfahren zu begrenzen und das Zuschlagen der Pritschenwände zu verbieten; dass im gleichen Sinne einige Beschwerdeführer eine Verringerung der Eisenbahnweichen und der Rangiermanöver, die regelmäßige Wartung der Anlagen, Lager, Weichen, Reinigung, Schmierung, etc. verlangen;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer angeben, die Einhaltung der Integrated Pollution Prevention and Control (IPPC) müsse überwacht werden;

b) In der Erwägung, dass einigen Beschwerdeführern zufolge eine zuständige Kontaktperson für erheblichere Beeinträchtigungen benannt werden müsse; dass ein Begleitausschuss oder ein Anwohnerausschuss eingerichtet werden müsse; dass sie insbesondere durch Ortsbegehungen über das Fortschreiten der Bauarbeiten informiert werden müssten;

c) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer die Notwendigkeit einer jährlichen Gesundheitsbilanz für die Anwohner betonen;

d) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer die Ansicht vertreten, die Arbeiten zur Gestaltung des Standorts und seines Umfelds müssten kohärent und sinnvoll geplant und ausgeführt werden, um die schlimmsten Beeinträchtigungen für die Anwohner abzumildern;

e) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer der Ansicht sind, man müsse kurz- und langfristig eine korrekte Behandlung der Umwelt sichern;

f) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer der Ansicht sind, es gebe keine Garantie für die Einhaltung aller sinnvollen Bestimmungen zur Begrenzung der Beeinträchtigungen;

g) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer der Ansicht sind, anstelle des derzeit vorgesehenen «Zierstreifens» müsse ein 75 m breiter Randstreifen im Sektorenplan eingetragen werden; dass anderen zufolge ein 200 m breiter Korridor mit einem Erdwall anstelle des 100 m breiten Bereichs zum Schutz des Ortsteils Calonne eingerichtet und im Sektorenplan festgeschrieben werden müsse; dass andere darauf hinweisen, der Pufferbereich (Erdwall) sei womöglich trotz des bestehenden Grünstreifens unwirksam;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer die Ansicht vertreten, man müsse von Anfang an Pufferzonen bilden, die mit heimischen Gewächsen bepflanzt werden; man müsse die Beeinträchtigungen durch die Anordnung eines Erdwalls rings um den gesamten Ladebereich reduzieren, der mit heimischen Gewächsen bepflanzt wird (artenreich, nützlich und attraktiv für Tiere und Insekten und wirksam sowohl als Staubschutz und Lufterneuerer durch die Belaubung als auch zur Befestigung des Erdwalls durch die Wurzelbildung), durch die Schaffung mehrerer ständiger Tümpel, ausgewiesener Wanderwege mit Sperrn zum Schutz vor Quads und Motorrädern, die eine soziale Anbindung zum restlichen Dorf ermöglichen; dass zudem ein zweiter Erdwall entlang der Eisenbahntrasse zu erstellen sei, der auch das Ladesilo umschließt;

h) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer die Auffassung vertreten, es müsse bestätigt werden, dass auf dem Gelände «Vignobles» kein Zementwerk oder Ofen errichtet werde;

i) In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer der Auffassung sind, man müsse die Möglichkeit eines unterirdischen Transportsystems mit Förderbändern auch unter der Schelde prüfen; dass manche Beschwerdeführer angeben, das Förderband von Gaurain verlaufe zu nahe an den Wohnhäusern und verursache zu starke Beeinträchtigungen; dass sie sich fragen, ob eine Umleitung der Förderbänder notwendig wäre; dass ihrer Meinung nach dadurch die Bahnunterführung und der Fahrtweg zum «Carrière du Milieu» für die Beförderung des Abraums genutzt werden könnten;

j) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer die Auffassung vertreten, man müsse die Betriebszeiten verkürzen (7-20 Uhr statt 6-22 Uhr), insbesondere durch eine Verringerung der Ladetonnage; dass auf jeden Fall ausgeschlossen sein müsste, dass am Wochenende, an Feiertagen und an Brückentagen nach 16 Uhr gearbeitet wird; dass außerdem eine beträchtliche Reduzierung der Aktivität während der Schulferien ins Auge gefasst werden müsse.

ANTWORTEN

In der Erwägung, dass zahlreiche in diesem Punkt genannten Beschwerden sich in Wirklichkeit auf die Einrichtung und den Betrieb des Industrieprojekts beziehen, das der Revision des Sektorenplans zugrundeliegt; dass sie bei der Beantragung der für die Einrichtung und den Betrieb dieses Projekts erforderlichen Genehmigung behandelt werden, in deren Rahmen eine Umweltverträglichkeitsprüfung ausgeführt wird; dass sie im Stadium der Revision des Plans nicht beantwortet werden können, da es hier nicht um die operationellen Aspekte dieses Industrieprojekts geht;

In der Erwägung, dass in diesem Zusammenhang dafür sowohl zur Bewirtschaftung des Erdwalls um die Grube herum als auch zur Bewirtschaftung des Landschaftsschutzwalls bei Calonne eine ausführliche Umweltverträglichkeitsprüfung ausgeführt wird; dass darin gegebenenfalls Anpassungen der Erdwalle vorgeschlagen werden können, um einen noch besseren Schutz der Belange der Anwohner zu erreichen und der Stellungnahme des Regionalausschusses für Raumordnung vom 10. November 2010 bezüglich der Frage der Stabilität, des Wasserablaufs und der Bepflanzung Rechnung zu tragen;

In der Erwägung, dass im gleichen Sinne die Pufferzonen sorgfältig geprüft werden müssen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung - wie bereits erläutert - auf jeden Fall den Abbau des Vorkommens auf einem 75 m breiten Streifen am nordöstlichen Rand des Standorts zu verbieten beabsichtigt, um die Lebensqualität der Bewohner von Calonne optimal zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass der Standort «Vignobles» im Sektorenplan als Industriegebiet ausgewiesen ist; dass eine mögliche Änderung dieser Flächennutzung nicht geplant ist und auf jeden Fall nicht Gegenstand der vorliegenden Revision des Plans ist;

In der Erwägung, dass für das Fördersystem eine Genehmigung beantragt und eine Umweltverträglichkeitsprüfung durchgeführt werden muss; dass die Möglichkeit des unterirdischen Verlaufs unter der Schelde sowie der Nutzung der bestehenden Eisenbahnunterführung in diesem Rahmen geprüft werden kann;

In der Erwägung, dass die Regierung der Ansicht ist, dass Artikel D 29-25 ff. des Ersten Buchs des Umweltgesetzbuchs anzuwenden sind, die der zuständigen Behörde die Möglichkeit einräumen, die Genehmigung an die Einrichtung eines Begleitausschusses zu knüpfen und dessen Modalitäten festzulegen; dass die Rolle eines solchen Begleitausschusses allerdings auf die Überwachung der Umsetzung der Genehmigung begrenzt ist, die HOLCIM möglicherweise ausgestellt wird, und sich nicht auf die Verwaltung des gesamten Beckens von Tournai beziehen kann, wie dies die Gemeinden vorschlagen; dass es hingegen an ihnen liegt, die Initiative für ein derartiges Begleitprogramm zu ergreifen.

Verschiedenes

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer darauf hinweisen, dass in verschiedenen rechtlichen Bestimmungen (Artikel 16 und 23 der Verfassung und Artikel 544 des Zivilgesetzbuchs) das Recht auf Nutzung des Eigentums ohne übermäßige Störung durch die Nachbarschaft, das Recht auf den Schutz einer gesunden Umwelt einschließlich des Vorsorgeprinzips und die Pflicht der Kommunalbehörden, für die Sicherheit und Benutzbarkeit von Verkehrswegen im öffentlichen Raum zu sorgen, verankert sind;

ANTWORT

In der Erwägung, dass das in der Verfassung verankerte Recht auf eine gesunde Umwelt im Verfahren zur Revision des Sektorenplans, welches das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie vorsieht, und in der obligatorischen Umweltverträglichkeitsprüfung im Vorfeld einer solchen Revision, in der die groben Ziele abgesteckt werden, Berücksichtigung findet; dass dies im Übrigen dadurch weiterverfolgt wird, dass für die Bewirtschaftung gemäß dem Dekret über die Umweltgenehmigung eine Genehmigung ausgestellt werden muss, in deren Vorfeld ebenfalls eine Umweltverträglichkeitsprüfung vorgenommen wird; dass insbesondere aufgrund dieser Prüfung in der Genehmigung die Betriebsbedingungen festgelegt werden, mit denen die Nachteile des Betriebs für die Anwohner beschränkt werden, um ihnen das Recht auf eine gesunde Umwelt zu garantieren; dass diese Genehmigung den Einsatz der besten verfügbaren Techniken zu angemessenen Kosten (BATNEEC) vorsieht; dass die Umweltverträglichkeitsprüfung, das Genehmigungsverfahren und die Bedingungen für den Betrieb das Vorsorgeprinzip berücksichtigen; dass das der Revision des Sektorenplans zugrundeliegende Industrievorhaben deshalb keine außergewöhnlichen Beeinträchtigungen für die Anwohner verursachen dürfte;

In der Erwägung, dass die vorliegende Revision des Sektorenplans und die Globalgenehmigung, die daraufhin ausgestellt werden könnte, auf jeden Fall Verwaltungsakte sind, die unbeschadet aller zivilen Rechte Dritter erlassen wurden; dass daher bei außergewöhnlichen Beeinträchtigungen für die Anwohner diese ihre Rechte bei den zuständigen Gerichten geltend machen können; dass im Übrigen in Bezug auf die Sicherheiten für die Einhaltung der Genehmigungsbedingungen daran erinnert wird, dass sich das vorliegende Verfahren nur auf den raumplanerischen Teil des Vorhabens bezieht und dass diese Fragen der Sicherheiten zu einem späteren Zeitpunkt im Rahmen der Globalgenehmigung geprüft werden, die aufgrund dieser Planrevision eventuell ausgestellt werden könnte; dass der Vollständigkeit halber darauf hingewiesen wird, dass das Dekret über die Umweltgenehmigung gesetzliche Bestimmungen in Bezug auf Kontrolle und Sanktionen enthält.

Ausgleichsmaßnahmen

a) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer auf die Notwendigkeit hinweisen, die als Ausgleichsmaßnahme in Grünflächen umgewandelten Flächen öffentlich zugänglich zu machen;

b) In der Erwägung, dass sie auch auf die Notwendigkeit der Verhältnismäßigkeit dieser Ausgleichsmaßnahmen hinweisen; dass manche der Ansicht sind, dass die Abhilfemaßnahmen angesichts der Reichweite der geplanten Arbeiten und ihrer Auswirkungen schwach sind;

c) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer darauf bestehen, dass die Ausgleichsmaßnahmen in erster Linie den direkt von dem neuen Standort betroffenen Anwohnern zur Verbesserung ihrer Lebensqualität zugutekommen;

d) In der Erwägung, dass einigen Beschwerdeführern zufolge im Sektorenplan die an das Gelände «Vignobles» grenzenden Flächen von Industriegebieten in Grüngebiete umgewandelt werden müssten;

e) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer die Eintragung folgender Flächen als Grüngebiet fordern:

— des nordöstlichen Teils des ehemaligen Steinbruchs «Cinq Rocs»;

— der Fläche zwischen der Autobahn E42 und der Rue du Grand Lot, die den ehemaligen Steinbruch «Grande Mer» in Tournai umfasst und als Natura 2000-Gebiet ausgewiesen wurde;

— von 47,4 ha Grund im nordwestlichen Teil des Steinbruchs «Carrière du Milieu» in Antoing und Tournai in Verlängerung des Natura 2000-Gebiets, einschließlich der Halden «Tonton», «Battes et Mathias» und «Buttes des Italiens» sowie des südlichen Teils, der komplett abgebaut wurde und nicht mit Erdreich vom Steinbruch am linken Ufer aufgeschüttet wird;

In der Erwägung, dass einige auch die Eintragung folgender Flächen als Naturgebiet fordern:

— des nördlichen, südlichen und östlichen Endes des südwestlichen Teils des ehemaligen Steinbruchs «Cinq Rocs»;

— des Teils der ehemaligen Steinbrüche «Californie», «Requiem», «Vicaire» und «Bruyelle» im Gebiet von Antoing (Calonne und Bruyelle) am linken Ufer der Schelde, der nicht aufgeschüttet wird.

ANTWORTEN

In der Erwägung, dass Artikel 46 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie - wie bereits erwähnt - vorsieht, dass bei jeder Eintragung eines neuen für die städtebauliche Erschließung bestimmten Gebiets, die möglicherweise nicht vernachlässigbare Umweltauswirkungen hat, diese Eintragung entweder durch die Eintragung eines nicht für die städtebauliche Erschließung bestimmten Gebiets oder eine andere von der Regierung festgelegte Maßnahme in operationeller, ökologischer, energetischer oder auch verkehrstechnischer Hinsicht ausgeglichen wird;

In der Erwägung, dass sich die Regierung in Bezug auf die vorliegende Revision des Sektorenplans ausschließlich für raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen entschieden hat; dass die Revision des Sektorenplans in Bezug auf die Ausgleichsmaßnahmen im Einklang mit dem o. g. Artikel 46 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie steht, da sie die Eintragung von 164,7 ha Grund als für die städtebauliche Erschließung bestimmtes Gebiet und die Eintragung von 171,7 ha Grund als nicht für die städtebauliche Erschließung bestimmtes Gebiet vorsieht; dass mit der Revision somit die als nicht für die städtebauliche Erschließung bestimmte eingetragene Fläche größer ist als die für die städtebauliche Erschließung bestimmte eingetragene Fläche; dass im Übrigen die verschiedenen Gebiete der raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen neben den vom zugrundeliegenden Industrieprojekt betroffenen Gebieten oder in unmittelbarer Nähe davon liegen;

In der Erwägung, dass diese raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen ausschließlich aus der Umwandlung erschließbarer Gebiete in Naturgebiete oder Grüngebiete bestehen; dass es sich insbesondere um die Verlängerung des Parks von «Cinq Rocs», die ehemaligen Steinbrüche am linken Ufer «Bruyelle», «Vicaire», «Requiem» und «Californie» sowie den ehemaligen Steinbruch «Grande Mer» und einen Teil des Steinbruchs «Carrière du Milieu» handelt;

In der Erwägung, dass im Übrigen - wie bereits angegeben - andere Gebiete südlich (ehemalige Carrières d'Antoing) und nordwestlich von Calonne (Steinbruch «Cinq Rocs») als Abbaugelände beibehalten werden, jedoch eine zusätzliche Vorschrift für sie gilt, die besagt, dass eine entsprechende Fläche innerhalb des neuen Abbaugeländes erst nach Abschluss der Maßnahmen bewirtschaftet werden darf, mit denen diese als Abbaugelände erhaltenen Gebiete in Grüngebiete umgewandelt werden; dass diese Maßnahmen in vertraglich geregelter Absprache mit der Abteilung für Natur und Forstwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie - Operative Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt erfolgen werden;

In der Erwägung, dass die Ausgleichsmaßnahmen insbesondere unter Berücksichtigung der Auswirkungen des neuen für die städtebauliche Erschließung bestimmten Gebiets auf die Nachbarschaft festgelegt werden müssen; dass im vorliegenden Fall die raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen sowohl am linken Ufer als auch am rechten Ufer der Schelde im Gebiet der Städte Antoing und Tournai, also in der Nachbarschaft des Projekts vorgesehen sind;

In der Erwägung, dass die Ausgleichsgebiete des ehemaligen Steinbruchs «Cinq Rocs» aus Sicherheitsgründen nicht öffentlich zugänglich sind; dass nämlich die Arbeitseinheit Gefahr schwerer Unfälle der operativen Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt - Abteilung Umwelt und Wasser - Direktion für industrielle, geologische und bergbauliche Gefahren in ihrer Stellungnahme vom 30. September 2010 angibt, dass diese Gebiete sich vollständig in der berechneten sensiblen Zone (50 mbar Überdruck) des Seveso-Betriebs TITANOBEL befinden und aufgrund der in der Nähe von TITANOBEL berechneten Gefahr nicht öffentlich zugänglich sein dürfen;

In der Erwägung, dass die übrigen Ausgleichsgebiete aufgrund ihrer Flächennutzung und ihrer ökologischen Bedeutung ebenfalls nicht öffentlich zugänglich sein werden; dass in diesen Gebieten die dort vorhandenen Lebensräume erhalten und ggf. wieder hergestellt werden sollen;

In der Erwägung, dass das Vorhandensein dieser Naturgebiete und Grüngebiete, deren Umgestaltung und Bewirtschaftung in Absprache mit der Abteilung für Natur und Forstwesen der operativen Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie gemäß einer Vereinbarung zu erfolgen hat, die spätestens am Tag der Ausstellung der Betriebsgenehmigung für das Industrieprojekt geschlossen wird, welches der Revision des Sektorenplans zugrundeliegt, zur Verbesserung der Lebensqualität der Anwohner beitragen wird;

In der Erwägung, dass das Gebiet «Vignobles» als Industriegebiet beibehalten werden soll, insbesondere angesichts seiner aktuellen und künftigen Flächennutzung; dass in diesem Gebiet die Ladestation für den Schienentransport des abgebauten Gesteins entstehen soll.

Wiederinstandsetzung

In der Erwägung, dass die Beschwerden in Bezug auf die Wiederinstandsetzung insbesondere Fragen des Erhalts bestimmter Steinbrüche betreffen;

a) In der Erwägung, dass manche vorschlagen, die Orte als Grünflächen zu rekultivieren, bestimmte Steinbrüche als Industriedenkmäler zu erhalten und weiterhin Wasser für die Anlage «Transhennuyère» abzupumpen;

b) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer betonen, dass die bewirtschafteten Standorte in Zukunft angemessen aufgewertet werden müssen;

c) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer darauf bestehen, dass das für die Aufschüttung verwendete Material auf jeden Fall den Vorschriften des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle, die in der Stellungnahme der Abteilung Boden und Abfälle aufgeführt werden, entsprechen muss.

ANTWORTEN

In der Erwägung, dass diese Überlegungen sich mit Fragen der Globalgenehmigung für die Abbautätigkeit befassen; dass es hier darum geht, sich zur Revision des Sektorenplans zur Eintragung eines neuen Abbaugeländes am linken Ufer der Schelde zu äußern; dass sämtliche Fragen in Bezug auf die Einrichtung und den Betrieb des der Revision des Sektorenplans zugrundeliegenden Industrievorhabens - wie bereits mehrfach angegeben - im Rahmen des späteren Genehmigungsantrags behandelt werden; dass dies vom Regionalausschuss für Raumordnung in seiner positiven Stellungnahme vom 10. November 2010 bestätigt wurde;

Dass die Globalgenehmigung für die Bewirtschaftung des Vorkommens, wenn sie ausgestellt wird, wie dies die geltenden gesetzlichen Bestimmungen vorsehen, auch Vorschriften für die Wiederinstandsetzung des Standorts nach der Bewirtschaftung enthalten wird, für welche die Hinterlegung einer Sicherheit vorgeschrieben werden kann;

In der Erwägung, dass auf jeden Fall nach Aussage der operativen Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt vom 17. Juni 2010 im Rahmen der öffentlichen Untersuchung ausschließlich die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle genannten Materialien zur Aufschüttung verwendet werden dürfen.

Verfügbare Informationen und weitere Untersuchungen

In der Erwägung, dass die Beschwerden in Bezug auf die verfügbaren Informationen und weitere Untersuchungen hauptsächlich Fragen der Notwendigkeit weiterer Untersuchungen sowie der Vollständigkeit und Unabhängigkeit der Umweltverträglichkeitsprüfung betreffen;

a) In der Erwägung, dass einigen Beschwerdeführern zufolge die Prüfungen und Messungen nicht erfolgreich durchgeführt wurden und verzerrt seien, weil sie von der Privatwirtschaft finanziert wurden;

b) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer darauf hinweisen, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung auf einen begrenzten räumlichen Kontext beschränkt ist, obwohl Luftaufnahmen zeigen, dass sich die Abbaugelände in der Region Tournai auf das rechte Ufer der Schelde konzentrieren; dass diese Anordnung das historisch gewachsene Resultat tatsächlicher Gegebenheiten ist;

c) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer betonen, dass sich die aktuelle Umweltverträglichkeitsprüfung auf das von HOLCIM erworbene Gelände beschränkt;

d) In der Erwägung, dass einigen Beschwerdeführern zufolge bei Eröffnung eines Steinbruchs am linken Ufer eine umfassendere Umweltverträglichkeitsprüfung von Tournai bis Antoing unter Berücksichtigung der Stadtentwicklung am südlichen Stadtrand (Richtung Chercq und Saint-Maur) durchgeführt werden müsse;

e) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer bedauern, dass bestimmte in der Umweltverträglichkeitsprüfung zum Vorentwurf der Revision festgestellte negative Auswirkungen unter dem Vorwand nicht geprüft wurden, sie würden bei der Umweltverträglichkeitsprüfung im Rahmen der Globalgenehmigung behandelt; dass einige Beschwerdeführer die Durchführung einer genaueren Untersuchung der Luftqualität und des Lärmpegels verlangen; dass ihrer Ansicht nach eine Untersuchung vor Ort nicht überflüssig sei;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer feststellen, die Dokumente seien nicht detailliert genug, die Informationen seien zum Teil widersprüchlich, insbesondere in Bezug auf Lärm, Maßnahmen in der Umgebung etc.

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer auf Ungenauigkeiten hinsichtlich der CO₂-Emissionen und das Fehlen einer Kohlenstoffbilanz hinweisen;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer feststellen, dass es trotz des Fortschritts der Zementindustrie bei der Planung der Förderbänder, der Sprengungen und der Staubfilterung in Bezug auf Feinstaub immer noch viele Unbekannte gibt; dass es in Bezug auf die Behandlung von Feinstaub und dessen Ausstoß in die Atmosphäre bei der Verbrennung gefährlicher Abfälle immer noch viele Unbekannte gibt;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer die Antragsbegründung von HOLLICIM in Frage stellen, nämlich den Erhalt von Arbeitsplätzen und die Reduzierung des Energieverbrauchs des aktuellen Verfahrens; dass sie angeben, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung die Entscheidung für dieses Gebiet nur unzureichend gerechtfertigt wird, selbst wenn sich diese angeführten Gründe als richtig erweisen sollten;

f) In der Erwägung, dass mehrere Beschwerdeführer betonen, die Umweltverträglichkeitsprüfung sei insofern lückenhaft, als der Schienentransport in der Umweltverträglichkeitsprüfung neu ins Spiel gebracht wurde, weil der anfänglich empfohlene Schifftransport scheitern würde, da die Schleusen die geplanten Transporte nicht bewältigen könnten, wobei jedoch die Auswirkungen dieser neuen Transportart in der Ad-hoc-Prüfung nur unzureichend beleuchtet werden; dass einige Beschwerdeführer betonen, die Umweltverträglichkeitsprüfung sei in Bezug auf den Schienentransport selbst lückenhaft;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer darauf hinweisen, die Umweltverträglichkeitsprüfung sei lückenhaft in Bezug auf die Auswirkungen des Projekts auf eine Zunahme der karstbedingten Phänomene und die daraus entstehende Pegelabsenkung der Schelde sowie die durch die Pegelabsenkung bedingten Auswirkungen des Projekts auf die Wasserfauna;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer darauf hinweisen, die Umweltverträglichkeitsprüfung sei in Bezug auf die Erschütterungen an Wohnhäusern am Chemin de Warnaf lückenhaft; dass sie angeben, dass die Förderbänder auch bei unterirdischem Verlauf unweigerlich Erschütterungen verursachen, die sich auf das Tragwerk der Häuser auswirken; dass das nächstgelegene Förderband in weniger als 20 m von der Ortschaft verläuft; dass sie sich fragen, ob Analysen durchgeführt wurden;

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer betonen, die Umweltverträglichkeitsprüfung sei lückenhaft in Bezug auf die optischen Auswirkungen des geplanten Erdwalls entlang des Chemin de Warnaf (im Gegensatz zu dem im Osten des geplanten Steinbruchs vorgesehenen Erdwall am Rande des Ortsteils Calonne, für den eine sorgfältige Analyse ausgeführt wurde, aus der sich Empfehlungen ergaben);

In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer feststellen, die Umweltverträglichkeitsprüfung sei lückenhaft in Bezug auf die Auswirkung einer nahe gelegenen Sprengstofffabrik auf die Machbarkeit des vorliegenden Projekts;

g) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer feststellen, dass die bisher zum Thema Gesundheit durchgeführten Untersuchungen zu keiner definitiven Schlussfolgerung geführt haben, weil sie nicht mit gesundem Menschenverstand und unter dem Einfluss der Privatwirtschaft ausgeführt wurden.

ANTWORTEN

In der Erwägung, dass der Auftraggeber der Revision des Sektorenplans niemand anders als die Wallonische Region ist; dass die Wallonische Regierung am 27. März 2009 einen Erlass verabschiedet hat, mit dem beschlossen wurde, nach Stellungnahme des Regionalausschusses für Raumordnung und des Wallonischen Umweltrats für nachhaltige Entwicklung eine Umweltverträglichkeitsprüfung zum Vorentwurf der Revision des Sektorenplans Tournai-Leuze-Péruwelz ausführen zu lassen; dass der Inhalt dieser Umweltverträglichkeitsprüfung ebenfalls mit diesem Erlass festgelegt wurde;

Dass darauf hinzuweisen ist, dass der Verfasser einer Umweltverträglichkeitsprüfung zugelassen und unabhängig ist; dass die Rechtsprechung des Staatsrates in diesem Punkt zudem äußerst präzise ist: Die mangelnde Unabhängigkeit des Verfassers einer Umweltverträglichkeitsprüfung bewirkt die Nichtigkeit des Verwaltungsaktes, dem die von diesem Verfasser ausgeführte Umweltverträglichkeitsprüfung zugrundeliegt;

Dass der Wallonische Umweltrat für nachhaltige Entwicklung am 25. Oktober 2010 eine Stellungnahme zur Qualität und Vollständigkeit der Umweltverträglichkeitsprüfung abgab und die Umweltverträglichkeitsprüfung sowie die nicht technische Zusammenfassung für vollständig und im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen über das Verfahren zur Revision des Sektorenplans und die Umweltverträglichkeitsprüfung befand;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung, die anlässlich der vorliegenden Revision des Sektorenplans ausgeführt wurde, nicht auf einen begrenzten räumlichen Kontext beschränkt war; dass es sich um eine Umweltverträglichkeitsprüfung zu einem Raumordnungsplan und nicht zu einem Projekt handelt; dass die gesamte Phase 1 der UVP, die vier Kapitel umfasst, und insbesondere Kapitel 2 und 3 darauf abzielen, die Revision des Plans in sozioökonomischer Hinsicht einzugrenzen sowie den gewählten Standort zu validieren und ggf. Standortalternativen zu formulieren; dass dabei die Möglichkeiten des Sektorenplans sowie die sozioökonomische Begründung des Projekts anhand der Möglichkeiten des Sektorenplans, unter Berücksichtigung des Bedarfs und des Markts für das betreffende Gestein gründlich geprüft wurden;

In der Erwägung, dass der Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung Standortalternativen gesucht und analysiert hat; dass eine mögliche Standortalternative zwischen dem Kanal Nimy-Blaton-Péronnes und der Autobahn E42 ausgemacht wurde; dass der Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung nach seiner Analyse zu dem Schluss kam, dass diese Alternative sehr starke Einschränkungen bei der Umsetzung beinhaltet und daher nicht vorgeschlagen werden kann; dass somit die Behauptung falsch ist, die Umweltverträglichkeitsprüfung habe sich auf das von HOLLICIM erworbene Gelände beschränkt oder eine umfassendere Prüfung von Tournai bis Antoing sei noch erforderlich;

In der Erwägung, dass das von der vorliegenden Revision betroffene Gebiet bereits bei der Erstellung des Sektorenplans für Steinbrüche reserviert wurde; dass diese mögliche künftige Flächennutzung (also Abbau) den Entscheidungsträgern somit schon lange bekannt war, die sie in ihren Entwicklungsplänen berücksichtigten; dass nämlich schon im Entwurf des Sektorenplans vom 7. Januar 1976 das heute von der Revision des Sektorenplans betroffene Gebiet wegen der Qualität seines Untergrunds und einer möglichen Bewirtschaftung des Vorkommens als Prospektionsgebiet für Steinbrüche eingetragen war; dass jedoch die Prospektionsgebiete für Steinbrüche nicht in den Sektorenplan eingetragen wurden, weil es in der Stellungnahme des Regionalausschusses für Raumordnung vom 8. Juli 1980 hieß, dass «die Prospektionsgebiete für Steinbrüche aufgrund ihres rein indikativen Werts weggelassen wurden», weil «der Schutz der Vorkommen durch den Status der betreffenden Flächen als landwirtschaftliches Gebiet hinreichend gewährleistet wird»;

Dass die Umweltverträglichkeitsprüfung das Gebiet berücksichtigte, das im Antrag auf Revision des Sektorenplans angegeben wurde; dass dieses Gebiet nicht auf das von HOLLICIM erworbene Gelände beschränkt ist; dass die Umweltverträglichkeitsprüfung für das geographische Untersuchungsgebiet ausgeführt wurde, das für die Beurteilung und eventuell am Projekt vorzunehmende Verbesserungsmaßnahmen für zweckmäßig erachtet wurde; dass dieses geographische Untersuchungsgebiet weit größer ist als das von HOLLICIM erworbene Gelände;

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung zur Revision des Sektorenplans alle möglichen Auswirkungen der geplanten Revision des Sektorenplans untersucht wurden; dass die Untersuchung der Auswirkung des der Revision des Sektorenplans zugrundeliegenden Industriebvorhabens nicht Gegenstand dieser Umweltverträglichkeitsprüfung war; dass diese Auswirkungen somit im Rahmen der Beantragung der möglicherweise für dieses Industriebvorhaben auszustellenden Genehmigung und der dazu auszuführenden Umweltverträglichkeitsprüfung eingehender untersucht werden müssen; dass mit der Umweltverträglichkeitsprüfung zur Revision des Sektorenplans daher die Bedingungen festgelegt werden können, nach denen der Sektorenplan geändert werden kann, während mit der Umweltverträglichkeitsprüfung zum Industrieprojekt die genauen Umweltauswirkungen dieses Projekts ermittelt und die zu ergreifenden Schutz- und Vorbeugemaßnahmen ausgearbeitet werden können; dass die Umweltverträglichkeitsprüfung zur Revision des Sektorenplans die von der Regierung gestellte Frage somit vollständig beantwortet; dass dies in der Stellungnahme des Wallonischen Umweltrats für nachhaltige Entwicklung und des Regionalausschusses für Raumordnung bestätigt wird;

In der Erwägung, dass mit den im Stadium der Revision des Sektorenplans ausgeführten Analysen zu prüfen ist, ob ein Antrag auf Revision begründet ist, insbesondere aus sozioökonomischer Sicht, und, wenn dies der Fall ist, welche Anpassungen möglicherweise vorgenommen werden müssen, damit die Auswirkungen dieser Revision vertretbar sind; dass das Industriebvorhaben zwar bereits klar definiert ist, jedoch noch überdacht wird und es daher normal ist, dass einige Aspekte des Vorhabens noch nicht genau feststehen, ohne dass dadurch die Zweckmäßigkeit des Antrags in Frage gestellt würde;

In der Erwägung, dass die Umweltauswirkungen des Industriebvorhabens in der Umweltverträglichkeitsprüfung zu dem betreffenden Vorhaben analysiert werden; dass derzeit von unabhängigen, zugelassenen Organisationen eingehendere Untersuchungen zur Luftqualität und zur Lärmbelastung durchgeführt werden; dass diese eine Bestandsaufnahme der bestehenden Situation ermöglichen; dass sie zudem auch die Umsetzung aller geeigneten Maßnahmen ermöglichen, damit sich die bestehende Umweltsituation nicht verschlechtert, und dies schon von der Planung der Anlagen an;

In der Erwägung, dass der Wallonische Umweltrat für nachhaltige Entwicklung und der Regionalausschuss für Raumordnung die Ansicht vertraten, die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung sei gut und in der Umweltverträglichkeitsprüfung seien alle mit dem Projekt zusammenhängenden Themen untersucht worden;

Dass der Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung in Bezug auf die Auswahl des Gebiets im Hinblick auf die Ziele des Erhalts von Arbeitsplätzen und der Senkung des Energieverbrauchs den Vorentwurf der Revision des Sektorenplans insbesondere unter dem Gesichtspunkt der Begrenzung des Energieverbrauchs und der CO₂-Emissionen prüfte; dass in diesem Zusammenhang in Phase 1 der Umweltverträglichkeitsprüfung die Schlussfolgerung gezogen wird, dass zum einen die Modernisierung des Werks Obourg (Umstellung auf Trockenverfahren) begründet ist und zum anderen derzeit in Wallonien kein anderes als Abbaugelände ausgewiesenes Gebiet existiert, das die für den weiteren Betrieb des Werks Obourg erforderlichen Eigenschaften aufweist (Qualität des Vorkommens, Größe, Schienen- und Schiffsverkehrsanbindung, frei); dass im Übrigen angesichts der Auswirkungen des Vorentwurfs der Revision und der Empfehlungen des Verfassers der Umweltverträglichkeitsprüfung zu deren Minimierung in der Umweltverträglichkeitsprüfung das Fazit gezogen wurde, dass die geplante Änderung des Sektorenplans gerechtfertigt ist; dass diese Rechtfertigung durch die positive Stellungnahme des Regionalausschusses für Raumordnung vom 10. November 2010 über die Zweckmäßigkeit der Revision des Sektorenplans bestätigt wurde; dass der Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung somit den Standort des Vorentwurfs umfassend analysiert und validiert hat; dass die Behauptung, die Entscheidung sei nicht hinreichend begründet worden, somit falsch ist;

Dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung in Bezug auf die Auswirkungen des Schienentransports der Schienentransport empfohlen wurde, nachdem die Bedingungen der Durchführbarkeit (Flächenbedarf, Streckenkapazität, Beladung, rechtliche Vorgaben, größere umweltspezifische Einschränkungen etc.) geprüft wurden; dass der Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung die Auswirkungen dieser Empfehlung geprüft hat (Ermittlung der Anzahl der Züge, Wahl der Lokomotiven, Wahl der Waggons, Abfertigungszyklus, Einbindung ins Streckennetz der SNCB, Wahl des Beladesystems, nötige Länge der Lade- und Entladegleise), um daraus zu schlussfolgern, dass die zu erwartenden Auswirkungen gering sind; dass die Auswirkungen des Eisenbahntransports des für die Klinkerproduktion bestimmten Schotters für jeden Umweltaspekt geprüft wurden, insbesondere im Hinblick auf die Staub- und Lärmbelastung, um sicherzustellen, dass die empfohlene Änderung der Transportart keine Auswirkungen zur Folge hat, welche die Revision des Plans in Frage stellen; dass im Anschluss an diese Analyse in der Umweltverträglichkeitsprüfung das Fazit gezogen wurde, dass die Durchführbarkeit der Revision des Sektorenplans erwiesen ist; dass dieses Thema somit sehr wohl Gegenstand einer Analyse war; dass die ausführliche Untersuchung der Auswirkungen des Schienentransports im Übrigen im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung bei Beantragung der Globalgenehmigung zu erfolgen hat; dass die Regierung den Schiffstransport nicht ausschließt, wenn die Anpassungen der Schifffahrtszeiten wirksam werden;

Dass der Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung in Bezug auf die Auswirkungen auf eine Zunahme der karstbedingten Phänomene die karstbedingten Phänomene im Kapitel Hydrogeologie anhand eines umfassenden hydrogeologischen Modells gründlich untersucht hat; dass der Verfasser das Bestehen karstbedingter Phänomene in der Region um das betroffene Gebiet sehr wohl berücksichtigt und die damit verbundenen Risiken analysiert hat; dass er zu dem Schluss kam, dass jede Karstöffnung beherrschbar ist und dass es Verfahren gibt, um das Abflauen des Flusswassers ist das Karstsystem zu stoppen; dass diese Problematik somit sehr wohl berücksichtigt wurde;

Dass der Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung in Bezug auf die Auswirkungen auf die Pegelabsenkung der Schelde und auf die Wasserfauna die voraussichtlichen Auswirkungen im Kapitel Hydrologie untersucht hat; dass die Modellberechnung zeigt, dass die Auswirkungen auf den Wasserpegel der Schelde bis 2053 gleich null sind; dass 2053 die Gefahr einer Grundwasserabsenkung unter der Schelde stellenweise mit -1 m bewertet wird; dass diese Absenkung keinen Einfluss auf den Pegelstand der Schelde und damit auch keine Auswirkungen auf die Wasserfauna hat; dass der Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung sich also sehr wohl mit diesen Fragen befasst hat;

Dass der Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung in Bezug auf die Auswirkungen der Erschütterungen auf die Wohnhäuser am «Chemins de Warnaf» sowohl die Auswirkungen der durch die Schießarbeiten verursachten Erschütterungen als auch die Auswirkungen des durch die Förderbänder hervorgerufenen Lärms analysiert hat; dass die Behauptung, die Umweltverträglichkeitsprüfung sei in diesem Punkt lückenhaft, somit falsch ist; dass die mit dem Betrieb der Förderbänder zusammenhängenden Erschütterungen kein bedeutender Sachzwang für die Durchführung der Revision des Sektorenplans sind; dass im Rahmen der Beantragung der Globalgenehmigung mögliche Lösungen geprüft werden können;

Dass der Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung in Bezug auf die optischen Auswirkungen des geplanten Erdwalls am «Chemins de Warnaf» im Kapitel Topographie und Landschaft die vermutlichen Folgen der Umsetzung des Projekts in einem Radius von 3 km um das Projekt untersucht hat; dass die Position der Erdwälle bei der Analyse der voraussichtlichen Auswirkungen berücksichtigt wurde; dass der Verfasser die Auffassung vertrat, durch die Errichtung des Schutzwalls und die Bewirtschaftung des Gebiets werde sich die Landschaft erheblich verändern und

die Fernsicht eingeschränkt; dass der Verfasser jedoch Empfehlungen zur Bepflanzung dieser Erdwälle abgab, um die Beeinträchtigungen zu reduzieren und den Erhalt des derzeit durch Landwirtschaft und Baumbestand geprägten Landschaftsbildes zu ermöglichen; dass dieser Aspekt somit sehr wohl in der Umweltverträglichkeitsprüfung betrachtet wurde;

Dass der Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung in Bezug auf die Auswirkungen der nahe gelegenen Sprengstofffabrik auf die Machbarkeit des Projekts das Vorhandensein dieses SEVESO-Betriebs in der Nähe des Projekts berücksichtigt hat; dass er aus diesem Grund als Alternative Nr. 12 vorgeschlagen hat, den nordöstlichen Bereich des ehemaligen Steinbruchs «Cinq Rocs» statt als Parkgebiet lieber als Grüngebiet im Sektorenplan einzutragen; dass die Aussage, dieser Aspekt sei nicht berücksichtigt worden, somit falsch ist;

Dass in Bezug auf die Untersuchungen zur Gesundheit in der Umweltverträglichkeitsprüfung sämtliche Umweltaspekte, die Auswirkungen auf die Gesundheit haben, gemäß dem von der Wallonischen Regierung vorgeschriebenen Inhalt geprüft wurden; dass der Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung insbesondere die durch Staub verursachten Gesundheitsrisiken ausführlich untersucht hat; dass er zu dem Schluss kam, die Auswirkungen seien vertretbar; dass die Umweltverträglichkeitsprüfung in diesem Punkt somit nicht als lückenhaft betrachtet werden kann

Alternativen

a) In der Erwägung, dass einigen Beschwerdeführern zufolge die Verlegung der Hochspannungsleitung geprüft werden müsse; dass der in der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgesehene alternative Verlauf der Hochspannungsleitung auf seine Durchführbarkeit hin geprüft werden müsse; dass die Position bestimmter Hochspannungsmasten problematisch sei, insbesondere im Hinblick auf den Leitungsverlauf über Eck, die Anordnung der Erdwälle und die größere Nähe zum Abbaugelände (+Budget für die Verlegung und Einschränkung der nahegelegenen Abbautätigkeiten);

b) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer eine Prüfung der Umleitung der «Chaussée de Valenciennes» und deren Folgen verlangen;

c) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer die Streichung des überlagerten Aufdrucks «R» in dem Gebiet an der Grundstücksgrenze von Herrn und Frau Nuytten fordern; dass dieser überlagerte Aufdruck jede Ausweitung ihrer Bewirtschaftung vereitelt; dass er zudem keinen Sinn mehr hat, weil zum einen die TGV-Trasse durch das Gebiet führt und zum anderen das Steinbruchprojekt in dem Gebiet liegt;

d) In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer fordert, die landwirtschaftlichen Nutzflächen südlich und westlich seines Wohnhauses (Chemin des Anglais 9) sollten ohne seine Zustimmung nicht zu Gebieten für die Intensivtierhaltung werden und sämtliche Bebauung, auch durch Windkraftanlagen, auf diesen Flächen solle verboten werden; dass er zudem fordert, der Chemin des Anglais solle zur Privatstraße für Anwohner und Landwirte werden;

e) In der Erwägung, dass sich einige Beschwerdeführer fragen, ob es eine Alternative zur Zugbelastung in größerer Entfernung von ihren Wohnhäusern gebe; dass sie auch die Verlegung des Lager- und Entladebereichs in Richtung Antoing, TPR-Werk und Rue du Coucou ins Gespräch bringen, um mehr Abstand zu den Wohnhäusern zu erreichen;

f) In der Erwägung, dass einige Beschwerdeführer vorschlagen, das Gelände statt als Abbaugelände als Erweiterung des Abbaugeländes auszuweisen.

ANTWORTEN

In der Erwägung, dass die im Antrag vorgeschlagene Reservefläche für die Hochspannungsstrasse die einzige ist, welche die Kriterien für den Erhalt der natürlichen Ressourcen erfüllt; dass die im vorliegenden Erlass festgelegte Reservefläche sowohl die im Antrag vorgeschlagene (und von ELIA validierten) Trasse als auch die vom Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagene Trasse umfasst; dass mit der möglicherweise auszustellenden Globalgenehmigung der optimale Verlauf der neuen Hochspannungsleitung innerhalb dieser Reservefläche festgelegt wird;

In der Erwägung, dass eine eventuelle Umleitung der Chaussée de Valenciennes nicht Teil der Umweltverträglichkeitsprüfung war, umso mehr als - wie bereits angegeben - das Verkehrsaufkommen nicht zunehmen wird;

In der Erwägung, dass der Antrag auf Revision der Zweckbestimmung des Grundstücks von Herrn und Frau Nuytten in keinem Zusammenhang mit der vorliegenden Revision des Sektorenplans steht; dass zudem das betreffende Gebiet seit Verabschiedung des Dekrets vom 27. November 1997 zur Änderung des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe nicht mehr den überlagerten Aufdruck «R» trägt;

In der Erwägung, dass die Forderung eines Beschwerdeführers, die Intensivtierhaltung sowie jegliche Windkraftanlage südlich und westlich seines Wohnhauses zu verbieten, über den Gegenstand der vorliegenden Revision des Sektorenplans hinausgeht; dass das fragliche Gebiet nicht Teil des von der geplanten Revision betroffenen Gebiets ist;

In der Erwägung, dass die Umwandlung einer öffentlichen Straße (Chemin des Anglais) in eine Privatstraße nicht in Frage kommt; dass dies nicht die Absicht der Regierung ist;

In der Erwägung, dass eine Anordnung des Lager- und Entladebereichs in größerer Entfernung von den Wohnhäusern im Rahmen der Beantragung der Genehmigung untersucht und evaluiert werden kann und ggf. eine entsprechende Korrektur vorgenommen werden kann;

In der Erwägung, dass der Begriff Erweiterung des Abbaugeländes die Abbaureserven abdecken sollte; dass dies zumindest die frühere Bedeutung von Erweiterung eines Abbaugeländes war, solange diese noch im Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie vorgesehen war; dass das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie heute in Artikel 40 die Möglichkeit vorsieht, als überlagerten Aufdruck für ein Gebiet eine Erweiterung des Abbaugeländes einzutragen; dass jedoch das Projekt aus einem sofort zu bewirtschaftenden Vorkommen und nicht aus einem Reservenvorkommen besteht; dass folglich die Eintragung einer solchen Fläche als überlagerter Aufdruck nicht geplant ist;

In der abschließenden Erwägung, dass die Wallonische Regierung aufgrund der Stellungnahme des Regionalaussschusses für Raumordnung, des Wallonischen Umweltrats für nachhaltige Entwicklung, der DGO 3, der Gemeinderäte von Antoing und Tournai sowie des Verwaltungsausschusses des Naturparks Schelde-Ebenen und angesichts der Beantwortung der Beschwerden mit dem vorliegenden Erlass beschließt, die Revision des Sektorenplans Tournai-Leuze-Péruwelz unter folgenden Änderungen des zur öffentlichen Untersuchung vorgelegten Revisionsentwurfs endgültig zu verabschieden:

— Reversibilitätsklausel für den vorliegenden Erlass, wenn die Bauarbeiten nicht innerhalb von 5 Jahren bedeutend begonnen und das Industrieprojekt von HOLCIM nicht innerhalb von 7 Jahren in Betrieb genommen wird, nach Ausschöpfung aller Rechtsmittel;

— Verbot des Abbaus auf einem 75 m breiten Geländestreifen am nordöstlichen Rand des Standorts, um den Bewohnern von Calonne ein Höchstmaß an Lebensqualität zu garantieren und zugleich die Gestaltung und Instandhaltung des dort vorgesehenen Erdwalls zu ermöglichen. Für diesen Teil des Abbaugeländes gilt eine zusätzliche Vorschrift, die besagt, dass diese Flächen für die Einrichtung einer Sperrzone zwischen den Abbautätigkeiten und ihrem direkten Umfeld bestimmt sind, einschließlich der Errichtung von Erdwällen; die Aufstellung eines Förderbands ist hier gestattet, solange dies durch die Erfordernisse des Bewirtschaftungsprogramms gerechtfertigt ist;

— Eintragung des geplanten Verlaufs der Hochspannungsleitung am nördlichen und östlichen Rand des künftigen Abbaugebiets, um die Verlegung der bestehenden 70-150 kV-Leitungen zu ermöglichen, sowie einer Reservefläche, die sowohl die im Antrag auf Revision des Sektorenplans vorgeschlagene und von ELIA validierte Trasse, als auch die vom Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagene Trasse umfasst, damit jede geeignete Alternative geprüft werden kann;

— Eintragung der Flächen der ehemaligen Steinbrüche «Cinq Rocs» und «Carrières d'Antoing» mit ihren artenreichen Lebensräumen, die geschützt werden sollen, als Naturgebiet statt als Grüngelände;

— Raumordnerische Maßnahme zum Abschluss einer Bewirtschaftungsvereinbarung mit der Abteilung Natur- und Forstwesen der operativen Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschutz und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die spätestens am Tag der Ausstellung der Umweltgenehmigung oder Globalgenehmigung für das der vorliegenden Revision des Sektorenplans zugrundeliegende Industrievorhaben unterzeichnet werden muss, für die Ausgleichsflächen, die nach Abschluss der Maßnahmen zur Umwandlung der Flächennutzung in ein Grüngelände als Grüngelände eingetragen werden sollen (überlagerter Aufdruck CP1 und CP3), und die Naturgebiete am linken Ufer der Schelde;

In der Erwägung, dass die in Artikel 44 des Gesetzbuchs vorgesehene Umwelterklärung dem vorliegenden Erlass beigefügt wird;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,

Ergeht folgender Erlass:

Artikel 1 - Die Revision des Sektorenplans Tournai-Leuze-Péruwelz (Karte 37/7), die folgende Änderungen beinhaltet:

— Eintragung als Abbaugelände

• von ca. 162,5 ha Grund auf dem Gebiet der Stadt Antoing (Calonne und Bruyelle) und der Stadt Tournai (Saint-Maur), gelegen zwischen:

— der N507 (Tournai-Valenciennes) oder der Chaussée de Tournai und der Chaussée de Valenciennes im Westen;

— dem so genannten Chemin du Coulan d'Eau östlich von Kilometerstein K3 (N 507) in der Flur «Warnaffe» und den ehemaligen Steinbrüchen «Cinq Rocs» im Norden;

— dem ersten Gebäude am Chemin des Anglais in Calonne und der derzeitigen Front der ehemaligen Steinbrüche «Californie», «Requiem», «Vicaire» und «Bruyelle» im Osten;

— dem Schotterweg 130 m nördlich des Wohngebiets mit ländlichem Charakter, das längs der Chaussée de Tournai eingetragen ist und im Norden von den alten Kalköfen und im Süden von den Steinbrüchen «La Haute Loge» in Bruyelle begrenzt wird;

• eines 30 Meter breiten Streifens Grund in Antoing (Calonne) für die Errichtung des Förderbands «Nord» zwischen dem Abbaustandort, dem Chemin des Cinq Rocs, dem Friedhof und dem rechten Ufer der Schelde;

— Eintragung als Industriegebiet von 0,9 ha Grund in westlicher Verlängerung des Kais quai de Bruyelles an der Schelde sowie der Teile (1,09 ha im Norden und 4,4 ha im Süden) des Kais zwischen der Rue Artisien und der Schelde, an denen sich gewerbliche Anlagen befinden;

— Eintragung als Wohngebiet von Grundstücken am Ufer der Schelde auf der Ostseite der rue Artisien und der Rue de France sowie auf der Westseite der Rue Artisien, auf denen Wohngebäude errichtet wurden, die ein homogenes Viertel bilden;

— Eintragung als Grüngelände

• sämtlicher nordöstlicher Teile der Steinbrüche «Cinq Rocs»;

• der Grundstücke im Dreieck zwischen der Autobahn E42 und der rue du Gros Lot, die den ehemaligen Steinbruch «Grande Mer» in Tournai umfassen und als Natura 2000-Gelände ausgewiesen wurden;

• von 47,4 ha Grund im nordwestlichen Teil des Steinbruchs «Carrière du Milieu» in Antoing und Tournai in Verlängerung des Natura 2000-Gebiets, einschließlich der Halden «Tonton», «Battes et Mathias» und «Buttes des Italiens» sowie des südlichen Teils, der komplett abgebaut wurde und nicht mit Erdreich vom Steinbruch am linken Ufer aufgeschüttet wird;

— Eintragung als Naturgebiet

• des Teils der ehemaligen Steinbrüche «Californie», «Requiem», «Vicaire» und «Bruyelle» im Gebiet von Antoing (Calonne und Bruyelle) am linken Ufer der Schelde, der nicht aufgeschüttet wird;

• des nördlichen, südlichen und östlichen Endes des südwestlichen Teils der ehemaligen Steinbrüche «Cinq Rocs»;

— Eintragung der Grundstücke im Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung (ZACC) zwischen dem Ortsteil Calonne und der Schelde als landwirtschaftliche Fläche;

— Löschung der Hochspannungstrasse und der geplanten Hochspannungstrasse im nördlichen Teil des künftigen Steinbruchs aus dem Sektorenplan;

— Eintragung eines Entwurfs einer Hochspannungstrasse mit entsprechender Reservefläche am nördlichen und östlichen Rand des künftigen Abbaustandorts zur Verlegung der bestehenden Hochspannungstrasse;

wird gemäß dem beigefügten Plan endgültig verabschiedet.

Art. 2 - In Verbindung mit der Revision des in Artikel 1 genannten Sektorenplans findet eine raumordnerische Maßnahme im Sinne von Artikel 23, Alinea 2 statt, mit der die Eisenbahn oder die Binnenschifffahrt als ausschließlicher Verkehrsträger für den Transport des für die Klinkerproduktion bestimmten Gesteins nach Obourg vorgeschrieben werden, außer in Fällen höherer Gewalt, auf die der Betreiber keinen Einfluss nehmen kann. Die Binnenschifffahrt wird für den Transport des für die Klinkerproduktion bestimmten Schotters nach Obourg genutzt, wenn die Hindernisse für den Verkehrsfluss auf dem Wasserweg beseitigt sind.

Art. 3 - Für die Abbaugelände, die den Betriebsstandort im Süden mit dem linken Ufer der Schelde und im Osten mit dem rechten Ufer der Schelde über den Fluss hinüber verbinden, gilt eine zusätzliche Vorschrift *R.1.7, derzufolge an diesen Stellen lediglich die Aufstellung von Förderbändern gestattet ist.

Art. 4 - Die im Plan mit CP gekennzeichneten Abbaugelände werden automatisch wie folgt umgewandelt:

— die Gebiete CP1, CP3 und CP4 in Grüngelände;

— das Gebiet CP2 in eine landwirtschaftliche Fläche;

nach Beendigung der Arbeiten zur Durchführung dieser Flächennutzungen, die in einer Globalgenehmigung oder in einer Umweltgenehmigung oder einer beliebigen anderen Ersatzgenehmigung, die für den Betrieb des Steinbruchs und die diversen Phasen der Umgestaltung erforderlich sind, vorgeschrieben werden. Diese Arbeiten gelten als abgeschlossen, wenn die Sicherheit, die der genannten Genehmigung zufolge für die diversen Phasen zu leisten ist, freigegeben wird.

Art. 5 - Für das Abbaugelände, das mit der vorliegenden Revision des Sektorenplans am linken Ufer der Schelde eingetragen wird, gilt eine zusätzliche Vorschrift *S30, derzufolge in der Umweltgenehmigung oder in der Globalgenehmigung für die Abbautätigkeit oder in jeder anderen Ersatzgenehmigung innerhalb des Abbaugeländes Flächen auszuweisen sind, die den mit CP1, CP2, CP3 und CP4 gekennzeichneten Flächen entsprechen. Dem Gebiet CP1 entsprechende Fläche, die im Abbaugelände ausgewiesen wird, darf erst nach Abschluss der Arbeiten genutzt werden, die für die Umwandlung der Flächennutzung des Gebiets CP1 in ein Grüngebiet erforderlich sind. Diese Arbeiten gelten als abgeschlossen, wenn die für die Umgestaltung des Gebiets CP1 zu hinterlegende Sicherheit freigegeben wird. Dem Gebiet CP2 entsprechende Fläche, die im Abbaugelände ausgewiesen wird, darf erst nach Abschluss der Arbeiten genutzt werden, die für die Umwandlung der Flächennutzung des Gebiets CP2 in eine landwirtschaftliche Fläche erforderlich sind. Diese Arbeiten gelten als abgeschlossen, wenn die für die Umgestaltung des Gebiets CP2 zu hinterlegende Sicherheit freigegeben wird. Dem Gebiet CP3 entsprechende Fläche, die im Abbaugelände ausgewiesen wird, darf erst nach Abschluss der Arbeiten genutzt werden, die für die Umwandlung der Flächennutzung des Gebiets CP3 in ein Grüngebiet erforderlich sind. Diese Arbeiten gelten als abgeschlossen, wenn die für die Umgestaltung des Gebiets CP3 zu hinterlegende Sicherheit freigegeben wird. Dem Gebiet CP4 entsprechende Fläche, die im Abbaugelände ausgewiesen wird, darf erst nach Abschluss der Arbeiten genutzt werden, die für die Umwandlung der Flächennutzung des Gebiets CP4 in ein Grüngebiet erforderlich sind. Diese Arbeiten gelten als abgeschlossen, wenn die für die Umgestaltung des Gebiets CP4 zu hinterlegende Sicherheit freigegeben wird.

Art. 6 - Für einen 75 m breiten Streifen am nordöstlichen Rand des Abbaugeländes, der mit der vorliegenden Revision des Sektorenplans am linken Ufer der Schelde eingetragen wird, gilt eine zusätzliche Vorschrift *S31, die besagt, dass diese Fläche für die Einrichtung einer Sperrzone zwischen den Abbautätigkeiten und ihrem direkten Umfeld bestimmt ist, einschließlich der Errichtung von Erdwällen; die Aufstellung eines Förderbands ist hier gestattet, solange dies durch die Erfordernisse des Bewirtschaftungsprogramms gerechtfertigt ist.

Art. 7 - Für die Gebiete CP1 und CP3 sowie die am linken Ufer der Schelde eingetragenen Naturgebiete gilt folgende raumordnerische Maßnahme: Diese Gebiete sind Gegenstand einer Bewirtschaftungsvereinbarung zwischen dem Betreiber des Vorkommens und der Abteilung Natur- und Forstwesen der operativen Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschutz und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, welche spätestens am Tage der Ausstellung der Umweltgenehmigung oder der Globalgenehmigung für die Abbautätigkeit oder jeder anderen Ersatzgenehmigung durch die zuständige Behörde abgeschlossen werden muss.

Art. 8 - Für die landwirtschaftlichen Flächen nördlich und südlich des künftigen Förderbands «Nord» gilt eine zusätzliche Vorschrift *S39, derzufolge in diesem Gebiet Handlungen und Arbeiten entsprechend der Definition von landwirtschaftlicher Fläche in Artikel 35 des Gesetzbuchs genehmigt werden können, mit Ausnahme von Handlungen und Arbeiten zur Errichtung von Gebäuden für die Tierhaltung, für welche eine Umweltgenehmigung, eine Globalgenehmigung oder eine Erklärung im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erforderlich ist, sowie mit Ausnahme von Handlungen und Arbeiten für Freizeitaktivitäten im Freien, bei denen Lärmbelästigung verursacht werden kann.

Art. 9 - Der Betreiber setzt auf eigene Kosten einen Ausschuss ein, der die betroffenen Landwirte bei den nötigen Formalitäten bei den regionalen und europäischen Behörden im Zusammenhang mit der Neuordnung ihrer Betriebe unterstützt (GAP, Anteil der Bodengebundenheit, Erfüllung von Umweltschutzauflagen etc.).

Art. 10 - Vor der Erschließung des neuen Abbaugeländes wird eine archäologische Bewertung dieses Gebiets vorgenommen. Der Zeitplan für die archäologische Bewertung wird je nach Verfügbarkeit der betreffenden Flächen vom Betreiber und der Direktion für Archäologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie einvernehmlich festgelegt.

Art. 11 - Für die vorliegende Revision des Sektorenplans Tournai-Leuze-Péruwelz (Tafel 37/7) gilt eine Reversibilitätsklausel gemäß Artikel 41, Alinea 2, Punkt 3 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, wenn mit den Bauarbeiten zur Umsetzung des Industrierohabens, das der vorliegenden Revision des Sektorenplans zugrundeliegt, nicht innerhalb von 5 Jahren nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses bedeutend begonnen wird und dieses Industrierohaben nicht innerhalb von 7 Jahren nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses in Betrieb genommen wird.

Diese Fristen werden ausgesetzt, wenn beim Staatsrat Klagen gegen den vorliegenden Erlass zur Revision des Sektorenplans oder die für die Umsetzung des genannten Industrierohabens erforderliche(n) Genehmigung(en) eingereicht werden. Die Fristen laufen ab dem Tag der Zustellung des Urteils des Staatsrats über die Ablehnung der letzten Nichtigkeitsklage weiter.

Art. 12 - Die von der Regierung gemäß Artikel 44 des Gesetzbuchs vorgelegte Umwelterklärung wird dem vorliegenden Erlass als Anhang beigefügt.

Art. 13 - Der Minister für Raumordnung wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses betraut.

Namur, den 17. Februar 2011

Der Ministerpräsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

Umwelterklärung zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans für Tournai-Leuze-Péruwelz (Karte 37/7) zur Eintragung eines Abbaugebiets, um die Bewirtschaftung eines neuen Kalkvorkommens am linken Ufer der Schelde im Gebiet der Städte Antoing (Calonne und Bruyelle) und Tournai (Saint-Maur) zu ermöglichen**I. Einleitung**

Die vorliegende Umwelterklärung ist nach Artikel 44, Alinea 2 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie (im Folgenden: das Gesetzbuch) vorgeschrieben.

Sie gehört zum Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans für Tournai-Leuze-Péruwelz (Karte 37/7) zur Eintragung eines Abbaugebiets, um die Bewirtschaftung eines neuen Kalkvorkommens am linken Ufer der Schelde im Gebiet der Städte Antoing (Calonne und Bruyelle) und Tournai (Saint-Maur) zu ermöglichen. Sie wird zusammen mit dem genannten Erlass im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

In der vorliegenden Umwelterklärung wird zusammenfassend erläutert, wie die Umwelterwägungen in die Revision des Sektorenplans einfließen und auf welche Weise die Umweltverträglichkeitsprüfung, die Stellungnahmen, die Beschwerden und die Einwendungen Berücksichtigung fanden. Sie beinhaltet außerdem die zur Revision des Sektorenplans führenden Entscheidungsgründe unter Beachtung der in Erwägung gezogenen vernünftigen Alternativen.

Da die vorliegende Umwelterklärung naturgemäß eine Zusammenfassung darstellt, sei bezüglich der Einzelheiten auf den Wortlaut des Erlasses der Wallonischen Regierung verwiesen.

Im Bemühen um eine bessere Lesbarkeit wurde die Umwelterklärung in drei Abschnitte untergliedert: Kapitel 1 befasst sich mit dem Gegenstand des Sektorenplans, Kapitel 2 beinhaltet die Chronologie der Revision des Sektorenplans und in Kapitel 3 werden die Umwelterwägungen erläutert.

II. Gegenstand der Revision des Sektorenplans

Die Revision des Sektorenplans erfolgte nach dem in Artikel 42a ff. des Gesetzbuchs vorgesehenen Verfahren.

Sie zielt im Wesentlichen darauf ab, der Firma HOLLICIM die Erschließung eines neuen Kalksteinvorkommens am linken Ufer der Schelde im Gebiet der Städte Antoing und Tournai zu ermöglichen. Mit diesem Vorkommen ist die Versorgung sowohl des Zementwerks in Obourg, das HOLLICIM für die Herstellung von Klinker im Trockenverfahren anzupassen gedenkt (70% der Produktion, also 182 Millionen Tonnen), als auch des Klinkerwerks der Firma CBR in Antoing (30%, also 78 Millionen Tonnen) mit Gestein für die Klinkerproduktion geplant, so dass deren Fortbestand über die nächsten 30 Jahre hinaus gesichert ist. Ferner soll mit diesem Vorkommen die Versorgung der Verarbeitungsanlagen von HOLLICIM Granulats in den Steinbrüchen «Carrière du Milieu» und «Carrières d'Antoing» (115 Millionen Tonnen, zu gleichen Teilen aufgeteilt) mit Gesteinskörnungen gesichert werden.

Die Ziele dieser Revision des Sektorenplans sind in erster Linie sozioökonomischer und umweltpolitischer Art. Angestrebt wird zum einen ein Beitrag zum Erhalt und Ausbau der Beschäftigung in der Wallonischen Region und insbesondere in der Region Tournai und Mons durch die langfristige Sicherung des Fortbestands der Geschäftstätigkeit der Firma HOLLICIM Belgique am Standort Obourg, wie auch der Gesamtheit der in der Region Tournai ansässigen Zementhersteller und Hersteller von Gesteinskörnungen. Zum anderen geht es um die Förderung neuer Investitionen der Industrie, die durch die Begrenzung der CO₂-Emissionen von Industrieprozessen und die Entscheidung zugunsten alternativer Verkehrsträger anstelle des Straßenverkehrs zu einer nachhaltigen Entwicklung beitragen.

Die Revision des Sektorenplans Tournai-Leuze-Péruwelz (Karte 37/7) beinhaltet folgende Änderungen:

— Eintragung als **Abbaugebiet**

- von ca. 162,5 ha Grund auf dem Gebiet der Stadt Antoing (Calonne und Bruyelle) und der Stadt Tournai (Saint-Maur), gelegen zwischen:
 - der N 507 (Tournai-Valenciennes) oder der chaussée de Tournai und der Chaussée de Valenciennes im Westen;
 - dem so genannten chemin du Coulan d'Eau östlich von Kilometerstein K3 (N 507) in der Flur «Warnaffe» und den ehemaligen Steinbrüchen «Cinq Rocs» im Norden;
 - dem ersten Gebäude am chemin des Anglais in Calonne und der derzeitigen Front der ehemaligen Steinbrüche «Californie», «Requiem», «Vicaire» und «Bruyelle» im Osten;
 - dem Schotterweg 130 m nördlich des Wohngebiets mit ländlichem Charakter, das längs der chaussée de Tournai eingetragen ist und im Norden von den alten Kalköfen und im Süden von den Steinbrüchen «La Haute Loge» in Bruyelle begrenzt wird;
- eines 30 m breiten Streifens Grund in Antoing (Calonne), der für den Bau des Förderbands «Nord» zwischen dem Abbaustandort, dem chemin des Cinq Rocs, dem Friedhof und dem rechten Ufer der Schelde benötigt wird;

— Eintragung als **Industriegebiet** von 0,9 ha Grund in westlicher Verlängerung des Kais quai de Bruyelles an der Schelde sowie der Teile (1,09 ha im Norden und 4,4 ha im Süden) des Kais zwischen der Rue Artisien und der Schelde, an denen sich gewerbliche Anlagen befinden;

— Eintragung als **Wohngebiet** von Grundstücken am Scheldeufer auf der Ostseite der rue Artisien und der Rue de France sowie auf der Westseite der rue Artisien, auf denen Wohngebäude errichtet wurden, die ein homogenes Viertel bilden;

— Eintragung als **Grüngebiet**

- sämtlicher nordöstlicher Teile der Steinbrüche «Cinq Rocs»;
- der Grundstücke im Dreieck zwischen der Autobahn E42 und der Rue du Gros Lot, die den ehemaligen Steinbruch «Grande Mer» in Tournai umfassen und als Natura 2000-Gebiet ausgewiesen wurden;
- von 47,4 ha Grund im nordwestlichen Teil des Steinbruchs «Carrière du Milieu» in Antoing und Tournai in Verlängerung des Natura 2000-Gebiets, einschließlich der Halden «Tonton», «Battes et Mathias» und «Buttes des Italiens» sowie des südlichen Teils, der komplett abgebaut wurde und nicht mit Erdreich vom Steinbruch am linken Ufer aufgeschüttet wird;

— Eintragung als **Naturgebiet**

- des Teils der ehemaligen Steinbrüche «Californie», «Requiem», «Vicaire» und «Bruyelle» im Gebiet von Antoing (Calonne und Bruyelle) am linken Ufer der Schelde, der nicht aufgeschüttet wird;

- des nördlichen, südlichen und östlichen Endes des südwestlichen Teils der ehemaligen Steinbrüche «Cinq Rocs»;

— Eintragung der Grundstücke im Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung (ZACC) zwischen dem Ortsteil Calonne und der Schelde als **landwirtschaftliche Fläche**;

Löschung der **Hochspannungstrasse** und der **geplanten Hochspannungstrasse** im nördlichen Teil des künftigen Steinbruchs aus dem Sektorenplan;

— Eintragung eines Entwurfs einer Hochspannungstrasse mit entsprechender Reservefläche am nördlichen und östlichen Rand des künftigen Abbaustandorts zur Verlegung der bestehenden Hochspannungstrasse.

In Verbindung mit der Revision des Sektorenplans findet eine raumordnerische Maßnahme statt, mit der die Eisenbahn oder die Binnenschifffahrt als ausschließlicher Verkehrsträger für den Transport des Gesteins für die Klinkerherstellung nach Obourg vorgeschrieben werden, sobald sämtliche Ausbauarbeiten an den Schifffahrtswegen, mit denen die ausgemachten Hindernisse ausgeräumt werden können, durchgeführt wurden.

Für die Abbaugelände, die den Betriebsstandort im Süden mit dem linken Ufer der Schelde und im Osten mit dem rechten Ufer der Schelde über den Fluss hinüber verbinden, gilt eine zusätzliche Vorschrift *R.1.7, derzufolge an diesen Stellen lediglich die Aufstellung von Förderbändern gestattet ist.

Für das Abbaugelände, das aus einem 75 m breiten Streifen im Nordosten des neuen Abbaugeländes besteht (Gebiet an der Grenze des Abbaugeländes zum Ortsteil Calonne), gilt eine zusätzliche Vorschrift *S.31, derzufolge dieses Gelände für die Einrichtung eines Sperrstreifens zwischen dem Steinbruch und seiner unmittelbaren Umgebung einschließlich der Errichtung von Erdwällen bestimmt ist.

Die im Plan mit CP gekennzeichneten Abbaugelände werden automatisch wie folgt umgewandelt:

- die Gebiete CP1, CP3 und CP4 in **Grüngebiete**;
- das Gebiet CP2 in eine **landwirtschaftliche Fläche**;

nach Beendigung der Arbeiten zur Durchführung dieser Flächennutzungen, die in einer Globalgenehmigung oder in einer Umweltgenehmigung oder einer beliebigen anderen Ersatzgenehmigung, die für den Betrieb des Steinbruchs und die diversen Phasen der Umgestaltung erforderlich sind, vorgeschrieben werden. Diese Arbeiten gelten als abgeschlossen, wenn die Sicherheit, die der genannten Genehmigung zufolge für die diversen Phasen zu leisten ist, freigegeben wird.

Für die Gebiete CP1 und CP3 und die am linken Ufer der Schelde eingetragenen Naturgebiete gilt außerdem folgende raumordnerische Maßnahme: Diese Gebiete sind Gegenstand einer Bewirtschaftungsvereinbarung zwischen dem Betreiber des Vorkommens und der Abteilung Natur- und Forstwesen der Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschutz und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, welche spätestens am Tage der Ausstellung der Umweltgenehmigung oder der Globalgenehmigung für die Abbautätigkeit oder jeder anderen Ersatzgenehmigung durch die zuständige Behörde abgeschlossen werden muss.

Für das Abbaugelände, das mit der vorliegenden Revision des Sektorenplans am linken Ufer der Schelde eingetragen wird, gilt eine zusätzliche Vorschrift *S30, derzufolge in der Umweltgenehmigung oder in der Globalgenehmigung für die Abbautätigkeit oder in jeder anderen Ersatzgenehmigung innerhalb des Abbaugeländes Flächen auszuweisen sind, die den mit CP1, CP2, CP3 und CP4 gekennzeichneten Flächen entsprechen. Die dem Gebiet CP1 entsprechende Fläche, die im Abbaugelände ausgewiesen wird, darf erst nach Abschluss der Arbeiten genutzt werden, die für die Umwandlung der Flächennutzung des Gebiets CP1 in ein Grüngebiet erforderlich sind. Diese Arbeiten gelten als abgeschlossen, wenn die für die Umgestaltung des Gebiets CP1 zu hinterlegende Sicherheit freigegeben wird. Die dem Gebiet CP2 entsprechende Fläche, die im Abbaugelände ausgewiesen wird, darf erst nach Abschluss der Arbeiten genutzt werden, die für die Umwandlung der Flächennutzung des Gebiets CP2 in eine landwirtschaftliche Fläche erforderlich sind. Diese Arbeiten gelten als abgeschlossen, wenn die für die Umgestaltung des Gebiets CP2 zu hinterlegende Sicherheit freigegeben wird. Die dem Gebiet CP3 entsprechende Fläche, die im Abbaugelände ausgewiesen wird, darf erst nach Abschluss der Arbeiten genutzt werden, die für die Umwandlung der Flächennutzung des Gebiets CP3 in ein Grüngebiet erforderlich sind. Diese Arbeiten gelten als abgeschlossen, wenn die für die Umgestaltung des Gebiets CP3 zu hinterlegende Sicherheit freigegeben wird. Die dem Gebiet CP4 entsprechende Fläche, die im Abbaugelände ausgewiesen wird, darf erst nach Abschluss der Arbeiten genutzt werden, die für die Umwandlung der Flächennutzung des Gebiets CP4 in ein Grüngebiet erforderlich sind. Diese Arbeiten gelten als abgeschlossen, wenn die für die Umgestaltung des Gebiets CP4 zu hinterlegende Sicherheit freigegeben wird.

Für die landwirtschaftlichen Flächen nördlich und südlich des künftigen Förderbands «Nord» gilt eine zusätzliche Vorschrift *S39, derzufolge in diesem Gebiet Handlungen und Arbeiten entsprechend der Definition von landwirtschaftlicher Fläche in Artikel 35 des Gesetzbooks genehmigt werden können, mit Ausnahme von Handlungen und Arbeiten zur Errichtung von Gebäuden für die Tierhaltung, für welche eine Umweltgenehmigung, eine Globalgenehmigung oder eine Erklärung im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erforderlich ist, sowie mit Ausnahme von Handlungen und Arbeiten für Freizeitaktivitäten im Freien, bei denen Lärmbelästigung verursacht werden kann.

In einer am 7.2.2011 mit der SWDE unterzeichneten Vereinbarung manifestiert sich der Wille der Beteiligten sicherzustellen, dass durch die Ausbeutung dieses Vorkommens keine Erhöhung der Kosten für die Wasserversorgung und -behandlung verursacht wird.

Die Gemeinderäte von Antoing und Tournai äußerten den Wunsch, mit der Zuweisung der neuen Flächennutzung eine Reversibilitätsklausel zu verknüpfen.

Der Regionalausschuss für Raumordnung sprach sich gegen eine solche Klausel aus. In seiner Stellungnahme vom 10. November 2010 gibt dieser an, dass er «den Vorschlag der Gemeinderäte von Tournai und Antoing nicht befürwortet, welche der Wallonischen Regierung empfehlen, eine Reversibilitätsklausel vorzusehen und die Durchführung des Vorhabens innerhalb von 4 bzw. 7 Jahren vorzuschreiben», und hebt hervor, «dass die Umweltverträglichkeitsprüfung das Vorhandensein eines bedeutenden Vorkommens an diesem Ort belegt und dieses seiner Meinung nach schützenswert ist.»

Die Regierung schließt sich der Position des Regionalausschusses in diesem Punkt nicht an und teilt den Standpunkt der kommunalen Behörden. Insofern als die Revision des Sektorenplans zur Eintragung eines neuen Abbaugeländes am linken Ufer der Schelde durch das Industrierohmaterial von HOLCIM, für welches kein alternatives Vorkommen ausgemacht werden konnte, und durch die Notwendigkeit der Arbeitsplatzsicherung im Zementwerk Obourg begründet ist, hält es die Regierung für notwendig, die Eintragung des neuen Abbaugeländes von der tatsächlichen Durchführung der angekündigten Investitionen abhängig zu machen. Folglich wird die Reversibilität des Erlasses zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans vorgesehen.

III. Chronologie der Revision des Sektorenplans

Mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 beschloss die Wallonische Regierung eine Revision des Sektorenplans für Tournai-Leuze-Péruwelz (Karte 37/7) zur Eintragung eines Abbaugebiets durchzuführen, um die Bewirtschaftung eines neuen Kalkvorkommens am linken Ufer der Schelde im Gebiet der Städte Antoing (Calonne und Bruyelle) und Tournai (Saint-Maur) zu ermöglichen. Mit der gleichen Entscheidung verabschiedete die Wallonische Regierung den Vorentwurf der Revision des Sektorenplans.

Mit dem Erlass vom 27. März 2009 beschloss die Wallonische Regierung die Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung und legte deren Inhalt fest.

Mit dem Erlass vom 1. April 2010 beschloss die Wallonische Regierung, vorläufig den Entwurf der Revision des Sektorenplans für Tournai-Leuze-Péruwelz (Karte 37/7) zur Eintragung eines Abbaugebiets anzunehmen, um die Bewirtschaftung eines neuen Kalkvorkommens am linken Ufer der Schelde im Gebiet der Städte Antoing (Calonne und Bruyelle) und Tournai (Saint-Maur) zu ermöglichen.

Der Entwurf der Revision des Sektorenplans war Gegenstand einer öffentlichen Untersuchung, die vom 7. Mai 2010 bis zum 21. Juni 2010 in Antoing und in Tournai durchgeführt wurde.

Der Kommunale Beratungsausschuss für Raumordnung und Mobilität Tournai gab am 26. Mai 2010 eine Stellungnahme ab.

Der Kommunale Beratungsausschuss für Raumordnung und Mobilität Antoing gab am 21. Juni 2010 eine Stellungnahme ab.

Der Gemeinderat Antoing gab am 7. Juli 2010 eine Stellungnahme ab.

Der Verwaltungsausschuss des Naturparks Schelde-Ebenen gab am 9. Juli 2010 eine Stellungnahme ab.

Der Gemeinderat Tournai gab am 12. Juli 2010 eine Stellungnahme ab.

Der Wallonische Umweltrat für nachhaltige Entwicklung gab am 25. Oktober 2010 eine positive Stellungnahme zur Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung sowie eine positive Stellungnahme zur umweltpolitischen Zweckmäßigkeit des Projekts ab.

Die operative Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt - Abteilung Umwelt und Wasser - Direktion für industrielle, geologische und bergbauliche Gefahren - Arbeitseinheit Gefahr schwerer Unfälle gab am 30. September 2010 eine Stellungnahme ab.

Der Regionalausschuss für Raumordnung gab am 10. November 2010 eine positive Stellungnahme mit Anmerkungen und Einwendungen ab.

Die operative Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt - Abteilung Natur- und Forstwesen gab am 4. Mai 2010 eine Stellungnahme ab.

Von der Präfektur Nord-Pas-de-Calais wurde am 11. Mai 2010 eine Stellungnahme angefordert, es ging jedoch keine Antwort ein.

IV. Umwelterwägungen

Vor einer Prüfung der Umwelterwägungen soll an dieser Stelle noch einmal betont werden, dass es um eine Revision des Sektorenplans geht und nicht um einen Genehmigungsantrag für die Umsetzung des dieser Revision zugrundeliegenden Projekts. Auf die im Rahmen der öffentlichen Untersuchungen eingegangenen Einwendungen, die diversen im Verlauf des Verfahrens zur Revision des Sektorenplans angeforderten Stellungnahmen ebenso wie bestimmte Empfehlungen des Verfassers der Umweltverträglichkeitsprüfung, die sich auf die Einrichtung und den Betrieb dieses Industriebetriebs beziehen, wird deshalb nicht an dieser Stelle, sondern im Rahmen des Genehmigungsantragsverfahrens und der späteren Umweltverträglichkeitsprüfung sowie gegebenenfalls in der auszustellenden Genehmigung eingegangen. Dies gilt insbesondere für den Wunsch nach einer zeichnerischen Auflistung der Emissionskurven, die Begutachtung der in unmittelbarer Nähe gelegenen Liegenschaften, die Betriebszeiten, die Wiederinstandsetzung nach Schließung des Steinbruchs, die Gestaltung der Erdwälle, die Integration der diversen Infrastruktureinrichtungen in die Landschaft, die Umgestaltung des Steinbruchs «Carrière du Milieu», den möglichst langen Erhalt der Landwirtschaft im Abbaugebiet, die Alternative, die für den Lehrpfad «Circuit du Pays Blanc» gefunden werden muss, und die etwaige Umleitung der Wege und des Radwegs RAVeL usw.

Die Regierung kommt dem Wunsch der Städte Tournai und Antoing nach Einrichtung eines Genehmigungsbegeleitenausschusses nach, welcher die Überwachung einer adäquaten Bewirtschaftung des Standorts einschließlich des Abraums gewährleistet.

Projekteigenschaften

Der Antrag auf Revision des Sektorenplans für Tournai-Leuze-Péruwelz wurde von der Firma HOLCIM Belgique gestellt. Der Antrag auf Revision des Sektorenplans beinhaltet in erster Linie die Eintragung eines ausgedehnten Abbaugebiets am linken Ufer der Schelde, das zwischen dem Flussufer, der N 507 und den Ortsteilen Calonne und Bruyelle liegt. Die Firma HOLCIM Belgique plant in diesem Gebiet den Abbau von Kalkstein für die Herstellung von Klinker bzw. Gesteinskörnungen, je nach CaO-Gehalt. Die Abbaugrube wird im Süden eröffnet und nach Norden hin vorangetrieben. Der Abbau erfolgt mittels terrassenförmiger Gruben. Es entstehen Fronten mit einer Höhe von 15 bis 25 m, die jeweils durch Absätze getrennte Stufen bilden. Durch maschenförmig gebohrte Sprengkammern (6 auf 30 m³) parallel zur Abbaufront kann das Gestein mit Schießarbeiten abgebaut werden. Nachdem das Gestein abgebaut ist, werden die größten Blöcke mit einem Felsbrecher zerkleinert. Das Gestein wird zur Grobzerkleinerungsanlage transportiert, die aus einem ersten Brecher gefolgt von einem zweiten, teilweise geschlossenen und schallisolierten Brecher besteht. Nach dem ersten Brecher werden die Halberzeugnisse (Gesteinskörnungen vom Kaliber 0-100 mm oder 0-250 mm), die für die Verwendung im Tiefbau bestimmt sind, mit Förderbändern ans rechte Ufer der Schelde zum Standort von HOLCIM Granulats («Carrière du Milieu») oder zu den «Carrières d'Antoing» transportiert. Nach dem zweiten Brecher werden die Halberzeugnisse (Gesteinskörnungen vom Kaliber 0-100 mm), die für die Zementwerke bestimmt sind, mit Förderbändern entweder direkt zum Klinkerwerk der «Carrières d'Antoing» oder zur Längshalde der Prähomogenisierung (75 00 t) befördert, welche beide am rechten Ufer der Schelde liegen.

In den ersten 10 Betriebsjahren soll die Brechanlage 20 m unter der ursprünglichen Erdoberfläche in der Nähe der N 507 stehen. Anschließend wird sie so rasch wie möglich in die Grube verlegt, also näher an die Abbaufonten und die Mitte des Abbaugebiets heran.

Der Abbau des Vorkommens besteht in der Entfernung von ungebundenem Boden (Abraum), der das abbaufähige Kalkgestein bedeckt. Dieser Abraum wird so bald wie möglich zur Wiederherstellung von Flächen genutzt, die sich für die Landwirtschaft eignen. Auf kurzen Strecken sowie innerhalb des Abbaugebiets wird ein Teil des Abraums zum

Auffüllen ehemaliger Ausschachtungen nördlich und östlich der künftigen Abbaugrube auch per Lkw transportiert. Schließlich wird der Abraum auch zur Errichtung der Schutzwälle um das Abbaugelände herum verwendet, mit denen insbesondere der Ortsteil Calonne abgeschirmt werden soll.

Die Umsetzung des Abbauprojekts ermöglicht der Firma HOLCIM, die für den Ersatz von Drehrohröfen im Nassverfahren durch einen Drehrohröfen im Trockenverfahren in Obourg erforderlichen Investitionen zu tätigen. Dieses neue Verfahren ist energiesparender und verursacht weniger CO₂-Emissionen. Die Beförderung des Gesteins auf Schienen oder per Schiff ist außerdem auch besonders umweltschonend. Die Revision des Sektorenplans zielt somit zum einen auf den Erhalt einer bedeutenden Wirtschaftsaktivität und die Schaffung von Arbeitsplätzen ab, zum anderen auf die Bewältigung eines erstrangigen Umweltproblems, nämlich der Reduzierung der CO₂-Emissionen in der Wallonischen Region. Besonderes Augenmerk gilt auch dem Transport, der ebenfalls wirtschaftlicher und umweltfreundlicher als per Lkw erfolgen soll und somit die Lebensqualität der Wallonen günstig beeinflusst. Die Revision beinhaltet ein neues Gleichgewicht zwischen Industrie und Umwelt.

Das neue Abbaugelände besteht derzeit im Sektorenplan hauptsächlich aus landwirtschaftlichen Flächen. Bezüglich der Nutzung des Bodens besteht für den künftigen Abbau in diesem Gebiet somit keinerlei technische Einschränkung. Allerdings verläuft eine Hochspannungsleitung von West nach Ost durch den nördlichen Teil des Gebiets. Diese soll vor Beginn der Ausschachtung des darunter liegenden Bodens verlegt werden. Außerdem verläuft im Süden des Hauptabbaugeländes eine NATO-Pipeline. Auch diese muss verlegt werden. Dies muss jedoch erst gegen Ende der Ausbeutung des Steinbruchs geschehen.

Die Analyse von Standortalternativen, die auch vom Regionalausschuss für Raumordnung in seiner Stellungnahme vom 10. November 2010 bestätigt wurde, ergab, dass es derzeit im Sektorenplan kein anderes Abbaugelände mit ausreichend großer Fläche gibt, das ein vergleichbares Vorkommen wie das mit dem vorliegenden Projekt anvisierte abdeckt und noch nicht erschlossen oder Gegenstand eines Erschließungsvorhabens ist, an dem HOLCIM nicht beteiligt ist. Die Alternative des Imports von Kalkstein oder Klinker ist aus wirtschaftlicher und umweltpolitischer Sicht sowie angesichts der hohen Transportkosten aus finanzieller und ökologischer Sicht nicht realistisch.

Boden und Untergrund

Die Einrichtung des neuen Abbaugeländes wird unweigerlich den Abbau einer nicht erneuerbaren natürlichen Ressource zur Folge haben, doch handelt es sich in diesem Punkt um den eigentlichen Gegenstand der Revision des Sektorenplans. Das betreffende Vorkommen weist keinerlei außergewöhnlichen geologischen Wert und keinerlei besondere wissenschaftliche Bedeutung auf.

Die Umweltverträglichkeitsprüfung ergab, dass die Auswirkungen des Vorentwurfs auf den felsigen Untergrund unter dem Ortsteil Calonne als nicht gegeben betrachtet werden können. Die durchgeführten hydrogeologischen Modellberechnungen zeigen, dass sich der Ortsteil Calonne über einem bereits durch die Abpumpung des Grundwassers trockengelegten Gebiet befindet und dass die zusätzliche Grundwasserabsenkung durch den neuen Steinbruch keine Auswirkung auf die Oberfläche und somit die Stabilität der Wohnhäuser haben wird.

Die karstbedingten Risiken (Risiko der Instabilität nach unterirdischen Einstürzen durch Austrocknen derzeit mit Wasser gefüllter Hohlräume) können stark relativiert werden, weil der Wasserspiegel des bestehenden Grundwasservorkommens sehr tief ist und dieses Grundwasservorkommen nicht mit den oberen Bodenschichten in Verbindung steht, die, weil sie trockengelegt sind, als einzige möglicherweise größere Schäden durch Karsteinstürze verursachen könnten. Die im Zusammenhang mit dem HOLCIM-Projekt vorgesehenen Grundwasserabsenkungen sind begrenzt und führen nicht zu einer weiteren Trockenlegung der oberen Schichten.

Dennoch empfiehlt die Umweltverträglichkeitsprüfung die Durchführung eines Ortsbefunds aller weniger als 320 m von den Schießbereichen entfernten Gebäude in Anwesenheit der Betroffenen sowie von Tests, so dass sichergestellt ist, dass die bestehende Infrastruktur im Umkreis von 320 m nicht beschädigt wird, und ggf. die nötigen Maßnahmen ergriffen werden können, um dies zu gewährleisten (Dämmung, Verlagerung etc.). Mit den Genehmigungen muss diesbezüglich gewährleistet werden, dass der künftige Betreiber alle Maßnahmen ergreift, die zur Vermeidung von Dominoeffekten bei den Schießarbeiten zweckmäßig sind.

Bezüglich des Verlusts von landwirtschaftlichen Flächen sind folgende Optionen für den bestmöglichen Ausgleich der verloren gegangenen landwirtschaftlichen Flächen vorgeschlagen: zum einen der Ausgleich mit landwirtschaftlichen Flächen derselben Größe, Art und Qualität und nach Möglichkeit in unmittelbarer Nähe und zum anderen eine finanzielle Entschädigung, wenn keine Ausgleichsfläche gefunden werden kann. In seiner positiven Stellungnahme vom 10. November 2010 betont der Regionalausschuss für Raumordnung im Übrigen, dass die phasenweise Ausbeutung des Abbaugeländes eine zeitliche Staffelung der Auswirkungen auf bestimmte landwirtschaftliche Betriebe ermöglicht.

Die Wallonische Regierung ist sich der Auswirkungen auf die Landwirtschaft bewusst und schließt sich den zur Abmilderung der negativen Auswirkungen zu ergreifenden Maßnahmen an, die vom Verfasser der UVP vorgeschlagen werden. Sie fordert HOLCIM auf, die betroffenen Landwirte bei den erforderlichen Schritten zu unterstützen.

Hydrogeologie und Hydrologie

Basierend auf den Ergebnissen einer hydrogeologischen Studie vor Ort zeigt sich, dass das Projekt keine bedeutenden Auswirkungen auf die Gesamtkapazität des Grundwasservorkommens in der Kohlenkalkschicht haben wird. Die Verwertung des Grubenwassers ist geplant. Dieses wird sich pro Jahr auf 6 Millionen Kubikmeter belaufen (gegenüber insgesamt 22 Millionen Kubikmeter Grubenwasser pro Jahr in allen Steinbrüchen bei gleichzeitigem Betrieb der Steinbrüche «Gaurain-Ramecroix», «Barry», «Carrière du Milieu», «Lemay», «Carrières d'Antoine» und des neuen Steinbruchs «Calonne»). In einer am 7.2.2011 mit der SWDE unterzeichneten Vereinbarung manifestiert sich der Wille der Beteiligten sicherzustellen, dass die Ausbeutung dieses Vorkommens keine Erhöhung der Kosten für Wasserversorgung und -transport verursacht.

Die Überwachung der Absenkung des Grundwassers durch die Einrichtung eines adäquat ausgestatteten Piezometersystems sowie geeignete Maßnahmen zur Sicherung des Erhalts der Wasserqualität könnten in der Betriebsgenehmigung des Steinbruchs vorgesehen werden.

Klima und Energie

Die Ausbeutung dieses neuen Vorkommens, das ausreichend große Reserven für die Amortisierung der Investitionen umfasst, soll HOLCIM die Umstellung der Klinkerproduktion auf das so genannte Trockenverfahren ermöglichen. Dieses Verfahren ermöglicht eine Senkung des Energieverbrauchs um 40% im Vergleich zu den Drehrohröfen mit Nassverfahren, die derzeit in Obourg mit Kreide eingesetzt werden, sowie die Verringerung der CO₂-Emissionen um 20%. Diese Verringerung wird durch die gute Lage des Standorts noch weiter erhöht, der mit eindeutig weniger umweltbelastenden Verkehrsträgern als dem Straßenverkehr erreichbar ist, welcher sich dementsprechend nicht erhöhen wird.

Da die Umweltverträglichkeitsprüfung ergab, dass die Beförderung des für die Klinkerproduktion in Obourg bestimmten Gesteins mit dem Zug weniger umweltbelastend ist, weil sich der CO₂-Ausstoß pro Jahr so um 11 411 t gegenüber dem Transport auf der Straße und um 4 832 t gegenüber dem Transport per Schiff verringert, wurde für den Schienen- oder Schifftransport optiert. Diese Option ermöglicht nicht nur die weitere Verringerung des CO₂-Ausstoßes, sondern begrenzt außerdem die Staubbelastung, da sich die Anlage zur Beladung der Züge auf dem Industriestandort selbst in mehr als 2 km Entfernung von den Wohngebäuden befindet, die in der vorherrschenden Windrichtung liegen. Die CO₂-Bilanz ist positiv und wurde vom Regionalausschuss für Raumordnung in seiner positiven Stellungnahme vom 10. November 2010 hervorgehoben: «Der Ausschuss betont auch, dass die Grundsätze der nachhaltigen Entwicklung in die Überlegungen einfließen, die zum Entstehen des Projekts beitragen: Zum einen ermöglicht der Industrieprozess im Trockenverfahren eine Begrenzung der CO₂-Emissionen, zum anderen bietet die ausgezeichnete Verkehrsanbindung des Standorts Alternativen zum Straßentransport».

Auch der Wallonische Umweltrat für nachhaltige Entwicklung stellte in seiner Stellungnahme vom 25. Oktober 2010 eine positive Umweltbilanz fest: «Das Projekt sichert den Fortbestand des Werks in Obourg, da der derzeitige Drehrohrofen mit Nassverfahren durch einen Ofen mit Trockenverfahren ersetzt wird, was Energieeinsparungen in Höhe von 40 % und einen Rückgang der CO₂-Emissionen um 20 % ermöglicht, so dass die Umweltbilanz insgesamt positiv ist.»

Luft und Staubeentwicklung

Bei den Partikeln, die bei einer Industrietätigkeit ausgestoßen werden, ist zwischen Schwebstaub (Partikel mit einem Durchmesser unter 10 Fm, auch bezeichnet als PM10) und Sedimentationsstaub zu unterscheiden, welcher einen größeren Durchmesser aufweist. Erstere, die PM10, sind nicht besonders typisch für die Steinbruchaktivität, sie kommen bei den meisten anderen Industrietätigkeiten vor und werden vor allem vom Straßenverkehr verursacht. Bei dem von HOLCIM geplanten Steinbruch werden keine Lkw den Steinbruch verlassen, da die Firma HOLCIM beschlossen hat, den Kleinschlag ausschließlich mit Förderbändern und das für die Klinkerproduktion bestimmte Gestein auf Schienen oder per Schiff zu befördern. Im Hinblick auf Feinstaub sind die Auswirkungen der Abbautätigkeit somit unwesentlich.

Bei Staub mit einem Partikeldurchmesser über 10 Fm handelt es sich um schwere Partikel, die zur Ablagerung neigen. Die Errichtung eines Landschaftswalls um den gesamten Standort herum wird etwaige Belastungen durch die Abbautätigkeit in diesem Punkt verringern. Der Wall soll als Schutzschirm fungieren und die Anwohner vor der Belastung durch den Steinbruch schützen.

Zu beachten ist auch, dass die Regierung beschlossen hat, die Abbautätigkeit an sich auf einem Teil des Abbaugebiets, das Gegenstand der vorliegenden Revision des Sektorenplans ist, nicht zu genehmigen. Es handelt sich dabei um einen 75 m breiten Streifen von ca. 5 ha Größe am nordöstlichen Rand des Standorts, der als zusätzliche Sperrzone zwischen dem Ortsteil Calonne und der Abbaugrube dienen soll.

Eine ganze Reihe von Maßnahmen (überdachte Anlagen, Abdeckung des Förderbands, Entstaubung durch Abzugsanlage, Überwachung, Energieaudits, Maschinenwartung, Schutzbepflanzung usw.) bieten sich an, um die Feinstaub- und Staubemissionen so weit wie möglich zu begrenzen. Diese Maßnahmen werden Gegenstand der Genehmigung sein, die für die Einrichtung und den Betrieb des Steinbruchs erforderlich ist, und sind bei der Beantragung der Genehmigung, der UVP im Rahmen des Genehmigungsverfahrens sowie bei der möglicherweise auszustellenden Genehmigung selbst zu berücksichtigen.

Lebensqualität, Lebensbedingungen und Landschaftsaspekte

Für die Bewohner des Ortsteils Calonne werden der südwestliche Teil des ehemaligen Steinbruchs «Cinq Rocs», die ehemaligen Steinbrüche «Requiem», «Vicaire», «Bruyelle» und «Californie» teils als Grüngebiet, teils als Naturgebiet ausgewiesen. Die als Grüngebiet ausgewiesenen Bereiche werden so gestaltet, dass Schutz und Entwicklung der Flora und Fauna optimal gewährleistet sind. Diese Umgestaltung wird nach Maßgabe einer Vereinbarung mit der Abteilung Natur- und Forstwesen der operativen Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie einvernehmlich durchgeführt werden. Der Erlass zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans sieht vor, dass diese Vereinbarung spätestens am Tag der Ausstellung der Genehmigung für die Bewirtschaftung des der Revision des Sektorenplans zugrundeliegenden Industrieprojekts abgeschlossen wird. Die Optionen der Landschaftsneugestaltung werden - mit anderen Worten - bereits vor Beginn des Abbaus festgelegt.

Im Übrigen ist ein Ringwall zur Abtrennung der Abbaugrube sowie ein Erdwall zwischen dem Abbaugebiet und dem Ortsteil Calonne geplant.

Die landschaftlichen Auswirkungen für den Ortsteil Saint-Maur werden einschneidend sein. Dabei handelt es sich zum einen um die Sperrwälle, die um die Abbaugrube herum errichtet werden und die Fernsicht beeinträchtigen werden, und zum anderen um die Bepflanzung des Walls mit Sträuchern und Bäumen, mit der eine Begrenzung der Auswirkungen auf die Landschaft beabsichtigt wird. Die Fernsicht wird dadurch zwar eingeschränkt, jedoch ist so der Erhalt des von Landwirtschaft und Baumbestand geprägten Landschaftsbildes möglich.

Sowohl die Bewirtschaftung des Ringwalls um die Grube als auch des Erdwalls zu Calonne hin werden Gegenstand einer detaillierten Umweltverträglichkeitsprüfung sein. Dabei können gegebenenfalls Anpassungen der Bewirtschaftung angeregt werden, mit denen der Schutz der Interessen der Anwohner noch besser gewährleistet und die Stellungnahme des Regionalausschusses für Raumordnung vom 10. November 2010 zu Fragen der Stabilität, des Wasserabflusses und der anzupflanzenden Gewächsorten berücksichtigt wird.

Im gleichen Sinne müssen die Pufferzonen sorgfältig geprüft werden.

Die Regierung hat außerdem beschlossen, die Abbautätigkeit an sich auf einem Teil des Abbaugebiets, das Gegenstand der vorliegenden Revision des Sektorenplans ist, nicht zu genehmigen. Es handelt sich dabei um einen 75 m breiten Streifen von ca. 5 ha Größe am nordöstlichen Rand des Standorts, der als zusätzliche Sperrzone zwischen dem Ortsteil Calonne und der Abbaugrube dienen soll.

Der Verzicht auf die Beförderung per Schiff erlaubt eine Begrenzung der Auswirkungen des Projekts auf die Landschaft im Zusammenhang mit dem Ladekai, denn die Schutzhalle für die Verladung des für die Klinkerproduktion bestimmten Steins wird somit nicht mehr benötigt.

Eine wichtige Auswirkung auf die Landschaft wurde im Zusammenhang mit der Errichtung des Förderbands «Mitte» festgestellt, auf das aus diesem Grund verzichtet wird. Das Förderband «Nord» seinerseits wird ab dem Erdwall bis zum Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung (ZACC), das im Rahmen des Ausgleichs zur landwirtschaftlichen Fläche umgewidmet wird, also dort, wo das Förderband durch bewohntes Gebiet verläuft,

unterirdisch geführt und ist somit nicht sichtbar. Erst bei der Überquerung der Schelde kommt es wieder ans Tageslicht und wird zum aufzuschüttenden Bereich am rechten Ufer der Schelde geführt. Beim Genehmigungsantragsverfahren und bei der Umweltverträglichkeitsprüfung ist der ästhetischen Qualität des Förderbands und seiner Eingliederung in die Landschaft besonderes Augenmerk zu schenken.

Im Bereich des Förderbands «Süd» ist seit der vorläufigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans auch eine Ausweitung des Abbaubereichs für die Durchführung des Förderbands vorgesehen, so dass für die Ausrichtung des Förderbands mehr Platz zur Verfügung steht und dieses weiter von den an dieser Stelle vorhandenen Wohngebäuden entfernt vorbeigeführt werden kann.

Schließlich ist für dieses Vorhaben auch die Verlegung der Hochspannungsleitung erforderlich. Diese bildet derzeit ein Element, das die Sicht beeinträchtigt. Die vorgesehene Reservefläche umfasst sowohl die im Antrag vorgeschlagene (und von ELIA validierte) Trasse als auch die vom Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagene Trasse. In der gegebenenfalls zu erteilenden Globalgenehmigung wird der definitive Verlauf der neuen Leitung innerhalb dieser Reservefläche festgelegt werden. Im Rahmen der Neugestaltung des Standorts «Cinq Rocs» ist ein hügeliges Relief zu prüfen, um die Hochspannungsleitung bezüglich der anderen Seite des Dorfs und der Domaine de Chercq zu integrieren. Dies wird im Rahmen des späteren Genehmigungsantragsverfahrens und der späteren Umweltverträglichkeitsprüfung sowie ggf. der möglicherweise auszustellenden Genehmigung zu regeln sein.

Die Globalgenehmigung für den Betrieb des Steinbruchs enthält möglicherweise nicht nur Vorgaben zur Wiederinstandsetzung des Standorts nach dem Abbau, sondern auch begleitende Maßnahmen zur Integration in die Landschaft.

Festzuhalten ist schließlich auch, dass das Vorhandensein von Naturgebieten und Grüngebieten, deren Umgestaltung und Bewirtschaftung in Absprache mit der Abteilung für Natur und Forstwesen der Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie gemäß einer Vereinbarung zu erfolgen hat, die spätestens am Tag der Ausstellung der Betriebsgenehmigung für das Industrieprojekt geschlossen wird, welches der Revision des Sektorenplans zugrundeliegt, zur Verbesserung der Lebensqualität der Anwohner beitragen wird.

Mobilität

Die Umweltverträglichkeitsprüfung ergab, dass manche Schleusen mit den Transporten von HOLLANDER ausgelastet wären und dass die Anlagen zur Beladung der Kähne am Kai Quai de Bruyelle Staub- und Lärmemissionen verursachen und die Landschaft einschneidend verändern werden. Sie bestätigte im Übrigen die Machbarkeit der Beförderung des für die Klinkerproduktion bestimmten Steins mit der Bahn nach Obourg, sofern Maßnahmen zum Lärmschutz und zur Einbettung in das Landschaftsbild im Rahmen der Bewilligung der Globalgenehmigung in geeigneter Form berücksichtigt werden. In Bezug auf die Auslastung der Schieneninfrastruktur ergab die Umweltverträglichkeitsprüfung, dass die voraussichtlichen Auswirkungen auf den Betrieb des Schienennetzes gering seien und keine Probleme für den Zugverkehr aufwerfen werden.

Der Verzicht auf die Beförderung per Schiff zugunsten der Beförderung mit dem Zug hat zur Folge, den Schiffsverkehr auf der Schelde vom Kai Quai de Bruyelle auf die Beförderung von Gesteinskörnungen nach Nordfrankreich, Holland und Südbelgien zu begrenzen. Diese Transporte bewegen sich in einer Größenordnung von 300 000 t bis 60 000 t pro Jahr. Für diese Transporte werden deshalb keine Anlagen mehr benötigt, die so negative Umweltfolgen haben wie die Halle zur Verladung des für die Klinkerproduktion benötigten Steins, welche im Vorentwurf vorgesehen war. Dieses Vorhaben wird somit keine Überlastung der Straßen- oder Binnenschiffahrtsinfrastruktur verursachen.

Für den Straßenverkehr sind keine Auswirkungen zu erwarten. Kein Förderband kreuzt eine Straße, weil der Verlauf entweder erhöht über oder unterirdisch unter den bestehenden Straßen erfolgt.

Durch das Vorhaben wird die Produktion von Gesteinskörnungen aus dem Steinbruch «Carrière du Milieu» auch nicht erhöht, sondern deren Fortbestand gesichert. Das Verkehrsaufkommen und die geographische Verteilung des Verkehrs wird somit mit der aktuellen Situation vergleichbar sein. Auch bei den Steinbrüchen «Carrières d'Antoing», in denen ein Teil der Gesteinskörnungen verarbeitet wird und von denen aus das Zementwerk der «Carrières d'Antoing» mit Stein für die Klinkerproduktion versorgt wird, ist keine Änderung zu erwarten. Bezüglich des ankommenden und ausgehenden Lkw-Verkehrs am Standort Obourg wird die Bilanz vergleichbar zu heute sein.

Die Zufahrten zum Privatgrundstück in der Nähe des Steinbruchs «Carrière du Milieu» und zum Abbaustandort werden erhalten.

Für die Ansiedlung einer Industrietätigkeit am linken Ufer der Schelde in Höhe des Hafens Bruyelle ist hingegen die Verlegung des Radwegs RAVeL erforderlich. In der Umweltverträglichkeitsprüfung werden unterschiedliche Varianten vorgeschlagen. Die Entscheidung darüber ist bei Erteilung der Globalgenehmigung zu fällen. Der Chemin de Warnaf und der Chemin du Vieux Moulin müssen ebenfalls an den Rand des Standorts verlegt werden. Dies hat im Rahmen eines speziellen Verfahrens zu geschehen. Die Privatisierung einer öffentlichen Straße (Chemin des Anglais) ist jedoch nicht vorgesehen.

Lärm, Erschütterungen und Gesundheit

Die Vorgaben bezüglich Lärm und Erschütterungen flossen in die Wahl des Standorts und der Konzeption der für die Ausbeutung des Steinbruchs erforderlichen Anlagen ein.

Die Schießverfahren, die zur Minimierung etwaiger Auswirkungen auf nahegelegene Häuser in Sachen Lärm und Erschütterungen anzuwenden sind, sowie präzise Schießpläne und Kontrollverfahren sind im Rahmen der Erteilung der Globalgenehmigung festzulegen.

Durch die Umstellung auf den Schienenverkehr werden sich die zu erwartenden Beeinträchtigungen, insbesondere in Höhe des Ladekais, verringern. Bei der Genehmigung sind auch spezielle Maßnahmen bezüglich der Beeinträchtigungen zu treffen, die durch die Ladevorgänge und die Beförderung auf Schienen verursacht werden.

Fragen bezüglich des Ortsbefunds sind bei der Beantragung der Genehmigung mit besonderer Aufmerksamkeit zu prüfen, da auch die Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt in ihren Einwendungen vom 17. Juni 2010 ihre positive Stellungnahme an die Vorbedingung knüpft, dass der Betreiber sämtliche geeigneten Maßnahmen zur Vermeidung von Dominoeffekten bei den Schießarbeiten ergreift.

Für die landwirtschaftlichen Flächen schließlich, die südlich und nördlich des künftigen Förderbands «Nord» eingetragen werden, können nur Handlungen und Arbeiten genehmigt werden, die der Definition von landwirtschaftlicher Fläche in Artikel 35 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie entsprechen, mit Ausnahme von Handlungen und Arbeiten für die Intensivtierhaltung und für Freizeitaktivitäten im Freien, bei denen Lärmbelästigung verursacht werden kann.

Behandlung von unfruchtbarer Erde und Abraam

Die Umweltverträglichkeitsprüfung zeigte, dass der Plan zur Behandlung von unfruchtbarer Erde und Abraam, der im Vorentwurf der Revision des Sektorenplans vorgeschlagen wurde, einige Schwachstellen beinhaltete, die seine Machbarkeit gefährden. Jedoch wurden diverse Elemente aufgezeigt, mit denen diese Behandlung optimiert werden kann. In der Folge wurde auf dieser Grundlage ein neuer Plan zur Behandlung des Abraams entwickelt.

Das Wiederinstandsetzungsprogramm, welches zum einen die Neugestaltung des Geländes der ehemaligen Steinbrüche «Cinq Rocs», das aufgeschüttet wird, und zum anderen des Teils der ehemaligen Steinbrüche «Californie», «Requiem», «Vicaire» und «Bruyelle» ermöglicht, welcher ebenfalls aufgeschüttet wird, wird in Absprache mit der Abteilung Natur- und Forstwesen der Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie durchgeführt. Diese Absprache wird in Form einer Vereinbarung erfolgen, die spätestens am Tag der Ausstellung der Genehmigung für die Bewirtschaftung des der Revision des Sektorenplans zugrundeliegenden Industrieprojekts geschlossen werden muss.

Flora und Fauna

Die Umweltverträglichkeitsprüfung bestätigt, dass die im Vorentwurf für die Ausweisung als Abbaugbiet für einen neuen Steinbruch vorgesehenen Flächen nur einen geringen biologischen Wert aufweisen. Lediglich eine Wiese und die sie umgebende Hecke weisen für Kleintiere ein interessantes Potenzial auf. Der Wegfall dieser Lebensräume wird nicht ohne Folgen sein, insbesondere auch durch den Wegfall einzelner Elemente des ökologischen Netzes, doch werden sich diese Folgen in Grenzen halten.

Das Gelände, das einen Lebensraum von nicht prioritärer gemeinschaftlicher Bedeutung beherbergt (atlantischer neutrophiler Eichen-/Eschenwald), durch welchen das Förderband «Mitte» verlaufen soll, wird nicht durch den Abbau betroffen sein, weil dieses Förderband aufgegeben und das Fördergut auf das Förderband «Nord» verlagert wird. Die Machbarkeit der Verteilung der Last auf das Förderband «Nord» ohne wesentliche Erhöhung der Umweltbelastung durch diese Tätigkeit wurde in der Umweltverträglichkeitsprüfung bestätigt.

Der gleiche Lebensraum von nicht prioritärer gemeinschaftlicher Bedeutung (atlantischer neutrophiler Eichen-/Eschenwald) liegt in dem Bereich vor, durch den das Förderband «Süd» verlaufen soll. In der UVP wird jedoch festgestellt, dass die möglichen Auswirkungen des Förderbands auf diesen Lebensraum nur relativ sind, weil dieser auch weiterhin im nahegelegenen ehemaligen Steinbruch «Carrière du Bois d'El Sec» sowie im ehemaligen Steinbruch «Thorn» vorhanden ist. Die Wallonische Regierung wird im Rahmen der später zu erteilenden Genehmigungen darauf achten, dass die Absperrungen der Arbeitsbereiche durchlässig sind und der Fauna einen Durchgang bieten und dass für die Aufstellung des Förderbands «Süd» möglichst wenig Fläche benötigt wird. Damit dies möglichst flexibel gehandhabt werden kann, ist geplant, das Abbaugbiet, das für die Durchführung des Förderbands erforderlich ist, zu erweitern. Die Wallonische Regierung bestätigt diese bereits bei der vorläufigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans getroffene Entscheidung.

Die Ausweisung von Teilen der ehemaligen Steinbrüche «Californie», «Vicaire», «Requiem» und «Bruyelle» teils als Naturgebiet und teils als Grüngebiet im Zuge des raumplanerischen Ausgleichs wird den Erhalt zahlreicher Lebensräume von sehr großer biologischer Bedeutung und mehrerer seltener geschützter Arten in diesen Gebieten ermöglichen, zum Beispiel des Uhus, der auf den Felsvorsprüngen des ehemaligen Steinbruchs «Californie» nistet. Das Wiederinstandsetzungsprogramm für die Bereiche, die Grüngebiete werden sollen, sowie die Bewirtschaftung dieser Bereiche und der eingetragenen Naturgebiete am linken Ufer der Schelde werden in Absprache mit der Abteilung Natur- und Forstwesen der Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie durchgeführt. Dies erfolgt im Rahmen einer Vereinbarung, die spätestens am Tage der Ausstellung der Genehmigung zur Durchführung des Industrievorhabens geschlossen werden muss, welches der Revision des Sektorenplans zugrundeliegt.

Die Umwidmung der ehemaligen Steinbrüche «Grande Mer» zu Grüngebieten wird keine besonderen Auswirkungen auf die biologischen Lebensräume von großer Bedeutung haben, derentwegen diese Gebiete als Natura 2000-Gebiet und Gebiet von großer biologischer Bedeutung (Sites de Grand Intérêt biologique, SGB) ausgewiesen wurden. Eine angemessene Umweltverträglichkeitsprüfung, die in Anwendung der europäischen Richtlinie 92/43/EWG zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume, umgesetzt in wallonisches Recht mit dem Dekret vom 6. Dezember 2001 zur Abänderung des Gesetzes über die Erhaltung der Natur vom 12. Juli 1973, durchgeführt wurde, zeigte, dass die Verlängerung des Förderbands «Nord» bis zu den Anlagen zur Behandlung der Gesteinskörnungen des Steinbruchs «Carrière du Milieu», die in der ersten Phase der Prüfung empfohlen wurde, keine Auswirkungen auf das Natura 2000-Gebiet «Bassin de l'Escaut en amont de Tournai» haben wird. Aus dieser angemessenen Umweltverträglichkeitsprüfung geht hervor, dass das Gelände am südlichen Rand des ehemaligen Steinbruchs «Grande Mer», welcher ein Natura 2000-Gebiet ist, keine Lebensräume von gemeinschaftlicher Bedeutung aufweist und dass die unmittelbaren Folgen des Vorhabens auf die bei der Prüfung berücksichtigten Lebensräume außerhalb des Natura 2000-Gebiets, insbesondere die Teiche auf der Halde «Batte et Mathias» und an deren Fuß, die als Laichplatz für Kreuzkröten geeignet sind, angesichts der Lage des Projekts unwesentlich sind und auch keine Folgen für andere Tierarten zu erwarten sind. Die östliche und südliche Grenze dieses Grüngebiets wurde somit wie in der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagen angepasst, um die bestehenden Aktivitäten und die Durchführung des Förderbands zu den Behandlungsanlagen der Firma HOLCIM Granulats zu berücksichtigen. Die Wallonische Regierung bestätigt diese bereits bei der vorläufigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans getroffene Entscheidung.

Die Zweckmäßigkeit des zeitweiligen Anlegens eines oder mehrerer Teiche am Fuße der Halde «Terril des Italiens» wie in der Umweltverträglichkeitsprüfung empfohlen, ist bei Erteilung der Genehmigung für die Bewirtschaftung dieses Gebiets und insbesondere für die Verlängerung des Förderbands «Nord» bis zu den Anlagen des «Carrière du Milieu» zu prüfen.

Bezüglich des ehemaligen Steinbruchs «Cinq Rocs» wurde mit der Abteilung Natur- und Forstwesen vereinbart, die Aufschüttung auf den südwestlichen Teil dieses Steinbruchs zu begrenzen, denn eine komplette Aufschüttung würde zum Verlust sämtlicher hochwertiger biologischer Lebensräume, die erfasst wurden, sowie des aktuell vorhandenen Potenzials führen, das mit einer besseren Bewirtschaftung des Steinbruchs ausgebaut werden könnte. Die Neugestaltung dieser Gebiete wird in Absprache mit der Abteilung Natur- und Forstwesen der Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt durchgeführt. Diese Absprache wird in Form einer Vereinbarung erfolgen, die spätestens am Tag der Ausstellung der Genehmigung für die Bewirtschaftung des der Revision des Sektorenplans zugrundeliegenden Industrieprojekts geschlossen werden muss und in der die Rahmenbedingungen für die Aufschüttung sowie die Modalitäten der Bewirtschaftung festgelegt werden, damit der Erhalt der hochwertigen biologischen Lebensräume in diesem Gebiet so gut wie möglich gesichert wird. Das gesamte Gebiet wird außerdem als Grüngelände und nicht als Parkgebiet ausgewiesen, da sich in unmittelbarer Nähe ein Seveso-Betrieb befindet und dies in der Umweltverträglichkeitsprüfung sowie in der Stellungnahme der Arbeitseinheit Gefahr schwerer Unfälle der Direktion für industrielle, geologische und bergbauliche Gefahren der Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt vom 30. September 2010 empfohlen wurde.

Bei den für den phasenweisen Ausgleich mit langfristiger Umwidmung zu landwirtschaftlichen Flächen vorgesehenen Gebieten nördlich der ehemaligen Steinbrüche «Carrières d'Antoing» handelt es sich um Gebiete, die bereits umgestaltet wurden. Die dort vorhandenen Lebensräume, die möglicherweise von der Aufschüttung und durch die Landwirtschaft beeinträchtigt werden können, bleiben in den unmittelbar benachbarten ehemaligen Steinbrüchen «Carrières d'Antoing» erhalten. Selbstverständlich wird im Rahmen der Genehmigungsverfahren für die Aufschüttung dieser Gebiete zu prüfen sein, ob die Notwendigkeit besteht, Ausnahmen von den gesetzlichen Bestimmungen zum Naturschutz vorzusehen.

Erbe

Mit der Beteiligung des Archäologischen Dienstes vor Beginn der Erschließungsarbeiten des neuen Steinbruchs sollte es möglich sein, die Gefahr der Beeinträchtigung etwaiger Orte oder Güter auszuschalten, die ein bedeutsames Kulturerbe darstellen. Durch die Beschränkung der auf den landwirtschaftlichen Flächen auf beiden Seiten des künftigen Förderbands «Nord» genehmigten Tätigkeiten auf Handlungen und Arbeiten, die der Definition von landwirtschaftlicher Fläche in Artikel 35 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie entsprechen, mit Ausnahme von Handlungen und Arbeiten für die Intensivtierhaltung und für Freizeitaktivitäten im Freien, bei denen Lärmbelästigung verursacht werden kann, wird im Übrigen die Aussicht auf das Château de Curgies geschützt.

Ausgleichsmaßnahmen

Die Ausgleichsmaßnahmen wurden insbesondere unter Berücksichtigung der Auswirkungen des neuen zur städtebaulichen Erschließung bestimmten Gebiets auf die Umgebung festgelegt. Sie sind sowohl am linken als auch am rechten Ufer der Schelde und sowohl im Gebiet der Stadt Antoing als auch der Stadt Tournai geplant, also in der Umgebung des Vorhabens.

Die Regierung entschied sich dafür, ausschließlich raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen vorzusehen. Geplant sind zweierlei raumplanerische Maßnahmen: sofortiger Ausgleich und phasenweiser Ausgleich. Bezüglich Letzterer schließt sich die Regierung der Stellungnahme des Regionalausschusses vom 24. September 2009 bezüglich des Festhaltens an phasenweisen Ausgleichsmaßnahmen an. Sie erachtet diese Lösung in rechtlicher Hinsicht für günstiger als die sofortige Eintragung raumplanerischer Ausgleichsmaßnahmen zur Gewährleistung der Erteilung der Genehmigungen für die Aufschüttung der betroffenen Standorte. Die Größe der Ausgleichsflächen sowie die dafür geltenden Vorschriften wurden im Übrigen bei der vorläufigen Verabschiedung des Sektorenplans so angepasst, dass sie den Empfehlungen des Verfassers der Umweltverträglichkeitsprüfung entsprechen.

Die Wallonische Regierung bestätigt diese bereits bei der vorläufigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans getroffenen Entscheidungen.

Die Revision des Sektorenplans erfolgt unter Einhaltung des genannten Artikels 46 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie bezüglich Ausgleichsmaßnahmen, da sie die Eintragung von 164,7 ha Fläche als zur städtebaulichen Erschließung bestimmtes Gebiet und von 171,7 ha Fläche als nicht zur städtebaulichen Erschließung bestimmtes Gebiet vorsieht.

Diese raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen bestehen ausschließlich in der Umwidmung städtebaulich zu erschließender Gebiete in Naturgebiete oder Grüngelände. Es handelt sich insbesondere um die Verlängerung des Parks «Cinq Rocs», die ehemaligen Steinbrüche «Bruyelle», «Vicaire», «Requiem» und «Californie» am linken Ufer der Schelde sowie den ehemaligen Steinbruch «Grande Mer» und einen Teil des «Carrière du Milieu». Durch die Eintragung der Gebiete der ehemaligen Steinbrüche «Cinq Rocs» und «Carrières d'Antoing» als Naturgebiet statt wie bei der vorläufigen Verabschiedung vorgesehen als Grüngelände ist eine weitere Optimierung des Schutzstatus dieser Gebiete möglich, die sehr artenreiche Lebensräume von sehr großer biologischer Bedeutung beherbergen, in denen mehrere geschützte seltene Arten wie der Uhu ausgemacht wurden, der auf den Felsvorsprüngen des ehemaligen Steinbruchs «Californie» nistet.

Im Übrigen werden andere Gebiete südlich (ehemalige «Carrières d'Antoing») und nordwestlich von Calonne (Steinbruch «Cinq Rocs») als Abbaugelände beibehalten, jedoch gilt für sie eine zusätzliche Vorschrift, die besagt, dass eine entsprechende Fläche innerhalb des neuen Abbaugeländes erst nach Abschluss der Maßnahmen bewirtschaftet werden darf, mit denen diese als Abbaugelände erhaltenen Gebiete in Grüngelände umgewandelt werden. Diese Umgestaltung wird in Absprache mit der Abteilung Natur- und Forstwesen der Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie im Rahmen einer Vereinbarung durchgeführt, die spätestens am Tage der Ausstellung der Genehmigung zur Durchführung des Industrievorhabens geschlossen werden muss, welches der Revision des Sektorenplans zugrundeliegt.

Diese Gebiete sind aus Sicherheitsgründen für die Öffentlichkeit gesperrt. Die Arbeitseinheit Gefahr schwerer Unfälle der operativen Generaldirektion für Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt - Abteilung Umwelt und Wasser - Direktion für industrielle, geologische und bergbauliche Gefahren gab nämlich in ihrer Stellungnahme vom 30. September 2010 an, dass diese Gebiete sich vollständig in der berechneten sensiblen Zone (50 mbar Überdruck) des Seveso-Betriebs TITANOBEL befinden und der Ort aufgrund der in der Nähe von TITANOBEL berechneten Gefahr nicht öffentlich zugänglich sein darf. Die anderen Ausgleichsgebiete sind aufgrund ihres Nutzungszwecks und angesichts ihrer ökologischen Bedeutung ebenfalls für die Öffentlichkeit gesperrt.

Infrastruktur zur Beförderung von Energie und Fluiden

Abgesehen von der Verlegung der 70-150 kV-Überlandleitung, die den nördlichen Bereich des künftigen Abbaugebiets von West nach Ost durchquert (S. 10) ist für das Vorhaben auch eine Verlegung der NATO-Pipeline erforderlich, die den künftigen Steinbruch im südlichen Bereich von West nach Ost durchquert, bevor dieser Abschnitt des Gebiets abgebaut werden kann. Dies ist jedoch frühestens in 60 Jahren geplant. Die NATO bestätigte, dass eine solche Verlegung möglich ist. Die Kosten der erforderlichen Arbeiten sind von HOLCIM zu tragen.

Die vorliegende Erklärung ist dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Februar 2011 zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans für Tournai-Leuze-Péruwelz (Karte 37/7) zur Eintragung eines Abbaugebiets, um die Bewirtschaftung eines neuen Kalkvorkommens am linken Ufer der Schelde im Gebiet der Städte Antoing (Calonne und Bruyelle) und Tournai (Saint-Maur) zu ermöglichen, als Anhang beizufügen.

Namur, den 17. Februar 2011

Der Ministerpräsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

10 November 2010

Stellungnahme des Regionalausschusses für Raumordnung zum Antrag auf Revision des Sektorenplans für Tournai-Leuze-Péruwelz zur Eintragung eines Abbaugebiets in Calonne, Bruyelle (Antoing) und Saint-Maur (Tournai)

EINLEITUNG

1. Befassung und Antwort

• Mit ihrem am 16. September 2010 eingegangenen Schreiben beantragte die Wallonische Regierung eine Stellungnahme des Regionalausschusses für Raumordnung (Commission régionale d'aménagement du territoire) zum o. g. Projekt

- Nach Artikel 43 Alinea 4 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie bezieht sich die Stellungnahme des Regionalausschusses für Raumordnung auf die Akte mit dem Planentwurf sowie die dazugehörige Umweltverträglichkeitsprüfung und die Beschwerden, Bemerkungen, Protokolle und Stellungnahmen, die im Rahmen der öffentlichen Untersuchung abgegeben wurden.
- Der Regionalausschuss für Raumordnung hat sämtliche oben aufgeführten Schriftstücke der Akte zur Kenntnis genommen und geprüft.

2. Vorgeschichte

Der Regionalausschuss für Raumordnung hat bereits mehrere Stellungnahmen zu diesem Projekt abgegeben:

— Am 10. Februar 2009 gab der Regionalausschuss für Raumordnung eine positive Stellungnahme zum Vorentwurf der Revision des Sektorenplans und zum geplanten Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung ab (AZ 09/Regionalausschuss für Raumordnung A.761-AN).

— Am 24. September 2009 gab der Regionalausschuss für Raumordnung Bemerkungen zur ersten Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung ab (AZ 09/CRAT A.835-AN) und sprach sich für eine Fortsetzung dieser Prüfung aus.

— Am 3. Dezember 2009 gab der Regionalausschuss für Raumordnung Bemerkungen zur zweiten Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung ab (AZ 10/Regionalausschuss für Raumordnung A.857-AN) und sprach sich für eine Fortsetzung des Verfahrens aus.

3. Hintergrund des Projekts

Nach einer Anfrage der Firma HOLCIM beschloss die Wallonische Regierung gemäß Artikel 42a des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie die Revision des Sektorenplans für Tournai-Leuze-Péruwelz (Karte 37/7) zur Eintragung eines Abbaugebiets, um die Bewirtschaftung eines neuen Kalkvorkommens am linken Ufer der Schelde im Gebiet der Städte Antoing (Calonne und Bruyelle) und der Stadt Tournai (Saint-Maur) zu ermöglichen.

Die Revision des Sektorenplans beinhaltet folgende Änderungen:

- Eintragung als Abbaugebiet
 - o von ca. 162,5 ha Grund auf dem Gebiet der Stadt Antoing (Calonne und Bruyelle) und der Stadt Tournai (Saint-Maur)
 - o eines 30 Meter breiten Streifens Grund in Antoing (Calonne) für die Errichtung des Förderbands «Nord» zwischen dem Abbaustandort, dem chemin des Cinq Rocs, dem Friedhof und dem rechten Ufer der Schelde;
- Eintragung als Industriegebiet von 0,9 ha Grund in westlicher Verlängerung des Kais quai de Bruyelles an der Schelde sowie der Teile des Kais zwischen der rue Artisien und der Schelde, an denen sich gewerbliche Anlagen befinden;
- Eintragung als Wohngebiet von Grundstücken am Scheldeufer auf der Ostseite der Rue Artisien und der rue de France sowie auf der Westseite der rue Artisien, auf denen Wohngebäude errichtet wurden, die ein homogenes Viertel bilden;
- Eintragung als Grüngebiet
 - o sämtlicher nordöstlicher Teile und des nördlichen, südlichen und östlichen Endes des südwestlichen Teils des ehemaligen Steinbruchs «Cinq Rocs»;
 - o des Teils der ehemaligen Steinbrüche «Californie», «Requiem», «Vicaire» und «Bruyelle» im Gebiet von Antoing (Calonne und Bruyelle) am linken Ufer der Schelde, der nicht aufgeschüttet wird;
 - o der Grundstücke im Dreieck zwischen der Autobahn E42 und der rue du Gros Lot, die den ehemaligen Steinbruch «Grande Mer» in Tournai umfassen und als Natura 2000-Gebiet ausgewiesen wurden;

- o von 47,4 ha Grund im nordwestlichen Teil des Steinbruchs «Carrière du Milieu» in Antoing und Tournai in Verlängerung des Natura 2000-Gebiets, einschließlich der Halden «Tonton», «Battes et Mathias» und «Buttes des Italiens» sowie des südlichen Teils, der komplett abgebaut wurde und nicht mit Erdreich vom Steinbruch am linken Ufer aufgeschüttet wird;
- Eintragung der Grundstücke im Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung (ZACC) zwischen dem Ortsteil Calonne und der Schelde als landwirtschaftliche Fläche;
- Löschung der Hochspannungstrasse und der geplanten Hochspannungstrasse im nördlichen Teil des künftigen Steinbruchs aus dem Sektorenplan;
- Eintragung eines Entwurfs einer Hochspannungstrasse am nördlichen und östlichen Rand des künftigen Abbaustandorts zur Verlegung der bestehenden 70-150 kV-Leitungen.

STELLUNGNAHME

1. Zur Eintragung eines Abbaugebiets im Gebiet der Kommunen Antoing und Tournai

Der Regionalausschuss für Raumordnung gibt eine positive Stellungnahme zur geplanten Eintragung eines Abbaugebiets im Gebiet der Städte Antoing und Tournai ab.

Der Ausschuss stellt fest, dass die im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung durchgeführte Analyse gezeigt hat, dass der Sektorenplan derzeit keine echte Alternative für ein Abbaugebiet mit einer ausreichenden Fläche aufweist, das mit dem im Vorentwurf anvisierten Vorkommen vergleichbar ist und noch nicht bewirtschaftet wird oder Gegenstand einer geplanten Bewirtschaftung ist, an der HOLCIM nicht beteiligt ist. Angesichts der physischen Gegebenheiten scheint eine Ausweitung der Abbautätigkeit am rechten Ufer der Schelde zusätzlich zu den bereits erteilten Genehmigungen nicht mehr möglich zu sein.

Außerdem stellt der Regionalausschuss für Raumordnung fest, dass die Menge und die Qualität der Kohlekalkvorkommen sowohl in der Bestandsaufnahme der Bodenressourcen der Wallonischen Region als auch bei den Probebohrungen hervorgehoben wurden.

Im Übrigen stellt der Regionalausschuss für Raumordnung fest, dass dieses Projekt dem Erhalt und Ausbau der Beschäftigung in der Region Tournai und Mons dient.

Der Ausschuss betont auch, dass die Grundsätze der nachhaltigen Entwicklung in die Überlegungen einfließen, die zum Entstehen des Projekts beitragen: Zum einen ermöglicht der Industrieprozess im Trockenverfahren eine Begrenzung der CO₂-Emissionen, zum anderen bietet die ausgezeichnete Verkehrsanbindung des Standorts Alternativen zum Straßentransport.

Angesichts dieser Überlegungen hält der Regionalausschuss für Raumordnung den vorliegenden Antrag auf Revision des Sektorenplans zur Eintragung eines Abbaugebiets für hinreichend begründet.

Der Regionalausschuss für Raumordnung gibt jedoch folgende Bemerkungen und Beobachtungen ab:

• Integration in die Landschaft

Der Regionalausschuss für Raumordnung besteht darauf, dass die Landschaftsgestaltung mit äußerster Sorgfalt durchgeführt wird, um die umliegenden Ortsteile vor der Abbautätigkeit zu schützen. Er weist darauf hin, dass die zu pflanzenden Gewächsorten sorgfältig ausgewählt werden müssen.

Er ist außerdem der Ansicht, dass das Profil des Erdwalls Gegenstand einer besonderen Studie sein muss, um jegliches Problem mit der Stabilität oder dem Wasserablauf zu vermeiden.

• Auswirkungen der Bewirtschaftung des Gebiets und Wiederinstandsetzung

Der Regionalausschuss für Raumordnung vertritt die Auffassung, dass die Auswirkungen in Bezug auf Lärm, Luftverschmutzung, potenzielle Beschädigung von Wohnhäusern etc. aufgrund der Bewirtschaftung des geplanten Abbaugebiets sowie die Bedingungen für die Wiederinstandsetzung des Standorts im Wesentlichen im Rahmen der Globalgenehmigung und der Betriebsbedingungen zu behandeln sind. Daher äußert sich der Regionalausschuss für Raumordnung hier nicht zu diesen Aspekten.

• Wasser

Der Regionalausschuss für Raumordnung stellt fest, dass aus einer hydrogeologischen Studie vor Ort hervorgeht, dass das Projekt keine bedeutenden Auswirkungen auf die Gesamtkapazität des Grundwasservorkommens in der Kohlenkalkschicht haben wird.

Er weist auch auf die Bedingungen hin, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. April 2010 über den Vorentwurf genannt werden.

• Mobilität

Der Regionalausschuss für Raumordnung befürwortet den Vorschlag des Verfassers der Umweltverträglichkeitsprüfung zur Verkürzung der Eisenbahngleise nicht. Er vertritt die Einschätzung, dass diese Maßnahme die Effizienz des Schienenverkehrs beeinträchtigen würde.

• Behandlung von Abraum

Der Regionalausschuss für Raumordnung stellt fest, dass im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung ein neuer Plan für die Abraumbehandlung vorgelegt wurde, der Folgendes vorsieht:

- bis 2018 Errichtung von Ringwällen und Aufschüttung der ehemaligen Steinbrüche «Cinq Rocs», «Carrières d'Antoing», nördlich von «Californie» und «Lemay»
- ab 2018 Aufschüttung des Steinbruchs «Carrière du Milieu»
- ab 2033 schrittweise Aufschüttung der ausgebeuteten Teile des neuen Steinbruchs.

• Landwirtschaft

Der Regionalausschuss für Raumordnung nimmt den Verlust von Anbauflächen für 12 landwirtschaftliche Betriebe zur Kenntnis. Allerdings stellt er fest, dass die Auswirkungen für bestimmte Betriebe durch die phasenweise Ausbeutung des Abbaugebiets zeitlich versetzt auftreten werden. Im Übrigen stellt er fest, dass bei der geplanten Revision des Sektorenplans der Ausgleichsgrundsatz im Sinne von Artikel 46 Alinea 1 Punkt 2.3 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie berücksichtigt wird.

• Reversibilitätsklausel

Der Regionalausschuss für Raumordnung befürwortet den Vorschlag der Gemeinderäte von Tournai und Antoing nicht, die der Wallonischen Regierung vorschlagen, eine Reversibilitätsklausel und die Umsetzung des Projekts innerhalb von 4 oder 7 Jahren vorzuschreiben. Der Ausschuss betont, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung das Vorhandensein eines großen Vorkommens an diesem Standort belegte, und hält dieses für schützenswert. Er ist der Meinung, dass die Revision des Sektorenplans auf einer langfristigen Raumordnungsperspektive basiert.

2. Zur Eintragung anderer zur städtebaulichen Erschließung bestimmter Gebiete

Der Regionalausschuss für Raumordnung befürwortet die Eintragung der im Erlassentwurf aufgeführten Industrie- und Wohngebiete.

3. Zur Eintragung anderer nicht zur städtebaulichen Erschließung bestimmter Gebiete

Der Regionalausschuss für Raumordnung befürwortet die Eintragung sämtlicher nicht für die städtebauliche Erschließung bestimmter Gebiete, die im Erlassentwurf aufgeführt werden.

Der Regionalausschuss für Raumordnung begrüßt den Erhalt des phasenweisen raumplanerischen Ausgleichs, weil er - wie er bereits in seinen Bemerkungen vom 24. September 2009 betont - der Ansicht ist, dass die Aufschüttung der nicht zur städtebaulichen Erschließung bestimmten Gebiete eine größere rechtliche Unsicherheit verursacht hätte als der phasenweise Ausgleich.

Der Regionalausschuss für Raumordnung schließt sich den Empfehlungen der Abteilung Natur und Forstwesen (DNF) an, die eine Eintragung als Naturgebiet statt als Grüngebiet für folgende Bereiche empfiehlt:

— nördliches, südliches und östliches Ende des südwestlichen Teils der ehemaligen Steinbrüche «Cinq Rocs»;

— Teil der ehemaligen Steinbrüche «Californie», «Requiem», «Vicaire» und «Bruyelle» im Gebiet von Antoing (Calonne und Bruyelle) am linken Ufer der Schelde, der nicht aufgeschüttet wird.

Der Regionalausschuss für Raumordnung gibt an, dass der Steinbruch Californie als phasenweiser raumplanerischer Ausgleich eingetragen ist, dessen Grund mit Erdreich aus dem neuen Steinbruch am linken Ufer aufgeschüttet und nach Abschluss der Umgestaltung als Grüngebiet ausgewiesen wird. Jedoch darf diese Aufschüttung die wichtigsten Lebensräume nicht beeinträchtigen, insbesondere die Felsvorsprünge, die als Nistplatz für Uhus dienen.

4. Zur Eintragung einer geplanten Hochspannungsstrasse

Der Regionalausschuss für Raumordnung plädiert dafür, dass der Verlauf der Hochspannungsleitung im Vorfeld von ELIA validiert wird, wie der ursprüngliche Verlauf auch. Zudem empfiehlt er, dass die Hochspannungsstrasse gemäß dem industriellen Projekt optimiert wird, um eine effiziente Bewirtschaftung des Vorkommens zu gewährleisten.

5. Zur Erstellung eines Leitplans für das becken der Region Tournai

Der Regionalausschuss für Raumordnung hält es für sinnvoll, in Absprache mit den verschiedenen Akteuren einen Leitplan für die im Becken bestehenden Vorkommen zu erstellen. Darin sollte die langfristige Nutzung des Gebiets unter Festlegung der Ziele für jeden einzelnen Bereich definiert werden, um einen sparsamen Umgang mit dem vorhandenen Grund zu garantieren. Diese strategische Studie sollte nicht nur raumplanerische Aspekte, sondern auch wirtschaftliche Aspekte bezüglich der Zukunft des Sektors umfassen. Allerdings ist der Regionalausschuss für Raumordnung der Ansicht, dass diese Überlegungen auf höherer als lokaler Ebene stattfinden sollten und nicht allein dem derzeitigen Antragsteller angelastet werden können.

6. Zur Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung

Der Regionalausschuss für Raumordnung vertritt die Auffassung, dass die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung gut ist.

Der Regionalausschuss für Raumordnung ist der Ansicht, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung alle mit dem Projekt zusammenhängenden Themen klar analysiert wurden. Er betont auch, dass mit der Umweltverträglichkeitsprüfung auf sämtliche vom Ausschuss in der ersten Phase formulierten Bemerkungen eingegangen wurde, mit Ausnahme der juristischen Überprüfung der Eintragung der Förderbänder in den Sektorenplan.

Philippe BARRAS
Präsident

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2011/27079]

17 FEBRUARI 2011. — Besluit van de Waalse Regering tot definitieve goedkeuring van de herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (blad 37/7) met het oog op de opneming van een ontginningsgebied bestemd om de exploitatie mogelijk te maken van een nieuwe kalksteenafzetting op de linkeroever van de Schelde op het grondgebied van Antoing (Calonne en Bruyelle) en van Doornik (Saint-Maur)

De Waalse regering,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2009 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten, gewijzigd door het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 2010;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2009 tot regeling van de werking van de Regering;

Gelet op de Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie), met name de artikelen 1, 22, 23, 25, 26, 30, 32, 35, 37, 39, 41,1° en 2°, en 42bis tot 46;

Gelet op het Gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan (GROP) dat door de Waalse Regering op 27 mei 1999 werd aangenomen;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 juli 1981 tot vaststelling van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 houdende beslissing tot herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (blad 37/7) en tot aanneming van het voorontwerp tot herziening met het oog op de opneming van een ontginningsgebied bestemd om de ontginning mogelijk te maken van een nieuwe kalksteenafzetting op de linkeroever van de Schelde op het grondgebied van de gemeenten Antoing (Calonne en Bruyelle) en van Doornik (Saint-Maur);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 houdende beslissing een milieueffectenstudie te laten maken betreffende het voorontwerp tot herziening van voornoemd gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2010 tot voorlopige aaneming van de herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (blad 37/7) met het oog op de opneming van een ontginningsgebied bestemd om de ontginning mogelijk te maken van een nieuwe kalksteenafzetting op de linkeroever van de Schelde op het grondgebied van de gemeenten Antoing (Calonne en Bruyelle) en van Doornik (Saint-Maur);

Gelet op het openbaar onderzoek dat heeft plaatsgehad van 7 mei 2010 tot 21 juni 2010 op het grondgebied van de gemeenten Antoing en Doornik en de klachten en opmerkingen die als volgt zijn geïnventariseerd :

Klachten Antoing

NAAM	Adres		
ANSART, Jean-Pierre	Rue Jean Renier 3		
ARNOUCHE,	Rue H. Artisien 42	7641	BRUYELLE
BACART, Angélique	Rue du Petit Pavé 5	7641	BRUYELLE
BASSECOUR, Dany	Rue Sans Fond	7180	SENEFFE
BAUDRY, Geoffrey	Rue de l'Orphaverie 30	7640	ANTOING
BERNARD, Isabelle	Rue Emile Royer 19	7642	CALONNE
BESARD, Alain	Rue des Ponts 18	7640	ANTOING
BEYLS, Lysiane	Rue des Ponts 18	7640	ANTOING
BLANGENOIS, Nicolas	Rue de France 9	7642	CALONNE
BONNET, Jacques	Chaussée de Tournai 10	7641	BRUYELLE
BORE, Philippe	Rue Neuve 2	7640	ANTOING
BOUCAERTS, Joseph	Chemin de Halage 19	7640	ANTOING
BOUCHART, Carine	Chemin de Halage 1	7640	ANTOING
BOUVIER, Jean-Marie	Rue Albert I ^{er}	7642	CALONNE
BRABANT, Patricia	Rue Crèveœur 22	7640	ANTOING
BRESOUX, N	Résidence François Viste 25	7642	CALONNE
BUFKENS, Matthieu	Drève du Marais 4	7503	FROYENNES
BURON, André	Chaussée de Tournai 15	7641	BRUYELLE
CARLIER, Jacqueline	Chaussée de Tournai 29	7641	BRUYELLE
CARPENTIER	Rue H. Artisien	7641	BRUYELLE
CASIER, Bernard	Chemin de Halage 2	7640	ANTOING
CASIER, Amandine	Chemin de Halage 2	7640	ANTOING
CASIER, Bernard	Chemin de Halage 2	7640	ANTOING
CHAVAILLE, Jean	Rue du Petit Pavé	7641	BRUYELLE
CHAVAL, Alain	Rue à Châpons 9	7640	ANTOING
CHUFFART, Isabelle	Rue de la Plume 4	7536	VAULX
CIMESCAUT,	Rue du Coucou 37	7640	ANTOING
CLEMENT, Monique	Rue Emile Royer 29	7642	CALONNE
CLEMENT, Michele	Chemin de Halage 11	7640	ANTOING
COCHEZ, Jean	Chaussée de Tournai 11	7641	BRUYELLE
COPIN, Sophie	Rue de la Pêcherie 43	7640	ANTOING
COPPENOLLE, Jérémy	Rue du Petit Pavé	7641	BRUYELLE
COTON, Dany	Rue du Colonel Dettmer 63	7500	ERE
CROMBEZ, Nadia	Rue Roosevelt	7642	CALONNE
DAMBRIN, Bernard	Rue H. Artisien 3	7641	BRUYELLE
DAVAINE, Raymonde	Rue Jean Delcroix 7	7641	BRUYELLE
DE RODDER, André	Rue du Marais 19	7640	MAUBRAY
DE SCETE, Katy	Rue H. Artisien 5b	7641	BRUYELLE
DEBAISIEUX, Daniel	Chaussée de Tournai 12	7641	BRUYELLE
DEBRUE, A	Rue H. Artisien 23	7641	BRUYELLE
DECOBECQ, N	Rue H. Artisien 38	7641	BRUYELLE
DECROOS, Philippe	Rue de Crèveœur	7640	ANTOING
DEFEYDER, Daniel	Chemin de Halage 10	7640	ANTOING
DEGALLAIX, Yvonne	Rue J. Wauters 4	7641	BRUYELLE
DELANNOY, M-C	Chaussée de Tournai 34	7641	BRUYELLE
DELARSILLE, Henri	Chemin de Halage 12	7640	ANTOING
DELARSILLE, Pierre	Rue des Chantiers	7640	ANTOING
DELFORGE, Joanna	Rue H. Artisien 30	7641	BRUYELLE

NAAM	Adres		
DELFOSSÉ, Nora	Rue de France 13	7642	CALONNE
DELFOSSÉ,	Grand Rue 23b	7640	ANTOING
DELFOSSÉ, Jeannine	Rue de l'Almanach 24	7642	CALONNE
DELGRANGE, Nathalie	Rue Albert I ^{er}	7642	CALONNE
DELHAYE-BERTON,		7640	ANTOING
DELHUVENNE, Loïc	Rue Albert I ^{er} 15	7642	CALONNE
DEMAN, Jean-Marie	Rue du Gare		TOURNAI
DEMEUTER, Sébastien	Rue Emile Royer 13	7642	CALONNE
DENYS, Maryse	Chemin de Halage 9	7640	ANTOING
DEQUIN, José	Rue H. Artisien 1	7641	BRUYELLE
DEQUIN, Jeanne	Rue H. Artisien 1	7641	BRUYELLE
DESCHAUMIER, Jules	Rue H. Artisien 5	7641	BRUYELLE
DESMET,	Chaussée de Tournai	7641	BRUYELLE
DESPLANQUE, Michel	Rue H. Artisien 70	7641	BRUYELLE
DESPLANQUE, Françoise	Chemin de Halage 5	7640	ANTOING
DESSART, Fabien	Rue H. Artisien 22	7641	BRUYELLE
DESSART, Jonathan	Chemin de Halage 18	7640	ANTOING
DEVOS, Jean-Pierre	Rue H. Artisien 9	7641	BRUYELLE
DEVRIEZE, Jean	Rue de France 16	7642	CALONNE
DEWASMES, Georges	Cité Viste 14	7642	CALONNE
DIRICQ, Hélène	Chemin de Bléhavies 25		LONGY
Domaine de CHERCQ	Rue de l'Abbaye des Chartreux 27	7521	CHERCQ
DOUILEZ, André	Rue des Déportés	7641	BRUYELLE
DRABBE, Paulette	Chaussée de Tournai 4	7641	BRUYELLE
DRABBET	Rue des Marais 2	7641	BRUYELLE
DRAMAIS, Brigitte	Rue du Buge	7640	ANTOING
DRAPIER	Rue H. Artisien 22	7641	BRUYELLE
DRAPS, S	Rue de Bitremont 30		
DROISSART, Robert	Chemin de Halage 13	7640	ANTOING
DROISSART, Frédéric	Chaussée de Tournai 168	7641	BRUYELLE
DRUART, Nathalie	Chemin de Halage 2	7640	ANTOING
DUART, Jean-François	Chaussée de Tournai 36	7641	BRUYELLE
DUBOIS, Ginette	Cité de l'Espérance 7	7642	CALONNE
DUFRAZY, Daniel	Chaussée de Tournai	7641	BRUYELLE
DULEI, Yvette			TOURNAI
DULRERS, Ginette	Chaussée de l'Espérance 7		
DUMAZY	Rue H. Artisien	7641	BRUYELLE
DUMORTIER, Christine	Chemin de Halage 16	7642	CALONNE
DUPONT, Armelle	Rue de Fontenoy 48	7640	ANTOING
DUPREZ	Rue H. Artisien	7641	BRUYELLE
DUPUCHE, Sonia	Chaussée de Tournai 34	7641	BRUYELLE
ELIA SUD	Avenue Albert I ^{er} 19	5000	NAMUR
EVERAET, Anita	Rue Wattecant 14		
FALISE, Ch.	introuvable	7642	CALONNE
FERME, A.	Rue des Venniaux 140	7640	PERONNES
FIEVEZ, M.	Rue du Rivage	7641	BRUYELLE
FONTAINE, Georges	Rue H. Artisien 64	7641	BRUYELLE
FONTERI, Sylvie	Rue des Rossignols 6	7462	CALONNE
FOUDI, Louise	Rue de la Baille d'Or 17		
FRANCOIS, Suzy	Rue du Petit Pavé	7641	BRUYELLE
FRANCOIS	Chaussée de Tournai 14	7641	BRUYELLE

NAAM	Adres		
FRANCQ, Marie-Louise	Rue du Paradis		
GARDAVIN, A.	Rue H. Artisien	7641	BRUYELLE
GARNIER-PARENT, Yvette	Chemin des Anglais 11	7642	CALONNE
GOSSIAUX, Patrick	Rue Jean Delcroix 12	7641	BRUYELLE
GRANSART, André	Chaussée de Tournai 35	7641	BRUYELLE
GRENET, Yannick	Rue des Tanneurs 7	7640	ANTOING
GRUNIAU, M.-G.	Chemin de Halage 10	7640	ANTOING
GUELTON, Michelle	Résidence Les Sablons 4	7641	BRUYELLE
GUERIN, Ernest	Chaussée de Tournai 41	7641	BRUYELLE
GUIGNET, Claude	Rue Neuve 33	7640	ANTOING
GUIGNET, Colette	Rue de la Wallonie 8	7640	ANTOING
HANART, Jean-Philippe	Chemin des Anglais 9	7642	CALONNE
HECQ, Flora	Chaussée de Tournai 23	7641	BRUYELLE
HENNETON, Famille	Rue du Petit Pavé	7641	BRUYELLE
HENNOT, Jacques	Rue de la Brasserie 27	7536	VAULX
HERCHEUX, Anne-Sophie	Rue Jean Delcroix 4A	7641	BRUYELLE
HERDREUX, Myriam	Rue des Déportés 35	7641	BRUYELLE
HERREMANS, Cédric	Chaussée de Tournai 5	7641	BRUYELLE
HESPEL, Viviane	Rue Albert I ^{er}	7642	CALONNE
HOUREZ-ALTRUX	Rue de France 1	7642	CALONNE
Onleesbaar	Rue Roosevelt 18	7642	CALONNE
JOSQUIN, Didier	Chaussée de Tournai 57	7641	BRUYELLE
JURION, Julie	Nouveau Passage 12	7642	CALONNE
KINT, Philippe	Rue Artur Dutoit	7642	CALONNE
LAFAURE, Nicolas	Rue de Crèveœur 90	7640	ANTOING
LAMANT, Béatrice	Résidence François Viste 16	7642	CALONNE
LAMARQUE, Christian	Pecquereau 10		
LAMBIER, Charlotte	Rue H. Artisien 38	7641	BRUYELLE
LECLERCQ, Paula	Chaussée de Tournai 11	7641	BRUYELLE
LECUT, Pol	Grand Rue 23b	7640	ANTOING
LEFEBVRE, Nadine	Grand Rue	7640	ANTOING
LEFRANCQ	Rue H. Artisien 22	7641	BRUYELLE
LEFRANCQ	Rue H. Artisien 24	7641	BRUYELLE
LEGER, Pierre	Boulevard de l'Eglise 7	7640	ANTOING
LEJEUSNE/MAMIEU,	Chemin de Halage 17	7640	ANTOING
LEMAHIEU, Eddy	Chemin de Halage 1	7640	ANTOING
LENOIR, Freddy	Rue Albert I ^{er}	7642	CALONNE
LENOIR, Christine	Rue Emile Royer 21	7642	CALONNE
LESTARQUIT, Daniel	Rue de l'Yser 1	7642	CALONNE
LESTARQUIT, Michel	Rue des Rosières 27	7640	ANTOING
LETENDRE, Suzanne	Rue H. Artisien 10	7641	BRUYELLE
LIARD	Rue des Déportés	7641	BRUYELLE
LIBBRECHT, Grégory	Rue de France 17	7642	CALONNE
LOOTENS, Robert	Chaussée de Tournai	7641	BRUYELLE
LUCAT, Yvette	Buissonnière 7		
MAHIEU, Henri	Chaussée de Tournai 8	7641	BRUYELLE
MAHIEU, Nadine	Chemin de Halage 17	7640	ANTOING
MAILLIERE, Maryse	Rue H. Artisien 22	7641	BRUYELLE
MALADRY-JORION, Jonathan	Nouveau Passage 12	7642	CALONNE
MALICE, Christian	Almanach 26	7642	CALONNE
MARBAIS, Sabine	Rue H. Artisien 9	7641	BRUYELLE

NAAM	Adres		
MARTIN, José	Rue de Morlies 12	7640	MAUBRAY
MATON, Lucette	Rue H. Artisien 30	7641	BRUYELLE
MENEZ, Jérôme	Rue Emile Royer 48	7642	CALONNE
MERCIER, Charlotte	Chaussée de Tournai 57	7641	BRUYELLE
MERVAILLE, S. Anne	Rue H. Artisien 3	7641	BRUYELLE
MESSIAEN, Marcelle	Chaussée de Tournai 41	7641	BRUYELLE
MINNE, Jerry	Rue du Ry 20	7500	TOURNAI
MONTEGNIES, Albert	Rue Crepy 33	7640	ANTOING
MORAZZO	Rue de France 18	7640	ANTOING
MORRANI, Vanessa	Rue de la Persévérance 4	7642	CALONNE
MOTRANI, Sabrina	Rue de l'Yser 22	7642	CALONNE
MOULIN, S.	Rue H. Artisien 68	7641	BRUYELLE
MUSET, Lollia	Rue Albert I ^{er} 15	7642	CALONNE
NATHALEI	Rue de l'Yser		introuvable
NUYTEN, Famille	Rue H. Artisien 13	7641	BRUYELLE
PEYLS, David	Rue du Petit Pavé 19	7641	BRUYELLE
PEYLS, Jacques	Chemin de Halage 5	7640	ANTOING
PHILIPPE, Cathy	Reu du Petit Pavé 3	7641	BRUYELLE
PLANCHON, Patrick	Rue de la Station 9	7640	ANTOING
POLLET, Micheline	Rue H. Artisien 64	7641	BRUYELLE
PONCIN, Claudine	Rue du Petit Pavé	7641	BRUYELLE
PROEVEES	Rue H. Artisien 34	7641	BRUYELLE
QUESTIER, Bernadette	Champ des Oiseaux 23	7620	HOLLAIN
QUINTIN-LESTIENNE	Chemin des Roquettes 1	7642	CALONNE
RAPAILLE, Rita	Rue de Péronnes 23	7640	ANTOING
RIFAUT, Josiane	Chemin de Halage 13	7640	ANTOING
RIVIERE, Nathalie	Nouveau Passage 10	7642	CALONNE
ROBIN	Rue Jean Delcroix 17	7641	BRUYELLE
ROSSIGNOL, Christine	Chaussée de Tournai 1	7641	BRUYELLE
ROSSIGNOL-TELLIER, Roger	Rue H. Artisien 2	7641	BRUYELLE
SARD, Roger	Rue de la Wallonie	7640	ANTOING
SCHILTZ, Guy	Rue Emile Royer 19	7642	CALONNE
SCHLUMPF	Chaussée de Tournai 51	7641	BRUYELLE
SCHMIT-DAOUMER	Rue Alexandre Dapsens 10	7536	VAULX
SCHOT, Jean-Marie	Chemin de Halage 11	7640	ANTOING
SENECA	Rue H. Artisien 5a	7641	BRUYELLE
SENECHAL, Françoise	Chaussée de Tournai 57	7641	BRUYELLE
SMELDERS	Rue de France 16	7642	CALONNE
SOUDAN, Mélissa	Rue Emile Royer 48	7642	CALONNE
SOUDAN, Serge	Rue Emile Royer 29	7642	CALONNE
TACK, Michael	Résidence François Viste 21	7642	CALONNE
TELLIER, Cécile	Rue H. Artisien 2	7641	BRUYELLE
TESSE, Monique	Chaussée de Tournai 51	7641	BRUYELLE
THIBAUT, Jacques	Place Stalingrad	7642	CALONNE
TRATSAERT, J.	Rue Roosevelt 15	7642	CALONNE
URBAIN, Marie-Pierre	Boulevard de l'Eglise 7	7640	ANTOING
VAN GAEVER, Pascale	Chemin de Halage 22	7640	ANTOING
VAN PARYS, Laurent	Chemin de Bléhavies 25		LONGY
VANBOQUESTAL, Jeanine	Rue J. Wauters 1	7641	BRUYELLE
VANDENBULCKE, Dany	Résidence François Viste 16	7642	CALONNE
VANREETH, Roland	Rue H. Artisien 24	7641	BRUYELLE

NAAM	Adres		
VERHELST, Léonie	Chaussée de Tournai	7641	BRUYELLE
VINCENT, Jeanne	Rue de l'Orphaverie 22	7640	ANTOING
VINCHE, Remy	Rue de l'Yser 6	7642	CALONNE
VRAUX, Monique	Rue Mariquette 10	7643	FONTENOY
WALLECAN, P.	Avenue de Maire 204	7500	TOURNAI
WATTECAMPS, J.	Rue Sart Colin 143	7622	BRUNEAUT
WERY, Nadine	Rue H. Artisien 70	7641	BRUYELLE
WILDEMEERSCH	Rue de France 14	7642	CALONNE
Z'ZOLLE, Olivier	Chemin des Anglais 1	7642	CALONNE

Klachten Doornik

NAAM	Adres		
L'AIR A L'IL, ASBL	Rue de Melles 1	7533	THIMOUGIES
ADAM, Maxime	Rue du Colonel Dettmer 16	7500	SAINT-MAUR
ALLARD, Jean Luc	Rue de Warnaffe 13	7500	SAINT-MAUR
BADTS, Stéphane	Rue du Colonel Dettmer 1	7500	SAINT-MAUR
BATAILLE, Suzanne	Rue du Coulant d'Eau 12	7521	CHERCQ
BAUSIER, Daniel	Rue de Warnaffe 11	7500	SAINT-MAUR
BEAUSIERE, Coentint	Place de Saint-Maur 7	7500	SAINT-MAUR
BECQ, Antoinette	Rue de l'Union 2	7500	TOURNAI
BECQ, Raymond	Rue du Pont à Rieu 13A	7500	SAINT-MAUR
BONNET, Jean	R. de Calonne 32	7521	CHERCQ
BOSSUT, Laurence	Rue du Colonel Dettmer 2	7500	SAINT-MAUR
BOUDRENGHIEN, Line	Rue du Colonel Dettmer 14	7500	SAINT-MAUR
BRABANT, Aline	Rue de Calonne 36	7521	CHERCQ
BRIENNE, J.	Rue de Warnaffe 6A	7500	SAINT-MAUR
BRUYERE, Jacques	Rue du Limousin 7	7500	TOURNAI
BUCHON, Dorothée	Rue du Colonel Dettmer 40	7500	SAINT-MAUR
BULTREYS, Corine	Place de Saint-Maur 15	7500	SAINT-MAUR
BULTREYS, Daniel	Rue A. Labarre 38		BRUXELLES
BULTREYS, Mireille	Rue du Chaudron 11	7800	ATH
BULTREYS, Patrick	Rue de Foucaumont 17	7812	LIGNE
CALLEWAERT, Jérôme	Rue de Wisempierre 14	7500	SAINT-MAUR
CALONNE, Stéphanie	Place de Saint-Maur 10	7500	SAINT-MAUR
CAMBERLIN, Ray	Rue du Pont à Rieu 13C	7500	SAINT-MAUR
CARBON, Johan	Rue de Calonne 54	7521	CHERCQ
CARPENTIER	Rue de Calonne 42	7521	CHERCQ
CASSE, Henry	Place de Saint-Maur 16	7500	SAINT-MAUR
CASSE, Maximilien	Place de Saint-Maur	7500	SAINT-MAUR
CHAVAL, Alain	Rue à Châpons 9	7640	ANTOING
CHEVALIER, Francis	Rue du Pont à Rieu 13/G	7500	SAINT-MAUR
CHEVALIER, J.	Rue du Pont à Rieu 13A	7500	SAINT-MAUR
CHOTEAU, Alexis	Rue du Colonel Dettmer 24	7500	SAINT-MAUR
CHOTEAU, Philippe	Rue du Colonel Dettmer 24	7500	SAINT-MAUR
CHRISTIAENS	Rue du Coulant d'Eau,	7521	CHERCQ
CLAES, Guy	Place de Saint-Maur 19	7500	SAINT-MAUR
CLAIRQUIN, M.	Place de Saint-Maur 38	7500	SAINT-MAUR
COLIN, Martine	Place de Saint-Maur 14	7500	SAINT-MAUR
CORNELIS, Mélanie	Rue Louis Pion 23	7522	LAMAIN
CORNET, Juliette	Place de Saint-Maur	7500	SAINT-MAUR
CORNET, Léon	Place de Saint-Maur 10	7500	SAINT-MAUR

NAAM	Adres		
CORNET, Marc	Place de Saint-Maur 10	7500	SAINTE-MAUR
CORNET, Mona Lilly	Place de Saint-Maur 10	7500	SAINTE-MAUR
CORNU, Tanguy	Place de Saint-Maur 14	7500	SAINTE-MAUR
COTON, David	Rue du Colonel Dettmer 31	7500	SAINTE-MAUR
COUDOU, Nathalie	Rue de la Charrette 28	7620	BRUNEHAUT
COULON, Raymonde	Rue du Chaudron 11	7800	ATH
COUPLET, Barthelemy	Place de Saint-Maur 15	7500	SAINTE-MAUR
COUPLET, Clémentine	Place de Saint-Maur 45	7500	SAINTE-MAUR
COUPLET, Ignace	Place de Saint-Maur 45	7500	SAINTE-MAUR
CRETEUR, Martine	Rue F. Desmons 10	7500	SAINTE-MAUR
CUVELIER, Armande	Place de Saint-Maur 7/6	7500	SAINTE-MAUR
DAGNIES, Alice	Rue du Pont à Rieu 13i	7500	SAINTE-MAUR
DAGNIES, Kevin	Rue du Pont à Rieu 13	7500	SAINTE-MAUR
DE VYVER, Marie Ange	Rue Ferdinand Desmons 14	7500	SAINTE-MAUR
DECALUWE, Elise	Rue de Warnaffe 30	7500	SAINTE-MAUR
DECALUWE, Simon	Rue de l'Orfèvrerie 1	7640	ANTOING
DECALUWE, Xavier	Rue de Warnaffe 30	7500	SAINTE-MAUR
DECAMPS, Sandra	Rue de Calonne 38	7521	CHERCQ
DECOUPENDY, J.	Rue du Pont à Rieu 18	7500	SAINTE-MAUR
DELAHAYE, Freddy	Rue du Pont à Rieu 7	7500	SAINTE-MAUR
DELANOIS, Jean Marie	Rue de Wisempierre 2	7500	SAINTE-MAUR
DELCOUCQ, Lucien	Rue du Coulant d'Eau 8	7521	CHERCQ
DELCOURT, Antoinette	Rue du Pont à Rieu 13F	7500	SAINTE-MAUR
DELCOURT, Bérengère	Rue du Colonel Dettmer 12	7500	SAINTE-MAUR
DELCOURT, Brigitte	Rue du Coulant d'Eau 16	7521	CHERCQ
DELCOURT, Marguerite	Rue du Colonel Dettmer	7500	SAINTE-MAUR
DELCROIX, André	Rue du Colonel Dettmer 33	7500	SAINTE-MAUR
DELCROIX, Séverine	Rue du Colonel Dettmer 29	7500	SAINTE-MAUR
DELECOURT, Carine	Rue du Colonel Dettmer 26	7500	SAINTE-MAUR
DELECOURT, Isabelle	Rue du Colonel Dettmer 26	7500	SAINTE-MAUR
DELEM, Magali	Rue Ferdinand Desmons 5	7500	SAINTE-MAUR
DELIEGE, Marie France	Place de Saint-Maur 50	7500	SAINTE-MAUR
DELVOIX, Sylvie	Rue de Calonne 43	7521	CHERCQ
DEMOLDER, Jean-Pierre	Rue Boulière 25	7542	MONT-SAINTE-AUBERT
DEPRAETERE, Viviane	Place 22	7500	SAINTE-MAUR
DEROUBAIX, Jean-Pierre	Rue de Wisempierre	7500	SAINTE-MAUR
DESCAMPS, David	Rue du Coulant d'Eau 19	7521	CHERCQ
DESCAMPS, Jean	Rue du Colonel Dettmer	7500	SAINTE-MAUR
DESCAMPS, Jean-François	Rue du Colonel Dettmer 13	7500	SAINTE-MAUR
DESOER, Alain	Rue F. Desmons 10	7500	SAINTE-MAUR
DESOER, Manon	Rue Ferdinand Desmons 10	7500	SAINTE-MAUR
DESVILLE, A.	Place de Saint-Maur, 7	7500	SAINTE-MAUR
DETENWEG, Thérèse	Rue du Colonel Dettmer 5	7500	SAINTE-MAUR
DETOURNAY, Nicole	Rue de Warnaffe 28	7500	SAINTE-MAUR
DEVOS, Blaise-Antoine	Rue Ferdinand Desmons 12	7500	SAINTE-MAUR
DIAS FERREIRA, Carlos	Rue Alexandre Dapsens 12	7536	VAULX
DIERICK, Rita	Rue Louis Pion 23	7522	LAMAIN
DIERICKX, Yves	Rue du Hameau de Barges 24	7500	SAINTE-MAUR
DOUILLET, Aurélie	Rue de Wisempierre 12	7500	SAINTE-MAUR
DUBART, Gérard	Rue du Pont à Rieu 13E	7500	SAINTE-MAUR
DUBOIS, Francine	Rue Warnaffe 5	7500	SAINTE-MAUR

NAAM	Adres		
DUBUS, Pascal	Rue de la Farinette 9	7542	MONT-SAINT-AUBERT
DUFOUR, Daniel	Rue Ferdinand Desmons 14	7500	SAINT-MAUR
DUMORTIER, M.H.	Rue du Coulant d'Eau 3	7521	CHERCQ
DUMORTIER, Mathieu	Rue de Wisempierre 16	7500	SAINT-MAUR
DUMORTIER, Roland	Rue du Colonel Dettmer 14	7500	SAINT-MAUR
DUMOULIN, Gérard	Rue du Colonel Dettmer 50	7500	SAINT-MAUR
DUMOULIN, M.	Rue du Colonel Dettmer 50	7500	SAINT-MAUR
DUPONT, Brigitte	Rue du Pont à Rieu 7	7500	SAINT-MAUR
DUPONT, Lina	Rue du Coulant d'Eau 10	7521	CHERCQ
DUPONT, Marie Claire	Rue Alexandre Dapsens 14	7536	VAULX
DUPONT, Mauricette	Rue Alexandre Dapsens 12	7536	VAULX
DUPONTHIN, Christophe	Rue du Colonel Dettmer 20	7500	SAINT-MAUR
DUROISIN, Paulette	Rue du Coulant d'Eau 15	7521	CHERCQ
DUVIVIER, F.	Rue Ferdinand Desmons 16	7500	SAINT-MAUR
EECKHOUT, Katty	Rue du Colonel Dettmer 46	7500	SAINT-MAUR
ELANQUE, Eugène	Place 38	7500	SAINT-MAUR
ESQUENET, Damien	Rue Ferdinand Desmons 5	7500	SAINT-MAUR
FARVACQUE, Hélène	Rue Paul Pastur 85	7500	TOURNAI
FERAIN, Amauria	Rue de Calonne 35	7521	CHERCQ
FLAMENT, Amandine	Rue du Pont à Rieu 15	7500	SAINT-MAUR
FLAMENT, Magali	Rue du Pont à Rieu 15	7500	SAINT-MAUR
FONTAINE, Aurélie	Rue du Pont à Rieu 22	7500	SAINT-MAUR
FOUCART, Aline	Rue du Colonel Dettmer 22A	7500	SAINT-MAUR
FOUCART, M. Christine	Rue du Colonel Dettmer 6	7500	SAINT-MAUR
FOUCART, Pascale	Rue du Colonel Dettmer 48	7500	SAINT-MAUR
FOUREZ, Anne	Rue du Nord,	7500	TOURNAI
FOUREZ, Willy	Rue du Coulant d'Eau 12	7521	CHERCQ
GERARDIN, Elisabeth	Rue de Calonne 32	7521	CHERCQ
GHEKIERE, Gladys	Rue du Colonel Dettmer 16	7500	SAINT-MAUR
GOBERT, Rose-Marie	Rue de Warnaffe 13	7500	SAINT-MAUR
GRULOIS, Bertrand	Rue des Vignobles 3	7536	VAULX
GRULOIS, Esther	Rue de Warnaffe	7500	SAINT-MAUR
GUELAY, Josette	Hameau de Barges 32	7500	SAINT-MAUR
HEINDRYCKX, G.	Place de Saint-Maur	7500	SAINT-MAUR
HEINDRYCKX, Patrick	Rue de Warnaffe 26	7500	SAINT-MAUR
HENNART, Alistair	Rue F. Desmons 3	7500	SAINT-MAUR
HENNART, Fannys	Rue F. Desmons 3	7500	SAINT-MAUR
HENNART, Gery	Rue F. Desmons 3	7500	SAINT-MAUR
HENNOT, Jacques	Rue de la Brasserie 27	7536	VAULX
HENNOT, Sophie	Rue des Ableaux 77	7536	VAULX
HERINCKX, Geneviève	Place de Saint-Maur 45	7500	SAINT-MAUR
HOTTEKIET, Baptiste	Place de Saint-Maur	7500	SAINT-MAUR
HUAIN, Elodie	Place de Saint-Maur	7500	SAINT-MAUR
HUIN, Cathy	Place de Saint-Maur 7	7500	SAINT-MAUR
HUIN, Claire	Rue de Warnaffe 6A	7500	SAINT-MAUR
HUIN, René	Rue de Warnaffe 18	7500	SAINT-MAUR
HURSHX, Rosalie	Rue du Coulant d'Eau 16	7521	CHERCQ
ISEUX, R.	Rue du Pont à Rieu 13B	7500	SAINT-MAUR
JOURET, Aline	Rue du Colonel Dettmer 3/12	7500	SAINT-MAUR
LAMARQUE, Chloé	Rue du Pont à Rieu 28	7500	SAINT-MAUR
LAMARQUE, Clothilde	Rue du Pont à Rieu 28	7500	SAINT-MAUR

NAAM	Adres		
LAMPOLE, Michèle	Rue du Colonel Dettmer 22	7500	SAINT-MAUR
LANNOISE, Frank	Rue du Colonel Dettmer 22	7500	SAINT-MAUR
LECHANAINE, F.	Rue du Pont à Rieu 4	7500	SAINT-MAUR
LECLERCQ, M.H.	Rue du Hameau de Barges 24	7500	SAINT-MAUR
LEFEBVRE, Dominique	Rue du Colonel Dettmer 25	7500	SAINT-MAUR
LEFEBVRE, Marie-Christine	Rue Albert Asou 25	7500	TOURNAI
LEFRANCQ, Michelle	Rue du Coulant d'Eau 9	7521	CHERCQ
LEGRAND, Claudine	Place 2	7500	SAINT-MAUR
LEMAIRE, Marie Line	Place de Saint-Maur 8	7500	SAINT-MAUR
LEMOINE, Joëlle	Rue du Colonel Dettmer 38	7500	SAINT-MAUR
LEPOUTRE, Mickael	Rue de Calonne 48	7521	CHERCQ
LEYNIER, Marie-Paule	Rue du Coulant d'Eau 14	7521	CHERCQ
LIEGEOIS, Magda	Place de Saint-Maur	7500	SAINT-MAUR
MALADRY, Jérôme	Place de Saint-Maur 18	7500	SAINT-MAUR
MARTEZ, Marlène	Rue de Calonne 40	7521	CHERCQ
MARTINAGE, Thérèse	Grand Route	7640	ANTOING
MASQUILIER, J.	Rue du Colonel Dettmer	7500	SAINT-MAUR
MASQUILIER, Sébastien	Rue du Colonel Dettmer 12B	7500	SAINT-MAUR
MATHIEU, Violaine	Rue du Pont à Rieu 13H	7500	SAINT-MAUR
MATTEZ, Michel	Rue de Warnaffe 1	7500	SAINT-MAUR
MERCIER, Jean-Claude	Rue du Coulant d'Eau 10	7521	CHERCQ
MERVAILLE, Jocelyne	Rue du Colonel Dettmer 22A	7500	SAINT-MAUR
MEURIST, Alain	Rue du Colonel Dettmer 19	7500	SAINT-MAUR
MEURIST, Eric	Rue de Warnaffe 12/A	7500	SAINT-MAUR
MEURIST, Patrick	Rue Paul Pastur 85	7500	TOURNAI
MIDAVAINÉ, Jean Raoul	Rue Alexandre Dapsens 14	7536	VAULX
MINET, Benoît	Rue de Calonne 36	7521	CHERCQ
MIOT, Janine	Rue du Pont à Rieu 2	7500	SAINT-MAUR
MOHEE, Célia	Rue Ferdinand Desmons	7500	SAINT-MAUR
MONNIER, Linda	Rue du Colonel Dettmer 9	7500	SAINT-MAUR
MONTEGNIES, Annie	Place de Saint-Maur 4	7500	SAINT-MAUR
MOUREAU, Martine	Rue de Warnaffe 12	7500	SAINT-MAUR
NACKAERT, Jean Philippe	Rue du Colonel Dettmer 46	7500	SAINT-MAUR
NACKAERT, Mary Lu	Rue du Colonel Dettmer 46	7500	SAINT-MAUR
NIGRON MATTEZ, Sophie	Rue du Raheil 14	9215	SURESNES
NUYTEN, Michel	Place de Saint-Maur 4	7500	SAINT-MAUR
PARQUILION, Sabine	Rue de Warnaffe 33	7500	SAINT-MAUR
PARVACQUE, Alain	Place 2	7500	SAINT-MAUR
PEFANER, Jean	Rue du Colonel Dettmer 5	7500	SAINT-MAUR
PERSOONS, Antonne	Place de Saint-Maur 15	7500	SAINT-MAUR
PERSOONS, Bill	Place de Saint-Maur 15	7500	SAINT-MAUR
PERSOONS, Faustine	Place de Saint-Maur 15	7500	SAINT-MAUR
PERSOONS, Paul	Place de Saint-Maur 15	7500	SAINT-MAUR
PERSOONS, Roger	Chaussée de Dottignies 56	7712	HERSEAUX
PICHON, Steve	Rue du Colonel Dettmer 6	7500	SAINT-MAUR
PIRSOUL, A.	Rue du Coulant d'Eau 3	7521	CHERCQ
PONCHAU, Eveline	Rue de Wisempierre 4	7500	SAINT-MAUR
PONTEGNIE, Anne	Rue Rouppe 6	1000	BRUXELLES
PONTEGNIE, Daniel	Rue de Warnaffe 24	7500	SAINT-MAUR
PONTEGNIE, Jean-François	Rue de l'Union 2	7500	TOURNAI
PONTEGNIE, Pascale	Rue Rubens 96	1030	BRUXELLES

NAAM	Adres		
PONTHIEU, Marie-Paule	Rue de Warnaffe 24	7500	SAINTE-MAUR
POTIER, Marie-Claude	Rue du Colonel Dettmer 24	7500	SAINTE-MAUR
PREVOST, Denis	Rue du Pont d'Eau	7502	ESPLECHIN
RABAGO, M. Carmena	Rue de Warnaffe 11	7500	SAINTE-MAUR
RAPAILLE, Sania	Rue de la Farinette 9	7542	MONT-SAINTE-AUBERT
RASSENEUR, Tillie	Rue du Coulant d'Eau 11	7521	CHERCQ
REHEVE, Anne Sophie	Rue Ferdinand Desmons	7500	SAINTE-MAUR
RESSENCAM, R.	Rue du Coulant d'Eau 11	7521	CHERCQ
ROGGHE, Ariane	Rue du Colonel Dettmer 19	7500	SAINTE-MAUR
ROUPIN, Jacques	Place de Sainte-Maur	7500	SAINTE-MAUR
SAMOY, Edith	Rue du Colonel Dettmer 12B	7500	SAINTE-MAUR
SCHIETAERT, Fabienne	Place de Sainte-Maur 13	7500	SAINTE-MAUR
SCHMIDT-DAOUMER	Rue Alexandre Dapsens 10	7536	VAULX
SOTTIAUX, Anne Valérie	Rue du Pont à Rieu 5	7500	SAINTE-MAUR
SPIERS, Patricia	Rue de l'Eglise de Quartes	7540	QUARTES
SPIERS, Patrick	Rue du Coulant d'Eau 7	7521	CHERCQ
SPONTON, Alain	Rue du Colonel Dettmer 9	7500	SAINTE-MAUR
STRUBBE, Véronique	Rue du Coulant d'Eau 8	7521	CHERCQ
TACK, Michael	Résidence François Viste 21	7642	CALONNE
TAMBOUR, Marie-Claire	Rue de Wisempierre 10	7500	SAINTE-MAUR
TANGHE, Christine	Rue Ferdinand Desmons 4	7500	SAINTE-MAUR
THORN, Sabine	Rue de l'Abbaye des Chartreux	7521	CHERCQ
TIBERGHIE, Jean-Noel	Place de Sainte-Maur 28	7500	SAINTE-MAUR
TOCH, Aurélie	Rue du Colonel Dettmer 3/22	7500	SAINTE-MAUR
TOCH, Didier	Rue du Colonel Dettmers 48	7500	SAINTE-MAUR
TRANCHANT, Rosa	Rue du Coulant d'Eau 7	7521	CHERCQ
TRIFEN, Geoffroy	Rue du Pont à Rieu 5	7500	SAINTE-MAUR
VAN CROMBRUGGE, Henry	Place de Sainte-Maur 48	7500	SAINTE-MAUR
VAN DURMEN, Audrey	Rue de Wisempierre 16	7500	SAINTE-MAUR
VANDORSTENE, Stéphane	Rue du Hameau de Barges 30	7500	SAINTE-MAUR
VANHEDE, Carmen	Chaussée de Dottignies 34	7712	HERSEAUX
VERDONCK, Caroline	Place de Sainte-Maur 8	7500	SAINTE-MAUR
VERDONCK, Marc	Place de Sainte-Maur 8	7500	SAINTE-MAUR
VERHELLE, Alison	Place de Sainte-Maur 48	7500	SAINTE-MAUR
VERHEYEN, L.	Rue de Calonne 58	7521	CHERCQ
VERHOYE, Bernard	Rue Ferdinand Desmons 4	7500	SAINTE-MAUR
VERHOYE, Emilien	Rue Ferdinand Desmons,	7500	SAINTE-MAUR
VERHOYE, Hugues	Rue Germaine Devalet 48A	7500	TOURNAI
VERHOYE, Maude	Rue Ferdinand Desmons,	7500	SAINTE-MAUR
VERHOYE, Simon	Rue Germaine Devalet 48A	7500	TOURNAI
VERHOYE, Victor	Rue Germaine Devalet 48A	7500	TOURNAI
VERRAGHEN, Benjamin	Rue des Abiaux 93	7536	VAULX
VEYS, Alix	Rue de Wisempierre 2	7500	SAINTE-MAUR
VEYS, Annick	Rue du Pont à Rieu 11	7500	SAINTE-MAUR
VIFQUIN, Douce	Rue de Calonne 48	7521	CHERCQ
VISTE, J.P.	Rue du Coulant d'Eau 14	7521	CHERCQ
WADIN, Claudine	Rue du Pont à Rieu 13C	7500	SAINTE-MAUR
WERREBROUCK, Cassandre	Rue de la Houssière 3/A4	7000	MONS
WUYLENS, Bertrand	Rue du Pont à Rieu 22	7500	SAINTE-MAUR

Petitie die bij de brief van M.C. Dupont is gevoegd

ANGEL DETERMIER	Le Cours Bel Air 5	7536	VAULX
<i>Onleesbaar</i>	Rue dela Buissonnière 38	7536	VAULX
<i>Onleesbaar</i>	Rue Buissonnière 36	7536	VAULX
LUBADIER, Louis	Rue de la Buissonnière 52	7536	VAULX
SEMET, Chantal	Le Torieu	7521	CHERCQ
LECOCQ, Christiane	Avenue Renay 7	7500	TOURNAI
DREYSENS, Arlette	Rue de la Dondaine, 3	7536	VAULX
FONTAINE, Jeanne	Rue Saint-Nicolas 17	7521	CHERCQ
MABRE, Martin	Le Cours Bel Air 9	7536	VAULX
LEBRUN, Raymond	Rue Louvière 104	7530	GAURAIN
DELBECQUE, Danielle	Rue Louvière 104	7530	GAURAIN
NOULETTE, Christian	Rue de Formanoir 34	7520	TEMPLEUVE
BELLY, Sandra	Le Cours Bel Air 7	7536	VAULX
DELCOURTE, Marc	Le Cours Bel Air 7	7536	VAULX
CARPENTIER, Joel	Le Cours Bel Air 9	7536	VAULX
DESPREZ, Yves	Résidence Alf Bausier 25	7548	WARCHIN
BRAY, Jean-Michel	Rue des Abiaux 85	7536	VAULX
PANNIER, Francine	Résidence Alf Bausier 25	7548	WARCHIN
FOUCART, Laetitia	Residence Alf Bausier 25	7548	WARCHIN
CALIME, Catherine	Cours Bel Air 20	7536	VAULX
VANDERDONCKT, Suzanne	Chaussée d'Antoing 72	7500	TOURNAI
CAMBERLIN, Pamela	Rue de Calonne 89	7521	CHERCQ
ALLARD, Daniel	Rue des Marteaux	7621	LESDAIN
LETELLIER, Emmanuel	Vieux chemin de Mons 21	7536	VAULX
DENOULET, Lucien	Rue des Abiaux	7536	VAULX
VANBOUCQ, V.	Residence du Vert Mont 99	7521	CHERCQ
REMSUN, F.	Résidence du Vert Mont 99	7521	CHERCQ
LYSENS, Patrick	Rue du Canon 53	7536	VAULX
DUMONT, Brigitte	Rue du Canon 53	7536	VAULX
BERHERY, Martine	Rue Communale 24	7536	VAULX
DUPONT, Germain	Rue Communale 24	7536	VAULX
DUPONT, Marcel	Rue de la Buissonnière 24	7536	VAULX
COMBLE, Vanessa	Rue des Abiaux 10	7536	VAULX
MIDIVAINÉ, Emmanuel	Rue Alexander Dapsens 14	7536	VAULX
DUPONT, Marie Claire	Rue Alexandre Dapsens 14	7536	VAULX
DIAS FERREIRA CARLOS	Rue Alexandre Dapsens 12	7536	VAULX
DUPONT, Mauricette	Rue Alexandre Dapsens 12	7536	VAULX
MIDIVAINÉ, Jean-Raoul	Rue Alexandre Dapsens 14	7536	VAULX
MIDIVAINÉ, Gaetan	Rue des Abiaux 10	7536	VAULX
BRUNIN, Jean-Marie	Rue Alexandre Dapsens	7536	VAULX
BRUNIN, Julien	Rue Alexandre Dapsens	7536	VAULX
GABY	Chemin Vert		
COMBLEZ, Paulette	Rue Dondaine 7	7536	VAULX
SHIETSE, Gilberte	Onleesbaar		
VANDERMEERRSH, Arlette	Le Cours Bel Air 80	7536	VAULX
GIMIENS, Claudine	Le Cours Bel Air 60	7536	VAULX
LIRYNS, Jacqueline	Le Cours Bel Air 54	7536	VAULX
DELRUE, Rose Astrid	Rue des Saisonniers		
MOYART, Albert	Boulevard Bara 44	7500	TOURNAI
COENNE, Andrée	Le Cours Bel Air 41	7536	VAULX
HURBAIN-RENALTRIES	Rue Trenchon 14	7501	ESPLECHIN

LECHANTRE, Martine	Rue de la Paix	7500	TOURNAI
HENRY, Michel	Rue de la Paix	7500	TOURNAI
GAROME, Marie-Jeanne	Rue Communale	7536	VAULX
PENNEQUIN, Carine	Rue Alexandre Dapsens 2	7536	VAULX
VANDERVELDE, Claudine	Rue des Grinques 4	7536	VAULX
HAUTECOEUR, Willy	Rue de Mons	7536	VAULX
MARCHAND, Roger	Rue Communale 4	7536	VAULX
GALLEZ, Andre	Rue des Grinques 4	7536	VAULX
PIRLOT, Nelly	Rue Longue 89	7501	ESPLECHIN
DELACROIX	Résidence du Pont de l'Arche 5	7500	TOURNAI
DULUICQUEZ, Anne	Le Cours Bel Air 41	7536	VAULX

Gelet op de informatievergaderingen op 10 mei 2010 in de zaal van het Adeps, avenue du Lac 56, te 7640 Péronnes voor de gemeente Antoing en op 18 mei 2010 in het Salon de la Reine van het stadhuis van Doornik, enclos Saint-Martin 52 te 7500 Doornik, en dit overeenkomstig artikel 4 van de Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

Gelet op de overlegvergaderingen die overeenkomstig artikel 43 van de Code zijn gehouden op 23 juni 2010 in de voornoemde zaal van het Adeps voor de gemeente Antoing en op 22 juni 2010 in het Salon de la Reine van het stadhuis van Doornik voor de gemeente Doornik;

Gelet op de processen-verbaal van deze overlegvergaderingen;

Gelet op de adviesaanvraag op 11 mei 2010 gericht aan de Prefecture van de Région Nord-Pas-De-Calais, die zonder antwoord is gebleven;

Gelet op het advies dat op 9 juli 2010 werd uitgebracht door de Commission de gestion du Parc naturel des Plaines de l'Escaut;

Overwegende dat dit advies onderstreept dat het beperkt is tot de gemeenten Bruyelle en Calonne (Antoing) die als enige deel uitmaken van het Parc naturel des Plaines de l'Escaut en dat het niet aan het advies is om zich uit te spreken over de gepastheid van de herziening van het gewestplan;

Overwegende dat dit advies de noodzaak onderstreept :

— de risico's van stopzetting van de landbouwactiviteit maximaal te beperken en de gebieden die oorspronkelijk waren ingeschreven als gebieden waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan een overleg en door het voorontwerp tot herziening van het gewestplan als groengebieden werden voorgesteld, op te nemen als landbouwgebied;

— over te gaan tot een studie betreffende de mogelijkheden de gesteenten zonder mineralen te valoriseren en zodoende de enorme op te slagen volumes te verminderen;

— het gebied van de te vrijwaren voormalige steengroeven naar het westen uit te breiden;

— de in het stadium van de voorlopige goedkeuring als groengebieden voorgestelde gebieden te bestemmen tot natuurgebieden gelet op het biologische belang ervan;

— voor het geheel van deze gebieden een beheersplan uit te werken gefinancierd door HOLCIM;

— de transportband « centrum » af te schaffen en de hele materie via de transportband « noord » te laten gaan;

— de hoogspanningslijn op voldoende afstand van de woningen te verplaatsen;

— het voorstel te volgen van de auteur van de milieueffectenstudie met betrekking tot het profiel van de asymmetrisch te verwezenlijken beschermingsmuur die zacht afhelt naar het dorp Calonne en de plantaardige bedekking van deze beschermingsmuur oordeelkundig te bestuderen;

Overwegende dat dit advies eveneens diverse commentaren bevat die verbonden zijn aan het industriële project en waarmee in dit stadium rekening zal moeten worden gehouden en die hier pro memorie worden geciteerd, namelijk :

— voor de rivierhaven moet worden gestreefd naar een kwaliteitsvolle architectuur en een kwaliteitsvol landschap waarin de aspecten van langzame mobiliteit moeten worden;

— er moet een begeleidingscomité worden gecreëerd om de voorstellen en de behandeling van alle verzachtende maatregelen te volgen om de milieuhinder te verminderen en met het oog op de geregelde evaluaties van de landschappelijke weerslag van de evolutieve inrichtingen;

— er moet een bijzondere aandacht worden besteed aan het leefklimaat van de inwoners van Calonne;

— er moet een alternatief worden gezocht voor het interpretatiecircuit « Circuit du Pays Blanc » dat in het gebied is verwezenlijkt door het Natuurpark;

Gelet op het advies van de gemeentelijke commissie van advies voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van Doornik van 26 mei 2010;

Gelet op het advies van de gemeentelijke commissie van advies voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van Antoing van 21 juni 2010;

Gelet op het voorwaardelijke gunstige advies van de gemeenteraad van Antoing van 7 juli 2010;

Dat dit advies de Regering vraagt een omkeerbaarheidsclausule op te leggen indien het project niet wordt verwezenlijkt binnen de zeven jaar na de inwerkingtreding van de herziening van het plan; dat het advies eveneens – als alternatieve operationele compensatie – de invoering vraagt van een « begeleidingscomité » belast met :

— de strategische follow-up van de « steenwinnings »-ontwikkeling van het Doornikse bekken en eventueel met het opstellen van een collectieve beheersovereenkomst voor het steenwinningsgebied;

— de follow-up van de aanvullende maatregelen inzake een goed beheer van de site;

— het opstellen van een beheersschema van de gronden en de gesteenten zonder mineralen van de nieuwe steengroeve en onrechtstreeks van het geheel van de steenwinningsites »;

Gelet op het voorwaardelijke gunstige advies van de gemeenteraad van Doornik van 12 juli 2010;

Dat dit advies wordt uitgebracht op de volgende voorwaarden :

1° een voor echt verklaarde kaart opstellen van de hindercurves (geluidsdrempels, stof, trillingen enz. en de daaraan verbonden perimeters) waarbij wordt toegezien op de niet-overschrijding van de toegestane wettelijke normen;

2° de uitbatingsuren verminderen : van 6 u.-22 u. overgaan naar 7 u.- 20 u.;

3° nauwkeurige dwangsommen bepalen (bedrag/dag) in geval van niet-naleving van de vastgelegde hinderdempels en van de uitbatingen;

4° de rol van de DPE (milieupolitie) versterken met betrekking tot de follow-up en de controle van de inbreuken die verbonden zijn aan het dossier (passende meettoestellen installeren) en het transport per vrachtwagen : afdekken met een zeil, reisroute (gebruik van de industrieweg) en dit op basis van het voornoemde dwangsommechanisme;

5° de compensatiegebieden toegankelijk maken voor het publiek;

6° de bufferzones uitbreiden met een passende landschapsbehandeling en gebruik maken van de plaatselijke soort aanplantingen;

7° een deskundigenverslag opstellen van de goederen die worden getroffen door de hinder van het nieuwe ontginningsgebied (de demarche niet beperken tot de modelwoningen, nadenken over de relevante perimeter);

8° zich ertoe verbinden het ontginningsgebied in de toekomst niet verder uit te breiden;

9° ingevolge het project een moratorium invoeren met betrekking tot de toekomst van het steenwinningsbekken :

* opportuniteit van een overdenking met betrekking tot de aanmoedigingsmechanismen om te komen tot een gezamenlijk en overlegd beheer van de te ontginnen reserves door de steenwinningsexploitanten;

* opportuniteit van een overdenking met betrekking tot de weerslag op lange termijn van de steenwinningactiviteit op de karstverschijnselen en het grondwater;

* beheer nadat de exploitatie van de steengroeve is beëindigd enz.;

10° het vervoer over water bevorderen. Daartoe alle nodige maatregelen zoeken en nemen om de technische moeilijkheden te verhelpen die verbonden zijn aan het vervoer per schip en op zijn minst een grondige vergelijkende studie maken (voordelen/ongemakken) tussen het vervoer over water en per spoor en met name nauwkeuriger de hinder analyseren die verbonden is aan de spoorlaadkade;

11° de stedenbouwkundige lasten bepalen in hoofde van HOLCIM wat de herstelling van de beschadigde wegen en andere hinder betreft;

12° het groevewater valoriseren via de Transhennuyère;

13° de steengroeve opvullen (op zijn minst wat het gedeelte betreft op het grondgebied van de gemeente Doornik) op het einde van de exploitatie om ze opnieuw te bestemmen tot landbouwgebied;

14° om tegemoet te komen aan de opmerkingen van de bevolking en aan de ongerustheid die weegt op de gegrondheid van de opneming van een ontginningsgebied op de linkeroever van de Schelde wordt aan de Regering voorgesteld een clausule op te leggen inzake de omkeerbaarheid van de verwezenlijking van het project binnen de vier jaar na de inwerkingtreding van het gewestplan.

Aan de Regering wordt voorgesteld als operationele alternatieve compensatie een begeleidingscomité op te richten belast met :

* de strategische follow-up van de « steenwinnings »-ontwikkeling van het Doornikse bekken en eventueel met het opstellen van een collectieve beheersovereenkomst voor het steenwinningsgebied;

* de follow-up van de aanvullende maatregelen inzake een goed beheer van de site;

* het opstellen van een beheersschema van de gronden en de gesteenten zonder mineralen van de nieuwe steengroeve en onrechtstreeks van het geheel van de steenwinningsites »;

Gelet op de overmaking aan de Regering (i) op 22 juli 2010 door de gemeentelijke autoriteiten van Doornik en (ii) op 8 juli 2010 door de gemeentelijke autoriteiten van Antoing van de documenten vermeld in artikel 43, § 3, van de Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (Waaals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie);

Gelet op de adviezen die op 16 september 2010 werden ingewonnen bij de Commission régionale d'aménagement du territoire (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening), bij de Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable (Waaalse Milieuraad voor duurzame ontwikkeling) en bij het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke hulpbronnen en Milieu;

Gelet op het gunstig advies dat op 25 oktober 2010 werd uitgebracht door de Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable (Waaalse Milieuraad voor duurzame ontwikkeling);

Gelet op het gunstig advies dat op 10 november 2010 werd uitgebracht door de Commission régionale de l'aménagement du territoire (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening);

Gelet op het advies van de Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement - Département de l'Environnement et de l'Eau - Direction des risques industriels, géologiques et miniers - Cellule risques d'accidents majeurs (RAM) (Algemene Operationele Directie Landbouw, Natuurlijke Rijkdommen en Milieu - Afdeling Milieu en Water - Directie Industriële, geologische en mijnrisico's - Cel Zware ongevalsrisico's) van 30 september 2010, ongunstig advies met betrekking tot het oorspronkelijke voorstel tot invoering van « zones de parc » (parkgebieden) in de buurt van de Seveso-site TITA NOBEL en gunstig met betrekking tot het voorstel dat beoogde de oorspronkelijke « zones de parc » (parkgebieden) te gebruiken als « zones d'espace vert » (groengebieden);

Overwegende dat de Conseil wallon pour l'environnement et le développement durable (Waaalse Milieuraad voor duurzame ontwikkeling) verlangt dat de volgende aanbevelingen van de auteur van de milieueffectenstudie in aanmerking worden genomen :

— een nieuw beheersplan aannemen voor de gronden en gesteenten zonder mineralen, dat het met name mogelijk zal maken het grote biologische belang te beschermen van bepaalde gedeelten van de voormalige steengroeven met inachtneming van de fasering die verbonden is aan de uitgestelde compensatiegebieden. De fasering van de opvulling van een gedeelte van de du Milieu-steengroeve zal de geleidelijke omzetting ervan in kwaliteitsvol natuurgebied mogelijk moeten maken; het noord-westelijk gedeelte ervan, opgenomen als site Natura 2000, moet worden beschermd;

— afzien van de transportband « centrum » en de stroom overbrengen naar de transportband « noord », met overdruk die het gebruik van het ontginningsgebied beperkt tot de installatie van de transportband;

— zich vergewissen van de landschappelijke integratie en van de esthetische kwaliteit van de transportband « noord » ter hoogte van het dorp Calonne;

— de landbouwactiviteit zo lang mogelijk in stand houden voor de niet-geëxploiteerde percelen en opteren voor de omzetting van de gebieden waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan een overleg van Calonne in landbouwgebied;

— de wegen van Warnaf en van de Vieux Moulin omleiden zodat zij de toekomstige steengroeve omzeilen en voorzien in een goede herinrichting van de loop van de Ravel ter hoogte van de scheeploodzone;

— het tracé van de hoogspanningsleiding wijzigen en daarbij erop toezien dat de opzettingsverliezen tot het minimum worden verminderd en dat het tracé wordt goedgekeurd door ELIA;

— in het kader van de eenmalige vergunning afzien van het transport per schip van de stenen die bestemd zijn voor de productie van klinkers en het treinvervoer ervan verzekeren. In deze context zou een nauwkeurige studie moeten worden gemaakt van de effecten (geluid, stof) van het prehomogeneisatiestation en van de zone voor het laden van de wagons. Er zullen maatregelen moeten worden overwogen om de omwonenden van de spoorweglijn (Vaulx, Antoing) te beschermen; vooral indien in de doorvoerzone nachttransporten worden overwogen;

— in het kader van de eenmalige vergunning zich vergewissen van de stabiliteit van de beschermingsmuren, van de risico's voor grondverschuivingen en van de landschappelijke ordening (continuïteit van het reliëf, soort aanplantingen en structurering ervan) met hun oog op de goede integratie ervan. De weerslag van de hoogte van de beschermingsmuur op de zichtbaarheid van het bestaande windmolenpark zal eveneens moeten worden geanalyseerd; net zoals de effecten op de afzetting van het stof met het oog op de bescherming van het dorp Calonne;

Overwegende dat de Commission régionale de l'aménagement du territoire (Gewestelijke Commissie voor ruimtelijke ordening) in haar advies onderstreept :

— dat bijzondere zorg moet worden besteed aan de landschappelijke ordening die zal worden verwezenlijkt, dat zal moeten worden toegezien op het profiel van de beschermingsmuur om elk stabiliteits- en afwateringsprobleem te vermijden en dat de aan te planten groengebieden zorgvuldig zullen moeten worden gekozen;

— dat het nodig is de lengte van de sporen in te perken zoals voorgesteld door de auteur van de milieueffectenstudie, aangezien deze maatregel de efficiëntie van het spoorwegvervoer niet ten goede zou komen;

— dat zij niet instemt met het voorstel van de gemeenteraden van Doornik en Antoing die de Regering suggereren een omkeerbaarheidsclausule op te leggen en van oordeel is dat men op het grondgebied een langetermijnvisie moet hebben en de belangrijke afzetting die op deze plaats aanwezig is, moet worden beschermd;

— dat zij voorstander is van het voorgestelde gefaseerde compensatiemechanisme;

— dat zij de aanbevelingen van het DNF (Département de la Nature et des Forêts B Agentschap voor natuur en bos van het Waals Gewest) bijtreedt, die beogen de noordelijke, zuidelijke en oostelijke uitlopers van het zuidwestelijke gedeelte van de voormalige Cinq Rocs-steengroeven als natuurgebied op te nemen in plaats van het groengebied enerzijds en het gedeelte van de voormalige steengroeven « Californie », « Requiem », « Vicaire » en « Bruyelle » die gelegen zijn op het grondgebied van Antoing (Calonne en Bruyelle) op de linkeroever van de Schelde anderzijds;

— dat wat de voormalige Californie-steengroeve betreft, zorg moet worden gedragen voor de hellingen die een nestplaats vormen voor de oehoe;

— dat het tracé van de hoogspanningslijn door ELIA wordt gevalideerd en wordt geoptimaliseerd volgens het industriële project opdat de efficiënte exploitatie van de afzetting zou worden gegarandeerd;

— dat het opportuun zou zijn een beheerschema op te stellen voor het steenwinningsgebied in overleg met de verschillende actoren, maar dat de zorg daarvoor niet enkel bij HOLCIM moet worden gelegd;

Overwegende dat de Waalse Regering, na de klachten te hebben onderzocht die werden geformuleerd in de loop van het openbaar onderzoek en de meningen die werden geuit na afloop ervan, van plan is er de volgende antwoorden op te geven;

Economisch gedeelte

Overwegende dat wat het economische gedeelte van het project betreft, de klachten in hoofdzaak betrekking hadden op de kwesties van de behoeften (betreffende de bestaande afzettingen, de noodzaak een globale en langetermijnvisie te hebben op het steenwinningsgebied en de vervangbaarheid van de materialen), de werkgelegenheid en het transport;

De toereikendheid van de bestaande afzettingen

Overwegende dat bepaalde klachten erop wezen dat de bestaande afzettingen toereikend zouden zijn;

a) Overwegende dat in dit opzicht reclamanten van oordeel zijn dat de kwestieuze afzetting niet noodzakelijk zou zijn wegens het feit dat er tal van afzettingsreserves bestaan (waarvan er sommige niet worden geëxploiteerd), aangezien het principe van het spaarzame gebruik van de bodem en artikel 1 van de Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie) niet worden nageleefd; dat volgens hen eerst de bestaande ontginningsgebieden zouden moeten worden geëxploiteerd in plaats van een nieuwe steengroeve te openen; dat zij zich overigens vragen stellen bij de haalbaarheid van een nieuwe afzetting in de buurt van Obourg;

b) Overwegende dat reclamanten vragen dat een kwantificering wordt gemaakt van de nog bestaande reserves (hoeveelheid en duur), waarin de reserves van Cimescaut zouden moeten worden opgenomen;

c) Overwegende dat reclamanten zich vragen stellen bij het feit dat HOLCIM een concurrerende vennootschap (CCB Italcimenti) steunt via de « Société des carrières du Tournaisis » en niet de eigen behoeften in Obourg steunt;

d) Overwegende dat reclamanten zich afvragen waarom men zich zou verbinden tot een ontginningsgebied voor 80 jaar terwijl een eerste exploitatieschijf van 30 ha, met mogelijke uitbreidingsgebieden HOLCIM zou toestaan deze komende 20 jaar zorgeloos door te maken en de toekomst tegemoet te zien rekening houdend met de eisen op dat ogenblik;

ANTWOORDEN

Overwegende dat HOLCIM in zijn aanvraagdossier vermeldde dat de minimale reserves die nodig zijn voor de verwezenlijking van zware investeringen met het oog op de modernisering van zijn installaties, voor langer moesten zijn dan 50 jaar, dat de behoefte aan klinkerstenen die nodig zijn voor de voorgenomen jaarproductie van 2 miljoen ton klinkers (aangekondigd streefcijfer) 3,2 miljoen ton per jaar bedraagt, dat deze klinkerstenen worden verkregen door het mengen van stenen die in hoofdzaak afkomstig zijn van rijke geologische banken met in mindere mate armere stenen, dat de exploitatie van deze banken de voorbereidende ontginning vereist van aanzienlijke volumes ontsluitingsgronden en granulaten;

Overwegende dat HOLCIM in het Waals Gewest in het ontginningsgebied niet over terreinen beschikt waarvan de onderliggende kalksteenafzetting voldoet aan de voornoemde eisen qua levensduur;

Overwegende dat HOLCIM zijn industrieel apparaat tegen 2016 moet ontwikkelen om zich te richten naar de nieuwe grensuitstootwaarden die door het IPPC worden opgelegd en om het hoofd te bieden aan de verzwarende van de mechanismen inzake gratis toewijzing van broeikasgasquota's, waarbij de voorkeur wordt gegeven aan een radicale wijziging van zijn industrieel proces om van de natte methode over te stappen op de droge methode, wat een investering vergt van meerdere honderden miljoenen euro;

Overwegende dat er geen reëel alternatief bestaat voor de ligging van het project tot herziening van het gewestplan;

Dat immers zoals door het besluit van 19 december 2008 houdende beslissing tot herziening van het gewestplan, het voortbestaan van de klinkerproductie in de site van Obourg op middellange- en lange termijn wordt bedreigd onder meer door het feit dat :

1. de krijtafzettingen van Obourg tegen 2020 zullen zijn uitgeput;
2. de klinker momenteel wordt geproduceerd met behulp van ovens volgens de « vochtige methode », die meer energieverwendend zijn dan ovens volgens de « droge methode »;
3. vanaf 2013 heel dwingende Europese reglementeringen inzake de vermindering van de CO₂-uitstoot van toepassing zullen zijn (ES, fase 1, p. 45);

Dat de vennootschap HOLCIM overweegt haar klinkerovens volgens de « vochtige methode » die in de site van Obourg aanwezig zijn, te vervangen door een oven volgens de « droge methode »; dat dit impliceert dat een afzetting van weinig vochtige kalksteen en met een hoog calciumcarbonaatgehalte moet worden gevonden; dat deze afzetting bovendien aanzienlijke reserves moet bevatten om het enerzijds mogelijk te maken te voldoen aan de behoeften en om

anderzijds de rentabilisering mogelijk te maken van de investeringen die zijn gedaan in de installaties; dat de in aanmerking genomen site wegens voor de hand liggende mobiliteitsredenen eveneens toegankelijk moet zijn via het water of het spoor en een beheer moet mogelijk maken van de gesteenten zonder mineralen en ontsluitingsgronden (ES, fase 1, p. 45);

Dat bovendien, zoals werd onderstreept door het besluit van 1 april 2010 tot voorlopige aanneming van de herziening van het gewestplan de opnemings van een ontginningsgebied voor een duur van meer dan de 30 jaar die door het GROEP werden voorzien, niet valt onder niet-zuinig beheer van de bodem en ondergrond, maar wordt gemotiveerd door de noodzaak de werking van de nieuwe oven te kunnen garanderen tijdens een voldoende lange periode om de rentabiliteit te verzekeren B en tegelijk de verwezenlijking B van de investering;

Overwegende dat volgens de milieueffectenstudie die door het Bureau ARIES werd gemaakt met betrekking tot het voorontwerp tot herziening van het gewestplan de kwaliteit van de steenkoolhoudende kalk waaruit de ondergrond van de regio Antoing-Doornik is samengesteld het mogelijk maakt steen te produceren bestemd voor de productie van klinkers die absoluut noodzakelijk zijn voor de fabricage van cement, maar ook van de granulaten bestemd voor de behoeften voor het hele bouwbedrijf (burgerlijke bouwkunde, beton, wegdek,...); dat de exploitatie van de kalksteenafzetting die door het industrieel project wordt beoogd tot doel zal hebben een bestaande industriële activiteit in stand te houden (in hoofdzaak de cementfabriek van Obourg), maar ook alle activiteiten die verbonden zijn aan de granulaathandel (RNT p. 17);

Dat de kenmerken van de kalkrotsen waaruit de ondergrond is samengesteld van het gebied waarin het project kadert, bekend zijn; dat het zuivere, grijszwarte tot zwarte, al dan niet sterk fossielhoudende, soms meer kleiachtige carbonaten betreft met een gemiddelde dichtheid van 2,6 t/m³ dat de aanwezige geologische horizonten (formaties en leden) kwantitatief en kwalitatief verenigbaar zijn met het concept van een continue dubbele productie (granulaten en klinkers) (ES, fase 1, p. 53);

Dat voor de analyse van de kwestieuze afzettingsreserves de auteur van de milieueffectenstudie de berekeningsmethode evalueerde die door de aanvrager in het aanvraagdossier van het voorontwerp werd voorgesteld; dat volgens de aanvrager het CaO-gehalte hoger moet zijn dan 43 % en het MgO-gehalte lager moet zijn dan 1,5 %; dat het door de aanvrager voorgestelde exploitatieschema hem toestaat een productieduur te garanderen van 57 jaar voor de klinker en van 71 jaar voor de granulaten (ES, fase 1, p. 112); dat volgens de berekeningsmethode van de auteur van de milieueffectenstudie deze productieduur 62 jaar zou bedragen voor de klinker en 63 jaar voor de granulaten; dat de auteur van het onderzoek concludeert dat de ramingen van de aanvrager van dezelfde orde van grootte zijn als de zijne en dat zij werden verwezenlijkt op basis van een verschillende benadering en een verschillende berekeningsmethode; dat hij bijgevolg besluit tot een goede overeenstemming (ES, fase 1, p. 117);

Overwegende dat de milieueffectenstudie waarop het ontwerp van het gewestplan is gebaseerd dat door de Waalse Regering op 1 april 2010 werd goedgekeurd, de sociaal-economische rechtvaardiging van de opnemings van een ontginningsgebied in het gewestplan heeft geanalyseerd; dat het eveneens de validatie van de ligging van het voorontwerp heeft onderzocht en de liggingsvarianten heeft gezocht en geanalyseerd;

Dat in het kader van de evaluatie van de potentialiteiten van het gewestplan de auteur van de milieueffectenstudie heeft verduidelijkt dat twee parameters medebepalend zijn in de karakterisering van de aard van de afzetting: dat het enerzijds gaat om de samenstelling van de rots (noodzaak van een kalkrots met een hoog CaO-gehalte) en anderzijds om het beschikbare rotsvolume (een minimumvolume opdat de exploitatie leefbaar is) (ES, fase 1, p. 75);

Overwegende dat er bovendien volgens de milieueffectenstudie momenteel op het gewestplan geen enkel ontginningsgebied bestaat met een voldoende oppervlakte (niet-geëxploiteerd of dat niet het doel is van een exploitatieproject) en dat een kwaliteitsvolle afzetting beslaat die vergelijkbaar is met die welke door het voorontwerp wordt beoogd (RNT, p. 17);

Dat de auteur van de milieueffectenstudie er immers aan herinnert dat in België enkel in Wallonië in de ondergrond kalksteen voorhanden is op een geringe diepte; dat bijgevolg de onderzoeken in deze regio werden gevoerd (ES, fase 1, p. 75);

Dat wat de beschikbare reserves betreft, hij onderstreept dat het gezochte ontginningsgebied een minimumoppervlakte moet hebben om 64 miljoen m; hoogwaardige kalksteen te bevatten die nodig zijn voor de leefbaarheid van de installaties die worden gepland in het kader van de omschakeling van de natte methode op de droge methode op de site van Obourg; dat indien men een winningsput met een diepte van 140 m overweegt (dit is ongeveer 7 overlopen van 20 m) het gebied dus een oppervlakte moet hebben van ongeveer 100 ha om de behoeften te dekken die door de vennootschap HOLCIM België worden voorgesteld (ES, fase 1, p. 75);

Dat hij aangeeft dat er bijgevolg een eerste selectie werd gemaakt om enkel de ontginningsgebieden over te houden met een oppervlakte van meer dan 100 ha; dat de auteur van de milieueffectenstudie heeft vastgesteld dat slechts 24 ontginningsgebieden een oppervlakte van meer dan 100 ha hebben; dat in een tweede fase een vergelijking met de geologische kaart van België het heeft mogelijk gemaakt de gebieden af te zonderen met dezelfde geologische horizon als het gebied dat wordt beoogd door het voorontwerp tot herziening van het gewestplan, namelijk steenkoolhoudende kalk; dat de auteur heeft vastgesteld dat binnen de 24 voorafgaande geosectioneerde gebieden, enkel 11 ontginningsgebieden koolhoudend kalk dekken. dat tot slot werd nagegaan of deze gebieden niet werden geëxploiteerd of door een concurrerende onderneming werden beoogd; dat ingevolge de analyse van deze 11 gebieden hij heeft geconcludeerd dat er momenteel op het gewestplan geen enkel ontginningsgebied bestaat met een voldoende oppervlakte en met een afzetting die vergelijkbaar is met die welke door het project wordt beoogd en dat niet wordt geëxploiteerd of dat niet het doel is van een exploitatieproject waarbij de vennootschap HOLCIM geen ontvangende partij zou zijn (ES, fase 1, p. 75 e.v.);

Dat dit wordt bevestigd door de Commission régionale d'aménagement du territoire (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening) in haar gunstig advies van 10 november 2010, volgens hetwelk « de analyse die werd gemaakt in het kader van de milieueffectenstudie heeft toegestaan aan te tonen dat er momenteel op het gewestplan geen enkel reëel alternatief in ontginningsgebied bestaat met een voldoende oppervlakte en met een afzetting die vergelijkbaar is met die welke door het project wordt beoogd en dat niet wordt geëxploiteerd of dat niet het doel is van een exploitatieproject waarbij de vennootschap HOLCIM geen ontvangende partij zou zijn »;

Dat in het kader van het zoeken van alternatieven de auteur van de milieueffectenstudie heeft aangetoond dat er geen alternatief is voor de ligging van het voorontwerp tot herziening van het gewestplan; dat het enige aangestipte gebied (gelegen in de nabijheid van het bos van Bataille tussen Bleton en Péruwelz), hoewel het theoretisch verenigbaar is vanuit het standpunt van de geologie en het omvang, heel aanzienlijke uitvoeringsmoeilijkheden vertoont (de etappen inzake de aankoop van de terreinen, inzake bodemonderzoek, ... nemen heel veel tijd in beslag en de resultaten ervan zijn onzeker), alsook bepaalde technische verplichtingen (moeilijke opslag van de gesteenten zonder mineralen en moeilijke verbinding met de spoorweg); dat de milieueffectenstudie van mening is dat deze alternatieve afzetting niet kan worden beschouwd als een alternatieve ligging aangezien het industriële project en in het bijzonder de heel aanzienlijke investeringen om de cementfabriek van Obourg te verbeteren en te ontwikkelen, volledig weer op losse schroeven zou zetten (RNT, p. 21; ES, fase 1, p. 133);

Overwegende dat het bijgevolg onmogelijk lijkt dat dit gebied het gebied dat door het voorontwerp wordt voorgesteld, zou kunnen vervangen;

Overwegende dat HOLCIM op de du Milieu-steengroeve die haar toebehoort, nog slechts de beschikking heeft over klinkervolumes beperkt tot minder dan 50 miljoen ton en dat dit volume in 1999 het voorwerp is geweest van een akkoord van overdracht aan CCB; dat de volumes die tussen 1999 en 2020 ter beschikking van CCB worden gesteld, vanaf 2020 het voorwerp zullen zijn van een teruggave in de vorm van enkel arme stenen, die ongeschikt zijn voor de klinkerproductie, maar valoriseerbaar als granulaten; dat deze steengroeve tussen 2012 en 2020 jaarlijks ongeveer 11 miljoen ton gemalen kalksteen zal produceren, waarna haar productie tot op het einde van haar bestaan in 2035 drastisch zal dalen tot ongeveer 2,5 miljoen ton; dat de du Milieu-steengroeve over een groot gedeelte van haar grondgebied ontsluitingsgronden zal ontvangen die afkomstig zijn van de linkeroever maar ook van de steengroeven van Antoing;

Overwegende dat HOLCIM dit akkoord heeft afgesloten in een context die destijds geenszins de strengere milieuverplichtingen die nu gelden liet voorzien, met name inzake CO₂, die in ruime mate gunstig zijn voor de exploitatie van klinkerovens die worden gestookt met kalksteen, eerder dan ovens volgens de « natte methode » die worden gestookt met krijt;

Overwegende dat de afzetting van Barry toebehoort aan de concurrerende cementgroep Italcementi en dat, buiten van de volumes granulaatstenen die aan HOLCIM moeten worden teruggegeven, een toegang tot hun reserves klinkerstenen niet denkbaar is in het kader van hun industriële concurrentie en hun strategische positionering; dat de toegang tot de stenen van deze afzetting enkel met de bedoeling de bevoorrading van de cementfabriek van CCB in Gaurain in stand te houden, een gigantisch werk zal vereisen op het vlak van blootlegging en ontginning van de bovenste geologische banken die te arm zijn aan calciumcarbonaat en die dus enkel valoriseerbaar zijn als granulaten, wat ongeveer 10 jaar voorbereidend werk zal vereisen; dat deze periode en de te ontginnen voorbereidende volumes granulaatstenen exponentieel zouden stijgen met de toename van het vanaf deze site te ontginnen volume klinkerstenen indien zou moeten worden voorzien in de behoeften van CCB en HOLCIM; dat de steengroeve geen enkele mogelijkheid biedt van rechtstreekse en dus economisch en uit milieuoogpunt levensvatbare aansluiting op de spoorweg of op het Waalse riviernetwerk; dat de gemeenschappelijke activiteit van de SCT zal tenietgaan de dag dat HOLCIM zijn volledig volume granulaatstenen zal hebben gerecupereerd; Dat de milieueffectenstudie bovendien verduidelijkt dat het alternatief dat beoogt de kalksteen of de klinker te importeren, zowel uit economisch als uit ecologisch standpunt niet realistisch is gelet op de transportkosten die financieel en ecologisch te hoog zouden zijn (ES, fase 1, p. 133);

Overwegende dat volgens de milieueffectenstudie het project bijgevolg gerechtvaardigd is gelet op de behoefte, de vraag en de potentialiteiten van het gewestplan; dat na analyse de Regering deze overwegingen samenhangend en gegrond acht; dat zij daarom het standpunt van de auteur van de milieueffectenstudie bijtreedt;

Overwegende dat artikel 1 van de Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie) aangeeft dat het Gewest tegemoet komt aan de sociale, economische, patrimoniale, energetische, mobiliteits- en milieubehoefte van de gemeenschap via het kwalitatieve beheer van het leefklimaat, het zuinige beheer van de bodem en zijn rijkdommen, het energetisch beleid van de stedenbouw en van de gebouwen en door het behoud en de ontwikkeling van het cultureel, natuurlijk en landschappelijk patrimonium;

Dat daaruit blijkt dat het aan het Gewest is om te proberen te streven naar een juist evenwicht tussen de verschillende doelstellingen beoogd in artikel 1, lid 1 van de Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie) en dat de economische activiteit zich moet ontwikkelen in samenhang met andere bekommernissen;

Overwegende dat, zoals wij daar hieronder op zullen terugkomen, het Waalse Gewest over een instrument beschikt dat de inventaris opmaakt van de steengroeven in Wallonië en de vooruitzichten van de sector evalueert, rekening houdend met de verplichtingen van een duurzame ruimtelijke ordening; dat deze inventaris een kwantificering bevat van de bestaande reserves; dat dit instrument dienstig is voor het beleid tot herziening van de gewestplannen betreffende de steengroeven;

Dat het ontwerp waarop de herziening van het gewestplan betrekking heeft zoals al door de Waalse Regering werd onderstreept ter gelegenheid van de voorlopige aanneming van de herziening van het gewestplan, toestaat :

- de exploitatie te verzekeren van de materialen die als productiemiddelen dienen in meerdere belangrijke domeinen van de Waalse economie en deel te nemen aan de ontwikkeling van belangrijke specifieke troeven van Wallonië met als logisch gevolg het creëren van werkgelegenheid;

- de vervanging te verzekeren van de twee huidige ovens via de « natte methode » van de cementfabriek van Obourg door een oven via de droge methode die beter presteert op energie- en milieuvlak; dit gecombineerd met het gebruik van een alternatieve transportmodus voor het wegvervoer om de steen die bestemd is voor de productie van klinkers naar de cementfabriek te vervoeren, draagt bij tot de verbetering van het levensklimaat van de gemeenschap;

- de kwaliteit te handhaven van de mobiliteit van de gebruikers van het wegennet en de toegankelijkheid van het Waalse grondgebied;

- het geheel van de afzetting te valoriseren die zal worden ontgonnen, waarbij zowel de valorisatie van de steen met een hoog calciumcarbonaatgehalte als deze van mindere kwaliteit in granulaatsteen wordt verzekerd, wat zodoende een zuinig en rationeel gebruik van de rijkdommen van de ondergrond verzekert;

Overwegende dat het feit dat eenzelfde ontginningssite meerdere industriële exploitanten bevoorraadt B ook al zijn het concurrenten B voldoet aan de verplichtingen die op het Gewest wegen om te voldoen aan de voornoemde behoeften door het zuinige gebruik van de bodem en de rijkdommen ervan;

Overwegende dat op het ogenblik dat HOLCIM via de vennootschap « Les Carriers du Tournaisis » met CCB een akkoord sloot betreffende de exploitatie van de du Milieu-steengroeve, d.i. in 1999, de verplichtingen in termen van CO₂-uitstoot voor de cementindustrieën vrijwel onbestaande waren; dat het pas ten gevolge van de versterking van het reglementaire kader betreffende de verminderingen van de broeikasgassen was dat HOLCIM zijn strategie wijzigde en overging tot de vervanging van zijn ovens « via de natte methode » in Obourg door een oven « via de droge methode » waarvoor hoeveelheden steen nodig waren bestemd voor de productie van klinkers waarover de du Milieu-steengroeve in elk geval niet beschikt;

Overwegende dat de afzettingen rijkdommen zijn die niet rekbaar noch verplaatsbaar zijn; dat de keuze van een site afhangt van objectieve criteria zoals de kenmerken van de afzetting (in termen van kwaliteit en kwantiteit die kunnen worden bepaald door de geologische kaart, door boringen, ...), de exploitatiebaarheid van de afzetting (de omvang van de reserves, de lithologische voorspelbaarheid, de rationele exploitatie van het grondwater,...);

Dat de exploitatieplaats zich dus opdringt aan de exploitanten aangezien zij afhangt van de ligging van de afzetting;

Dat tot slot het ontwerp voorziet in de valorisatie van de hele afzetting, zowel de steen met een calciumcarbonaatgehalte voor de klinker als deze van mindere kwaliteit voor de granulaatsteen;

De noodzaak van een globale langetermijnvisie op het steengroevegebied

Overwegende dat sommige klachten gewag maakten van de noodzaak een globaal en langetermijnvisie te hebben op het steengroevegebied;

a) Dat in dit opzicht reclamanten suggereren een moratorium in te stellen en een debat ten gronde te voeren om een nieuw toekomstcontract op te stellen over wat er met het steengroevegebied moet gebeuren; dat de gemeente Doornik zelfs wenst dat een verbintenis wordt aangegaan om het ontginningsgebied in de toekomst niet verder uit te breiden;

b) Dat het gemeentelijk structuurplan van Doornik een langetermijnbeheersschema voor het steengroevegebied aanbeveelt, in overleg met de ondernemingen en de gemeente Antoing; dat een overweging van dit type werd gemaakt in het kader van de uitwerking van het gewestplan; dat het logisch zou zijn dat het gewest zich voorziet van een referentiestudie betreffende de problematiek van de kalksteenafzettingen met het voordeel aan de gemeenschap de langetermijnvooruitzichten duidelijk aan te kondigen;

c) Dat reclamanten zich vragen stellen bij het globale beheer van de ontginningsprojecten en bij het bestaan van een persoon die deze projecten in hun geheel beheert (in plaats van ze afzonderlijk te beschouwen);

d) Dat bepaalde reclamanten het creëren van een nieuwe afzetting op de linkeroever niet opportuun achten, gezien er een stilzwijgend akkoord bestaat tussen de steengroeve-exploitanten en de betrokken gemeenten om de ontginningsactiviteit enkel op de rechteroever te ontwikkelen; dat het gewestplan werd opgesteld ingevolge een akkoord in de jaren 70 tussen de steengroeve-exploitanten en de gewestelijke en gemeentelijke autoriteiten met betrekking tot het principe om ontginningsactiviteiten te organiseren ten oosten van Calonne;

Dat reclamanten de nadruk leggen op het feit dat een verhoogde samenwerking tussen de steengroeven van Antoing en het Doornikse om de reserves te exploiteren die beschikbaar zijn op de rechteroever, zou toestaan de nieuwe ontginning te vermijden;

Overwegende dat de gemeentelijke autoriteiten van Antoing en Doornik aanraden een omkeerbaarheidsclausule op te leggen in geval van niet-verwezenlijking van het project van HOLCIM binnen een termijn van respectievelijk 7 en 4 jaar na de definitieve aanneming van het gewestplan;

ANTWOORDEN

Overwegende dat wat de globale langetermijnvisie op het steengroevegebied betreft, in een streven naar een zuinig beheer van de rijkdommen van de ondergrond en naar een duurzame ontwikkeling, het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Patrimonium en Energie van het Waalse Gewest het « Laboratoire d'analyses litho-et zoostratigraphiques » van de afdeling van de universiteit van Luik de opdracht heeft toevertrouwd een inventaris op te maken van de bestaande ontginningsites en de nieuwe potentiële afzettingen te identificeren en tegelijk de behoeften vast te leggen; dat deze opdracht die leidde tot de studie met als titel « Inventaire des ressources du sous-sol et perspectives des besoins à terme des industries extractives de Wallonie » verliep tussen 1995 en 2001; dat deze studie in 2010 werd bijgewerkt;

Overwegende dat het Gewest dus beschikt over een globale visie op de bestaande situatie, de exploitatievooruitzichten en de potentiële afzettingen op de schaal van het grondgebied en dit voor alle in Wallonië ontgonnen substanties; dat tegelijk, zoals al eerder vermeld, de milieu-effectenbeoordeling die werd verwezenlijkt in het kader van deze herziening van het gewestplan – in het kader van de studie van de sociaal-economische rechtvaardiging van het project – de mogelijkheden van het gewestplan onderzocht en besloot tot de noodzaak het betrokken ontginningsgebied te creëren;

Overwegende dat het ontwerp van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz dat op 7 januari 1976 werd aangenomen, het gebied dat nu door de herziening van het gewestplan wordt beoogd, al was opgenomen als onderzoeksareaal voor steengroeven, gelet op de kwaliteit van de ondergrond en de mogelijkheden tot ontginning van de afzetting; dat de onderzoeksarealen voor steengroeven echter niet werden opgenomen in het gewestplan gelet op het advies van van de Commission régionale d'aménagement du territoire (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening) van 8 juli 1980 dat aangaf dat gelet « op hun louter indicatieve waarde, de onderzoeksarealen voor steengroeven werden geschrapt » aangezien « de bescherming van de afzettingen perfect verzekerd wordt door het behoud van de betrokken gronden als landbouwgebied »;

Overwegende dat in haar advies van 10 november 2010 betreffende deze herziening de Commission régionale d'aménagement du territoire (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening) met betrekking tot de afzetting op de linkeroever onderstreept dat « Gelet op de fysieke verplichtingen een ontwikkeling van de ontginningsactiviteit op de rechteroever van de Schelde niet meer mogelijk lijkt boven op de al toegekende vergunningen ». Bovendien stelt de Commission régionale d'aménagement du territoire ((Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening) vast dat de hoeveelheid en de kwaliteit van de steenkoolhoudende kalkafzettingen werden onderstreept, zowel door de inventaris van de rijkdommen van de ondergrond van het Waalse Gewest als door de exploratieboringen »;

Overwegende dat inzake samenwerking en zuinig beheer van de reserves van de ondergrond het industriële project dat aan deze herziening van het gewestplan ten grondslag ligt, duidelijk bepaalt dat de steen bestemd voor de klinker enerzijds de HOLCIM-cementfabriek in Obourg zal bevoorraden en anderzijds de cementfabriek van de steengroeven van Antoing; dat de granulaatsteen van zijn kant niet alleen HOLCIM moet bevoorraden maar ook andere industriële exploitanten, de aandeelhouders van de steengroeven van Antoing (ES, fase 1, p. 27); dat een gedeelte van de granulaatsteen net zoals nu het geval is, per schip zal worden vervoerd (RNT, p. 52);

Overwegende dat een toegenomen samenwerking tussen de steenhouders het niet zo mogelijk maken de opname van een nieuw ontginningsgebied op de linkeroever van de Schelde te voorkomen; dat HOLCIM in het kader van de exploitatie van de « Grande Mer-steengroeve » al samenwerkt met CCB; dat hoe dan ook de reserves die beschikbaar zijn in de Grande Mer-steengroeve, niet toestaan het hoofd te bieden aan de behoeften die voortvloeiën uit het project van HOLCIM zoals hiervoor uiteengezet.

Overwegende dat wat betreft de verbintenis het ontginningsgebied in de toekomst niet verder uit te breiden en het opleggen van een moratorium, een dergelijke maatregel strijdig zou zijn met artikel lid 1 van de Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie), die het Gewest gelast tegemoet te komen aan de economische behoeften van de gemeenschap en dit des te meer omdat inzake rijkdommen van de ondergrond de geografische ligging van de ontginningsmogelijkheden van laatstgenoemde een essentiële verplichting is bij het bepalen van de mogelijke opties;

Overwegende dat de Commission régionale d'aménagement du territoire (Gewestelijke Commissie voor ruimtelijke ordening) in haar advies van 10 november 2010 aangeeft dat zij « geen voorstander is van het voorstel van de gemeenteraden van Doornik en Antoing, die de Waalse Regering suggereren een omkeerbaarheidsclausule op te leggen en de verwezenlijking van het project binnen de 4 of 7 jaar »; dat zij « onderstreept dat de milieueffectenstudie het bestaan heeft aangetoond van een belangrijke afzetting op die plaats en zij van oordeel is dat die moet worden beschermd »; dat zij toevoegt dat zij « meent dat de herziening van het gewestplan zich baseert op een herziening van het grondgebied op lange termijn »;

Overwegende dat de Regering het advies van de Gewestelijke Commissie op dat punt niet bijtreedt; dat voor zover de herziening van het plan impliceert dat de opneming van een nieuw ontginningsgebied op de linkeroever van de Schelde wordt gemotiveerd door het industriële project van HOLCIM, waarvoor geen enkele alternatieve afzetting kon worden geïdentificeerd en door de noodzaak het voortbestaan te verzekeren van de werkgelegenheid in de cementfabriek van Obourg, de opneming van het nieuwe ontginningsgebied moet worden ondergeschikt gemaakt aan de effectieve verwezenlijking van de aangekondigde investeringen; dat zij bijgevolg voorziet in de omkeerbaarheid van bestemmingen en bijkomende voorschriften die verbonden zijn aan de verwezenlijking van het industriële project;

Overwegende dat de toepassing van de omkeerbaarheidsclausule beperkt is tot het aanzienlijke begin van de werkzaamheden (5 jaar) en tot het in exploitatie nemen met betrekking tot de eerste vergunningen (7 jaar) die vereist zijn voor het onderliggende industriële project, zijnde, enerzijds, de eenmalige vergunning die vereist is voor de ontginning van de door huidige besluit beoogde steengroeve en, anderzijds, de eenmalige vergunning die nodig is voor de bouw en de exploitatie van de oven volgens de « droge methode »;

De vervangbaarheid van de materialen

Overwegende dat bepaalde klachten betrekking hadden op de vervangbaarheid van de materialen;

a) Dat in dit opzicht reclamanten zich afvragen of de granulaatsteen en het cement materialen zullen zijn die binnen een vijftigtal jaar nog zullen worden gebruikt; dat volgens sommigen de behoeften aan ontgonnen materialen (granulaatsteen en cement) niet gebleken zijn op lange termijn gelet op de evolutie van de componenten van cement en de bevoorradings met buitenlandse cement; dat zij aangeven dat de economische en financiële rationaliteit op lange termijn wordt gehypothekeerd; dat men volgens sommigen tegelijk moet nadenken over de toekomst van de steen, van het cement en van de plaatselijke bevolking rekening houdend met de werkgelegenheid, het milieubehoud, het doordachte beheer van de rijkdommen op middellange en lange termijn, de optimalisatie van de bestaande reserves, de verplichting tot samenwerking tussen de ondernemingen en de methodische en niet-wanordelijke exploitatie van de afzetting;

b) Dat een reclamant het gebruik en de valorisatie aanraadt van de Doornikse steen als natuursteen voor de verschillende gebruiken in de bouw, in plaats van hem te valoriseren door hem te verwerken tot cement en tot kalk en er steenslag mee te produceren; dat dit de volgende voordelen biedt : restauratie van de oude gebouwen, gebruik voor de nieuwe bouwwerken, kwaliteitsvollere opleiding van de steenhouwers;

c) Dat een van de reclamanten zich vragen stelt bij de evolutie van de vennootschap HOLCIM en van het cement; dat bepaalde reclamanten zich ongerust maken over de gewijzigde strategie in hoofde van HOLCIM met betrekking tot de vestiging van een nieuwe cementfabriek die aanvankelijk was voorzien in Vaulx;

ANTWOORDEN

Overwegende dat volgens de milieueffectenstudie de cement- en betonmarkt vrij stabiel is en dat een groei van het cement- en betonverbruik wordt verwacht dankzij de geplande uitvoering van grote werken in België, Noord-Frankrijk en Nederland; dat bovendien gelet op het feit dat het onmogelijk is volledig af te zien van het gebruik van klinker bij de fabricage van cement, deze markt zich bijgevolg verzekerd ziet van een bepaalde continuïteit (RNT p. 17);

Overwegende dat de milieueffectenstudie immers aangeeft dat er geen product is dat de natuurlijke kalksteen kan vervangen die onontbeerlijk is voor de cementindustrie (ES, fase.1, p. 58);

Overwegende dat met betrekking tot de noodzaak tegelijk na te denken over de toekomst van de steen, het cement en de plaatselijke bevolking rekening houdend met de werkgelegenheid, het milieubehoud, het doordachte beheer van de rijkdommen op middellange en lange termijn, de optimalisatie van de bestaande reserves, de verplichting tot samenwerking tussen de ondernemingen en de methodische en niet-wanordelijke exploitatie van de afzetting, dit wel degelijk de doelstelling is van artikel 1 van de Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie ((Waaals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie); dat de toepassing van deze bepaling in dit project al voordien werd uiteengezet;

Overwegende dat het gebruik en de valorisatie van de Doornikse steen als natuursteen niet de enige mogelijke oplossing is; dat het gebruik van de natuursteen in de bouw niet toestaat te voldoen aan alle behoeften van de sector; dat er een behoefte is aan de klinker-en granulaatsteen;

Overwegende dat de keuze voor de bouw van een nieuwe cementfabriek in Doornik door HOLCIM wordt overwogen om alleen zijn behoeften te dekken, maar in dit stadium niet in aanmerking werd genomen en dit wegens diverse redenen die werden vermeld bij de herziening van het gewestplan goedgekeurd bij besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008, zijnde :

« - op sociaal vlak zou zij leiden tot de gedeeltelijke sluiting en de herstructurering van de fabriek van Obourg, gelegen op nauwelijks een vijftigtal kilometer, in dezelfde regio, maar zou niettemin maar van weinig belang zijn voor het creëren van werkgelegenheid in het Doornikse, ten minste gedurende de eerstvolgende 20 jaar, aangezien de nabijheid van de vestigingen van Obourg en Antoing-Doornik de overplaatsing mogelijk maakt van het personeel dat nu is tewerkgesteld in Obourg naar de nieuwe vestiging, in plaats van de nettocreatie van plaatselijke werkgelegenheid;

— in economische termen zouden de kosten voor het bouwen van een nieuwe cementfabriek ten minste 20 % hoger zijn dan die voor de modernisering van de bestaande installaties van Obourg en deze meerkosten zouden groter zijn dan de kosten voor het transport van de materialen tussen Antoing en Obourg over de algemeen in aanmerking genomen rentabiliteitsperioden;

— op milieuvlak zou een nieuwe cementfabriek in Antoing of Doornik niettegenstaande haar moderne technologische concept, een nieuwe aanzienlijke industriële voetafdruk meebrengen op het milieu in het Doornikse en bijkomende bronnen van hinder voor de omwonenden; zij zou bovendien het gebruik vereisen van het wegvervoer, zelfs de aanleg van nieuwe wegen voor het vervoer van de grondstoffen en de brandstof naar de nieuwe cementfabriek van HOLCIM »;

Dat de voorkeur moet worden geven aan een rationeel gebruik van de bestaande infrastructuur; dat er in Obourg al 100 jaar een fabriek bestaat; dat die goed verankerd is in haar omgeving en gelegen is op een site die is aangepast aan haar activiteit, met name wat de toegang betreft; dat het bijgevolg normaal lijkt de voorkeur te geven aan het behoud van een bestaande infrastructuur door die te moderniseren in plaats van er een nieuwe te bouwen;

Overwegende dat in zijn advies van 25 oktober 2010 de Waalse Milieuraad voor Duurzame Ontwikkeling trouwens aangaf dat « het project het voortbestaan zal verzekeren van de fabriek van Obourg door de huidige oven van de cementfabriek via de « natte methode » te vervangen door een oven via de « droge methode », wat een vermindering mogelijk maakt van het energieverbruik van de orde van 40 % en een vermindering van de CO₂-uitstoot met 20 % en de globale milieubalans dus positief is »;

De transporten

Overwegende dat bepaalde reclamanten zich zorgen maken over de transportwijze van de materie;

a) Dat dienaangaande bepaalde reclamanten van oordeel zijn dat het een economische en ecologische ketterij is 3 à 4 miljoen ton grondstoffen van Vaulx naar Obourg te transporteren om ze te verwerken zelfs al gebeurt dit met zogenaamd duurzame middelen;

b) Dat bepaalde reclamanten uiteenzetten dat terwijl het project wordt gemotiveerd door het principe dat erin bestaat de klinker volgens de « droge methode » te fabriceren omdat de « natte methode » te veel energie verbruikt, het energievoordeel dat aan dit procedé verbonden is, zal worden tenietgedaan door de verplaatsingen die worden gegenereerd door de bouw van een oven in Obourg, ver van zijn natuurlijke afzetting; dat volgens hen ter plaatse produceren en verwerken het meest rendabele is;

Dat sommigen van oordeel zijn dat men de fabricage van de afgewerkte cement zou moeten voorzien in Antoing (in zakken doen, bulk en breken), wat zou toestaan het laden van de kalkschepen en treinen te vermijden en de hinder die verbonden is aan deze verplaatsingen;

c) Dat reclamanten zich afvragen of de weg-, spoor en binnenwatereninfrastructuur tussen nu en 20 à 30 jaar niet verzadigd zullen zijn;

d) Overwegende dat reclamanten aangeven dat het spoorvervoer een nieuw gegeven zou zijn dat niet voorkwam in het voorproject; dat volgens hen de ligging ervan te dicht in de buurt zou liggen van de woningen van de rue Alexandre Dapsens;

e) Overwegende dat reclamanten de aandacht vestigen op de laadkade en vragen om de vrachtwagens niet te vergeten die worden gebruikt voor de toekomstige haven van Vaulx; dat zij volgens hen onder een enorme hangar moeten worden geplaatst;

ANTWOORDEN

Overwegende dat zoals door de milieueffectenstudie wordt onderstreept, de site gelegen is in de onmiddellijke nabijheid van de transportnetwerken van grote omvang (autosnelweg E42, Schelde, spoorweg); dat deze drie netwerken de steenontginningsite verbinden met de cementfabriek van Obourg, die de steen zal verwerken (RNT, p. 21);

Overwegende dat de site dus een heel goede toegankelijkheid geniet;

Overwegende dat de milieueffectenstudie die werd gemaakt op basis van het voorproject, aanraadt af te zien van het transport per schip van de steen bestemd voor de klinkerproductie vanaf de site van Antoing naar de fabriek van Obourg en te opteren voor de trein; dat het gebruik van de waterweg echter te overwegen is door middel van de uitbreiding van de vaaruren en een opening van de betrokken sluizen 24 u. per dag en 7 dagen per week;

Overwegende dat de Regering de keuze van het spoorvervoer of het vervoer over de binnenwateren ten volle bijtreedt voor zover in dit laatste geval de vaaruren effectief worden aangepast;

Dat met name al werd herinnerd aan de economische en ecologische redenen waarom de optie van de bouw van een nieuwe cementfabriek in Doornik door de vennootschap HOLCIM niet in aanmerking werd genomen;

Overwegende dat men van oordeel is dat het transport van de steen bestemd voor de klinkerproductie 10 000 ton CO₂ per jaar voortbrengt; dat tegelijk de winst aan geproduceerde CO₂ door van ovens volgens de « natte methode » over te schakelen op een oven volgens de « droge methode » 200 kg per ton geproduceerde klinker bedraagt; dat de jaarlijkse hoeveelheid klinker die zal worden geproduceerd ongeveer 2 miljoen ton per jaar bedraagt, d.i. 400 000 ton/jaar;

Dat in deze omstandigheden het niet juist is aan te voeren dat de heilzame gevolgen van de vernieuwing van de ovens volgens de « natte methode » door een oven volgens de « droge methode » zouden worden tenietgedaan door de effecten van het transport van de ontgonnen materie naar Obourg;

Overwegende dat in haar gunstig advies van 10 november 2010 de Commission régionale d'aménagement du territoire (Gewestelijke Commissie voor ruimtelijke ordening) trouwens « de integratie van de principes van duurzame ontwikkeling in de overweging waarop het project stelde », onderstreepte : enerzijds maakt het industriële proces volgens de « droge methode » het mogelijk de CO₂-uitstoot te verminderen en anderzijds maakt de uitstekende toegankelijkheid van de site een transport mogelijk via andere modi dan de weg »;

Overwegende dat volgens de milieueffectenstudie en zoals dit al werd vermeld door het besluit tot voorlopige aanneming van de herziening van het gewestplan, wat de weerslag op het wegennet en het wegverkeer betreft :

— in het geplande nieuwe ontginningsgebied geen enkele wegeninfrastructuur aanwezig is; het transport van de producten vanaf de nieuwe steengroeve naar de verwerkingsvestigingen van Obourg en de rechteroever wordt niet overwogen via de weg; geen enkel effect moet dus worden voorzien;

— het voorproject de productie van granulaatsteen in de du Milieu-steengroeve niet zal verhogen maar het voortbestaan ervan verzekeren; de omvang van het transport per vrachtwagen en de geografische spreiding ervan zullen dus vergelijkbaar blijven met de huidige situatie; er moet evenmin enige wijziging worden voorzien voor de steengroeven van Antoing die een gedeelte van de granulaatsteen zullen verwerken en de cementfabriek van CBR bevoorraden met klinkersteen; wat de vestiging van Obourg betreft zal de balans van de (ingående en uitgaande) vrachtwagenstromen gelijkwaardig zijn aan de situatie die nu wordt waargenomen : er zal minder brandstof binnenkomen maar het vrachtwagenverkeer dat verbonden is aan de afvoer van het afgewerkte product zal lichtjes toenemen gezien de verhoogde productieverhoging; zoals nu het geval is, zal het vrachtwagenvervoer voor het merendeel de richting uitgaan van de Pont d'Haine naar de industrieweg;

Overwegende dat de milieueffectenstudie wat de weerslag op het spoorwegennet betreft, onderstreept dat de voorzienbare weerslag van de verzending van de steen bestemd voor klinkerproductie tussen de steengroeve en de fabriek van Obourg op de werking van het spoorwegennet gering is en voor het treinverkeer geen enkele moeilijkheid zal meebrengen;

Overwegende dat de milieueffectenstudie wat de weerslag op het netwerk van binnenwateren betreft, onderstreept dat de voorzienbare weerslag van de verzending van de steen bestemd voor de klinkerproductie tussen de steengroeve en de fabriek van Obourg op de werking van het waterwegennet toelaatbaar is voor zover de vaaruren effectief worden aangepast;

Overwegende dat HOLCIM andere transportmodi dan het wegvervoer wenst te bevorderen, die het mogelijk maken de ecologische voetafdruk van zijn activiteit te verminderen; dat HOLCIM en de PACO in 2010 een concessie ondertekenden voor de exploitatie van een laadkade, gelegen ten zuiden van het ontginningsgebied bedoeld door het ontwerp tot herziening van het gewestplan en rechtstreeks toegankelijk via transportbanden; dat de volumes die daar zullen worden geladen ter compensatie komen van volumes die momenteel per vrachtwagen worden verzonden vanaf de installaties op de rechteroever naar de beoogde markten; dat de volumes waarop het bijkomende vervoer van granulaatsteen langs de binnenwateren betrekking heeft (ongeveer 600.000 ton/jaar) zonder problemen door het bestaande netwerk van binnenwateren kunnen worden opgenomen;

Overwegende dat zowel voor het laden op trein of schip de gebruikte procedés en technieken zullen moeten worden geëvalueerd in het kader van de vergunningsaanvraag; dat dit met name het geval zal zijn voor de systemen voor het laden van schepen alsook voor de laadsystemen per trein; dat de voorwaarden die door deze vergunning zouden worden opgelegd, de hinder voor de omwonenden zullen moeten verminderen, met name voor de rue Alexandre Dapsens;

De werkgelegenheid

Overwegende dat bepaalde klachten betrekking hadden op de werkgelegenheid;

a) Dat dienaangaande bepaalde reclamanten zich afvragen waar het belang schuilt in het ontnemen van 40 banen aan een regio;

b) Dat sommigen erop wijzen dat het project grote investeringen vereist, maar geen werkgelegenheid creëert;

c) Dat reclamanten aandringen op de prioritaire aanwerving van de inwoners van de entiteit;

d) Dat bepaalde reclamanten zich afvragen over er zal gebeuren binnen 20 jaar wanneer HOLCIM een andere groep zal overnemen of wanneer hijzelf zal worden overgenomen door een multinational;

ANTWOORDEN

Overwegende dat wat de werkgelegenheid betreft er allereerst al werd aan herinnerd dat de ontginningsindustrie afhangt van een natuurlijke rijkdom, die slechts op duidelijk omschreven plaatsen voorhanden is;

Dat Wallonië een rijke en kwaliteitsvolle ondergrond heeft; dat de steenontginning bijgevolg een plaatselijke activiteit is die zodoende duurzame en doorgaans plaatselijke werkgelegenheid creëert;

Dat zoals al onderstreept het project het mogelijk maakt een industriële activiteit in stand te houden die in Obourg al sinds ongeveer 100 jaar bestaat en er de werkgelegenheid een permanent karakter te geven;

Dat de activiteit die eigen is aan de geplande nieuwe steengroeve, 40 rechtstreekse voltijdse banen zal vereisen;

Overwegende dat de hypothese waarin HOLLICIM een andere groep zou overnemen of dat de onderneming zelf zou worden overgenomen door een multinational zoals sommige reclamanten onderstrepen, zou geen invloed mogen hebben op de operationaliteit van het project dat de basis vormt voor deze herziening van het gewestplan; dat de wijziging van aandeelhouders van een onderneming niet noodzakelijk de industriële activiteit van die onderneming beïnvloedt;

Algemeen belang

Overwegende dat bepaalde reclamanten zich vragen stellen bij het algemeen belang van de herziening van het gewestplan;

a) Dat dienaangaande de klachten in hoofdzaak betrekking hadden op de kwestie van het voordeel dat de omwonenden uit het project zouden kunnen halen in vergelijking met het voordeel dat de groep HOLLICIM daaruit zal halen;

b) Dat reclamanten van oordeel zijn dat de omwonenden enkel de ongemakken zullen moeten ondergaan en uit dit project geen enkel financieel voordeel zullen halen;

c) Dat de reclamanten erop aandringen dat rekening wordt gehouden met het algemeen belang, dat van de omwonenden, van de werknemers en van de inwoners van het Doornikse steengroevegebied;

d) Dat reclamanten onderstrepen dat enkel de verhoging van de welvaart van de groep HOLLICIM wordt beoogd (namelijk : de krachtverhoudingen met de CCB wijzigen (mogelijkheid alleen een nieuwe steengroeve te exploiteren los van de CCB) en dat artikel 1 van de Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie) niet wordt geëerbiedigd;

ANTWOORDEN

Overwegende dat de redenen waarom het project tegemoet komt aan de bekommernissen bedoeld in artikel 1 van de Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie), al in herinnering werden gebracht;

Overwegende dat, zoals eveneens al werd onderstreept, het project in België een ontginnings- en cementactiviteit wil in stand houden;

Overwegende dat de cementindustrie een kernelement is van de nationale economie;

Dat het project van HOLLICIM met name het behoud van de activiteit en van de werkgelegenheid in de fabriek van Obourg mogelijk maakt en toestaat rechtstreekse en onrechtstreekse banen te creëren die verbonden zijn aan de exploitatie van de nieuwe ontginnings-site, nog afgezien van, zoals door de milieueffectenstudie wordt aangetoond, de gemeentelijke, provinciale, gewestelijke en federale belastingvoordelen;

Dat, zoals al werd aangestipt door het besluit tot voorlopige goedkeuring van de herziening van het gewestplan, het project bijdraagt tot de ontwikkeling van de specifieke troeven van Wallonië doordat het betrekking heeft op de exploitatie van materialen die in meerdere belangrijke domeinen van de Waalse economie als productiemiddelen worden gebruikt;

Overwegende dat het algemeen belang en met name dat van de omwonenden, van de werknemers en van de inwoners van het Doornikse steengroevegebied in aanmerking werden genomen; dat aan deze beslissing een milieueffectenstudie is voorafgegaan; dat die het ontwerp tot herziening van het gewestplan bestudeerde ten aanzien van het algemeen belang, met name inzake werkgelegenheid, economische ontwikkeling, compensatie en effecten op het menselijk milieu en dit met de bedoeling de resultaten ervan te integreren in het herziene plan en eventueel in de toekomstige vergunning die op haar beurt zal worden voorafgegaan door een nieuwe milieueffectenbeoordeling;

Ecologisch gedeelte

Overwegende dat wat het ecologische gedeelte van het project betreft, de klachten in hoofdzaak betrekking hadden op kwesties betreffende de bodem, het water, de lucht, het landschap, de mobiliteit, het lawaai, de trillingen, de stank, het natuurlijk erfgoed, de omliggende woningen en de landbouw;

Overwegende dat hier dient te worden onderstreept dat het gaat om een herziening van het gewestplan en niet om een vergunningsaanvraag met het oog op het verwezenlijken van het project dat achter deze herziening van het plan schuilgaat; dat bijgevolg de opmerkingen die zijn gemaakt in het kader van het openbaar onderzoek, de verschillende adviezen die in de loop van de procedure tot herziening van het plan werden ingewonnen en uitgebracht, alsook bepaalde aanbevelingen die door de auteur van de milieueffectenstudie werden gedaan en die betrekking hebben op de vestiging en de exploitatie van het onderliggende industriële project, hier geen antwoord zullen krijgen maar wel in het kader van de procedure van de vergunningsaanvraag en van de beoordeling van de latere milieueffecten alsook eventueel in de vergunning die zou kunnen worden uitgereikt; dat dit met name het geval is voor het begeleidingscomité dat door de gemeenten Doornik en Antoing wordt gewenst voor de follow-up van het goede beheer van de site, met inbegrip van het beheer van de gesteenten zonder mineralen; de wens te kunnen beschikken over een kaart van de hindercurves, het deskundigenonderzoek met betrekking tot de goederen die gelegen zijn in de onmiddellijke omgeving, de exploitatie-uren, het herstel na exploitatie, de inrichting van de beschermingsmuren, de landschappelijke integratie, de herinrichting van de du Milieu-steengroeve, het zolang mogelijk in stand houden van de landbouwactiviteit in het ontginningsgebied, het alternatief dat moet worden gezocht voor het interpretatiecircuit « Circuit du Pays Blanc », de eventueel noodzakelijke omleidingen van de wegen en van de Omloop van RAVEL enz.;

Ondergrond

Overwegende dat wat de ondergrond betreft, volgens de milieueffectenstudie « de impact die verbonden is aan de uitvoering van het project, onvermijdelijk tot uiting zal komen door de exploitatie van een natuurlijke hulpbron die niet hernieuwbaar is. Er wordt geen enkele andere impact verwacht. In het kader van de huidige kennis heeft de ondergrond die de afzetting vormt waarop de toekomstige ontginningsactiviteit betrekking heeft, geen uitzonderlijke geologische of paleontologische waarde, noch een bijzonder wetenschappelijk belang » (RNT, p. 25); Overwegende dat deze exploitatie het voorwerp zelf van het onderliggende project vormt; dat geen enkele specifieke maatregel kan worden overwogen om het feit te verminderen of te compenseren dat er gesteente wordt verbruikt (ES, fase 2, p. 47);

Overwegende dat uit de milieueffectenstudie eveneens blijkt dat de impact van het voorproject op de rotsachtige onderlaag die aanwezig is onder het dorp Calonne, als onbestaande kan worden beschouwd; dat de gemaakte hydrogeologische modellen aantonen dat het dorp gelegen is in een gebied dat al is drooggepompt door de oppompingen die momenteel worden verricht in het grondwater en dat de extra daling die na 2033 door de nieuwe steengroeve zal worden veroorzaakt, geen enkele weerslag zal hebben voor de oppervlakte en bijgevolg voor de stabiliteit van de woningen (ES, fase 2, p. 46); dat wij daarop in het punt infra zullen terugkomen;

Overwegende dat de milieueffectenstudie wat de herinrichting van de ontginnings-site betreft, aanbeveelt enerzijds de voorschriften te volgen die worden opgelegd door het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de groeven en hun bijhorigheden, met name wat betreft de gedetailleerde lijst van de

plantenextracten die daarin worden aanbevolen en anderzijds de herinrichting te verwezenlijken en de besluitvorming te organiseren in overleg met de bevoegde gewestelijke overheid, de plaatselijke natuurverenigingen en de diensten van het Département de la Nature et des Forêts (Departement Natuur en Bossen) (DGO 3) (ES, fase 2, p. 48);

Overwegende dat deze aanbevelingen niet onder deze herziening van het gewestplan vallen en een antwoord zullen vinden in het kader van de procedure van de vergunningsaanvraag en de beoordeling van de latere milieueffecten alsook eventueel in de vergunning die zou kunnen worden uitgereikt;

Bodems - Landbouw

Overwegende dat wat het gedeelte betreffende de bodem betreft de klachten in hoofdzaak betrekking hadden op de kwestie van het verlies van landbouwgronden van goede kwaliteit;

Overwegende dat volgens de milieueffectenstudie « de gebieden die in het kader van het voorproject werden bestudeerd, op veel plaatsen worden gekenmerkt door de afwezigheid van bodems of door gewijzigde bodems. Voor de gebieden waar er bodems bestaan (Y) zijn laatstgenoemde doorgaans geschikt, zelfs heel geschikt voor de landbouw (...). Ingevolge de toepassing van het voorproject zal de bestemming van bepaalde gebieden worden gewijzigd. Deze wijzigingen zullen ongetwijfeld een verlies meebrengen van een aanzienlijk aantal hectaren landbouwgrond » (RNT, p. 25).

Overwegende dat om de negatieve effecten van de toepassing van het voorproject te voorkomen, te verminderen of te compenseren de milieueffectenstudie suggereert dat « op korte en middellange termijn een gedeelte van de momenteel bebouwde gronden binnen de toekomstige gebieden die bestemd zijn voor de ontginning, behouden zou kunnen blijven volgens de evolutie van de fasering van de exploitatie. De landbouwactiviteit zal plaatselijk kunnen blijven bestaan zolang de ontginning niet zal zijn begonnen » (ES, fase 2, p. 64); dat zij overigens verduidelijkt dat « akkoorden zijn gesloten met de landbouwers om ze hetzij schadeloos te stellen hetzij om hun landbouwgebieden te herlokalisieren naarmate de exploitatie van de steengroeve vordert » (ES, fase 2, p. 65);

Overwegende dat volgens de milieueffectenstudie de maatregelen inzake de follow-up van de toepassing van het gewestplan er bijgevolg in bestaan « te verzekeren dat de landbouwbedrijven zolang mogelijk zullen kunnen blijven bestaan op de site waarop het voorontwerp betrekking heeft en dat het vóór de immobilisering van de gronden met elke landbouwer tot een akkoord moet komen betreffende hun herlokalisering of hun schadeloosstelling » (ES, fase 2, p. 66);

Overwegende dat dienaangaande de verloren landbouwgronden zo goed mogelijk moeten worden gecompenseerd; dat de aanbevolen opties tweërlei zijn; dat het enerzijds gaat om de compensatie met landbouwgronden van dezelfde oppervlakte, aard en kwaliteit en in de mate van het mogelijke in de onmiddellijke omgeving en anderzijds om een geldelijke vergoeding, indien geen enkele compensatiegrond werd gevonden;

Overwegende dat in haar gunstig advies van 10 november 2010 de Commission régionale d'aménagement du territoire (Gewestelijke Commissie voor ruimtelijke ordening) trouwens onderstreept dat de fasering van de exploitatie van het ontginningsgebied het mogelijk zal maken de impact op bepaalde landbouwbedrijven uit te stellen;

Hydrogeologie en hydrologie

a) Overwegende dat wat de hydrogeologie betreft, de reclamanten vrezen dat er zich karstverschijnselen zullen voordoen;

b) Overwegende dat wat de hydrologie betreft, reclamanten vrezen voor een effect van het project op de kwaliteit van het water en van het grondwater;

c) Overwegende dat sommigen zich ook vragen stellen bij het risico voor overexploitatie en verspilling van het grondwater;

d) Overwegende dat volgens sommige reclamanten er een risico bestaat voor drooglegging van de vijver die gelegen is in het eigendom van het domein van Chercq (oude arm van de Schelde en van het watervlak); dat een meting werd verricht van het waterpeil van de vroegere steengroeve van Casaque, van de vroegere Grande Carrière de Chercq, van de vijver « clos de la Chartreuse » en van de Schelde in het domein van Chercq; dat die toestand wezenlijk deel uitmaakt van de landschappelijke samenstelling van het park, waarvan de kwaliteit wordt erkend en dat in 1805 werd aangelegd;

ANTWOORDEN

Overwegende dat het project dat aan de herziening van het gewestplan ten grondslag ligt, zal vereisen dat wordt overgegaan tot het wegpompen van water op de site; dat het gat dat zou worden gegraven, dieper zou zijn dan het grondwaterpeil; dat de exploitatie van de steengroeve dus vereist dat grondwater wordt opgepompt opdat de put niet onder water zou staan;

Overwegende dat deze oppompingen bij diegene komen die nu al gebeuren voor de behoeften aan drinkwater en industrieel water;

Dat de hydrogeologische studie die door AQUALE werd gemaakt en die als bijlage 7 bij de milieueffectenstudie is gevoegd, met name toestaat te concluderen dat :

— de bijkomende daling van het grondwater beperkt zal zijn; het grondwaterpeil zal ongeveer 1 meter zakken onder de Schelde en 1 à 10 meter onder het dorp Calonne; dat zij bovendien in het zuiden zal worden beperkt door de steilte van Bruyelle; dat de bijkomende dalingen dus beperkt zullen zijn en dat geen enkele waterwinningsput zal worden aangetast;

— gezien het geheel van de opgepompte volumes is het wenselijk dat het aan de steengroeve onttrokken water wordt hergebruikt voor de drinkwaterbedeling; daartoe moeten akkoorden worden gesloten met de Société wallonne des Eaux;

— Het (vandaag bestaande) karstrisico zal niet worden versterkt rekening houdend met het bestaande diepe grondwaterpeil; de daling van het grondwaterpeil die verbonden is aan de verwezenlijking van het project van HOLCIM blijft beperkt en impliceert geen belangrijke extra drooglegging (ES, fase 2, p. 82);

Overwegende dat gelet daarop de Waalse Regering bij de voorlopige aanneming van de herziening van het gewestplan van 1 april 2010 heeft opgelegd dat een overeenkomst moet worden gesloten tussen HOLCIM en de Société wallonne des Eaux vóór de definitieve aanneming om de valorisatie te garanderen van het groevewater, de instandhouding van de natuurlijke rijkdommen in water en het ontbreken van een financiële weerslag voor de burger; dat deze overeenkomst werd afgesloten op 7 februari 2011;

Overwegende dat bovendien sinds de milieueffectenstudie door het bureau AQUALE een hydrogeologisch model werd ontwikkeld; dat het zal toestaan de fasering te beoordelen van de volumes groevewater dat betrokken is bij de ingebruikneming van het ontginningsgebied, rekening houdend met de ontwikkeling van de aanpalende steengroeven; dat deze studie voltooid zal moeten zijn vóór de indiening van de vergunningsaanvraag;

Overwegende dat met betrekking tot de karstificatie van de afzetting de milieueffectenstudie met betrekking tot de bestaande toestand aanstipt dat « het gebied niet in een sector ligt die geacht wordt een hoog karstrisico te vertonen, in tegenstelling tot de regio die duidelijk in het noorden ligt en op de tegenoverliggende Scheldeoever waar het grondwater overgeëxploiteerd is (regio Pecq-Roubaix) » (ES, fase 1, p. 105);

Overwegende dat de milieueffectenstudie de vermoedelijke effecten van de toepassing van het project heeft geanalyseerd;

Overwegende dat volgens de milieueffectenstudie de karstisico's (risico's voor instabiliteit ingevolge ondergrondse instortingen veroorzaakt door de drooglegging van nu met water gevulde holten) sterk kunnen worden gerelativeerd rekening houdend met het diepe peil van de bestaande grondwaterlaag en met de loskoppeling ervan met de oppervlaktereinen die, drooggepompt, de zware schade kunnen veroorzaken die te wijten is aan de karstinstortingen; dat de voorziene dalingen die gekoppeld zijn aan de verwezenlijking van het HOLCIM-project beperkt blijven en niet leiden tot een bijkomend overstroom van de hogere lagen;

Dat de studie echter aangeeft dat de reële impact van de voorziene daling onder de bodem van de Schelde, waarvan de loop plaatselijk is onderbroken, niet formeel bekend is; dat zonder dat een risico voor een breuk van de bedding van de Schelde en/of voor aftapping in de gemaakte studies niet duidelijk kan worden geïdentificeerd, men in dit stadium elke mogelijkheid van een al dan niet massale doorsijpeling van het water van de stroom in de gekarste ondergrond niet kan uitsluiten;

Dat zij echter verduidelijkt dat een dergelijke accidentele breuk (openen van de karst, scheuring) beheersbaar blijft; dat de injectie van consolidatie- en van dichtingsmateriaal in de bodem van de Schelde mogelijk is, zoals wordt bewezen door de verwezenlijking van dergelijke werkzaamheden in de regio van Doornik (Kain); dat de milieueffectenstudie alsook de studie van AQUALE vermeldt in bijlage 7 bij de milieueffectenstudie aangeven dat deze procedés doeltreffend zijn gebleken en het via afdichting mogelijk maakten de lozing van het water van de stroom in het onderliggende karstnetwerk te stoppen (ES, fase 2, p. 83);

Overwegende dat met betrekking tot het risico van vervuiling en het risico van drooglegging van de bestaande watervlakken de effectenstudie wat de bestaande situatie betreft, onthult dat meerdere watervlakken waarnaar door het Waalse Gewest in de studieperimeter wordt verwezen, al zijn drooggelegd of gedeeltelijk zijn drooggelegd (ES, fase 2, p. 94);

Overwegende dat de milieu-effectenstudie de vermoedelijke effecten van de toepassing van het project heeft geanalyseerd;

Dat zij dienaangaande het volgende opmerkt : « Momenteel is een valorisatie van het groevewater voorzien ». Dat zal worden opgepompt alvorens het met de lucht in aanraking komt. Het project voorziet niet in een lozing van opgepompt water in de oppervlaktewateren. Deze keuze zal het mogelijk maken te voorkomen dat onzuiver water in de rivier wordt geloosd.

In het geval van een valorisatie zullen bepaalde voorzorgen moeten worden genomen om het ondergrondse water niet te vervuilen. De zware machines die bij de ontginning worden gebruikt, werken immers met fossiele brandstoffen die in de bodem zouden kunnen indringen » (ES, fase 2, p. 97);

Dat deze voorzorgen deel uitmaken van de vergunning die moet worden verkregen met het oog op de vestiging en de exploitatie van de steengroeve;

Dat met betrekking tot de verdwijning van de watervlakken volgens de milieueffectenstudie bepaalde watervlakken waarnaar door het gewest (CENN) wordt verwezen, zullen worden gevuld ingevolge de aanvaarding van de compensatiegebieden; dat het met name gaat om de watervlakken die gelegen zijn in het toekomstige industriegebied langs de Schelde, op en in het westelijke verlengde van de quai de Bruyelle, op het grondgebied van de gemeente Antoing, in het toekomstige industriegebied langs de Schelde, ten oosten van de voormalige steengroeven, op het grondgebied van de gemeente Antoing alsook in het toekomstige woongebied langs de Schelde, ten oosten van de voormalige steengroeven, tussen de twee voornoemde industriegebieden, op het grondgebied van de gemeente Antoing; dat uit de studie echter blijkt dat momenteel enkel de watervlakken gelegen in het toekomstige industriegebied langs de Schelde, op en in het westelijke verlengde van de quai de Bruyelle, op het grondgebied van de gemeente Antoing nog zijn gevuld; dat wat het gedeelte betreft ten westen van de toekomstige groengebieden langs de autosnelweg E42, op de oude Grande Mer-steengroeve en in het noordwestelijke deel van de du Milieu-steengroeve, op het grondgebied van de gemeente Doornik, de studie van oordeel is dat 3 watervlakken waarnaar door het gewest wordt verwezen, zullen verdwijnen ingevolge de aanbreng van gesteenten zonder mineralen maar dat momenteel geen enkele van die watervlakken nog bestaat (ES, fase 2, p. 105); dat de vijver van Chercq geen deel uitmaakt van de watervlakken die door de milieueffectenstudie worden vermeld als zijnde bestemd om te verdwijnen; dat bovendien in het hoofdstuk gewijd aan de hydrogeologie, de milieueffectenstudie de bijkomende dalingsniveaus heeft onderzocht die worden tweegebracht door de oppomping in de nieuwe put; dat de modellen aantonen dat de vijver van Chercq gelegen is achter de isodalingscurve -1 m; dat er bijgevolg niet moet worden gevreesd voor een risico van drooglegging van de vijver van Chercq (ES, fase 2, pp. 77-78);

Overwegende dat volgens de milieueffectenstudie « het negatieve effect van het voorontwerp zich zal uiten in een daling van het dak van de grondwaterspiegel en in een oppomping van groevewater. De daling van het grondwater die het mogelijk maakt te werken terwijl de put droog wordt gehouden, zal niet kunnen worden voorkomen. Anderzijds, zoals het hydrogeologische model heeft getoond, zou het belang van het groevewater kunnen worden verzacht door de installatie van pompen die ten opzichte van de winningsput oordeelkundig werden geplaatst en die verbonden zijn met het bestaande netwerk van de Transhennuyère.

Dat zou het mogelijk maken het grondwater te valoriseren dat moet worden opgepompt en de kwaliteit ervan te behouden. Als compensatie zou de valorisatie van het groevewater moeten toestaan het volume te verminderen dat momenteel wordt opgepompt door de installaties van het bestaande netwerk. De noodzakelijke uitrustingen en voorzieningen zijn terug te voeren tot de installatie van een voldoende aantal correct uitgeruste putten (stel buizen, pompen, filters, spuitkruisen) om een diep oppompen op lange termijn te verzekeren en de plaatsing van passende aansluitingen op het actieve netwerk;

(...)

De gesuggereerde installatie van perifere aftappunten ten opzichte van het ontginningsgebied zou het mogelijk moeten maken het groevewater onderaan in de toekomstige steengroeve sterk te verminderen. In deze veronderstelling zal het totale volume dat moet worden opgepompt om de put droog te houden, echter vergelijkbaar moeten zijn met datgene van een oppomping van groevewater door middel van een pomp geplaatst op de bodem van de put. Bijgevolg vormt de daling van het dak van de grondwaterspiegel de belangrijkste niet-reduceerbare overblijvende impact » (ES, fase 2, p. 85);

Overwegende dat volgens de milieueffectenstudie « Het hergebruik van het regenwater en het gebruik in een gesloten kringloop voor het wassen van de granulaatsteentechnieken zijn die in alle etappen van de productie moeten worden ontwikkeld.

Het gebruik van leidingwater moet worden beperkt tot bijzondere behoeften waarvoor drinkwater is vereist zoals de menselijke consumptie, de sanitaire behoeften, (...)

De overige posten van industriële activiteit moeten niet hun toevlucht nemen tot leidingwater.

In de gebieden nrs. 5 en 6 zou het ondoordlatend maken dat verbonden is aan het streven naar verstedelijking van deze gebieden, moeten worden gecompenseerd door de toepassing van de techniek van doorsijpeling van water in de bodem » (ES, fase 2, p. 107);

Overwegende dat de milieueffectenstudie bovendien verduidelijkt dat « Beheersmaatregelen inzake de weerslag van het project, zoals de controle van de evolutie van het debiet van de waterlopen het mogelijk zullen maken uit te maken of bijkomende maatregelen moet worden overwogen. Deze maatregelen zouden in voorkomend geval kunnen leiden tot een eventuele lozing van een constant debiet groevewater in de stortbekkens. Afgezien van de

niet-reduceerbare impact die verbonden is aan de verdwijning van enkele watervlakken (verwachte aanarding), lijkt het project geen opmerkelijke invloed te hebben op het omringende hydrologische stelsel »;

Overwegende dat om de follow-up te verzekeren van de toepassing van het gewestplan de milieueffectenstudie suggereert :

« - Betreffende de grondwaterspiegel van de steenkoolhoudend kalk kan de aanleg van een netwerk van correct uitgeruste piëzometers om de follow-up mogelijk te maken van de evolutie van de verlaging van het dak van de grondwaterspiegel worden aanbevolen. Zoals al eerder vermeld zal deze follow-up toestaan de prognostische hydrologische modellen te verfijnen. Er wordt aanbevolen als overgang de ontwikkeling te overwegen van het hydrologische model in overgangmode, zoals het bureau AQUALÉ aanbeveelt. Bovendien wordt de oprichting aanbevolen van een follow-upcomité samengesteld uit de gebruikers van het grondwater.

— Op regionaal en transregionaal vlak wordt aanbevolen in een permanent overleg te voorzien tussen alle gebruikers van het grondwater. Dit overleg, geleid door het Waalse Gewest en het B.R.G.M., zou het mogelijk moeten maken deze hulpbronnen te beheren en op lange termijn elke situatie van overexploitatie te voorkomen.

— Er zou overigens een overeenkomst kunnen worden getekend tussen de vennootschap HOLCIM en de SWDE betreffende de valorisatie van het groeewater.

In een meer globaal kader zou dit overleg met de SWDE kunnen worden uitgebreid tot het hele Doornikse steengroevegebied » (ES, fase 2, p. 85);

Overwegende dat om de follow-up te verzekeren van de toepassing van het gewestplan, de milieueffectenstudie suggereert « op de twee beken (Rieu de l'Almanach en Rieu du Merlin) debietmeetpunten te installeren die een rechtstreekse invloed kunnen ondergaan die te wijten is aan de wijziging van de stortbekkens. Het zal gaan om de installatie van een overloop met dunne kam met een controledoorsnede en een limnimeter om een nauwkeurige meting van het debiet te verkrijgen. De resultaten van deze metingen zullen moeten bevestigen dat de verminderingen van het debiet van deze waterlopen gebeurt binnen redelijke grenzen voor de bescherming van de waterfauna en Bflora. Zij zullen het eveneens mogelijk maken te bevestigen dat in deze twee waterlopen geen enkele lozing van groeewater gebeurt » (ES, fase 2, p. 108);

Overwegende dat deze aanbevelingen niet onder deze herziening van het gewestplan vallen en zullen worden beantwoord in het kader van de procedure van de vergunningsaanvraag en van de beoordeling van de latere effecten alsook eventueel in de vergunning die zou kunnen worden uitgereikt met het oog op de vestiging en de exploitatie van het onderliggende industrieel project;

Dat bijkomende studies zullen moeten worden gedaan in het kader van de aanvraag tot eenmalige vergunning; dat de resultaten van deze studies het eventueel mogelijk zullen makende passende voorwaarden op te leggen voor de bescherming van de kwaliteit van het grondwater;

Overwegende dat zodoende de oppompingen die nodig zijn voor de exploitatie van de steengroeve het grondwaterpeil op de site zullen doen dalen; dat deze daling van het peil minder aanzienlijk zal zijn naarmate men zich van de site verwijderd;

Overwegende bovendien dat zelfs indien de grondwaterverlagingsconus op de pompputten heel uitgesproken en heel beperkt is, het waarschijnlijk is dat het peil van de vijver van Chercq of van andere daarmee in verbinding staande watervlakken zal worden aangetast, maar minder naarmate zij zich verder van de steengroeve bevinden; dat wegens de aanwezigheid van een hydrogeologische barrière (de steilte van Bruyelle) in het zuiden van het overwogen ontginningsgebied de watervakken die achter deze steilte zijn gelegen (zoals het watervlak van het Bois d'El Sec), daarentegen zullen worden beschermd door de rol als isolerend en afschermend scherm die door deze steilte wordt gespeeld;

Overwegende dat om het voortbestaan van de grondwaterspiegel te garanderen op 7 februari 2011 een akkoord werd gesloten met de Société wallonne des Eaux;

Overwegende dat het project voorziet in een valorisatie van het groeewater; dat dit groeewater idealiter kan worden opgepompt voordat het met de lucht in aanraking komt; dat het project geen aanzienlijke lozingen van opgepompt water in de oppervlaktewateren voorziet, noch ter hoogte van de beek van de Almanach, van de beek van de Merlin of van de Schelde; dat deze keuze het mogelijk zal maken te voorkomen dat onzuiver water in de rivieren wordt geloosd (ES, fase 2, p. 97);

Overwegende voor het overige dat indien nodig de vergunning voor de exploitatie van de afzetting voorwaarden zal kunnen opleggen;

Lucht, klimaat en stof

Overwegende dat wat de lucht en het stof betreft, meerdere klachten betrekkingen hebben op de huidige situatie;

a) Overwegende dat reclamanten aangeven dat de huidige situatie al kritiek is wat betreft de luchtkwaliteit en het stof dat verbonden is aan het vrachtwagenvervoer;

b) Overwegende dat volgens bepaalde reclamanten het stofgehalte abnormaal hoog is; dat dit te merken valt aan de auto's, de huisgeraamten, het tuinmeubilair (van de ene op de andere dag grijs uitgeslagen) en zelfs de buitenplanten en het grasperk; dat volgens hen dat stof wordt veroorzaakt door de steengroeven, de cementfabrieken en de vrijwel nooit afgedekte en/of « bevochtigde » vrachtwagens;

c) Overwegende dat reclamanten aangeven dat het kalkstof hinderlijk, grijs maar onschadelijk is; dat momenteel dat stof fijner en zwart is; dat het om kalk en andere componenten gaat; dat zij zich afvragen of het gaat om verbrandingsresten; dat zij zich afvragen wat er in de CBR-ovens wordt verbrand;

Overwegende dat reclamanten zich tevens ongerust maken over de geplande situatie;

d) Overwegende dat volgens bepaalde reclamanten het project zal leiden tot een toename van het stof alsook tot een permanente blootstelling aan het stof en een verslechtering van de luchtkwaliteit;

e) Overwegende dat bepaalde reclamanten aangeven dat het fijn stof dat door de laadzone van de treinen wordt gegenereerd, schadelijk is voor de gezondheid;

f) Overwegende dat reclamanten zich vragen stellen bij het voorbijrijden van extra vrachtwagens voor de binnenhaven;

g) Overwegende dat reclamanten erop aandringen na te gaan welke zorg wordt besteed aan het afdekken van de vrachtwagens;

h) Overwegende dat sommigen een maximum aan garanties eisen om de omwonenden te beschermen tegen het stof, de terugwinning van het verbrandingsstof van de cementovens bij het in zakken doen, de stopzetting van de stoflozingen via de CBR-schoorsteen en van de gaslozingen (men zou er brandstof verbranden en schadelijke afvalstoffen verbranden), de bouw ter plaatse van de volledig stofvrije extra ovens in een gemeenschappelijke installatie CBR/HOLCIM, wat de stofverspreiding zou voorkomen (een duur procedé maar dat in de jaren 70-80 goed werkte in de cementfabriek van Cimescaut; dat zij eveneens een strikte beperking eisen van de stofdrempels, de bepaling van nauwkeurige dwangsommen (bedrag/dag) in geval van overschrijding van de opgelegde stofdrempels;

i) Overwegende dat reclamanten zich afvragen of het stofgehalte geregeld zal worden gecontroleerd en indien ja, door wie en of de resultaten zullen kunnen worden geraadpleegd;

j) Overwegende dat sommigen zich afvragen over welk verhaal zij beschikken ingeval zij in precieze gevallen abnormaal hoge gehalten vaststellen;

k) Overwegende dat reclamanten suggereren testhuizen aan te wijzen waarin het materieel voor het meten van de luchtkwaliteit zou worden opgesteld;

ANTWOORDEN

Allereerst overwegend dat de klachten betreffende de lucht en het stof meer betrekking hebben op punten die vallen onder de eenmalige vergunning betreffende de ontginningsactiviteit; dat het er hier om gaat zich uit te spreken over de herziening van het gewestplan met het oog op de opnemings van een nieuw ontginningsgebied op de linkeroever van de Schelde; dat elke vraag betreffende de vestiging en de exploitatie van het ontginningsgebied zal worden beantwoord in het kader van de aanvraag tot eenmalige vergunning die de concrete toepassing zal verzekeren van het project dat aan deze herziening van het gewestplan ten grondslag ligt, van de effectenbeoordeling waaraan zij zal worden onderworpen en van de vergunning die zou kunnen worden uitgereikt; dat de Commission régionale d'aménagement du territoire (Gewestelijke Commissie voor ruimtelijke ordening) dit punt onderstreept in haar advies van 10 november 2010;

Overwegende dat het onderliggende project van de herziening van het gewestplan zal kaderen in een steengroeveomgeving;

Overwegende dat de breekmachines zoveel mogelijk zullen worden ingegraven in de bodem (ongeveer 20 m); dat het merendeel van de activiteiten zal plaatshebben op de bodem van de steengroeve; dat de installaties eveneens zullen worden verplaatst naarmate van de exploitatie om de hinder te beperken;

Overwegende dat wat de lucht betreft een onderscheid moet worden gemaakt tussen het bezinkbare stof en de zwevende deeltjes die een kleinere diameter hebben dan het bezinkbare stof en die minder specifiek zijn voor de steengroeveactiviteiten;

Overwegende dat wat de bestaande situatie betreft, de milieueffectenstudie aangeeft dat de zwevende deeltjes afkomstig zijn van bepaalde industriële procedés (verbrandingsovens, cementfabrieken, staalindustrie enz.), van de huisverwarmingen in de winter, maar in hoofdzaak van het autoverkeer (diesel, mechanische en pneumatische wrijvingen); dat zij onderstreept dat in de nabijheid van de site de OMS-richtwaarde voor de langetermijnbescherming wordt geëerbiedigd wat de zwevende deeltjes betreft in de nabijheid van de site; dat het bezinkbare stof van zijn kant afkomstig is van meerdere ontginningsites van steengroeven, van twee cementfabrieken alsook van een steenbakkerij; dat de concentraties bezinkbare stof in de nabijheid van de site momenteel vrij hoog zijn; dat de verbetering van de oppervlakte-installaties van de plaatselijke operatoren een geleidelijke verbetering van de situatie zou moeten mogelijk maken (ES, fase 2, pp. 115-116 en 123);

Dat volgens de milieueffectenstudie het bezinkbare stof geen risico vormt voor de menselijke gezondheid (gelet op de diameter ervan waardoor het de longblaasjes niet kan bereiken), maar voor de omwonenden een reële hinder vormt (ES, fase 2, p. 117 en 123);

Overwegende dat de milieueffectenstudie de vermoedelijke effecten van de uitvoering van het project heeft geanalyseerd;

Overwegende dat de milieueffectenstudie van oordeel is dat wat de zwevende deeltjes betreft « het maximale jaargemiddelde in PM10 0,23 µg/m³ bedraagt, d.i. heel wat minder dan de norm van 40 µg/m³ die wordt bepaald door het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2000. De gemiddelde concentratie die in 2007 werd geregistreerd in het station van het rooknetwerk van Doornik bedraagt 19,5 µg/m³. A priori zou de uitvoering van het voorontwerp er niet mogen toe bijdragen dat de jaarlijkse gemiddelde waarde en termen van fijn stof (PM10) wordt overschreden » (ES, fase 2, p. 130);

Overwegende dat wat het bezinkbare stof betreft, de milieueffectenstudie van oordeel is dat « De grootste stofuitval overeenstemt met de sectoren die gelegen zijn onder de overheersende winden, dat wil zeggen de sectoren noord (N), noordnoordoost (NNO) en noordoost (NO). De inwoners van Calonne die het meest zijn blootgesteld, zullen een uitval te verduren krijgen die verbonden is aan de ontginningsactiviteiten van het voorontwerp van ongeveer 62 mg/j/m² » (ES, fase 2, p. 135);

Overwegende dat zoals al eerder gezegd ter gelegenheid van de voorlopige aanneming van het gewestplan, de voorziene landschappelijke beschermingsmuur die echter niet is geïntegreerd in het theoretische berekeningsmodel, de bezinking van de deeltjes zal bevorderen en de rol van scherm zal spelen;

Overwegende trouwens dat een hele reeks maatregelen (gesloten installaties, vouwdak over de transportband, stofafzuiging, monitorcontrole, energiecontroles, onderhoud van de machines, groenscherm,...) zullen kunnen worden genomen om de uitstoot van fijn stof optimaal te beperken; dat deze maatregelen deel uitmaken van de vergunning die nodig is met het oog op de vestiging en de exploitatie van de afzetting en in aanmerking zullen moeten worden genomen bij de vergunningsaanvraag, de effectenbeoordeling waaraan zij zal worden onderworpen en de vergunning die zou kunnen worden uitgereikt;

Dat het project geen enkel vrachtwagenvervoer naar de binnenhaven impliceert aangezien het vervoer gebeurt per transportband in eigen bedding;

Overwegende dat de redenen waarom HOLCIM in dit stadium heeft geopteerd voor de modernisering van de fabriek van Obourg in plaats van voor de bouw van een nieuwe oven, eventueel samen met een andere cementfabrikant, hiervoor al werden uiteengezet;

Landschap

a) Overwegende dat wat het landschap betreft bepaalde reclamanten bezorgd zijn om de insluiting van de woonwijken; dat zij aangeven dat het dorp Chercq ingevolge het HOLCIM-project zal worden omringd door de ontginningsindustrieën; dat hetzelfde zal gelden voor het dorp Calonne ingevolge de ontginningsindustrieën en het HOLCIM-project;

b) Overwegende dat volgens reclamanten de beschermingsmuur langs de chaussée de Valenciennes het landschap zal vervormen; dat de bouw van een beschermingsmuur een barrière zal creëren die de kwaliteit van de site zal vernietigen; dat hetzelfde geldt voor de hoogspanningslijnen;

Overwegende dat reclamanten onderstrepen dat de visuele impact van de beschermingsmuur aan de overkant van de chemin de Warnaf een visuele barrière zal vormen die afbreuk doet aan de kwaliteit van de site; dat in het kader van het dossier tot aanvraag van de vergunning voor de aanleg van een windmolenpark in de vlakte van Saint-Maur de autoriteiten rekening hebben gehouden met de landschapskwaliteit van de plaats en met de historische uitzichten op Doornik (kathedraal, belfort); dat volgens hen dit ook hier zou moeten gebeuren;

Overwegende dat sommige reclamanten onderstrepen dat het van belang is de verplaatsing van de hoogspanningslijn in overleg te herzien; dat dit de vennootschap HOLCIM de mogelijkheid geeft het tracé van de beschermingsmuur te herzien; dat het tegenstrijdig zou zijn een mooie beschermingsmuur met bomen te bouwen zonder rekening te houden met de plaatsing van de pylonen met het oog op een optimale integratie;

c) Overwegende dat reclamanten bezorgd zijn om het dichterbij brengen van de hoogspanningslijn voor het domein van Chercq; dat deze aanblik in tegenspraak is met het verlangen van het Gewest de landschapskwaliteit van het domein te beschermen;

d) Overwegende dat sommige reclamanten erop wijzen dat het project zal leiden tot een vermindering van een landbouwgebied dat belangrijk is wegens zijn functie en zijn esthetische aanblik;

e) Overwegende dat reclamanten van oordeel zijn dat artikel 1 van de Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie) niet wordt geëerbiedigd voor zover deze herziening het landschappelijk erfgoed zou beschadigen;

ANTWOORDEN

Overwegende dat wat de bescherming van de landschappen betreft artikel 1 van de Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie) aangeeft dat het Gewest tegemoet komt aan de sociale, economische, patrimoniale, energie- en mobiliteitsbehoeften van de gemeenschap via het kwalitatieve beheer van het leefklimaat, het karige beheer van de bodem en van de natuurlijke rijkdommen ervan, het energetische beheer van de stedenbouw en van de gebouwen en via de instandhouding en de ontwikkeling van het cultureel, natuurlijk en landschappelijk erfgoed;

Dat, zoals al eerder onderstreept, daaruit blijkt dat het aan het Gewest is om te streven naar een juist evenwicht tussen de verschillende doelstellingen die worden beoogd in artikel 1, lid 1 van de Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie) en dat de economische activiteit zich moet ontwikkelen in correlatie met andere bekommernissen waaronder de instandhouding van het landschappelijk erfgoed, waarbij artikel 1 echter geenszins beoogt een landschappelijke onaantastbaarheid van het Gewest te verzekeren;

Overwegende dat hoewel de herziening van het gewestplan leidt tot de opnemings van een aanzienlijke oppervlakte aan ontginningsgebied deze opnemings impliciteert van gebieden die niet bestemd zijn voor de stedenbouw krachtens artikel 46 van de Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie);

Dat meer specifiek voor de inwoners van het dorp Calonne het zuidwestelijke gedeelte van de voormalige steengroeve van Cinq Rocs, de voormalige steengroeven van Requiem, Vicaire, Bruyelle en Californie gedeeltelijk zullen worden bestemd tot groengebieden en gedeeltelijk tot natuurgebied; dat de gedeelten bestemd tot groengebieden en tot natuurgebied op de linkeroever van de Schelde het voorwerp zullen uitmaken van een herinrichting om er de fauna en de flora optimaal te beschermen en te ontwikkelen; dat deze herinrichting zal gebeuren in overleg dat zal uitmonden in een overeenkomst met het Departement Natuur en Bossen van de Overheidsdienst van Wallonië B Algemene Operationele Directie Landbouw, Natuurlijke rijkdommen en Milieu;

Dat de Regering van plan is een inrichtingsmaatregel te nemen die oplegt dat deze overeenkomst wordt gesloten uiterlijk op de dag van afgifte van de vergunning die de exploitatie beoogt van het industriële project dat aan de herziening van het gewestplan ten grondslag ligt;

Overwegende bovendien dat de Regering van plan is de kwaliteit van het leefklimaat van de inwoners van Calonne maximaal te verzekeren; dat daartoe een grondstrook met een breedte van 75 meter en een oppervlakte van ongeveer 5 hectare bestemd tot ontginningsgebied langs de noordoostelijke rand van de site zal worden gedekt door een bijkomend voorschrift dat verduidelijkt dat de terreinen bestemd zijn voor de inrichting van een perimeteer die beoogt de exploitatie af te zonderen van haar onmiddellijke omgeving, met inbegrip van de bouw van beschermingsmuren;

Dat in het streven naar een evenwicht tussen de verschillende doelstellingen, beoogd in artikel 1 van de Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie) de Waalse Regering van plan is de opnemings van het nieuwe ontginningsgebied te compenseren door de herbesteding van voormalige steengroeven tot niet-bebouwbare gebieden, waarbij bovendien – op termijn – wordt overwogen dat zij gedeeltelijk onder het statuut van domaniaal natuurreservaat of gelijkwaardig zullen worden geplaatst, met een correlatief herstel B en voor alle voormalige steengroeven B van het landschap van deze oude sites;

Overwegende dat de landschappelijke milieueffecten voor het dorp Saint-Maur inderdaad opvallend zullen zijn; dat over het algemeen de bouw van afzonderingsbeschermingsmuren rond de ontginningsput als effect zal hebben dat de lengte van de uitzichten wordt beperkt; dat om de landschappelijke milieueffecten te beperken de milieueffectenstudie gelast de beschermingsmuur te beplanten met struiken en bomen (ES, fase 2, p. 421); dat dit groengordijn zal bijdragen tot het beperken van de lengte van de uitzichten maar het zal mogelijk maken het landbouw- en bebouwd karakter in stand te houden, waardoor het landschap momenteel wordt gekenmerkt;

Overwegende dat aan de verschillende doelstellingen van het project waaraan hiervoor wordt herinnerd, moet worden toegevoegd dat de eenmalige vergunning die bestemd is om de exploitatie van de afzetting te dekken, niet enkel bepalingen moet bevatten betreffende het herstel van de site na exploitatie, een herstel dat zal kunnen worden gewaarborgd door een zekerheid, maar bovendien zal kunnen voorzien in bijkomende maatregelen tot landschappelijke integratie van de exploitatie;

Overwegende dat de Regering de optie bevestigt die is genomen bij de voorlopige aanneming van de herziening van het gewestplan die erin bestaat af te zien van de transportband Centrum; dat de transportband noord in de grond zal worden gelegd vanaf de landschappelijke beschermingsmuur tot het gemeentelijk in overleg in te richten gebied (dat landbouwgebied zal worden door het effect van de compensatie), namelijk het gedeelte dat het woongebied doorkruist waardoor hij onzichtbaar zal worden; dat hij pas opnieuw aan de oppervlakte zal komen om in de lucht over de Schelde te gaan en op de rechteroever uit te komen bij de op te hogen site; dat bij de procedure van de vergunningsaanvraag en van de milieueffectenbeoordeling ervan een bijzondere aandacht zal moeten worden besteed aan het esthetisch karakter van de transportband en aan de integratie ervan in het landschap;

Overwegende dat volgens de milieueffectenstudie de hoogspanningslijn momenteel een gegeven vormt dat de uitzichten in waarde doet dalen; dat de in aanmerking genomen reserveringsomtrek tegelijk het in de aanvraag voorgestelde (en door Elia bevestigde) tracé omvat en datgene dat wordt gesuggereerd door de auteur van het milieueffectenonderzoek, en dit om het onderzoek mogelijk te maken van elk relevant alternatief; dat de eenmalige vergunning die zou kunnen worden toegekend binnen deze reserveringsomtrek, het definitieve tracé zal bepalen van de nieuwe lijn; dat in het kader van de inrichting van de site van Cinq Rocs, een heuvelachtig reliëf zal moeten worden bestudeerd om de integratie mogelijk te maken van de hoogspanningslijn ten aanzien van het dorp en het domein van Chercq; dat dit deel uitmaakt van de vergunningsaanvraag en van de beoordeling van de latere milieueffecten alsook eventueel van de vergunning die zou kunnen worden uitgereikt;

Overwegende dat de inrichtingen die bestemd zijn om de milieueffecten van het toekomstige ontginningsgebied op het landschap te beperken en het zo goed mogelijk te integreren, voor het overige deel uitmaken van de vestiging en de exploitatie van het onderliggende industriële project en dat erop zal worden ingegaan in het kader van de procedure van vergunningsaanvraag en van beoordeling van de latere milieueffecten alsook eventueel in de vergunning die zou kunnen worden uitgereikt;

Mobiliteit

a) Overwegende dat wat de mobiliteit betreft sommige reclamanten bezorgd zijn om de toename van het wegverkeer;

b) Overwegende dat reclamanten aandringen op de beveiliging van de wegen die door de vrachtwagens zullen worden gebruikt;

c) Overwegende dat sommige reclamanten zich vragen stellen bij het risico voor verzadiging van de reizigerslijn Doornik/Bergen ingevolge de komst van goederentreinen die verbonden zijn aan het project (7 treinen van 30 wagons per dag); dat zij wijzen op de noodzaak inlichtingen in te winnen bij de NMBS Infrabel en bij de MET;

d) Overwegende dat de Waalse Milieuraad voor Duurzame Ontwikkeling in zijn advies van 25 oktober 2010 wil dat de chemins de Warnaf en du Vieux Moulin worden omgeleid zoals door de milieueffectenstudie wordt aanbevolen om ze een omtrekkende beweging te laten maken om de toekomstige steengroeve en dat een goede herinrichting van de loop van de Ravel ter hoogte van de laadzone voor schepen wordt voorzien;

ANTWOORDEN

Overwegende dat wat de mobiliteit betreft, de ontgonnen substanties via transportbanden naargelang het geval zullen worden vervoerd naar de laadzone van de spoorweg en van de waterweg, naar de du Milieu-steengroeve en naar de steengroeven van Antoing, dat de stenen bestemd voor de klinkerproductie B zoals al eerder gezegd - per spoor of over water zal worden vervoerd naar Obourg; dat de granulaatsteen via transportbanden naar de voornoemde installaties zal worden vervoerd; dat bijgevolg geen enkele vrachtwagen het nieuwe ontginningsgebied zal verlaten en, behalve tijdens de werken voor het bouwen van de installaties van de steengroeve de activiteit van de exploitatie geen enkele invloed zal hebben op het wegverkeer, tenzij die voortvloeit uit het komen en gaan dat verbonden is aan de aanwezigheid van het personeel ter plaatse;

Overwegende dat zoals al werd aangestipt door het besluit tot voorlopige goedkeuring van de herziening van het gewestplan, het project zal vermijden afbreuk te doen aan de mobiliteit van de gebruikers van het wegennet en aan de toegankelijkheid van het Waalse grondgebied door voor het vervoer van de goederen een beroep te doen op een duurzame transportmodus; dat de milieueffectenstudie heeft aangetoond dat de voorzienbare impact op de werking van het spoornetwerk gering is en voor het treinverkeer geen enkele moeilijkheid zal meebrengen (RNT, p. 54);

Overwegende dat een van de doelstellingen van de herziening van het gewestplan is de modernisering mogelijk te maken van de cementfabriek van Obourg; dat zoals al eerder aangegeven het vrachtwagenverkeer in Obourg vergelijkbaar zal zijn met datgene dat men er vandaag kent en dezelfde route als nu zal volgen;

Overwegende dat de productie van granulaatsteen in de du Milieu-steengroeve niet zal toenemen maar dat de bevoorradings met granulaatsteen die voortvloeit uit deze herziening van het gewestplan, zal toestaan de exploitatie in stand te houden; dat de verkeersstromen bijgevolg vergelijkbaar zullen zijn met de bestaande situatie;

Overwegende dat het niet voorzien is de productiecapaciteit te verhogen van de verschillende sites van CBR die vanaf de steengroeve zullen worden bevoorradad; dat de verkeersstromen bijgevolg vergelijkbaar zullen zijn met de bestaande situatie;

Overwegende dat de beveiliging van de gebruikte wegen, behalve het feit dat niets rechtvaardigt ze te intensifiëren aangezien een beroep wordt gedaan op het spoor en gelet op de instandhouding van de bestaande situatie op het vlak van het wegverkeer, geen deel uitmaakt van de herziening van het gewestplan;

Overwegende dat de milieueffectenstudie varianten voorstelt voor de verplaatsing van de Ravel waarvan de keuze zal moeten gebeuren in het stadium van de eenmalige vergunning die zou kunnen worden uitgereikt; dat de verplaatsing langs de site van de chemins de Warnaf en du Vieux Moulin, opgenomen in de atlas van de lokale paden, het voorwerp zal moeten zijn van een specifieke procedure;

Lawaai

a) Overwegende dat wat het lawaai betreft, meerdere klachten betrekking hebben op de huidige situatie;

Overwegende dat reclamanten aangeven dat de huidige situatie op het vak van de geluidshinder al kritiek is; dat er belangrijk lawaai is van 4 u 's morgens tot 21 u 's avonds, dat wordt veroorzaakt door de talrijke vrachtwagens, terwijl door via de « nieuwe » rotonde van Antoing en de rechtstreekse oprit naar de autosnelweg via de industrieweg van Antoing te gaan dit alles zou kunnen worden vermeden; dat volgens sommigen het geluidsniveau van 5 u. tot 22 u., 6 dagen op 7, doorlopend 55 db bedraagt;

b) Overwegende dat volgens sommige reclamanten het project zal leiden tot een toename van het lawaai, een blootstelling aan geluidsdrempels die volgens de milieueffectenstudie hoger zijn dan de wettelijke normen, een verhoging van het aantal decibels dat de normen overschrijdt in de rue Alexandre Dapsens; dat dit volgens hen zal worden versterkt door de overheersende westenwinden;

Overwegende dat sommigen een maximum aan garanties eisen om de omwonenden te beschermen, een strikte beperking van de geluidsdrempels, de oplegging van nauwkeurige dwangsommen (bedrag/dag) indien de opgelegde geluidsdrempels worden overschreden, een beperking van het lawaai tot maximaal 45 db ter hoogte van de afsluiting van de site;

c) Overwegende dat sommige reclamanten aangeven dat wat de laadkade betreft, de silo in beton moet zijn om het lawaai te vermijden van de rotsblokken die op het plaatijzer vallen; dat zij zich afvragen of ook de treinwagons uit beton zullen zijn; dat reclamanten van oordeel zijn dat de wagons moeten worden geladen op een lager gelegen gesloten en akoestisch beschermde plaats; dat sommigen de installatie aanbevelen van geluidsmetingstoestellen;

d) Overwegende dat sommigen aanbevelen dat testhuizen worden voorzien waarin de geluidsmetingsapparatuur zal worden geïnstalleerd;

e) Overwegende dat sommige reclamanten bezorgd zijn om de geluidshinder tijdens de opvullingsfase van de steengroeve van Cinq Rocs, gelegen op " 600 meter van de woningen van de Nouveau Passage; dat zij zich afvragen of men kan garanderen dat de leefomstandigheden van de inwoners niet zullen veranderen;

ANTWOORDEN

Overwegende dat de klachten die met betrekking tot de huidige situatie worden geformuleerd, geen betrekking hebben op deze herziening van het gewestplan; dat de eventuele verhelping ervan deel uitmaakt van andere instrumenten dan deze bestuurshandeling;

Overwegende dat de kern van deze opmerkingen een weerklank zal vinden in het kader van de procedure tot aanvraag van een vergunning met het oog op de vestiging en de exploitatie van het onderliggende industriële project, van de effectenbeoordeling waaraan zij zal worden onderworpen en van de vergunning die zou kunnen worden uitgereikt;

Overwegende dat de milieueffectenstudie dienaangaande aanbevelingen heeft gedaan die in dat stadium in aanmerking zullen moeten worden genomen; dat die immers heeft vastgesteld dat het industriële project dat aan de herziening van het gewestplan ten grondslag ligt, zal leiden tot geluidshinder; dat de milieueffectenstudie onderstreept dat - in het stadium van de vergunning - maatregelen zullen moeten worden getroffen die beogen de geluidshinder te verminderen, zoals beschermingsmuren of geluidswerende schermen rondom de vaste geluidsbronnen, de isolatie van de transportbanden te verbeteren;

Overwegende dat voor het overige de milieueffectenstudie met name om geluidsredenen aanbeval de transportband centrum af te schaffen;

Trillingen

a) Overwegende dat wat de trillingen betreft, meerdere klachten betrekking hebben op de huidige situatie; dat reclamanten aangeven dat wat de trillingen betreft de huidige situatie al kritiek is;

Overwegende dat volgens sommige reclamanten het project een impact zal hebben op de hinder die te wijten is aan de trillingen;

b) Overwegende dat sommige reclamanten aangeven dat de transportbanden, zelfs indien zij ingegraven worden onvermijdelijk trillingen zullen genereren, die niet zonder impact zullen zijn op de structuur van de huizen; dat de dichtstbijgelegen transportband op minder dan 20 meter van het centrum zal passeren; dat zij zich afvragen of er analyses werden gemaakt;

c) Overwegende dat reclamanten aanstippen dat de mijnschoten eveneens voor echte aardbevingen zullen zorgen;

Overwegende dat reclamanten het nemen van bepaalde maatregelen aanbevelen;

d) Overwegende dat sommigen een maximum aan garanties eisen om de omwonenden te beschermen tegen de schokgolven, een strikte beperking van de trillingsdrempels, de bepaling van nauwkeurige dwangsommen (bedrag/dag) ingeval de drempels worden overschreden die inzake trillingen worden opgelegd;

e) Overwegende dat reclamanten aangeven dat de exploitant alle passende maatregelen moet nemen om bij mijnschoten de domino-milieueffecten te voorkomen;

ANTWOORDEN

Overwegende dat de klachten die met betrekking tot de huidige situatie worden geformuleerd, geen betrekking hebben op deze herziening van het gewestplan; dat de eventuele verhelping ervan deel uitmaakt van andere instrumenten dan deze bestuurshandeling;

Overwegende dat de kern van deze opmerkingen een weerklank zal vinden in het kader van de procedure tot aanvraag van een vergunning met het oog op de vestiging en de exploitatie van het onderliggende industriële project, van de effectenbeoordeling waaraan zij zal worden onderworpen en van de vergunning die zou kunnen worden uitgereikt;

Overwegende dat de milieueffectenstudie dienaangaande aanbevelingen heeft gedaan die in dat stadium in aanmerking zullen moeten worden genomen; dat de milieueffectenstudie aanbeveelt een plaatsbeschrijving op tegenspraak op te stellen van alle gebouwen die gelegen zijn op minder dan 320 meter van de schietzones, alsook dat er tests worden gedaan om zich ervan te vergewissen dat de infrastructuren die aanwezig zijn in een straal van 320 meter geen enkele schade zullen lijden en dat er eventueel de nodige maatregelen worden genomen om zich daarvan te vergewissen (afzondering, verplaatsing...);

Overwegende dienaangaande dat de Waalse Regering het bijzondere belang wil onderstrepen dat moet worden gehecht aan de mijnschoten opdat de toekomstige exploitant alle nuttige maatregelen zou nemen om de domino-milieueffecten van de schoten te vermijden;

Geur

a) Overwegende dat wat de stank betreft, sommige reclamanten vrezen voor een toename van de stank ingevolge de vestiging van Staroute en de overname van de Lemay-steengroeve door CBR;

b) Overwegende dat reclamanten gewag maken van de recurrente stank en verwijzen naar de installaties van RécyHoc;

ANTWOORDEN

Overwegende dat het er hier om gaat zich uit te spreken over de herziening van het gewestplan met het oog op de opnemings van een nieuw ontginningsgebied op de linkeroever van de Schelde; dat elke vraag betreffende andere industriële vestigingen geen verband houdt met deze herziening van het gewestplan;

Natuurlijk erfgoed

a) Overwegende dat wat het natuurlijk erfgoed betreft, sommige reclamanten zich zorgen maken om de verdwijning van de groengebieden (ingesloten dorpen) en om de impact van het project op het natuurlijk erfgoed; dat zij tevens de aandacht vestigen op de niet-naleving van artikel 1 van de Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (Waaals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie);

b) Overwegende dat sommige reclamanten de nadruk leggen op het bijzondere belang dat moet worden gehecht aan de bescherming van het ecosysteem en aan de opwaardering ervan;

c) Overwegende dat volgens sommige reclamanten het project een impact zal hebben op de site van groot biologisch belang, de zogenaamde braaklanden van de « Vignobles »; dat de instandhouding van deze braaklanden op een kalkhoudende onderlaag interessant is op twee vlakken: de zeldzaamheid van deze habitat voor de betrokken soorten en de functie ervan in het plaatselijke ecologische netwerk; dat men volgens hen bijgevolg alle nodige voorzorgen moet nemen bij de verwezenlijking van de spoorwegaansluiting en meer bepaald vooraf de Natuurkring van België moet raadplegen; dat men zich eveneens moet verzetten tegen de bouw van een oven op deze site;

d) Overwegende dat men volgens reclamanten de privéstructuren langs de spoorweg moet opgesloten worden en zoveel mogelijk aan de kant van de steenberg om de kern van de kalksteenhoudende grasvelden in stand te houden;

ANTWOORDEN

Overwegende dat wat het verlies van groengebieden betreft, het project gepaard gaat met planologische compensaties; dat deze compensaties werden bepaald onder meer rekening houdend met de impact op de buurt van het nieuwe gebied bestemd voor bewoning; dat zij voorzien zijn in de buurt van het project, zowel op de linker als op de rechteroever van de Schelde, op het grondgebied van de gemeenten Antoing en Doornik;

Overwegende dat de gebieden waarop de planologische compensaties betrekking hebben, gedeeltelijk zullen worden omgezet in natuurgebied en gedeeltelijk in groengebieden, met uitzondering van het gemeentelijk in overleg in te richten gebied van Calonne, dat zal worden omgezet in landbouwgebied; dat het Departement Natuur en Bossen van de Algemene Operationele Directie Landbouw, Natuurlijke rijkdommen en Milieu B in het kader van de opmerkingen die werden gemaakt ter gelegenheid van het openbaar onderzoek B immers het verlangen heeft te kennen gegeven de gebieden van de voormalige steengroeven Californie, Requiem, Vicaire en Bruyelle die niet zullen worden opgevuld en de uitlopers noord, zuid, oost van het zuidwestelijk gedeelte van de voormalige steengroeven van Cinq Rocs op te nemen als natuurgebied (in plaats van als groengebied); dat de Commission régionale d'aménagement du territoire (Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening) deze aanvraag heeft overgenomen in haar advies van 10 november 2010;

Overwegende dat de Regering van oordeel is dat er aan deze suggestie van het Departement Natuur en Bossen van de Algemene Operationele Directie Landbouw, Natuurlijke rijkdommen en Milieu een positief gevolg moet geven. Dat een dergelijke suggestie verantwoord is in de mate dat de milieueffectenstudie heeft aangetoond dat de betrokken gebieden rijke milieus bevatten die altijd moeten worden in stand gehouden;

Overwegende dat daarnaast de gedekte ontginningsgebieden van het bijkomende voorschrift CP1, CP3 en CP4 automatisch zullen worden omgezet in groengebieden na het einde van de inrichting die geschikt is om deze bestemmingen te verwezenlijken die zullen worden opgelegd door de eenmalige vergunning die vereist voor de vestiging en de exploitatie van de steengroeve;

Overwegende dat bijgevolg omvangrijke groengebieden zullen worden gecreëerd;

Dat bovendien de Regering van plan is de doeltreffendheid van het beheer van de groengebieden en van de natuurgebieden die gelegen zijn op de linkeroever van de Schelde te verzekeren door een maatregel op te leggen tot inrichting van deze toekomstige groengebieden en natuurgebieden die beoogt te garanderen dat een beheersovereenkomst wordt ondertekend tussen de exploitant van de afzetting en het Departement Natuur en Bossen van de Operationele Algemene Directie Landbouw, Natuurlijke rijkdommen en Milieu van de Overheidsdienst van Wallonië en dit uiterlijk de dag van de afgifte van de vergunning bestemd voor de exploitatie van het industriële project dat ten grondslag ligt aan de herziening van het gewestplan;

Overwegende dat wat de bescherming en de opwaardering van het ecosysteem betreft, opgemerkt dient te worden, dat de gronden die een habitat van niet-prioritair communautair belang bevatten (Atlantisch neutrofiel eikenbos-essenbos) waarover de zogenaamde transportband « Centrum » moest lopen, door de exploitatie niet zullen worden aangetast, gelet op het opgeven van deze band zoals al aangekondigd in het stadium van de voorlopige aanneming van de herziening van het gewestplan – optie die door de Regering wordt bevestigd – en de verdeling van zijn belasting over de zogenaamde transportband « Noord »; dat de haalbaarheid van de verdeling van de belasting over de transportband « noord » zonder aanzienlijke verhoging van de hinder van zijn activiteit trouwens door de milieueffectenstudie werd bevestigd;

Overwegende dat dezelfde habitat van niet-prioritair communautair belang aanwezig is in de zone voorzien voor de doorgang van de zogenaamde transportband « zuid » (Atlantisch neutrofiel eikenbos-essenbos); dat de studie echter vaststelt dat de eventuele impact van de band op deze habitat relatief blijft in zoverre zij altijd aanwezig zal blijven in de nabij oude Bois Del'Sec-steengroeve, alsmede de oude Thorn-steengroeve; dat de bevoegde overheid er in het kader van de latere vergunningen erop zal toezien een doordringbaarheid te garanderen van de afsluitingen van de werfzones om de doorgang van de fauna mogelijk te maken en om de werfzones te beperken bij de installatie van de transportband « zuid »;

Overwegende dat de bestemming van de gedeelten van de voormalige steengroeven Californie, Vicaire, Requiem en Bruyelle gedeeltelijk tot natuurgebied en voor het gedeelte dat zal worden heringericht als groengebied bij wijze van planologische compensatie de instandhouding mogelijk maakt van tal van milieus van heel groot biologisch belang, alsook van meerdere zeldzame en beschermde soorten in deze gebieden zoals de oehoe die zijn nesten maakt op de rotswanden van de oude Californie-steengroeve;

Overwegende dat de herbestemming van de voormalige Grande Mer-steengroeven tot groengebieden op zich geen enkel bijzonder effect zal veroorzaken op de biologische milieus van groot belang, die deze terreinen een klassering opleverden als Natura 2000-gebied en als SGIB (Site de Grand Intérêt Biologique - site van groot biologisch belang); dat de passende beoordeling van de milieueffecten die werd gemaakt overeenkomstig de Europese Richtlijn 92/43/EEG inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna (Natura 2000-gebieden), naar het Waals rechte omgezet door het decreet van 6 december 2001 tot wijziging van de wet op het natuurbehoud van 12 juli 1973, het mogelijk maakte het ontbreken van milieueffecten na te gaan op het Natura 2000-gebied van het « Scheldebekken stroomopwaarts Doornik » van een verlenging van de transportband Noord tot aan de installaties voor het verwerken van de granulaatsteen van de du Milieu-steengroeve, zoals aanbevolen in de eerste fase van de studie; dat uit deze passende beoordeling blijkt dat de terreinen die gelegen zijn tegen de zuidelijke grens van de oude Grande Mer-steengroeve, die als Natura 2000-gebied is opgenomen, geen enkele habitat van communautair belang vertonen en dat de rechtstreekse impact van het project op de habitats die aanwezig zijn in de studieomtrek, maar buiten het Natura 2000-gebied, in het bijzonder de poelen die gelegen zijn op en aan de voet van de « Batte et Mathias »-steenbergen die geschikt zijn voor de voortplanting van de rugstreeppad, niet van belang blijkt gelet op de lokalisatie van het project en dat evenmin enig effect moet worden voorzien op de diersoorten; dat bijgevolg de oostelijke en zuidelijke grenzen van dit groengebied werden aangepast om rekening te houden met de bestaande activiteiten en met de doorgang van de transportband naar de verwerkingsinstallaties van de vennootschap HOLCIM Granulats, overeenkomstig het voorstel van de milieueffectenstudie; dat de Waalse Regering deze optie bevestigt die al werd genomen in het stadium van de voorlopige aanneming van de herziening van het gewestplan;

Dat de studie met name de mogelijkheid heeft onderstreept om door middel van aarde en gesteenten zonder mineralen van de steengroeve het westelijke gedeelte op te vullen van de voormalige Cinq Rocs-steengroeven en de voormalige Californie-steengroeve alsook over een gebied gelegen ten zuiden ervan zonder afbreuk te doen aan de meest interessante habitats, dat wil zeggen door in het bijzonder de rotswanden in stand te houden die de nestplaatsen vormen van de oehoe (*Bubo bubo*) alsook de goed op kalkgrond gedijende grasvelden die gelegen zijn in het lage gedeelte van het gebied;

Dat een nieuw beheersplan van de gesteenten zonder mineralen werd voorgesteld en bekrachtigd door het besluit tot voorlopige aanneming van de herziening van het gewestplan; dat de Regering bevestigt dat zij dit nieuwe beheersplan bijtreedt;

Overwegende bijgevolg dat wat de voormalige Cinq Rocs-steengroeven betreft, aangezien de volledige opvulling van dit gebied tot gevolg zou hebben gehad het geheel van de geïnventariseerde milieus van biologische kwaliteit af te schaffen alsook zijn huidige potentieel, die een beter beheer van de site zou hebben mogelijk gemaakt, met het Departement Natuur en Bossen overeengekomen werd de opvulling te beperken tot het zuidwestelijke gedeelte van de site; dat de herinrichting van deze gebieden zal gebeuren in overleg met het Departement Natuur en Bossen van de Overheidsdienst van Wallonië, Operationele Algemene Directie Landbouw, Natuurlijke rijkdommen en Milieu; dat dit overleg, zoals hiervoor vermeld, tot uiting zal komen in een overeenkomst die uiterlijk moet worden ondertekend op de dag van de afgifte van de vergunning die bestemd is om de industriële activiteit te dekken die aan de herziening van het gewestplan ten grondslag ligt; dat dit het mogelijk maakt de opvulling te begeleiden en beheersmodaliteiten te bepalen om de instandhouding en de regeneratie van de milieus van biologische kwaliteit in dit gebied te verzekeren; dat dit hele gebied bovendien zal worden opgenomen als groengebied, rekening houdend met de aanwezigheid van een SEVESO-site in de nabijheid en dit, gelet op de milieueffectenstudie die ze suggereerde en het advies van de Cel Gevaar voor Zware Ongevallen van de Directie Industriële geologische en mijnongevallen van de Operationele Algemene Directie Landbouw, Natuurlijke Rijkdommen en Milieu van 30 september 2010;

Overwegende dat de gronden gelegen ten noorden van de voormalige steengroeven van Antoing en bestemd voor de gefaseerde compensatie met herbestemming op termijn tot landbouwgebied, gronden zijn die al werden gewijzigd; dat de habitats die zij omvatten en die eventueel zouden kunnen worden aangetast door de opvulling en de landbouwactiviteit, aanwezig zullen blijven in de in de nabijheid gelegen voormalige steengroeven van Antoing; dat in het kader van de procedure tot aanvraag van vergunningen die de opvulling van deze verschillende gebieden beogen, de noodzaak moet worden nagegaan te beschikken over de afwijkingen op de wetten op het natuurbehoud;

Overwegende dat de verwezenlijking van de spoorinfrastructuur het voorwerp zal moeten zijn van een gedetailleerde milieueffectenstudie in het kader van de vergunningsaanvraag en dat die gedetailleerde antwoorden zal moeten geven op betreffende doeltreffende methoden die moeten worden toegepast om de impact van het laden te beperken en de geldende wettelijke verplichtingen na te komen; dat bijzondere aandacht zal moeten worden besteed aan de maatregelen inzake akoestische en landschappelijke bescherming van de infrastructuur voor het laden van de treinen; dat de biologische interessante gebieden alsook de verschillende aanwezige biotopen zullen moeten worden geïdentificeerd en geïnventariseerd op een kaart; dat deze gebieden zullen moeten worden gevrijwaard van elke menselijke activiteit en dat de bouwplaats van het industriële project geen impact op hen mag hebben;

Dat in het kader van het industriële project bijzondere aandacht zal moeten worden besteed aan de instandhouding van de biologische interessante gebieden, aan de heraanleg van biotopen die geschikt zijn voor de opvang van de plaatselijke fauna en aan de landschappelijke integratie van de industriële infrastructuren; dat de vestiging ook zal moeten voldoen aan technische beperkingen die verbonden zijn aan de aanwezigheid van de steenberg Delwaerte en van de installatie van Recyhoc;

Omliggende woningen – schade en waardevermindering

Overwegende dat wat het gedeelte betreffende de woningen in de buurt van het project betreft, de klachten in hoofdzaak betrekking hadden op de kwesties van de eventuele schaderisico's en de vermindering van de verkoopwaarde van de woningen;

a) Overwegende dat sommige reclamanten zich immers zorgen maken om de eventuele onmogelijkheid om hun woning bij de huidige stand van zaken te verkopen; dat de waarde van de gebouwen al is aangetast door de spoorweg, de Vieux Chemin de Mons met zijn vrachtwagenverkeer, de industriële weg, de Staroute-fabriek en de ontwikkeling van de oude Lemay-inrichtingen;

b) Overwegende dat er volgens reclamanten voor moet worden gezorgd dat een plaatsbeschrijving wordt opgesteld (waarde en staat) van de woning vóór de verwezenlijking van de industriële activiteiten; dat zij aangeven dat het deskundigenonderzoek slechts betrekking zal hebben op enkele testwoningen en zich afvragen wat er zal gebeuren met de andere omwonenden die getroffen kunnen worden (huizen van de rue des Vignobles,...);

ANTWOORDEN

Overwegende dat wat de klachten betreft met betrekking tot de verkoopwaarde van de gebouwen, de milieueffectenstudie aanstipt dat « wat de overige menselijke activiteiten betreft, de grootste impact die te noteren valt, de mogelijke daling is van de waarde van de vastgoedgoederen in de nabijheid van het toekomstige industriële project, zelfs al is de nauwkeurige kwantificering van deze daling niet mogelijk. Er dient echter te worden opgemerkt dat deze daling beperkt zal zijn wegens de (landschappelijke en andere) inrichtingen die door de steengroeve zijn verwezenlijkt » (ES, fase 2, p. 439);

Dat immers is voorzien in een perifere beschermingsmuur rondom de ontginningssput alsook in een landschappelijke beschermingsmuur in de buurt van het dorp Calonne; dat deze voorzieningen alsook de voorwaarden die in het kader van de vergunning zullen kunnen worden opgelegd, de hinder die zou kunnen worden veroorzaakt door het project dat aan de basis ligt van de herziening van het gewestplan, aanzienlijk zullen kunnen worden verminderd;

Dat bovendien de omwonenden planologische compensaties zullen genieten waarvan sommige een herinrichting omvatten bestemd om de biologische kwaliteiten van deze sites te herstellen en dit in overleg met het Departement Natuur en Bossen van de Operationele Algemene Directie Landbouw, Natuurlijke rijkdommen en Milieu;

Dat bovendien, zoals al aangegeven, de Regering van plan is de ontginning langs de noordoostelijke rand van het nieuwe ontginningsgebied te verbieden om het leefklimaat van de inwoners van Calonne maximaal te vrijwaren;

Overwegende dat wat de klachten betreft met betrekking tot de risico's voor schade aan de omliggende gebouwen in het kader van de exploitatie van de steengroeve, in het stadium van de vergunning voorwaarden zullen kunnen worden opgelegd betreffende de procedés en de technologieën die gebruikt worden inzake mijnschoten om de trillingsniveaus te verminderen en te beheersen;

Overwegende dat de milieueffectenstudie aanbeveelt « een preventieve plaatsbeschrijving op te stellen van het bebouwde kader waarop het project betrekking heeft met de bedoeling een follow-up te verzekeren van de stabiliteit van alle naburige bouwwerken. De oprichting van een schadeloosstellingsfonds dat beschikbaar is voor de omwonenden dat tegemoetkoming kan verlenen in geval van schade die te wijten is aan de exploitatie, verdient aanbeveling » (ES, fase 2, p. 234);

Dat de studie aanbeveelt deze plaatsbeschrijving op te stellen voor alle gebouwen en uitrustingen die zich binnen een afstand van 320 meter van de grens van het geëxploiteerde gebied bevinden (ES, fase 2, p. 345);

Deze studie vermeldt dat men binnen deze omtrek maar vrij weinig woningen aantreft; dat 3 woningen gelegen zijn op het grondgebied van Calonne, aan de Chemin des Anglais en aan de Chemin en enkele woningen bevinden zich op de grens van dit impactgebied langs de rue Henri Artisien, aan de overkant van de steengroeven van Bruyelle, Vicaire en Requiem (ES, fase 2, p. 346); dat wat de infrastructuur betreft (hoogspanningslijn, leidingen, kabels,...) zij aangeeft dat « het risico voor kwaliteitsvermindering van haar uitrusting gering, zelfs nihil is ». Wij raden niettemin aan dat tests worden verricht vóór de exploitatie om na te gaan of alle risico's wel degelijk van de baan zijn, met name met betrekking tot de Transhennuyère, om in voorkomend geval de nodige maatregelen te nemen » (ES, fase 2, p. 346);

Dat de studie besluit dat « Rekening houdend met de afgelegen ligging van de site en de weinige gebouwen die rechtstreeks bij het project betrokken zijn, men kan concluderen dat de milieueffecten van de mijnschoten beheersbaar zullen blijven door middel van de toepassing van strenge methoden inzake de uitvoering van de mijnschoten en van de belangrijkste voorafgaande aanbevelingen » (ES, fase 2, p. 349); dat zij tevens aanbeveelt « in het kader van de vergunningsaanvraag een simulatie te maken met de bedoeling de naleving te controleren van de wetgevingen die ter zake van kracht zijn » (ES, fase 2, p. 349);

Overwegende dat aan de vragen betreffende de trillingen, de plaatsbeschrijving en de overige factoren waarvan wordt aangevoerd dat zij een weerslag zouden hebben op de waarde of de staat van de omliggende goederen, een bijzondere aandacht wordt besteed ter gelegenheid van de vergunningsaanvraag vooral omdat, zoals al eerder gezegd, de Operationele Algemene Directie Landbouw, Natuurlijke hulpbronnen en Milieu in haar gunstig advies van 17 juni 2010 als voorwaarde stelt dat het aan de exploitant zal zijn om alle passende maatregelen te nemen om de domino-effecten van de mijnschoten te voorkomen;

Andere hinder

a) Overwegende dat sommige reclamanten aanstippen dat de hinder de dagelijkse activiteiten zou beknotten (profiteren van de tuin, het linnen laten drogen enz.; dat reclamanten gewag maken van hinder op het vlak van stilte, rust, kwaliteit van het leven en welzijn;

b) Overwegende dat sommige reclamanten eveneens vrezen voor sociale en menselijke hinder; dat zij aangeven dat Calonne een « spookdorp », een « martelaarsdorp » zal worden;

c) Overwegende dat reclamanten onderstrepen dat het project milieueffecten zou kunnen hebben op de kwaliteit van de voedingsmiddelen en op de gezondheid; dat volgens sommigen 70 % van de ziektes zouden worden beïnvloed door milieuoorzaken;

d) Overwegende dat reclamanten aanstippen dat er al klachten waren betreffende het onderhoud van de wegen, de verkeersonveiligheid door het vrachtwagenverkeer enz., maar dat de gemeente daar niet op reageert; dat sommige reclamanten de nadruk leggen op de noodzaak de rue des Vignobles en de omgeving ervan heraan te leggen, met inbegrip van de aansluiting op de openbare riolering; dat de straat geregeld moet worden onderhouden en dat moet worden toegezien op het inzetten van de verschillende stadsdiensten (kantonnier, het strooien van zout in de winter...); dat eveneens moet worden overgegaan tot de heraanleg van de industrieweg en van de rue du Canon, met beveiligde fietspaden en stoepen in de voornoemde straten; dat de vrachtwagenbestuurders attent moeten worden gemaakt op hun gebrek aan burgerzin (afval, verkeersreglement, verlies van lading...);

ANTWOORDEN

Overwegende dat het merendeel van deze klachten verband houdt met de vestiging en de exploitatie van het onderliggende industriële project; dat er hier niet wordt op ingegaan maar dat dat wel zal gebeuren in het kader van de procedure van de vergunningsaanvraag en van beoordeling van de latere milieueffecten alsook eventueel in de vergunning die zou kunnen worden uitgereikt;

Overwegende dat aangezien het vaststaat dat de vestiging van een industriële activiteit effectief een bron van hinder kan zijn, HOLCIM de milieuverplichtingen zal moeten naleven die worden opgelegd door de sectorale voorwaarden alsook door de vergunning die zou kunnen worden uitgereikt om de vestiging en de exploitatie van de steengroeve te dekken; dat HOLCIM eveneens alles in het werk zal moeten stellen opdat ingevolge zijn activiteit geen enkele extra hinder zou worden veroorzaakt;

Overwegende dat een perifere beschermingsmuur zal worden opgetrokken rond de ontginningsput en tussen de site en het dorp Calonne, wat de impact op het vlak van lawaai, landschap, stof op de omgeving en de menselijke activiteiten die er plaatsvinden, nog meer zal beperken;

Overwegende dat de herziening van het gewestplan tot compensatiemaatregelen leidt zoals bepaald door artikel 46 van de Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie); dat die leiden tot de opnemings van natuurgebieden en groengebieden zowel ten zuiden (vroegere steengroeven van Antoing) als ten noordwesten van Calonne (Cinq Rocs-steengroeve); dat overigens andere gebieden die eveneens zowel ten zuiden (voormalige steengroeven van Antoing) als ten noordwesten van Calonne (Cinq Rocs-steengroeve), en in de onmiddellijke buurt van eerstgenoemde gelegen zijn, gehandhaafd blijven als ontginningsgebied om de opvulling ervan mogelijk te maken en na afloop van de herinrichting ervan zullen worden omgezet in groengebieden, overeenkomstig artikel 4 van dit besluit;

Overwegende dat, zoals al eerder gezegd, dit herinrichtingsprogramma het mogelijk zal maken het gebied te herstellen en zal gebeuren in overleg met het Departement Natuur en Bossen van de Overheidsdienst van Wallonië – Operationele Algemene Directie Landbouw, Natuurlijke rijkdommen en Milieu volgens de bepalingen van een overeenkomst die uiterlijk zal moeten worden gesloten op de dag van de afgifte van de vergunning, bestemd voor de exploitatie van het onderliggende industriële project;

Overwegende dat na afloop de aanwezigheid van die gebieden waarvan de herinrichting en het beheer het voorwerp zullen zijn geweest van de voornoemde overeenkomst, bijdragen tot de verbetering van het leefklimaat van de omwonenden;

Overwegende dat bovendien de Regering van plan is de kwaliteit van het leefklimaat van de inwoners van Calonne maximaal te vrijwaren; dat daartoe een tot ontginningsgebied bestemde grondstrook met een breedte van 75 meter langs de noordoostelijke rand van de site zal worden gedekt door een bijkomende voorschrift dat verduidelijkt dat de gronden bestemd zijn voor de inrichting van een perimeter, die beoogt de exploitatie af te zonderen van haar onmiddellijke omgeving, met inbegrip van de bouw van beschermingsmuren;

Dat bijgevolg alles zal worden ondernomen om de eventuele hinder voor het leefklimaat van de inwoners maximaal te beperken, en meer specifiek die van Calonne; overwegende bovendien dat de milieueffectenstudie alle milieudomeinen (lawaai, trillingen, stof,...) heeft bestudeerd die een invloed kunnen hebben op de gezondheid en de levenskwaliteit en dit overeenkomstig de inhoud opgelegd door de Waalse Regering; dat de auteur van de milieueffectenstudie met name uitvoerig de risico's voor de menselijke gezondheid die door het stof worden gegeneerd, heeft beoordeeld; dat zoals al eerder werd aangegeven de auteur van de studie eraan heeft herinnerd dat de zwevende deeltjes niet kenmerkend zijn voor de ontginningsactiviteit; dat die vooral afkomstig zijn van het wegverkeer en dat de richtwaarde van het OMS wordt geëerbiedigd; dat de milieueffecten die te wijten zijn aan het bezinkbare stof, die van hun kant voortvloeiën uit de ontginningsactiviteit, voor de omwonenden een reële hinder vormen (ES, fase 2, p. 117 en 123), maar dat de verhoging van de waarden gering zal zijn rekening houdend met de bestaande emissies (ES, fase 2, p. 490); dat de aanleg van een perifere beschermingsmuur en de aanbevelingen van de studie waaraan al werd herinnerd, het mogelijk zullen maken de emissies van deeltjes waarneembaar te verminderen (ES, fase 2, p. 145);

Overwegende dat de klachten betreffende het onderhoud van de wegen en de verkeersveiligheid buiten het voorwerp van deze herziening vallen; dat bovendien het project bepaalt dat het transport van de ontgonnen materialen zal gebeuren per spoor of met behulp van een transportband; dat een gedeelte van de granulaatsteen zoals nu het geval is, zal worden vervoerd per schip (RNT, p. 52);

Andere te nemen maatregelen

a) Overwegende dat sommige reclamanten het gebruik suggereren van de meest geavanceerde technologieën om de hinder maximaal te verzachten; dat zij dienaangaande melding maken van de volledige insluiting van de laadtoren en van de overlaadtorens, het volledig overdekken van de transportbanden, het dempen van de storting van de materialen in de wagons via een minimale storthoogte en een geleidelijk laadtempo, een geregeld besproeien van de site bij droog weer, alsook slechts weinig of geen vrachtwagenverkeer; dat zij eisen dat ingeval toestellen worden gebruikt, het achteruitrijsignaal wordt beperkt, dat het geklapper van de zijschotten wordt verboden; dat in dezelfde gedachtegang reclamanten vragen de wissels minder te verzetten en de treinmanoeuvres te beperken; dat zij vragen om het geregelde onderhoud van de installaties, lagers, wissels, schoonmaak, smering enz.;

Overwegende dat reclamanten aangeven dat moet worden toegezien op de naleving van de Integrated Pollution Prevention and Control (IPPC);

b) Overwegende dat volgens reclamanten een referentie- en contactpersoon moet worden aangesteld in geval van aanzienlijke hinder; dat een begeleidingscomité of een comité van de omwonenden moet worden opgericht; dat zij op de hoogte moeten worden gesteld van de evolutie van de bouwplaats, onder meer door bezichtigingen ter plaatse;

c) Overwegende dat sommige reclamanten de nadruk leggen op de noodzaak de omwonenden jaarlijks een gezondheidsbalans voor te leggen;

d) Overwegende dat reclamanten van mening zijn dat de inrichtingswerken van de site en van de omgeving ervan op een samenhangende en verstandige manier moeten worden gepland en uitgevoerd om de aanzienlijke hinder voor de omwonenden te verminderen;

e) Overwegende dat sommige reclamanten van oordeel zijn dat erop moet worden toegezien dat het milieu op korte en lange termijn correct wordt behandeld;

f) Overwegende dat reclamanten van oordeel zijn dat er geen enkele garantie is met betrekking tot de naleving van alle nuttige bepalingen om de hinder te beperken;

g) Overwegende dat sommige reclamanten van mening zijn dat op het gewestplan een perifere strook met een nuttige breedte van 75 m moet worden gecreëerd in plaats van het nu voorziene « kantwerk »; dat voor anderen een gang met een nuttige breedte van 200 m moet worden gecreëerd, voorzien van een beschermingsmuur in plaats van de zone van 100 m om het dorp Calonne te beschermen en die op te nemen in het gewestplan; dat sommigen onderstrepen dat de bufferzone (beschermingsmuur) ondanks de bestaande groenstrook dreigt ondoeltreffend te zijn;

Overwegende dat sommige reclamanten van oordeel zijn dat vanaf het begin bufferzones moeten worden gevormd met aanplantingen van inlandse soorten; dat de hinder moet worden verminderd via de aanleg van een beschermingsmuur rondom de volledige laadzone, met aanplantingen van plaatselijke soorten (gevarieerd, nuttig en aantrekkelijk voor de dieren en insecten, en doeltreffend zowel op het vlak van het gebladerte dankzij hun vermogen om het stof tegen te houden en de lucht te verversen als op het vlak van zijn vermogen wortels te ontwikkelen zodat de beschermingsmuur wordt vastgezet), aanleg van meerdere permanente poelen, aangeveegde en afgebakende wandelpaden met zigzagdoorgangen zodat het passeren van quads en motoren wordt belet en die het mogelijk maken een sociale band te behouden met de rest van het dorp; dat er eveneens een tweede beschermingsmuur moet worden aangelegd die de spoorweg omsluit en de laadtoren omvat;

h) Overwegende dat reclamanten van oordeel zijn dat men de bevestiging moet krijgen dat geen enkele cementfabriek of oven wordt gevestigd op de Vignobles-site;

i) Overwegende dat sommige reclamanten van oordeel zijn dat een overlaadinrichting via ondergrondse transportbanden moet worden bestudeerd, ook onder de Schelde; dat sommige reclamanten aangeven dat de transportband die van Gaurain komt, te dicht bij de woningen ligt en veel hinder zal genereren; dat zij zich vragen stellen bij de noodzaak van een omleiding van de transportbanden; dat dit volgens hen zou toestaan de tunnel onder de spoorweg en het pad dat naar de du Milieu-steengroeve leidt, te gebruiken om de ontsluitingsgronden te vervoeren;

j) Overwegende dat reclamanten van oordeel zijn dat men het exploitatiewerkrooster naar beneden toe moet herzien (overgaan op 7 u - 20 u in plaats van 6 u B 22 u), onder meer via een vermindering van de laadtonnage; dat in alle geval de activiteit na 16 u, tijdens het weekend, op feestdagen en de brugdagen moet worden uitgesloten; dat eveneens een duidelijker vermindering van de activiteit tijdens de schoolvakantie moet worden gepland;

ANTWOORDEN

Overwegende dat tal van klachten die door dit punt worden bedoeld, in werkelijkheid betrekking hebben op de vestiging en de exploitatie van het industriële project dat aan de herziening van het gewestplan ten grondslag ligt; dat zij zullen worden behandeld op het ogenblik van de vergunningsaanvraag met het oog op de verwezenlijking van deze vestiging en deze exploitatie, welke vergunningsaanvraag is onderworpen aan de beoordeling van de milieueffecten; dat zij niet aan bod kunnen komen in het stadium van de herziening van het plan dat het operationele deel van dit industriële project niet behandelt;

Overwegende dat in dit opzicht zowel de exploitatie van de perifere beschermingsmuur van de put als die van de landschappelijke beschermingsmuur rond Calone het voorwerp zullen zijn van een gedetailleerde beoordeling van de milieueffecten; dat die beoordeling in voorkomend geval aanpassingen van de beschermingsmuren zal kunnen suggereren om de bescherming van de belangen van de omwonenden nog meer te versterken en het advies te weerspiegelen van de Commission régionale d'aménagement du territoire (Gewestelijke Commissie voor ruimtelijke ordening) van 10 november 2010 met betrekking tot de stabiliteitsproblemen, de waterafvoer en de te planten plantensoorten;

Overwegende dat in dezelfde gedachtegang de bufferzones het voorwerp zullen moeten zijn van een aandachtig onderzoek;

Overwegende dat hoe dan ook en zoals al eerder uiteengezet, de Waalse regering van plan is de ontginning van de afzetting te verbieden over een strook met een breedte van 75 m langs de noordoostelijke rand van de site om de kwaliteit van het leefklimaat van de inwoners van Calonne optimaal te vrijwaren;

Overwegende dat de Vignobles-site door het gewestplan wordt bestemd tot industriegebied; dat de mogelijke wijziging van deze bestemming niet wordt overwogen en dan ook buiten het voorwerp valt van deze herziening van het plan;

Overwegende dat de installatie van de transportbanden onderworpen zal zijn aan een vergunningsaanvraag en aan een milieueffectenbeoordeling; dat de studie van de mogelijkheid van een ondergrondse doorgang onder de Schelde alsook het gebruik van de bestaande tunnel onder de spoorweg in dat stadium zal kunnen worden onderzocht;

Overwegende dat de Regering van oordeel is dat de artikelen D 29-25 en volgende van Boek I van het Milieuwetboek moeten worden toegepast die de bevoegde overheid toestaan in de vergunning de oprichting te voorzien van een begeleidingscomité en er de modaliteiten van bepalen; dat de rol van dit begeleidingscomité echter beperkt is tot de follow-up van de toepassing van de vergunning die aan HOLCIM zou kunnen worden uitgereikt en zich niet kan uitstrekken tot het volledige beheer van het Doornikse steengroevegebied zoals de gemeenten suggereren; dat zij daarentegen het initiatief tot een dergelijke begeleiding kunnen nemen;

Varia

Overwegende dat reclamanten aanstippen dat diverse juridische bepalingen (artikelen 16 en 23 van de Grondwet en 544 van het Burgerlijk Wetboek) het recht vooropstellen van zijn goederen het genot te hebben en erover te beschikken, zonder te lijden te hebben van bovenmaatse burenhinder, het recht op de bescherming van een gezond milieu, met inbegrip van het voorzorgsprincipe en de plicht van de gemeentelijke overheid de veiligheid en de vlotte doorgang in de openbare ruimten te verzekeren;

ANTWOORD

Overwegende dat het grondwettelijk recht op een gezond milieu uiting vindt in de procedure tot herziening van het gewestplan die is ingevoerd door de Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie) en de verplichte milieueffectenbeoordeling van een dergelijke herziening, welke beoordeling voorafgaat aan de herziening en die er de tendensen van bepaalt; dat dit voor het overige is verlengd door de noodzaak de exploitatie van de afzetting afhankelijk te stellen van een vergunning die wordt uitgereikt overeenkomstig het decreet betreffende de milieuvergunning en die op haar beurt wordt voorafgegaan door een milieueffectenbeoordeling; dat onder meer op grond van deze beoordeling de vergunning de exploitatievoorwaarden zal bepalen die bestemd zijn om de ongemakken van de exploitatie voor de buurt te omkaderen om haar het recht op een gezond milieu te garanderen; dat de vergunning een beroep doet op de beste technieken die tegen een redelijke en betaalbare prijs beschikbaar zijn (BATNEEC); dat de milieueffectenbeoordeling, de procedure tot het verkrijgen van een vergunning en de na te leven exploitatievoorwaarden uiting geven aan het voorzorgsprincipe; dat het industriële project dat aan de herziening van het gewestplan ten grondslag ligt bijgevolg tot geen enkele abnormale burenhinder zou mogen leiden;

Overwegende dat hoe dan ook deze herziening van het gewestplan en de eenmalige vergunning die daarop zou kunnen volgen, administratieve handelingen zijn die worden aangenomen zonder afbreuk te doen aan de burgerlijke rechten van derden; dat bijvoorbeeld in geval van abnormale burenhinder die burenen indien nodig een beroep zullen kunnen doen op de bevoegde rechtbanken om de eerbiediging van hun rechten te verzekeren; dat voor het overige wat de waarborgen betreft inzake de naleving van de voorwaarden die in de vergunning zullen worden opgelegd, eraan wordt herinnerd dat deze procedure slechts betrekking heeft op het planologische gedeelte van het project en dat deze waarborgkwesities later zullen worden onderzocht in het stadium van de eenmalige vergunning die zou kunnen worden uitgereikt met het oog op de toepassing van deze herziening van het gewestplan; dat voor zover dit nodig is, dient te worden onderstreept dat het decreet betreffende de milieuvergunning wetsbepalingen bevat inzake controle en sancties;

Compensaties

a) Overwegende dat sommige reclamanten de nadruk leggen op de noodzaak voor het publiek de mogelijkheid te laten om toegang te hebben tot de gebieden die in het kader van de compensaties zijn omgevormd tot groengebieden;

b) Overwegende dat zij eveneens de noodzaak onderstrepen van de evenredigheid van deze compensaties; dat sommigen van oordeel zijn dat de verzachtende maatregelen gering zijn in vergelijking met de omvang van de geplande werken en de hinder ervan;

c) Overwegende dat reclamanten erop aandringen dat de compensaties eerst ten goede zouden komen aan de omwonenden die rechtstreeks getroffen worden door de nieuwe vestiging om hun leefklimaat te verbeteren;

d) Overwegende dat volgens sommige reclamanten op het gewestplan de gronden rondom les Vignobles moeten worden gewijzigd door ze van industriegebieden om te zetten in groengebieden;

e) Overwegende dat sommigen vragen als groengebied op te nemen :

- het noordelijke deel van de voormalige Les Cinq Rocs-steengroeven;
- de gronden die begrepen zijn in de hoek die wordt gevormd door de autosnelweg E42 en de rue du Grand Lot, die de voormalige Grande Mer-steengroeve in Doornik beslaan en die als Natura 2000-gebied zijn geklasseerd;
- de gronden met een oppervlakte van 47,4 ha, gelegen in het noordwestelijke gedeelte van de zogenaamde du Milieu-steengroeve op het grondgebied van Antoing en Doornik, in het verlengde van het Natura 2000-gebied en die de steenbergen « Tonton », « Batte et Mathias » en « Buttes des Italiens » omvatten, alsook het zuidelijke gedeelte ervan dat volledig is geëxploiteerd en dat niet zal worden opgevuld met aarde die afkomstig is van de steengroeve op de linkeroever;

Overwegende dat sommigen ook vragen als natuurgebied op te nemen :

- de noordelijke, zuidelijke en oostelijke uitlopers van het zuidwestelijke gedeelte van de voormalige Les Cinq Rocs-steengroeven;
- het gedeelte van de voormalige steengroeven « Californie », « Requiem », « Vicaire » en van Bruyelle, gelegen op het grondgebied van Antoing (Calonne en Bruyelle), op de linkeroever van de Schelde dat niet zal worden opgevuld;

ANTWOORDEN

Overwegende dat zoals al eerder vermeld, artikel 46 van de Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie) betreffende de compensaties bepaalt dat telkens als men een nieuw gebied opneemt dat bestemd is voor bebouwing en dat niet te verwaarlozen milieueffecten kan hebben, deze opneming moet worden gecompenseerd hetzij door de opneming van een gebied dat niet bestemd is voor bebouwing, hetzij op elke andere manier die door de Regering wordt bepaald en dit in operationele, milieu of energitermen of ook nog in termen van mobiliteit.;

Overwegende dat wat deze herziening van het gewestplan betreft de Regering uitsluitend heeft geopteerd voor planologische compensaties; dat de herziening van het gewestplan voornoemd artikel 46 van de Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie) betreffende compensaties naleeft doordat het de opneming voorziet van 164,7 ha als gebieden bestemd voor bebouwing en van 171,7 ha als gebieden niet bestemd voor bebouwing; dat de herziening bijgevolg meer gebieden opneemt niet bestemd voor bebouwing dan gebieden bestemd voor bebouwing; dat de verschillende gebieden voor planologische compensatie palen aan of in de buurt liggen van de gebieden die door het onderliggende industriële project worden getroffen;

Dat deze planologische compensaties uitsluitend bestaan in de omvorming van voor bebouwing geschikte gebieden tot natuurgebieden of groengebieden; dat het met name gaat om de verlenging van het park van « Les Cinq Rocs », de voormalige steengroeven op de linkeroever, genoemd als Bruyelle, Vicaire, Requiem, Californie genaamd alsook de voormalige Grande Mer-steengroeve en een gedeelte van de du Milieu-steengroeve;

Overwegende trouwens dat, zoals al eerder aangegeven, andere gebieden die zowel ten zuiden (voormalige steengroeven van Antoing) als ten noordwesten van Calonne (Les Cinq Rocs-steengroeve) liggen, als ontginningsgebied behouden blijven, maar onderworpen worden aan een bijkomend voorschrift volgens hetwelk de overeenkomstige oppervlakte binnen het nieuwe ontginningsgebied pas zal kunnen worden geëxploiteerd na afloop van de inrichting die geschikt is om de bestemming tot groengebieden van deze gebieden die als ontginningsgebied behouden blijven, te verwezenlijken; dat deze inrichting zal gebeuren in overleg, dat tot uiting komt in een overeenkomst met het Departement Natuur en Bossen van de Overheidsdienst van Wallonië — Operationele Algemene Directie Landbouw, Natuurlijke rijkdommen en Milieu;

Overwegende dat de compensaties moeten worden bepaald onder meer rekening houdend met de impact op de buurt van het nieuwe gebied bestemd voor bebouwing; dat in casu de planologische compensaties zowel zijn gepland op de linker- als op de rechteroever van de Schelde, op het grondgebied van de gemeenten Antoing en Doornik, hetzij in de buurt van het project;

Overwegende dat de compensatiegebieden van de voormalige Les Cinq Rocs-steengroeven om veiligheidsredenen niet toegankelijk zullen zijn voor het publiek; dat de Cel Risico's voor zware ongevallen van de Directie Industriële, geologische en mijnrisico's van het Departement Milieu en Water van de Operationele Algemene Directie Landbouw, Natuurlijke rijkdommen en Milieu in zijn advies van 30 september 2010 immers aangeeft dat de gebieden volledig gelegen zijn in het berekende kwetsbare gebied (overdruk van 50 mBar) betreffende de site « Grand Vesoso » TITANOBELE en dat de aanwezigheid van het publiek onverenigbaar is met het berekende gevaar in de buurt van TITANOBELE;

Overwegende dat de overige compensatiegebieden evenmin voor het publiek toegankelijk zullen zijn gelet op hun bestemming tot en op hun ecologische rol; dat deze gebieden beogen de daar aanwezige milieus in stand te houden en eventueel te regenereren;

Overwegende dat op termijn de aanwezigheid van deze natuurgebieden en groengebieden waarvan de herinrichting en het beheer zullen zijn uitgedacht in overleg met het Departement Natuur en Bossen van de Algemene Operationele Directie Landbouw, Natuurlijke rijkdommen en Milieu van de Overheidsdienst van Wallonië volgens de bepalingen van een overeenkomst die uiterlijk moet worden gesloten op de dag van de afgifte van de vergunning die de exploitatie beoogt van het industriële project dat aan de herziening van het gewestplan ten grondslag ligt, zal bijdragen tot de verbetering van het leefklimaat van de omwonenden;

Overwegende dat het Vignobles-gebied als industriegebied in stand moet worden gehouden en dit met name gelet op de huidige en toekomstige bestemming ervan; dat dit gebied bestemd is om de laadeenheid te ontvangen van het spoorvervoer van de ontgonnen steen;

Herstel

Overwegende dat wat het gedeelte betreffende het herstel betreft, de klachten in hoofdzaak betrekking hebben op de kwesties van instandhouding van bepaalde steengroeven;

a) Overwegende dat sommigen suggereren de plaatsen te herstellen als groengebieden, bepaalde steengroeven in stand te houden wegens het monumentale karakter ervan en de continuïteit van het oppompen van water voor de Transhennuyère;

b) Overwegende dat reclamanten onderstrepen dat de in de toekomst geëxploiteerde sites op hun juiste niveau zullen moeten worden opgevaardeerd;

c) Overwegende dat reclamanten erop aandringen dat de materialen die worden gebruikt voor de opvulling van de site, moeten voldoen aan de voorschriften van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt en die geïnventariseerd zijn in het advies van het Departement Bodem en Afvalstoffen;

ANTWOORDEN

Overwegende dat deze bedenkingen betrekking hebben op punten die vallen onder de eenmalige vergunning betreffende de ontginningsactiviteit; dat het er hier om gaat zich uit te spreken over de herziening van het gewestplan met het oog op de opnemings van een nieuw ontginningsgebied op de linkeroever van de Schelde; dat elke vraag betreffende de vestiging en de exploitatie van de industriële activiteit die aan deze herziening van het gewestplan ten grondslag ligt zoals al herhaaldelijk vermeld, zal worden beantwoord in het kader van de latere vergunningaanvraag; dat dit wordt bevestigd door de Commission régionale d'aménagement du territoire (Gewestelijke Commissie voor ruimtelijke ordening) in haar gunstig advies van 10 november 2010;

Dat de eenmalige vergunning die bestemd is om de exploitatie van de afzetting te dekken, indien zij wordt uitgereikt en zoals voorzien door de geldende wetsbepalingen, bepalingen moet bevatten betreffende het herstel van de site na exploitatie, dat kan worden gewaarborgd door een zekerheid;

Overwegende dat hoe dan ook en overeenkomstig de opmerkingen van de Operationele Algemene Directie Landbouw, Natuurlijke rijkdommen en Milieu van 17 juni 2010 in het kader van het openbaar onderzoek enkel de materialen die worden beoogd door het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt voor de opvulling, zullen mogen worden gebruikt;

Beschikbare informatie en bijkomende studies

Overwegende dat wat de beschikbare informatie en aanvullende studies betreft, de klachten in hoofdzaak betrekking hebben op de vragen inzake de noodzaak van bijkomende studies, de volledigheid en de onafhankelijkheid van de milieueffectenstudie;

a) Overwegende dat volgens sommige reclamanten de gemaakte studies en de genomen maatregelen niet tot een resultaat hebben geleid en dat ermee werd gesjoemeld aangezien ze door de privésector werden gefinancierd;

b) Overwegende dat sommige reclamanten opmerken dat de milieueffectenstudie beperkt blijft tot een beperkte ruimtelijke context, terwijl de luchtfoto's aantonen dat de ontginningsgebieden in het Doornikse geconcentreerd zijn op de rechteroever van de Schelde; dat deze configuratie het historische resultaat is van een feitelijke situatie;

c) Overwegende dat reclamanten onderstrepen dat de huidige studie zich beperkt tot de gronden die door HOLCIM zijn aangekocht;

d) Overwegende dat volgens sommige reclamanten, indien er op de linkeroever een steengroeve zou worden geopend, een studie op grotere schaal moet worden opgelegd gaande van Doornik tot Antoing rekening houdend met de ontwikkeling van de stad op haar zuidelijke grens (naar Chercq en Saint-Maur);

e) Overwegende dat reclamanten betreuren dat bepaalde negatieve gevolgen die werden vermeld in de milieueffectenstudie met betrekking tot het voorontwerp van herziening, niet werden onderzocht onder het voorwendsel dat zij zullen worden onderzocht bij de studie van de eenmalige vergunning; dat sommige reclamanten vragen dat een nauwkeurige studie wordt gemaakt van de luchtkwaliteit en van het geluidsniveau; dat volgens hen een studie op het terrein niet overbodig is;

Overwegende dat reclamanten noteren dat de documenten onvoldoende gedetailleerd zijn, dat de informatie soms tegenstrijdig is, met name wat het lawaai, de perifere inrichtingen,... betreft;

Overwegende dat reclamanten onnauwkeurigheden aanstippen bij de CO₂-uitstoten en het niet-bestaan van een koolstofbalans;

Overwegende dat reclamanten noteren dat er tal van onbekenden blijven bestaan wat de behandeling van de fijne stofdeeltjes betreft, ondanks de vooruitgang die de cementindustrie heeft gemaakt inzake het ontwerpen van transportbanden, de dynamisering en het filteren van het stof; dat tal van onbekenden blijven bestaan met betrekking tot de behandeling van de fijne stofdeeltjes en de uitstoting ervan in de atmosfeer bij de verbranding van gevaarlijke afvalstoffen;

Overwegende dat reclamanten de motivaties betwisten waarop de aanvraag van HOLCIM is gebaseerd, namelijk het behoud van de werkgelegenheid en de vermindering van de energieverbruikende kant van het huidige proces; dat zij aangeven dat zelfs wanneer zij bewezen zouden zijn de milieueffectenstudie de keuze van dit gebied onvoldoende verantwoordt;

f) Overwegende dat meerdere reclamanten het onvolledige karakter van de milieueffectenstudie onderstrepen voor zover het spoorvervoer een nieuw gegeven is, dat door de milieueffectenstudie werd aangebracht met als reden dat het aanvankelijk aanbevolen vervoer per schip zou af te rekenen krijgen met de moeilijkheid voor de sluisen om het exploitatietempo te volgen en terwijl de milieueffecten van deze nieuwe transportmodus in de ad-hocstudie onvoldoende zijn ontwikkeld; dat meerdere reclamanten het onvolledige karakter van de milieueffectenstudie onderstrepen wat het spoorvervoer zelf betreft;

Overwegende dat reclamanten wijzen op het onvolledige karakter van de milieueffectenstudie met betrekking tot de impact van het project op de versterking van de karstverschijnselen en van de daling van het peil van de Schelde die daaruit zouden voortvloeien, en de impact van het project op de waterfauna ingevolge de daling van het waterpeil;

Overwegende dat meerdere reclamanten wijzen op het onvolledige karakter van de milieueffectenstudie met betrekking tot de trillingen in de woningen langs de chemin de Warnaf; dat zij aangeven dat de transportbanden, zelfs indien zij worden ingegraven, onvermijdelijk trillingen zullen genereren, die niet zonder gevolgen zullen blijven voor de structuur van de huizen; dat de dichtste transportband op minder dan 20 m van de dorpskern zal passeren; dat zij zich afvragen of er analyses werden gemaakt;

Overwegende dat sommige reclamanten het onvolledige karakter onderstrepen van de milieueffectenstudie met betrekking tot de visuele impact van de geplande beschermingsmuur langs de chemin de Warnaf (in tegenstelling tot de beschermingsmuur die is voorzien ten oosten van van het steengroeveproject, aan de rand van het dorp Calonne, waarvan de analyse verzorgd was en leidde tot aanbevelingen);

Overwegende dat reclamanten gewag maken van het onvolledige karakter van de milieueffectenstudie met betrekking tot de impact van de nabijheid van een kruifabriek op de haalbaarheid van dit project;

g) Overwegende dat sommige reclamanten noteren dat de tot dusver gemaakte gezondheidsstudies niet hebben geleid tot enige definitieve conclusie, zozeer werden zij gemaakt in strijd met het gezond verstand en onder invloed van de privésector;

ANTWOORDEN

Overwegende dat de opdrachtgever van een herziening van het gewestplan niemand minder is dan het Waalse Gewest; dat op 27 maart 2009 de Waalse Regering een besluit heeft aangenomen dat besliste, na advies van de Commission régionale d'aménagement du territoire (Gewestelijk Commissie voor ruimtelijke ordening) en de Waalse Milieuraad voor Duurzame Ontwikkeling een milieueffectenstudie te laten maken betreffende het voorontwerp tot herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz; dat de inhoud van deze studie eveneens door dat besluit werd vastgelegd;

Dat dient te worden verduidelijkt dat een auteur van een milieueffectenstudie is erkend en onafhankelijk is; dat de rechtspraak van de Raad van State op dit punt bovendien uiterst nauwkeurig is: Het ontbreken van de onafhankelijkheid van een auteur van een milieueffectenstudie, maakt de bestuurshandeling ongeldig waarvan de door hem gemaakte studie de grondslag vormt;

Dat op 25 oktober 2010 de Waalse Milieuraad voor Duurzame Ontwikkeling een advies heeft uitgebracht over de kwaliteit van de studie en de volledigheid ervan en heeft geoordeeld dat de milieueffectenstudie en de niet-technische samenvatting volledig waren en conform de wetsbepalingen tot organisatie van de procedure tot herziening van het gewestplan en de milieueffectenstudie;

Overwegende dat de milieueffectenstudie die werd gemaakt ter gelegenheid van deze herziening van het gewestplan zich niet heeft beperkt tot een beperkte ruimtelijke context; dat het wel degelijk gaat om een milieueffectenstudie van het plan ruimtelijke ordening en niet van het project; dat de hele fase 1 — die vier hoofdstukken omvat — van de studie, en meer bepaald de hoofdstukken 2 en 3, beoogt de herziening van het plan af te bakenen op sociaal-economisch vlak alsook de in aanmerking genomen locatie te bekrachtigen met eventueel de formulering van alternatieve locaties; dat zodoende de potentialiteiten van het gewestplan wel degelijk werden bestudeerd, evenals de sociaal-economische rechtvaardiging van het project op het vlak van de potentialiteiten van het gewestplan ten aanzien van de behoeften en ten aanzien van de betrokken materiaalmarkt;

Overwegende dat de auteur van de studie is overgegaan tot het zoeken naar en het analyseren van alternatieve locaties; dat een mogelijke alternatieve locatie werd gevonden tussen het kanaal Nimy-Blaton-Péronnes en de autosnelweg E42; dat na analyse de auteur van de studie heeft geconcludeerd dat dit alternatief zeer aanzienlijke moeilijkheden vertoonde met betrekking tot de uitvoering en bijgevolg niet kon worden voorgesteld; dat het bijgevolg verkeerd is te beweren dat de studie zich zou hebben beperkt tot de gronden die door HOLCIM werden aangekocht of dat een studie op grotere schaal gaande van Doornik tot Antoing nog nodig zou zijn;

Overwegende overigens dat het gebied dat door deze herziening wordt beoogd al werd opgenomen als reservatiegebied voor de steengroeven bij de opstelling van het gewestplan; dat deze potentiële toekomstige bestemming (namelijk de ontginning) door de beslissingsbevoegde personen dus al lang bekend was, die ermee rekening hebben gehouden in hun ontwikkelingsplannen; dat het ontwerp van gewestplan dat op 7 januari 1976 werd opgesteld, het gebied dat nu door de herziening van het gewestplan wordt beoogd, immers hadden opgenomen als prospectiegebied voor steengroeven, gelet op de kwaliteit van de ondergrond en de mogelijkheden tot exploitatie van de afzetting; dat de prospectiegebieden voor steengroeven echter niet in het gewestplan werden opgenomen gelet op het advies van de Commission régionale d'aménagement du territoire (Gewestelijke Commissie voor ruimtelijke ordening) van 8 juli 1980 dat aangaf dat « gelet op hun louter indicatieve waarde de prospectiegebieden voor steengroeven werden geschrapt » aangezien « de bescherming van de afzettingen perfect verzekerd wordt door de instandhouding van de betrokken gronden als landbouwgebied »;

Dat de milieueffectenstudie rekening heeft gehouden met de perimeter van de aanvraag tot herziening van het gewestplan; dat deze perimeter niet beperkt is tot de gronden die door HOLCIM zijn aangekocht; dat de analyse van de milieueffecten werd verwezenlijkt in de geografische studiezones die relevant werden geacht voor de beoordeling en de eventuele verbeteringsmaatregelen die aan het project moeten worden aangebracht; dat deze geografische studiezones de door HOLCIM aangekochte gronden ruimschoots overschrijden;

Overwegende dat de milieueffectenstudie betreffende de herziening van het gewestplan elke mogelijke impact van het ontwerp tot herziening van het gewestplan heeft bestudeerd; dat die studie niet tot doel had de impact te onderzoeken van het industriële project dat aan de herziening van het gewestplan ten grondslag ligt; dat deze impact bijgevolg meer in detail zal moeten worden onderzocht in het kader van de aanvraag van de eenmalige vergunning die zou kunnen worden uitgereikt en in de milieueffectenstudie die met betrekking tot dit industrieel project moet worden gemaakt; dat de milieueffectenstudie betreffende de herziening van het gewestplan het bijgevolg mogelijk maakt de voorwaarden te bepalen waarop het gewestplan kan worden herzien, terwijl de milieueffectenstudie betreffende het industriële project zal toestaan de precieze milieueffecten van genoemd project te verduidelijken en de te voorziene beschermings- en preventie maatregelen te verfijnen; dat de milieueffectenstudie betreffende de herziening van het gewestplan bijgevolg een volledig antwoord geeft op de vraag die door de Regering wordt gesteld; dat dit wordt bevestigd door het advies van de Conseil wallon pour l'environnement et le développement durable (Waalse Milieuraad voor Duurzame Ontwikkeling) en van de Commission régionale d'aménagement du territoire (Gewestelijke Commissie voor ruimtelijke ordening);

Overwegende dat in het stadium van de herziening van het gewestplan de analyses worden gemaakt om na te gaan of de aanvraag tot herziening gerechtvaardigd is, met name vanuit sociaal-economisch oogpunt en in het bevestigende geval welke de eventuele aanpassingen zijn die moeten worden opgelegd opdat de impact van deze herziening aanvaardbaar is; dat over het industriële project, hoewel het al goed gedefinieerd is, nog voluit wordt nagedacht en dat het bijgevolg normaal is dat het bepaalde gegevens die betrekking hebben op het project soms aan nauwkeurigheid ontbreekt, zonder dat die de relevantie van de aanvraag in het gedrang brengen;

Overwegende dat de milieu-impact van het industriële project zal worden geanalyseerd in de studie betreffende genoemd project; dat momenteel grondige studies van de lucht- en lawaai-kwaliteit aan de gang zijn en worden gemaakt door erkende onafhankelijke instellingen; dat die het bovendien mogelijk zullen maken een plaatsbeschrijving van de bestaande situatie op te stellen; dat zij het voorts mogelijk zullen maken alle passende maatregelen te nemen om de bestaande milieusituatie niet te verslechteren en dit vanaf het ontwerp van de installatie;

Overwegende dat de Waalse Milieuraad voor Duurzame Ontwikkeling en de Commission régionale d'aménagement du territoire (Gewestelijke Commissie voor ruimtelijke ordening) van oordeel waren dat de milieueffectenstudie van goede kwaliteit was en alle aan het project verbonden thema's had geanalyseerd;

Dat immers, wat betreft de keuze van het gebied ten aanzien van de doelstellingen inzake het behoud van de werkgelegenheid en de vermindering van het energieverbruik de auteur van de milieueffectenstudie in het bijzonder het voorontwerp tot herziening van het gewestplan heeft bestudeerd vanuit het oogpunt van de beperking van het energieverbruik en van de CO₂-uitstoot; dat het in dit kader is dat de studie in haar fase 1 enerzijds besluit dat de modernisering van de fabriek van Obourg (overstap op de droge methode) gegrond is en dat anderzijds op het Waalse grondgebied in ontginningsgebied geen enkel ander gebied bestaat dat voldoet aan de kenmerken die nodig zijn voor de continuïteit van de exploitatie van de fabriek van Obourg (kwaliteit van de afzetting, oppervlakte, verbinding met de waterweg en met de spoorweg, vrij); dat overigens gelet op de milieueffecten van het voorontwerp tot herziening en van de aanbevelingen van de studiegelastigde die beogen die te minimaliseren, de milieueffectenstudie geconcludeerd heeft dat het ontwerp tot herziening van het gewestplan gerechtvaardigd was; dat deze rechtvaardiging werd bevestigd door het positieve advies van de Commission régionale d'aménagement du territoire (Waalse Commissie voor ruimtelijke ordening) van 10 november 2010 betreffende de opportuniteit van de herziening van het

gewestplan; dat de auteur van de studie bijgevolg de locatie van het voorontwerp langdurig heeft geanalyseerd en heeft geconcludeerd tot de bekrachtiging ervan; dat het bijgevolg verkeerd is te beweren dat dit niet voldoende werd gerechtvaardigd;

Dat met betrekking tot de milieueffecten van het vervoer per spoor de studie het spoorvervoer heeft aanbevolen na de haalbaarheidsvoorwaarden ervan te hebben nagegaan (in beslag genomen oppervlakte, capaciteit van de lijn, laden, belangrijke reglementaire en milieuverplichtingen,...); dat de auteur van de studie de impact van deze aanbeveling heeft geanalyseerd (bepaling van het aantal treinen, keuze van de locomotieven, keuze van de wagons, verzendingscyclus, invoeging in het NMBS-netwerk, keuze van het laadsysteem, vereiste lengte van de laad- en lossproen) om eruit te concluderen dat de voorzienbare impact gering is; dat de milieueffecten van het treinvervoer van de steen bestemd voor de klinkerproductie werden bestudeerd in elk van de milieudomeinen, met name de hinder te wijten aan het stof en aan het lawaai, om na te gaan of de aanbeveling inzake de wijziging van transportmodus geen milieueffecten zouden teweegbrengen die de herziening van plan in gevaar zouden brengen; dat ingevolge deze analyse de studie heeft geconcludeerd dat de haalbaarheid van de toepassing van de herziening van het gewestplan was aangetoond; dat deze thematiek wel degelijk het voorwerp is geweest van een analyse; dat de gedetailleerde studie van de milieueffecten van het vervoer per trein een onderwerp is dat trouwens deel zal moeten uitmaken van de milieueffectenstudie die moet worden gemaakt in het kader van de aanvraag van een eenmalige vergunning; dat de Regering het transport via de waterweg niet uitsluit indien de aanpassingen van de vaarroosters effectief zijn;

Dat wat de impact op de versterking van de karstverschijnselen betreft, de auteur van de studie in het hoofdstuk gewijd aan de hydrogeologie, de karstverschijnselen in detail bestudeerd heeft op basis van een volledig hydrogeologisch model; dat de auteur wel degelijk rekening heeft gehouden met het bestaan van karstverschijnselen in de streek die het betrokken gebied omringt en de risico's ervan heeft geanalyseerd; dat hij heeft geconcludeerd dat elke opening van de karst beheersbaar blijft en dat er procedés bestaan die het mogelijk maken de lozing van het water van de stroom in het karstnetwerk te stoppen; dat de problematiek dus wel degelijk in overweging werd genomen;

Dat wat de impact op de daling van het peil van de Schelde en de waterfauna betreft, de auteur van de studie de voorzienbare gevolgen heeft geanalyseerd in het hoofdstuk betreffende de hydrologie; dat het model aantoonde dat de impact op het peil van de Schelde tot in 2053 nihil is; dat in 2053 het risico voor de verlaging van de grondwaterlaag onder de Schelde wordt geraamd op — 1 m en dit plaatselijk; dat deze verlaging geen milieueffecten zal hebben op het waterpeil van de Schelde en dat de milieueffecten op de waterfauna bijgevolg nihil zullen zijn; dat de auteur van de studie zich wel degelijk met deze kwesties heeft beziggehouden;

Dat wat de gevolgen van de trillingen op de woningen langs de chemin de Warnaf betreft, de auteur van de studie zowel de impact van de trillingen heeft geanalyseerd die te wijten zijn aan de mijnschoten als de impact van het lawaai dat te wijten is aan de transportbanden; dat het bijgevolg verkeerd is te beweren dat de studie op dit punt onvolledig is; dat de trillingen die verbonden zijn aan de werking van de transportbanden, geen belangrijke implicatie zijn voor de toepassing van de herziening van het gewestplan; dat oplossingen kunnen worden bestudeerd in het kader van de aanvraag van de eenmalige vergunning;

Dat wat de visuele impact betreft van de geplande beschermingsmuur langs de chemin de Warnaf de auteur van de studie in het hoofdstuk betreffende de topografie en de landschappen rekening heeft gehouden met de vermoedelijke gevolgen van de toepassing van het project in een straal van 3 km rondom het project; dat de positionering van de beschermingsmuren in de analyse van de vermoedelijke impact wel degelijk in aanmerking werd genomen; dat de auteur van oordeel is dat de plaatsing van de afzonderingsbeschermingsmuur en de exploitatie van het gebied de landschappen waarneembaar zullen wijzigen en de vergezichten zullen verminderen; dat de auteur echter aanbevelingen heeft gedaan met betrekking tot de vegetalisatie van de beschermingsmuur wat het mogelijk moet maken de hinder ervan te verminderen en het agrarische en beboomde karakter te behouden, dat kenmerkend is voor het landschap; dat dit aspect bijgevolg door de studie wel degelijk werd geanalyseerd;

Dat wat de impact van de nabijheid van een kruisfabriek op de haalbaarheid van het project betreft, de auteur van de milieueffectenstudie rekening heeft gehouden met de aanwezigheid van een SEVESO-onderneming in de nabijheid van het project; dat hij daarom het alternatief nr. 12 heeft voorgesteld dat suggereert het noordoostelijke deel van de voormalige Les Cinq Rocs-steengroeve in het gewestplan op te nemen als groengebied in plaats van als parkzone; dat het dus verkeerd is te zeggen dat dit aspect niet in aanmerking werd genomen;

Dat wat de gezondheidsstudies betreft, de milieueffectenstudie alle domeinen heeft bestudeerd die een invloed kunnen hebben op de gezondheid en dit overeenkomstig de inhoud die door de Waalse Regering wordt opgelegd; dat de auteur van de studie met name uitvoerig de risico's heeft geëvalueerd die door het stof worden gegenereerd voor de menselijke gezondheid; dat hij heeft geconcludeerd dat de milieueffecten aanvaardbaar waren; dat bijgevolg de studie op dit punt niet als onvolledig kan worden beschouwd;

Alternatieven

a) Overwegende dat men volgens bepaalde reclamanten de verplaatsing van de hoogspanningslijn moet bestuderen; dat het alternatieve tracé van de hoogspanningslijn dat door de milieueffectenstudie wordt overwogen, moet worden bestudeerd om de haalbaarheid ervan te bevestigen; dat bepaalde pyloonposities problematisch zijn en met name met betrekking tot bepaalde passages met hoek, de locatie van de beschermingsmuren en de grotere nabijheid van het ontginningsgebied (+ budget voor de verplaatsing en de beperking van de ontginningsactiviteiten in de nabijheid);

b) Overwegende dat reclamanten vragen een afwijking van het tracé van de chaussée de Valenciennes en de gevolgen ervan te bestuderen;

c) Overwegende dat sommige reclamanten vragen de overdruk « R » te schrappen op het gebied aan de grens van het eigendom van de heer en mevrouw Nuytten; dat deze overdruk elke uitbreiding van hun exploitatie belet; dat hij bovendien geen zin meer heeft aangezien het kwestieuze gebied enerzijds wordt doorkruist door de HST en anderzijds door het steengroevenproject;

d) Overwegende dat een reclamant vraagt dat de landbouwgronden gelegen ten zuiden en ten westen van zijn woning (chemin des Anglais 9) behoudens akkoord van zijnentwege, geen gebieden voor intensieve veeteelt worden en dat alle bouwwerken, elke aanwezigheid van windmolens wordt verboden; dat hij bovendien vraagt van de chemin des Anglais een privéweg te maken voor de bewoners ervan en de landbouwers;

e) Overwegende dat sommige reclamanten zich vragen stellen bij het bestaan van een ander alternatief voor het laden van de treinen dat verder verwijderd is van hun woning; dat zij eveneens melding maken van de herlocalisering van de opslag- en loszone naar Antoin, de TPR-fabriek en de rue du Coucou om ze te verwijderen van de woningen;

f) Overwegende dat reclamanten voorstellen het terrein op te nemen als exploitatie-uitbreidingsgebied in plaats van als exploitatiegebied;

ANTWOORDEN

Overwegende dat het tracé van de reservatieperimeter voor de hoogspanningslijn dat in de aanvraag wordt voorgesteld het enige is dat voldoet aan de criteria inzake de bescherming van de natuurlijke rijkdommen; dat de reservatieperimeter die door dit besluit in aanmerking wordt genomen tegelijk het tracé omvat dat in de aanvraag werd voorgesteld (en dat door Elia werd bekrachtigd) en datgene dat wordt gesuggereerd door de auteur van de milieueffectenstudie; dat de eenmalige vergunning die zou kunnen worden toegekend binnen deze reservatieperimeter, het optimale tracé voor de nieuwe lijn zal bepalen;

Overwegende dat de eventuele omleiding van het tracé van de chaussée de Valenciennes niet binnen het kader van de milieueffectenstudie valt vooral omdat, zoals al eerder aangegeven, er geen toename van het vrachtwagenverkeer zal zijn;

Overwegende dat de aanvraag tot herziening van de bestemming van het eigendom van de heer en Mevr. Nuytten niet verbonden is aan deze herziening van het gewestplan; dat het betrokken gebied sinds de aanneming van het decreet van 27 december 1977 tot wijziging van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie) bovendien niet langer de overdruk « R » bevat;

Overwegende dat de vraag van een reclamant om ten zuiden en ten westen van zijn woning de intensieve veeteelt alsook elke aanwezigheid van windmolens te verbieden, het voorwerp van deze herziening van het gewestplan overschrijdt; dat het betrokken gebied geen deel uitmaakt van het gebied dat onder de herziening in ontwerp valt;

Overwegende dat er geen sprake van is een openbare weg (de chemin des Anglais) privaat te maken, dat dit niet de bedoeling van de Regering is;

Overwegende dat een locatie van de opslag- en loszone op een grotere afstand van de woningen zal kunnen worden bestudeerd en geëvalueerd en eventueel herzien in het stadium van de vergunningsaanvraag;

Overwegende dat het begrip « exploitatieuitbreidingsgebied » beoogde de ontginningsreserves te dekken; dat dit ten minste de vroegere draagwijdte was van de ontginningsuitbreidingsgebieden toen zij bestonden in de Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie); dat momenteel de Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie) in artikel 40 in de mogelijkheid voorziet als overdruk op de gebieden een uitbreidingsperimeter van het ontginningsgebied op te nemen; dat dit gezegd zijnde, het project bestaat in een onmiddellijk te exploiteren afzetting en niet in een in reserve te houden afzetting; dat het bijgevolg niet voorzien is een dergelijke perimenter in overdruk op te nemen;

Overwegende tot slot dat op grond van de adviezen uitgebracht door de Commission régionale d'aménagement du territoire (Gewestelijke Commissie voor ruimtelijke ordening), de Conseil wallon pour l'environnement et le développement durable (Waalse Milieuraad voor Duurzame Ontwikkeling), de DGO 3, de gemeenteraden van Antoing en Doornik en de « Commission de gestion du Parc naturel des Plaines de l'Escaut » en gelet op de antwoorden die door dit besluit op de klachten worden gegeven, de Regering beslist de wijziging van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz definitief aan te nemen, mits de volgende wijzigingen worden aangebracht aan het ontwerp tot herziening dat werd onderworpen aan het openbaar onderzoek :

— een clausule van omkeerbaarheid van dit besluit ingeval geen beduidende aanvang is gemaakt met de werken (5 jaar) en in geval van niet-exploitatie (7 jaar) van het industriële project van HOLCIM, nadat alle rechtsmiddelen zijn opgebruikt;

— om het leefklimaat van de inwoners van Calonne maximaal te garanderen en daarbij de aanleg en het voortbestaan van de op die plaats voorziene beschermingsmuur te waarborgen, het verbod een grondstrook met een breedte van 75 m langs de noordoostelijke rand van de site te ontginnen. Dit gedeelte van het ontginningsgebied wordt gedekt door een bijkomend voorschrift dat verduidelijkt dat de gronden zijn bestemd voor de aanleg van een perimenter die beoogt de exploitatie af te zonderen van haar onmiddellijke omgeving, inclusief het optrekken van beschermingsmuren; de installatie van een transportband is er toegestaan voor zover hij gerechtvaardigd is door de noodwendigheden van het exploitatieschema;

— de opneming van een ontwerp van tracé van hoogspanningslijn langs de noordelijke en oostelijke rand van de toekomstige ontginningsite om de verplaatsing mogelijk te maken van de bestaande lijnen 70-150kV, voorzien van een reservatieperimenter die tegelijk het tracé omvat dat is voorzien in de aanvraag tot herziening van het gewestplan en dat door Elia werd bekrachtigd en de perimenter die wordt gesuggereerd door de auteur van de milieueffectenstudie en dit om het onderzoek mogelijk te maken van elk relevant alternatief;

— de opneming als natuurgebied in plaats van als groengebied van de gebieden van de voormalige Les Cinq Rocs-steengroeven en van de voormalige steengroeven van Antoing die rijke milieus bevatten die moeten worden beschermd;

— een inrichtingsmaatregel waardoor de compensatiegebieden die bestemd zijn om als groengebieden te worden opgenomen na de afloop van de inrichting die geschikt is om de bestemming tot groengebied te verwezenlijken (gedekt door de overdruk CP1 en CP3) en de natuurgebieden gelegen op de linkeroever van de Schelde het voorwerp zullen zijn van een beheersovereenkomst die met het Departement Natuur en Bossen van de Operationele Algemene Directie Landbouw, Natuurlijke rijkdommen en Milieu van de Overheidsdienst van Wallonië uiterlijk moet worden gesloten op de dag van de afgifte van de milieu- of eenmalige vergunning bestemd om het industriële project te dekken dat aan deze herziening van het gewestplan ten grondslag ligt;

Overwegende dat de milieuaangifte, bepaald in artikel 44 van het Wetboek bij dit besluit is gevoegd;

Op voorstel van de Minister van Milieu, Ruimte Ordening en Mobiliteit,

Besluit :

Artikel 1. De herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (blad 37/7) met betrekking tot :

— de opneming als ontginningsgebied

• van gronden met een oppervlakte van ongeveer 162,5 ha gelegen op het grondgebied van de gemeenten Antoing (Calonne en Bruyelle) en Doornik (Saint-Maur) en gelegen tussen :

— de weg route N507 (Doornik-Valenciennes) of chaussée de Tournai en chaussée de Valenciennes, ten westen;

— de zogenaamde chemin du Coulan d'Eau gelegen ten oosten van kilometerpaal K3 (N507) in het zogenaamde gehucht « Warnaffe » en de voormalige Les Cinq Rocs-steengroeven, ten noorden;

— het eerste gebouw gelegen aan de chemin des Anglais in Calonne en de huidige voorkant van de voormalige steengroeven « Californie », « Requiem », « Vicaire » en « Bruyelle », ten oosten;

— de verharde weg op 130 m ten noorden van het woongebied met ruraal karakter, opgenomen langs de Chaussée de Tournai, die de noordrand afbakt van de site van de voormalige kalkovens en de la Haute Loge-steengroeven in Bruyelle, ten zuiden;

• op een diepte van 30 meter, gronden gelegen in Antoing (Calonne) die nodig zijn voor de verwezenlijking van de transportband « noord » tussen de ontginningsite, de chemin des Cinq Rocs, het kerkhof en de rechteroever van de Schelde;

— de opneming als industriegebied van een terrein van 0,9 ha gelegen in het westelijke verlengde van de quai de Bruyelle aan de Schelde, alsook de delen (1,09 ha ten noorden en 4,4 ha ten zuiden) van de kade waarop installaties met economische bestemming zijn opgericht tussen de rue Artisien en de Schelde;

— de opneming als woongebied van de gronden langs de Schelde, aan de oostkant van de rue Artisien en de rue de France alsook aan de westkant van de rue Artisien, waar woningen zijn gebouwd die een homogene wijk vormen;

- de opnemings als groengebied,
- van alle noordoostelijke delen van de voormalige Les Cinq Rocs-steengroeven;
- van gronden begrepen in de hoek gevormd door de autosnelweg E42 en de rue du Gros Lot, die de voormalige Grande Mer-steengroeve in Doornik beslaan en die zijn geklasseerd als Natura 2000-gebied;
- gronden met een oppervlakte van 47,4 ha gelegen in het noordwestelijke gedeelte van de zogenaamde du Milieu-steengroeve op het grondgebied van Antoing en Doornik, in het verlengde van het Natura 2000-gebied en die de steenberg « Tonton », « Battes et Mathias » en « Buttes des Italiens » omvatten alsook het zuidelijke gedeelte ervan dat volledig is geëxploiteerd en dat niet het voorwerp zal zijn van een opvulling met de aarde die afkomstig is van steengroeve op de linkeroever;
- de opnemings als natuurgebied,
- van het gedeelte van de voormalige steengroeven « Californie », « Requiem » « Vicaire » en « Bruyelle », gelegen op het grondgebied van Antoing (Calonne en Bruyelle), op de linkeroever van de Schelde dat niet zal worden opgevuld;
- van de noordelijke, zuidelijke en oostelijke uitlopers van het zuidwestelijke deel van de voormalige Les Cinq Rocs-steengroeven;
- de opnemings als landbouwgebied van de gronden opgenomen als gemeentelijk in overleg in te richten gebied tussen het geagglomerde woongebied van Calonne en de Schelde;
- de schrapping van het tracé en van het ontwerp van tracé van elektrische hoogspanningslijnen in het gewestplan opgenomen in het noordelijke gedeelte van de nieuwe steengroeve;
- en de opnemings langs de noordelijke en oostelijke rand van de toekomstige exploitatiesite, van een ontwerp-tracé van elektrische hoogspanningslijn voorzien van een reservatieperimeter bestemd voor de verplaatsing van de bestaande elektrische hoogspanningslijn;

wordt definitief aangenomen overeenkomstig bijgaand plan.

Art. 2. De herziening van het gewestplan bedoeld in artikel 1 is voorzien van een inrichtingsmaatregel in de zin van artikel 23, lid 2 die uitsluitend het gebruik oplegt van het spoor en van de binnenvaart als transportmodi voor het transport naar Obourg van de steen bestemd voor de klinkerproductie, behalve in geval van overmacht buiten de wil van de exploitant om. Het gebruik van de binnenvaart voor het transport naar Obourg van de steen bestemd voor de klinkerproductie zal worden toegepast wanneer de belemmeringen voor de vlotheid van de binnenvaart zullen zijn opgeheven.

Art. 3. De ontginningsgebieden die de exploitatiesite verbinden met de linkeroever van de Schelde ten zuiden en met de rechteroever, overhangend over de stroom, ten oosten, zijn voorzien van een bijkomend voorschrift *R.1.7. dat er slechts de installatie van transportbanden toestaat.

Art. 4. De volgende ontginningsgebieden, op het plan geïdentificeerd als CP, worden automatisch omgevormd :

- tot groengebied voor de gebieden geïdentificeerd als CP1, CP3 en CP4;
- tot landbouwgebied voor het gebied geïdentificeerd als CP2,

na afloop van de inrichting die geschikt is om de bestemmingen te verwezenlijken die door de milieuvergunning of de eenmalige vergunning — of elke andere vergunning die als dusdanig geldt — zal worden opgelegd en die vereist is voor de exploitatie van de steengroeve en de verschillende fasen van de herinrichting ervan. Deze afloop wordt werkelijkheid door de vrijgave van de borgtocht die in genoemde vergunning voor de verschillende fasen van deze inrichting moet worden voorzien.

Art. 5. Het ontginningsgebied door deze herziening van het gewestplan opgenomen op de linkeroever van de Schelde wordt gemerkt door een bijkomend voorschrift *S30 dat verduidelijkt dat de milieu- of eenmalige vergunning bestemd om de ontginningsactiviteit toe te staan — of elke andere vergunning die als dusdanig geldt — binnen het ontginningsgebied oppervlakten zal identificeren die identiek zijn met die van elk van de gebieden die geïdentificeerd zijn als CP1, CP2, CP3 en CP4. De oppervlakte die overeenstemt met het gebied CP1 en die in het ontginningsgebied is geïdentificeerd, zal pas kunnen worden geëxploiteerd na afloop van de inrichting die geschikt is om de bestemming tot groengebied van het gebied CP1 te verwezenlijken. Deze afloop wordt werkelijkheid door de vrijgave van de borgtocht die voor de herinrichting van dit gebied CP1 moet worden voorzien. De oppervlakte die overeenstemt met het gebied CP2 en die in het ontginningsgebied is geïdentificeerd, zal pas kunnen worden geëxploiteerd na afloop van de inrichting die geschikt is om de bestemming tot landbouwgebied van het gebied CP2 te verwezenlijken. Deze afloop wordt werkelijkheid door de vrijgave van de borgtocht die voor de herinrichting van dit gebied CP2 moet worden voorzien. De oppervlakte die overeenstemt met het gebied CP3 en die in het ontginningsgebied is geïdentificeerd, zal pas kunnen worden geëxploiteerd na afloop van de inrichting die geschikt is om de bestemming tot groengebied van het gebied CP3 te verwezenlijken. Deze afloop wordt werkelijkheid door de vrijgave van de borgtocht die voor de herinrichting van dit gebied CP3 moet worden voorzien. De oppervlakte die overeenstemt met het gebied CP4 en die in het ontginningsgebied is geïdentificeerd, zal pas kunnen worden geëxploiteerd na afloop van de inrichting die geschikt is om de bestemming tot groengebied van het gebied CP4 te verwezenlijken. Deze afloop wordt werkelijkheid door de vrijgave van de borgtocht die voor de inrichting van dit gebied CP4 moet worden voorzien.

Art. 6. Een strook met een breedte van 75 m gelegen langs de noordoostelijke rand van het ontginningsgebied, door deze herziening van het gewestplan opgenomen op de linkeroever van de Schelde, wordt gemerkt door een bijkomend voorschrift *S31 dat verduidelijkt dat de gronden bestemd zijn voor de inrichting van een perimeter die beogen de exploitatie af te zonderen van haar onmiddellijke omgeving, met inbegrip van de aanleg van beschermingsmuren; de installatie van een transportband is toegestaan voor zover hij gerechtvaardigd is door de noodwendigheden van het exploitatieschema.

Art. 7. De gebieden CP1 en CP3 alsook de natuurgebieden die zijn opgenomen op de linkeroever van de Schelde zijn voorzien van de volgende inrichtingsmaatregel : deze gebieden zijn het voorwerp van een beheersovereenkomst tussen de exploitant van de afzetting en het Departement Natuur en Bossen van de Operationele Algemene Directie Landbouw, Natuurlijke rijkdommen en Milieu van de Overheidsdienst van Wallonië, welke overeenkomst uiterlijk moet worden afgesloten op de dag van afgifte door de in eerste instantie bevoegde overheid van de milieu- of eenmalige vergunning bestemd om de ontginningsactiviteit toe te staan of van elke andere vergunning die als zodanig geldt.

Art. 8. De landbouwgebieden die zijn opgenomen ten noorden en ten zuiden van de toekomstige transportband Noord zijn voorzien van een bijkomend voorschrift *S39 dat verduidelijkt dat in dit gebied de handelingen en werken kunnen worden toegestaan conform de definitie van het landbouwgebied, bedoeld in artikel 35 van de Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (Waa's Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, met uitzondering van die bestemd voor het oprichten van gebouwen bestemd voor de veeteeltactiviteiten die zijn onderworpen aan een milieuvergunning, een eenmalige vergunning of een aangifte in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en met uitzondering van de ontspanningsactiviteiten in open lucht die geluidshinder kunnen veroorzaken.

Art. 9. De exploitant moet op zijn kosten een comité oprichten dat belast is met het begeleiden van de betrokken landbouwers bij de stappen die noodzakelijk zijn tegenover de gewestelijke en Europese autoriteiten (GLB, grondgebondenheidscijfer, randvoorwaarden,...) en die verbonden zijn aan de herschikking van hun exploitaties.

Art. 10. Een archeologische beoordeling van het nieuwe ontginningsgebied wordt gemaakt vóór de ingebruikneming van het gebied. De kalender van de werkzaamheden betreffende de archeologische beoordeling wordt opgesteld in overleg tussen de exploitant en de Directie Archeologie van de Overheidsdienst van Wallonië volgens de beschikbaarheid van de betrokken gronden.

Art. 11. Deze herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (blad 37/7) is onderworpen aan een omkeerbaarheidsclausule overeenkomstig artikel 41, lid 2, 3°, van de Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (Waa's Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie) indien er binnen de 5 jaar na de inwerkingtreding van dit besluit geen aanzienlijk begin is gemaakt met de werken tot uitvoering van het industriële project dat aan de herziening van het gewestplan ten grondslag ligt en indien genoemd project niet in gebruik is genomen, binnen de 7 jaar na de inwerkingtreding van dit besluit.

Deze termijnen worden opgeschort ingeval van beroep bij de Raad van State tegen dit besluit tot herziening van het gewestplan of tegen de vergunning of vergunningen die nodig zijn voor de uitvoering van het voornoemde industriële project. De termijnen beginnen opnieuw te lopen op de dag na de betekening van het arrest tot afwijzing van het laatste beroep tot nietigverklaring dat door de Raad van State is onderzocht.

Art. 12. De milieuaangifte die door de Regering is overgelegd overeenkomstig artikel 44 van het Wetboek is als bijlage bij dit besluit gevoegd.

Art. 13. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 februari 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

OVERHEIDSDIENST VAN WALLONIE

Milieuaangifte betreffende de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (blad 37/7) met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied bestemd om de exploitatie mogelijk te maken een nieuwe kalksteenafzetting op de linkeroever van de Schelde op het grondgebied van de gemeenten Antoing (Calonne en Bruyelle) en van Doornik (Saint-Maur).

I. Inleiding

Deze milieuaangifte is vereist krachtens artikel 44, lid 2, van de Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (Waa's Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie) (hierna het Wetboek).

Zij vergezelt het besluit van de Waalse Regering tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (blad 37/7) met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied bestemd om de exploitatie mogelijk te maken van een nieuwe kalksteenafzetting op de linkeroever van de Schelde op het grondgebied van de gemeenten Antoing (Calonne en Bruyelle) en van Doornik (Saint-Maur). Zij wordt tegelijk met genoemd besluit bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Deze milieuaangifte vat de manier samen waarop de milieuoverwegingen werden opgenomen in de herziening van het gewestplan en waarop de milieueffectenstudie, de adviezen, de klachten en de opmerkingen in aanmerking werden genomen. Zij vat eveneens de redenen samen voor de keuzes van de herziening van het gewestplan, rekening houdend met de andere overwogen redelijke oplossingen.

Deze milieuaangifte die hypothetisch gesproken een synthese is, verwijst voor de details naar de tekst van het besluit van de Waalse Regering.

In een streven naar leesbaarheid is de milieuaangifte ingedeeld in drie hoofdstukken : het eerste is gewijd aan het voorwerp van de herziening van het gewestplan, het tweede aan de chronologie van de herziening van het gewestplan en het derde aan de milieuoverwegingen.

II. Voorwerp van de herziening van het gewestplan

De herziening van het gewestplan werd onderworpen aan de procedure, bepaald in de artikelen 42bis en volgende van het Wetboek.

Samengevat beoogt zij de vennootschap HOLCIM toe te staan een nieuwe kalksteenafzetting te exploiteren op de linkeroever van de Schelde op het grondgebied van de gemeenten Antoing en Doornik om zowel de installaties van de cementfabriek van Obourg die de vennootschap overweegt aan te passen aan de klinkerproductie via de droge methode (naar rata van 70 % van de productie, d.i. 182 miljoen ton), als die van de klinkerfabriek van Antoing van de vennootschap CBR (30 %, d.i. 78 miljoen ton), waarvan het voortbestaan zodoende ook na de eerstvolgende 30 jaar kan worden verzekerd, te bevoorraden met granulaatsteen klinkersteen en de verwerkingssites van HOLCIM Granulats in de du Milieu-steengroeve en in de steengroeven van Antoing (115 miljoen ton gelijkwaardig verdeeld).

De doelstellingen waarop de herziening van het gewestplan is gebaseerd, zijn in hoofdzaak van sociaal-economische en milieurode. Zij beogen enerzijds bij te dragen tot de instandhouding en de ontwikkeling van de werkgelegenheid in het Waalse Gewest en in het bijzonder in het Doornikse en in de streek van Bergen door op lange termijn zowel het voortbestaan van de activiteit van de N.V. HOLCIM België in haar vestiging in Obourg als die van

alle cementfabrieken en producenten van granulaatsteen die in het Doornikse aanwezig zijn, te verzekeren en anderzijds de verwezenlijking te bevorderen van nieuwe industriële investeringen die bijdragen tot de duurzame ontwikkeling door een beperking van de CO₂-uitstoot in de industriële processen en door keuzes van andere transportmodi dan het wegvervoer.

De herziening van het gewestplan van Doornik-Leuze-Péruwelz (blad 37/7) heeft betrekking op :

— de opnemingsgebied **als ontginningsgebied**

- van gronden met een oppervlakte van ongeveer 162,5 ha gelegen op het grondgebied van de gemeenten Antoing (Calonne en Bruyelle) en Doornik (Saint-Maur) en gelegen tussen :
 - de weg route N507 (Doornik-Valenciennes) of chaussée de Tournai en chaussée de Valenciennes, ten westen;
 - de zogenaamde chemin du Coulan d'Eau gelegen ten oosten van kilometerpaal K3 (N507) in het zogenaamde gehucht « Warnaffe » en de voormalige Les Cinq Rocs-steengroeven, ten noorden;
 - het eerste gebouw gelegen chemin des Anglais in Calonne en de huidige voorkant van de voormalige steengroeven « Californie », « Requiem », « Vicaire » en « Bruyelle », ten oosten;
 - de verharde weg op 130 m ten noorden van het woongebied met ruraal karakter, opgenomen langs de steenweg de Doornik, die de noordrand afbakt van de site van de voormalige kalkovens en de la Haute Loge-steengroeven in Bruyelle, ten zuiden;
- op een diepte van 30 meter, gronden gelegen in Antoing (Calonne) die nodig zijn voor de verwezenlijking van de transportband « noord » tussen de ontginningsite, de chemin des Cinq Rocs, het kerkhof en de rechteroever van de Schelde;

— de opnemingsgebied **als industriegebied** van een terrein van 0,9 ha gelegen in het westelijke verlengde van de quai de Bruyelle aan de Schelde, alsook de delen (1,09 ha ten noorden en 4,4 ha ten zuiden) van de kade waarop installaties met economische bestemming zijn opgericht tussen de rue Artisien en de Schelde;

— de opnemingsgebied **als woongebied** van de gronden langs de Schelde, aan de oostkant van de rue Artisien en de rue de France alsook aan de westkant van de rue Artisien, waar woningen zijn gebouwd die een homogene wijk vormen;

— de opnemingsgebied **als groengebied,**

- van alle noordoostelijke delen van de voormalige Les Cinq Rocs-steengroeven;
- van gronden gelegen in de hoek gevormd door de autosnelweg E42 en de rue du Gros Lot, die de voormalige Grande Mer-steengroeve in Doornik beslaan en die zijn geklasseerd als Natura 2000-gebied;
- gronden met een oppervlakte van 47,4 ha gelegen in het noordwestelijke gedeelte van de zogenaamde du Milieu-steengroeve op het grondgebied van Antoing en Doornik, in het verlengde van het Natura 2000-gebied en die de steenbergen « Tonton », « Battes et Mathias » en « Buttes des Italiens » omvatten alsook het zuidelijke gedeelte ervan dat volledig is geëxploiteerd en dat niet voorwerp zal zijn van een opvulling met de aarde die afkomstig is van steengroeve op de linkeroever;

— de opnemingsgebied **als natuurgebied,**

- van het gedeelte van de voormalige steengroeven « Californie », « Requiem », « Vicaire » en « Bruyelle », gelegen op het grondgebied van Antoing (Calonne en Bruyelle), op de linkeroever van de Schelde dat niet zal worden opgevuld;
- van de noordelijke, zuidelijke en oostelijke uitlopers van het zuidwestelijke deel van de voormalige Les Cinq Rocs-steengroeven;

— de opnemingsgebied **als landbouwgebied** van de gronden opgenomen als gemeentelijk in overleg in te richten gebied tussen het geagglomerde woongebied van Calonne en de Schelde;

— de schrapping van **het tracé en van het ontwerp van tracé van elektrische hoogspanningslijnen** in het gewestplan opgenomen in het noordelijke gedeelte van de nieuwe steengroeve;

— en de opnemingsgebied langs de noordelijke en oostelijke rand van de toekomstige exploitatie-site, van een ontwerp-tracé van elektrische hoogspanningslijn voorzien van een reservatieperimeter bestemd voor de verplaatsing van de bestaande elektrische hoogspanningslijn;

wordt definitief aangenomen overeenkomstig bijgaand plan.

De herziening van het gewestplan is voorzien van een inrichtingsmaatregel die uitsluitend het gebruik oplegt van het spoor en van de binnenvaart als transportmodi voor het transport naar Obourg van de steen bestemd voor de klinkerproductie, zolang alle inrichtingswerken op de bevaarbare waterwegen die toestaan de geïdentificeerde belemmeringen op het heffen, niet zijn uitgevoerd.

De ontginningsgebieden die de exploitatie-site verbinden met de linkeroever van de Schelde ten zuiden en met de rechteroever, overhangend over de stroom, ten oosten, zijn voorzien van een bijkomend voorschrift *R.1.7. dat er slechts de installatie van transportbanden toestaat.

Het ontginningsgebied dat wordt gevormd door de grondstrook met een breedte van 75 meter ten noordoosten van het nieuwe ontginningsgebied (gebied aan de grens van het ontginningsgebied naar het dorp Calonne) is voorzien van een bijkomend voorschrift *S.31 volgens hetwelk de gronden zijn bestemd voor de inrichting van een perimeteer die beoogt de exploitatie af te zonderen van haar onmiddellijke omgeving, met inbegrip van het optrekken van beschermingsmuren.

De ontginningsgebieden die op het plan zijn geïdentificeerd als CP, worden automatisch omgevormd :

- tot **groengebied** voor de gebieden geïdentificeerd als CP1, CP3 en CP4;
- tot **landbouwgebied** voor het gebied geïdentificeerd als CP2,

na afloop van de inrichting die geschikt is om de bestemmingen te verwezenlijken die door de milieuvergunning of de eenmalige vergunning — of elke andere vergunning die als dusdanig geldt — zal worden opgelegd en die vereist is voor de exploitatie van de steengroeve en de verschillende fasen van de herinrichting ervan. Deze afloop wordt werkelijkheid door de vrijgave van de borgtocht die in genoemde vergunning voor de verschillende fasen van deze inrichting moet worden voorzien.

De gebieden CP1 en CP3 en de natuurgebieden die zijn opgenomen op de linkeroever van de Schelde zijn voorzien van de volgende inrichtingsmaatregel : deze gebieden zijn het voorwerp van een beheersovereenkomst tussen de exploitant van de afzetting en het Departement Natuur en Bossen van de Operationele Algemene Directie Landbouw,

Natuurlijke rijkdommen en Milieu van de Overheidsdienst van Wallonië, welke overeenkomst uiterlijk moet worden afgesloten op de dag van afgifte door de in eerste instantie bevoegde overheid van de milieu- of eenmalige vergunning bestemd om de ontginningsactiviteit toe te staan of van elke andere vergunning die als zodanig geldt.

Het ontginningsgebied door deze herziening van het gewestplan opgenomen op de linkeroever van de Schelde wordt gemerkt door een bijkomend voorschrift *S30 dat verduidelijkt dat de milieu- of eenmalige vergunning bestemd om de ontginningsactiviteit toe te staan — of elke andere vergunning die als dusdanig geldt — binnen het ontginningsgebied oppervlakten zal identificeren die identiek zijn met die van elk van de gebieden die geïdentificeerd zijn als CP1, CP2, CP3 en CP4. De oppervlakte die overeenstemt met het gebied CP1 en die in het ontginningsgebied is geïdentificeerd, zal pas kunnen worden geëxploiteerd na afloop van de inrichting die geschikt is om de bestemming tot groengebied van het gebied CP1 te verwezenlijken. Deze afloop wordt werkelijkheid door de vrijgave van de borgtocht die voor de herinrichting van dit gebied CP1 moet worden voorzien. De oppervlakte die overeenstemt met het gebied CP2 en die in het ontginningsgebied is geïdentificeerd, zal pas kunnen worden geëxploiteerd na afloop van de inrichting die geschikt is om de bestemming tot landbouwgebied van het gebied CP2 te verwezenlijken. Deze afloop wordt werkelijkheid door de vrijgave van de borgtocht die voor de herinrichting van dit gebied CP2 moet worden voorzien. De oppervlakte die overeenstemt met het gebied CP3 en die in het ontginningsgebied is geïdentificeerd, zal pas kunnen worden geëxploiteerd na afloop van de inrichting die geschikt is om de bestemming tot groengebied van het gebied CP3 te verwezenlijken. Deze afloop wordt werkelijkheid door de vrijgave van de borgtocht die voor de herinrichting van dit gebied CP3 moet worden voorzien. De oppervlakte die overeenstemt met het gebied CP4 en die in het ontginningsgebied is geïdentificeerd, zal pas kunnen worden geëxploiteerd na afloop van de inrichting die geschikt is om de bestemming tot groengebied van het gebied CP4 te verwezenlijken. Deze afloop wordt werkelijkheid door de vrijgave van de borgtocht die voor de herinrichting van dit gebied CP4 moet worden voorzien.

De landbouwgebieden die zijn opgenomen ten noorden en ten zuiden van de toekomstige transportband Noord zijn voorzien van een bijkomend voorschrift *S39 dat verduidelijkt dat in dit gebied de handelingen en werken kunnen worden toegestaan conform de definitie van het landbouwgebied, bedoeld in artikel 35 van de Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, met uitzondering van die bestemd voor de oprichting van gebouwen bestemd voor de veeteeltactiviteiten die zijn onderworpen aan een milieuvergunning, een eenmalige vergunning of een aangifte in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en met uitzondering van de ontspanningsactiviteiten in open lucht die geluidshinder kunnen veroorzaken.

Een op 7 februari 2011 met de SWDE ondertkende overeenkomst toont de wil van de partijen aan om te garanderen dat de exploitatie van de rijkdommen niet leidt tot een verhoging van de kosten van watervoorziening en Bbehandeling.

De gemeenteraden van Antoing en Doornik hebben de wens geuit dat een clausule tot omkeerbaarheid van de nieuwe bestemmingen wordt opgelegd.

De Commission régionale d'aménagement du territoire (Gewestelijke Commissie voor ruimtelijke ordening) heeft zich uitgesproken tegen een dergelijke clausule. In haar advies van 10 november 2010 is zij immers van oordeel dat zij « zich niet aansluit bij het voorstel van de gemeenteraden van Doornik en Antoing die de Waalse Regering suggereren een omkeerbaarheidsclausule op te leggen en de verwezenlijking van het project binnen de 4 of 7 jaar » en onderstreept zij dat « de milieueffectenstudie het bestaan heeft aangetoond van een belangrijke afzetting op die plaats en zij is van oordeel dat zij moet worden beschermd ».

De Regering schaarft zich niet achter het advies dat door de Commission régionale d'aménagement du territoire (Gewestelijke Commissie voor ruimtelijke ordening) op dit punt werd uitgebracht en treedt het advies bij van de gemeentelijke autoriteiten. In de mate dat de herziening van het gewestplan die de opnemingsimpliceert van een nieuw ontginningsgebied op de linkeroever van de Schelde wordt gemotiveerd met het industriële project van HOLLICIM waarvoor geen enkele alternatieve afzetting kon worden geïdentificeerd en met de noodzaak het voortbestaan van de werkgelegenheid in de cementfabriek van Obourg te verzekeren acht zij het noodzakelijk de opnemings van het nieuwe ontginningsgebied ondergeschikt te maken aan de daadwerkelijke verwezenlijking van de aangekondigde investeringen. Bijgevolg wordt voorzien in de omkeerbaarheid van het besluit tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan.

III. Chronologie van de herziening van het gewestplan

Bij besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 heeft de Waalse Regering beslist het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (bad 37/7) te onderwerpen aan herziening met het oog op de opnemings van een nieuw ontginningsgebied bestemd om de exploitatie mogelijk te maken van een nieuwe kalksteenafzetting op de linkeroever van de Schelde, op het grondgebied van de gemeenten Antoing (Calonne en Bruyelle) en Doornik (Saint-Maur). Met dezelfde beslissing heeft de Waalse Regering het voorontwerp van herziening van het gewestplan aangenomen.

Bij besluit van 27 maart 2009 heeft de Waalse Regering beslist een milieueffectenstudie te laten maken en de inhoud ervan bepaald.

Bij besluit van 1 april 2010 heeft de Waalse Regering voorlopig het ontwerp van herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (blad 37/7) aangenomen met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied bestemd om de exploitatie mogelijk te maken van een nieuwe kalksteenafzetting op de linkeroever van de Schelde op het grondgebied van de gemeenten Antoing (Calonne en Bruyelle) en Doornik (Saint-Maur).

Het ontwerp tot herziening van het gewestplan werd van 7 mei 2010 tot 21 juni 2010 onderworpen aan het openbaar onderzoek op het grondgebied van de gemeenten Antoing en Doornik.

De CCATM (gemeentelijke commissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit) van Doornik heeft op 26 mei 2010 een advies uitgebracht.

De CCATM van Antoing heeft op 21 juni 2010 een advies uitgebracht.

De gemeenteraad van Antoing heeft op 7 juli 2010 een advies uitgebracht.

De « Commission de gestion du parc naturel des Plaines de l'Escaut » heeft op 9 juli 2010 een advies uitgebracht.

De gemeenteraad van Doornik heeft op 12 juli 2010 een advies uitgebracht.

De Waalse Milieuraad voor Duurzame Ontwikkeling heeft op 25 oktober 2010 een gunstig advies uitgebracht betreffende de kwaliteit van de milieueffectenstudie en een gunstig advies betreffende de ecologische opportuniteit van het project.

De OAD3, Departement Milieu en Water, Directie van de industriële, geologische en mijnrisico's, Cel Risico's Zware Ongevallen heeft op 30 september 2010 een advies uitgebracht.

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening heeft op 10 november 2010 een gunstig advies uitgebracht met opmerkingen en aanmerkingen.

De OAD3 Departement Natuur en Bossen heeft op 4 mei 2010 een advies uitgebracht.

Een verzoek om advies werd op 11 mei 2010 gericht aan de « Préfecture du Nord-Pas-de-Calais » en is onbeantwoord gebleven.

IV. Milieuoverwegingen

Voorafgaand aan de analyse van de milieuoverwegingen dient hier te worden onderstreept dat het gaat om een herziening van het gewestplan en niet om een vergunningsaanvraag met het oog op de verwezenlijking van het project dat aan deze herziening van het gewestplan ten grondslag ligt. Bijgevolg zullen de aanmerkingen die in het kader van het openbaar onderzoek zijn gemaakt, de verschillende adviezen die in de loop van de procedure tot herziening van het plan werden gevraagd en uitgebracht, alsook bepaalde aanbevelingen vanwege de auteur van de milieueffectenstudie die verband houden met de vestiging en de exploitatie van het onderliggende industriële project hier niet worden beantwoord, maar zij zullen worden beantwoord in het kader van de procedure van de vergunningsaanvraag en van de beoordeling van de latere milieueffecten alsook eventueel in de vergunning die zou worden uitgereikt. Dit is met name het geval voor de wens te beschikken over een kaart met de hindercurven, het deskundigenonderzoek van de goederen die gelegen zijn in de onmiddellijke omgeving, de exploitatie-uren, het herstel na exploitatie, de inrichting van de beschermingsmuren, de landschappelijke integratie van de verschillende infrastructures, de herinrichting van de du Milieu-steengroeve, de zo lang mogelijke instandhouding van de landbouwactiviteit in het ontginningsgebied, het alternatief dat moet worden gevonden voor het interpretatiecircuit « Circuit du Pays Blanc », de eventueel noodzakelijke omleidingen van de wegen en van de omloop van de RAVEL enz.

De Regering komt tegemoet aan het verlangen van de gemeenten Doornik en Antoing om een comité op te richten voor het begeleiden van de vergunningen met betrekking tot de follow-up van het goede beheer van de site, met inbegrip van de gesteenten zonder mineralen.

Karakteristieken van het project

De initiatiefnemer van de aanvraag tot herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz is de NV HOLCIM België. De aanvraag tot herziening van het gewestplan heeft in hoofdzaak betrekking op de opnemings van een groot ontginningsgebied op de linkeroever van de Schelde, welk gebied gelegen is tussen de Schelde, de N507 en de dorpen Calonne en Bruyelle. De vennootschap HOLCIM België wil dit gebied exploiteren voor het ontginnen van kalksteen bestemd voor de productie van klinkers of granulaatsteen, naargelang het CaO-gehalte. De ontginningsput zal worden geopend in het zuiden en zich ontwikkelen naar het noorden. De exploitatie is voorzien volgens het principe van de in elkaar passende putten (« principe de fosses emboîtées »). Er worden werkfronten gecreëerd van 15 à 25 m hoog die opeenvolgende terrassen vormen, van elkaar gescheiden door overlopen. Het boren van mijngaten op basis van een roosterwerk (6 à 30 m²) evenwijdig met het afkapfront maakt het mogelijk de rots te ontginnen met behulp van mijnschoten. Zodra de rots is afgekapt, worden de grootste brokstukken verkleind met behulp van een rotsbreker. De rots wordt getransporteerd naar de breekinstallatie bestaande uit een primaire breker gevolgd door een secundaire breker, gedeeltelijk gesloten en geluidsdicht gemaakt. De halfafgewerkte producten die uit de primaire breker komen (granulaten van 0-100 mm of 0-250 mm) en bestemd voor de toepassingen in de burgerlijke bouwkunde worden via transportbanden vervoerd naar de rechteroever van de Schelde, hetzij naar de vestiging van HOLCIM Granulats (du Milieu-steengroeve), hetzij naar de steengroeven van Antoing. De halfafgewerkte producten die afkomstig zijn van de secundaire breker (korrelgrootte van 0-100 mm) en die bestemd zijn voor de cementfabrieken worden via transportbanden hetzij rechtstreeks getransporteerd naar de site van de klinkerfabriek van de steengroeven van Antoing, hetzij naar de longitudinale pre-homogeniseervoorraad (75 000 ton), beide gelegen op de rechteroever van de Schelde.

De eerste 10 jaar activiteit zal de breekinstallatie worden opgesteld op ongeveer 20 m onder het initiale niveau van het terrein, in de nabijheid van de N507. Zij zal vervolgens zo gauw mogelijk worden verplaatst naar de put, d.w.z. zo dicht mogelijk bij de werkfronten en in het midden van het ontginningsgebied.

De ontsluiting van de afzetting bestaat erin de losse gronden (dode gronden) weg te nemen, die de onderliggende exploitierbare kalkrots bedekken. Deze aarde zal zo gauw mogelijk worden gebruikt om opnieuw landbouwgronden samen te stellen. Een gedeelte van deze aarde zal eveneens per vrachtwagen over korte afstanden en binnen de exploitatieperimeter worden getransporteerd om voormalige uitgravingen in te richten die gelegen zijn ten noorden en ten oosten van de toekomstige ontginningsput. Tot slot zal deze aarde worden gebruikt voor de aanleg van beschermingsmuren rondom het ontginningsgebied, onder meer om het dorp Calonne te beschermen.

De uitvoering van het exploitatieproject stelt de vennootschap HOLCIM in staat de aanzienlijke investeringen te doen die noodzakelijk zijn voor de vervanging in de productievestiging van Obourg van de ovens volgens de « natte methode » door een oven volgens de « droge methode », die minder energieverblindend is en minder CO₂ uitstoot. Bovendien zal het transport van de rotsen eveneens weinig vervuילend zijn, dankzij het gebruik van het spoor of van de binnenvaart als transportmodus. De herziening van het gewestplan beoogt dus enerzijds de instandhouding van een belangrijke economische activiteit en het creëren van werkgelegenheid en anderzijds te voldoen aan een milieuproblematiek van het allergrootste belang, namelijk de vermindering van de CO₂-uitstoot op het niveau van het Waalse Gewest. De nadruk wordt ook gelegd op het transport dat zal gebeuren op manieren die economischer en milieuvriendelijker zijn dan het vrachtwagenvervoer, waarbij zodoende de kwaliteit van het leefmilieu van de Walen wordt bevorderd. De herziening stelt zodoende een nieuw evenwicht voor tussen industrie en milieu.

Het nieuwe ontginningsgebied is momenteel op het gewestplan voor het merendeel opgenomen als landbouwgebied. Met betrekking tot de toekomstige exploitatie van het gebied bestaat er bijgevolg geen enkele technische moeilijkheden in termen van bodembetrekking. Men dient echter de aanwezigheid te noteren van een hoogspanningslijn die het noordelijke deel van het gebied doorkruist van west naar oost. Er is voorzien ze te verplaatsen en dit vóór de uitgraving van de onderliggende gronden. Men stelt eveneens de aanwezigheid vast van een NAVO-pijpleiding ten zuiden van het belangrijkste ontginningsgebied. Ook die zal moeten worden verplaatst. Deze verplaatsing zal echter pas moeten worden gebeuren als de steengroeve op haar einde loopt.

Uit een analyse van alternatieve sites blijkt, en dat werd door de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening bevestigd in haar advies van 10 november 2010, dat er momenteel op het gewestplan geen enkel ontginningsgebied bestaat met een voldoende oppervlakte en een afzetting die vergelijkbaar is met die welke door dit project wordt beoogd die niet wordt geëxploiteerd of die niet het doel is van een exploitatieproject waarin HOLCIM geen betrokken partij zou zijn. Het alternatief dat beoogt de kalksteen of de klinkersteen in te voeren is niet realistisch, noch uit economisch noch uit ecologisch standpunt, aangezien de transportkosten financieel en ecologisch te hoog zijn.

Bodem en ondergrond

De ingebruikneming van het nieuwe ontginningsgebied zal onvermijdelijk leiden tot de exploitatie van een niet-hernieuwbare natuurlijke hulpbron, maar het betreft hier het voorwerp zelf van de herziening van het gewestplan. De betrokken afzetting heeft geen uitzonderlijke geologische waarde of een bijzonder wetenschappelijk belang.

Uit de milieueffectenstudie blijkt dat de impact van het voorontwerp op de rotsachtige ondergrond die onder het dorp Calonne aanwezig is, als nihil kan worden beschouwd. De gemaakte hydrogeologische modellen tonen immers aan dat het dorp gelegen is in een gebied dat al is drooggelegd door de oppompingen die momenteel plaatshebben in de grondwaterlaag en dat de extra verlaging die door de nieuwe steengroeve zal worden teweeggebracht geen enkele impact zal hebben op de oppervlakten en dus op de stabiliteit van de woningen.

De karstrisico's (risico's voor instabiliteit ingevolge ondergrondse instortingen die worden veroorzaakt door de drooglegging van thans met water gevulde holten) kunnen sterk worden gerelativeerd rekening houdend met het diepe peil van de bestaande grondwaterlaag en met de niet-verbinding ervan met de oppervlaktegronden die, eenmaal drooggelegd, alleen maar aanzienlijke schade zouden kunnen veroorzaken die te wijten is aan de karstinstortingen. De voorziene verlagingen die verbonden zijn aan de verwezenlijking van het project van HOLCIM blijven beperkt en impliceren geen bijkomende drooglegging van de bovenlagen.

Toch beveelt de milieueffectenstudie aan op tegenspraak plaatsbeschrijvingen te laten opstellen van alle gebouwen die gelegen zijn op minder dan 320 meter van de schootgebieden, alsook tests te doen om zich ervan te vergewissen dat de infrastructuur binnen een straal van 320 meter geen enkele schade zullen lijden en eventueel toe te staan dat de nodige maatregelen worden genomen om zich daarvan te vergewissen (afzondering, verplaatsing,...). Dienaangaande zullen de vergunningen moeten garanderen dat de toekomstige exploitant alle nuttige maatregelen neemt om het domino-effect van de schoten te voorkomen.

Wat het verlies van landbouwgronden betreft, zijn de opties die worden aanbevolen om de verloren landbouwgronden te compenseren tweeledig: enerzijds de compensatie met landbouwgronden met dezelfde oppervlakte en van dezelfde aard en kwaliteit en in de mate van het mogelijke in de onmiddellijke nabijheid en anderzijds een geldelijke vergoeding indien geen enkele compensatiegrond werd gevonden. In haar gunstig advies van 10 november 2010 onderstreept de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening trouwens dat de fasering van de exploitatie van het ontginningsgebied het mogelijk zal maken de impact op bepaalde landbouwbedrijven uit te stellen.

De Waalse Regering is zich bewust van de consequenties voor de landbouwactiviteit en treedt de maatregelen bij die moeten worden genomen om de negatieve gevolgen te verminderen zoals die door de auteur van de studie worden voorgesteld. Hij vraagt dat HOLCIM de betrokken landbouwers begeleidt bij de noodzakelijke stappen.

Hydrogeologie en hydrologie

Op basis van de resultaten van een plaatselijke hydrogeologische studie blijkt dat de impact van het project op de globale capaciteit van de koolhoudende grondwaterlaag niet beduidend zou zijn. Het benutten van het groevewater is voorzien. Dit groevewater zou ongeveer 6 miljoen m³/jaar bedragen in vergelijking met een globaal debiet van ongeveer 22 miljoen m³/jaar groevewater uit de steengroeven (in geval van gelijktijdige exploitatie van de steengroeven van Gaurain-Ramecroix, van Barry, van de du Milieu-steengroeve, van de Lemay-steengroeve, van de steengroeve van Antoing en van de nieuwe steengroeve van Calonne). Een op 7 februari 2011 met de SWDE ondertekende overeenkomst toont de wil van de partijen aan te garanderen dat de exploitatie van de hulpbron niet zal leiden tot een verhoging van de kosten van watervoorziening en transport.

Een follow-up van de verlaging van de grondwaterspiegel via de invoering van een netwerk van correct uitgeruste piëzometers alsook passende maatregelen om zich te vergewissen van de instandhouding van de waterkwaliteit zouden kunnen worden voorzien door de vergunning die betrekking heeft op de exploitatie van de steengroeve.

Klimaat — Energie

De exploitatie van deze nieuwe afzetting die voldoende grote reserves bevat om de investeringen rendabel te maken, zal het mogelijk maken dat HOLCIM overstapt op de techniek van de klinkerproductie volgens de zogenaamde « droge methode ». Deze techniek maakt het mogelijk het energieverbruik te verminderen met 40 % in vergelijking met het verbruik van de ovens volgens de « natte methode », die thans in Obourg wordt gebruikt op basis van kruit, en de CO₂-uitstoot met 20 %. Deze vermindering zal nog worden verhoogd wegens de goede ligging van de site, die toegankelijk is via transportmodi die duidelijk minder schadelijk zijn dan het wegverkeer dat niet zal toenemen.

Voor zover door de milieueffectenstudie werd vastgesteld dat het treinvervoer naar Obourg van de stenen die bestemd zijn voor de klinkerproductie minder vervuilend is doordat het toestaat de CO₂ uitstoot met 11 411 ton per jaar te verminderen in vergelijking met het wegvervoer en met 4 832 ton per jaar in vergelijking met de binnenscheepvaart werd er geopteerd voor het treinvervoer of voor de binnenvaart. Deze keuze maakt het niet alleen mogelijk de CO₂-uitstoot nog meer te verminderen maar bovendien beperkt zij de impact van het laden in termen van stofuitstoot aangezien de laadeenheid van de treinen zich in de industriële vestiging zal bevinden die gelegen is op meer dan 2 kilometer van de woningen die onder de overheersende winden zijn gelegen. De balans inzake de vermindering van de CO₂-uitstoot is positief en dat werd door de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening onderstreept in haar gunstig advies van 10 november 2010 : « De commissie onderstreept eveneens de integratie van de principes van duurzame ontwikkeling in de visie die aan het project ten grondslag lag : enerzijds maakt het industriële proces volgens de « droge methode » het mogelijk de CO₂-uitstoot te beperken en anderzijds staat de uitstekende toegankelijkheid van de site een transport toe via andere modi dan de weg. »

Ook de Waalse Milieuraad voor Duurzame Ontwikkeling stelde in zijn advies van 25 oktober 2010 de positieve milieubalans vast : « Het project zal het voortbestaan van de fabriek van Obourg verzekeren door de huidige ovens van de cementfabriek volgens de « natte methode » te vervangen door een oven volgens de « droge methode », wat een vermindering van het energieverbruik van de orde van 40 % toestaat en een vermindering van de CO₂-uitstoot met 20 %, en bijgevolg is de globale milieubalans positief. »

Lucht — Stof

Onder de stofdeeltjes die door een industriële activiteit worden uitgestoten moet een onderscheid worden gemaakt tussen de zwevende deeltjes (deeltjes met een diameter van minder dan 10 Fm, ook PM10 genoemd), en de bezinkbare deeltjes met een grotere diameter. De eerste, de PM10, zijn weinig specifiek voor de steengroeveactiviteiten, zij betreffen de meeste andere industriële activiteiten en zijn bijzonder kenmerkend voor het wegverkeer. In het geval van de steengroeve die door HOLCIM wordt overwogen, zal geen enkele vrachtwagen de steengroeve buitenrijden aangezien de vennootschap HOLCIM ervoor geopteerd heeft de gebroken materies uitsluitend via transportbanden en wat de voor de klinkerproductie bestemde steen betreft, per spoor of per binnenschip te vervoeren. In termen van fijn stof zal de impact van de ontginningsactiviteiten dus onbelangrijk zijn.

Het stof waarvan de diameter groter is dan 10 Fm, is samengesteld uit zware deeltjes en heeft de neiging snel te bezinken. Het optrekken van een landschappelijke beschermingsmuur over de hele omtrek van de vestiging zal tot gevolg hebben dat de eventuele hinder van de ontginningsactiviteit wordt verminderd. Hij zal als scherm fungeren dat bijdraagt tot de bescherming van de omwonenden tegen de hinder van de steengroeve.

Noteren wij eveneens dat de Regering heeft beslist de eigenlijke ontginningsactiviteit niet toe te staan op een gedeelte van het ontginningsgebied dat het voorwerp is van deze herziening van het gewestplan. Het betreft een strook met een breedte van 75 meter en een oppervlakte van de orde van 5 hectare langs de noordoostelijke rand van de site, die dus als bijkomende scheidingszone zal dienen tussen het dorp Calonne en de ontginningsput.

Een hele reeks maatregelen (installaties in gesloten ruimten, afdekken van de transportband, stofvrij maken via afzuiging, controle, houden van energieaudits, onderhoud van de machines, groenscherm,...) zullen bovendien kunnen worden genomen om de uitstoot van fijne deeltjes en stof maximaal te beperken. Deze maatregelen maken deel uit van de vergunning die nodig is met het oog op de vestiging en de exploitatie van de afzetting en zullen in aanmerking moeten worden genomen bij de vergunningsaanvraag, de beoordeling van de milieueffecten waaraan zij zal worden onderworpen en de vergunning die zou kunnen worden uitgereikt.

Kwaliteit van het leven — leefklimaat — landschap

Voor de inwoners van het dorp Calonne zullen het zuidwestelijke deel van de voormalige « Les Cinq Rocs »-steengroeve, de voormalige steengroeven Requiem, Vicaire, Bruyelle en Californie gedeeltelijk worden bestemd tot groengebied en gedeeltelijk tot natuurgebied. De tot groengebied bestemde gedeelten zullen het voorwerp zijn van een herinrichting om er de fauna en flora zo goed mogelijk te beschermen en te ontwikkelen. Deze herinrichting zal gebeuren in overleg dat tot uiting komt in een overeenkomst met het Departement Natuur en Bossen van de Overheidsdienst van Wallonië — Algemene Directie Landbouw, Natuurlijke rijkdommen en Milieu. Het besluit tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan bepaalt dat deze overeenkomst uiterlijk moet worden gesloten op de dag van afgifte van de vergunning die betrekking heeft op het industriële project dat aan de herziening van het gewestplan ten grondslag ligt. Met andere woorden, de herinrichtingsopties zullen worden bepaald vóór elke exploitatie van de site.

Bovendien is rond de ontginningsput een perifere beschermingsmuur voorzien alsook een afzonderingsbeschermingsmuur tussen het ontginningsgebied en Calonne.

De landschappelijke effecten voor het dorp Saint-Maur zullen markant zijn. Nochtans, zal enerzijds de aanleg van afzonderingsbeschermingsmuren rond de ontginningsput tot gevolg hebben dat de lengte van de vergezichten wordt beperkt en anderzijds zal het planten op de beschermingsmuur van struiken en bomen ertoe bijdragen de landschappelijke milieueffecten te beperken. Dit zal de lengte van de uitzichten beperken, maar toestaan het agrarische en beboomde karakter te behouden waardoor het landschap momenteel wordt gekenmerkt.

Zowel de exploitatie van de perifere beschermingsmuur rondom de put als die van de landschappelijke beschermingsmuur met Calonne zullen in dit opzicht het voorwerp zijn van een gedetailleerde milieueffectenbeoordeling. Die zal eventueel aanpassingen daaraan kunnen suggereren om de bescherming van de belangen van de omwonenden nog te versterken en de afspiegeling vormen van het advies van de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening van 10 november 2010 betreffende de stabiliteits- en afwateringsproblemen en die met betrekking tot de boom- en struiksoorten die moeten worden aangeplant.

In dezelfde gedachtegang zullen de bufferzones aandachtig moeten worden onderzocht.

Bovendien heeft de Regering beslist de eigenlijke ontginningsactiviteit niet toe te staan op een gedeelte van het ontginningsgebied dat het voorwerp is van deze herziening van het gewestplan. Het betreft een strook met een breedte van 75 meter en een oppervlakte van de orde van 5 hectare langs de noordoostelijke rand van de site, die dus als bijkomende scheidingszone zal dienen tussen het dorp Calonne en de ontginningsput.

Het opgeven van het transport via de binnenvaart maakt het mogelijk de impact van het project op landschappelijk vlak ter hoogte van de laadkade te beperken, aangezien er geen behoefte meer zal zijn aan een gesloten loods om het laden te verzekeren van de steen die bestemd is voor de klinkerproductie.

Een aanzienlijke landschappelijke impact werd vastgesteld ingevolge de verwezenlijking van de transportband « Centre », die dus werd opgegeven. De transportband « Noord » van zijn kant zal worden ingegraven vanaf de landschappelijke beschermingsmuur tot aan het gemeentelijke, in overleg in te richten gebied (dat landbouwgebied zal worden door toedoen van de compensatie), namelijk het gedeelte dat de woonzone doorkruist, waardoor hij onzichtbaar wordt. Hij zal pas opnieuw aan de oppervlakte verschijnen om in de lucht de Schelde over te steken en uitkomen bij de op te vullen site op de rechteroever. Bij de procedure van vergunningsaanvraag en beoordeling van de milieueffecten ervan zal bijzondere aandacht moeten worden gewijd aan de esthetische kwaliteit van de transportband en aan de integratie ervan in het landschap.

Ter hoogte van de transportband « Zuid » is sinds de voorlopige aanneming van de herziening van het gewestplan eveneens een uitbreiding voorzien van het ontginningsgebied die nodig is voor het passeren van de transportband, zodat een grotere speelruimte in termen van oriëntatie van de transportband is toegestaan, met name om zich te verwijderen van de woningen die op die plaats aanwezig zijn.

Tot slot vereist het project de verplaatsing van de hoogspanningslijn. Die vormt momenteel een gegeven dat de vergezichten in waarde doet dalen. De in aanmerking genomen reservatieperimeter omvat tegelijk het tracé dat werd voorgesteld in de aanvraag (en dat door Elia werd bekrachtigd) als datgene dat door de auteurs van de milieueffectenstudie wordt gesuggereerd. De eenmalige vergunning die zou kunnen worden toegekend, zal binnen deze reservatieperimeter het definitieve tracé van de nieuwe lijn bepalen. In het kader van de inrichting van de site « Les Cinq Rocs » zal een heuvelachtig reliëf moeten worden bestudeerd om het mogelijk te maken de hoogspanningslijn te integreren tegenover het dorp en het domein van Chercq. Dit maakt deel uit van de vergunningsaanvraag en de beoordeling van de latere milieueffecten alsook eventueel van de vergunning die zou kunnen worden uitgereikt.

De eenmalige vergunning die bestemd is om de exploitatie van de afzetting te dekken zal niet alleen bepalingen kunnen bevatten betreffende het herstel van de site na exploitatie, maar bovendien bijkomende maatregelen inzake de landschappelijke integratie van de exploitatie.

Noteren wij ten slotte dat op termijn de aanwezigheid van de natuurgebieden alsook van de groengebieden - waarvan de herinrichting en het beheer zullen zijn ontwikkeld in overleg met het Departement Natuur en Bossen van de Algemene Directie Landbouw, Natuurlijke rijkdommen en Milieu van de Overheidsdienst van Wallonië volgens een overeenkomst die uiterlijk moet worden gesloten op de dag van de afgifte van de vergunning met betrekking tot de exploitatie van het industriële project dat aan de herziening van het gewestplan ten grondslag ligt - zal bijdragen tot de verbetering van het leefmilieu van de omwonenden.

Mobiliteit

De milieueffectenstudie heeft getoond dat sommige sluizen zouden verzadigd raken door de zendingen van HOLCIM en dat de installaties voor het laden van de vaartuigen op de kade van Bruyelle een bron zullen zijn van stofuittoot en lawaai en het landschap waarneembaar zullen wijzigen. Zij heeft trouwens de haalbaarheid aangetoond van het transport naar Obourg van de steen die bestemd is voor de klinkerproductie via het spoor indien in het kader van de toekenning van de eenmalige vergunning passend rekening wordt gehouden met maatregelen inzake akoestische bescherming en landschappelijke integratie. Wat de verzadiging van de spoorinfrastructuur betreft, heeft de milieueffectenstudie aangetoond dat de voorzienbare impact op de werking van het spoorwegnet gering is en geen enkele moeilijkheid zal meebrengen voor het treinverkeer.

Het opgeven van het transport per binnenschip ten voordele van het spoorvervoer zal het derhalve mogelijk maken het transport per binnenschip van granulaatsteen naar Noord-Frankrijk, Nederland of het zuiden van België vanaf de kade van Bruyelle op de Schelde te beperken, wat hoeveelheden vertegenwoordigt van de orde van 300 000 tot 600 000 ton/jaar. Deze hoeveelheid vereist bijgevolg niet langer dat een beroep wordt gedaan op installaties die milieuhinder genereren die even negatief is als de loods die is voorzien voor de steen bestemd voor de klinkerproductie in het voorontwerp. Door het project zal bijgevolg geen enkele verzadiging van de wegen- of binnenvaartinfrastructuur worden veroorzaakt.

Geen enkel milieueffect valt te voorzien in termen van verkeer. Geen enkele transportband doorkruist de wegen, aangezien het tracé hetzij bovengronds is, hetzij ondergronds in vergelijking met de bestaande wegen.

Het project zal dus evenmin de productie van granulaatsteen van de du Milieu-steengroeve verhogen, maar het voortbestaan ervan verzekeren. De omvang van het vrachtwagenverkeer en de geografische spreiding ervan zullen dus vergelijkbaar blijven met de huidige situatie. Er moet evenmin enige wijziging worden voorzien voor de steengroeven van Antoing, die een gedeelte van de granulaatsteen zullen verwerken en de cementfabriek van de steengroeven van Antoing zullen bevoorraden met klinkersteen. Wat de in- en uitrijdende vrachtwagens in de vestiging van Obourg betreft, zal de balans van de vrachtwagenstromen overeenstemmen met de situatie die momenteel wordt waargenomen.

De toegangen die naar de privé-eigendom leiden die gelegen is in de nabijheid van de du Milieu-steengroeve en van de ontginningssite, zullen worden gevrijwaard.

De vestiging van een industriële activiteit langs de linkeroever an de Schelde daarentegen, ter hoogte van de haven van Bruyelle, zal de verplaatsing van de RAVEL vereisen. De milieueffectenstudie stelt varianten voor waarvan de keuze moet gebeuren in het stadium van de eenmalige vergunning die zou kunnen worden uitgereikt. De chemin de Warnaf en de chemin du Vieux Moulin zullen eveneens moeten worden verplaatst langs de site. Deze verplaatsing zal het voorwerp moeten zijn van een specifieke procedure. Daarentegen is er geen sprake van een openbare weg (de chemin des Anglais) privaatief te maken.

Lawaai — trillingen - gezondheid

De verplichtingen inzake lawaai en trillingen weren geïntegreerd in de keuze van de ligging en van het ontwerp van de installaties die nodig zijn voor de exploitatie van het gebied.

De mijnschotensmethodes die moeten worden gebruikt om de eventuele impact op de nabijgelegen woningen in termen van lawaai en trillingen te minimaliseren, alsmede naukeurige schotenplannen en toezichtmiddelen zullen moeten worden bepaald in het kader van de afgifte van de eenmalige vergunning.

De overstap op het spoorvervoer zal het mogelijk maken de verwachte hinder te voorkomen, met name ter hoogte van de laadkade. Er zullen eveneens specifieke maatregelen moeten worden genomen in het stadium van de vergunning wat de hinder betreft die zou kunnen worden veroorzaakt door laad- en transportverrichtingen per spoor.

De vragen betreffende de plaatsbeschrijvingen zullen het voorwerp moeten zijn van een bijzondere aandacht ter gelegenheid van de vergunningsaanvraag, vooral omdat de Algemene Directie Landbouw, Natuurlijke rijkdommen en Milieu in haar opmerkingennota van 17 juni 2010 als voorwaarde voor haar gunstig advies aangeeft dat het aan de exploitant zal zijn alle passende maatregelen te nemen om het domino-effect van de mijnschoten te voorkomen.

In de landbouwgebieden die zijn opgenomen ten zuiden en ten noorden van de toekomstige transportband Noord zullen tenslotte enkel de handelingen en werken zijn toegestaan die overeenkomstig de definitie van het landbouwgebied bedoeld in artikel 35 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie zijn, met uitzondering van die betreffende de activiteiten van intensieve veeteelt en de ontspanningsactiviteiten in open lucht die geluidshinder kunnen veroorzaken.

Beheer van de gronden en van de gesteenten zonder mineralen

De milieueffectenstudie heeft getoond dat het beheersplan van de gronden en van de gesteenten zonder mineralen dat werd voorgesteld door het voorontwerp tot herziening van het gewestplan meerdere moeilijkheden bevatte die de haalbaarheid ervan in gevaar bracht, maar verschillende elementen onderstreepte waarvan kan worden geprofiteerd om dat beheer te verbeteren. Bijgevolg werd op basis daarvan een nieuw beheersplan van de ontsluitingen en de gesteenten zonder mineralen uitgewerkt.

Het herinrichtingsprogramma dat het herstel mogelijk maakt van enerzijds het gebied van de voormalige steengroeven « Les Cinq Rocs » dat zal worden opgevuld en anderzijds van het gedeelte van de voormalige steengroeven « Californie », « Requiem », « Vicaire » et « Bruyelle » dat eveneens zal worden opgevuld, zal worden uitgevoerd in overleg met het Departement Natuur en Bossen van de Overheidsdienst van Wallonië - Algemene Directie Landbouw, Natuurlijke rijkdommen en Milieu. Dit overleg zal tot uiting komen in een overeenkomst die uiterlijk zal moeten worden afgesloten op de datum van de afgifte van de vergunning tot exploitatie van het industriële project dat aan de herziening van het gewestplan ten grondslag ligt.

Fauna — flora

De milieueffectenstudie bevestigt dat de gronden die voorzien zijn om door het voorontwerp tot exploitatie van een nieuwe steengroeve te worden bestemd tot ontginningsgebied weinig biologische waarde bezitten. Enkel een weide en de haag die haar omringt vertonen een interessant potentieel voor de kleine fauna. De schrapping van deze milieus zal niet zonder milieueffecten zijn, met name door de schrapping van bestanddelen van het ecologische netwerk, maar deze milieueffecten zullen beperkt zijn.

De gronden die een habitat van niet-prioritair communautair belang omringen (atlantisch neutrofiel eikenbosje-essenbosje) waarover de zogenaamde transportband « Centrum » zou moeten passeren zullen door de exploitatie niet worden aangetast, gelet op het opgeven van deze transportband en de spreiding van zijn belasting over de zogenaamde transportband « Noord ». De haalbaarheid van de spreiding van de belasting op de transportband « noord » zonder aanzienlijke toename van de hinder van zijn activiteit werd door de milieueffectenstudie gesteund.

Dezelfde habitat van niet-prioritair communautair belang is aanwezig in het gebied voorzien voor de doorgang van de zogenaamde transportband « Zuid » (atlantisch neutrofiel eikenbosje-essenbosje). De studie stelt echter vast dat de eventuele impact van de transportband op deze habitat relatief blijft voor zover dat hij altijd aanwezig zal blijven in de voormalige steengroeve « Bois Del' Sec » in de nabijheid alsook in de voormalige steengroeve « Thorn ». De Waalse Regering zal in het kader van de latere vergunningen erop toezien dat een doordringbaarheid van de afsluitingen rondom de werkzones wordt gegarandeerd om de doorgang van de fauna mogelijk te maken en dat de door de werkzaamheden in beslag genomen gebieden bij de installatie van de transportband « zuid » beperkt blijven. Om dienaangaande een grotere flexibiliteit toe te staan, werd erin voorzien om het ontginningsgebied uit te breiden dat noodzakelijk is voor de doorgang van deze transportband. De Waalse Regering bevestigt deze keuze, die al werd gemaakt in het stadium van de voorlopige aanneming van de herziening van het gewestplan.

De gedeeltelijke bestemming van delen van de voormalige steengroeven « Californie », « Vicaire », « Requiem » en « Bruyelle » gedeeltelijk tot natuurgebied en voor het gedeelte dat zal worden heringericht tot groengebied als planologische compensatie maakt de instandhouding mogelijk van tal van milieus van heel groot biologisch belang, alsook van verschillende zeldzame en beschermde soorten in deze gebieden zoals de oehoe die nestelt op de flanken van de voormalige steengroeve « Californie ». Het herinrichtingsprogramma van de gebieden die bestemd zijn om groengebieden te worden en het beheer van deze gebieden en van de natuurgebieden die zijn opgenomen op de linkeroever van de Schelde zal worden uitgevoerd in overleg met het Departement Natuur en Bossen van de Overheidsdienst van Wallonië - Algemene Directie Landbouw, Natuurlijke rijkdommen en Milieu, vertaald in een overeenkomst die uiterlijk zal moeten worden afgesloten op de datum van de afgifte van de vergunning tot exploitatie van het industriële project dat aan de herziening van het gewestplan ten grondslag ligt.

De herbesteding van de voormalige steengroeven « Grande Mer » tot groengebied zal op zich geen enkel bijzonder milieueffect veroorzaken op de biologische milieus van groot belang die deze gronden een rangschikking als Natura 2000-gebied en SHIB opleverden. De passende milieueffectenbeoordeling die werd gedaan overeenkomstig de Europese Richtlijn 92/43/EEG inzake de instandhouding van Natura-2000 sites, die naar het Waalse recht werd omgezet door het decreet van 6 december 2001 tot wijziging van de wet op het natuurbehoud van 12 juli 1973 maakte het mogelijk het ontbreken van milieueffecten op het Natura 2000-gebied van het « Scheldebekken stroomopwaarts Doornik » na te gaan, van een verlenging van de transportband « Noord » tot aan de installaties voor verwerking van de granulaatsteen van de du Milieu-steengroeve, zoals aanbevolen in de eerste fase van de studie. Uit deze passende beoordeling vloeit voort dat de gronden gelegen op de zuidelijke grens van de voormalige steengroeve « Grande Mer », vermeld als Natura 2000-gebied, geen enkele habitat van communautair belang omvatten en dat de rechtstreekse impact van het project op de habitats die in de studieperimeter aanwezig zijn, maar buiten het Natura 2000-gebied, in het bijzonder de poelen die gelegen zijn op en aan de voet van de steenberg « Batte et Mathias » en die gunstig zijn voor de voortplanting van de rugstreeppad, onbelangrijk lijkt gelet op de ligging van het project en dat op de diersoorten evenmin enig milieueffect te voorzien valt. De oostelijke en zuidelijke grenzen van dit groengebied werden dus aangepast om rekening te houden met de bestaande activiteiten en met de doorgang van de transportband naar de verwerkingsinstallaties van de vennootschap HOLCIM Granulats, overeenkomstig het voorstel van de milieueffectenstudie. De Waalse regering bevestigt deze keuze, die al werd gemaakt in het stadium van de voorlopige aanneming van de herziening van het gewestplan.

De opportuniteit van de tijdelijke aanleg van een of meer poelen aan de voet van de « Terril des Italiens », in antwoord op een aanbeveling van de milieueffectenstudie, zal moeten worden beoordeeld bij de afgifte van de vergunningen tot exploitatie van dit gebied, en meer in het bijzonder van de verlenging van de transportband « noord » tot aan de installaties van de du Milieu-steengroeve.

Aangezien de volledige opvulling van de voormalige Les Cinq Rocs-steengroeven tot gevolg zou hebben gehad dat alle geïnventariseerde milieus van biologische kwaliteit zouden zijn geschrapt alsook het huidige potentieel, dat door een beter beheer van de site ontwikkeld had kunnen worden, werd met het Departement Natuur en Bossen overeengekomen de opvulling te beperken tot het zuidwestelijke deel van de site. De herinrichting van deze gebieden zal gebeuren in overleg met dat Departement van de Overheidsdienst van Wallonië — Algemene Directie Landbouw, Natuurlijke Rijkdommen en Milieu. Dit overleg zal tot uiting komen in een overeenkomst die uiterlijk moet worden afgesloten op de dag van de afgifte van de vergunning tot exploitatie van het industriële project dat aan de herziening van het gewestplan ten grondslag ligt en zal toestaan deze opvulling te begeleiden en de beheersmodaliteiten te bepalen om de instandhouding van de milieus van biologische kwaliteit in dit gebied te verzekeren. Het geheel van dit gebied zal bovendien worden opgenomen als groengebied en niet als parkgebied, rekening houdend met de aanwezigheid van de SEVESO-vestiging in de nabijheid, rekening houdend met de aanbeveling van de milieueffectenstudie en met het advies van 30 september 2010 van de Cel Risico's Zware Ongevallen van de Directie Industriële, geologische en mijnongevallen van de Algemene Directie Landbouw, Natuurlijke rijkdommen en Milieu.

De gronden bestemd voor de gefaseerde compensatie met op termijn herbesteding tot landbouwgebied, gronden die gelegen zijn ten noorden van de voormalige steengroeven van Antoing, zijn gronden die al werden gewijzigd. De habitats die zij omvatten en die eventueel zouden kunnen worden aangetast door de opvulling en de landbouwactiviteit, zullen in de nabijgelegen voormalige steengroeven van Antoing aanwezig blijven. In het kader van de procedures van vergunningsaanvraag top opvulling van deze verschillende gebieden dient natuurlijk de noodzaak te worden nagegaan van te beschikken over de afwijkingen op de wetten op het natuurbehoud.

Erfgoed

Door een tussenkomst van de Archeologische dienst vóór het begin van de ontsluitingswerkzaamheden van de nieuwe steengroeve zal het mogelijk zijn de risico's voor aantasting van eventuele sites of goederen die interessant zijn wegens hun patrimoniale kwaliteit te elimineren. De beperking van de activiteiten die in de landbouwgebieden aan beide zijden van de toekomstige transportband « noord » zijn toegestaan tot de handelingen en werkzaamheden overeenkomstig de definitie van het landbouwgebied, bedoeld in artikel 35 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke

Ordering, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, met uitzondering van die betreffende de activiteiten van intensieve veeteelt en die betreffende de recreatieve activiteiten in open lucht die geluidshinder kunnen veroorzaken, maakt het mogelijk de vergezichten op het kasteel van Curgies te behouden.

Compensaties

De compensaties werden bepaald rekening houdend met de impact op de buurt van het nieuwe gebied bestemd voor bebouwing. Zij zijn voorzien zowel op de linkeroever van de Schelde als op de rechteroever en dit op het grondgebied van de gemeenten Antoing en Doornik, d.i. in de buurt van het project.

De Regering heeft uitsluitend geopteerd voor planologische compensaties. Twee soorten van planologische compensaties zijn voorzien: de rechtstreekse compensaties en de gefaseerde compensaties. Wat laatstgenoemde betreft, treedt de Regering het advies bij dat op 24 september 2009 door de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening werd uitgebracht betreffende het behoud van gefaseerde compensaties, een oplossing die op juridisch vlak wordt verkozen boven de opnemings van onmiddellijke planologische compensaties om de toekenning van de vergunning tot opvulling van de betrokken sites te garanderen. De perimeters en voorschriften die op de compensatiegebieden van toepassing zijn, zijn trouwens het voorwerp geweest van aanpassingen in het stadium van de voorlopige aanneming van de herziening van het gewestplan om in te gaan op de aanbevelingen van de auteur van de milieueffectenstudie.

De Waalse Regering bevestigt deze keuzes, die al werden gemaakt in het stadium van de herziening van het gewestplan.

De herziening van het gewestplan eerbiedigt het voornoemde artikel 46 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie betreffende de compensaties doordat zij voorziet in de opnemings van 164,7 ha als gebieden bestemd tot bebouwing en van 171,7 ha als gebieden niet bestemd tot bebouwing.

Deze planologische compensaties bestaan uitsluitend in de omvorming van bebouwbare gebieden tot natuurgebieden of tot groengebieden. Het betreft met name de verlenging van het park « Les Cinq Rocs », van de voormalige steengroeven op de linkeroever « Bruyelle », « Vicaire », « Requiem », « Californie » alsook van de voormalige steengroeve « Grande Mer » en van een gedeelte van de du Milieu-steengroeve. De opnemings als natuurgebied in plaats van als groengebied (zoal voorzien in de voorlopige aanneming) van de gebieden van de voormalige steengroeven « Les Cinq Rocs » en van de voormalige steengroeven van Antoing maakt het mogelijk het beschermingsstatuut van deze gebieden die rijke milieus van heel groot biologisch belang omvatten en waarin meerdere zeldzame en beschermde soorten werden geïnventariseerd, zoals de oehoe die nestelt op de flanken van de voormalige steengroeve « Californie », nog te verbeteren.

Andere gebieden die zowel ten zuiden (voormalige steengroeven van Antoing) als ten noordwesten van Calonne (steengroeve « Les Cinq Rocs ») zijn gelegen, blijven trouwens behouden als ontginningsgebied, maar worden voorzien van een bijkomend voorschrift waardoor de overeenkomstige oppervlakte binnen het nieuwe ontginningsgebied pas zal kunnen worden geëxploiteerd na afloop van de inrichting die geschikt is om de bestemming tot groengebied van deze als ontginningsgebied behouden gebieden te verwezenlijken. Zoals al eerder gezegd zal de inrichting gebeuren in overleg met het Departement Natuur en Bossen van de Overheidsdienst van Wallonië — Algemene Directie Landbouw, Natuurlijke rijkdommen en Milieu, een overleg dat tot uiting zal komen in een overeenkomst die uiterlijk zal moeten worden gesloten op de dag van afgifte van de vergunning tot exploitatie van het industriële project dat aan de herziening van het gewestplan ten grondslag ligt.

Om veiligheidsredenen zullen deze gebieden niet toegankelijk zijn voor het publiek. De Cel Risico's voor Zware Ongevallen van de Directie Industriële, geologische en mijnongevallen van het Departement Milieu en Water van de Algemene Directie Landbouw, Natuurlijke rijkdommen en Milieu geeft in zijn advies van 30 september 2010 immers aan dat deze gebieden volledig gelegen zijn in het berekende kwetsbare gebied (overdruk van 50 m Bar) betreffende de site « Grand Seveso » TITANOBELE en dat de aanwezigheid van het publiek onverenigbaar is met het berekende gevaar in de nabijheid van TITANOBELE. De andere compensatiegebieden zullen evenmin toegankelijk zijn voor het publiek gelet op hun bestemming alsook gelet op hun ecologische rol.

Infrastructuren voor het transport van energie en niet-vaste stoffen.

Naast de verplaatsing van de elektrische hoogspanningslijn 70-150kV die van west naar oost het noordelijke gedeelte van het toekomstige ontginningsgebied doorkruist (p. 10), zal de verwezenlijking van het project ook de wijziging impliceren van het tracé van een NAVO-pijpleiding die het zuidelijke deel van de toekomstige exploitatie van west naar oost doorkruist, voordat dit deel van het gebied in gebruik wordt genomen, wat niet voor het verstrijken van een termijn van 60 jaar is voorzien. De NAVO heeft bevestigd dat deze verplaatsing mogelijk was. De kosten van de werkzaamheden zullen voor rekening van HOLCIM komen.

Gezien om te worden toegevoegd aan het besluit van de Waalse Regering van 17 februari 2011 tot definitieve goedkeuring van de herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (blad 37/7) met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied bestemd om de exploitatie mogelijk te maken van een nieuwe kalksteenafzetting op de linkeroever van de Schelde, op het grondgebied van de gemeenten Antoing (Calonne en Bruyelle) en Doornik (Saint-Maur).

Namen, 17 februari 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Advies van de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening betreffende de aanvraag tot herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz tot opnemning van een ontginningsgebied in Calonne, Bruyelle (Antoing) en Saint-Maur (Doornik)

INLEIDING

1. Aanhangigmaking en antwoord

• Met zijn brief ontvangen op 16 september 2010 heeft de Waalse Regering het advies gevraagd van de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening (Commission régionale d'aménagement du territoire) betreffende genoemd project.

- Overeenkomstig artikel 43, § 4, van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie heeft het advies van de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening betrekking op het dossier dat bestaat uit het ontwerpplan, vergezeld van de milieueffectenstudie en de klachten, opmerkingen, processen-verbaal en adviezen die tijdens het openbaar onderzoek werden uitgebracht.
- De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening heeft kennis genomen van alle hierboven genummerde bestanddelen van het dossier en ze geanalyseerd.

2. Terugblik

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening heeft met betrekking tot dit project al verscheidene adviezen geformuleerd :

— Op 10 februari 2009 heeft de Gewestelijke Commissie voor ruimtelijke ordening een gunstig advies gegeven met betrekking tot het voorontwerp van herziening van het gewestplan en met betrekking tot het ontwerp van inhoud van de milieueffectenstudie (Ref. 09/Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening A.761-AN);

— Op 24 september 2009 heeft de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening opmerkingen gemaakt op de eerste fase van de milieueffectenstudie (Ref. 09/Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening A.835-AN) en heeft zij zich uitgesproken voor de voortzetting van de studie;

— Op 3 december 2009 heeft de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening opmerkingen gemaakt op de tweede fase van de milieueffectenstudie (Ref. 10/Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening A.857-AN) en heeft zij zich uitgesproken voor de voortzetting van de procedure.

3. Context van het project

Ingevolge een aanvraag van de vennootschap HOLCIM en overeenkomstig artikel 42*bis* van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie heeft de Waalse Regering beslist tot de herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (blad 37/7) met het oog op de opnemning van een ontginningsgebied bestemd om de exploitatie mogelijk te maken van een nieuwe kalksteenafzetting op de linkeroever van de Schelde, op het grondgebied van de gemeenten Antoing (Calonne en Bruyelle) en Doornik (Saint-Maur).

De herziening van het gewestplan heeft betrekking op :

- de opnemning als ontginningsgebied
 - o van gronden met een oppervlakte van 162,5 ha op het grondgebied van de gemeenten Antoing (Calonne en Bruyelle) en Doornik (Saint-Maur)
 - o op een diepte van 30 meter, van de gronden gelegen te Antoing (Calonne) die nodig zijn voor de verwezenlijking van de transportband « noord » tussen de ontginningsite, de chemin des Cinq Rocs, het kerkhof en de rechteroever van de Schelde;
- de opnemning als industriegebied van een terrein van 0,9 ha, ten westen gelegen in het verlengde van de quai de Bruyelle op de Schelde, alsook de gedeelten van de kade waarop installaties met economische bestemming zijn gemonteerd tussen de rue Artisien en de Schelde;
- de opnemning als woongebied van de gronden langs de Schelde, aan de oostkant van de rue Artisien en rue de France, alsook aan de westkant van de rue Artisien, waarop woningen zijn opgetrokken die een homogene wijk vormen;
- de opnemning als groengebied
 - o van het geheel van noordoostelijke delen van de noordelijke, zuidelijke en oostelijke uitlopers van het zuidwestelijke deel van de voormalige steengroeven « Les Cinq Rocs »;
 - o van het gedeelte van de voormalige steengroeven « Californie », « Requiem », « Vicaire » en « Bruyelle », gelegen op het grondgebied van Antoing (Calonne en Bruyelle), op de linkeroever van de Schelde, dat niet zal worden opgevuld;
 - o van gronden begrepen in de hoek gevormd door de autosnelweg E42 en de straat du Gros Lot, die de voormalige steengroeve « Grande Mer » in Doornik dekt en geklasseerd is als Natura 2000-gebied;
 - o gronden met een oppervlakte van 47,4 ha gelegen in het noordwestelijke deel van de du Milieu-steengroeve in Antoing en Doornik, in het verlengde van het Natura 2000-gebied dat de steenbergen « Tonton », « Battes et Mathias » en « Buttes des Italiens » omvat alsook het zuidelijke deel ervan dat volledig is geëxploiteerd en niet zal worden opgevuld met de aarde afkomstig van de steengroeve van de linkeroever;
- de opnemning als landbouwgebied van de gronden opgenomen als gemeentelijk in overleg in te richten gebied tussen het geagglomereerde woongebied van Calonne en de Schelde;
- de afschaffing van het tracé en van het ontwerp-tracé van elektrische hoogspanningslijnen opgenomen in het gewestplan in het noordelijke deel van de toekomstige steengroeve;
- de opnemning van een ontwerp van tracés van elektrische hoogspanningslijnen langs de noordelijke en oostelijke rand van de toekomstige ontginningsite om de verplaatsing van de bestaande 70-150 kV lijnen mogelijk te maken.

ADVIES

1. Met betrekking tot de opneming van een ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeenten Antoing en Doornik

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening brengt een gunstig advies uit met betrekking tot het ontwerp van opneming van een ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeenten Antoing en Doornik.

De Commissie deelt mee dat de analyse die werd gemaakt in het kader van de milieueffectenstudie heeft toegestaan aan te tonen dat er momenteel in ontginningszones van het gewestplan geen enkel reëel alternatief bestaat met een voldoende oppervlakte en met een afzetting die vergelijkbaar is met diegene die door het voorontwerp wordt beoogd en die niet wordt geëxploiteerd door of het mikpunt is van een exploitatieproject waarbij HOLLICIM niet zou zijn betrokken. Gelet op de fysieke verplichtingen lijkt een ontwikkeling van de ontginningsactiviteit op de rechteroever van de Schelde niet langer mogelijk bovenop de al toegekende vergunningen.

Bovendien stelt de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening vast dat de kwantiteit en de kwaliteit van de kolenkalkafzetting werden onderstreept zowel door de inventaris van de hulpbronnen van de ondergrond van het Waalse Gewest als door de campagnes van exploratieboringen.

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening stipt overigens aan dat dit project de werkgelegenheid in de regio's van Doornik en Bergen beoogt in stand te houden en te ontwikkelen.

De Commissie onderstreept eveneens de integratie van de principes van duurzame ontwikkeling in de visie waarop het project is gebaseerd: enerzijds maakt het industriële proces het via de droge methode mogelijk de CO₂-uitstoot te beperken en anderzijds staat de uitstekende toegankelijkheid van de site een transport toe via andere modi dan de weg.

Gelet op deze overwegingen is de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening van oordeel dat deze aanvraag tot herziening van het gewestplan die beoogt een ontginningsgebied op te nemen ten volle gerechtvaardigd is.

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening heeft echter de volgende op- en aanmerkingen:

• Landschappelijke integratie

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening dringt erop aan dat de landschappelijke inrichtingen bijzonder verzorgd zijn om de dorpen te beschermen die door de ontginningsactiviteiten zullen zijn omringd. Zij vestigt de aandacht op de noodzaak oordeelkundig de plantensoorten te kiezen die zullen worden aangeplant.

Zij is eveneens van oordeel dat het profiel van de beschermingsmuur bijzonder moet worden bestudeerd om elk stabiliteits- of afwateringsprobleem te voorkomen.

• Milieueffecten te wijten aan het gebruik van het gebied en herstel

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening is van oordeel dat de milieueffecten die verbonden zijn aan het lawaai, de luchtvervuiling, aan de eventuele beschadiging van de woningen... te wijten aan het gebruik van het geplande ontginningsgebied alsook de voorwaarden van herstel van de site in hoofdzaak onder de eenmalige vergunning en de exploitatievoorwaarden vallen. Bijgevolg spreekt de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening zich op dit niveau niet uit over deze gegevens.

• Water

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening stipt aan dat op basis van een plaatselijke hydrogeologische studie blijkt dat de impact van het project op de globale capaciteit van de koolhoudende grondwaterlaag niet aanzienlijk zou zijn.

Zij onderstreept eveneens de voorwaarden die zijn vermeld in het besluit van het voorontwerp van de Waalse Regering van 1 april 2010.

• Mobiliteit

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening treedt het voorstel van de auteur van de studie dat beoogt de lengte van de sporen te verminderen niet bij. Zij is van oordeel dat deze maatregel zou indruisen tegen de efficiëntie van het treinvervoer.

• Beheer van de stenen zonder mineralen

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening stipt aan dat de milieueffectenstudie een nieuw beheersplan heeft voorgesteld voor de stenen zonder mineralen dat het volgende omvat:

— tot in 2018 de verwezenlijking van de perifere beschermingsmuren en de opvulling van de voormalige steengroeven « Les Cinq Rocs », van Antoing, ten noorden van « Californie » en « Lemay »;

— vanaf 2018, de opvulling van de du Milieu-steengroeve;

— vanaf 2033, de geleidelijke opvulling van de geëxploiteerde delen van de nieuwe steengroeve.

• Landbouw

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening neemt akte van het verlies van gronden voor 12 landbouwers. Toch stipt zij aan dat de fasering van de exploitatie van het ontginningsgebied het mogelijk zal maken de impact op bepaalde landbouwbedrijven uit te stellen. Zij stelt overigens vast dat het ontwerp tot herziening van het gewestplan het principe van de compensaties eerbiedigt, zoals bepaald in artikel 46, § 1, lid 2, 3° van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie.

• Omkeerbaarheidsclausule

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening treedt het voorstel van de gemeenteraden van Doornik en Antoing niet bij die de Waalse Regering suggereren een omkeerbaarheidsclausule op te leggen en de verplichting het project te verwezenlijken binnen de 4 of 7 jaar. De Commissie onderstreept dat de milieueffectenstudie het bestaan heeft aangetoond van een aanzienlijke afzetting op die plaats en zij is van oordeel dat die dient te worden beschermd. Zij meent dat de herziening van het gewestplan is gebaseerd op een langetermijnvisie op het gebied.

2. Betreffende de opneming van de andere gebieden bestemd voor bewoning

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening is voorstander van de opneming van de industrie- en woongebieden, zoals vermeld in het ontwerpbesluit.

3. Betreffende de opneming van gebieden niet-bestemd voor bewoning

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening is voorstander van de opneming van alle gebieden niet-bestemd voor bewoning, zoals vermeld in het ontwerpbesluit.

De Gewestelijke Commissie voor ruimtelijke ordening apprecieert het behoud van de gefaseerde planologische compensaties en is daarbij van oordeel dat, zoals zij had onderstreept bij haar opmerkingen van 24 september 2009, dat de opvulling van niet door bewoning bestemde gebieden een grotere rechtsonzekerheid zou hebben gecreëerd dan het beroep op gefaseerde compensaties.

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening treedt de aanbevelingen van de DNB bij die beogen als natuurgebied in plaats van groengebied op te nemen :

— de noordelijke, zuidelijke en oostelijke uitlopers van het zuidwestelijke deel van de voormalige steengroeven « Les Cinq Rocs »;

— het gedeelte van de voormalige steengroeven « Californie », « Requiem », « Vicaire » en « Bruyelle » gelegen op het grondgebied van Antoing (Calonne en Bruyelle) op de linkeroever van de Schelde dat niet zal worden opgevuld.

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening stipt aan dat de steengroeve « Californie » is opgenomen als gefaseerde planologische compensatie waarvan de gronden zullen worden opgevuld met grond die afkomstig is van de nieuwe steengroeve op de linkeroever, met bestemming tot groengebied na afloop van de herinrichting. Deze opvulling zou echter geen afbreuk mogen doen aan de meest interessante habitats, met name de flanken die een nestplaats vormen voor de oehoe.

4. Betreffende de opnemings van een ontwerp van tracés van elektrische hoogspanningslijnen

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening dringt erop aan dat het tracé van de elektrische hoogspanningslijn vooraf door Elia wordt goedgekeurd zoals met het oorspronkelijke tracé is gebeurd. Bovendien raadt zij aan dat dit tracé wordt geoptimaliseerd volgens het industriële project om de efficiënte exploitatie van de afzetting te garanderen.

5. Betreffende het opstellen van een beheersschema voor het Doornikse steengroevengebied

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening is van oordeel dat het opportuun zou zijn voor het steengroevengebied een beheersschema op te stellen in overleg met de diverse actoren. Dat schema zou de langetermijndoelstellingen van de regio moeten vastleggen en per gebied streefcijfers bepalen om een karig beheer van de bodem te garanderen. Deze strategische studie zou niet alleen het territoriale aspect moeten integreren, maar zou tevens een economisch gedeelte moeten omvatten betreffende de toekomst van de sector. De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening is echter van oordeel dat deze visie deel uitmaakt van een supralokaal niveau en niet mag worden overgelaten aan de enige aanwezige aanvrager.

6. Betreffende de kwaliteit van de milieueffectenstudie

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening is van mening dat de milieueffectenstudie van goede kwaliteit is.

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening meent dat de milieueffectenstudie duidelijk alle thema's heeft geanalyseerd die verbonden zijn aan het project. Zij stipt aan dat de studie heeft geantwoord op alle opmerkingen die door de Commissie werden gemaakt bij de eerste fase, met uitsluiting van de juridische controle op de opnemings van de transportbanden in het gewestplan.

Philippe BARRAS,
Voorzitter